

**DEROULE CONSEIL MUNICIPAL DU**  
**JEUDI 17 JUIN 2021**

- 1° Désignation du Secrétaire de séance
- 2° Approbation du PV du 11 février 2021 (*CM en visioconférence*)
- 3° Approbation du PV du 15 AVRIL 2021 (*CM en visioconférence*)
- 4° 304 Approbation du compte gestion 2020 (315)
- 5° 298 Compte administratif 2020: budget principal et budgets annexes (312)
- 6° 299 Budget principal : affectation du résultat du compte administratif 2020 (312)
- 7° 300 Budget annexe de l'eau: affectation du résultat du compte administratif 2020 (312)
- 8° 301 Budget annexe des pompes funèbres: affectation du résultat du compte administratif 2020 (312)
- 9° 313 Créances irrécouvrables : admission en non-valeur (315)
- 10° 303 Ouverture d'emplois permanents : modalités de recrutement (322)
- 11° 338 Dotation de soutien à l'investissement local 2021 complémentaire : proposition d'opérations (314)
- 12° 327 Contrat de ville : cité éducative du quartier des Coteaux à Mulhouse (2220)
- 13° 279 Démos conservatoire, convention de partenariat entre la ville de Mulhouse et la citée de la musique- philharmonie de Paris (213)
- 14° 341 Association Orthophonie et Prévention Alsace (OPAL) : attribution d'une subvention
- 15° 261 Signature de l'adhésion au Pass Culture, dispositif culturel pour les collectivités, proposé par le Ministère de la Culture et destiné aux jeunes de 18 ans (2100)
- 16° 295 Réseau Grand Est des conservatoires : convention de partenariat CPES (classe préparatoire à l'enseignement supérieur) (213)

17°	329	Bibliothèques-médiathèque : financement des travaux d'aménagement du rez-de-chaussée et d'une nouvelle entrée à la bibliothèque Grand'Rue (212)
18°	333	Attribution des subventions de fonctionnement et d'investissement aux associations culturelles et de bourses aux projets culturels 2021 (218)
19°	309	Associations sportives : attribution de subventions d'équipement 2021 (243)
20°	310	Soutien au mouvement sportif local : mesures d'accompagnement et de développement des pratiques (243)
21°	321	Assurance flotte automobile : constitution d'un groupement de commandes (41)
22°	316	Réhabilitation de l'ouvrage d'art pont de Riedisheim : convention financière (422)
23°	325	Etablissement d'un schéma directeur d'alimentation de l'eau potable : convention ville de Mulhouse et m2A (412)
24°	317	Associations de lutte contre l'exclusion : subventions 2021 - 2ème phase (112)
25°	318	Mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain - préemption d'un ensemble de garages quartier des Coteaux à Mulhouse (534)
26°	323	Autorisation et déclaration de mise en location : mise en œuvre d'une convention partenariale avec la CAF (535)
27°	337	Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) : programme d'intervention et de concertation du quartier Fonderie (533)
28°	305	Centres sociaux : attribution de subventions de fonctionnement 2021 (133)
29°	315	Contrat de ville : programmation politique de la ville 2021 - 2ème phase (131)
30°	326	Prévention et lutte contre les rongeurs : mise en place d'un groupement de commandes (124)
31°	335	Association du Carnaval : attribution de la subvention annuelle 2021 (030)

- 32° 343 Recrutement de deux conseillers numériques France services (07)
- 33° 342 Soutien au dynamisme commercial de la ville de Mulhouse : attribution de subventions aux associations de commerçants (040)
- 34° Motion La Ville de Mulhouse s'engage en faveur d'une sauvegarde du service public de l'énergie (Motion proposée par le groupe Mulhouse Cause Commune)

--- / ---

- 35° 302 Transferts et créations de crédits (312)
- 36° 324 Réaménagement du Lerchenberg : garantie d'emprunt en faveur de l'association Le Lerch et de la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy de Mulhouse (313)
- 37° 297 Mise à jour de l'Etat des emplois permanents, créations et suppressions de postes au premier juillet 2021 (324)
- 38° 331 Adhésion en tant que membre fondateur à un groupement de commandes pour la passation de marchés publics relatifs à l'hébergement, la maintenance et le développement de la plateforme mutualisée Alsace Marchés Publics et divers services associés (351)
- 39° 336 Information du Conseil Municipal sur les décisions prises par le Maire (341)
- 40° 314 Marché d'acquisition de produits et matériel d'entretien, papier et brosse industrielle - constitution d'un groupement de commandes (2234)
- 41° 312 Centre d'art contemporain (Kunsthalle) : convention annuelle d'objectifs 2021 entre la Ville de Mulhouse et l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles Grand Est) (2112)
- 42° 320 Centre d'art contemporain (Kunsthalle) : adhésion de la Ville de Mulhouse au Pôle Arts Visuels Grand Est (2112)
- 43° 322 Bibliothèques-médiathèque : demande de financement de boîtes de conservation pour documents précieux (212)

44°	332	Animation jeunesse et équipements sportifs : révision et création des tarifs municipaux pour services rendus (saison 2021/2022) (241)
45°	319	Gestion du réseau d'eau potable à Lutterbach : versement d'une subvention exceptionnelle (412)
46°	135	Fourniture d'eau potable en gros : tarifs 2021 et conventions (412)
47°	334	Syndicat mixte du barrage de Michelbach : passation d'une convention de prestations de services pour l'année 2021 (412)
48°	339	Cession de l'immeuble sis 42 avenue Roger Salengro à Mulhouse (534)
49°	307	Centres Sociaux: attribution de subventions d'équipement 2021 (133)
50°	306	Associations intervenant dans le domaine de la santé - subventions 2021 - phase 1(114)
51°	308	Associations d'aide aux familles - subventions 2021 phase 1 (113)
52°	340	Loyers économiques : exonérations exceptionnelles dans le cadre de la COVID 19 (040)



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

41 conseillers présents (55 en exercice / 12 procurations)

### **APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020 (315/7.1.3/304)**

- Vu les Comptes de Gestion relatifs au Budget Principal et aux Budgets Annexes de l'Eau et des Pompes Funèbres de l'exercice 2020, rendus par Monsieur Pascal THEVENET, Trésorier Principal de la Trésorerie de Mulhouse Municipale pour la Ville de Mulhouse,
- Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui des Comptes de Gestion 2020,
- Vu les Budgets, Primitifs et Supplémentaires, des recettes et des dépenses présumées de l'exercice 2020 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après s'être assuré que la Trésorerie a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2020.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,
- prend acte de la parfaite concordance des écritures de l'exercice 2020 entre l'ordonnateur et le comptable,

- déclare que les Comptes de Gestion 2020 dressés par le Trésorier Principal de la Ville de Mulhouse, concernant le Budget Principal, les Budgets Annexes de l'Eau et des Pompes Funèbres n'appellent aucune observation ni réserve de notre part,
- charge Madame le Maire ou son représentant de la signature des comptes.

P.J. : 1 Etat récapitulatif : Résultats budgétaires de l'exercice.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned to the right of the official seal.

## RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	102 926 930,00	183 951 912,00	286 878 842,00
Titres de recettes émis (b)	59 133 534,74	175 512 754,65	234 646 289,39
Réductions de titres (c)	14 205,58	4 951 697,57	4 965 903,15
Recettes nettes (d = b - c)	59 119 329,16	170 561 057,08	229 680 386,24
<b>DÉPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	102 926 930,00	183 951 912,00	286 878 842,00
Mandats émis (f)	64 115 380,96	156 954 381,17	221 069 762,13
Annulations de mandats (g)	109 647,37	6 204 345,29	6 313 992,66
Dépenses nettes (h = f - g)	64 005 733,59	150 750 035,88	214 755 769,47
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent		19 811 021,20	14 924 616,77
(h - d) Déficit	4 886 404,43		

## RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	12 530 660,00	46 465 500,00	58 996 160,00
Titres de recettes émis (b)	5 497 581,64	47 403 211,84	52 900 793,48
Réductions de titres (c)		4 288 612,29	4 288 612,29
Recettes nettes (d = b - c)	5 497 581,64	43 114 599,55	48 612 181,19
<b>DÉPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	12 530 660,00	46 465 500,00	58 996 160,00
Mandats émis (f)	3 980 003,85	47 950 915,20	51 930 919,05
Annulations de mandats (g)	23 976,42	6 407 476,23	6 431 452,65
Dépenses nettes (h = f - g)	3 956 027,43	41 543 438,97	45 499 466,40
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	1 541 554,21	1 571 160,58	3 112 714,79
(h - d) Déficit			

**01503 - POMPES FUNEBRES MULHOUSE**  
**RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE**

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	814 410,00	3 399 960,00	4 214 370,00
Titres de recettes émis (b)	232 305,79	1 639 831,48	1 872 137,27
Réductions de titres (c)	1 561,00	543,00	2 104,00
Recettes nettes (d = b - c)	230 744,79	1 639 288,48	1 870 033,27
<b>DÉPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	814 410,00	3 399 960,00	4 214 370,00
Mandats émis (f)	198 865,94	1 143 938,07	1 342 804,01
Annulations de mandats (g)		21 978,24	21 978,24
Dépenses nettes (h = f - g)	198 865,94	1 121 959,83	1 320 825,77
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	31 878,85	517 328,65	549 207,50
(h - d) Déficit			



**SOUS-PREFECTURE**  
**23 JUIN 2021**  
**DE MULHOUSE**

Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 10 procurations)

### **COMPTE ADMINISTRATIF 2020 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES (312/7.1.3/298)**

Le Compte Administratif reflète la gestion de la Ville de Mulhouse pour un exercice, alors que le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2020 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans le budget principal, que dans les deux budgets annexes.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Alain COUCHOT est élu Président pour approuver le présent Compte Administratif.

Monsieur le Président expose :

#### **I ERE PARTIE – BUDGET PRINCIPAL :**

Le résultat 2020 de la section de fonctionnement se chiffre à 34 348 289,22 € dont 14 537 268,02 € d'excédent reporté de 2019. Il fera l'objet d'une délibération séparée pour décider de son affectation.

#### **I) SECTION DE FONCTIONNEMENT :**

##### **A - Dépenses**

Les dépenses réelles réalisées s'élèvent à 139 993 367,90 €, alors que les inscriptions de crédits pour 2020 en termes réels étaient de 156 110 981,44 €, soit un taux de réalisation de 89,7 %.

## **B - Recettes**

Les recettes réelles réalisées s'élèvent à 181 987 069,84 € pour une dotation totale au budget de 180 418 792 €, soit un taux de réalisation de 100,9 %.

## **C - Résultat**

Après imputation du solde déficitaire des opérations d'ordre, le résultat annuel dégagé est de 19 811 021,20 €.

Cumulé avec l'excédent de l'exercice antérieur affecté à la section de fonctionnement, soit 14 537 268,02 €, il représente le résultat à affecter de 34 348 289,22 €.

Il doit permettre de financer en priorité le besoin de financement constaté à la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser d'investissement, le reste de l'excédent pouvant être affecté à de nouvelles opérations d'investissement ou de fonctionnement.

## **II) SECTION D'INVESTISSEMENT :**

### **A - Dépenses**

Le mouvement des dépenses d'investissement s'est chiffré à 64 005 733,59 €. Ces dépenses comprennent 3 457 843,95 € d'opérations d'ordre, et 60 547 889,64 € de mouvements réels.

Parmi les opérations réelles, il convient de distinguer :

- les opérations financières dont le montant est de 32 676 202,46 €,
- les opérations d'investissement pour le compte de tiers, à hauteur de 81 814,81 €,
- les opérations d'équipement pour un montant de 27 789 872,37 €, qui correspondent à des investissements réalisés par la Ville.

### **B - Recettes**

Les recettes d'investissement ont été enregistrées pour 59 119 329,16 €, dont 11 103 256,67 € pour les opérations d'ordre et 48 016 072,49 € pour les recettes réelles.

### **C - Résultat**

Le besoin brut de financement de la section d'investissement s'élève à 12 600 476,04 €.

### **III) LES RESTES A REALISER :**

#### **Section d'investissement**

En dépenses, les restes à réaliser sont de 10 492 771,46 €.  
En recettes, ils se montent à 6 224 260,40 €, dont 5M€ d'emprunts reportés.  
En intégrant le solde des restes à réaliser de la section d'investissement, le besoin de financement de la section s'établit à 16 868 987,10 €.

### **II EME PARTIE - BUDGETS ANNEXES :**

#### **I) BUDGET DE L'EAU**

##### **Section d'exploitation**

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 41 543 438,97 €.

Compte tenu d'un montant prévisionnel de dépenses de 46 465 500,00 €, le taux de réalisation est de 89,41 %.

Les recettes de la section d'exploitation totalisent 46 713 244,28 €.

Le montant prévisionnel de recettes étant de 46 465 500,00 €, le taux de réalisation s'établit à 100,53 %.

L'exploitation de ce service est excédentaire de 5 169 805,31 € compte tenu de la reprise de l'excédent affecté de 2019, égal à 3 598 644,73 €.

##### **Section d'investissement**

Les dépenses d'investissement réalisées totalisent 3 956 027,43 €.

Les recettes d'investissement réalisées représentent 5 497 581,64 €.

Compte tenu du déficit antérieur reporté de 1 212 106,26 €, le résultat réel de clôture s'établit à + 329 447,95 €.

##### **Résultat**

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement, le Compte Administratif du budget annexe de l'Eau dégage un résultat global de fin d'exercice positif de 4 329 364,09 €.

## **II) BUDGET DU SERVICE DES POMPES FUNEBRES**

### **Section d'exploitation**

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 1 121 959,83 €.

Compte tenu d'un montant prévisionnel de dépenses de 3 399 960 €, le taux de réalisation est de 33,00 %.

Les recettes de la section d'exploitation totalisent 3 840 975,00 €.

Le montant prévisionnel de recettes étant de 3 399 960 €, le taux de réalisation s'établit à 112,97 %.

Compte tenu de ces éléments, l'exploitation de ce service est excédentaire de 2 719 015,17 €.

### **Section d'investissement**

Les dépenses d'investissement réalisées totalisent 198 865,94 €.

Les recettes d'investissement réalisées représentent 230 744,79 €.

Compte tenu de l'excédent antérieur reporté de 106 713,50 €, le résultat réel de clôture s'établit à 138 592,35 €.

### **Résultat**

Après prise en compte des restes à réaliser de la section d'investissement, le Compte Administratif du budget annexe des Pompes Funèbres dégage un résultat global de fin d'exercice positif de 2 804 614,11 €.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL approuve le Compte Administratif 2020 de la Ville de Mulhouse et de ses budgets annexes.

P.J. : 2

Mme le Maire quitte la séance pour le vote.

M. COUCHOT est élu président temporaire à l'unanimité des suffrages exprimés.  
Le compte administratif est adopté à la majorité des suffrages exprimés

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





# COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Rapport de présentation

SOUS-PREFECTURE  
23 JUIN 2021  
DE MULHOUSE



# Table des matières

<b>1</b>	<b>LE BUDGET PRINCIPAL.....</b>	<b>2</b>
1.1	LE RESULTAT 2020 .....	2
1.2	SECTION DE FONCTIONNEMENT .....	2
1.2.1	Une épargne brute impactée par la crise sanitaire .....	3
1.2.2	Les recettes de fonctionnement .....	4
1.2.3	Les dépenses de fonctionnement .....	11
1.3	SECTION D'INVESTISSEMENT .....	16
1.3.1	Les recettes d'investissement .....	16
1.3.2	Les dépenses d'investissement .....	18
<b>2</b>	<b>LES BUDGETS ANNEXES .....</b>	<b>24</b>
2.1	LE BUDGET ANNEXE DE L'EAU .....	24
2.1.1	Section de fonctionnement .....	24
2.1.2	Section d'investissement .....	25
2.1.3	Résultat .....	26
2.2	LE BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES .....	26
2.2.1	Section de fonctionnement .....	26
2.2.2	Section d'investissement .....	27
2.2.3	Résultat .....	27

# 1 Le budget principal

## 1.1 Le résultat 2020

Le résultat global ressort à 17 479 302,12 € contre 14 537 268,02 € en 2019 :

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	150 750 035,88 €	185 098 325,10 €	34 348 289,22 €
INVESTISSEMENT	71 719 805,20 €	59 119 329,16 €	-12 600 476,04 €
REPORTS	10 492 771,46 €	6 224 260,40 €	-4 268 511,06 €
<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>232 962 612,54 €</b>	<b>250 441 914,66 €</b>	<b>17 479 302,12 €</b>

## 1.2 Section de fonctionnement

La section de fonctionnement regroupe deux types d'opérations :

- les opérations réelles, qui donnent lieu à un paiement ou un encaissement ;
- les opérations d'ordre, qui n'ont aucune incidence financière en termes de trésorerie.

**L'épargne brute** est l'indicateur clé de l'aisance financière d'une collectivité. Elle correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette). Elle constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements. L'exercice 2020 a permis de dégager une épargne brute de 27,46 M€, soit 16,4% des recettes réelles de fonctionnement :



## 1.2.1 Une épargne brute impactée par la crise sanitaire

Les mesures prises par la collectivité en soutien au monde économique, aux habitants et aux agents atteignent 4M€. On estime l'impact à la baisse sur l'épargne brute à -3,2 M€. Les conséquences financières de cette crise sont de plusieurs types :

- des pertes de recettes liées aux mesures prises par la collectivité en direction du monde économique et des usagers ;
- des baisses de recettes subies : fermetures d'équipements, diminution de l'assiette de la taxe sur l'électricité, reversement du SIVU du casino de Blotzheim en retrait, etc. ;
- des recettes nouvelles, notamment des subventions et la refacturation de produits d'hygiène ;
- des dépenses supplémentaires, parmi lesquelles l'achat de masques et autres produits d'hygiène pour protéger les habitants et les agents de la collectivité, des protocoles de nettoyage renforcés dans les écoles ou encore l'opération « Je soutiens mon commerce » ;
- des baisses de charges, en particulier en matière d'évènementiel et de frais de fonctionnement d'équipements fermés.

<b>IMPACTS COVID CA 2020 (M€)</b>	<b>CA 2020</b>	<b>Mesures de soutien</b>
<b>Baisses de recettes</b>	<b>-2,67</b>	
<i>dont stationnement / FPS / redevances parkings</i>	-1,34	X
<i>dont droits de place commerces</i>	-0,77	X
<i>dont exonérations de loyers commerciaux</i>	-0,07	X
<i>dont Conservatoire : gratuité des droits d'écologie avril/mai</i>	-0,10	X
<i>dont droits de mutation</i>	0,17	
<i>dont taxe sur l'électricité</i>	-0,06	
<i>dont SIVU Casino de Blotzheim</i>	-0,10	
<i>dont divers</i>	-0,40	
<b>Recettes nouvelles (Muta Santé, Etat, refacturation produits)</b>	<b>0,08</b>	
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>-2,59</b>	
<b>Dépenses nouvelles</b>	<b>1,68</b>	
<i>dont opération "je soutiens mon commerce"</i>	0,20	X
<i>dont dépenses diverses COVID</i>	1,48	X
<b>Baisses de charges (évènementiel, frais de fonctionnement des équipements, frais de déplacements, missions, etc.)</b>	<b>-1,08</b>	
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>0,60</b>	
<b>IMPACT GLOBAL SUR L'EPARGNE BRUTE</b>	<b>-3,19</b>	

## 1.2.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement 2020 atteignent 185,10 M€ :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en M€)	CA 2019	CA 2020	Var.%
Impôts et taxes	85,82	85,47	-0,4%
Dotations et subventions	54,84	55,70	1,6%
Produits des services et du domaine	18,68	18,26	-2,3%
Autres produits de gestion	6,77	6,24	-7,7%
Produits divers et exceptionnels	6,99	1,79	-74,5%
<b>Sous-total recettes de gestion</b>	<b>173,09</b>	<b>167,45</b>	<b>-3,3%</b>
Mouvements d'ordre	3,28	3,11	-5,1%
Résultat de fonctionnement reporté	4,39	14,54	230,8%

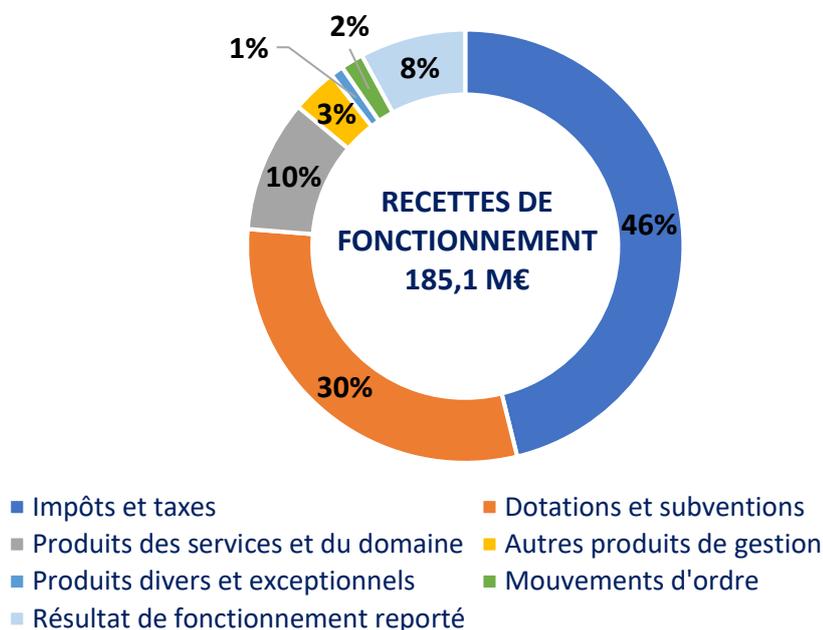
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>180,77</b>	<b>185,10</b>	<b>2,4%</b>
<b>Taux de réalisation</b>	<b>105,4%</b>	<b>100,9%</b>	

Les recettes de gestion sont en retrait de -5,64 M€, ce qui s'explique notamment par :

- une diminution des impôts et taxes de -0,35 M€ : le coût des exonérations Covid sur les droits de place est de -0,77 M€, et le FPIC diminue de moitié (-0,5 M€). Les impôts ménages progressent quant à eux de +0,87 M€ ;
- une baisse de -1,3 M€ sur les droits de stationnement et Forfaits Post-Stationnement ;
- des recettes exceptionnelles moindres qu'en 2019 (-5,2 M€ - cession du réseau câblé à SFR en 2019) ;
- la hausse des dotations et subventions : +0,86 M€

Les recettes de fonctionnement totales progressent de +2,4% grâce au résultat de fonctionnement reporté (14,54 M€), reflétant la bonne gestion financière de ces dernières années.

Les recettes de fonctionnement 2020 se répartissent de la manière suivante :



### **Chapitre 73 – Impôts et taxes : 85,47 M€**

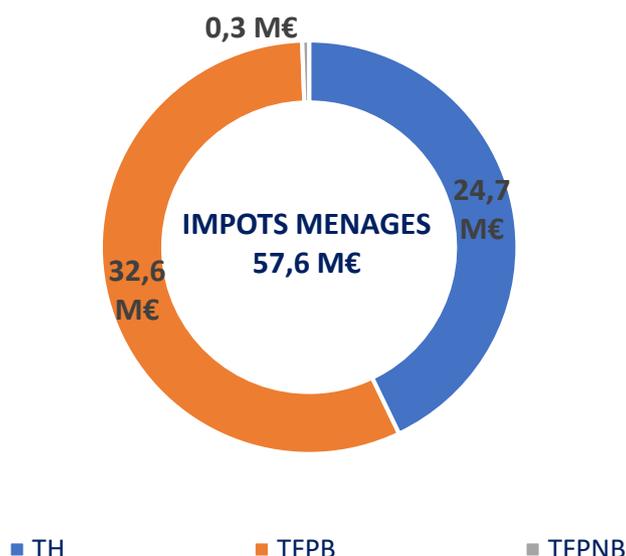
Les impôts et taxes diminuent de -0,4% par rapport au CA 2019. Ils représentent 47% des recettes réelles de fonctionnement 2020.

#### **❖ Les impôts ménages : 57,6 M€**

Les impôts ménages regroupent :

- la Taxe d'Habitation (TH) ;
- la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) ;
- la Taxe Foncière sur les Propriétés Non-Bâties (TFPNB).

Le produit de la fiscalité directe locale atteint 57,6 M€ au CA 2020 soit une hausse de +1,54% par rapport à 2019. Les taux d'imposition étant stables depuis 2016, cette progression n'est liée qu'aux réévaluations physique et forfaitaire des bases. Les impôts ménages se répartissent de la manière suivante :



❖ L'attribution de compensation : 20,85 M€

L'attribution de compensation est versée par la Communauté d'Agglomération. Elle correspond au produit de la fiscalité économique concédée à m2A, diminué du montant des charges transférées à l'EPCI. Son montant 2020 ressort à 20,85 M€. La baisse de -0,1 M€ par rapport à 2019 est consécutive à la prise en compte du transfert à m2A de la compétence Plan Local d'Urbanisme / Règlement Local de Publicité.

❖ Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales (FPIC) : 0,5 M€

Le montant du FPIC 2020 s'est établi à 0,5 M€ en 2020 contre 1 M€ l'année précédente. A noter que la recette FPIC disparaît totalement en 2021, la Communauté d'Agglomération n'étant plus éligible à ce dispositif.

❖ La dotation de solidarité communautaire : 0,37 M€

Ce mécanisme de péréquation horizontale a été mis en place par m2A en remplacement des fonds de concours. Il tient compte du niveau de richesse des communes du territoire. Son montant est stable depuis 2018.

❖ Les impôts et taxes indirects : 6,18 M€

En M€	CA 2019	CA 2020	Variation
Droits de place	1,19	0,44	-62,7%
Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources	0,73	0,73	0,0%
Taxe sur l'électricité	1,66	1,60	-3,5%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	2,63	2,79	6,3%
Taxe sur les emplacements publicitaires	0,41	0,40	-1,3%
Autres impôts indirects	0,19	0,20	8,6%
<b>Impôts indirects</b>	<b>6,80</b>	<b>6,18</b>	<b>-9,2%</b>

Les impôts et taxes indirects sont impactés par la crise sanitaire. Les exonérations accordées aux commerçants sur leurs droits de place 2020 représentent une mesure de soutien de 0,75 M€. La taxe sur l'électricité diminue également de -3,5%. Au final, et en dépit d'une taxe additionnelle aux droits de mutation qui reste dynamique (+6,3%), les impôts indirects chutent de -9,2%.

**Chapitre 74 – Dotations et participations : 55,7 M€**

Les dotations et participations constituent la deuxième ressource de la collectivité : 31% des recettes réelles de fonctionnement. On relève une augmentation de +1,6% en 2020. Les dotations et participations regroupent :

❖ Les concours financiers de l'Etat : 46,78 M€

Ces concours financiers sont destinés à compenser le coût des compétences transférées par l'Etat aux collectivités. Leurs montants 2019 et 2020 sont retracés dans le tableau ci-dessous :

En M€	CA 2019	CA 2020	Variation
Dotation Globale de Fonctionnement	19,33	19,37	0,2%
Dotation de Solidarité Urbaine	23,80	24,80	4,2%
Dotation Nationale de Péréquation	1,63	1,66	1,8%
Dotation Générale de Décentralisation	0,81	0,81	0,0%
FCTVA sur dépenses de fonctionnement	0,14	0,14	-6,0%
Dotation Spéciale Instituteurs	0,003	0,003	0,0%
<b>Concours financiers de l'Etat</b>	<b>45,73</b>	<b>46,78</b>	<b>2,3%</b>

Concernant les trois principales dotations :

- la DGF est stable ;
- la DNP progresse légèrement, sans retrouver son niveau 2018 (1,71 M€) ;
- la DSU est en progression de +1M€.

❖ Les autres attributions : 3,6 M€

Ces dotations viennent pour la plupart en compensation d'exonérations accordées par l'Etat aux contribuables en matière de fiscalité directe locale. On y retrouve également des dotations de péréquation. Globalement, elles sont en hausse de +0,08 M€. Les principales attributions perçues par Mulhouse sont :

- l'allocation de compensation des exonérations de TH : 2,68 M€ (+0,13 M€);
- l'allocation de compensation des exonérations de TF, stable à 0,40 M€ ;
- la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP), qui recule à 0,24 M€ en 2020 contre 0,29 M€ au CA 2018.

❖ Les participations et subventions : 5,32 M€

Elles baissent de – 0,28 M€ soit -5%. On y trouve les participations ci-dessous :

En M€	CA 2019	CA 2020	Variation
(1) Participations autres collectivités	2,38	2,21	-7,4%
(2) Autres participations de l'Etat : culture, social, scolaire, coopération transfrontalière, etc.	1,67	1,81	8,2%
(3) Participations CAF et autres organismes	1,54	1,30	-15,6%
<b>Participations et subventions</b>	<b>5,60</b>	<b>5,32</b>	<b>-5,0%</b>

(1) Il s'agit notamment des aides obtenues de la part de la Région ou du Département dans le cadre de l'action sociale, de projets culturels ou encore pour l'entretien des routes. Ces participations diminuent sensiblement par rapport à 2019 (-7,4%) :

- la contribution du SIVU Casino de Blotzheim diminue de -0,1 M€ ;
- les subventions perçues en 2019 pour l'organisation du Tour de France disparaissent : -0,04 M€ ;
- absence de biennale en 2020 et donc du financement Région correspondant : -0,03 M€

(2) L'augmentation des autres participations de l'Etat (+8,2%) relève de financements obtenus pour des actions nouvelles, notamment en matière d'éducation et de jeunesse :

- colos apprenantes : 0,14 M€ ;
- plan mercredi : 0,06 M€ ;
- cités éducatives Coteaux : 0,03 M€.

(3) Ces subventions subissent une baisse de -15,6%. On note principalement une chute des subventions liées au renouvellement urbain (ANRU/ANAH/ CDC = -0,23 M€), des participations DEMOS (-0,05 M€) et de projets impactés par la crise sanitaire (-0,05 M€ pour « Fruits à la récré »). Ces baisses sont partiellement compensées par de nouveaux partenariats :

- 0,05 M€ pour la prévention des expulsions locatives ;
- 0,03 M€ pour le Parcours d'Excellence Sportive.

### ***Chapitre 70 – Produits des services et du domaine : 18,26 M€***

Les produits des services et du domaine sont impactés par la crise sanitaire, avec pour conséquence une baisse de -0,43 M€ par rapport à 2019 :

- les droits de stationnement et les Forfaits Post-Stationnement reculent globalement de -1,28 M€, suite à la gratuité accordée en mars/avril/mai et à une baisse de fréquentation imputable au second confinement (4<sup>ème</sup> trimestre 2020) ;
- les refacturations de personnel augmentent de +1,1 M€, incluant la refacturation de la part m2A du personnel de nettoyage en renfort en raison de la crise sanitaire (+0,3 M€), la mise à jour annuelle de l'affectation des agents (+0,6 M€) et l'étude mutualisation (+ 0,2 M€) ;
- la gratuité des frais d'écolage du Conservatoire pour avril-mai emporte une perte de recette de -0,1 M€ ;
- la crise sanitaire impacte les autres produits des services à hauteur de -0,15 M€ : facturations de travaux, accueils dans les centres de loisirs, entrées à l'OSM, visites du CIAP, buvette du théâtre, etc.

### ***Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante : 6,24 M€***

Pénalisés eux aussi par la crise COVID, les autres produits de gestion courante subissent une baisse de -7,7%. Ils regroupent :

- les revenus des immeubles, qui atteignent 2,01 M€ en 2020 contre 2,15 M€ l'année précédente, en raison des exonérations de loyers accordées aux commerçants et de moindres locations de salles et gymnases ;
- du loyer financier perçu de l'Etat pour l'Hôtel de Police, qui s'élève comme en 2019 à 1,50 M€. Ce loyer est reversé par la Ville au propriétaire du bien, si bien que l'opération est neutre budgétairement ;
- des remboursements de taxes foncières pour 0,6 M€ ;

- des redevances versées par les délégataires des concessions d'exploitation des parkings en ouvrage : 0,4 M€ (- 0,1 M€) ;
- le remboursement des contrats aidés : 0,28 M€ ;
- d'autres produits pour 1,08 M€, notamment la billetterie du théâtre dont les recettes sont en baisse de -0,23 M€ en 2020.

### ***Chapitre 77 – Produits exceptionnels : 0,8 M€***

Les produits exceptionnels 2020 se composent :

- de produits de cessions pour 0,42 M€ ;
- d'indemnités d'assurances pour 0,26 M€
- de divers produits exceptionnels pour 0,12 M€.

### ***Chapitre 042 – Recettes d'ordre : 3,11 M€***

Il s'agit d'écritures comptables visant à transférer des valeurs entre les budgets de fonctionnement et d'investissement. N'entraînant pas de flux de trésorerie, elles sont neutres budgétairement. On y retrouve :

- la quote-part des subventions d'investissement transférées au résultat, pour 2,15 M€. Cette reprise permet de réduire la charge d'amortissement des immobilisations financées à l'aide de subventions ;
- les travaux en régie : 0,88 M€. Ils correspondent aux travaux réalisés par la collectivité pour elle-même. Leur coût (matières consommées, matériel, frais de personnel) est basculé en section d'investissement par un mouvement d'ordre ;
- les reprises sur provisions.

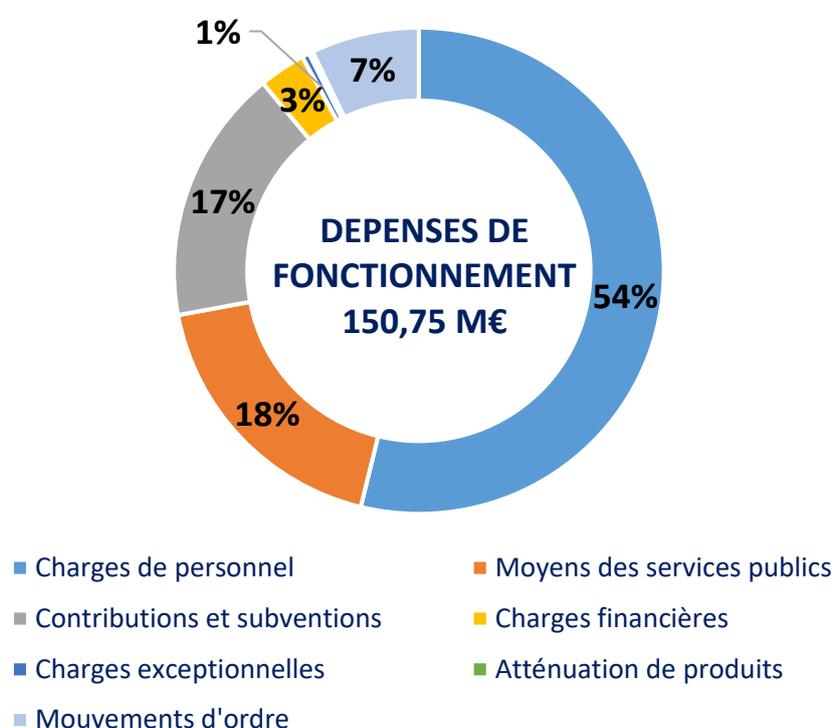
### 1.2.3 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement 2020 s'élèvent à 150,75 M€. Elles diminuent de -3,1% par rapport à 2019.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA 2019	CA 2020	Var.%
Charges de personnel	79,44	81,13	2,1%
Moyens des services publics	28,61	27,53	-3,8%
Contributions et subventions	25,32	25,55	0,9%
Charges financières	5,06	4,66	-7,8%
Charges exceptionnelles	0,64	0,72	13,4%
Atténuation de produits	0,40	0,41	2,4%
<b>Sous-total dépenses de gestion</b>	<b>139,46</b>	<b>139,99</b>	<b>0,4%</b>
Mouvements d'ordre	16,09	10,76	-33,1%

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	155,55	150,75	-3,1%
<b>Taux de réalisation</b>	<b>96,0%</b>	<b>89,7%</b>	

Cette diminution est corrélée au mouvement d'ordre exceptionnel enregistré l'année passée dans le cadre de l'opération de cession du réseau câblé à SFR. Aussi, les recettes de gestion progressent de +0,4% par rapport à l'année dernière. La répartition des dépenses de fonctionnement est la suivante :



## **Chapitre 012 – Charges de personnel : 81,13 M€**

Les charges de personnel représentent près de 58% des dépenses réelles de fonctionnement. Elles se répartissent entre les postes suivants :

- les charges de personnel relatives aux services uniquement municipaux atteignent 59,07 M€ ;
- les charges de personnel mutualisées, entérinées en Commission Mixte Paritaire Ville-m2A du 9 novembre 2020 : 11,01 M€ ;
- les pensions versées au titre du régime local : 1,13 M€ ;
- les charges de personnel mis à disposition ressortent à 9,85 M€. Elles sont refacturées par la Ville de Mulhouse aux bénéficiaires de mises à disposition, dont : les budgets annexes, m2A, la Haute Ecole des Arts du Rhin, le CSC Drouot-Barbanègre ou la régie personnalisée Réussite Educative.

Les charges de personnel 2020 progressent de +2,1% par rapport au CA 2019. Néanmoins, le coût net n'augmente que de +0,9 % si on neutralise le personnel mis à disposition refacturé à d'autres entités. Les charges de personnel sont maîtrisées malgré des facteurs de progression mécaniques-GVT (Glissement Vieillesse Technicité), mise en œuvre du PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations)-ou exceptionnels : prime COVID pour 0,32 M€. Les gels et vacances de postes ainsi que l'effet Noria sont les facteurs qui limitent la progression des charges de personnel.

## **Chapitre 011 – Moyens des services publics : 27,53 M€**

Ce chapitre regroupe les dépenses de fonctionnement indispensables à la collectivité pour l'exercice de ses missions de service public : fournitures, prestations de services, énergie, mises aux normes réglementaires, taxes foncières ou encore primes d'assurance.

<b>En M€</b>	<b>CA 2019</b>	<b>CA 2020</b>	<b>Variation</b>
Achats de matières, fournitures et prestations	4,21	4,22	0,3%
Energie	5,10	4,75	-6,8%
Services extérieurs	17,78	17,00	-4,4%
Impôts et taxes	1,52	1,56	2,2%
<b>Moyens des services</b>	<b>28,61</b>	<b>27,53</b>	<b>-3,8%</b>

### **❖ Achats de matières, fournitures et prestations : 4,22 M€**

Ces dépenses sont stables par rapport à 2019. On y trouve des achats exceptionnels consécutifs à la crise sanitaire : fournitures d'hygiène dans les écoles pour 0,2 M€, solutions hydro-alcooliques pour 0,1 M€. Celles-ci ont été compensées par des baisses de charges liées à l'évènementiel (-0,1 M€), un

hiver clément ayant entraîné peu de déneigement (-0,05 M€), diverses économies sur les fournitures (-0,05 M€) et des projets ralentis en raison du contexte sanitaire (-0,1 M€).

❖ Energie : 4,75 M€

Les dépenses énergétiques sont en recul de -0,35 M€ dont des baisses de -0,16 M€ sur l'électricité/gaz et -0,09 M€ sur le fioul, consécutives pour partie à une moindre occupation des locaux durant les périodes de restrictions et pour partie aux travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique menés depuis plusieurs années par la collectivité.

❖ Services extérieurs : 17 M€

Les services extérieurs portent certains surcoûts liés au COVID, comme le nettoyage des écoles (+0,37 M€) et l'achat de masques (+0,29 M€). Ces dépenses nouvelles ont pu être financées par des économies dans les domaines de l'évènementiel et de la communication (autour de -0,87 M€), des transports et frais de déplacements (-0,21 M€). Par ailleurs, une renégociation du marché d'assurance multirisques a conduit à une économie de -0,17 M€ par rapport à 2019. Le recours à des prestations de services a également été réduit de -0,12 M€.

❖ Impôts et taxes : 1,56 M€

Il s'agit essentiellement des taxes foncières dues par la collectivité sur son patrimoine, en légère augmentation par rapport à 2019 (+ 0,04 M€).

**Chapitre 65 – Charges de gestion courante : 25,55 M€**

Le niveau de charges de gestion courante ressort à 25,55 M€ dans ce compte administratif, en hausse de +0,23 M€ par rapport à 2019.

❖ Contingents et participations : 11,54 M€

Le montant consacré aux contributions obligatoires progresse de + 0,04 M€ comparé à 2019. La Ville de Mulhouse participe notamment au fonctionnement :

- du SDIS : 7,28 M€ (+ 0,05 M€) ;
- de la Haute Ecole des Arts du Rhin : 1,92 M€ (+ 0,04 M€) ;
- de l'Opéra du Rhin : 1,79 M€ (- 0,02 M€) ;
- des écoles privées (en fonction du nombre d'élèves) : 0,51 M€ (- 0,03 M€).

### ❖ Subventions de fonctionnement : 12,82 M€

La Ville de Mulhouse a renforcé son niveau d'engagement auprès du monde associatif durant la crise sanitaire, et accordé des subventions nouvelles pour un montant de +0,69 M€ :

- Opération « je soutiens mon commerce » : 0,2 M€
- Colos apprenantes : 0,15 M€
- Associations de lutte contre l'exclusion : +0,07 M€
- Associations sportives : + 0,3 M€

Le tableau qui suit présente le montant des subventions 2020 par domaine :

<b>En M€</b>	<b>CA 2020</b>
Culture	4,13
Jeunesse	3,29
Sports	2,62
Action sociale, Famille et Santé	0,96
Amicale du personnel	0,60
Environnement et Aménagements Urbains	0,59
Relations internationales	0,32
Action Economique	0,20
Enseignement et formation	0,05
Subventions diverses	0,06
<b>Subventions de fonctionnement</b>	<b>12,82</b>

### **Chapitre 66 – Charges financières : 4,66 M€**

Les charges financières sont essentiellement composées des intérêts de la dette à long terme contractée par la collectivité. On observe une baisse significative, avec -7,8% par rapport à 2019 et -13% par rapport à 2018. Cette diminution des frais financiers est en lien avec :

- un environnement de taux bas lié à la conjoncture économique ;
- un recours moindre à l'emprunt : en 2020, le volume d'emprunts mobilisés n'est que de 13,7 M€ contre 20 M€ en 2019 ;
- une gestion active de la dette qui conduit la Ville à refinancer certains emprunts et lui permet de réaliser des économies sur les intérêts dus. Ainsi en 2020, deux produits ont été refinancés pour un gain de 0,3 M€ :
  - ➔ 5,3 M€ de dette à taux variable EURIBOR 3M +1,5% refinancés en taux fixe à 0,15% ;
  - ➔ 3,8 M€ passant d'un taux variable EURIBOR 3M +0,95% à un EURIBOR 3M +0,22%.

## **Chapitre 67 – Charges exceptionnelles : 0,72 M€**

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 0,72 M€. On y trouve notamment :

- les secours accordés dans le cadre de l'aide sociale : 0,51 M€, en augmentation de +0,05 M€ ;
- les dons à l'occasion des anniversaires : 0,09 M€ ;
- l'annulation de titres sur exercices antérieurs : 0,03 M€ ;
- les dédommagements dus à l'occasion de contentieux : 0,03 M€.

## **Chapitre 042 – Dépenses d'ordre : 10,76 M€**

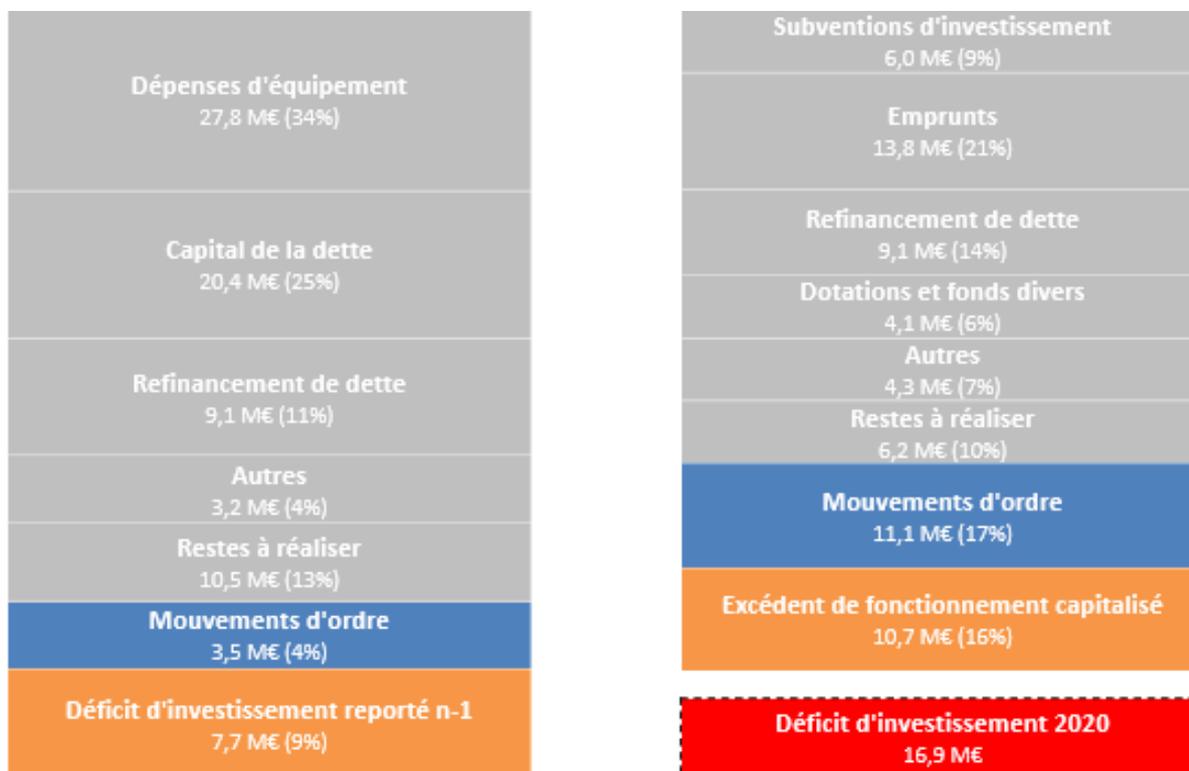
Au CA 2020, les mouvements d'ordre ressortent à 10,76 M€ contre 16,09 M€ en 2019 (-5,33 M€). La diminution est due à l'absence d'opération de cession de grande envergure en 2020. En 2019, la constatation comptable de la plus-value de cession du réseau câblé avait généré un mouvement d'ordre de 5,60 M€.

Les dépenses d'ordre 2020 regroupent :

- les transferts vers la section d'investissement des plus-values de cessions : 0,35 M€ contre 5,63 M€ l'année précédente ;
- les sorties de biens de l'actif de la collectivité pour 0,07 M€ ;
- l'amortissement des immobilisations, qui constitue également un autofinancement pour leur renouvellement : 3,07 M€ ;
- l'amortissement des subventions d'équipement versées à des partenaires pour le financement de biens immobilisés : 6,27 M€ ;
- l'étalement de l'indemnité de remboursement anticipé d'un prêt indexé sur le taux de change EURO/CHF : 0,93 M€ ;
- les provisions constituées dans le cadre de litiges nés en 2020 : 0,07 M€.

## 1.3 Section d'investissement

Le besoin de financement 2020 est de -16,9 M€. Il se décompose de la manière suivante :



### 1.3.1 Les recettes d'investissement

L'épargne brute est une ressource d'autofinancement affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement. Impactée à hauteur de -3,19 M€ par la crise sanitaire, elle est en retrait par rapport à 2019 et s'élève à 27,46 M€. Elle représente 16,4 % des recettes réelles de fonctionnement de la Ville de Mulhouse.

Les recettes d'investissement 2020 s'élèvent à 59,12 M€, hors autofinancement et recettes 2019 restant à réaliser. Le détail de ces ressources 2020 est présenté ci-dessous.

#### ❖ Emprunts : 13,76 M€

Le montant des emprunts mobilisés en 2020 est en diminution sensible par rapport aux exercices précédents : 25 M€ en 2018, 20 M€ en 2019, et 13,76 M€ en 2020. Par conséquent, on observe un désendettement de -6,7 M€ : l'encours de la dette passe de 235,80 M€ en 2019 à 229,15 M€ au 31/12/2020.

❖ Refinancement de la dette : 9,15 M€

La Ville de Mulhouse a poursuivi en 2020 sa politique de gestion active de la dette, en refinançant 9,15 M€ de dette à des conditions plus favorables. Ces mouvements permettent des économies en section de fonctionnement sur les intérêts de la dette : -0,3 M€ de frais financiers sur la durée résiduelle des emprunts refinancés en 2020.

❖ Subventions d'équipement : 6 M€

Il s'agit :

- d'une part des subventions versées par nos partenaires pour le financement d'opérations d'équipement : 4,57 M€ ;
- d'autre part du reversement par l'Etat d'une partie des amendes de Police relatives aux infractions commises sur le territoire mulhousien : 1,43 M€.

Le tableau ci-dessous en présente le détail par financeur :

<b>En M€</b>	<b>CA 2020</b>
Subventions Etat	1,56
Subventions Région	0,30
Subventions Département	0,28
Subventions m2A	0,12
Subventions autres groupements locaux	0,02
Subventions ANRU	1,24
Subventions Fonds Européens	0,97
Subvention - Autres	0,07
Produits des amendes de Police	1,43
<b>Total subventions d'investissement</b>	<b>6,00</b>

❖ Dotations et fonds divers : 14,79 M€

Ces recettes se composent :

- du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA), perçu par la collectivité au titre de la TVA payée sur ses dépenses d'investissements 2019. En 2020, le FCTVA s'élève à 3,78 M€ contre 5,11 M€ l'année précédente ;
- de la Taxe d'Aménagement, dont le niveau dépend du nombre d'autorisations d'urbanisme accordées : 0,32 M€ en 2020 ;
- de la couverture du déficit d'investissement n-1 par les excédents de fonctionnement capitalisés : 10,69 M€.

❖ Autres recettes d'investissement : 4,32 M€

On y trouve en 2020 :

- le remboursement des prêts consentis au personnel et des avances de trésorerie RUDIC et Réussite éducative : 2,4 M€ ;
- le paiement par SFR du solde dû à la collectivité pour l'acquisition du réseau câblé : 1,86 M€ ;
- des recettes refacturées à des tiers au titre de travaux effectués sur leur patrimoine : 0,06 M€.

❖ Recettes d'ordre : 11,1 M€

Certains de ces mouvements sont internes à la section d'investissement : acquisitions à l'euro symbolique ou à titre gratuit, intégration des frais d'études sur les comptes d'immobilisations. Ces opérations représentent 0,35 M€.

Les autres écritures sont la contrepartie des dépenses d'ordre comptabilisées en fonctionnement, pour un total de 10,76 M€. Il s'agit pour l'essentiel des dotations aux amortissements et provisions.

### 1.3.2 Les dépenses d'investissement

Le montant des dépenses d'investissement enregistrées en 2020 est de 71,72 M€ contre 87,28 M€ en 2019. Les dépenses d'investissement se répartissent entre :

En M€	CA 2020
Dépenses d'équipement	27,79
Opérations pour compte de tiers	0,08
Dépenses financières	32,68
Mouvements d'ordre	3,46
Déficit d'investissement reporté N-1	7,71
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>71,72</b>

#### **Les dépenses d'équipement : 27,79 M€**

Les dépenses d'équipement se déclinent en :

- Investissement pluriannuels.....17,11 M€

Il s'agit des investissements gérés en Autorisations de Programmes (AP) et Crédits de Paiement (CP) dans le cadre du Plan Pluriannuel d' Investissements (PPI).

- Investissements annuels en travaux.....2,10 M€
- Investissements mobiliers.....2,24 M€

- Investissements fonciers.....1,96 M€
- Subventions d'équipement.....4,38 M€

Les dépenses consacrées à la transition écologique et énergétique sont évaluées à 7,4 M€, soit 27% des dépenses d'équipement 2020. Les tableaux ci-dessous proposent une répartition des investissements 2020 par domaine, hors subventions d'équipement :

<b>RENOUVELLEMENT URBAIN ET VILLE DURABLE</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
MULHOUSE DIAGONALES	1,315
JARDINS NEPERT	1,701
MODERNISATION RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC	0,978
CONFINEMENT ESELACKER	0,316
PLAN VELO ET PISTES CYCLABLES DECONFINEMENT	0,217
ETUDES RESEAU VITRINE VELO	0,164
ILLUMINATION FACADE GARE	0,146
SAFI LOFINK PARVIS	0,106
ETUDES DE RENOUVELLEMENT URBAIN NPNRU : DALLES/FOOD COURT	0,057
AMENAGEMENT PARC VELOROUTE ECLAIRAGE QUAIS	0,049
ESPACES VERTS	0,448
PATRIMOINE SCOLAIRE EFFICACITE ENERGETIQUE PLAN CLIMAT	0,430
TRAVAUX SUR LES CHAUFFERIES	0,388
RENOVATION FEUX TRICOLORES ECONOMIE ENERGIE	0,157
AUTRES AMENAGEMENTS D'ESPACES PUBLICS	0,088
<b>TOTAL</b>	<b>6,560</b>

<b>VOIRIE</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
AMENAGEMENT RUE LAENNEC - MANGENEY - JONCTION RD 21	1,819
REFECTION DE CHAUSSEES	0,447
PLAN DE STATIONNEMENT	0,314
TRAVAUX DE VOIRIE- REMISE EN ETAT POUR RESEAU DE TRANSPORTS	0,152
DESENCLAVEMENT ROUTIER QUARTIER BOURTZWILLER	0,123
TRAVAUX DE VOIRIE- DEMENAGEMENT COLLEGE KENNEDY	0,123
MAINTENANCE DE LA VOIRIE ET MISE EN ACCESSIBILITE	1,071
MAINTENANCE DES FEUX-HORODATEURS-BORNES AUTOMATIQUES	0,477
EQUIPEMENTS DANS LES QUARTIERS	0,056
<b>TOTAL</b>	<b>4,583</b>

<b>ECOLEES</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
ECOLE ELEMENTAIRE SELLIER	1,124
MISE EN SURETE DES ECOLES	0,316
ECOLEES ACCESSIBILITE PMR	0,192
PREAUX ET ABRIS A VELOS ECOLES	0,164
ECOLE MATERNELLE SELLIER	0,136
ECOLEES TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE	0,124
JEUX DE COUR	0,108
CLASSE PASSERELLE PREVERT	0,055
COURS D'ECOLEES	0,054
DEDOUBLEMENT DES CLASSES CP - CE1	0,049
ECOLE ILLBERG	0,041
GYMNASE WOLF	0,034
ECOLE MATERNELLE VICTOR HUGO	0,022
ETUDES GROUPES SCOLAIRES COTEAUX	0,012
GYMNASE DORNACH	0,011
MAINTENANCE DES BATIMENTS SCOLAIRES	0,882
ACQUISITION DE MATERIEL, MOBILIER SCOLAIRE ET PLAN NUMERIQUE DES ECOLES	0,415
<b>TOTAL</b>	<b>3,741</b>

<b>POLITIQUE FONCIERE</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
ACQUISITIONS DE CONSTRUCTIONS	1,684
DEMOLITIONS	0,147
ACQUISITIONS DE TERRAINS	0,129
<b>TOTAL</b>	<b>1,960</b>

<b>PATRIMOINE MUNICIPAL</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
IMMEUBLE 13 RUE PFASTATT REMPLACEMENT FENETRES	0,058
ANCIEN CONSERVATOIRE- TRAVAUX D'AMENAGEMENT POUR INSTALLATION ECOLE MONTESSORI	0,053
TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE, MAINTENANCE ET DIAGNOSTICS SUR LES BÂTIMENTS COMMUNAUX	0,554
EQUIPEMENT EN VEHICULES DU PARC AUTO	0,820
TRAVAUX ACCESSIBILITE PMR	0,169
ACQUISITION DE MOBILIER POUR LES EQUIPEMENTS MUNICIPAUX	0,169
<b>TOTAL</b>	<b>1,822</b>

<b>CULTES</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
TEMPLE ST-ETIENNE : PHASE 3 FACADE	0,927
TEMPLE ST-ETIENNE : AMENAGEMENTS INTERIEURS MGC	0,085
EGLISE ST BARTHELEMY REPRISE CHARPENTE ET ISOLATION COMBLES	0,040
EDIFICES CULTUELS : TRAVAUX DE MAINTENANCE	0,022
<b>TOTAL</b>	<b>1,074</b>

<b>BATIMENTS CULTURELS</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
KMX TRAVAUX CARNAVAL	0,240
FILATURE GROSSE MAINTENANCE	0,131
MUSEE BEAUX ARTS RENOVATION ET ISOLATION TOITURE	0,121
CENTRE CHOREGRAPHIQUE- PARQUET STUDIO 3	0,039
MUSEE HISTORIQUE : REPRISE LUCARNE SALLE ARCHEOLOGIE	0,032
MUSEE HISTORIQUE : RESTAURATION AUVENT ESCALIER	0,026
ACQUISITIONS DE MOBILIER, INSTRUMENTS, ŒUVRES D'ART	0,217
MAINTENANCE DES BÂTIMENTS CULTURELS	0,180
<b>TOTAL</b>	<b>0,986</b>

<b>SECURITE</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
VIDEOSURVEILLANCE	0,449
CREATION D'UNE PISTE DE SECURITE ROUTIERE	0,115
IMMEUBLES COMMUNAUX SECURITE INCENDIE	0,063
EQUIPEMENT POLICE MUNICIPALE	0,030
TRAVAUX EFFECTUES D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS	0,030
<b>TOTAL</b>	<b>0,687</b>

<b>ATTRACTIVITE DU CENTRE VILLE</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
RABBINS PREISS - SYNAGOGUE	0,241
MEURTHE/BASTION/JUSTICE	0,235
AMENAGEMENT PLACE DREYFUS	0,170
INSTALLATION OFFICE DE COMMERCE RUE DES BOUCHERS	0,011
AMENAGEMENTS EN CENTRE-VILLE	0,002
<b>TOTAL</b>	<b>0,657</b>

<b>SPORT</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
SALLE DE SPORTS MITTELWIHR	0,080
SAFI-LOFINK	0,060
MAINTENANCE DES STADES ET PLATEAUX SPORTIFS	0,220
MOBILIER ET EQUIPEMENTS A VOCATION SPORTIVE	0,159
<b>TOTAL</b>	<b>0,520</b>

<b>INFORMATISATION DES SERVICES</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
ACQUISITION DE MATERIEL	0,277
ACQUISITION DE LOGICIELS	0,184
RESEAUX CABLES	0,042
<b>TOTAL</b>	<b>0,503</b>

<b>JEUNESSE ET ACTION SOCIALE</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
KMX AMENAGEMENT LOCAUX REPOP	0,226
MAIRIE- ENTREE B AMENAGEMENT SERVICE JEUNESSE	0,054
MOBILIER CENTRES DE LOISIRS	0,037
MAINTENANCE DES BATIMENTS A VOCATION SOCIALE	0,048
<b>TOTAL</b>	<b>0,364</b>

❖ Les subventions d'équipement : 4,38 M€

Les subventions accordées aux partenaires de la collectivité en soutien de leurs projets d'investissements s'élèvent à 4,38 M€. Elles sont de deux types.

- Les subventions versées aux établissements publics :

<b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AU PUBLIC</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
SUBVENTION CITIVIA ZAC FONDERIE	1,420
AIDE AU LOGEMENT	0,698
SUBVENTION CITIVIA NOUVEAU BASSIN	0,600
SUBVENTION CITIVIA PERICENTRE HABITAT ET AMENAGEMENT: OPAH RU FONDERIE	0,400
PARTICIPATION D'EQUILIBRE A LA CONCESSION RUDIC	0,300
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT EDIFICES CULTUELS	0,192
PARTICIPATION EQUIPEMENT HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN	0,060
SUBVENTION CITIVIA POLE MEDICAL GUNSBACH	0,030
M2A - PLEIN CIEL	0,012
JEUNES SAPEURS POMPIERS	0,008
ETUDE AVP SNCF OUVRAGE D'ART COURBERTIN	0,005
<b>Total</b>	<b>3,725</b>

- Les subventions versées aux partenaires privés :

<b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AU PRIVE</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE	0,252
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES	0,160
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT SPORTS ET JEUNESSE	0,094
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ACTION SOCIALE	0,083
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT FOYERS PAROISSIAUX	0,033
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AIDE AU LOGEMENT	0,022
SUBVENTIONS MULHOUSE DIAGONALES	0,012
<b>Total</b>	<b>0,656</b>

❖ Les dépenses financières : 32,68 M€

Les dépenses financières regroupent les charges ci-dessous :

<b>DEPENSES FINANCIERES</b>	<b>CA 2020 (M€)</b>
REMBOURSEMENT DE DETTE	20,407
REFINANCEMENT DE DETTE	9,146
AVANCE DE TRESORERIE MGC / RUDIC	2,000
AVANCE DE TRESORERIE REUSSITE EDUCATIVE	0,300
AUGMENTATION DE CAPITAL PARC EXPO	0,525
AUGMENTATION DE CAPITAL CITIVIA SPL	0,157
PRETS AU PERSONNEL POUR LE LOGEMENT	0,054
DIVERS	0,088
<b>Total</b>	<b>32,676</b>

❖ Les dépenses d'ordre : 3,46 M€

Les dépenses d'ordre se composent :

- Des mouvements d'ordre internes à la section d'investissement (voir page 18) qui ressortent à 0,35 M€ ;
- De la contrepartie des recettes d'ordre de fonctionnement (décrites en page 9) pour 3,11 M€.

## 2 Les budgets annexes

Conformément à la législation, les activités à caractère industriel et commercial sont isolées dans des budgets distincts. L'objectif est de pouvoir définir le coût réel de ces services, qui entrent dans le champ concurrentiel. La Ville de Mulhouse gère deux activités de ce type, et par conséquent deux budgets annexes : le budget annexe de l'Eau et celui des Pompes Funèbres.

### 2.1 Le budget annexe de l'Eau

#### 2.1.1 Section de fonctionnement

Le budget annexe de l'Eau dégage un excédent de fonctionnement de 5,17 M€ en 2020 contre 4,51 M€ un an plus tôt. Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 46,71 M€, une hausse sensible par rapport en 2019. Cette augmentation est pour l'essentiel neutre budgétairement, puisqu'il s'agit de redevances collectées par la Ville pour le compte de tiers (Agence de l'Eau Rhin Meuse notamment) et reversées à ces derniers. A noter tout de même la progression de +0,32 M€ des ventes d'eau par rapport à 2019.

<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>CA 2019</b>	<b>CA 2020</b>
Ventes d'eau	11,69	12,01
Taxes parafiscales et surtaxes communales perçues	23,49	27,06
Locations de compteurs	1,92	1,97
Travaux, prestations, mise à disposition de personnel	0,45	0,40
Produits exceptionnels, subventions	0,53	0,26
Mouvements d'ordre	1,89	1,42
Excédent antérieur reporté	3,14	3,59
<b>TOTAL</b>	<b>43,11</b>	<b>46,71</b>

Les dépenses de fonctionnement sont en hausse de +2,95 M€, les redevances reversées progressant de +3,3 M€ (voir ci-dessus). Pour le reste, on retiendra essentiellement un recul des charges exceptionnelles (prise en charge de la partie privative des branchements, -0,38 M€) :

<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>CA 2019</b>	<b>CA 2020</b>
Reversement de redevances perçues	23,66	26,96
Achats de matières, fournitures et travaux	5,64	5,59
Frais de personnel	4,92	4,95
Charges exceptionnelles	0,85	0,47
Frais financiers	0,08	0,08
Mouvements d'ordre dont amortissements	3,44	3,49
<b>TOTAL</b>	<b>38,59</b>	<b>41,54</b>

### 2.1.2 Section d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées en 2020 sont de 5,17 M€ hors restes à réaliser, dont 2,41 M€ de dépenses d'équipement. Si ces dernières sont moins importantes qu'en 2019-qui avait vu la concrétisation de projets d'ampleur- le service poursuit sa politique de modernisation du réseau en y consacrant 1,90 M€ en 2020.

<b>Dépenses d'investissement (M€)</b>	<b>CA 2019</b>	<b>CA 2020</b>
Travaux de renouvellement de conduite, branchements neufs et modifications de réseaux	3,88	1,90
Acquisition et renouvellement de compteurs	0,56	0,39
Mobilier, matériel industriel et matériel de transport	0,26	0,10
Frais d'études et droits d'accès télé-relève	0,12	0,03
Travaux pour le compte de tiers	0,39	0,58
Remboursement du capital de la dette	0,15	0,16
Mouvements d'ordre	1,27	0,80
Solde investissement reporté		1,21
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>6,63</b>	<b>5,17</b>

Ces dépenses ont pu être financées par :

- les mouvements d'ordre, en particulier la dotation aux amortissements, pour 3,49 M€ ;
- le remboursement des opérations réalisées pour le compte de tiers, qui atteint 0,59 M€ ;
- les subventions d'équipement perçues : 0,57 M€ ;
- le recours à un emprunt de 0,5 M€.

## 2.1.3 Résultat

Le budget annexe de l'Eau présente un excédent global de 4,33 M€ à fin 2020, contre 3,6 M€ au CA 2019 :

En M€	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	41,54	46,71	5,17
INVESTISSEMENT	5,17	5,50	0,33
REPORTS	1,29	0,12	-1,17
<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>48,00</b>	<b>52,33</b>	<b>4,33</b>

## 2.2 Le budget annexe des Pompes Funèbres

### 2.2.1 Section de fonctionnement

L'excédent de la section de fonctionnement s'élève à 2,72 M€ au 31/12/2020. Les recettes ressortent à 3,84 M€ avec notamment une activité de crémations qui progresse de +8% :

Recettes de fonctionnement	CA 2019	CA 2020
Crémations	1,01	1,09
Creusement de tombes	0,13	0,20
Locations de chambres funéraires	0,18	0,15
Autres produits	0,03	0,15
Travaux sur sépultures	0,01	0,05
Excédent antérieur reporté	1,87	2,20
<b>TOTAL</b>	<b>3,23</b>	<b>3,84</b>

Les dépenses de fonctionnement augmentent de +0,12 M€, en cohérence avec la hausse d'activité :

Dépenses de fonctionnement (M€)	CA 2019	CA 2020
Frais de personnel	0,43	0,44
Achats de fournitures, travaux et prestations de services	0,37	0,47
Dotations aux amortissements	0,18	0,20
Frais financiers	0,02	0,02
<b>TOTAL</b>	<b>1,00</b>	<b>1,12</b>

## 2.2.2 Section d'investissement

Les dépenses d'investissement du CA 2020 sont de 0,2 M€ hors restes à réaliser. Les investissements ont notamment porté sur :

- l'acquisition d'un chariot élévateur : 0,07 M€ ;
- le renouvellement de cases réfrigérées : 0,03 M€ ;
- la rénovation de chambres funéraires : 0,04 M€.

Par ailleurs le remboursement du capital de la dette s'est élevé à 0,04 M€.

Le financement de ces investissements a été assuré par :

- les reprises et mises en réserves de résultats antérieurs : 0,15 M€ ;
- les mouvements d'ordre, incluant les amortissements : 0,20 M€.

## 2.2.3 Résultat

Compte-tenu des éléments ci-dessus, l'excédent 2020 du budget annexe des Pompes Funèbres s'élève à 2,80 M€ :

En M€	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	1,12	3,84	2,72
INVESTISSEMENT	0,20	0,34	0,14
REPORTS	0,05	0,00	-0,05
<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>1,37</b>	<b>4,18</b>	<b>2,80</b>



# COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Conseil Municipal - 17 juin 2021

SOUS-PREFECTURE  
23 JUIN 2021  
DE MULHOUSE





# COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Conseil Municipal - 17 juin 2021



## SOMMAIRE

	Jointes	Sans objet
<b>BUDGET GENERAL</b>	3	
<b>I. Informations générales</b>	5	
A - Informations statistiques, fiscales et financières	6	
B - Modalités de vote du budget	7	
<b>II. Présentation générale du budget</b>	8	
A1 - Vue d'ensemble - Sections	9	
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	11	
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	12	
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	13	
B2 - Balance générale du budget - Recettes	14	
<b>III. Vote du budget</b>	15	
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses - Articles	16	
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes - Articles	19	
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	22	
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	24	
B3 - Opérations d'équipement - Détails des chapitres et articles	sans objet	<del>XXXX</del>
<b>BUDGETS ANNEXES</b>	27	
a) Eau	28	
b) Pompes Funèbres	58	
<b>IV - ANNEXES</b>	81	
<b>A - Eléments du bilan</b>	82	
A1 - Présentation croisée par fonction (1)	83	
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	86	
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	110	
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	128	
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	129	
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	135	
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	136	
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	137	
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	139	
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	sans objet	<del>XXXX</del>
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	sans objet	<del>XXXX</del>
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	sans objet	<del>XXXX</del>
A3 - Méthode utilisée pour les amortissements	140	
A4 - Etat des provisions	142	
A5 - Etalement des provisions	142	
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	143	
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	144	
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Fonct. (2)	sans objet	<del>XXXX</del>
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Invest.(2)	sans objet	<del>XXXX</del>
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Fonctionnement (3)	145	
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Investissement (3)	153	
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM – Fonct. (3)	sans objet	<del>XXXX</del>
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM – Invest. (3)	sans objet	<del>XXXX</del>
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 - Fonctionnement	156	
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 - Investissement	157	
A8 - Etat des charges transférées	158	
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	159	
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	160	
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	173	
A10.3 - Opérations liées aux cessions	175	
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Entrées	sans objet	<del>XXXX</del>
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Sorties	sans objet	<del>XXXX</del>
A 11 - Etat des travaux en régie	176	
A 12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	sans objet	<del>XXXX</del>
<b>B - Engagements hors bilan</b>	177	
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la collectivité ou l'établissement (4)	178	
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement	198	
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	sans objet	<del>XXXX</del>
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	sans objet	<del>XXXX</del>
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	199	
B1.6 - Etat des engagements reçus	200	
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	201	
B1.8 - Cotisations versées dans le cadre du vote du budget	215	
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	216	
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	sans objet	<del>XXXX</del>
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	sans objet	<del>XXXX</del>
<b>C - Autres éléments d'information</b>	217	
C1.1 - Etat du personnel	218	
C1.2 - Actions de formation des élus	225	
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	226	
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	228	
C3.2 - Liste des organismes des établissements publics créés	229	
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	229	
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	230	
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	231	
C3.6 - Identification des flux croisés	sans objet	<del>XXXX</del>
<b>D - Décisions en matière des taux de contributions directes - Arrêté et signatures</b>	232	
D1 - Décisions en matière des taux de contributions directes	233	
D2 - Arrêté et signatures	234	

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art.L.2312- du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art.R.5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services et à activité unique érigée en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes ou groupements de communes de 10 000 habitants ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1)

(4) Cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art.L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art.L.5211-36 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la collectivité ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L.2311-7 du CGCT.

# **BUDGET GENERAL**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**VILLE DE MULHOUSE**

Numéro SIRET : 21680224900013

**POSTE COMPTABLE :**

**M. 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : 01 BUDGET PRINCIPAL**

**ANNEE 2020**

# **I Informations générales**

<b>68224</b>	<b>CA 2020</b>
--------------	--------------------

<b>I - INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE )	110 612
Nombre de résidences secondaires (article R.2313-1 <i>in fine</i> )	836
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION	

Potentiel fiscal et financier (1)		Potentiel financier par hab. (population DGF = 111 448)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitant de la strate
Fiscal	Financier		
98 003 000	116 764 334	1047,7	1 255,8

Informations financières - ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 258 €	1 151 €
2	Produit des impositions directes/population	521 €	650 €
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 514 €	1 336 €
4	Dépenses d'équipement brut/population	220 €	226 €
5	Encours de la dette/population	2 022 €	1 104 €
6	DGF/population	414 €	208 €
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	57,95%	58,80%
7bis	<i>Dépenses de personnel hors personnel mis à disposition et régime local des pensions / dépenses réelles de fonctionnement</i>	50,11%	-
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	95,26%	94,70%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	14,55%	16,90%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	133,56%	82,60%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**Statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales - les collectivités locales en chiffres 2020 - ratios financiers obligatoires du secteur communal**

**secteur communal - principaux ratios financiers des communes par strate de population en 2017 - Communes de plus de 100 000 habitants hors Paris.**

<b>I - INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

**POUR MEMOIRE**

- I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature:
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
    - sans les chapitres «opérations d'équipement » de l'état III B 3.
    - sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :  
néant

.....

- II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

.....

- III - Les provisions sont budgétaires (délibération du 12 décembre 2005

-

## **II Présentation générale du budget**

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**EXECUTION DU BUDGET**

		DEPENSES	RECETTES
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b>	<b>Section de fonctionnement</b>	150 750 035,88	170 561 057,08
	<b>Section d'investissement</b>	64 005 733,59	59 119 329,16
		+	+
<b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>	<b>Report en section de fonctionnement (002)</b>		14 537 268,02
	<b>Report en section d'investissement (001)</b>	7 714 071,61	
		=	=
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		222 469 841,08	244 217 654,26

<b>RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)</b>	<b>Section de fonctionnement</b>		
	<b>Section d'investissement</b>	10 492 771,46	6 224 260,40
	<b>TOTAL DES RESTES à réaliser à reporter en N+1</b>	10 492 771,46	6 224 260,40

<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>Section de fonctionnement</b>	150 750 035,88	185 098 325,10
	<b>Section d'investissement</b>	82 212 576,66	65 343 589,56
	<b>TOTAL CUMULE</b>	232 962 612,54	250 441 914,66

**DETAIL DES RESTES A REALISER**

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>			
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>10 492 771,46</b>	<b>6 224 260,40</b>
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>		<b>1 223 132,40</b>
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX		481 321,61
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS		12 136,00
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT		76 611,79
13258	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES GROUPEMENTS		97 419,00
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS		64 224,00
1327	SUBVENTIONS EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE FONDS STRUCT		491 420,00
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>50,00</b>	<b>5 000 003,00</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS		5 000 000,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	50,00	3,00
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>365 657,52</b>	
2031	FRAIS D'ETUDES	222 489,35	
2033	FRAIS D'INSERTION	221,92	
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	142 946,25	
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>	<b>166 201,00</b>	

204172	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUB. LOCAUX BATIMENTS ET INSTALLATIONS	40 000,00	
204182	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES ORGANISMES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	75 000,00	
20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS	51 201,00	
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>8 182 628,48</b>	
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	117 460,20	
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	954 279,16	
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	488 712,71	
21316	EQUIPEMENT DU CIMETIERE	111 426,61	
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	2 788 602,07	
2132	IMMEUBLES DE RAPPORT	623,33	
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	463 614,58	
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	2 651 002,36	
21533	RESEAUX CABLES	26 124,50	
21534	RESEAUX D'ELECTRIFICATION	40 000,00	
21538	AUTRES RESEAUX	3 024,00	
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	25 163,96	
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES	12 375,32	
2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART	3 200,00	
2181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.	1 551,60	
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	254 834,35	
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	98 777,77	
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	80 652,48	
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	61 203,48	
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>1 660 717,69</b>	
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	122 751,73	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	773 281,52	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	353 067,64	
238	AVANCES ET ACOMPTE VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES	411 616,80	
	<b>Opérations d'équipement</b>		
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS</b>	<b>117 516,77</b>	
261	TITRES DE PARTICIPATION	117 516,77	
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>1 125,00</b>
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES		1 125,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	34 994 422,00	23 490 946,57	4 035 286,72		7 468 188,71
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	83 816 590,44	80 235 530,26	893 572,85		2 687 487,33
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	638 300,00	408 316,50	600,00		229 383,50
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	28 095 391,00	25 498 654,09	48 284,98		2 548 451,93
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS					
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>147 544 703,44</b>	<b>129 633 447,42</b>	<b>4 977 744,55</b>		<b>12 933 511,47</b>
66	CHARGES FINANCIERES	5 668 560,00	2 393 938,06	2 265 217,11		1 009 404,83
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 897 718,00	699 838,94	23 181,82		2 174 697,24
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (1)					
022	DEPENSES IMPREVUES					
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>156 110 981,44</b>	<b>132 727 224,42</b>	<b>7 266 143,48</b>		<b>16 117 613,54</b>
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (2)	16 864 020,56				
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (2)	10 558 670,00	10 756 667,98			-197 997,98
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (2)					
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>27 422 690,56</b>	<b>10 756 667,98</b>			<b>16 666 022,58</b>
<b>TOTAL</b>		<b>183 533 672,00</b>	<b>143 483 892,40</b>	<b>7 266 143,48</b>		<b>32 783 636,12</b>

<b>Pour information</b>					
<b>D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 (3)</b>					

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	256 000,00	238 032,33			17 967,67
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	17 437 346,00	16 359 161,42	1 896 781,31		-818 596,73
73	IMPOTS ET TAXES	84 635 351,98	85 467 793,22			-832 441,24
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	56 442 458,00	54 273 247,73	1 425 288,53		743 921,74
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 308 578,00	5 989 669,73	252 700,31		66 207,96
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>165 079 733,98</b>	<b>162 327 904,43</b>	<b>3 574 770,15</b>		<b>-822 940,60</b>
76	PRODUITS FINANCIERS	739 042,00	743 896,72			-4 854,72
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	62 748,00	60 848,89	742 381,63		-740 482,52
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (1)					
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>165 881 523,98</b>	<b>163 132 650,04</b>	<b>4 317 151,78</b>		<b>-1 568 277,84</b>
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (2)	3 114 880,00	3 111 255,26			3 624,74
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (2)					
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>3 114 880,00</b>	<b>3 111 255,26</b>			<b>3 624,74</b>
<b>TOTAL</b>		<b>168 996 403,98</b>	<b>166 243 905,30</b>	<b>4 317 151,78</b>		<b>-1 564 653,10</b>

<b>Pour information</b>					
<b>R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>	<b>14 537 268,02</b>				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	1 481 146,05	527 250,17	365 657,52	588 238,36
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	7 826 718,80	4 381 121,64	166 201,00	3 279 396,16
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 075 697,83	17 886 000,21	8 182 628,48	5 007 069,14
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (4)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	9 739 368,39	4 995 500,35	1 660 717,69	3 083 150,35
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>50 122 931,07</b>	<b>27 789 872,37</b>	<b>10 375 204,69</b>	<b>11 957 854,01</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	50 000,00	50 000,00		
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	36 565,00	36 564,82		0,18
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	29 842 650,00	29 552 845,40	50,00	289 754,60
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (5)				
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES				
26	PARTICIPATIONS	799 475,00	681 942,24	117 516,77	15,99
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 410 000,00	2 354 850,00		55 150,00
020	DEPENSES IMPREVUES				
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>33 138 690,00</b>	<b>32 676 202,46</b>	<b>117 566,77</b>	<b>344 920,77</b>
45..	Total des opé. pour compte de tiers (6)	130 522,58	81 814,81		48 707,77
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>83 392 143,65</b>	<b>60 547 889,64</b>	<b>10 492 771,46</b>	<b>12 351 482,55</b>
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (1)	3 114 880,00	3 111 255,26		3 624,74
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (1)	8 705 834,74	346 588,69		8 359 246,05
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>11 820 714,74</b>	<b>3 457 843,95</b>		<b>8 362 870,79</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>95 212 858,39</b>	<b>64 005 733,59</b>	<b>10 492 771,46</b>	<b>20 714 353,34</b>
	<b>Pour information</b>				
	<b>D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 (2)</b>	<b>7 714 071,61</b>			

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	14 022 726,50	5 997 557,12	1 223 132,40	6 802 036,98
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	31 239 758,00	22 900 000,00	5 000 000,00	3 339 758,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)				
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		118,59		-118,59
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (4)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>45 262 484,50</b>	<b>28 897 675,71</b>	<b>6 223 132,40</b>	<b>10 141 676,39</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	4 930 000,00	4 100 622,57		829 377,43
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (7)	10 685 754,36	10 685 754,36		
138	Autres subv. d'investissement non transférées				
165	Dépôts et cautionnements reçus	22 300,00	7 496,00	3,00	14 801,00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS				
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES				
26	PARTICIPATIONS	68 700,00			68 700,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 412 000,00	4 266 395,86		145 604,14
024	PRODUITS DES CESSIONS	1 309 372,00			
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>21 428 126,36</b>	<b>19 060 268,79</b>	<b>3,00</b>	<b>2 367 854,57</b>
45..	Total des opé. pour compte de tiers (6)	107 793,84	58 127,99	1 125,00	48 540,85
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>66 798 404,70</b>	<b>48 016 072,49</b>	<b>6 224 260,40</b>	<b>12 558 071,81</b>
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (1)	16 864 020,56			
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (1)	10 558 670,00	10 756 667,98		-197 997,98
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (1)	8 705 834,74	346 588,69		8 359 246,05
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>36 128 525,30</b>	<b>11 103 256,67</b>		<b>25 025 268,63</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>102 926 930,00</b>	<b>59 119 329,16</b>	<b>6 224 260,40</b>	<b>37 583 340,44</b>
	<b>Pour information</b>				
	<b>R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 (2)</b>				

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	27 526 233,29		27 526 233,29
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	81 129 103,11		81 129 103,11
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	408 916,50		408 916,50
60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS (3)			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	25 546 939,07		25 546 939,07
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS (4)			
66	CHARGES FINANCIERES	4 659 155,17		4 659 155,17
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	723 020,76	418 240,00	1 141 260,76
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX			
68	PROVISIONS		10 338 427,98	10 338 427,98
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE) (3)			
	<b>Dépenses de fonctionnement - Total</b>	<b>139 993 367,90</b>	<b>10 756 667,98</b>	<b>150 750 035,88</b>

<b>Pour information</b>			
<b>D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>			

	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	50 000,00		50 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	36 564,82	2 154 719,00	2 191 283,82
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)		7 430,00	7 430,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	29 552 845,40		29 552 845,40
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS Total des opérations d'équipement	(8)		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(6)	527 250,17		527 250,17
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	4 381 121,64	22 561,82	4 403 683,46
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)	17 886 000,21	1 204 531,07	19 090 531,28
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)	(9)		
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)	4 995 500,35		4 995 500,35
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES			
26	PARTICIPATIONS	681 942,24		681 942,24
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 354 850,00		2 354 850,00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES			
29	IMMOBILISATIONS (5)		68 602,06	68 602,06
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-			
39	COURS (5)			
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	81 814,81		81 814,81
481	CHARGES A REPARTIR			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE			
49	TIERS (5)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES			
59	FINANCIERS (5)			
3...	Stocks			
	<b>Dépenses d'investissement - Total</b>	<b>60 547 889,64</b>	<b>3 457 843,95</b>	<b>64 005 733,59</b>

<b>Pour information</b>			
<b>D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>			<b>7 714 071,61</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	238 032,33		238 032,33
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	18 255 942,73		18 255 942,73
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)			
72	PRODUCTION IMMOBILISEE		880 504,20	880 504,20
73	IMPOTS ET TAXES	85 467 793,22		85 467 793,22
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	55 698 536,26		55 698 536,26
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 242 370,04		6 242 370,04
76	PRODUITS FINANCIERS	743 896,72		743 896,72
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	803 230,52	2 154 719,00	2 957 949,52
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		76 032,06	76 032,06
79	TRANSFERTS DE CHARGES			
	<b>Recettes de fonctionnement - Total</b>	<b>167 449 801,82</b>	<b>3 111 255,26</b>	<b>170 561 057,08</b>

<b>Pour information</b>			
<b>R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>			<b>14 537 268,02</b>

	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)	4 100 622,57	5 000,00	4 105 622,57
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	10 685 754,36		10 685 754,36
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	5 997 557,12		5 997 557,12
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	22 907 496,00		22 907 496,00
15	PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES		68 100,00	68 100,00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS NEUTRALISATIONS ET REGULARISATIONS		(8)	
19	D'OPERATIONS		348 726,13	348 726,13
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(5)		319 026,87	319 026,87
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)	118,59	69 513,87	69 632,46
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (5)		(9)	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (5)			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 266 395,86		4 266 395,86
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		9 339 558,75	9 339 558,75
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)			
39	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-COURS (4)			
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	58 127,99	22 561,82	80 689,81
481	CHARGES A REPARTIR		930 769,23	930 769,23
49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (4)			
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (4)			
3...	Stocks			
	<b>Recettes d'investissement - Total</b>	<b>48 016 072,49</b>	<b>11 103 256,67</b>	<b>59 119 329,16</b>

<b>Pour information</b>			
<b>R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>			

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## **III Vote du budget**

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	34 994 422,00	23 490 946,57	4 035 286,72		7 468 188,71
60226	VETEMENTS DE TRAVAIL	1 292,00	1 292,00			
60228	AUTRES FOURNITURES CONSOMMABLES	30,00				30,00
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	1 397 787,00	977 712,00	255 333,09		164 741,91
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	155 688,00	94 267,56	10 958,27		50 462,17
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	5 626 260,00	3 332 495,15	651 944,21		1 641 820,64
60613	CHAUFFAGE URBAIN	392 014,00	259 568,34	108 287,46		24 158,20
60621	COMBUSTIBLES	162 125,00	69 878,39			92 246,61
60622	CARBURANTS	230 055,00	221 501,34			8 553,66
60623	ALIMENTATION	161 764,00	120 267,99	2 406,33		39 089,68
60624	PRODUITS DE TRAITEMENT	26 330,00	26 327,04			2,96
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	3 943 197,00	841 104,06	134 994,69		2 967 098,25
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	173 243,00	143 884,30	25 866,48		3 492,22
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	570 963,00	442 936,74	65 892,34		62 133,92
606320098	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	4 187,00	4 186,27			0,73
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	216 504,00	172 229,97	30 788,39		13 485,64
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	201 755,00	156 895,81	38 252,92		6 606,27
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	126 778,00	73 681,17	51 354,37		1 742,46
6065	LIVRES DISQUES CASSETTES (BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUE)	281 997,00	270 252,25	3 648,30		8 096,45
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	355 318,00	263 476,99	65 844,82		25 996,19
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	56 978,00	37 784,53	17 061,15		2 132,32
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	4 153 903,00	3 558 491,74	362 872,86		232 538,40
6125	CREDIT BAIL IMMOBILIER	1 498 800,00	1 498 800,00			
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	1 089 877,00	1 028 632,05	26 579,42		34 665,53
6135	LOCATIONS MOBILIERES	512 158,00	406 729,85	18 485,66		86 942,49
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	876 629,00	317 727,08	452 772,73		106 129,19
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS	353 088,00	275 241,81	47 417,16		30 429,03
615221	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS	768 701,00	492 999,39	190 001,56		85 700,05
615228	ENTRETIEN REPARATIONS AUTRES BATIMENTS	69 403,00	38 850,47	24 122,36		6 430,17
615231	ENTRETIEN ET REPARATION VOIRIES	407 015,00	308 531,38	42 749,34		55 734,28
615232	ENTRETIEN ET REPARATION RESEAUX	6 800,00	82,58	6 437,98		279,44
61524	ENTRETIEN ET REPARATIONS BOIS ET FORETS	72 946,00	70 503,34	2 355,93		86,73
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT	640 195,00	635 443,73			4 751,27
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	109 602,00	88 729,36	6 078,69		14 793,95
6156	MAINTENANCE	903 781,00	537 970,07	273 379,09		92 431,84
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES	489 995,00	374 450,71			115 544,29
6168	PRIMES D'ASSURANCES AUTRES	1 148,00	1 148,00			
617	ETUDES ET RECHERCHES	653 201,00	141 796,72	185 325,40		326 078,88
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	143 147,00	123 031,68	3 381,18		16 734,14
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	231 907,00	150 886,50	42 187,75		38 832,75
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	10 724,00	1 797,20			8 926,80
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	139 170,00	87 384,70	12 929,46		38 855,84
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	110,00	110,00			
6226	HONORAIRES	397 056,00	321 232,56	41 747,28		34 076,16
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	18 093,00	11 624,33	3 192,38		3 276,29
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	234 712,00	166 244,48			68 467,52
6232	FETES ET CEREMONIES	523 155,00	385 193,79	50 179,57		87 781,64
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	144 266,00	108 832,61	12 168,00		23 265,39
6237	PUBLICATIONS	177,00	-3 741,76	3 918,00		0,76
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS	698 417,00	622 989,27	6 620,00		68 807,73
6241	TRANSPORTS DE BIENS	110 934,00	80 544,47	11 922,44		18 467,09
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	798 508,00	553 197,46	194 579,74		50 730,80
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	67 314,00	52 367,14			14 946,86
6256	MISSIONS	4 900,00	3 853,94			1 046,06
6257	RECEPTIONS	359 477,00	216 750,98	11 280,92		131 445,10
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	157 221,00	49 118,90	58 755,52		49 346,58
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	374 965,00	223 598,83	79 193,72		72 172,45
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	49 772,00	23 055,86			26 716,14
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	143 681,00	132 906,65			10 774,35
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISE, FORET, BOIS COMMUNAUX...)	89 627,00	89 422,68			204,32
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	855 150,00	696 184,27	96 745,71		62 220,02
62875	REMBOURSEMENT DE FRAIS AUX COMMUNES MEMBRES DU GFP	288 625,00	249 874,66	38 748,91		1,43
62876	REMBOURSEMENT DE FRAIS AU GFP DE RATTACHEMENT	543 386,00	300 649,24	67 001,72		175 735,04
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES	18 403,00	790,64	17 611,42		0,94
6288	AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS	208 745,00	169 904,24	12 700,00		26 140,76
63512	TAXES FONCIERES	1 609 593,00	1 349 558,00	130 527,00		129 508,00
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	58 306,00	18 551,00	38 685,00		1 070,00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	14 850,00	11 443,66			3 406,34
6358	AUTRES DROITS	7 100,00	6 875,00			225,00
637	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)	1 424,00	843,41			580,59

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	83 816 590,44	80 235 530,26	893 572,85		2 687 487,33
6216	PERSONNEL AFFECTE PAR LE GFP DE RATTACHEMENT	13 130 928,00	12 163 915,74	719 669,21		247 343,05
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	61 208,00	21 176,81	40 030,71		0,48
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	282 371,00	282 356,54			14,46
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE	32 032 707,44	29 675 360,25	48 967,73		2 308 379,46
64112	DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	1 268 241,00	1 268 224,84			16,16
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	6 765 911,00	6 753 679,36	12 214,93		16,71
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	9 510 694,00	9 470 023,11			40 670,89
64138	AUTRE INDEMNITES PERSONNEL NON TITULAIRE					
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	193 708,00	193 706,57			1,43
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS	141 780,00	141 778,01			1,99
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	8 279 569,00	8 257 210,79	22 342,71		15,50
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	9 241 997,00	9 241 138,32			858,68
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	48 000,00	47 741,51			258,49
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	1 839,00	807,00			1 032,00
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	187 274,00	187 259,55			14,45
64731	ALLOCATIONS CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	389 716,00	389 715,96			0,04
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	33 474,00	27 929,54	5 544,00		0,46
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	976 605,00	968 603,99			8 001,01
6488	AUTRES CHARGES	1 270 568,00	1 144 902,37	44 803,56		80 862,07
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	638 300,00	408 316,50	600,00		229 383,50
703894	REVERSEMENT SUR FORFAIT POST-STATIONNEMENT DEGREVEMENT TAXE D'HABITATION LOGEMENTS	3 000,00	1 609,50	600,00		790,50
7391172	VACANTS	200 000,00	171 083,00			28 917,00
739118	AUTRES REVERSEMENTS DE FISCALITE	435 300,00	235 624,00			199 676,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	28 095 391,00	25 498 654,09	48 284,98		2 548 451,93
651	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCEDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRE	101 720,00	78 676,30	1 909,98		21 133,72
6510098	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCEDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRE	5 760,00	5 760,00			
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	784 958,00	777 472,52			7 485,48
6532	FRAIS DE MISSIONS MAIRES ADJOINTS CONSEILLERS	47 200,00	7 318,81			39 881,19
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE PARTS	85 000,00	51 451,08			33 548,92
6534	PATRONALES ELUS	170 400,00	152 051,41			18 348,59
6535	FORMATION MAIRES, ADJOINTS, & CONSEILLERS	15 800,00	4 572,40			11 227,60
6536	FRAIS DE REPRESENTATION DU MAIRE COTISATION AU FONDS DE FINANCEMENT DE	10 000,00	10 000,00			
65372	L'ALLOCATION DE FIN DE MANDAT	1 642,00	1 641,01			0,99
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	218 700,00	27 434,45			191 265,55
6542	CREANCES ETEINTES CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES	6 000,00	1 340,37			4 659,63
6553	SERVICE INCENDIE AUTRES CONTRIBUTIONS AUX ORGANISMES DE	7 276 160,00	7 276 159,27			0,73
65548	REGROUPEMENT	3 766 290,00	3 725 779,35			40 510,65
6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	537 050,00	536 127,60			922,40
65731	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT A L'ETAT SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT - GFP DE					
657351	RATTACHEMENT	197 000,00	197 000,00			
657363	SUBV FCT ETABLISSEMENTS SERVICES RATTACHES A CARACTERE ADM	63 530,00	63 530,00			
65737	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	6 100,00	6 099,00			1,00
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES	29 500,00	29 385,00			115,00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	14 471 567,00	12 473 943,39	46 375,00		1 951 248,61
65888	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	301 014,00	72 912,13			228 101,87
<b>TOTAL=DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=(011+012+014+65+656)</b>		<b>147 544 703,44</b>	<b>129 633 447,42</b>	<b>4 977 744,55</b>		<b>12 933 511,47</b>

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
66	CHARGES FINANCIERES (b)	5 668 560,00	2 393 938,06	2 265 217,11		1 009 404,83
66111	INTERETS REGLES A L'ECHANCE	5 586 850,00	4 805 131,13			781 718,87
66112	INTERETS-RATTACHEMENT DES ICNE		-2 452 021,97	2 265 217,11		186 804,86
6615	DEPOTS CREDITEURS	50 000,00	9 241,67			40 758,33
666	PERTES DE CHANGE	60,00	2,73			57,27
6688	AUTRES CHARGES FINANCIERES AUTRES	31 650,00	31 584,50			65,50
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES (c)	2 897 718,00	699 838,94	23 181,82		2 174 697,24
6711	CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	18 362,00	18 342,52			19,48
6713	CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS	737 021,00	607 005,54			130 015,46
6714	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR BOURSES ET PRIX	10 975,00	4 600,00			6 375,00
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION	25 960,00	2 370,56	23 137,70		451,74
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	41 493,00	32 823,06			8 669,94
6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	2 850,00	2 838,04			11,96
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 061 057,00	31 859,22	44,12		2 029 153,66
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>156 110 981,44</b>	<b>132 727 224,42</b>	<b>7 266 143,48</b>		<b>16 117 613,54</b>
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	16 864 020,56				
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)(5)(6)	10 558 670,00	10 756 667,98			-197 997,98
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES		69 513,87			-69 513,87
6761	DIFFERENCES SUR REALISATIONS (POSITIVES) TRANSFEREES EN INVESTISSEMENT		348 726,13			-348 726,13
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	9 559 570,00	9 339 558,75			220 011,25
6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT	68 100,00	68 100,00			
6862	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES CHARGES FINANCIERES A REPARTIR	931 000,00	930 769,23			230,77
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION</b>		<b>27 422 690,56</b>	<b>10 756 667,98</b>			<b>16 666 022,58</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>27 422 690,56</b>	<b>10 756 667,98</b>			<b>16 666 022,58</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>183 533 672,00</b>	<b>143 483 892,40</b>	<b>7 266 143,48</b>		<b>32 783 636,12</b>

**Pour information**  
D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)**

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.  
(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.  
(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.  
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.  
(5) Dont 675 et 676.  
(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.  
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	256 000,00	238 032,33			17 967,67
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL	25 000,00	47 957,95			-22 957,95
6459	REMBOURSEMENT SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE & PREVOYANCE	231 000,00	190 074,38			40 925,62
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	17 437 346,00	16 359 161,42	1 896 781,31		-818 596,73
7018	AUTRES CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)	44 500,00	5 869,48	11 680,00		26 950,52
70311	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE	363 500,00	487 159,50			-123 659,50
70321	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	2 828 000,00	2 277 502,31	305 220,81		245 276,88
70323	AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION	200 000,00	144 915,30			55 084,70
70328	FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT	648 504,00	660 940,02			-12 436,02
70384	TRAVAUX	800 000,00	892 451,05			-92 451,05
704	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE CULTUREL	913 240,00	870 667,98			42 572,02
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE DE LOISIRS	150 500,00	96 506,38			53 993,62
70632	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	505 600,00	177 338,24	3 824,00		-177 338,24
70688	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	505 600,00	344 029,59			157 746,41
7083	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES	11 500,00	6 462,74			5 037,26
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTURE AU GFP DE RATTACHEMENT	5 615 000,00	5 405 226,60	136 514,82		73 258,58
70846	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES	2 371 000,00	2 161 075,33	1 348 528,32		-1 138 603,65
70848	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES BUDGETS ANNEXES	854 200,00	798 559,26			55 640,74
70872	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR COMMUNES	922 500,00	920 912,81			1 587,19
70875	MEMBRES DU GFP	92 500,00	95 546,00			-3 046,00
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT	889 702,00	844 267,46	91 013,36		-45 578,82
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES	46 200,00	23 608,21			22 591,79
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)	180 900,00	146 123,16			34 776,84
73	IMPOTS ET TAXES	84 635 351,98	85 467 793,22			-832 441,24
73111	TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	56 995 664,98	57 261 885,00			-266 220,02
7318	AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	180 000,00	313 676,00			-133 676,00
73211	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	20 850 250,00	20 850 211,84			38,16
73212	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	365 000,00	366 018,00			-1 018,00
73221	FNGIR	733 093,00	733 093,00			
73223	FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES	500 844,00	500 844,00			
7333	TAXES FUNERAIRES	40 500,00	58 877,00			-18 377,00
7336	DROITS DE PLACE	626 000,00	443 589,00			182 411,00
7338	AUTRES TAXES	139 000,00	142 441,70			-3 441,70
7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	1 710 000,00	1 602 681,36			107 318,64
7368	TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE	425 000,00	400 029,21			24 970,79
7381	TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION OU TAXE DE PUBLICITE FONCIERE	2 070 000,00	2 794 447,11			-724 447,11
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	56 442 458,00	54 273 247,73	1 425 288,53		743 921,74
7411	DOTATION FORFAITAIRE	19 366 788,00	19 366 788,00			
74123	DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	24 798 982,00	24 798 982,00			
74127	DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION	1 662 419,00	1 662 419,00			
744	F.C.T.V.A.	135 000,00	136 027,09			-1 027,09
745	DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS		2 808,00			-2 808,00
7461	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	814 268,00	814 268,00			
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	1 695 266,00	1 659 859,38	152 314,83		-116 908,21
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	71 500,00	-10 000,00	80 000,00		1 500,00
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	855 532,00	878 933,28			-23 401,28
74748	PARTICIPATIONS AUTRES COMMUNES	70 200,00		70 200,00		
74758	PARTICIPATIONS AUTRES GROUPEMENTS	1 050 000,00	1 100 000,00			-50 000,00
7477	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS	103 640,00	-104 924,30	194 000,00		14 564,30

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	2 241 070,00	372 582,23	928 773,70		939 714,07
748313	DOTATION COMPENSATION REFORME TP	237 902,00	237 902,00			
74832	ATTRIBUTION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	140 000,00	157 861,00			-17 861,00
74834	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DES TAXES FONCIERES	406 424,00	406 276,00			148,00
74835	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION	2 682 190,00	2 682 190,00			
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	20 612,00	20 612,00			
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	86 390,00	86 390,00			
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	4 275,00	4 274,05			0,95
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 308 578,00	5 989 669,73	252 700,31		66 207,96
751	REDEVANCES POUR CONCESSIONS BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES DROITS ET VALEURS	8 500,00				8 500,00
752	REVENUS DES IMMEUBLES	2 306 568,00	2 379 283,40	3 399,31		-76 114,71
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	440 000,00	149 854,01	249 200,00		40 945,99
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	3 553 510,00	3 460 532,32	101,00		92 876,68
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES(a)=70+73+74+75+013</b>		<b>165 079 733,98</b>	<b>162 327 904,43</b>	<b>3 574 770,15</b>		<b>-822 940,60</b>

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
76	PRODUITS FINANCIERS (b)	739 042,00	743 896,72			-4 854,72
7621	PRODUITS DES AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES ENCAISSES A L'ECHANGE	37 400,00	37 386,32			13,68
766	GAINS DE CHANGE		45,99			-45,99
76811	SORTIE DES EMPRUNTS A RISQUES AVEC IRA CAPITALISEES	688 282,00	688 281,54			0,46
7688	PRODUITS FINANCIERS AUTRES	13 360,00	18 182,87			-4 822,87
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (c)	62 748,00	60 848,89	742 381,63		-740 482,52
7711	PRODUITS EXCEP. S/OPERAT.DE GESTION DEDITS & PENALITES PERCUES		31 234,91			-31 234,91
7713	LIBERALITE RECUES	47 750,00	260,00	47 250,00		240,00
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR		1 410,16			-1 410,16
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION		2,00			-2,00
773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR DECHEANCE QUADRIEN	5 498,00	9 063,49			-3 565,49
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		418 240,00			-418 240,00
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	9 500,00	-399 361,67	695 131,63		-286 269,96
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>		<b>165 881 523,98</b>	<b>163 132 650,04</b>	<b>4 317 151,78</b>		<b>-1 568 277,84</b>

<b>042</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (3)(4)(5)</b>	<b>3 114 880,00</b>	<b>3 111 255,26</b>			<b>3 624,74</b>
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	883 922,00	880 504,20			3 417,80
777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCICE	2 154 750,00	2 154 719,00			31,00
7815	REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	7 430,00	7 430,00			
7816	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET C	68 700,00	68 602,06			97,94
7865	REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES FINANCIERS	78,00				78,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>3 114 880,00</b>	<b>3 111 255,26</b>			<b>3 624,74</b>

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>	<b>168 996 403,98</b>	<b>166 243 905,30</b>	<b>4 317 151,78</b>			<b>-1 564 653,10</b>
--	-----------------------	-----------------------	---------------------	--	--	----------------------

<b>Pour information</b>	
<b>R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>	<b>14 537 268,02</b>

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III - VOTE DU BUDGET						III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES						B1
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf opérations et 204)	1 481 146,05	527 250,17	365 657,52	588 238,36	
2031	FRAIS D'ETUDES	688 436,06	263 452,00	222 489,35	202 494,71	
2033	FRAIS D'INSERTION	35 352,37	35 130,45	221,92		
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	757 357,62	228 667,72	142 946,25	385 743,65	
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES (sauf opérations)	7 826 718,80	4 381 121,64	166 201,00	3 279 396,16	
2041512	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT - GFP DE RATTACHEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	35 500,00	12 200,00		23 300,00	
2041581	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES GROUPEMENTS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	59 500,00	59 500,00			
204171	SUBVENTION D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX MOBILIER ET MATERIEL	7 700,00	7 700,00			
204172	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUB. LOCAUX BATIMENTS ET INSTALLATIONS	5 487 700,00	3 640 200,00	40 000,00	1 807 500,00	
204182	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES ORGANISMES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	133 916,00	5 238,64	75 000,00	53 677,36	
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	851 450,00	346 800,00		504 650,00	
20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 250 952,80	309 483,00	51 201,00	890 268,80	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (sauf opérations)	31 075 697,83	17 886 000,21	8 182 628,48	5 007 069,14	
2111	TERRAINS NUS	426 430,00	126 049,73		300 380,27	
2112	TERRAINS DE VOIRIE	46 033,00	38 704,72		7 328,28	
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	186 575,18	69 112,02	117 460,20	2,96	
2115	TERRAINS BATIS	4 044,00	4 044,00			
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	3 449 595,71	2 203 920,59	954 279,16	291 395,96	
21311	HOTEL DE VILLE	35 540,00			35 540,00	
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	2 947 215,62	2 105 497,88	488 712,71	353 005,03	
21316	EQUIPEMENT DU CIMETIERE	145 757,00	33 800,92	111 426,61	529,47	
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	7 964 196,04	3 295 027,35	2 788 602,07	1 880 566,62	
2132	IMMEUBLES DE RAPPORT	22 893,32	21 476,38	623,33	793,61	
2135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES CONSTRUCTIONS	49 396,00			49 396,00	
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	1 597 232,43	796 794,78	463 614,58	336 823,07	
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	10 727 697,16	6 823 310,16	2 651 002,36	1 253 384,64	
21533	RESEAUX CABLES	101 816,24	41 991,45	26 124,50	33 700,29	
21534	RESEAUX D'ELECTRIFICATION	40 000,00		40 000,00		
21538	AUTRES RESEAUX	149 231,61	146 206,29	3 024,00	1,32	
21568	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE	22 000,00	20 024,88		1 975,12	
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	64 765,00	39 534,60	25 163,96	66,44	
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES	239 675,53	193 383,08	12 375,32	33 917,13	
2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART	130 368,09	65 105,96	3 200,00	62 062,13	
2181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.	12 000,00	10 303,88	1 551,60	144,52	
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	1 083 342,26	809 504,87	254 834,35	19 003,04	
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	533 782,84	432 187,46	98 777,77	2 817,61	
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	316 334,04	226 996,98	80 652,48	8 684,58	
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	779 776,76	383 022,23	61 203,48	335 551,05	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (sauf opérations)	9 739 368,39	4 995 500,35	1 660 717,69	3 083 150,35	
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	1 098 488,69	631 599,14	122 751,73	344 137,82	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	5 509 744,12	3 081 080,51	773 281,52	1 655 382,09	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	2 560 809,43	1 282 820,70	353 067,64	924 921,09	
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES	570 326,15		411 616,80	158 709,35	
	Opérations d'équipement n°... (2)					
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>50 122 931,07</b>	<b>27 789 872,37</b>	<b>10 375 204,69</b>	<b>11 957 854,01</b>	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	50 000,00	50 000,00			
10223	T.L.E.	50 000,00	50 000,00			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	36 565,00	36 564,82		0,18	
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT	665,00	664,82		0,18	
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	35 900,00	35 900,00			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	29 842 650,00	29 552 845,40	50,00	289 754,60	
1641	EMPRUNTS EN EUROS	20 610 000,00	20 358 062,34		251 937,66	
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	22 300,00	1 118,73	50,00	21 131,27	
166	REFINANCEMENT DE DETTE	9 162 500,00	9 145 833,33		16 666,67	
16873	AUTRES DETTES DEPARTEMENTS	21 050,00	21 045,59		4,41	
16878	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	26 800,00	26 785,41		14,59	
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	799 475,00	681 942,24	117 516,77	15,99	
261	TITRES DE PARTICIPATION	799 475,00	681 942,24	117 516,77	15,99	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 410 000,00	2 354 850,00		55 150,00	
274	PRETS	2 408 950,00	2 353 800,00		55 150,00	
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 050,00	1 050,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>33 138 690,00</b>	<b>32 676 202,46</b>	<b>117 566,77</b>	<b>344 920,77</b>	
45...	Opé. pour compte de tiers n°...(3)	130 522,58	81 814,81		48 707,77	
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES	10 000,00	6 750,00		3 250,00	
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	75 065,10	29 941,18		45 123,92	
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	45 457,48	45 123,63		333,85	
	<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>130 522,58</b>	<b>81 814,81</b>		<b>48 707,77</b>	
	<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>83 392 143,65</b>	<b>60 547 889,64</b>	<b>10 492 771,46</b>	<b>12 351 482,55</b>	

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)	3 114 880,00	3 111 255,26		3 624,74
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	3 114 880,00	3 111 255,26		3 624,74
13911	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - ETAT	225 620,00	225 612,00		8,00
13912	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - REGIONS	135 430,00	135 425,00		5,00
13913	SUBV D'EQUIP TRANFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - DEPARTEMENTS	163 220,00	163 213,00		7,00
139158	SUB REQUES GROUPEMENT DE COLLECTIVITÉS	288 000,00	288 000,00		
13916	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - AUTRES EP LOCAUX	1 277 750,00	1 277 742,00		8,00
13917	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - BUDGET COMMUNAUTAIRE	64 730,00	64 727,00		3,00
15112	PROVISIONS POUR LITIGES	7 430,00	7 430,00		
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	33 357,00	32 495,50		861,50
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	15 448,00	15 446,50		1,50
21316	EQUIPEMENT DU CIMETIERE	3 953,00	3 951,95		1,05
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	201 165,00	201 141,76		23,24
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	379,00	378,04		0,96
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	533 386,00	533 383,27		2,73
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	93 708,00	93 707,18		0,82
29742	PRETS (BUDGETAIRES)	2 604,00			2 604,00
297682	AUTRES CREANCES IMMOBILISEES (BUDGETAIRES)	68 700,00	68 602,06		97,94
	Charges transférées (6)				
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (7)	8 705 834,74	346 588,69		8 359 246,05
	SUBV. D'EQUIPEMENT EN NATURE AUX ORGANISMES PUB.				
204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	65 388,74	22 561,82		42 826,92
2112	TERRAINS DE VOIRIE	6 830 600,00			6 830 600,00
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	1 064 846,00			1 064 846,00
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	73 491,00	73 490,38		0,62
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	2 492,00	2 491,24		0,76
21316	EQUIPEMENT DU CIMETIERE	383,00	382,94		0,06
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	423 716,00	2 746,03		420 969,97
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	215,00	214,03		0,97
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	238 472,00	238 471,92		0,08
21538	AUTRES RESEAUX	223,00	222,77		0,23
	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES				
2158	AUTRES	252,00	251,90		0,10
2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART	5 000,00	5 000,00		
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	756,00	755,66		0,34
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>11 820 714,74</b>	<b>3 457 843,95</b>		<b>8 362 870,79</b>

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>	<b>95 212 858,39</b>	<b>64 005 733,59</b>	<b>10 492 771,46</b>	<b>20 714 353,34</b>
---	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

<b>Pour information</b>	
<b>D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>	<b>7 714 071,61</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>B2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	14 022 726,50	5 997 557,12	1 223 132,40	6 802 036,98
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	4 263 666,00	1 562 705,18	481 321,61	2 219 639,21
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS	778 091,00	302 383,48		475 707,52
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS	2 055 339,50	280 832,14	12 136,00	1 762 371,36
13241	COMMUNES MEMBRES DU GFP	551 750,00			551 750,00
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT	996 565,00	119 997,33	76 611,79	799 955,88
13258	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES GROUPEMENTS	103 419,00	18 457,00	97 419,00	-12 457,00
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	2 179 903,00	1 279 109,10	64 224,00	836 569,90
1327	SUBVENTIONS EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE FONDS STRUCT	1 460 235,00	968 814,89	491 420,00	0,11
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES	200 000,00	31 500,00		168 500,00
1342	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AMENDES DE POLICE	1 433 758,00	1 433 758,00		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	31 239 758,00	22 900 000,00	5 000 000,00	3 339 758,00
1641	EMPRUNTS EN EUROS	25 889 758,00	13 754 166,67	5 000 000,00	7 135 591,33
166	REFINANCEMENT DE DETTE	5 350 000,00	9 145 833,33		-3 795 833,33
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		118,59		-118,59
2112	TERRAINS DE VOIRIE		118,59		-118,59
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>45 262 484,50</b>	<b>28 897 675,71</b>	<b>6 223 132,40</b>	<b>10 141 676,39</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	15 615 754,36	14 786 376,93		829 377,43
10222	F.C.T.V.A.	4 530 000,00	3 778 472,61		751 527,39
10223	T.L.E.	400 000,00	228 647,95		171 352,05
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOUS- DENSITE		93 502,01		-93 502,01
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	10 685 754,36	10 685 754,36		
138	Autres subv. d.investissement transférées				
165	Dépôts et cautionnements reçus	22 300,00	7 496,00	3,00	14 801,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	22 300,00	7 496,00	3,00	14 801,00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	68 700,00			68 700,00
261	TITRES DE PARTICIPATION	68 700,00			68 700,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 412 000,00	4 266 395,86		145 604,14
274	PRETS	2 545 000,00	2 399 729,20		145 270,80
2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	1 867 000,00	1 866 666,66		333,34
024	PRODUITS DES CESSIONS	1 309 372,00			
<b>Total des recettes financières</b>		<b>21 428 126,36</b>	<b>19 060 268,79</b>	<b>3,00</b>	<b>2 367 854,57</b>
45...	Opé. pour compte de tiers n°...(2)	107 793,84	58 127,99	1 125,00	48 540,85
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	22 728,74	22 561,81		166,93
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	75 065,10	29 941,18		45 123,92
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES	10 000,00	5 625,00	1 125,00	3 250,00
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>107 793,84</b>	<b>58 127,99</b>	<b>1 125,00</b>	<b>48 540,85</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>66 798 404,70</b>	<b>48 016 072,49</b>	<b>6 224 260,40</b>	<b>12 558 071,81</b>

III - VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	16 864 020,56			
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (3)(4)	10 558 670,00	10 756 667,98		-197 997,98
15112	PROVISIONS POUR LITIGES	68 100,00	68 100,00		
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/97		348 726,13		-348 726,13
2111	TERRAINS NUS		4 988,13		-4 988,13
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		54 085,20		-54 085,20
2132	IMMEUBLES DE RAPPORT		150,00		-150,00
	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES				
2135	CONSTRUCTIONS		168,58		-168,58
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS		580,70		-580,70
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES		9 541,26		-9 541,26
	AMORTISSEMENT FRAIS DE REALISATION DOCUMENTS D'URBA.				
2802	NUMERISATION DU CADASTRE	580,00	578,00		2,00
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	266 360,00	266 355,83		4,17
28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION	20 020,00	20 017,88		2,12
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ETAT BATIMENTS ET				
2804112	INSTALLATIONS	30 220,00	30 218,00		2,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT DEPARTEMENT BIENS				
2804131	MOBILIERS MATERIEL	70,00	70,00		
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT DEPARTEMENT				
2804132	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	5 920,00	5 912,00		8,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT COMMUNES MEMBRES DU				
28041412	GFP BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 370,00	3 365,00		5,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT GFP BIENS MOBILIERS				
28041511	MATERIEL	25 970,00	25 963,00		7,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT GFP BATIMENTS ET				
28041512	INSTALLATIONS	38 990,00	38 984,00		6,00
28041581	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT AUTRES GROUPEMENT	55 930,00	59 500,00		-3 570,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS				
2804172	PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 004 610,00	3 015 556,00		-10 946,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ORGANISMES PUBLICS				
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	316 960,00	313 828,00		3 132,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PRIVE BIENS MOBILIERS				
280421	MATERIEL ETUDES	383 650,00	360 256,12		23 393,88
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PRIVE BATIMENTS ET				
280422	INSTALLATIONS	1 132 120,00	1 130 664,00		1 456,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ORGANISMES PUBLICS				
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	107 110,00	106 642,00		468,00
2804413	AMORTISSEMENT SUBVENTIONS		1 033 370,00		
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PERS. DROIT PRIVE BIENS				
2804421	MOBILIERS MATERIEL	120,00	222,00		-102,00
	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PERS. DE DROIT PRIVE				
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	141 190,00	141 224,00		-34,00
28051	AMORTISSEMENT CONCESSION DROIT SIMILAIRE	448 120,00	316 559,53		131 560,47
28132	AMORTISSEMENTS DES IIMMEUBLES DE RAPPORT	303 040,00	302 965,00		75,00
	AMORTISSEMENTS DES INSTAL GENERALES,AGENC				
28135	AMENAGEMENTS CONSTRUCTIONS	66 740,00	66 734,00		6,00
	AMORTISSEMENTS AUTRE MATERIEL OUTILLAGE INCENDIE				
281568	DEFENSE CIVILE	22 170,00	22 665,59		-495,59
281578	AMORTISSEMENTS AUTRE MATERIEL OUTILLAGE DE VOIRIE	75 600,00	73 603,35		1 996,65
	AMORTISSEMENTS DES AUTRES INSTAL TECH MATERIEL ET				
28158	OUTILLAGE INDUSTRIEL	226 270,00	226 111,27		158,73
	AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS				
28181	ET AMENAGEMENTS DIVERS	5 660,00	5 651,00		9,00
28182	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE TRANSPORT	532 500,00	501 758,92		30 741,08
	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL				
28183	INFORMATIQUE	502 150,00	494 908,11		7 241,89
28184	AMORTISSEMENTS MOBILIER	406 820,00	405 151,08		1 668,92
28188	AMORTISSEMENTS AUTRES	403 940,00	370 729,07		33 210,93
4817	PENALITES DE RENEGOCIATION DE LA DETTE	931 000,00	930 769,23		230,77
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>27 422 690,56</b>	<b>10 756 667,98</b>		<b>16 666 022,58</b>

III - VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (5)	8 705 834,74	346 588,69		8 359 246,05
10251	DONS ET LEGS EN CAPITAL		5 000,00		-5 000,00
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT	227 287,00			227 287,00
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	836 000,00			836 000,00
1328	AUTRES	6 837 159,00			6 837 159,00
2031	FRAIS D'ETUDES		307 482,14		-307 482,14
2033	FRAIS D'INSERTION	740 000,00	11 544,73		728 455,27
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	42 660,00			42 660,00
4582	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT SOUS MANDAT	22 728,74	22 561,82		166,92
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>36 128 525,30</b>	<b>11 103 256,67</b>		<b>25 025 268,63</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>102 926 930,00</b>	<b>59 119 329,16</b>	<b>6 224 260,40</b>	<b>37 583 340,44</b>

<b>Pour information</b>	
<b>R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

# **BUDGETS ANNEXES**

# **A) Eau**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**Numéro SIRET :  
21680224900013**

**VILLE DE MULHOUSE**

**POSTE COMPTABLE DE :**

**SERVICE PUBLIC LOCAL**

**M49**

**Compte administratif**

**BUDGET : 02 MULHOUSE BA EAU**

**ANNEE 2020**

<b>I - INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : [...]

néant

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**EXECUTION DU BUDGET**

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b>	Section d'exploitation	41 543 438,97	43 114 599,55	+1 571 160,58
	Section d'investissement	3 956 027,43	5 497 581,64	+1 541 554,21
		+	+	

<b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>	Report en section d'exploitation (002)		3 598 644,73	
	Report en section d'investissement (001)	1 212 106,26		
		=	=	

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		46 711 572,66	52 210 825,92	+5 499 253,26

<b>RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)</b>	Section d'exploitation			
	Section d'investissement	1 286 577,17	116 688,00	
	<b>TOTAL DES RESTES à réaliser à reporter en N+1</b>	1 286 577,17	116 688,00	

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
<b>RESULTAT CUMULE</b>	Section d'exploitation	41 543 438,97	46 713 244,28	+5 169 805,31
	Section d'investissement	6 454 710,86	5 614 269,64	-840 441,22
	<b>TOTAL CUMULE</b>	47 998 149,83	52 327 513,92	+4 329 364,09

**DETAIL DES RESTES A REALISER**

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>			
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>1 286 577,17</b>	<b>116 688,00</b>
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>37 100,00</b>
1318	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES		37 100,00
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>73 201,97</b>	
2051	CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES	39 872,70	
2031	FRAIS D'ETUDES	33 079,27	
2033	FRAIS D'INSERTION	250,00	
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>76 803,36</b>	
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	5 209,38	
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	7 088,08	
21561	SERVICE DE DISTRIBUTION	64 505,90	
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>1 051 683,84</b>	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	140 574,03	
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	64 188,90	
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	846 920,91	
	[...]Opérations d'équipement n°		
<b>45...</b>	<b>Opération pour compte de tiers n° - [...] (3)</b>		
4581000020		84 888,00	
4582000020			79 588,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	27 068 120,00	20 512 564,23	6 140 085,66		415 470,11
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	5 200 000,00	4 930 040,16	26 474,77		243 485,07
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	6 240 000,00	3 729 647,00	2 167 000,00		343 353,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	360 000,00	93 370,68			266 629,32
	<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>38 868 120,00</b>	<b>29 265 622,07</b>	<b>8 333 560,43</b>		<b>1 268 937,50</b>
66	CHARGES FINANCIERES	80 000,00	69 427,40	9 860,20		712,40
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	673 000,00	152 857,20	223 777,44		296 365,36
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS (2)					
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (3)					
022	DEPENSES IMPREVUES					
	<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>	<b>39 621 120,00</b>	<b>29 487 906,67</b>	<b>8 567 198,07</b>		<b>1 566 015,26</b>
023	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (4)</b>	3 110 170,00				
042	<b>OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)</b>	3 734 210,00	3 488 334,23			245 875,77
043	<b>OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (uniquement en M.44)(4)</b>					
	<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>	<b>6 844 380,00</b>	<b>3 488 334,23</b>			<b>3 356 045,77</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>46 465 500,00</b>	<b>32 976 240,90</b>	<b>8 567 198,07</b>		<b>4 922 061,03</b>

<b>Pour information</b> <b>D002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>					
--	--	--	--	--	--

**RECETTES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	938 000,00	916 045,66			21 954,34
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,PRESTATIONS DE SERVICES,MARCHANDISES	40 354 905,27	37 955 547,47	3 183 305,35		-783 947,55
73	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (5)					
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	177 000,00	-108 322,50	186 757,95		98 564,55
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 750,00	73 779,86			1 970,14
	<b>Total des recettes de gestion courante</b>	<b>41 545 655,27</b>	<b>38 837 050,49</b>	<b>3 370 063,30</b>		<b>-661 458,52</b>
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	210 000,00	108 546,95			101 453,05
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (2)					
	<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>	<b>41 755 655,27</b>	<b>38 945 597,44</b>	<b>3 370 063,30</b>		<b>-560 005,47</b>
042	<b>OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)</b>	1 111 200,00	798 938,81			312 261,19
043	<b>OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (uniquement en M.44)(4)</b>					
	<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>	<b>1 111 200,00</b>	<b>798 938,81</b>			<b>312 261,19</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>42 866 855,27</b>	<b>39 744 536,25</b>	<b>3 370 063,30</b>		<b>-247 744,28</b>

<b>Pour information</b> <b>R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>	<b>3 598 644,73</b>				
---	---------------------	--	--	--	--

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

**II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**II**

**SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES**

**A3**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	738 500,00	33 558,15	73 201,97	631 739,88
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 033 292,32	495 100,93	76 803,36	1 461 388,03
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 183 490,00	1 883 447,19	1 051 683,84	3 248 358,97
	Total des opérations d'équipement				
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>8 955 282,32</b>	<b>2 412 106,27</b>	<b>1 201 689,17</b>	<b>5 341 486,88</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	10 000,00			10 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	160 270,22	158 661,69		1 608,53
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (3)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	DEPENSES IMPREVUES				
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>170 270,22</b>	<b>158 661,69</b>		<b>11 608,53</b>
4581	Total des opé. pour compte de tiers (4)	1 078 801,20	585 585,34	84 888,00	408 327,86
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>10 204 353,74</b>	<b>3 156 353,30</b>	<b>1 286 577,17</b>	<b>5 761 423,27</b>
040	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	1 111 200,00	798 938,81		312 261,19
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (2)	3 000,00	735,32		2 264,68
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>1 114 200,00</b>	<b>799 674,13</b>		<b>314 525,87</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>11 318 553,74</b>	<b>3 956 027,43</b>	<b>1 286 577,17</b>	<b>6 075 949,14</b>

<b>Pour information</b>				
<b>D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>	<b>1 212 106,26</b>			

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	961 750,00	51 491,27	37 100,00	873 158,73
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	3 010 060,00	500 000,00		2 510 060,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>3 971 810,00</b>	<b>551 491,27</b>	<b>37 100,00</b>	<b>3 383 218,73</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
106	RESERVES (5)	909 408,58	909 408,58		
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	18 270,22	15 170,00		3 100,22
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (3)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>927 678,80</b>	<b>924 578,58</b>		<b>3 100,22</b>
4582	Total des opé. pour compte de tiers (4)	783 791,20	532 442,24	79 588,00	171 760,96
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>5 683 280,00</b>	<b>2 008 512,09</b>	<b>116 688,00</b>	<b>3 558 079,91</b>
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION (2)	3 110 170,00			
040	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	3 734 210,00	3 488 334,23		245 875,77
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (2)	3 000,00	735,32		2 264,68
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>6 847 380,00</b>	<b>3 489 069,55</b>		<b>3 358 310,45</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>12 530 660,00</b>	<b>5 497 581,64</b>	<b>116 688,00</b>	<b>6 916 390,36</b>

<b>Pour information</b>				
<b>R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 - MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	<b>EXPLOITATION</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	26 652 649,89		26 652 649,89
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	4 956 514,93		4 956 514,93
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	5 896 647,00		5 896 647,00
60	<i>ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)</i>			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	93 370,68		93 370,68
66	CHARGES FINANCIERES	79 287,60		79 287,60
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	376 634,64	53 143,10	429 777,74
68	DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		3 435 191,13	3 435 191,13
<b>Dépenses d'exploitation - Total</b>		<b>38 055 104,74</b>	<b>3 488 334,23</b>	<b>41 543 438,97</b>

+

<b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>
--

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>41 543 438,97</b>
---	----------------------

	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		177 322,02	177 322,02
14	<i>PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES</i>			
15	<i>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)</i>			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	158 661,69		158 661,69
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS Total des opérations d'équipement			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (6)	33 558,15		33 558,15
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)	495 100,93	529 931,95	1 025 032,88
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (6)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)	1 883 447,19	735,32	1 884 182,51
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	<i>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS</i>			
29	<i>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN COURS</i>			
39				
4581	Opérations pour compte de tiers (7)	585 585,34		585 585,34
481	<i>CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES</i>		91 684,84	91 684,84
3...	Stocks			
<b>Dépenses d'investissement - Total</b>		<b>3 156 353,30</b>	<b>799 674,13</b>	<b>3 956 027,43</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE N-1</b>	<b>1 212 106,26</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>5 168 133,69</b>
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 - TITRES EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	916 045,66		916 045,66
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	41 138 852,82		41 138 852,82
72	TRAVAUX EN REGIE		529 931,95	529 931,95
73	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (7)			
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	78 435,45		78 435,45
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	73 779,86		73 779,86
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	108 546,95	177 322,02	285 868,97
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			
79	TRANSFERTS DE CHARGES		91 684,84	91 684,84
<b>Recettes d'exploitation - Total</b>		<b>42 315 660,74</b>	<b>798 938,81</b>	<b>43 114 599,55</b>

+

<b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>3 598 644,73</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>46 713 244,28</b>
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 106)			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	51 491,27		51 491,27
14	PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (4)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	515 170,00		515 170,00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (5)		735,32	735,32
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (5)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (5)			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		3 238 177,75	3 238 177,75
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)			
39	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN COURS (4)			
4582	Opérations pour compte de tiers (6)	532 442,24	53 143,10	585 585,34
481	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		197 013,38	197 013,38
3...	Stocks			
<b>Recettes d'investissement - Total</b>		<b>1 099 103,51</b>	<b>3 489 069,55</b>	<b>4 588 173,06</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b>	
---	--

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>909 408,58</b>
------------------------------------	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>5 497 581,64</b>
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

**III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**III**

**SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES**

**A1**

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL (2)(3)</b>	<b>27 068 120,00</b>	<b>20 512 564,23</b>	<b>6 140 085,66</b>		<b>415 470,11</b>
60227	PIECES DE RECHANGE	267 244,00	237 845,25	23 949,85		5 448,90
6032	VARIATION DES STOCKS DES AUTRES APPROVISIONNEMENTS	622 000,00	620 362,09			1 637,91
604	ACHATS D'ETUDES, PRESTATIONS DE SERVICES, EQUIPEMENTS ET TRAVAUX	956 256,00	896 137,61	2 255,62		57 862,77
6061	FOURNITURES NON STOCKABLES	547 000,00	484 769,72	22 370,29		39 859,99
6062	PRODUITS DE TRAITEMENT	13 000,00	12 505,36			494,64
6063	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	90 400,00	84 141,77	2 220,76		4 037,47
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	13 500,00	8 164,14	3 110,33		2 225,53
6066	CARBURANTS	69 522,00	45 233,52	16 744,32		7 544,16
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	40 463,00	16 440,60	10 860,52		13 161,88
611	SOUS TRAITANCE GENERALE	43 400,00	34 083,70	5 941,78		3 374,52
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	3 000,00				3 000,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	16 580,00	4 928,45	1 851,95		9 799,60
6137	REDEVANCES, DROITS DE PASSAGE ET SERVITUDES DIVERSES	3 000,00	2 280,00			720,00
61521	ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENTS PUBLICS	36 000,00	26 594,73	7 995,66		1 409,61
61528	ENTRETIEN ET REPARATION AUTRES	584 519,00	572 210,52			12 308,48
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT	114 403,00	78 059,39	32 770,95		3 572,66
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	10 000,00	7 152,14			2 847,86
6156	MAINTENANCE	1 039 303,00	838 848,29	168 368,60		32 086,11
6162	ASSURANCE OBLIGATAIRE DOMMAGE CONSTRUCTION	8 565,00	8 562,11			2,89
6168	PRIMES D'ASSURANCES AUTRES	29 800,00	29 776,76			23,24
617	ETUDES ET RECHERCHES	80 000,00	-107 901,51	135 926,51		51 975,00
618	DIVERS	180 737,00	129 245,45	12 116,29		39 375,26
6226	HONORAIRES	26 550,00	1 022,50			25 527,50
6228	DIVERS REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES, HONORAIRES	123 000,00	61 670,47	1 605,82		59 723,71
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	1 000,00	319,60			680,40
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS	9 750,00	5 148,26			4 601,74
6241	TRANSPORTS SUR ACHATS	2 000,00	1 328,50			671,50
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	12 000,00		1 764,62		10 235,38
6256	MISSIONS	500,00				500,00
6257	RECEPTIONS	3 000,00	1 369,20			1 630,80
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	25 081,00	12 999,25	6 590,79		5 490,96
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	63 300,00	54 521,71	921,68		7 856,61
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	5 000,00	4 684,32			315,68
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	75 100,00	74 513,88			586,12
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	36 600,00	24 897,42	10 297,59		1 404,99
6288	AUTRES	700 000,00	700 000,00			
63512	TAXES FONCIERES	147 000,00	146 445,00			555,00
6354	DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE	2 050,00	648,00			1 402,00
6371	REDEVANCE VERSEE AUX AGENCES DE L'EAU AU TITRE DES PRELEVEMENTS D'EAU	780 000,00	-16,00	779 540,00		476,00
6378	AUTRES TAXES ET REDEVANCES	20 287 497,00	15 393 572,03	4 892 881,73		1 043,24
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>5 200 000,00</b>	<b>4 930 040,16</b>	<b>26 474,77</b>		<b>243 485,07</b>
6411	SALAIRES, APPOINTEMENTS, COMMISSIONS DE BASE	5 200 000,00	4 930 040,16	26 474,77		243 485,07
<b>014</b>	<b>ATTENUATIONS DE PRODUITS (4)</b>	<b>6 240 000,00</b>	<b>3 729 647,00</b>	<b>2 167 000,00</b>		<b>343 353,00</b>
701249	REVERT AGENCE EAU REDEV POL DOMESTIQUE	3 747 000,00	2 237 906,00	1 301 000,00		208 094,00
706129	REVERT AGENCE EAU REDEVANCE MODERN RESEAU COLLECTE	2 493 000,00	1 491 741,00	866 000,00		135 259,00
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>360 000,00</b>	<b>93 370,68</b>			<b>266 629,32</b>
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEURS	330 000,00	69 168,54			260 831,46
6542	CREANCES ETEINTES	30 000,00	24 202,14			5 797,86
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=(011+012+014+65)</b>		<b>38 868 120,00</b>	<b>29 265 622,07</b>	<b>8 333 560,43</b>		<b>1 268 937,50</b>
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES(b)(5)</b>	<b>80 000,00</b>	<b>69 427,40</b>	<b>9 860,20</b>		<b>712,40</b>
66111	INTERETS REGLES A L'ECHANGEANCE	80 000,00	79 432,48			567,52
66112	INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE		-10 005,08	9 860,20		144,88
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES(c)</b>	<b>673 000,00</b>	<b>152 857,20</b>	<b>223 777,44</b>		<b>296 365,36</b>
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION	58 000,00	2 634,37			55 365,63
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	36 000,00	32 618,26			3 381,74
6742	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES D'EQUIPEMENT	450 000,00	27 773,84	223 777,44		198 448,72
6743	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	10 000,00	10 000,00			
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	119 000,00	79 830,73			39 169,27
<b>68</b>	<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS(d)(6)</b>					
<b>69</b>	<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES(e)(7)</b>					
<b>022</b>	<b>DEPENSES IMPREVUES(f)</b>					
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>		<b>39 621 120,00</b>	<b>29 487 906,67</b>	<b>8 567 198,07</b>		<b>1 566 015,26</b>

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
023	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 110 170,00</b>				
042	<b>OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS(8)(9)</b>	<b>3 734 210,00</b>	<b>3 488 334,23</b>			<b>245 875,77</b>
6742	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES D'EQUIPEMENT	255 000,00	53 143,10			201 856,90
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	3 262 210,00	3 238 177,75			24 032,25
6812	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT A REPARTIR	217 000,00	197 013,38			19 986,62
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>6 844 380,00</b>	<b>3 488 334,23</b>			<b>3 356 045,77</b>
043	<b>OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION(10)</b>					
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>6 844 380,00</b>	<b>3 488 334,23</b>			<b>3 356 045,77</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>46 465 500,00</b>	<b>32 976 240,90</b>	<b>8 567 198,07</b>		<b>4 922 061,03</b>

Pour information D 002 Déficit d'exploitation de N-1	
---	--

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

Montant des ICNE de l'exercice - Montant des ICNE de l'exercice N-1 = Différence ICNE N – ICNE N-1	
--	--

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

**III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**III**

**SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES**

**A2**

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N 1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
<b>013</b>	<b>ATTENUATIONS DE CHARGES (2)</b>	<b>938 000,00</b>	<b>916 045,66</b>			<b>21 954,34</b>
6032	VARIATION DES STOCKS DES AUTRES APPROVISIONNEMENTS	640 000,00	620 251,66			19 748,34
64198	AUTRES REMBOURSEMENTS	298 000,00	295 794,00			2 206,00
<b>70</b>	<b>VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES</b>	<b>40 354 905,27</b>	<b>37 955 547,47</b>	<b>3 183 305,35</b>		<b>-783 947,55</b>
70111	VENTES D'EAU AUX ABONNES	11 918 355,27	9 681 725,04	2 325 000,00		-88 369,77
701241	REDEVANCE POUR POLLUTION D'ORIGINE DOMESTIQUE	3 500 000,00	3 605 384,30			-105 384,30
70128	AUTRES TAXES ET REDEVANCES	4 178 000,00	3 807 957,79	405 000,00		-34 957,79
703	VENTES DE PRODUITS RESIDUELS	7 550,00	2 798,30			4 751,70
704	TRAVAUX	55 000,00	26 230,18			28 769,82
70611	REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	16 300 000,00	16 855 495,76			-555 495,76
706121	REDEVANCE POUR MODERNISATION DES RESEAUX DE COLLECTE	2 400 000,00	2 386 440,61			13 559,39
7064	LOCATION DE COMPTEURS	1 921 000,00	1 557 553,12	415 000,00		-51 553,12
7068	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	75 000,00	31 962,37	38 305,35		4 732,28
<b>73</b>	<b>PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (3)</b>					
<b>74</b>	<b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>177 000,00</b>	<b>-108 322,50</b>	<b>186 757,95</b>		<b>98 564,55</b>
747	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	5 000,00	-15 000,00	15 000,00		5 000,00
748	AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	172 000,00	-93 322,50	171 757,95		93 564,55
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>75 750,00</b>	<b>73 779,86</b>			<b>1 970,14</b>
7588	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE - AUTRES	75 750,00	73 779,86			1 970,14
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=(013+70+73+74+75)</b>		<b>41 545 655,27</b>	<b>38 837 050,49</b>	<b>3 370 063,30</b>		<b>-661 458,52</b>
<b>76</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS(b)</b>					
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS(c)</b>	<b>210 000,00</b>	<b>108 546,95</b>			<b>101 453,05</b>
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	25 000,00	26 790,23			-1 790,23
773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR LA DECHEANCE QUADRIEN	160 000,00	78 277,32			81 722,68
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	25 000,00	3 479,40			21 520,60
<b>78</b>	<b>REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS(d)(4)</b>					
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>		<b>41 755 655,27</b>	<b>38 945 597,44</b>	<b>3 370 063,30</b>		<b>-560 005,47</b>

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
<b>042</b>	<b>OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS(6)</b>	<b>1 111 200,00</b>	<b>798 938,81</b>			<b>312 261,19</b>
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	530 000,00	529 931,95			68,05
777	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCIC	181 200,00	177 322,02			3 877,98
791	TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION	400 000,00	91 684,84			308 315,16
<b>043</b>	<b>OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION(5)</b>					
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>1 111 200,00</b>	<b>798 938,81</b>			<b>312 261,19</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>42 866 855,27</b>	<b>39 744 536,25</b>	<b>3 370 063,30</b>		<b>-247 744,28</b>

<b>Pour information</b>	
<b>R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>	<b>3 598 644,73</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

<b>Montant des ICNE de l'exercice</b>	
<b>- Montant des ICNE de l'exercice N-1</b>	
<b>= Différence ICNE N – ICNE N-1</b>	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

**III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**III**

**SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES**

**B1**

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés(2)
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)</b>	<b>738 500,00</b>	<b>33 558,15</b>	<b>73 201,97</b>	<b>631 739,88</b>
2031	FRAIS D'ETUDES	495 000,00	2 200,00	33 079,27	459 720,73
2033	FRAIS D'INSERTION	3 000,00	735,32	250,00	2 014,68
2051	CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES	240 500,00	30 622,83	39 872,70	170 004,47
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)</b>	<b>2 033 292,32</b>	<b>495 100,93</b>	<b>76 803,36</b>	<b>1 461 388,03</b>
2111	TERRAINS NUS	50 000,00			50 000,00
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	277 000,00	54 254,15	7 088,08	215 657,77
2155	OUTILLAGE INDUSTRIEL	17 000,00	10 476,11		6 523,89
21561	SERVICE DE DISTRIBUTION	1 455 126,94	395 768,46	64 505,90	994 852,58
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	182 165,38	4 006,01		178 159,37
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	25 000,00	6 662,68	5 209,38	13 127,94
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	21 000,00	19 365,96		1 634,04
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	6 000,00	4 567,56		1 432,44
<b>22</b>	<b>IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (hors opérations)</b>				
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)</b>	<b>6 183 490,00</b>	<b>1 883 447,19</b>	<b>1 051 683,84</b>	<b>3 248 358,97</b>
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	139 000,00	30 125,00	64 188,90	44 686,10
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	1 617 360,00	242 941,03	140 574,03	1 233 844,94
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	4 427 130,00	1 610 381,16	846 920,91	1 969 827,93
	Opérations d'équipement n° (3)[..]				
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>8 955 282,32</b>	<b>2 412 106,27</b>	<b>1 201 689,17</b>	<b>5 341 486,88</b>
<b>10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>				
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>10 000,00</b>			<b>10 000,00</b>
1318	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES	10 000,00			10 000,00
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>160 270,22</b>	<b>158 661,69</b>		<b>1 608,53</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS	142 000,00	141 666,69		333,31
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	18 270,22	16 995,00		1 275,22
<b>18</b>	<b>COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS</b>				
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS</b>				
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
<b>020</b>	<b>DEPENSES IMPREVUES</b>				
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>170 270,22</b>	<b>158 661,69</b>		<b>11 608,53</b>
4581000019	BRANCHEMENTS COMMUNES 2019	153 801,20	141 587,10		12 214,10
4581000020	BRANCHEMENT COMMUNES 2020	925 000,00	443 998,24	84 888,00	396 113,76
	<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>1 078 801,20</b>	<b>585 585,34</b>	<b>84 888,00</b>	<b>408 327,86</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>	<b>10 204 353,74</b>	<b>3 156 353,30</b>	<b>1 286 577,17</b>	<b>5 761 423,27</b>

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
<b>040</b>	<b>OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)</b>	<b>1 111 200,00</b>	<b>798 938,81</b>		<b>312 261,19</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur (6)</b>	<b>581 200,00</b>	<b>269 006,86</b>		<b>312 193,14</b>
139111	AGENCE DE L'EAU	18 200,00	16 943,02		1 256,98
139118	AUTRES	16 440,00	16 436,00		4,00
13912	REGIONS	1 210,00	1 202,00		8,00
13913	DEPARTEMENTS	560,00	560,00		
13914	COMMUNES	2 000,00	1 956,00		44,00
13915	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	28 890,00	28 881,00		9,00
13918	AUTRES	113 900,00	111 344,00		2 556,00
4818	CHARGES A ETALER	400 000,00	91 684,84		308 315,16
	<b>Charges transférées</b>	<b>530 000,00</b>	<b>529 931,95</b>		<b>68,05</b>
21311	BATIMENTS D'EXPLOITATION	58 515,00	58 514,03		0,97
21531	RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	352 859,00	352 792,23		66,77
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	118 626,00	118 625,69		0,31
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES (7)</b>	<b>3 000,00</b>	<b>735,32</b>		<b>2 264,68</b>
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	3 000,00	735,32		2 264,68
	<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>1 114 200,00</b>	<b>799 674,13</b>		<b>314 525,87</b>

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>	<b>11 318 553,74</b>	<b>3 956 027,43</b>	<b>1 286 577,17</b>	<b>6 075 949,14</b>
--	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------

<b>Pour information</b>	
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>	<b>1 212 106,26</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**III**

**SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES**

**B2**

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés(2)
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>961 750,00</b>	<b>51 491,27</b>	<b>37 100,00</b>	<b>873 158,73</b>
13111	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - AGENCE DE L'EAU	541 750,00			541 750,00
1318	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES	420 000,00	51 491,27	37 100,00	331 408,73
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)</b>	<b>3 010 060,00</b>	<b>500 000,00</b>		<b>2 510 060,00</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS	3 010 060,00	500 000,00		2 510 060,00
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
<b>22</b>	<b>IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION</b>				
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>				
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>3 971 810,00</b>	<b>551 491,27</b>	<b>37 100,00</b>	<b>3 383 218,73</b>
<b>10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>	<b>909 408,58</b>	<b>909 408,58</b>		
1068	COUVERTURE DU BESOIN DE FINANC	909 408,58	909 408,58		
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	18 270,22	15 170,00		3 100,22
<b>18</b>	<b>COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS</b>				
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS</b>				
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>927 678,80</b>	<b>924 578,58</b>		<b>3 100,22</b>
4582000019	BRANCHEMENTS COMMUNES 2019	113 791,20	111 205,30		2 585,90
4582000020	BRANCHEMENTS COMMUNES 2020	670 000,00	421 236,94	79 588,00	169 175,06
	<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>783 791,20</b>	<b>532 442,24</b>	<b>79 588,00</b>	<b>171 760,96</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>	<b>5 683 280,00</b>	<b>2 008 512,09</b>	<b>116 688,00</b>	<b>3 558 079,91</b>

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>B2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés(2)
<b>021</b>	<b>VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>	<b>3 110 170,00</b>			
<b>040</b>	<b>OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)(5)</b>	<b>3 734 210,00</b>	<b>3 488 334,23</b>		<b>245 875,77</b>
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	15 110,00	15 106,00		4,00
2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	108 580,00	102 091,49		6 488,51
28121	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES TERRAINS NUS	430,00	424,00		6,00
28125	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES TERRAINS BATIS	32 980,00	31 810,00		1 170,00
281311	BATIMENTS D'EXPLOITATION	224 630,00	187 358,00		37 272,00
281315	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	38 270,00	38 271,00		-1,00
281351	BATIMENTS D'EXPLOITATION	162 900,00	177 319,95		-14 419,95
281355	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	890,00	887,00		3,00
281411	BATIMENTS D'EXPLOITATION	2 150,00	2 148,00		2,00
281451	BATIMENTS D'EXPLOITATION	1 860,00	1 857,00		3,00
281531	RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	1 830 570,00	1 840 824,00		-10 254,00
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	152 690,00	147 144,88		5 545,12
28155	OUTILLAGE INDUSTRIEL	24 550,00	24 759,80		-209,80
281561	MATERIEL SPECIFIQUE D'EXPLOITATION - SERVICE DISTRIBUTION EAU	527 860,00	521 132,70		6 727,30
28157	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DU MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS	19 590,00	21 353,00		-1 763,00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	78 520,00	84 350,56		-5 830,56
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	24 550,00	24 974,50		-424,50
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	8 670,00	8 828,00		-158,00
28188	AUTRES	7 410,00	7 537,87		-127,87
4582	OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS - RECETTES	255 000,00	53 143,10		201 856,90
4818	CHARGES A ETALER	217 000,00	197 013,38		19 986,62
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>6 844 380,00</b>	<b>3 488 334,23</b>		<b>3 356 045,77</b>
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES(6)</b>	<b>3 000,00</b>	<b>735,32</b>		<b>2 264,68</b>
2033	FRAIS D'INSERTION	3 000,00	735,32		2 264,68
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>6 847 380,00</b>	<b>3 489 069,55</b>		<b>3 358 310,45</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>12 530 660,00</b>	<b>5 497 581,64</b>	<b>116 688,00</b>	<b>6 916 390,36</b>

<b>Pour information</b>	
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

## IV – ANNEXES CA 2020

IV  
A2.2

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE EAU

## A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation	Date du premier remboursement	Nominal	Type de taux d'intérêt	Index	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements	Profil d'amortissement	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt	
								Niveau de taux	Taux actuariel						
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>															
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>					4 500 000,00										
1641 Emprunts en euros (total)					4 500 000,00										
8301 - EAU	SFIL CAFFIL	12/12/2003	12/12/2003	01/04/2004	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4,26 %	4,26	4,33	EUR	T	C	O		A-1
8291 - EAU	CREDIT FONCIER DE FRANCE	31/12/2003	31/12/2003	31/03/2004	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4,31 %	4,31	4,38	EUR	T	C	O		A-1
8922-EAU Consolidation	SFIL CAFFIL	03/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 0,68 %	0,68	0,69	EUR	T	C	O		A-1
1643 Emprunts en devises (total)															
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00										
8922-EAU Tirage-Eonia	SFIL CAFFIL	03/12/2019	03/12/2019	31/07/2020	0,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0,7)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,70	0,71	EUR	X	X	O		A-1
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>															
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>															
1671 Avances consolidées du Trésor (total)															
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)															
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)															
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)															
1678 Autres emprunts et dettes (total)															
<b>168 Emprunts et dettes assimilées (Total)</b>															
1681 Autres emprunts (total)															
1682 Bons à moyen terme négociables (total)															
1687 Autres dettes (total)															
<b>Total général</b>					<b>4 500 000,00</b>										

Emprunts et dettes à l'origine du contrat

IV – ANNEXES CA 2020

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE EAU

IV  
A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature	Couverture ? O/N	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités de l'exercice			ICNE de l'exercice		
						Type de taux	Index	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget	Capital	Charges d'intérêt	Intérêts perçus (le cas échéant)			
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>														
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>				<b>2 241 666,22</b>									<b>9 860,20</b>	
1641 Emprunts en euros (total)				2 241 666,22									9 860,20	
8301 - EAU	N		A-1	883 333,11	13	F	Taux fixe à 4,26 %	4,25	66 666,68	39 405,00			9 302,97	
8291 - EAU	N		A-1	866 666,44	13	F	Taux fixe à 4,31 %	4,30	66 666,68	39 149,15			0,00	
8922-EAU Consolidation	N		A-1	491 666,67	14,58	F	Taux fixe à 0,68 %	0,69	8 333,33	878,33			557,22	
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				0,00						0,00				
8922-EAU Tirage-Eonia	N		A-1	0,00	0	V	(EONIA(Posifixe) + 0,7)-Floor 0 sur EONIA(Posifixe)	0,00	0,00	0,00				
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>														
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)														
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
<b>168 Emprunts et dettes assimilées (Total)</b>														
1681 Autres emprunts (total)														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)														
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>2 241 666,22</b>							<b>141 666,69</b>	<b>79 432,48</b>	<b>0,00</b>	<b>9 860,20</b>

**IV - ANNEXES CA 2020**

**IV**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE EAU**

**A2.4**

**A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>	<b>Indices sous-jacents</b>					
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits					
	% de l'encours	3				
	Montant en euros	100,00%				
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2 241 666 €				
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(F) Autres types de structures	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					

**IV - ANNEXES**

**A) ELEMENTS DU BILAN**

**A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES**

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL	Date de délibération
<b>AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE</b>	<i>Catégories de biens amorties</i>	<i>Durée</i>
	Aménagements sur terrains bâtis (voiries, clotures)	20 ans
	Aménagements de terrains nus	20 ans
	Station de pompage	60 ans
	Réservoirs de tous types (génie civil)	50 à 100 ans
	Poste de transformation	20 ans
	Tunnels - regards	40 ans
	Puits	40 ans
	Conduites (renouvellement, extension)	40 ans
	Conduites (réhabilitation)	10 ans
	Poste de commande	15 ans
	Equipements électriques des stations	20 ans
	Equipements électriques des bâtiments autre que les stations et les installations spécialisées	10 à 20 ans
	Compteurs d'eau	10 ans
	Pompes	10 à 20 ans
	Matériel de transport	8 ans
	Matériel de bureau et informatique	5 ans
	Mobilier	15 ans
	Concessions et droits assimilés (dont logiciels informatiques)	2 à 5 ans
	Bâtiments autres que les bâtiments d'exploitation	20 à 50 ans
Outillage et matériel industriels	10 à 20 ans	
Autres immobilisations (compte 2188)	10 à 15 ans	
Etudes non suivies de réalisation	2 à 5 ans	
Frais d'insertion non suivis de réalisation	2 ans	
<b>AMORTISSEMENT FACULTATIF</b>	Non	
<b>AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT</b>	Fonds de concours	15 ans
	Subventions d'équipement versées à des tiers	5 ans

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES</b>	<b>A4.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalizations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>323 200,00</b>	<b>318 988,71</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>142 000,00</b>	<b>141 666,69</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS	142 000,00	141 666,69
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>181 200,00</b>	<b>177 322,02</b>
139111	AGENCE DE L'EAU	18 200,00	16 943,02
139118	AUTRES	16 440,00	16 436,00
13912	REGIONS	1 210,00	1 202,00
13913	DEPARTEMENTS	560,00	560,00
13914	COMMUNES	2 000,00	1 956,00
13915	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	28 890,00	28 881,00
13918	AUTRES	113 900,00	111 344,00
020	Dépenses imprévues		

	Opération de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent N-1	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>318 988,71</b>	<b>311 093,52</b>	<b>1 212 106,26</b>	<b>1 842 188,49</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES</b>	<b>A4.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalizations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>6 589 380,00</b>	<b>3 435 191,13</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>6 589 380,00</b>	<b>3 435 191,13</b>
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	15 110,00	15 106,00
2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	108 580,00	102 091,49
28121	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES TERRAINS NUS	430,00	424,00
28125	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES TERRAINS BATIS	32 980,00	31 810,00
281311	BATIMENTS D'EXPLOITATION	224 630,00	187 358,00
281315	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	38 270,00	38 271,00
281351	BATIMENTS D'EXPLOITATION	162 900,00	177 319,95
281355	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	890,00	887,00
281411	BATIMENTS D'EXPLOITATION	2 150,00	2 148,00
281451	BATIMENTS D'EXPLOITATION	1 860,00	1 857,00
281531	RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	1 830 570,00	1 840 824,00
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	152 690,00	147 144,88
28155	OUTILLAGE INDUSTRIEL	24 550,00	24 759,80
281561	MATERIEL SPECIFIQUE D'EXPLOITATION - SERVICE DISTRIBUTION EAU	527 860,00	521 132,70
28157	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DU MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS	19 590,00	21 353,00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	78 520,00	84 350,56
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	24 550,00	24 974,50
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	8 670,00	8 828,00
28188	AUTRES	7 410,00	7 537,87
4818	CHARGES A ETALER	217 000,00	197 013,38
021	Virement de la section de fonctionnement	3 110 170,00	

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>3 435 191,13</b>	<b>613 791,20</b>		<b>909 408,58</b>	<b>4 958 390,91</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres II</b>	<b>1 842 188,49</b>
<b>Ressources propres disponibles IV</b>	<b>4 958 390,91</b>
<b>Solde V=IV-II (3)</b>	<b>+3 116 202,42</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV - ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

**IV**  
**A6**

**A6 - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

EXERCICE	NATURE DE LA DEPENSE TRANSFEREE	DUREE DE L'ETALEMENT	MONTANT DE LA DEPENSE TRANSFEREE AU COMPTE 481 (I)	MONTANT AMORTI AU TITRE DES EXERCICES PRECEDENTS (II)	MONTANT DE LA DOTATION AUX AMORT DE L'EXERCICE (C/6812) (III)	SOLDE (1)
2007	Aménagement zone haute du Moenchsberg - Brunstatt	15	120 000,00	104 000,00	8 000,00	8 000,00
2008	Aménagement zone haute du Moenchsberg - Brunstatt	15	240 000,00	192 000,00	16 000,00	32 000,00
2009	Aménagement zone haute du Moenchsberg - Brunstatt	15	103 169,38	75 657,56	6 877,96	20 633,86
2010	Renouvellement branchements des communes 2010	15	15 658,28	10 438,90	1 043,89	4 175,49
2011	Renouvellement branchements des communes 2011	15	67 865,88	40 719,51	4 524,39	22 621,98
2012	Renouvellement branchements des communes 2012	15	299 728,05	159 854,96	19 981,87	119 891,22
2013	Renouvellement branchements des communes 2013	15	105 203,54	49 094,99	7 013,57	49 094,98
2014	Renouvellement branchements des communes 2014	15	107 087,86	42 835,14	7 139,19	57 113,53
2014	Participation 2014 renouvellement du SIG	15	30 685,00	12 274,02	2 045,67	16 365,31
2015	Renouvellement branchements des communes 2015	15	535 475,24	178 491,75	35 698,35	321 285,14
2015	Participation 2015 renouvellement du SIG	15	30 685,00	10 228,35	2 045,67	18 410,98
2016	Renouvellement branchements des communes 2016	15	221 737,98	59 130,12	14 782,53	147 825,33
2017	Renouvellement branchements des communes 2017	15	192 609,38	38 521,89	12 840,63	141 246,86
2018	Renouvellement branchements des communes 2018	15	163 346,09	21 779,48	10 889,74	130 676,87
2019	Renouvellement branchements des communes 2019	15	630 264,02	42 017,60	42 017,60	546 228,82
2020	Renouvellement branchements des communes 2020	15	91 684,84	0,00	6 112,32	85 572,52
<b>Total</b>			<b>2 955 200,54</b>	<b>1 037 044,27</b>	<b>197 013,38</b>	<b>1 721 142,89</b>

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I-(II + III)

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 - CHAPITRES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail)(1)

458000019 BRANCHEMENTS COMMUNES 2019		Date de la délibération:				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>295 004,25</b>	<b>153 801,20</b>	<b>141 587,10</b>		<b>12 214,10</b>	<b>436 591,35</b>
4581000019	295 004,25	153 801,20	141 587,10		12 214,10	436 591,35
040 Travaux réalisé par le personnel du mandataire (contrepartie 791)						
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section						
Annulations sur dépenses (c)(6)						
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>295 004,25</b>	<b>153 801,20</b>	<b>141 587,10</b>		<b>12 214,10</b>	<b>436 591,35</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>295 004,25</b>	<b>113 791,20</b>	<b>141 587,10</b>		<b>-27 795,90</b>	<b>436 591,35</b>
Financement par le tiers	242 354,70	113 791,20	111 205,30		2 585,90	353 560,00
040 Financement par le service (contrepartie 6742)	52 649,55		30 381,80		-30 381,80	83 031,35
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)						
Annulations sur recettes (d)(6)						
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>295 004,25</b>	<b>113 791,20</b>	<b>141 587,10</b>		<b>-27 795,90</b>	<b>436 591,35</b>

458000020 BRANCHEMENTS COMMUNES 2020		Date de la délibération:				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
<b>DEPENSES (a)</b>		<b>925 000,00</b>	<b>443 998,24</b>	<b>84 888,00</b>	<b>396 113,76</b>	<b>443 998,24</b>
4581000020		925 000,00	443 998,24	84 888,00	396 113,76	443 998,24
040 Travaux réalisé par le personnel du mandataire (contrepartie 791)						
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section						
Annulations sur dépenses (c)(6)						
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>		<b>925 000,00</b>	<b>443 998,24</b>	<b>84 888,00</b>	<b>396 113,76</b>	<b>443 998,24</b>
<b>RECETTES (b)</b>		<b>925 000,00</b>	<b>443 998,24</b>	<b>79 588,00</b>	<b>401 413,76</b>	<b>443 998,24</b>
Financement par le tiers		670 000,00	421 236,94	79 588,00	169 175,06	421 236,94
040 Financement par le service (contrepartie 6742)		255 000,00	22 761,30		232 238,70	22 761,30
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)						
Annulations sur recettes (d)(6)						
<b>Recettes nettes (b - d)</b>		<b>925 000,00</b>	<b>443 998,24</b>	<b>79 588,00</b>	<b>401 413,76</b>	<b>443 998,24</b>

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT0000000030833	ETUDE BACTERIOLOGIQUE PUIITS REININGUE	0	2 200,00	0,00
<b>Total par Nature : 2031</b>			<b>2 200,00</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000031589	24 LICENCES ADOBE 2020	2	696,00	0,00
AUT0000000031976	EVOLUTION LOGICIEL 2020 RELEVE	5	500,00	0,00
AUT0000000031977	LOGICIEL EGEE IMPRESSION FACTURES	5	4 625,00	0,00
AUT0000000032162	DROITS D'ACCES COMPTEURS	5	13 713,63	0,00
AUT0000000032877	10 LOGICIELS OFFICE	2	3 250,00	0,00
AUT0000000032878	8 LOGICIELS ADOBE	2	1 033,20	0,00
AUT0000000032879	LOGICIEL ZWCAD	2	930,00	0,00
AUT0000000032880	INTEGRATION DATAMATRIX	5	5 875,00	0,00
<b>Total par Nature : 2051</b>			<b>30 622,83</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000026476	16688 - STATION SURPRESSION PFASTATT 2018	60	25 076,84	0,00
AUT0000000029153	16688 - STATION SURPRESSION PFASTATT 2019	60	308 561,23	0,00
AUT0000000030906	16688 - STATION PFASTATT 2020	60	38 171,61	0,00
AUT0000000032881	ETAT TIR 2020	60	58 514,03	0,00
<b>Total par Nature : 21311</b>			<b>430 323,71</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000030746	172 - DIV TX BATIMENTS 2017 - NON BASCULES	20	500,00	0,00
AUT0000000030747	172 - DIV TX BATIMENTS 2018 - NON BASCULES	20	5 783,20	0,00
AUT0000000030749	172 - DIV TX BATIMENTS 2019 NON BASCULES	20	4 876,21	0,00
AUT0000000030755	8496 - RENVLT EQUIP ELECTROMECA 2019 NON BASCULES	20	9 585,16	0,00
AUT0000000030903	172 - DIV TX BATIMENTS 2020	20	27 552,55	0,00
AUT0000000030904	4325 - TX SITE HIRTZBACH 2020	20	12 076,73	0,00
AUT0000000030905	8496 - RENVLT ELECTROMECA 2020	20	48 543,68	0,00
AUT0000000031602	11581 - DIV TX LOGT SERVICE 2020	20	15 210,62	0,00
<b>Total par Nature : 21351</b>			<b>124 128,15</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000026429	AN TX RENVLT RES. LOTS 1 A 7	40	192,92	0,00
AUT0000000029156	9523 - TX CREA ZONE HAUTE LUTTERBACH - PFASTATT	40	675 638,15	0,00
AUT0000000029404	ANN MARCHE RENOUVLT RESEAUX	40	185,64	0,00
AUT0000000029405	ANN TX BRANCHEMENTS	40	695,24	0,00
AUT0000000029616	8427 RENVLT CD MAITRESSE 2019	40	1 035 684,00	0,00
AUT0000000030756	9514 - RENVT EXT CD 2019 NON BASCULES	40	455 316,37	0,00
AUT0000000030908	9514 - RENVLT EXT CONDUITES 2020 - BASCULES	40	169 624,42	0,00
AUT0000000030909	9520 - BRCHTS NEUFS MULHOUSE 2020	40	39 571,07	0,00
AUT0000000030910	12608 - TRAIT. DIOXYDE CHLORE 2020	40	120,00	0,00
AUT0000000032002	17704 - TX SUR FONTAINES PUBLIQUES 2020	40	4 315,00	0,00
AUT0000000032172	9515 - DIV TX RESEAU 2020	40	8 070,81	0,00
AUT0000000032882	ETAT TIR 2020	40	352 792,23	0,00
AUT0000000032888	8427 - RENVLT CD MAITRESSE 2020	40	56 376,50	0,00
<b>Total par Nature : 21531</b>			<b>2 798 582,35</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000030834	2 ETUVES PR TESTS BACTERIOLOGIQUES	10	2 215,90	0,00
AUT0000000031590	10 EPI POUR LE NETTOYAGE DES PUIITS	10	1 694,50	0,00
AUT0000000031591	ECHELLE TELESCOPIQUE	10	1 450,00	0,00
AUT0000000031592	2 CORRELATEURS	10	14 565,60	0,00
AUT0000000031593	MAT CORRELATEUR	10	373,22	0,00
AUT0000000031978	MATERIEL ANALYSES EAU	10	3 012,00	0,00
AUT0000000031979	2 CLIM MOBILES MAG PRODUCTION	10	912,88	0,00
AUT0000000031980	VANNE RESERVOIR MORSCHWILLER	10	750,00	0,00
AUT0000000031981	39 PANNEAUX DE SIGNALISATION	10	8 657,65	0,00
AUT0000000031982	ESCABEAU PR ARCHIVE HQE	10	1 094,00	0,00
AUT0000000031983	CHARIOT DEPLACE VOITURE	10	397,16	0,00
AUT0000000031984	DEBITMETRE PORTATIF	10	8 660,61	0,00
AUT0000000031985	2 HARNAIS PR NETTOYAGE DES PUIITS	10	721,75	0,00
AUT0000000031986	4 EXTINCTEURS	10	233,30	0,00
AUT0000000031987	11 EXTINCTEURS	10	509,50	0,00
AUT0000000031988	2 VANNES PR RESERVOIR BACHE HABSH	10	1 242,08	0,00
AUT0000000031989	KIT CORRELATEUR	10	577,00	0,00
AUT0000000032164	FTURE CAPTEURS TEMPERATURE	10	7 187,00	0,00
AUT0000000032883	ETAT TIR 2020	10	118 625,69	0,00
<b>Total par Nature : 2154</b>			<b>172 879,84</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000031594	5 DETECTEURS DE METAUX	20	2 524,25	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000031990	NETTOYEUR HAUTE PRESSION	20	1 990,00	0,00
AUT00000000031991	2 PILONNEUSES PR RESEAU	20	3 580,00	0,00
AUT00000000031992	EQUIPEMENT MAGASIN ELECTRIQUE	20	1 698,86	0,00
AUT00000000032165	CHARGEUR BATTERIE MAGASIN	20	160,00	0,00
AUT00000000032166	OUTILLAGE INDUSTRIEL PR SERRURERIE	20	523,00	0,00
<b>Total par Nature : 2155</b>			<b>10 476,11</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030835	COMPTEURS 2020	10	162 980,96	0,00
AUT00000000030836	COMPTEURS TELERELEVE 2020	10	232 787,50	0,00
<b>Total par Nature : 21561</b>			<b>395 768,46</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030837	AMENAGT KANGOO FH028MH	8	2 165,39	0,00
AUT00000000031993	CHAUFFAGE BOXER FD557ND	8	1 840,62	0,00
<b>Total par Nature : 2182</b>			<b>4 006,01</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031596	15 CASQUES TELETRAVAIL	5	1 213,00	0,00
AUT00000000031994	ANTENNE ITRON RELEVEURS	5	180,00	0,00
AUT00000000031995	2 ECRANS MATERIEL INFO 2020	5	736,50	0,00
AUT00000000031996	20 DISQUES DURS MATERIEL INFO 2020	5	718,00	0,00
AUT00000000031997	2 IMPRIMANTES	5	1 217,18	0,00
AUT00000000032167	2 BORNES ITRON RELEVEURS	5	1 780,00	0,00
AUT00000000032168	MATERIEL INFORMATIQUE TELETRAVAIL	5	818,00	0,00
<b>Total par Nature : 2183</b>			<b>6 662,68</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030838	2 BUREAUX INGENIEURS	15	3 920,41	0,00
AUT00000000031597	3 ARMOIRES DE BUREAU	15	555,29	0,00
AUT00000000031598	33 ARMOIRES VESTIAIRES	15	7 802,20	0,00
AUT00000000031599	11 CHAISES DE BUREAU	15	1 239,56	0,00
AUT00000000031998	2 SALONS PIQUE NIQUE	15	766,67	0,00
AUT00000000031999	4 SIEGES C. KEMPF USAGERS	15	631,16	0,00
AUT00000000032169	BUREAU C. KEMPF USAGERS	15	3 503,53	0,00
AUT00000000032170	4 ARMOIRES C. KEMPF USAGERS	15	947,14	0,00
<b>Total par Nature : 2184</b>			<b>19 365,96</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031600	7 CASQUES PR TELEPHONES	5	1 804,56	0,00
AUT00000000031601	4 POSTES TELEPHONES FIXES	5	420,00	0,00
AUT00000000032000	2 TELEPHONES PORTABLE	5	748,80	0,00
AUT00000000032884	13 TELEPHONES PORTABLES SAMSUNG	5	1 594,20	0,00
<b>Total par Nature : 2188</b>			<b>4 567,56</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030902	DOSSIER LOI SUR L'EAU	20	2 000,00	0,00
AUT00000000032171	967 - AMENAGT TERRAINS 2020	20	17 880,00	0,00
AUT00000000032885	5369 ETUDES HYDROGEOLOGUE 2020	20	10 245,00	0,00
<b>Total par Nature : 2312</b>			<b>30 125,00</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000032001	20753 - REMISE EN ROUTE CAPTAGES HARDT	20	101 385,84	0,00
AUT00000000032887	172 - DIV TX BAT 2019 - EPOXY RES MORSCHWILLER	20	109 954,84	0,00
<b>Total par Nature : 2313</b>			<b>211 340,68</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030907	8427 - RENVLT CD MAITRESSE 2020 - NON BASCULES	40	505 487,56	0,00
AUT00000000032160	ANN RENVLT CD 2020 LOTS 1 A 5	0	373,00	0,00
AUT00000000032161	AN RENVLT CD 2020	0	362,32	0,00
AUT00000000032889	9514 - RENVLT EXT CONDUITES 2020 - NON BASCULES	40	826 815,80	0,00
<b>Total par Nature : 2315</b>			<b>1 333 038,68</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par modalité d'acquisition : Acquisition à titre onéreux</b>			<b>5 574 088,02</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par Budget : MULHOUSE BUDGET ANNEXE EAU</b>			<b>5 574 088,02</b>	<b>0,00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)</b>	<b>A11</b>

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	143 572,32	
012	Charges de personnel, frais assimilés	386 359,63	
72	Travaux en régie		529 931,95
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>529 931,95</b>	<b>529 931,95</b>

### SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	<b>0,00</b>
21	Immobilisations corporelles TOTAL	<b>529 931,95</b>
21311		58 514,03
21531		352 792,23
2154		118 625,69
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>529 931,95</b>

### RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	529 931,95
Recettes réelles de fonctionnement	45 914 305,47
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	1,15%

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières

augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel,...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN - DETAIL DU SUIVI DES STOCKS</b>	<b>A12</b>

**BUDGET EAU - ANNEXE DE SUIVI DES STOCKS DES PIECES DETACHEES**

Date valeur stocks	Valeur en €	Exercice		Ecart	
			Dépenses		Recettes
31/12/2014	642 732,45	2014	641 338,33	642 732,45	1 394,12
31/12/2015	654 996,03	2015	642 732,45	654 996,03	12 263,58
31/12/2016	626 627,92	2016	654 996,03	626 627,92	-28 368,11
31/12/2017	627 821,67	2017	626 627,92	627 821,67	1 193,75
31/12/2018	600 113,47	2018	627 821,67	600 113,47	-27 708,20
31/12/2019	620 362,09	2019	600 113,47	620 362,09	20 248,62
31/12/2020	620 251,66	2020	620 362,09	620 251,66	-110,43

IV - ANNEXES

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU BUDGET

B1.7

B1.7 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article	Subventions	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant des subventions
6742	Subvention exceptionnelle d'équipement	Participation partie privative des branchements	Commune de Riedisheim	commune	24 902,00
			Commune d'llzach	commune	16 500,00
			Commune de Brunstatt-Didenheim	commune	100 000,00
			Commune de Reiningue	commune	25 000,00
			Commune de Lutterbach	commune	44 000,00
			SIVU du Canton de Habsheim	Etablissement public	13 375,44
			Ecart/rattachements		27 773,84
6742	Subvention exceptionnelle d'équipement	Participation renouvellement branchements	Commune Riedisheim	commune	1 387,60
			SIVU du Canton de Habsheim	Etablissement public	15 180,35
			Commune de Illzach	commune	12 678,75
			Commune de Lutterbach	commune	11 575,00
6742	Subvention exceptionnelle d'équipement		Commune de Brunstatt-Didenheim	commune	5 426,50
			Commune de Sausheim	commune	1 150,00
6743	Subvention exceptionnelle d'exploitation	Participation action humanitaire eau	Commune de Lutterbach	commune	5 744,90
			GESCO	Association de droit local	10 000,00
<b>Total</b>					<b>314 694,38</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B) ENGAGEMENTS HORS-BILAN</b>	<b>B1.8</b>

**B1.8 - LISTE DES COTISATIONS VERSEES**

<b>Nature</b>	<b>Service gestionnaire</b>	<b>Nom des bénéficiaires</b>	<b>Montant de la cotisation</b>
6281	EAU SERVICE DES EAUX	APRONA - ASSOCIATION PROTECTION NAPPE PHREATIQUE PLAINE ALSACE	340,00
	EAU SERVICE DES EAUX	AQUA PUBLICA EUROPEA	1 500,00
	EAU SERVICE DES EAUX	ARBEITSGEMEINSCHAFT WASSERWERKE BODENSEE- RHEIN (AWBR)	4 862,00
	EAU SERVICE DES EAUX	COMMUNE DE REININGUE MAIRIE	406,19
	EAU SERVICE DES EAUX	FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDEANTES ET REGIE (FNCCR)	5 862,44
	EAU SERVICE DES EAUX	HYDREOS POLE DE L EAU ALSACE	1 000,00
	EAU SERVICE DES EAUX	MEDIATION DE L EAU	1 225,25
	EAU SERVICE DES EAUX	SYNDICAT BASSIN DE LA DOLLER UAF DE LA PLAINE DU RHIN	9 624,00
	EAU SERVICE DES EAUX	SYNDICAT MIXTE DE L ILL	49 694,00
<b>Total article 6281 CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)</b>			<b>74 513,88</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>74 513,88</b>

## **B) Pompes Funèbres**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**Numéro SIRET :  
21680224900013**

**VILLE DE MULHOUSE**

**POSTE COMPTABLE DE :**

**SERVICE PUBLIC LOCAL**

**M4**

**Compte administratif**

**BUDGET : 04 MULHOUSE BA POMPES FUNEBRES**

**ANNEE 2020**

<b>I - INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : [...]

néant

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement)
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**EXECUTION DU BUDGET**

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b>	Section d'exploitation	1 121 959,83	1 639 288,48	+517 328,65
	Section d'investissement	198 865,94	230 744,79	+31 878,85
		+	+	

<b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>	Report en section d'exploitation (002)		2 201 686,52	
	Report en section d'investissement (001)		106 713,50	
		=	=	

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		1 320 825,77	4 178 433,29	+2 857 607,52

<b>RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)</b>	Section d'exploitation			
	Section d'investissement	52 993,41		
	<b>TOTAL DES RESTES à réaliser à reporter en N+1</b>	52 993,41		

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
<b>RESULTAT CUMULE</b>	Section d'exploitation	1 121 959,83	3 840 975,00	+2 719 015,17
	Section d'investissement	251 859,35	337 458,29	+85 598,94
	<b>TOTAL CUMULE</b>	1 373 819,18	4 178 433,29	+2 804 614,11

**DETAIL DES RESTES A REALISER**

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>			
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>52 993,41</b>	
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>32 367,41</b>	
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	23 282,97	
2131	BATIMENTS	9 084,44	
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>20 626,00</b>	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	20 626,00	
	[...]Opérations d'équipement n°		
<b>45...</b>	<b>Opération pour compte de tiers n° - [...] (3)</b>		

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 025 000,00	405 443,07	63 042,34		556 514,59
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 041 000,00	407 184,21	29 589,69		604 226,10
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	601 000,00				601 000,00
	<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>2 667 000,00</b>	<b>812 627,28</b>	<b>92 632,03</b>		<b>1 761 740,69</b>
66	CHARGES FINANCIERES	36 000,00	14 391,50	1 255,33		20 353,17
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	276 904,60				276 904,60
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS (2)					
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (3)					
022	DEPENSES IMPREVUES					
	<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>	<b>2 979 904,60</b>	<b>827 018,78</b>	<b>93 887,36</b>		<b>2 058 998,46</b>
023	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (4)</b>	214 425,40				
042	<b>OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)</b>	205 630,00	201 053,69			4 576,31
043	<b>OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (uniquement en M.44)(4)</b>					
	<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>	<b>420 055,40</b>	<b>201 053,69</b>			<b>219 001,71</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>3 399 960,00</b>	<b>1 028 072,47</b>	<b>93 887,36</b>		<b>2 278 000,17</b>

<b>Pour information</b>					
<b>D002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>					

**RECETTES D'EXPLOITATION**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES					
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,PRESTATIONS DE SERVICES,MARCHANDISES	1 195 063,48	1 634 539,34			-439 475,86
73	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (5)					
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION					
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		1,92			-1,92
	<b>Total des recettes de gestion courante</b>	<b>1 195 063,48</b>	<b>1 634 541,26</b>			<b>-439 477,78</b>
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 000,00	4 546,22			-1 546,22
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (2)					
	<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>	<b>1 198 063,48</b>	<b>1 639 087,48</b>			<b>-441 024,00</b>
042	<b>OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)</b>	210,00	201,00			9,00
043	<b>OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (uniquement en M.44)(4)</b>					
	<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>	<b>210,00</b>	<b>201,00</b>			<b>9,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1 198 273,48</b>	<b>1 639 288,48</b>			<b>-441 015,00</b>

<b>Pour information</b>					
<b>R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>2 201 686,52</b>			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

## II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

## SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

A3

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 120,40	15 025,00		50 095,40
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	472 103,60	139 049,94	32 367,41	300 686,25
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	211 776,00	4 590,00	20 626,00	186 560,00
	<b>Total des opérations d'équipement</b>				
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>749 000,00</b>	<b>158 664,94</b>	<b>52 993,41</b>	<b>537 341,65</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	40 000,00	40 000,00		
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (3)				
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A				
26	DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	DEPENSES IMPREVUES				
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>40 000,00</b>	<b>40 000,00</b>		
4581	Total des opé. pour compte de tiers (4)				
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>789 000,00</b>	<b>198 664,94</b>	<b>52 993,41</b>	<b>537 341,65</b>
040	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	210,00	201,00		9,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (2)	25 200,00			25 200,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>25 410,00</b>	<b>201,00</b>		<b>25 209,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>814 410,00</b>	<b>198 865,94</b>	<b>52 993,41</b>	<b>562 550,65</b>

Pour information

D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	232 750,00			232 750,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>232 750,00</b>			<b>232 750,00</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
106	RESERVES (5)	29 691,10	29 691,10		
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS				
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (3)				
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A				
26	DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>29 691,10</b>	<b>29 691,10</b>		
4582	Total des opé. pour compte de tiers (4)				
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>262 441,10</b>	<b>29 691,10</b>		<b>232 750,00</b>
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION (2)	214 425,40			
	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE				
040	SECTIONS (2)	205 630,00	201 053,69		4 576,31
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (2)	25 200,00			25 200,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>445 255,40</b>	<b>201 053,69</b>		<b>244 201,71</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>707 696,50</b>	<b>230 744,79</b>		<b>476 951,71</b>

Pour information

R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1

106 713,50

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 - MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	<b>EXPLOITATION</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	468 485,41		468 485,41
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	436 773,90		436 773,90
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
60	<i>ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)</i>			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
66	CHARGES FINANCIERES	15 646,83		15 646,83
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS		201 053,69	201 053,69
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (4)			
71	<i>PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE) (3)</i>			
<b>Dépenses d'exploitation - Total</b>		<b>920 906,14</b>	<b>201 053,69</b>	<b>1 121 959,83</b>

+

<b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	
--	--

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>1 121 959,83</b>
---	---------------------

	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		201,00	201,00
	<i>PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS</i>			
14	<i>DEROGATOIRES</i>			
15	<i>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)</i>			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	40 000,00		40 000,00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
	Total des opérations d'équipement			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (6)	15 025,00		15 025,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)	139 049,94		139 049,94
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (6)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)	4 590,00		4 590,00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	<i>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS</i>			
29	<i>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS</i>			
	<i>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN</i>			
39	<i>COURS</i>			
4581	Opérations pour compte de tiers (7)			
481	<i>CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES</i>			
3...	Stocks			
<b>Dépenses d'investissement - Total</b>		<b>198 664,94</b>	<b>201,00</b>	<b>198 865,94</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE N-1</b>	
---	--

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>198 865,94</b>
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 - TITRES EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	<b>EXPLOITATION</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
013	ATTENUATIONS DE CHARGES			
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	1 634 539,34		1 634 539,34
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE) (3)			
73	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (7)			
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1,92		1,92
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 546,22	201,00	4 747,22
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			
79	TRANSFERTS DE CHARGES			
<b>Recettes d'exploitation - Total</b>		<b>1 639 087,48</b>	<b>201,00</b>	<b>1 639 288,48</b>

+

<b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>2 201 686,52</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>3 840 975,00</b>
---	---------------------

	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 106)			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
14	PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (4)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)			
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (5)			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (5)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (5)			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		201 053,69	201 053,69
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)			
39	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN COURS (4)			
4582	Opérations pour compte de tiers (6)			
481	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES			
3...	Stocks			
<b>Recettes d'investissement - Total</b>			<b>201 053,69</b>	<b>201 053,69</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b>	<b>106 713,50</b>
---	-------------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>29 691,10</b>
------------------------------------	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>337 458,29</b>
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL (2)(3)</b>	<b>1 025 000,00</b>	<b>405 443,07</b>	<b>63 042,34</b>		<b>556 514,59</b>
6061	FOURNITURES NON STOCKABLES (EAU, ENERGIE, ...)	666 621,00	102 827,49	16 707,11		547 086,40
6063	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	427,00	426,25			0,75
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	500,00	331,88			168,12
6066	CARBURANTS	2 419,00	2 418,72			0,28
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	20 571,00	16 775,58	2 376,00		1 419,42
611	SOUS TRAITANCE GENERALE	40 744,00	40 450,60			293,40
6135	LOCATIONS MOBILIERES	2 650,00	2 306,30			343,70
61521	ENTRETIEN REPARATION BATIMENTS PUBLICS	11 455,00	8 788,49	2 575,89		90,62
61528	ENTRETIEN ET REPARATION AUTRES	252,00	252,00			
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT	22 478,00	11 306,40	6 693,60		4 478,00
6156	MAINTENANCE	118 802,00	85 660,39	32 362,74		778,87
6162	ASSURANCE OBLIGATAIRE DOMMAGE CONSTRUCTION	1 257,00	1 256,04			0,96
6168	AUTRES PRIMES D'ASSURANCES	3 419,00	3 418,55			0,45
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	14 965,00	14 921,00			44,00
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	2 737,00	2 736,05			0,95
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	600,00	328,73			271,27
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	3 000,00	1 463,07			1 536,93
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	25 724,00	23 397,00	2 327,00		
6288	AUTRES	86 379,00	86 378,53			0,47
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>1 041 000,00</b>	<b>407 184,21</b>	<b>29 589,69</b>		<b>604 226,10</b>
6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT	448 712,00	404 760,19	26 239,81		17 712,00
6411	SALAIRES, APPOINTEMENTS, COMMISSIONS DE BASE	586 288,00				586 288,00
648	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	6 000,00	2 424,02	3 349,88		226,10
<b>014</b>	<b>ATTENUATIONS DE PRODUITS (4)</b>					
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>601 000,00</b>				<b>601 000,00</b>
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	1 000,00				1 000,00
658	CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	600 000,00				600 000,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=(011+012+014+65)</b>		<b>2 667 000,00</b>	<b>812 627,28</b>	<b>92 632,03</b>		<b>1 761 740,69</b>
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES(b)(5)</b>	<b>36 000,00</b>	<b>14 391,50</b>	<b>1 255,33</b>		<b>20 353,17</b>
66111	INTERETS REGLES A L'ECHANCE	16 000,00	15 736,50			263,50
66112	INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE	20 000,00	-1 345,00	1 255,33		20 089,67
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES(c)</b>	<b>276 904,60</b>				<b>276 904,60</b>
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES	256 904,60				256 904,60
6743	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	20 000,00				20 000,00
<b>68</b>	<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS(d)(6)</b>					
<b>69</b>	<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES(e)(7)</b>					
<b>022</b>	<b>DEPENSES IMPREVUES(f)</b>					
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>		<b>2 979 904,60</b>	<b>827 018,78</b>	<b>93 887,36</b>		<b>2 058 998,46</b>

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	214 425,40				
042	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS(8)(9)	205 630,00	201 053,69			4 576,31
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	205 630,00	201 053,69			4 576,31
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>420 055,40</b>	<b>201 053,69</b>			<b>219 001,71</b>
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION(10)					
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>420 055,40</b>	<b>201 053,69</b>			<b>219 001,71</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>3 399 960,00</b>	<b>1 028 072,47</b>	<b>93 887,36</b>		<b>2 278 000,17</b>

Pour information D 002 Déficit d'exploitation de N-1	
---	--

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

Montant des ICNE de l'exercice - Montant des ICNE de l'exercice N-1 = Différence ICNE N – ICNE N-1	
--	--

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
<b>013</b>	<b>ATTENUATIONS DE CHARGES (2)</b>					
<b>70</b>	<b>VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,PRESTATIONS DE SERVICES,MARCHANDISES</b>	<b>1 195 063,48</b>	<b>1 634 539,34</b>			<b>-439 475,86</b>
703	VENTES DE PRODUITS RESIDUELS	20 000,00	116 358,06			-96 358,06
704	TRAVAUX	15 000,00	49 669,61			-34 669,61
706	PRESTATIONS DE SERVICES	1 009 313,48	1 286 707,96			-277 394,48
707	VENTES DE MARCHANDISES	3 050,00	2 876,59			173,41
7083	LOCATIONS DIVERSES	145 000,00	148 614,84			-3 614,84
7084	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE	2 700,00	1 283,06			1 416,94
7087	REMBOURSEMENTS DE FRAIS		29 029,22			-29 029,22
<b>73</b>	<b>PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (3)</b>					
<b>74</b>	<b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>					
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		<b>1,92</b>			<b>-1,92</b>
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE		1,92			-1,92
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=(013+70+73+74+75)</b>		<b>1 195 063,48</b>	<b>1 634 541,26</b>			<b>-439 477,78</b>
<b>76</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS(b)</b>					
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS(c)</b>	<b>3 000,00</b>	<b>4 546,22</b>			<b>-1 546,22</b>
7714	RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR		58,23			-58,23
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 000,00	4 487,99			-1 487,99
<b>78</b>	<b>REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS(d)(4)</b>					
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>		<b>1 198 063,48</b>	<b>1 639 087,48</b>			<b>-441 024,00</b>

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS(6)	210,00	201,00			9,00
777	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCIC	210,00	201,00			9,00
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION(5)					
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>210,00</b>	<b>201,00</b>			<b>9,00</b>

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>	<b>1 198 273,48</b>	<b>1 639 288,48</b>			<b>-441 015,00</b>
--	---------------------	---------------------	--	--	--------------------

<b>Pour information</b>	
<b>R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>	<b>2 201 686,52</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

<b>Montant des ICNE de l'exercice</b>	
<b>- Montant des ICNE de l'exercice N-1</b>	
<b>= Différence ICNE N – ICNE N-1</b>	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés(2)
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)</b>	<b>65 120,40</b>	<b>15 025,00</b>		<b>50 095,40</b>
2031	FRAIS D'ETUDES	65 120,40	15 025,00		50 095,40
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)</b>	<b>472 103,60</b>	<b>139 049,94</b>	<b>32 367,41</b>	<b>300 686,25</b>
2131	BATIMENTS	70 798,88	40 820,40	9 084,44	20 894,04
2135	INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS	50 000,00			50 000,00
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	345 414,73	96 322,02	23 282,97	225 809,74
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	2 000,00			2 000,00
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	3 889,99	1 907,52		1 982,47
<b>22</b>	<b>IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (hors opérations)</b>				
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)</b>	<b>211 776,00</b>	<b>4 590,00</b>	<b>20 626,00</b>	<b>186 560,00</b>
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	211 776,00	4 590,00	20 626,00	186 560,00
	Opérations d'équipement n° (3)[...]				
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>749 000,00</b>	<b>158 664,94</b>	<b>52 993,41</b>	<b>537 341,65</b>
<b>10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>				
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>40 000,00</b>	<b>40 000,00</b>		
1641	EMPRUNTS EN EUROS	40 000,00	40 000,00		
<b>18</b>	<b>COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS</b>				
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS</b>				
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
<b>020</b>	<b>DEPENSES IMPREVUES</b>				
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>40 000,00</b>	<b>40 000,00</b>		
	Opé. pour compte de tiers n° (4)[...]				
	<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>				
	<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>	<b>789 000,00</b>	<b>198 664,94</b>	<b>52 993,41</b>	<b>537 341,65</b>

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
040	<b>OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)</b>	210,00	201,00		9,00
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur (6)</i>	210,00	201,00		9,00
13918	AUTRES	210,00	201,00		9,00
	<i>Charges transférées</i>				
041	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES (7)</b>	25 200,00			25 200,00
2131	BATIMENTS	25 200,00			25 200,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>25 410,00</b>	<b>201,00</b>		<b>25 209,00</b>

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>	<b>814 410,00</b>	<b>198 865,94</b>	<b>52 993,41</b>	<b>562 550,65</b>
--	-------------------	-------------------	------------------	-------------------

<b>Pour information</b>	
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**III**

**SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES**

**B2**

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés(2)
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)</b>	<b>232 750,00</b>			<b>232 750,00</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS	232 750,00			232 750,00
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
<b>22</b>	<b>IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION</b>				
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>				
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>232 750,00</b>			<b>232 750,00</b>
<b>10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>	<b>29 691,10</b>	<b>29 691,10</b>		
1068	COUVERTURE DE BESOIN DE FINANCEMENT	29 691,10	29 691,10		
<b>165</b>	<b>DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS</b>				
<b>18</b>	<b>COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS</b>				
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS</b>				
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>29 691,10</b>	<b>29 691,10</b>		
	Opé. pour compte de tiers n° (3)[...]				
	<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>				
	<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>	<b>262 441,10</b>	<b>29 691,10</b>		<b>232 750,00</b>

<b>III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>B2</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés(2)
<b>021</b>	<b>VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>	<b>214 425,40</b>			
<b>040</b>	<b>OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)(5)</b>	<b>205 630,00</b>	<b>201 053,69</b>		<b>4 576,31</b>
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	210,00	203,00		7,00
28131	BATIMENTS	146 790,00	142 666,00		4 124,00
28135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS	7 630,00	7 626,02		3,98
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	39 970,00	39 857,02		112,98
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	4 860,00	4 856,75		3,25
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	280,00			280,00
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	4 460,00	4 416,76		43,24
28188	AUTRES	1 430,00	1 428,14		1,86
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>420 055,40</b>	<b>201 053,69</b>		<b>219 001,71</b>
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES(6)</b>	<b>25 200,00</b>			<b>25 200,00</b>
2031	FRAIS D'ETUDES	25 200,00			25 200,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>445 255,40</b>	<b>201 053,69</b>		<b>244 201,71</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>707 696,50</b>	<b>230 744,79</b>		<b>476 951,71</b>

<b>Pour information</b>	
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>	<b>106 713,50</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

IV – ANNEXES CA 2020

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES

A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation	Date du premier remboursement	Nominal	Type de taux d'intérêt	Index	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements	Profil d'amortissement	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt	
								Niveau de taux	Taux actuariel						
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>															
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>					800 000,00										
1641 Emprunts en euros (total)					800 000,00										
8702 PF	CAISSE D'EPARGNE	05/11/2014	21/11/2014	28/02/2015	800 000,00	F	Taux fixe à 2,69 %	2,69	2,72	EUR	T	C	O	A-1	
1643 Emprunts en devises (total)															
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)															
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>															
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>															
1671 Avances consolidées du Trésor (total)															
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)															
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)															
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)															
1678 Autres emprunts et dettes (total)															
<b>168 Emprunts et dettes assimilées (Total)</b>															
1681 Autres emprunts (total)															
1682 Bons à moyen terme négociables (total)															
1687 Autres dettes (total)															
<b>Total général</b>					<b>800 000,00</b>										

IV – ANNEXES CA 2020

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES

A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature	Couverture ? O/N	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après ouverture éventuelle	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités de l'exercice			ICNE de l'exercice	
						Type de taux	Index	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget	Capital	Charges d'intérêt	Intérêts perçus (le cas échéant)		
													Taux fixe à 2.69 %
163 Emprunts obligataires (Total)													
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)				560 000,00					40 000,00	15 736,50		1 255,33	
1641 Emprunts en euros (total)				560 000,00					40 000,00	15 736,50		1 255,33	
8702 PF	N		A-1	560 000,00	13,91	F	Taux fixe à 2.69 %	2,68	40 000,00	15 736,50		1 255,33	
1643 Emprunts en devises (total)													
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)													
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)													
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)													
1671 Avances consolidées du Trésor (total)													
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)													
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)													
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)													
1678 Autres emprunts et dettes (total)													
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)													
1681 Autres emprunts (total)													
1682 Bons à moyen terme négociables (total)													
1687 Autres dettes (total)													
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>560 000,00</b>					<b>40 000,00</b>	<b>15 736,50</b>	<b>0,00</b>	<b>1 255,33</b>	

**IV - ANNEXES CA 2020**

**IV**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES**

**A2.4**

**A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>	<b>Indices sous-jacents</b>					
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits					
	% de l'encours	1				
	Montant en euros	100,00%				
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	560 000 €				
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(F) Autres types de structures	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					

**IV - ANNEXES**

**A) ELEMENTS DU BILAN  
A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES**

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL	Date de délibération	
<b>AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE</b>	Seuil d'amortissement à 100 % : 150 euros ttc	17-sept-07	
	<i>Catégories de biens amorties</i>	<i>Durée</i>	
	cpte 2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5 ans	17-sept-07
	cpte 2031 - frais d'études, élaboration, modification et révision des doc. d'urbanisme	10 ans	17-sept-07
	cpte 2032 - frais de recherches et de développement - réussite du projet	5 ans	17-sept-07
	cpte 2032 - frais de recherches et de développement - échec du projet	1 an	17-sept-07
	cpte 2051 - Concessions et droits similaires (1)	2 ans	17-sept-07
	cpte 208 - Autres immobilisations corporelles	2 ans	17-sept-07
	cpte 2131 - Bâtiment d'exploitation	25 ans	17-sept-07
	Four à crémation	10 ans	17-sept-07
	cpte 2135 - installations générales, agencements, aménagements des constructions :		
	Bâtiment d'exploitation	15 ans	17-sept-07
	Fours à crémation	10 ans	17-sept-07
	cpte 2138 - autres constructions amortissables sauf :	25 ans	17-sept-07
	bâtiments légers, abris	15 ans	17-sept-07
	cpte 2154 - Matériel industriel	8 ans	17-sept-07
	cpte 2155 - Outillage industriel	8 ans	17-sept-07
	cpte 2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	8 ans	17-sept-07
	cpte 2182 - Matériel de transport	8 ans	17-sept-07
	cpte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5 ans	17-sept-07
cpte 2184 - Mobilier	8 ans	17-sept-07	
cpte 2188 - Autres immobilisations corporelles	8 ans	17-sept-07	
<b>AMORTISSEMENT FACULTATIF</b>	Non		
<b>AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT</b>		<i>Durée</i>	
	Fonds de concours	15 ans	17-sept-07
Subventions d'équipement versées à des tiers	5 ans	17-sept-07	

(1) sauf pour les brevets amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalizations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>40 210,00</b>	<b>40 201,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>40 000,00</b>	<b>40 000,00</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS	40 000,00	40 000,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>210,00</b>	<b>201,00</b>
13918	AUTRES	210,00	201,00
020	Dépenses imprévues		

	Opération de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent N-1	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>40 201,00</b>	<b>136 404,60</b>		<b>176 605,60</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES</b>	<b>A4.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalizations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>420 055,40</b>	<b>201 053,69</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>420 055,40</b>	<b>201 053,69</b>
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	210,00	203,00
28131	BATIMENTS	146 790,00	142 666,00
28135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS	7 630,00	7 626,02
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	39 970,00	39 857,02
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	4 860,00	4 856,75
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	280,00	
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	4 460,00	4 416,76
28188	AUTRES	1 430,00	1 428,14
021	Virement de la section de fonctionnement	214 425,40	

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>201 053,69</b>		<b>106 713,50</b>	<b>29 691,10</b>	<b>337 458,29</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres II</b>	<b>176 605,60</b>
<b>Ressources propres disponibles IV</b>	<b>337 458,29</b>
<b>Solde V=IV-II (3)</b>	<b>+160 852,69</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000032873	EX 20 CENTRE FUNERAIRE	25	40 820,40	0,00
<b>Total par Nature : 2131</b>			<b>40 820,40</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031632	MATERIEL MARBRERIE	8	2 007,35	0,00
AUT00000000031633	MATERIEL MARBRERIE	8	213,10	0,00
AUT00000000031634	MANITOU	8	55 489,73	0,00
AUT00000000031635	TABLES FUNERAIRES REFRIGEREES	8	1 950,00	0,00
AUT00000000031637	ASPIRATEUR POUSSIERE SILENCIEUX	8	377,42	0,00
AUT00000000031638	CHARIOT MULTI LONGUEURS BRONZE	8	5 150,00	0,00
AUT00000000031639	CHARIOT PORTE FUT	8	1 354,00	0,00
AUT00000000031640	REPLACEMENT EXTINCTEURS	8	472,05	0,00
AUT00000000032868	MATERIEL MARBRERIE	8	459,00	0,00
AUT00000000032869	MATERIEL MARBRERIE	8	839,20	0,00
AUT00000000032870	FOURNITURE 9 CASES REFRIGEREES	8	27 110,10	0,00
AUT00000000032871	TURBINE MOTEUR TRAV SALON9 ET SALON REC	8	900,07	0,00
<b>Total par Nature : 2154</b>			<b>96 322,02</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031641	PARURE DE LIT POUR SALONS FUNERAIRES	8	857,64	0,00
AUT00000000031642	MOBILIER POUR SALONS	8	1 049,88	0,00
<b>Total par Nature : 2184</b>			<b>1 907,52</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000032872	TVX 20 SALLE DE CONVIVIALITE	25	4 590,00	0,00
<b>Total par Nature : 2313</b>			<b>4 590,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par modalité d'acquisition : Acquisition à titre onéreux</b>			<b>158 664,94</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par Budget : MULHOUSE BUDGET ANNEXE POMPES</b>			<b>158 664,94</b>	<b>0,00</b>

# **IV ANNEXES BUDGET GENERAL**

## **A) Éléments du bilan**

		IV
		A1

Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORT ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
REALISATIONS (de l'exercice + Restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	38 458 552,29	3 218 415,53	407 076,70	4 275 742,21	2 310 125,49	666 072,08	630 423,96	4 000,00	1 424 059,56	16 829 899,17	37 654,26	68 261 961,25
- Equipements municipaux (2)	630 000,00	2 748 427,30	407 076,70	4 263 542,21	2 090 625,49	560 072,08	270 123,96	4 000,00	31 441,65	12 999 787,08	37 654,26	23 408 750,73
- Equipements non municipaux (c/204) (3)	30 114 480,68	251 700,00		12 200,00	219 500,00	93 500,00	60 300,00		1 362 353,00	1 747 568,64		4 381 121,64
- Opérations financières	3 375 398,20	218 288,23				12 500,00	300 000,00		30 264,91	2 082 483,45		32 768 017,27
Dépenses d'ordre	7 714 071,61									82 445,75		3 457 843,95
Solde d'exécution reporté de N-1												7 714 071,61
<b>Total dépenses</b>	<b>41 833 950,49</b>	<b>3 218 415,53</b>	<b>407 076,70</b>	<b>4 275 742,21</b>	<b>2 310 125,49</b>	<b>666 072,08</b>	<b>630 423,96</b>	<b>4 000,00</b>	<b>1 424 059,56</b>	<b>16 912 284,92</b>	<b>37 654,26</b>	<b>71 719 805,20</b>
<b>Total recettes</b>	<b>52 112 620,07</b>	<b>159 710,20</b>	<b>13 464,00</b>	<b>1 065 639,43</b>	<b>1 780 480,68</b>	<b>315 778,63</b>	<b>300 000,00</b>	<b>4 000,00</b>	<b>35 387,18</b>	<b>3 336 248,97</b>	<b></b>	<b>59 119 329,16</b>
<b>Solde d'investissement</b>	<b>10 278 669,58</b>	<b>-3 058 705,33</b>	<b>-393 612,70</b>	<b>-3 210 102,78</b>	<b>-529 644,81</b>	<b>-350 293,45</b>	<b>-330 423,96</b>	<b>-4 000,00</b>	<b>-1 388 672,38</b>	<b>-13 576 035,95</b>	<b>-37 654,26</b>	<b>-12 600 476,04</b>

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses	1 794 578,92	111 445,03		673 012,99	1 270 616,84	560 777,25	25 144,28		84 472,20	5 926 847,47	45 876,48	10 492 771,46
Total RAR recettes	5 000 000,00	1 125,00		603 859,80	292 204,00	168 716,91				146 218,69	12 136,00	6 224 260,40
<b>Solde RAR investissement</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>-1 793 453,92</b>	<b>-111 445,03</b>	<b>-69 153,19</b>	<b>-978 412,84</b>	<b>-392 060,34</b>	<b>-25 144,28</b>	<b>-4 000,00</b>	<b>-84 472,20</b>	<b>-5 780 628,78</b>	<b>-33 740,48</b>	<b>-4 268 511,06</b>

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + Restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	15 756 116,38	43 423 504,44	13 343 775,80	11 176 654,77	24 092 064,39	10 815 009,53	4 258 450,53	952 317,69	2 783 520,73	22 059 961,82	2 088 659,80	150 750 035,88
Total recettes	152 281 139,84	14 563 937,89	103 633,24	585 336,55	2 664 198,55	856 282,52	917 652,01	122 108,84	4 128 910,67	6 836 605,97	2 038 519,02	185 098 325,10
<b>Solde de fonctionnement</b>	<b>136 525 023,46</b>	<b>-28 859 566,55</b>	<b>-13 240 142,56</b>	<b>-10 591 318,22</b>	<b>-21 427 865,84</b>	<b>-9 958 727,01</b>	<b>-3 340 798,52</b>	<b>-830 208,85</b>	<b>1 345 389,94</b>	<b>-15 223 355,85</b>	<b>-50 140,78</b>	<b>34 348 289,22</b>

RESTES A REALISER au 31/12/N

Total RAR dépenses												
Total RAR recettes												
<b>Solde RAR fonctionnement</b>												

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R.5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

## IV - ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE

Art. (1)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORT ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
----------	---------	-------------------------------	---	-----------------------------------	----------------------------	-----------	---------------------	-----------------------------------	-----------	------------	--	---------------------	-------

INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
	<b>Total dépenses investissement</b>	<b>41 833 950,49</b>	<b>3 218 415,53</b>	<b>407 076,70</b>	<b>4 275 742,21</b>	<b>2 310 125,49</b>	<b>666 072,08</b>	<b>630 423,96</b>	<b>4 000,00</b>	<b>1 424 059,56</b>	<b>16 912 284,92</b>	<b>37 654,26</b>	<b>71 719 805,20</b>
	Dépenses réelles	30 744 480,68	3 218 415,53	407 076,70	4 275 742,21	2 310 125,49	666 072,08	630 423,96	4 000,00	1 424 059,56	16 912 284,92	37 654,26	60 547 889,64
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES, SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	50 000,00									36 564,82		50 000,00
13	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	29 539 226,67					12 500,00			323,73	795,00		29 552 845,40
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		224 330,39		20 425,00	12 425,18	17 484,00				252 585,60		527 250,17
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	630 000,00	251 700,00		12 200,00	219 500,00	93 500,00	60 300,00	4 000,00	1 362 353,00	1 747 568,64		4 381 121,64
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 318 481,59	29 668,99	2 567 872,80	1 020 376,03	541 720,48	269 523,96		31 441,65	11 069 260,45	37 654,26	17 886 000,21
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		205 615,32	377 407,71	1 675 244,41	1 057 824,28	867,60	600,00			1 677 941,03		4 995 500,35
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	525 254,01	156 688,23										681 942,24
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		54 850,00					300 000,00			2 000 000,00		2 354 850,00
	Opérations d'équipement												
	Opérations pour compte de tiers												
4541000	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE		6 750,00						29 941,18		45 123,63		81 814,81
458100	MISE AUX NORMES JEUX OPAC FUNERAIRES		6 750,00						29 941,18		45 123,63		29 941,18
	Dépenses d'ordre	3 375 398,20											45 123,63
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	3 028 809,51											6 750,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	346 588,69									82 445,75		3 457 843,95
001	Soide d'exécution reporté de N-1	7 714 071,61											346 588,69
													7 714 071,61

## RECETTES

RECETTES													
	<b>Total recettes investissement</b>	<b>52 112 620,07</b>	<b>159 710,20</b>	<b>13 464,00</b>	<b>1 065 639,43</b>	<b>1 780 480,68</b>	<b>315 778,63</b>	<b>300 000,00</b>	<b>35 387,18</b>	<b>3 336 248,97</b>	<b>59 119 329,16</b>		
	Recettes réelles	41 009 363,40	159 710,20	13 464,00	1 065 639,43	1 780 480,68	315 778,63	300 000,00	35 387,18	3 336 248,97	48 016 072,49		
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES, SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	14 786 376,93									14 786 376,93		
13	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 433 758,00	54 356,00	13 464,00	1 065 639,43	1 780 480,68	315 778,63				1 334 080,38		5 997 557,12
16	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 900 000,00							5 446,00		2 050,00		22 907 496,00
21	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 866 666,66	99 729,20					300 000,00			118,59		4 266 395,86
	Opérations pour compte de tiers	22 561,81	5 625,00						29 941,18				58 127,99
4542000	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								29 941,18				29 941,18
458200	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	22 561,81											22 561,81
458200	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES	11 103 256,67											5 625,00
	Recettes d'ordre												11 103 256,67
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	10 756 667,98											10 756 667,98
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	346 588,69											346 588,69
001	Soide d'exécution reporté de N-1												

Art. (1)	Libellé	FONCTIONNEMENT										TOTAL	
		01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORT ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT		9 ACTION ECONOMIQUE
<b>DEPENSES</b>													
<b>Total dépenses fonctionnement</b>		<b>15 756 116,38</b>	<b>43 423 504,44</b>	<b>13 343 775,80</b>	<b>11 176 654,77</b>	<b>24 092 064,39</b>	<b>10 815 009,53</b>	<b>4 258 450,53</b>	<b>952 317,69</b>	<b>2 783 520,73</b>	<b>22 059 961,82</b>	<b>2 088 659,80</b>	<b>150 750 035,88</b>
	Dépenses réelles	4 999 448,40	43 423 504,44	13 343 775,80	11 176 654,77	24 092 064,39	10 815 009,53	4 258 450,53	952 317,69	2 783 520,73	22 059 961,82	2 088 659,80	139 993 367,90
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	288 623,57	7 947 774,30	461 347,30	4 079 089,46	2 292 779,39	1 818 320,67	255 689,87	95 050,58	2 783 520,73	6 088 309,47	1 415 730,95	27 526 233,29
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		32 563 542,25	5 576 738,72	7 037 325,84	13 845 070,91	3 091 803,40	2 918 355,17	386 607,11		15 376 539,85	333 119,86	81 129 103,11
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS		406 707,00								2 209,50		408 916,50
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		2 438 589,46	7 305 364,27	60 099,79	7 951 581,56	5 902 836,00	581 351,00	378 005,00		589 303,00	339 808,99	25 546 939,07
66	CHARGES FINANCIERES	4 659 152,44				2,73							4 659 155,17
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	51 672,39	66 894,43	325,51	139,68	2 629,80	2 049,46	503 054,49	92 655,00		3 600,00		723 020,76
<i>Dépenses d'ordre</i>		10 756 667,98											10 756 667,98
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	10 756 667,98											10 756 667,98
002	Déficit de fonctionnement reporté												
<b>RECETTES</b>													
<b>Total recettes fonctionnement</b>		<b>152 281 139,84</b>	<b>14 563 937,89</b>	<b>103 633,24</b>	<b>585 336,55</b>	<b>2 664 198,55</b>	<b>856 282,52</b>	<b>917 652,01</b>	<b>122 108,84</b>	<b>4 128 910,67</b>	<b>6 836 605,37</b>	<b>2 038 519,02</b>	<b>185 098 325,10</b>
	Recettes réelles	135 480 797,68	14 360 783,41	103 633,24	585 336,55	2 664 198,55	856 282,52	917 652,01	122 108,84	4 128 910,67	6 191 579,33	2 038 519,02	167 449 801,82
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		238 032,33								5 017 398,33		238 032,33
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	21 777,89	11 362 092,48	30 366,39	101 319,49	853 257,98	177 338,24	7 484,69		660 940,02		23 967,22	18 255 942,73
73	IMPOTS ET TAXES	84 422 856,31	201 318,70									843 618,21	85 467 793,22
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	50 287 599,14	442 453,09	7 660,00	485 474,37	1 526 700,00	566 658,34	862 657,32	122 108,84		297 225,16	1 100 000,00	55 698 536,26
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		1 835 532,14	65 606,85	-1 457,31	277 201,73	106 931,05			3 467 970,65	419 651,34	70 933,59	6 242 370,04
76	PRODUITS FINANCIERS	743 850,73				45,99							743 896,72
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 713,61	281 354,67			6 992,85	5 354,89	47 510,00			457 304,50		803 230,52
<i>Recettes d'ordre</i>		2 263 074,14	203 154,48								645 026,64		3 111 255,26
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	2 263 074,14	203 154,48								645 026,64		3 111 255,26
002	Excédent de fonctionnement reporté	14 537 268,02											14 537 268,02

(1) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV - ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN						
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT						A1.1
FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES						
(2)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	02 ADMINISTRATI ON GENERALE	03 JUSTICE	04 COOPERATI ON DECENTRAL ISEE, ACTIONS EUROPEEN NES ET INTERNATIO NALES	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>15 756 116,38</b>	<b>43 057 217,94</b>		<b>366 286,50</b>	<b>59 179 620,82</b>
Réalizations		15 756 116,38	43 057 217,94		366 286,50	59 179 620,82
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>288 623,57</b>	<b>7 933 502,30</b>		<b>14 269,00</b>	<b>8 236 394,87</b>
60226	VETEMENTS DE TRAVAIL		1 292,00			1 292,00
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A					
6042	AMENAGER		489 540,81			489 540,81
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		3 885,35			3 885,35
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE		316 862,96			316 862,96
60621	COMBUSTIBLES		50 416,22			50 416,22
60622	CARBURANTS		221 501,34			221 501,34
60623	ALIMENTATION		72 581,36			72 581,36
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES		182 839,91			182 839,91
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN		10 412,76			10 412,76
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		160 855,34			160 855,34
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL		112 772,12			112 772,12
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		117 600,23			117 600,23
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES		4 322,54			4 322,54
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES		103 798,79			103 798,79
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		453 873,27			453 873,27
6135	LOCATIONS MOBILIERES		60 099,60			60 099,60
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS		15 750,12			15 750,12
615221	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS		393 298,88			393 298,88
615232	ENTRETIEN ET REPARATION RESEAUX		6 520,56			6 520,56
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT		629 792,37			629 792,37
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES		34 550,92			34 550,92
6156	MAINTENANCE		469 913,89			469 913,89
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES		373 331,27			373 331,27
617	ETUDES ET RECHERCHES		5 700,00			5 700,00
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		83 556,77			83 556,77
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION		191 544,25			191 544,25
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES		464,00			464,00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS		24 485,60			24 485,60
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS		110,00			110,00
6226	HONORAIRES		278 208,32			278 208,32
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX		12 692,38			12 692,38
6231	ANNONCES ET INSERTIONS		132 298,98			132 298,98
6232	FETES ET CEREMONIES		2 697,18			2 697,18
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES		22 688,84			22 688,84
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS		510 446,08			510 446,08
6241	TRANSPORTS DE BIENS		16 177,22			16 177,22
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS		38 792,88			38 792,88
6257	RECEPTIONS		104 117,61			104 117,61
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT		102 963,02			102 963,02
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		138 084,84			138 084,84
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		15 497,04			15 497,04
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)		72 114,08		14 269,00	86 383,08
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		38 082,93			38 082,93
62875	REMBOURSEMENT DE FRAIS AUX COMMUNES MEMBRES DU GFP	288 623,57				288 623,57
62876	REMBOURSEMENT DE FRAIS AU GFP DE RATTACHEMENT		300 649,24			300 649,24
6288	AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS		210,36			210,36
63512	TAXES FONCIERES		1 480 085,00			1 480 085,00
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX		57 236,00			57 236,00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES		11 443,66			11 443,66
6358	AUTRES DROITS		6 875,00			6 875,00
637	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)		468,41			468,41
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>		<b>32 408 524,75</b>		<b>155 017,50</b>	<b>32 563 542,25</b>
6216	PERSONNEL AFFECTE PAR LE GFP DE RATTACHEMENT		12 883 584,95			12 883 584,95
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR		51 746,69			51 746,69
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG		71 279,99		699,38	71 979,37
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE		7 939 216,12		54 843,84	7 994 059,96
	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE					
64112	PERSONNEL TITULAIRE		319 383,25		2 262,00	321 645,25
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE		1 677 887,25		13 768,41	1 691 655,66
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE		2 059 083,79		39 480,50	2 098 564,29
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS		42 800,91			42 800,91
6451	COTISATIONS A L'URSSAF		2 352 694,71		22 813,63	2 375 508,34
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES		2 454 467,38		20 666,90	2 475 134,28
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL		50 095,64		482,84	50 578,48
64731	ALLOCATIONS CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT		389 715,96			389 715,96
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE		33 473,54			33 473,54
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES		893 388,64			893 388,64
6488	AUTRES CHARGES		1 189 705,93			1 189 705,93
<b>014</b>	<b>ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>		<b>406 707,00</b>			<b>406 707,00</b>
7391172	DEGREVEMENT TAXE D'HABITATION LOGEMENTS VACANTS		171 083,00			171 083,00
739118	AUTRES REVERSEMENTS DE FISCALITE		235 624,00			235 624,00
<b>042</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>10 756 667,98</b>				<b>10 756 667,98</b>

(2)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	02 ADMINISTRATI ON GENERALE	03 JUSTICE	04 COOPERATI ON DECENTRAL ISEE, ACTIONS EUROPEEN NES ET INTERNATIO NALES	Total
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES	69 513,87				69 513,87
6761	DIFFERENCES SUR REALISATIONS (POSITIVES) TRANSFEREES EN INVESTISSEMENT	348 726,13				348 726,13
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	9 339 558,75				9 339 558,75
6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT	68 100,00				68 100,00
6862	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES CHARGES FINANCIERES A REPARTIR	930 769,23				930 769,23
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>		<b>2 241 589,46</b>		<b>197 000,00</b>	<b>2 438 589,46</b>
	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCEDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRE		44 626,18			44 626,18
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS		777 472,52			777 472,52
6532	FRAIS DE MISSIONS MAIRES ADJOINTS CONSEILLERS		7 318,81			7 318,81
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS		51 451,08			51 451,08
6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE PARTS PATRONALES ELUS		152 051,41			152 051,41
6535	FORMATION MAIRES, ADJOINTS, & CONSEILLERS		4 572,40			4 572,40
6536	FRAIS DE REPRESENTATION DU MAIRE		10 000,00			10 000,00
65372	COTISATION AU FONDS DE FINANCEMENT DE L'ALLOCATION DE FIN DE MANDAT		1 641,01			1 641,01
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR		27 434,45			27 434,45
6542	CREANCES ETEINTES		1 340,37			1 340,37
6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES		536 127,60			536 127,60
65737	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX		6 099,00			6 099,00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE		621 444,60		197 000,00	818 444,60
65888	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE		10,03			10,03
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>4 659 152,44</b>				<b>4 659 152,44</b>
66111	INTERETS REGLES A L'ECHEANCE	4 805 131,13				4 805 131,13
66112	INTERETS-RATTACHEMENT DES ICNE	-186 804,86				-186 804,86
6615	INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS	9 241,67				9 241,67
6688	AUTRES CHARGES FINANCIERES AUTRES	31 584,50				31 584,50
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>51 672,39</b>	<b>66 894,43</b>			<b>118 566,82</b>
	CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	17 170,72				17 170,72
6713	CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS		11 296,05			11 296,05
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION		23 458,80			23 458,80
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	31 663,63	375,92			32 039,55
6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	2 838,04				2 838,04
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES		31 763,66			31 763,66
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						
<b>RECETTES</b>		<b>152 281 139,84</b>	<b>14 418 637,89</b>		<b>145 300,00</b>	<b>166 845 077,73</b>
<b>Réalisations</b>		<b>152 281 139,84</b>	<b>14 418 637,89</b>		<b>145 300,00</b>	<b>166 845 077,73</b>
<b>002</b>	<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE</b>	<b>14 537 268,02</b>				<b>14 537 268,02</b>
<b>013</b>	<b>ATTENUATIONS DE CHARGES</b>		<b>238 032,33</b>			<b>238 032,33</b>
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL		47 957,95			47 957,95
6459	REMBOURSEMENT SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE & PREVOYANCE		190 074,38			190 074,38
<b>042</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>2 263 074,14</b>	<b>203 154,48</b>			<b>2 466 228,62</b>
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32 323,08	203 154,48			235 477,56
777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	2 154 719,00				2 154 719,00
7815	REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	7 430,00				7 430,00
7816	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	68 602,06				68 602,06
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>21 777,89</b>	<b>11 362 092,48</b>			<b>11 383 870,37</b>
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)		487 159,50			487 159,50
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL		716,15			716,15
704	TRAVAUX		17 791,20			17 791,20
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE		4 923,60			4 923,60
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNELAUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES		5 541 741,42			5 541 741,42
70846	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTURE AU GFP DE RATTACHEMENT		3 509 603,65			3 509 603,65
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES		408 601,92			408 601,92
70872	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES BUDGETS ANNEXES		920 912,81			920 912,81
70875	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR COMMUNES MEMBRES DU GFP		93 546,00			93 546,00
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT	21 777,89	372 922,63			394 700,52
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)		4 173,60			4 173,60
<b>73</b>	<b>IMPOTS ET TAXES</b>	<b>84 422 856,31</b>	<b>201 318,70</b>			<b>84 624 175,01</b>
73111	TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	57 261 885,00				57 261 885,00
7318	AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	313 676,00				313 676,00
73211	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	20 850 211,84				20 850 211,84
73212	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	366 018,00				366 018,00
73221	FNGIR	733 093,00				733 093,00
73223	INTERCOMMUNALES	500 844,00				500 844,00
7333	TAXES FUNERAIRES		58 877,00			58 877,00
7338	AUTRES TAXES		142 441,70			142 441,70
7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	1 602 681,36				1 602 681,36
7381	TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION OU TAXE DE PUBLICITE FONCIERE	2 794 447,11				2 794 447,11

(2)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	02 ADMINISTRATI ON GENERALE	03 JUSTICE	04 COOPERATI ON DECENTRAL ISEE, ACTIONS EUROPEEN NES ET INTERNATIO NALES	Total
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>50 287 599,14</b>	<b>297 153,09</b>		<b>145 300,00</b>	<b>50 730 052,23</b>
7411	DOTATION FORFAITAIRE	19 366 788,00				19 366 788,00
74123	DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	24 798 982,00				24 798 982,00
74127	DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION	1 662 419,00				1 662 419,00
744	F.C.T.V.A.	136 027,09				136 027,09
7461	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	814 268,00				814 268,00
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES		39 274,04		145 300,00	184 574,04
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS		127 532,00			127 532,00
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES		43 957,05			43 957,05
748313	DOTATION COMPENSATION REFORME TP	237 902,00				237 902,00
	ATTRIBUTION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE LA TAXE					
74832	PROFESSIONNELLE	157 861,00				157 861,00
74834	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DES	406 276,00				406 276,00
74835	TAXE D'HABITATION	2 682 190,00				2 682 190,00
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	20 612,00				20 612,00
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES		86 390,00			86 390,00
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	4 274,05				4 274,05
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		<b>1 835 532,14</b>			<b>1 835 532,14</b>
752	REVENUS DES IMMEUBLES		140 898,25			140 898,25
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE		1 694 633,89			1 694 633,89
<b>76</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>743 850,73</b>				<b>743 850,73</b>
	PRODUITS DES AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES ENCAISSES A					
7621	L'ECHEANCE	37 386,32				37 386,32
76811	SORTIE DES EMPRUNTS A RISQUES AVEC IRA CAPITALISEES	688 281,54				688 281,54
7688	PRODUITS FINANCIERS AUTRES	18 182,87				18 182,87
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>4 713,61</b>	<b>281 354,67</b>			<b>286 068,28</b>
7711	PRODUITS EXCEP. S/OPERAT.DE GESTION DEDITS & PENALITES PERCUES		1 650,00			1 650,00
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	1 410,16				1 410,16
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	2,00				2,00
	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR					
773	DECHEANCE QUADRIEN	1 554,49	7 509,00			9 063,49
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	1 746,96	272 195,67			273 942,63
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>					
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>136 525 023,46</b>	<b>-28 638 580,05</b>		<b>-220 986,50</b>	<b>107 665 456,91</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>
<b>FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES</b>	

(1)	Libellé	Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE								Sous-fonction 04 COOPERATION DECENTRALISEE, ACTIONS EUROPEENNES ET	
		020 ADMINISTRATI ON GENERALE DE LA COLLECTIVITE	021 ASSEMBLEE LOCALE	022 ADMINISTR ATION GENERALE DE L'ETAT	023 INFORMATI ON, COMMUNICAT ION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES	025 AIDES AUX ASSOCIATI ONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	041 SUBVEN TION GLOBAL E	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERATI ON DECENTRA LISEE	
	<b>DEPENSES</b>	<b>36 569 078,21</b>	<b>1 028 655,06</b>	<b>78 402,14</b>	<b>1 679 246,27</b>	<b>1 628 990,07</b>	<b>547 226,60</b>	<b>1 525 619,59</b>		<b>366 286,50</b>	
	<b>Réalisations</b>	<b>36 569 078,21</b>	<b>1 028 655,06</b>	<b>78 402,14</b>	<b>1 679 246,27</b>	<b>1 628 990,07</b>	<b>547 226,60</b>	<b>1 525 619,59</b>		<b>366 286,50</b>	
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>6 404 881,10</b>	<b>24 147,83</b>	<b>78 230,14</b>	<b>754 300,40</b>	<b>592 678,29</b>		<b>79 264,54</b>		<b>14 269,00</b>	
60226	VETEMENTS DE TRAVAIL	1 292,00									
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	451 060,14				31 930,93		6 549,74			
6042	EAU ET ASSAINISSEMENT	3 885,35									
60611	ENERGIE ET ELECTRICITE	298 737,43	178,46			20 807,07		-2 860,00			
60621	COMBUSTIBLES	50 089,92				326,30					
60622	CARBURANTS	221 501,34									
60623	ALIMENTATION	62 239,22		10 342,14							
	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	144 590,93	1 186,24	1 812,21	1 620,65	12 269,20		21 360,68			
60628	FOURNITURES D'ENTRETIEN	8 609,32						1 803,44			
60631	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	132 116,63		7 006,12	2 534,91	461,10		18 736,58			
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	111 719,62				1 052,50					
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	111 248,06		6 352,17							
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	4 322,54									
	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	99 676,11				997,68		3 125,00			
611	LOCATIONS IMMOBILIERES	33 175,25				415 950,00		4 748,02			
6132	LOCATIONS MOBILIERES	17 916,95	19 968,00	2 563,42	15 444,44	4 206,79					
6135	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS	15 750,12									
61521	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS	393 298,88									
615221	ENTRETIEN ET REPARATION RESEAUX							6 520,56			
615232	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT	629 792,37									
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	33 969,92						581,00			
61558	MAINTENANCE	438 947,89		30 966,00							
6156	ASSURANCES MULTIRISQUES	373 331,27									
6161	ETUDES ET RECHERCHES	5 700,00									
617	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	66 590,91				16 965,86					
6182	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	190 999,25		545,00							
6184	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	464,00									
6185	AUTRES FRAIS DIVERS	10 020,60		149,00				14 316,00			
6188	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	110,00									
6225	HONORAIRES	108 320,06				169 888,26					
6226	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	9 500,00		3 192,38							
6227	ANNONCES ET INSERTIONS	90 176,42	1 149,00			40 973,56					
6231	FETES ET CEREMONIES	1 657,20		39,98			1 000,00				
6232	CATALOGUES ET IMPRIMES	14 461,94				8 226,90					
6236	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS			14 016,60	494 284,48	1 440,00		705,00			
6238	TRANSPORTS DE BIENS	9 421,22			4 356,00			2 400,00			
6241	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	37 126,75	1 666,13								
6251	RECEPTIONS	329,56		767,07		102 026,36		994,62			
6257	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	102 784,97		178,05							
6261	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	138 084,84									
6262	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	15 207,80			5,34			283,90			
627	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	71 814,08		300,00						14 269,00	
6281	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	38 082,93									
6283	REMBOURSEMENT DE FRAIS AU GFP DE RATTACHEMENT	300 649,24									
62876	AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS					210,36					
6288	TAXES FONCIERES	1 480 085,00									
63512	AUTRES IMPOTS LOCAUX	57 236,00									
63513	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	11 443,66									
6355	AUTRES DROITS	6 875,00									
6358	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)	468,41									
637	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>29 000 912,05</b>			<b>924 945,87</b>	<b>1 036 311,78</b>		<b>1 446 355,05</b>		<b>155 017,50</b>	
<b>012</b>	<b>PERSONNEL AFFECTE PAR LE GFP DE RATTACHEMENT</b>	<b>12 883 584,95</b>									
6216	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	51 746,69									
6218	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	60 963,16				4 442,24		5 874,59		699,38	
6336	REMUNERATION PRINCIPALE										
64111	PERSONNEL TITULAIRE	6 513 292,31			108 684,72	570 513,54		746 725,55		54 843,84	

(1)	Libellé	Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE							Sous-fonction 04 COOPERATION DECENTRALISEE, ACTIONS EUROPEENNES ET	
		020 ADMINISTRATI ON GENERALE DE LA COLLECTIVITE	021 ASSEMBLEE LOCALE	022 ADMINISTR ATION GENERALE DE L'ETAT	023 INFORMATIO N, COMMUNICAT ION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES	025 AIDES AUX ASSOCIATI ONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	041 SUBVEN TION GLOBAL E	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERATI ON DECENTRA LISEE
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	255 952,50			3 725,31	20 236,40		39 469,04		2 262,00
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	1 373 301,82			25 463,09	109 373,25		169 749,09		13 768,41
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	1 466 559,20			480 384,32	30 098,09		82 042,18		39 480,50
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS				15 033,87	10 936,51		16 830,53		
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	1 933 993,28			161 549,30	106 863,94		150 288,19		22 813,63
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	1 914 975,06			127 233,46	180 872,98		231 385,88		20 666,90
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	40 259,01			2 871,80	2 974,83		3 990,00		482,84
64731	ALLOCATIONS CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	389 715,96								
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	33 473,54								
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	893 388,64								
6488	AUTRES CHARGES	1 189 705,93								
<b>014</b>	<b>ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>	<b>406 707,00</b>								
7391172	DEGREVEMENT TAXE D'HABITATION LOGEMENTS VACANTS	171 083,00								
739118	AUTRES REVERSEMENTS DE FISCALITE	235 624,00								
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>689 855,63</b>	<b>1 004 507,23</b>				<b>547 226,60</b>			<b>197 000,00</b>
651	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCEDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRE	44 626,18								
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS		777 472,52							
6532	FRAIS DE MISSIONS MAIRES		7 318,81							
6533	ADJOINTS CONSEILLERS		51 451,08							
6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE PARTS PATRONALES ELUS		152 051,41							
6535	FORMATION MAIRES, ADJOINTS, & CONSEILLERS		4 572,40							
6536	FRAIS DE REPRESENTATION DU MAIRE		10 000,00							
65372	COTISATION AU FONDS DE FINANCEMENT DE L'ALLOCATION DE FIN DE MANDAT		1 641,01							
6541	CREANCES ADMISES EN NON- VALEUR	27 434,45						536 127,60		
6542	CREANCES ETEINTES	1 340,37								
6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES									
65737	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX							6 099,00		
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	616 444,60						5 000,00		197 000,00
65888	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	10,03								
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>66 722,43</b>		<b>172,00</b>						
6713	CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS	11 296,05								
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION	23 458,80								
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	375,92								
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	31 591,66		172,00						
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>									
	<b>RECETTES</b>	<b>13 744 975,15</b>		<b>125 164,04</b>		<b>2 462,20</b>		<b>546 036,50</b>		<b>145 300,00</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>13 744 975,15</b>		<b>125 164,04</b>		<b>2 462,20</b>		<b>546 036,50</b>		<b>145 300,00</b>
<b>013</b>	<b>ATTENUATIONS DE CHARGES</b>	<b>238 032,33</b>								
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL	47 957,95								
6459	REMBOURSEMENT SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE & PREVOYANCE	190 074,38								
<b>042</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>203 154,48</b>								
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	203 154,48								
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>10 873 041,78</b>				<b>1 891,20</b>		<b>487 159,50</b>		
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)							487 159,50		

(1)	Libellé	Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE							Sous-fonction 04 COOPERATION DECENTRALISEE, ACTIONS EUROPEENNES ET	
		020 ADMINISTRATI ON GENERALE DE LA COLLECTIVITE	021 ASSEMBLEE LOCALE	022 ADMINISTR ATION GENERALE DE L'ETAT	023 INFORMATIO N, COMMUNICAT ION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES	025 AIDES AUX ASSOCIATI ONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	041 SUBVEN TION GLOBAL E	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERATI ON DECENTRA LISEE
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	716,15								
704	TRAVAUX	15 900,00				1 891,20				
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	4 923,60								
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNELAUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES	5 541 741,42								
70846	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTURE AU GFP DE RATTACHEMENT	3 509 603,65								
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES	408 601,92								
70872	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES BUDGETS ANNEXES	920 912,81								
70875	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR COMMUNES MEMBRES DU GFP	93 546,00								
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT	372 922,63								
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)	4 173,60								
<b>73</b>	<b>IMPOTS ET TAXES</b>	<b>142 441,70</b>						<b>58 877,00</b>		
7333	TAXES FUNERAIRES							58 877,00		
7338	AUTRES TAXES	142 441,70								
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>171 989,05</b>		<b>125 164,04</b>						<b>145 300,00</b>
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	500,00		38 774,04						145 300,00
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	127 532,00								
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	43 957,05								
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES			86 390,00						
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>1 834 961,14</b>				<b>571,00</b>				
752	REVENUS DES IMMEUBLES	140 898,25								
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	1 694 062,89				571,00				
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>281 354,67</b>								
7711	PRODUITS EXCEP. S/OPERAT.DE GESTION DEDITS & PENALITES PERCUES	1 650,00								
773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR DECHEANCE QUADRIEN	7 509,00								
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	272 195,67								
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>									
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-22 824 103,06</b>	<b>-1 028 655,06</b>	<b>46 761,90</b>	<b>-1 679 246,27</b>	<b>-1 626 527,87</b>	<b>-547 226,60</b>	<b>-979 583,09</b>		<b>-220 986,50</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

## FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

(1)	Libellé	11 SECURITE INTERIEURE	12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE	Total
	<b>DEPENSES</b>	<b>13 199 654,08</b>	<b>144 121,72</b>	<b>13 343 775,80</b>
	Réalisations	13 199 654,08	144 121,72	13 343 775,80
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>317 225,58</b>	<b>144 121,72</b>	<b>461 347,30</b>
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	53 978,24		53 978,24
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	463,53		463,53
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	48 651,76		48 651,76
60623	ALIMENTATION	3 616,13		3 616,13
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	13 857,42		13 857,42
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	8 237,51		8 237,51
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	43 451,82		43 451,82
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 453,76		1 453,76
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	11 236,94	144 121,72	155 358,66
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	1 500,00		1 500,00
615228	ENTRETIEN REPARATIONS AUTRES BATIMENTS	3 187,53		3 187,53
	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS			
61558	MOBILIERS	2 653,31		2 653,31
6156	MAINTENANCE	84 361,56		84 361,56
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	269,10		269,10
6226	HONORAIRES	2 513,85		2 513,85
6232	FETES ET CEREMONIES	124,19		124,19
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	96,00		96,00
6237	PUBLICATIONS	176,40		176,40
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS	1 450,00		1 450,00
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	240,00		240,00
6257	RECEPTIONS	2 374,28		2 374,28
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	118,80		118,80
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	4 210,00		4 210,00
	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISE, FORET, BOIS COMMUNAUX...)	29 003,45		29 003,45
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>5 576 738,72</b>		<b>5 576 738,72</b>
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	20 950,07		20 950,07
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	2 852 190,26		2 852 190,26
	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE			
64112	DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	142 631,54		142 631,54
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	857 400,05		857 400,05
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	343 527,36		343 527,36
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	539 542,26		539 542,26
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	806 522,21		806 522,21
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	13 974,97		13 974,97
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>7 305 364,27</b>		<b>7 305 364,27</b>
6510098	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCEDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRE	5 760,00		5 760,00
6553	CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES SERVICE INCENDIE	7 276 159,27		7 276 159,27
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	23 445,00		23 445,00
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>325,51</b>		<b>325,51</b>
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	325,51		325,51
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>			
	<b>RECETTES</b>	<b>103 633,24</b>		<b>103 633,24</b>
	Réalisations	103 633,24		103 633,24
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>30 366,39</b>		<b>30 366,39</b>
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE	29 718,82		29 718,82
70878	REDEVABLES	647,57		647,57
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>7 660,00</b>		<b>7 660,00</b>
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	4 160,00		4 160,00
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	3 500,00		3 500,00
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>65 606,85</b>		<b>65 606,85</b>
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	65 606,85		65 606,85
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>			
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-13 096 020,84</b>	<b>-144 121,72</b>	<b>-13 240 142,56</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 11 SECURITE INTERIEURE				
		110 SERVICES COMMUNS	111 POLICE NATIONALE	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS	114 AUTRES SERVICES DE PROTECTION CIVILE
<b>DEPENSES</b>		<b>886 748,50</b>		<b>5 034 461,31</b>	<b>7 278 444,27</b>	
Réalizations		<b>886 748,50</b>		<b>5 034 461,31</b>	<b>7 278 444,27</b>	
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>55 313,98</b>		<b>261 911,60</b>		
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER			53 978,24		
6042	EAU ET ASSAINISSEMENT			463,53		
60611	ENERGIE ET ELECTRICITE			48 651,76		
60612	ALIMENTATION			3 616,13		
60623	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	1 653,23		12 204,19		
60628	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	1 088,85		7 148,66		
60632	VETEMENTS DE TRAVAIL			43 451,82		
60636	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	569,11		884,65		
6064	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	11 236,94				
611	LOCATIONS IMMOBILIERES			1 500,00		
6132	ENTRETIEN REPARATIONS AUTRES BATIMENTS	3 187,53				
615228	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS			2 653,31		
61558	MAINTENANCE			84 361,56		
6156	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE			269,10		
6182	HONORAIRES			2 513,85		
6226	FETES ET CEREMONIES	124,19				
6232	CATALOGUES ET IMPRIMES			96,00		
6236	PUBLICATIONS	176,40				
6237	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS	1 450,00				
6238	TRANSPORTS COLLECTIFS	240,00				
6247	RECEPTIONS	2 374,28				
6257	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT			118,80		
6261	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	4 210,00				
6281	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISE, FORET, BOIS COMMUNAUX...)	29 003,45				
6282						
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>810 274,52</b>		<b>4 766 464,20</b>		
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	3 745,06		17 205,01		
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	254 786,20		2 597 404,06		
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	15 848,80		126 782,74		
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	46 727,05		810 673,00		
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	268 451,23		75 076,13		
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	127 936,58		411 605,68		
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	90 227,58		716 294,63		
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	2 552,02		11 422,95		
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>21 160,00</b>		<b>5 760,00</b>	<b>7 278 444,27</b>	
6510098	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCEDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRE			5 760,00		
6553	CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES SERVICE INCENDIE				7 276 159,27	
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	21 160,00			2 285,00	
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>325,51</b>		
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS			325,51		
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						
<b>RECETTES</b>		<b>4 050,00</b>		<b>99 583,24</b>		
Réalizations		<b>4 050,00</b>		<b>99 583,24</b>		
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>			<b>30 366,39</b>		
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE			29 718,82		
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES			647,57		
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>4 050,00</b>		<b>3 610,00</b>		
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	4 050,00		110,00		
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES			3 500,00		
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>			<b>65 606,85</b>		
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE			65 606,85		
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-882 698,50</b>		<b>-4 934 878,07</b>	<b>-7 278 444,27</b>	

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN							
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT							A1.1

FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT - FORMATION

(2)	Libellé	20 SERVICES COMMUNS	21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE	23 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	24 FORMATION CONTINUE	25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>7 578 701,94</b>	<b>2 442 287,58</b>		<b>1 008 099,49</b>		<b>147 565,76</b>	<b>11 176 654,77</b>
Réalizations		7 578 701,94	2 442 287,58		1 008 099,49		147 565,76	11 176 654,77
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>1 384 146,63</b>	<b>2 417 187,79</b>		<b>177 862,86</b>		<b>99 892,18</b>	<b>4 079 089,46</b>
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	48,00					65,00	113,00
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	13 238,78						13 238,78
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE		1 013 380,80					1 013 380,80
60613	CHAUFFAGE URBAIN		289 999,41					289 999,41
60621	COMBUSTIBLES		6 461,93					6 461,93
60623	ALIMENTATION		15 931,26					15 931,26
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES		97 115,42		24 960,99			122 076,41
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN		158 137,54					158 137,54
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	2 834,72	78 091,33					80 926,05
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 293,89	1 495,08					2 788,97
6065	LIVRES DISQUES CASSETTES (BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUE)		38 087,76					38 087,76
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	4 259,49	325 062,32					329 321,81
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	3 702,81						3 702,81
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	207 292,02	14 983,06		54 858,11			277 133,19
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		4 921,33					4 921,33
6135	LOCATIONS MOBILIERES	1 170,35	21 045,44		1 925,74			24 141,53
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	280 850,94						280 850,94
615221	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS	44 036,06	230 417,28					274 453,34
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES		402,00					402,00
6156	MAINTENANCE	123 858,84	18 815,52					142 674,36
617	ETUDES ET RECHERCHES DOCUMENTATION GENERALE ET	3 552,00						3 552,00
6182	TECHNIQUE	2 623,47	1 667,79		8 193,24			12 484,50
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	42 027,33	1 177,49				16 049,04	59 253,86
6226	HONORAIRES				40 846,27			40 846,27
6231	ANNONCES ET INSERTIONS				11 290,70			11 290,70
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES				19 729,88			19 729,88
6241	TRANSPORTS DE BIENS	2 081,06			5 999,00			8 080,06
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	17 476,45	4 780,00				83 778,14	106 034,59
6257	RECEPTIONS		493,50		846,49			1 339,99
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT		4 555,00					4 555,00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		69 519,55					69 519,55
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)				2 361,00			2 361,00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	566 798,70						566 798,70
62876	REMBOURSEMENT DE FRAIS AU GFP DE RATTACHEMENT	67 001,72						67 001,72
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES		18 384,38					18 384,38
6288	AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS		2 262,60		6 851,44			9 114,04
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>6 189 415,63</b>			<b>810 236,63</b>		<b>37 673,58</b>	<b>7 037 325,84</b>
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	28 374,40			3 528,53		139,84	32 042,77
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	2 979 419,56			372 460,28		20 179,66	3 372 059,50
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL	145 077,90			8 565,45		213,45	153 856,80
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	653 333,70			63 868,37		7 826,00	725 028,07
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	535 083,85			108 822,72			643 906,57
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	150 949,61						150 949,61
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	1 008 340,54			126 664,42		3 257,01	1 138 261,97
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	669 032,47			123 959,49		5 964,32	798 956,28
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	19 803,60			2 367,37		93,30	22 264,27
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>5 000,00</b>	<b>25 099,79</b>		<b>20 000,00</b>		<b>10 000,00</b>	<b>60 099,79</b>
657363	SUBV FCT ETABLISSEMENTS SERVICES RATTACHES A CARACTERE ADM						10 000,00	10 000,00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	5 000,00	25 099,79		20 000,00			50 099,79
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>139,68</b>						<b>139,68</b>
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	139,68						139,68
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>								
<b>RECETTES</b>		<b>38 363,64</b>	<b>373 282,31</b>		<b>82 000,00</b>		<b>91 690,60</b>	<b>585 336,55</b>
Réalizations		38 363,64	373 282,31		82 000,00		91 690,60	585 336,55
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>		<b>97 425,59</b>				<b>3 893,90</b>	<b>101 319,49</b>
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE						3 893,90	3 893,90
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT		97 425,59					97 425,59
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>38 363,64</b>	<b>277 314,03</b>		<b>82 000,00</b>		<b>87 796,70</b>	<b>485 474,37</b>
745	DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS		2 808,00					2 808,00
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	38 363,64	141 506,03		78 000,00		87 500,00	345 369,67
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES		133 000,00		4 000,00		296,70	137 296,70
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		<b>-1 457,31</b>					<b>-1 457,31</b>
752	REVENUS DES IMMEUBLES		-4 300,69					-4 300,69
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE		2 843,38					2 843,38
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>								
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-7 540 338,30</b>	<b>-2 069 005,27</b>		<b>-926 099,49</b>		<b>-55 875,16</b>	<b>-10 591 318,22</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			Sous-fonction 25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT				
		211 ECOLES MATERNELLES	212 ECOLES PRIMAIRES	213 CLASSES REGROUPEES	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	252 TRANSPORTS SCOLAIRES	253 SPORT SCOLAIRE	254 MEDECINE SCOLAIRE	255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT
	<b>DEPENSES</b>	<b>126 476,78</b>	<b>454 238,36</b>	<b>1 861 572,44</b>	<b>53 722,62</b>	<b>83 778,14</b>			<b>10 065,00</b>
	Réalisations	126 476,78	454 238,36	1 861 572,44	53 722,62	83 778,14			10 065,00
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>108 606,49</b>	<b>447 008,86</b>	<b>1 861 572,44</b>	<b>16 049,04</b>	<b>83 778,14</b>			<b>65,00</b>
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER								65,00
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE			1 013 380,80					
60613	CHAUFFAGE URBAIN			289 999,41					
60621	COMBUSTIBLES			6 461,93					
60623	ALIMENTATION		15 931,26						
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES			97 115,42					
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN			158 137,54					
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT			78 091,33					
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		1 495,08						
	LIVRES DISQUES CASSETTES								
6065	(BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUE)	17 910,84	20 176,92						
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	81 099,12	239 914,05	4 049,15					
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES			14 983,06					
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	4 921,33							
6135	LOCATIONS MOBILIERES			21 045,44					
615221	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS		126 652,01	103 765,27					
	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES								
61558	BIENS MOBILIERES			402,00					
6156	MAINTENANCE	2 580,45	16 235,07			83 778,14			
	DOCUMENTATION GENERALE ET								
6182	TECHNIQUE	1 667,79							
6188	AUTRES FRAIS DIVERS		1 177,49		16 049,04				
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS		4 780,00						
6257	RECEPTIONS			493,50					
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT			4 555,00					
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	426,96		69 092,59					
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES		18 384,38						
6288	AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS		2 262,60						
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>				<b>37 673,58</b>				
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG				139,84				
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE				20 179,66				
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL				213,45				
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE				7 826,00				
6451	COTISATIONS A L'URSSAF				3 257,01				
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES				5 964,32				
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL				93,30				
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>17 870,29</b>	<b>7 229,50</b>						<b>10 000,00</b>
657363	SUBV FCT ETABLISSEMENTS SERVICES RATTACHES A CARACTERE ADM								10 000,00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	17 870,29	7 229,50						
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>								
	<b>RECETTES</b>		<b>374 739,62</b>	<b>-1 457,31</b>	<b>91 690,60</b>				
	Réalisations		374 739,62	-1 457,31	91 690,60				
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>		<b>97 425,59</b>		<b>3 893,90</b>				
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE				3 893,90				
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT		97 425,59						
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>		<b>277 314,03</b>		<b>87 796,70</b>				
745	DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS		2 808,00						
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES		141 506,03		87 500,00				
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES		133 000,00		296,70				
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>				<b>-1 457,31</b>				
752	REVENUS DES IMMEUBLES				-4 300,69				
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE				2 843,38				
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>								
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-126 476,78</b>	<b>-79 498,74</b>	<b>-1 863 029,75</b>	<b>37 967,98</b>	<b>-83 778,14</b>			<b>-10 065,00</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES					IV	
ELEMENTS DU BILAN						
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT						
FONCTION 3 - CULTURE						
(2)	Libellé	30 SERVICES COMMUNS	31 EXPRESSION ARTISTIQUE	32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	33 ACTION CULTURELLE	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>2 379 037,05</b>	<b>16 099 460,24</b>	<b>5 075 468,85</b>	<b>538 098,25</b>	<b>24 092 064,39</b>
Réalizations		2 379 037,05	16 099 460,24	5 075 468,85	538 098,25	24 092 064,39
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>700 899,69</b>	<b>653 347,60</b>	<b>700 528,68</b>	<b>238 003,42</b>	<b>2 292 779,39</b>
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE					
6042	TERRAINS A AMENAGER		126,54			126,54
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	1 069,76	800,11	1 164,81		3 034,68
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	51 480,94	151 287,30	145 634,32		348 402,56
60613	CHAUFFAGE URBAIN			9 170,53		9 170,53
60623	ALIMENTATION		2 016,04	789,79		2 805,83
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	5 761,61	15 984,35	21 125,68	2 827,20	45 698,84
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	8 705,58	36 093,73	31 821,83		76 621,14
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT			3 555,84		3 555,84
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL		30 086,56	197,78		30 284,34
6065	LIVRES DISQUES CASSETTES (BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUE)			235 812,79		235 812,79
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES		2 623,88			2 623,88
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	428 086,88	89 360,33	122 410,28		639 857,49
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	21 750,00	180,00			21 930,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	36 399,32	33 812,86	5 419,48		75 631,66
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE			6 546,33		6 546,33
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES		23 696,94			23 696,94
6156	MAINTENANCE		12 348,91	3 328,80		15 677,71
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES		1 119,44			1 119,44
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	428,00	1 881,29	10 607,80		12 917,09
6231	ANNONCES ET INSERTIONS		4 548,00	13 482,80		18 030,80
6232	FETES ET CEREMONIES				224 885,34	224 885,34
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES		43 148,73	29 041,40		72 190,13
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS	18 883,61				18 883,61
6241	TRANSPORTS DE BIENS		4 724,07	800,00		5 524,07
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS		1 242,55			1 242,55
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	4 553,76	8 868,37			13 422,13
6256	MISSIONS		3 853,94			3 853,94
6257	RECEPTIONS	66 584,36	5 012,70	4 000,46	10 290,88	85 888,40
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT			237,60		237,60
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		1 200,00			1 200,00
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		122,16	3,56		125,72
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	1 188,00	6 456,61	1 858,50		9 503,11
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		57 050,79	51 947,73		108 998,52
6288	AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS	56 007,87	115 701,40	1 570,57		173 279,84
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>626 939,53</b>	<b>8 695 226,40</b>	<b>4 370 289,24</b>	<b>152 615,74</b>	<b>13 845 070,91</b>
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR			9 460,83		9 460,83
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	5 880,50	38 992,40	18 791,16	724,59	64 388,65
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE	229 864,03	2 410 890,61	2 319 909,93	75 149,79	5 035 814,36
64112	RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	7 444,64	65 020,60	105 384,31	2 166,88	180 016,43
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	61 708,69	394 187,37	442 701,16	19 603,82	918 201,04
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	113 595,89	3 495 351,78	223 566,40	11 937,09	3 844 451,16
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION		758,83			758,83
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	67 911,65	1 211 020,61	476 483,14	19 444,33	1 774 859,73
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	63 826,39	1 008 047,00	760 475,70	23 127,42	1 855 476,51
6454	COTISATIONS AUX ASSÉDIC		47 741,51			47 741,51
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX			807,00		807,00
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	1 492,39	23 215,69	12 709,61	461,82	37 879,51
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	75 215,35				75 215,35
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>1 050 197,83</b>	<b>6 749 256,44</b>	<b>4 648,20</b>	<b>147 479,09</b>	<b>7 951 581,56</b>
651	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCÉDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRE	17 407,83	12 134,44	3 926,10	979,09	34 447,46
65548	AUTRES CONTRIBUTIONS AUX ORGANISMES DE GROUPEMENT		3 710 983,00			3 710 983,00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	1 032 790,00	2 953 959,00		146 500,00	4 133 249,00
65888	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE		72 180,00	722,10		72 902,10
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>2,73</b>		<b>2,73</b>
666	PERTES DE CHANGE			2,73		2,73
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 000,00</b>	<b>1 629,80</b>			<b>2 629,80</b>
6711	CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES		1 171,80			1 171,80
6714	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR BOURSES ET PRIX	1 000,00				1 000,00
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS		458,00			458,00
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						
<b>RECETTES</b>		<b>298 705,24</b>	<b>2 298 486,16</b>	<b>67 007,15</b>		<b>2 664 198,55</b>
Réalizations		298 705,24	2 298 486,16	67 007,15		2 664 198,55
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>		<b>833 768,68</b>	<b>19 489,30</b>		<b>853 257,98</b>
7062	CULTUREL		95 074,38	1 432,00		96 506,38
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE		338 916,09	120,00		339 036,09
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)		45,00			45,00
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES		389 957,34			389 957,34
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES		8 263,61			8 263,61
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)		1 512,26	17 937,30		19 449,56
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>118 350,00</b>	<b>1 367 900,00</b>	<b>40 450,00</b>		<b>1 526 700,00</b>
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	20 000,00	856 400,00	40 450,00		916 850,00
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	30 000,00	40 000,00			70 000,00
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	57 000,00	215 000,00			272 000,00
74748	PARTICIPATIONS AUTRES COMMUNES		70 200,00			70 200,00
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	11 350,00	186 300,00			197 650,00
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>180 355,24</b>	<b>96 771,49</b>	<b>75,00</b>		<b>277 201,73</b>
752	REVENUS DES IMMEUBLES	180 355,24	4 099,00			184 454,24
7588	AUTRES PRODUITS DIVERSES DE GESTION COURANTE		92 672,49	75,00		92 747,49
<b>76</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>45,99</b>			<b>45,99</b>
766	GAINS DE CHANGE		45,99			45,99
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>6 992,85</b>		<b>6 992,85</b>
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS			6 992,85		6 992,85
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-2 080 331,81</b>	<b>-13 800 974,08</b>	<b>-5 008 461,70</b>	<b>-538 098,25</b>	<b>-21 427 865,84</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 31 EXPRESSION ARTISTIQUE				Sous-fonction 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES			
		311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	312 ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES	313 THEATRES	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES	322 MUSEES	323 ARCHIVES	324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL
<b>DEPENSES</b>		<b>8 603 110,51</b>	<b>1 922 741,75</b>	<b>5 573 607,98</b>		<b>3 851 711,27</b>	<b>1 176 928,01</b>	<b>46 829,57</b>	
Réalisations		8 603 110,51	1 922 741,75	5 573 607,98		3 851 711,27	1 176 928,01	46 829,57	
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>498 482,71</b>	<b>5 014,17</b>	<b>149 850,72</b>		<b>476 820,52</b>	<b>185 433,79</b>	<b>38 274,37</b>	
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER			126,54					
6042	EAU ET ASSAINISSEMENT	337,16		462,95		838,24	326,57		
60611	ENERGIE ET ELECTRICITE	53 691,13		97 596,17		102 829,84	40 967,41	1 837,07	
60612	CHAUFFAGE URBAIN					9 170,53			
60623	ALIMENTATION	469,94		1 546,10		752,60	37,19		
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	10 649,32		5 335,03		15 738,26	5 261,90	125,52	
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	21 048,09	5 014,17	10 031,47		19 793,66	6 449,01	5 579,16	
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT							3 555,84	
0098	VETEMENTS DE TRAVAIL	29 735,64		350,92			197,78		
60636	LIVRES DISQUES CASSETTES (BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUE)					235 812,79			
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	2 623,88							
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	79 271,34		10 088,99		75 239,33	29 411,30	17 759,65	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	180,00							
6135	LOCATIONS MOBILIERES	33 812,86				5 334,80	84,68		
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE					6 546,33			
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	19 499,76		4 197,18					
6156	MAINTENANCE			12 348,91				3 328,80	
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES	1 119,44							
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 408,70		472,59			5 286,00	5 321,80	
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	4 548,00					13 482,80		
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	38 099,90		5 048,83		1 304,40	27 737,00		
6241	TRANSPORTS DE BIENS	4 724,07					800,00		
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	1 242,55							
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	8 868,37							
6256	MISSIONS	3 853,94							
6257	RECEPTIONS	2 884,07		2 128,63		1 612,66	2 387,80		
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT					237,60			
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	1 200,00							
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	5,75		116,41		3,56			
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	6 456,61				775,50	600,00	483,00	
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	57 050,79					51 947,73		
6288	AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS	115 701,40				830,42	456,62	283,53	
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>8 091 180,91</b>	<b>285,23</b>	<b>603 760,26</b>		<b>3 370 961,92</b>	<b>990 772,12</b>	<b>8 555,20</b>	
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR					9 460,83			
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	36 379,72		2 612,68		14 553,88	4 237,28		
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	2 103 422,26		307 468,35		1 811 369,72	508 540,21		
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	56 997,11		8 023,49		76 498,22	20 330,89	8 555,20	
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	331 868,54		62 318,83		342 240,35	100 460,81		
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	3 436 952,69	285,23	58 113,86		144 309,21	79 257,19		
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	758,83							
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	1 142 089,62		68 930,99		364 425,00	112 058,14		
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	913 486,17		94 560,83		597 472,31	163 003,39		
6454	COTISATIONS AUX ASSEDEC	47 741,51							
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX					807,00			
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FINAL	21 484,46		1 731,23		9 825,40	2 884,21		
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>11 817,09</b>	<b>1 917 442,35</b>	<b>4 819 997,00</b>		<b>3 926,10</b>	<b>722,10</b>		
651	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES	11 817,09	317,35			3 926,10			
65548	PROCEDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES								
6574	AUTRES CONTRIBUTIONS AUX ORGANISMES DE REGROUPEMENT		1 917 125,00	1 793 858,00					
65888	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE			2 953 959,00					
	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE			72 180,00			722,10		
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>					<b>2,73</b>			
666	PERTES DE CHANGE					2,73			
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 629,80</b>							
6711	CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	1 171,80							
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	458,00							
Restes à réaliser au 31/12									
RECVTES		<b>1 779 289,02</b>	<b>444 586,94</b>	<b>74 610,20</b>		<b>45 053,85</b>	<b>21 833,30</b>	<b>120,00</b>	
Réalizations		1 779 289,02	444 586,94	74 610,20		45 053,85	21 833,30	120,00	
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>432 670,47</b>	<b>399 540,95</b>	<b>1 557,26</b>		<b>10 061,00</b>	<b>9 308,30</b>	<b>120,00</b>	
7062	CULTUREL	94 954,38	120,00				1 432,00		
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	337 716,09	1 200,00					120,00	
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)			45,00					
	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES		389 957,34						
70848	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES		8 263,61						
70878	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)			1 512,26		10 061,00	7 876,30		
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>1 322 900,00</b>	<b>45 000,00</b>			<b>28 000,00</b>	<b>12 450,00</b>		
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	856 400,00				28 000,00	12 450,00		
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	20 000,00	20 000,00						
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	190 000,00	25 000,00						
74748	PARTICIPATIONS AUTRES COMMUNES	70 200,00							
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	186 300,00							
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>23 718,55</b>		<b>73 052,94</b>			<b>75,00</b>		
752	REVENUS DES IMMEUBLES			4 099,00					
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	23 718,55		68 953,94			75,00		
<b>76</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>45,99</b>						
766	GAINS DE CHANGE		45,99						
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>					<b>6 992,85</b>			
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS					6 992,85			
Restes à réaliser au 31/12									
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-6 823 821,49</b>	<b>-1 478 154,81</b>	<b>-5 498 997,78</b>		<b>-3 806 657,42</b>	<b>-1 155 094,71</b>	<b>-46 709,57</b>	

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV - ANNEXES</b>						<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>						
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT</b>						<b>A1.1</b>

<b>FONCTION 4 - SPORT ET JEUNESSE</b>						
(2)	Libellé	40 SERVICES COMMUNS	41 SPORTS	42 JEUNESSE	Total	
<b>DÉPENSES</b>		<b>2 610 089,19</b>	<b>1 085 660,04</b>	<b>7 119 260,30</b>	<b>10 815 009,53</b>	
Réalizations		2 610 089,19	1 085 660,04	7 119 260,30	10 815 009,53	
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>191 024,19</b>	<b>670 531,54</b>	<b>956 764,94</b>	<b>1 818 320,67</b>	
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER		60 000,00	48 375,48	108 375,48	
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		21 202,96		21 202,96	
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE		426 577,67		426 577,67	
60613	CHAUFFAGE URBAIN		61 467,31		61 467,31	
60623	ALIMENTATION	-116,35		23 491,59	23 375,24	
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	93 477,93	44 330,36	14 519,75	152 328,04	
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN		1 200,48		1 200,48	
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		13 076,82	26 939,99	40 016,81	
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL			5 637,46	5 637,46	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES			1 409,84	1 409,84	
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	23 056,28		90 595,92	113 652,20	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		32 740,55	2 092,20	34 832,75	
6135	LOCATIONS MOBILIERES	3 307,48	725,00	6 322,34	10 354,82	
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS	34 154,98			34 154,98	
615221	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS		9 210,39		9 210,39	
61551	ROULANT	166,61		2 878,30	3 044,91	
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	6 260,52		1 221,20	7 481,72	
6168	PRIMES D'ASSURANCES AUTRES			1 148,00	1 148,00	
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	2 095,04		1 021,12	3 116,16	
6184	FORMATION			480,00	480,00	
6188	AUTRES FRAIS DIVERS			16 574,70	16 574,70	
6231	ANNONCES ET INSERTIONS			449,00	449,00	
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS			21 164,28	21 164,28	
6241	TRANSPORTS DE BIENS	16 302,95			16 302,95	
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS			640 260,06	640 260,06	
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS			152,13	152,13	
6257	RECEPTIONS	10 588,75		10 641,70	21 230,45	
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS			753,12	753,12	
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES			452,65	452,65	
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	1 730,00		8 381,11	10 111,11	
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX			31 803,00	31 803,00	
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>		<b>218 128,50</b>	<b>2 873 674,90</b>	<b>3 091 803,40</b>	
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG		910,52	13 609,85	14 520,37	
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE		60 440,49	1 055 269,40	1 115 709,89	
64112	INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE		85,97	53 632,52	53 718,49	
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE		857,75	186 334,20	187 191,95	
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE		103 417,61	752 244,89	855 662,50	
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION			1 633,80	1 633,80	
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS		7 758,80	3 415,84	11 174,64	
6451	COTISATIONS A L'URSSAF		33 299,01	429 262,62	462 561,63	
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES		10 779,87	369 251,75	380 031,62	
6471	FNAL		578,48	9 020,03	9 598,51	
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>2 419 065,00</b>	<b>197 000,00</b>	<b>3 286 771,00</b>	<b>5 902 836,00</b>	
657351	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT - GFP DE RATTACHEMENT		197 000,00		197 000,00	
6574	ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	2 419 065,00		3 286 771,00	5 705 836,00	
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>2 049,46</b>	<b>2 049,46</b>	
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION			2 049,46	2 049,46	
Restes à réaliser au 31/12						
<b>RECETTES</b>		<b>372 223,94</b>	<b>87 182,56</b>	<b>396 876,02</b>	<b>856 282,52</b>	
Réalizations		372 223,94	87 182,56	396 876,02	856 282,52	
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>54 689,25</b>		<b>122 648,99</b>	<b>177 338,24</b>	
70632	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE DE LOISIRS	54 689,25		122 648,99	177 338,24	
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>299 000,00</b>		<b>267 658,34</b>	<b>566 658,34</b>	
74718	AUTRES	15 000,00		135 997,00	150 997,00	
7473	DEPARTEMENTS			22 500,00	22 500,00	
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	284 000,00		109 161,34	393 161,34	
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>18 534,69</b>	<b>87 182,56</b>	<b>1 213,80</b>	<b>106 931,05</b>	
752	REVENUS DES IMMEUBLES	18 534,69	87 182,56	1 213,80	106 931,05	
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>5 354,89</b>	<b>5 354,89</b>	
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS			5 354,89	5 354,89	
Restes à réaliser au 31/12						
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-2 237 865,25</b>	<b>-998 477,48</b>	<b>-6 722 384,28</b>	<b>-9 958 727,01</b>	

(2)	Libellé	Sous-fonction 41 SPORTS				Sous-fonction 42 JEUNESSE			
		411 SALLE DE SPORTS, GYMNASES	412 STADES	413 PISCINES	414 AUTRES EQUIPEMENT S SPORTIFS OU DE LOISIRS	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
	<b>DEPENSES</b>	<b>585 572,06</b>	<b>221 959,48</b>		<b>278 128,50</b>		<b>7 119 260,30</b>		
	Réalisations	585 572,06	221 959,48		278 128,50		7 119 260,30		
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>388 572,06</b>	<b>221 959,48</b>		<b>60 000,00</b>		<b>956 764,94</b>		
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER				60 000,00		48 375,48		
6042	EAU ET ASSAINISSEMENT		21 202,96						
60611	ENERGIE ET ELECTRICITE	311 629,09	114 948,58						
60612	CHAUFFAGE URBAIN	61 467,31							
60613	ALIMENTATION						23 491,59		
60623	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES		44 330,36				14 519,75		
60628	FOURNITURES D'ENTRETIEN	1 200,48							
60631	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		13 076,82				26 939,99		
60632	VETEMENTS DE TRAVAIL						5 637,46		
60636	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES						1 409,84		
6068	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES						90 595,92		
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	4 339,79	28 400,76				2 092,20		
6135	LOCATIONS MOBILIERES	725,00					6 322,34		
615221	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS	9 210,39							
61551	ROULANT						2 878,30		
	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES						1 221,20		
61558	PRIMES D'ASSURANCES AUTRES						1 148,00		
6168	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE						1 021,12		
6182	FORMATION						480,00		
6184	AUTRES FRAIS DIVERS						16 574,70		
6188	ANNONCES ET INSERTIONS						449,00		
6231	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS						21 164,28		
6238	TRANSPORTS COLLECTIFS						640 260,06		
6247	VOYAGES ET DEPLACEMENTS						152,13		
6251	RECEPTIONS						10 641,70		
6257	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS						753,12		
6262	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES						452,65		
627	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)						8 381,11		
6281	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX						31 803,00		
6283									
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>				<b>218 128,50</b>		<b>2 873 674,90</b>		
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG				910,52		13 609,85		
	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE				60 440,49		1 055 269,40		
64111	INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE				85,97		53 632,52		
64112	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE				857,75		186 334,20		
64118	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE				103 417,61		752 244,89		
64131	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION						1 633,80		
64168	REMUNERATION DES APPRENTIS				7 758,80		3 415,84		
6417	COTISATIONS A L'URSSAF				33 299,01		429 262,62		
6451	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES				10 779,87		369 251,75		
6453	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL				578,48		9 020,03		
6471									
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>197 000,00</b>					<b>3 286 771,00</b>		
657351	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT - GFP DE RATTACHEMENT	197 000,00							
6574	ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE						3 286 771,00		
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>						<b>2 049,46</b>		
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION						2 049,46		
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>								
	<b>RECETTES</b>	<b>87 182,56</b>				<b>5 354,89</b>	<b>391 521,13</b>		
	Réalisations	87 182,56				5 354,89	391 521,13		
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>						<b>122 648,99</b>		
70632	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE DE LOISIRS						122 648,99		
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>						<b>267 658,34</b>		
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES						135 997,00		
7473	DEPARTEMENTS						22 500,00		
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES						109 161,34		
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>87 182,56</b>					<b>1 213,80</b>		
752	REVENUS DES IMMEUBLES	87 182,56					1 213,80		
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>					<b>5 354,89</b>			
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS					5 354,89			
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>								
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-498 389,50</b>	<b>-221 959,48</b>		<b>-278 128,50</b>	<b>5 354,89</b>	<b>-6 727 739,17</b>		

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 5 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE**

(2)	Libellé	51 SANTE	52 INTERVENTIONS SOCIALES	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>990 558,69</b>	<b>3 267 891,84</b>	<b>4 258 450,53</b>
Réalizations		990 558,69	3 267 891,84	4 258 450,53
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>184 897,25</b>	<b>70 792,62</b>	<b>255 689,87</b>
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	1 045,36		1 045,36
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	110 515,67	875,46	111 391,13
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	958,98		958,98
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		18,90	18,90
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	69 979,55	61 464,40	131 443,95
6156	MAINTENANCE		102,08	102,08
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES		320,00	320,00
6226	HONORAIRES	200,00	1 314,00	1 514,00
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES		822,00	822,00
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS	1 242,53		1 242,53
6257	RECEPTIONS	955,16	505,09	1 460,25
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)		5 370,69	5 370,69
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>770 061,44</b>	<b>2 148 293,73</b>	<b>2 918 355,17</b>
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	3 361,78	9 583,35	12 945,13
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	432 735,90	754 596,90	1 187 332,80
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	20 218,30	41 780,17	61 998,47
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	96 476,78	181 492,63	277 969,41
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	3 236,44	549 587,47	552 823,91
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION		21 890,93	21 890,93
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	86 961,33	311 486,52	398 447,85
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	124 824,67	271 293,04	396 117,71
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	2 246,24	6 582,72	8 828,96
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>35 600,00</b>	<b>545 751,00</b>	<b>581 351,00</b>
657363	SUBV FCT ETABLISSEMENTS SERVICES RATTACHES A CARACTERE ADM		53 530,00	53 530,00
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES		19 885,00	19 885,00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	35 600,00	472 336,00	507 936,00
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>503 054,49</b>	<b>503 054,49</b>
6713	CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS		503 054,49	503 054,49
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>				
<b>RECETTES</b>		<b>174 177,69</b>	<b>743 474,32</b>	<b>917 652,01</b>
Réalizations		174 177,69	743 474,32	917 652,01
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>7 484,69</b>		<b>7 484,69</b>
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT	1 076,71		1 076,71
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES	6 407,98		6 407,98
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>166 693,00</b>	<b>695 964,32</b>	<b>862 657,32</b>
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	52 000,00	74 956,00	126 956,00
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS		298 932,62	298 932,62
7477	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS		89 075,70	89 075,70
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	114 693,00	233 000,00	347 693,00
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>47 510,00</b>	<b>47 510,00</b>
7713	LIBERALITE RECUES		47 510,00	47 510,00
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>				
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-816 381,00</b>	<b>-2 524 417,52</b>	<b>-3 340 798,52</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 51 SANTE			Sous-fonction 52 INTERVENTIONS SOCIALES				
		510 SERVICES COMMUNS	511 DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	512 ACTIONS DE PREVENTION SANITAIRE	520 SERVICES COMMUNS	521 SERVICES A CARACTERE SOCIAL POUR HANDICAPES ET INADAPTES	522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE	524 AUTRES SERVICES
<b>DEPENSES</b>		<b>990 558,69</b>			<b>2 733 412,94</b>	<b>27 350,00</b>		<b>444 986,00</b>	<b>62 142,90</b>
<b>Réalisations</b>		<b>990 558,69</b>			<b>2 733 412,94</b>	<b>27 350,00</b>		<b>444 986,00</b>	<b>62 142,90</b>
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>184 897,25</b>			<b>62 179,72</b>				<b>8 612,90</b>
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	1 045,36							
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	110 515,67			875,46				
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	958,98							
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES				18,90				
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	69 979,55			58 542,19				2 922,21
6156	MAINTENANCE				102,08				
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES								320,00
6226	HONORAIRES	200,00			1 314,00				
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES				822,00				
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS	1 242,53							
6257	RECEPTIONS	955,16			505,09				
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)								5 370,69
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>770 061,44</b>			<b>2 148 293,73</b>				
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	3 361,78			9 583,35				
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	432 735,90			754 596,90				
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	20 218,30			41 780,17				
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	96 476,78			181 492,63				
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	3 236,44			549 587,47				
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION				21 890,93				
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	86 961,33			311 486,52				
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	124 824,67			271 293,04				
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	2 246,24			6 582,72				
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>35 600,00</b>			<b>19 885,00</b>	<b>27 350,00</b>		<b>444 986,00</b>	<b>53 530,00</b>
657363	SUBV FCT ETABLISSEMENTS SERVICES RATTACHES A CARACTERE ADM								53 530,00
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES				19 885,00				
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	35 600,00				27 350,00		444 986,00	
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				<b>503 054,49</b>				
6713	CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS				503 054,49				
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>									
<b>RECETTES</b>		<b>151 677,69</b>		<b>22 500,00</b>	<b>739 584,70</b>				<b>3 889,62</b>
<b>Réalisations</b>		<b>151 677,69</b>		<b>22 500,00</b>	<b>739 584,70</b>				<b>3 889,62</b>
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>7 484,69</b>							
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT	1 076,71							
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES	6 407,98							
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>144 193,00</b>		<b>22 500,00</b>	<b>692 074,70</b>				<b>3 889,62</b>
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES	52 000,00			74 956,00				
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS				295 043,00				3 889,62
7477	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS				89 075,70				
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	92 193,00		22 500,00	233 000,00				
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				<b>47 510,00</b>				
7713	LIBERALITE RECUES				47 510,00				
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>									
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-838 881,00</b>		<b>22 500,00</b>	<b>-1 993 828,24</b>	<b>-27 350,00</b>		<b>-444 986,00</b>	<b>-58 253,28</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES						IV	
ELEMENTS DU BILAN							
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT						A1.1	
FONCTION 6 - FAMILLE							
(2)	Libellé	60 SERVICES COMMUNS	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	62 ACTIONS EN FAVEUR DE LA MATERNITE	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>386 607,11</b>	<b>472 558,58</b>		<b>93 152,00</b>		<b>952 317,69</b>
Réalizations		386 607,11	472 558,58		93 152,00		952 317,69
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>		<b>79 778,58</b>		<b>15 272,00</b>		<b>95 050,58</b>
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES		973,50		15 272,00		16 245,50
6232	FETES ET CEREMONIES		71 242,90				71 242,90
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES		5 473,76				5 473,76
6257	RECEPTIONS		828,42				828,42
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)		1 260,00				1 260,00
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>386 607,11</b>					<b>386 607,11</b>
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	1 763,12					1 763,12
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	110 571,50					110 571,50
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	5 995,14					5 995,14
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	29 210,06					29 210,06
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	133 727,53					133 727,53
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	62 882,15					62 882,15
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	41 218,17					41 218,17
6471		1 239,44					1 239,44
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>		<b>300 125,00</b>		<b>77 880,00</b>		<b>378 005,00</b>
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES				9 500,00		9 500,00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE		300 125,00		68 380,00		368 505,00
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>92 655,00</b>				<b>92 655,00</b>
6713	CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS		92 655,00				92 655,00
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>							
<b>RECETTES</b>			<b>20 618,00</b>		<b>9 700,00</b>	<b>91 790,84</b>	<b>122 108,84</b>
Réalizations			20 618,00		9 700,00	91 790,84	122 108,84
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>		<b>20 618,00</b>		<b>9 700,00</b>	<b>91 790,84</b>	<b>122 108,84</b>
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS		20 618,00				20 618,00
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES				9 700,00	91 790,84	101 490,84
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>							
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-386 607,11</b>	<b>-451 940,58</b>		<b>-83 452,00</b>	<b>91 790,84</b>	<b>-830 208,85</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non

IV - ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN						
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT						A1.1
FONCTION 7 - LOGEMENT						
(2)	Libellé	70 SERVICES COMMUNS	71 PARC PRIVE DE LA VILLE	72 AIDE AU SECTEUR LOCATIF	73 AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>2 134,12</b>	<b>2 777 706,13</b>	<b>3 680,48</b>		<b>2 783 520,73</b>
Réalizations		2 134,12	2 777 706,13	3 680,48		2 783 520,73
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>2 134,12</b>	<b>2 777 706,13</b>	<b>3 680,48</b>		<b>2 783 520,73</b>
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER		457,93			457,93
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		22 414,84			22 414,84
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE		147 279,66			147 279,66
60613	CHAUFFAGE URBAIN		7 218,55			7 218,55
60621	COMBUSTIBLES		7 708,07			7 708,07
60623	ALIMENTATION			1 548,65		1 548,65
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES		211,55	527,66		739,21
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		408,23	485,42		893,65
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	624,00				624,00
6125	CREDIT BAIL IMMOBILIER		1 498 800,00			1 498 800,00
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		538 154,12			538 154,12
6135	LOCATIONS MOBILIERES			194,75		194,75
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE		473 631,04			473 631,04
615228	ENTRETIEN REPARATIONS AUTRES BATIMENTS		59 785,30			59 785,30
6156	MAINTENANCE		13 186,98			13 186,98
617	ETUDES ET RECHERCHES			924,00		924,00
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		1 060,90			1 060,90
6226	HONORAIRES	1 510,12	3 803,28			5 313,40
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX		2 124,33			2 124,33
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		1 461,35			1 461,35
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						
<b>RECETTES</b>			<b>4 128 910,67</b>			<b>4 128 910,67</b>
Réalizations			4 128 910,67			4 128 910,67
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>		<b>660 940,02</b>			<b>660 940,02</b>
70328	AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION		660 940,02			660 940,02
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		<b>3 467 970,65</b>			<b>3 467 970,65</b>
752	REVENUS DES IMMEUBLES		1 933 039,36			1 933 039,36
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE		1 534 931,29			1 534 931,29
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-2 134,12</b>	<b>1 351 204,54</b>	<b>-3 680,48</b>		<b>1 345 389,94</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES					IV
ELEMENTS DU BILAN					
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT					A1.1
FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT					
(2)	Libellé	81 SERVICES URBAINS	82 AMENAGEMENT URBAIN	83 ENVIRONNEMENT	Total
	<b>DEPENSES</b>	<b>7 622 987,70</b>	<b>14 436 974,12</b>		<b>22 059 961,82</b>
	Réalisations	7 622 987,70	14 436 974,12		22 059 961,82
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>1 984 060,61</b>	<b>4 104 248,86</b>		<b>6 088 309,47</b>
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	319 104,50	51 078,81		370 183,31
6042	AMENAGER				
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		1 311,67		1 311,67
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	1 189 244,77	290 994,15		1 480 238,92
60621	COMBUSTIBLES		5 292,17		5 292,17
60623	ALIMENTATION		2 815,85		2 815,85
60624	PRODUITS DE TRAITEMENT		26 327,04		26 327,04
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	78 884,42	243 266,78		322 151,20
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	28 061,99	76 114,81		104 176,80
60633	FOURNITURES DE VOIRIE		203 018,36		203 018,36
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL		3 002,99		3 002,99
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		3 173,68		3 173,68
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES		42 786,61		42 786,61
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	57 719,84	1 776 120,86		1 833 840,70
6135	LOCATIONS MOBILIERES	174 660,50	66 218,50		240 879,00
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE		9 471,50		9 471,50
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS		272 753,87		272 753,87
615221	ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS		6 038,34		6 038,34
615231	ENTRETIEN ET REPARATION VOIRIES	136 384,59	214 896,13		351 280,72
61524	ENTRETIEN ET REPARATIONS BOIS ET FORETS		72 859,27		72 859,27
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT		2 606,45		2 606,45
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES		25 867,02		25 867,02
6156	MAINTENANCE		66 699,51		66 699,51
617	ETUDES ET RECHERCHES		316 946,12		316 946,12
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		11 243,54		11 243,54
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION		1 050,00		1 050,00
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES		1 013,20		1 013,20
6226	HONORAIRES		34 584,00		34 584,00
6231	ANNONCES ET INSERTIONS		1 865,00		1 865,00
6232	FETES ET CEREMONIES		111,00		111,00
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS		14 428,66		14 428,66
6241	TRANSPORTS DE BIENS		50 500,43		50 500,43
6257	RECEPTIONS		9 555,60		9 555,60
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		93 235,04		93 235,04
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		6 980,45		6 980,45
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)		13 707,66		13 707,66
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISE, FORET, BOIS COMMUNAUX...)		60 419,23		60 419,23
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		25 501,88		25 501,88
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES		17,68		17,68
637	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)		375,00		375,00
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>5 638 927,09</b>	<b>9 737 612,76</b>		<b>15 376 539,85</b>
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	23 233,01	40 534,05		63 767,06
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	2 847 199,42	4 960 745,67		7 807 945,09
	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE				
64112	PERSONNEL TITULAIRE	112 843,43	235 519,29		348 362,72
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	791 970,11	1 242 721,24		2 034 691,35
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	365 524,48	591 906,77		957 431,25
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION		18 473,40		18 473,40
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS		87 802,46		87 802,46
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	594 567,95	932 921,62		1 527 489,57
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	888 095,68	1 599 585,86		2 487 681,54
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	15 493,01	27 402,40		42 895,41
<b>014</b>	<b>ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>		<b>2 209,50</b>		<b>2 209,50</b>
703894	REVERSEMENT SUR FORFAIT POST-STATIONNEMENT		2 209,50		2 209,50
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>		<b>589 303,00</b>		<b>589 303,00</b>
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE		589 303,00		589 303,00
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>3 600,00</b>		<b>3 600,00</b>
6714	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR BOURSES ET PRIX		3 600,00		3 600,00
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>				
	<b>RECETTES</b>	<b>135 668,69</b>	<b>6 700 937,28</b>		<b>6 836 605,97</b>
	Réalisations	135 668,69	6 700 937,28		6 836 605,97
<b>042</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>		<b>645 026,64</b>		<b>645 026,64</b>
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		645 026,64		645 026,64
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>131 819,84</b>	<b>4 885 578,49</b>		<b>5 017 398,33</b>
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE		2 553 004,30		2 553 004,30
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL		144 199,15		144 199,15
70384	FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT		892 451,05		892 451,05
704	TRAVAUX		852 876,78		852 876,78
70875	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR COMMUNES MEMBRES DU GFP	2 000,00			2 000,00
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT		442 078,00		442 078,00
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES	7 319,84	969,21		8 289,05
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)	122 500,00			122 500,00

IV - ANNEXES					IV
ELEMENTS DU BILAN					
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT					A1.1
FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT					
(2)	Libellé	81 SERVICES URBAINS	82 AMENAGEMENT URBAIN	83 ENVIRONNEMENT	Total
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>		<b>297 225,16</b>		<b>297 225,16</b>
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES		83 267,50		83 267,50
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS		137 350,66		137 350,66
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES		76 607,00		76 607,00
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>3 848,85</b>	<b>415 802,49</b>		<b>419 651,34</b>
752	REVENUS DES IMMEUBLES		4 193,00		4 193,00
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES		399 054,01		399 054,01
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	3 848,85	12 555,48		16 404,33
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>457 304,50</b>		<b>457 304,50</b>
7711	PRODUITS EXCEP. S/OPERAT.DE GESTION DEDITS & PENALITES PERCUES		29 584,91		29 584,91
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		418 240,00		418 240,00
7786	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS		9 479,59		9 479,59
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>				
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-7 487 319,01</b>	<b>-7 736 036,84</b>		<b>-15 223 355,85</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81 SERVICES URBAINS						
		810 SERVICES COMMUNS	811 EAU ET ASSAINISSEMENT	812 COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES	813 PROPRIETE URBAINE	814 ECLAIRAGE PUBLIC	815 TRANSPORTS URBAINS	816 AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS
	<b>DEPENSES</b>		<b>4 847 877,38</b>		<b>62 955,87</b>	<b>2 218 389,45</b>	<b>493 765,00</b>	
	Réalisations		4 847 877,38		62 955,87	2 218 389,45	493 765,00	
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>				<b>62 955,87</b>	<b>1 427 339,74</b>	<b>493 765,00</b>	
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER						319 104,50	
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE					1 189 244,77		
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES				5 236,03	73 648,39		
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT					28 061,99		
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES							
6135	LOCATIONS MOBILIERES				57 719,84		174 660,50	
615231	ENTRETIEN ET REPARATION VOIRIES					136 384,59		
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>		<b>4 847 877,38</b>			<b>791 049,71</b>		
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG		20 215,06			3 017,95		
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE		2 417 132,30			430 067,12		
	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE		96 604,23			16 239,20		
64112	TITULAIRE		650 775,90			141 194,21		
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE		365 524,48					
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE		524 574,43			69 993,52		
6451	COTISATIONS A L'URSSAF		759 565,94			128 529,74		
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES							
	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL		13 485,04			2 007,97		
6471								
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>							
	<b>RECETTES</b>	<b>2 000,00</b>			<b>7 319,84</b>	<b>126 348,85</b>		
	Réalisations	2 000,00			7 319,84	126 348,85		
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>2 000,00</b>			<b>7 319,84</b>	<b>122 500,00</b>		
70875	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR COMMUNES MEMBRES DU GFP	2 000,00						
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES				7 319,84			
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)					122 500,00		
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>					<b>3 848,85</b>		
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE					3 848,85		
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>							
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>2 000,00</b>	<b>-4 847 877,38</b>		<b>-55 636,03</b>	<b>-2 092 040,60</b>	<b>-493 765,00</b>	

IV - ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN						
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT						A1.1
FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT						

		Sous-fonction 82 AMENAGEMENT URBAIN					Sous-fonction 83 ENVIRONNEMENT			
(2)	Libellé	820 SERVICES COMMUNS	821 EQUIPEMENTS ANNEXES DE VOIRIE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	830 SERVICES COMMUNS	831 AMENAGEMENT DES EAUX	832 ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION	833 PRESERVATION DU MILIEU NATUREL
<b>DEPENSES</b>		<b>1 404 236,16</b>	<b>296 178,97</b>	<b>2 784 869,76</b>	<b>7 991 700,38</b>	<b>1 959 988,85</b>				
Réalizations		<b>1 404 236,16</b>	<b>296 178,97</b>	<b>2 784 869,76</b>	<b>7 991 700,38</b>	<b>1 959 988,85</b>				
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>67 636,72</b>	<b>296 178,97</b>	<b>731 923,92</b>	<b>2 428 151,93</b>	<b>580 357,32</b>				
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES									
	6042 AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER			10 785,21		40 293,60				
	60611 EAU ET ASSAINISSEMENT		464,46			804,03				
	60612 ENERGIE ET ELECTRICITE	11 828,12		68 972,20	97 378,29	112 815,54				
	60621 COMBUSTIBLES			5 292,17						
	60623 ALIMENTATION			2 228,00		587,85				
	60624 PRODUITS DE TRAITEMENT					26 327,04				
	60628 AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	492,54	1 647,72	64 656,76	176 381,46	88,30				
	60632 FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	717,52	7 777,22	6 856,49	59 254,27	1 509,31				
	60633 FOURNITURES DE VOIRIE			191 742,04		11 276,32				
	60636 VETEMENTS DE TRAVAIL					3 002,99				
	6064 FOURNITURES ADMINISTRATIVES			2 245,42		928,26				
	6068 AUTRES MATIERES ET FOURNITURES					42 786,61				
	611 CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	4 000,00		193 005,92	1 502 171,58	76 943,36				
	6135 LOCATIONS MOBILIERES			51 572,12	14 646,38					
	614 CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE					9 471,50				
	61521 ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS				272 753,87					
	615221 ENTRETIEN REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS					6 038,34				
	615231 ENTRETIEN ET REPARATION VOIRIES		198 361,36	16 534,77						
	61524 ENTRETIEN ET REPARATIONS BOIS ET FORETS					72 859,27				
	61551 ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT			2 606,45						
	61558 ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES			17 311,69	7 911,19	644,14				
	6156 MAINTENANCE			65 523,59	885,12	290,80				
	617 ETUDES ET RECHERCHES	41 504,40				275 441,72				
	6182 DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	3 826,46		643,70	2 701,34	4 072,04				
	6184 VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION					1 050,00				
	6185 FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES					1 013,20				
	6226 HONORAIRES					34 584,00				
	6231 ANNONCES ET INSERTIONS		1 510,20		354,80					
	6232 FETES ET CEREMONIES			111,00						
	6238 DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS	250,00				14 178,66				
	6241 TRANSPORTS DE BIENS					50 500,43				
	6257 RECEPTIONS			4 109,17	1 419,96	4 026,47				
	6262 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		79 062,56	13 999,68		172,80				
	627 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		6 980,45							
	6281 CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	5 000,00		2 502,66	3 835,00	2 370,00				
	6282 FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISE, FORET, BOIS COMMUNAUX...)					60 419,23				
	6283 FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX			11 224,88		14 277,00				
	62878 REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES	17,68								
	637 AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)		375,00							
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>1 317 349,44</b>		<b>2 045 706,34</b>	<b>5 559 948,45</b>	<b>814 608,53</b>				
	6336 COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	5 452,62		8 556,16	22 696,65	3 828,62				
	64111 REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	518 415,26		998 032,47	3 000 532,73	443 765,21				
	64112 NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL TRAITEMENT INDEMNITE DE RESIDENCE PERSONNEL TITULAIRE	20 170,16		44 263,21	145 482,96	25 602,96				
	64118 AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	180 088,39		289 427,29	655 950,32	117 255,24				
	64131 REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	215 700,38		151 087,26	148 127,88	76 991,25				
	64168 AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	18 473,40				87 802,46				
	6417 REMUNERATION DES APPRENTIS					551 796,35				
	6451 COTISATIONS A L'URSSAF	161 078,04		220 047,23	932 216,44	144 581,22				
	6453 COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	3 738,53		5 737,18	15 342,66	2 584,03				
<b>014</b>	<b>ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>			<b>2 209,50</b>						
	703894 REVERSEMENT SUR FORFAIT POST-STATIONNEMENT			2 209,50						
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION</b>	<b>19 250,00</b>		<b>5 030,00</b>		<b>565 023,00</b>				
	6574 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	19 250,00		5 030,00		565 023,00				
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				<b>3 600,00</b>					
	6714 CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR BOURSES ET PRIX				3 600,00					
Restes à réaliser au 31/12										
<b>RECETTES</b>		<b>29 564,39</b>	<b>82 845,75</b>	<b>4 672 098,11</b>	<b>1 323 896,32</b>	<b>592 532,71</b>				
Réalizations		<b>29 564,39</b>	<b>82 845,75</b>	<b>4 672 098,11</b>	<b>1 323 896,32</b>	<b>592 532,71</b>				
<b>042</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>		<b>82 445,75</b>	<b>447 307,90</b>	<b>115 272,99</b>					
	722 IMMOBILISATIONS CORPORELLES		82 445,75	447 307,90	115 272,99					

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

<b>FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT</b>										
(2)	Libellé	Sous-fonction 82 AMENAGEMENT URBAIN					Sous-fonction 83 ENVIRONNEMENT			
		820 SERVICES COMMUNS	821 EQUIPEMENTS ANNEXES DE VOIRIE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	830 SERVICES COMMUNS	831 AMENAGEMENT DES EAUX	832 ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION	833 PRESERVATION DU MILIEU NATUREL
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>			<b>3 685 385,54</b>	<b>1 199 223,74</b>	<b>969,21</b>				
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE			2 553 004,30						
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL			144 199,15						
70384	FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT			892 451,05						
704	TRAVAUX			95 731,04	757 145,74					
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR GFP DE RATTACHEMENT				442 078,00					
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES					969,21				
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>			<b>137 350,66</b>		<b>159 874,50</b>				
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT - AUTRES					83 267,50				
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS			137 350,66						
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES					76 607,00				
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>2 979,48</b>	<b>400,00</b>	<b>399 054,01</b>		<b>13 369,00</b>				
752	REVENUS DES IMMEUBLES					4 193,00				
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES			399 054,01						
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2 979,48	400,00			9 176,00				
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>26 584,91</b>		<b>3 000,00</b>	<b>9 399,59</b>	<b>418 320,00</b>				
7711	PRODUITS EXCEP. S/OPERAT.DE GESTION DEDITS & PENALITES PERCUES	26 584,91		3 000,00						
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS					418 240,00				
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS				9 399,59	80,00				
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>									
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-1 374 671,77</b>	<b>-213 333,22</b>	<b>1 887 228,35</b>	<b>-6 667 804,06</b>	<b>-1 367 456,14</b>				

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES						IV			
ELEMENTS DU BILAN									
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT						A1.1			
FONCTION 9 - ACTION ECONOMIQUE									
(2)	Libellé	90 INTERVENTIONS ECONOMIQUES	91 FOIRES ET MARCHES	92 AIDES A L'AGRICULTURE ET AUX INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES	93 AIDES A L'ENERGIE, AUX IND. MANUFACT. ET AU BATIMENT ET TRAV.PUBLICS	94 AIDES AU COMMERCE ET AUX SERVICES MARCHANDS	95 AIDES AU TOURISME	96 AIDES AUX SERVICES PUBLICS	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>9 952,95</b>	<b>1 367 538,07</b>			<b>706 168,78</b>	<b>5 000,00</b>		<b>2 088 659,80</b>
Réalizations		9 952,95	1 367 538,07			706 168,78	5 000,00		2 088 659,80
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>156,60</b>	<b>967 905,57</b>			<b>447 668,78</b>			<b>1 415 730,95</b>
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER		210 269,78						210 269,78
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		38 628,66						38 628,66
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE		159 897,78			43 147,25			203 045,03
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES		25 016,59						25 016,59
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		32 889,57			3 253,23			36 142,80
606320098	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		630,43						630,43
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES		248 141,66			401 268,46			649 410,12
6135	LOCATIONS MOBILIERES		13 914,15						13 914,15
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES		156,14						156,14
6156	MAINTENANCE		18 733,07						18 733,07
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		1 764,80						1 764,80
6231	ANNONCES ET INSERTIONS		2 310,00						2 310,00
6232	FETES ET CEREMONIES		136 312,75						136 312,75
6237	PUBLICATIONS					-0,16			-0,16
6238	DIVERS PUBLICITE PUBLICATIONS		61 994,11						61 994,11
6241	TRANSPORTS DE BIENS		-4 117,82						-4 117,82
6257	RECEPTIONS	156,60	1 080,30						1 236,90
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		20 283,60						20 283,60
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>		<b>333 119,86</b>						<b>333 119,86</b>
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE		248 644,62						248 644,62
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE		44 546,70						44 546,70
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE		39 928,54						39 928,54
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>9 796,35</b>	<b>66 512,64</b>			<b>258 500,00</b>	<b>5 000,00</b>		<b>339 808,99</b>
651	REDEVANCES PR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCEDES DROITS ET VALEURS SIMILAIRE		1 512,64						1 512,64
65548	AUTRES CONTRIBUTIONS AUX ORGANISMES DE GROUPEMENT	9 796,35					5 000,00		14 796,35
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE		65 000,00			258 500,00			323 500,00
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>									
<b>RECETTES</b>		<b>1 100 000,00</b>	<b>524 122,07</b>			<b>414 396,95</b>			<b>2 038 519,02</b>
Réalizations		1 100 000,00	524 122,07			414 396,95			2 038 519,02
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>		<b>17 549,48</b>			<b>6 417,74</b>			<b>23 967,22</b>
7018	AUTRES		17 549,48						17 549,48
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)					6 417,74			6 417,74
<b>73</b>	<b>IMPOTS ET TAXES</b>		<b>443 589,00</b>			<b>400 029,21</b>			<b>843 618,21</b>
7336	DROITS DE PLACE		443 589,00						443 589,00
7368	EXTERIEURE					400 029,21			400 029,21
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>1 100 000,00</b>							<b>1 100 000,00</b>
74758	PARTICIPATIONS AUTRES GROUPEMENTS	1 100 000,00							1 100 000,00
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		<b>62 983,59</b>			<b>7 950,00</b>			<b>70 933,59</b>
752	REVENUS DES IMMEUBLES		9 517,50			7 950,00			17 467,50
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE		53 466,09						53 466,09
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>									
<b>SOLDE (3)</b>		<b>1 090 047,05</b>	<b>-843 416,00</b>			<b>-291 771,83</b>	<b>-5 000,00</b>		<b>-50 140,78</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 +L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN						
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT						A1.2
FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES						
(1)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	02 ADMINISTRAT ION GENERALE	03 JUSTICE	04 COOPERATIO N DECENTRALIS EE, ACTIONS EUROPEENNE S ET INTERNATION ALES	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>41 833 950,49</b>	<b>5 012 994,45</b>			<b>46 846 944,94</b>
Réalizations		41 833 950,49	3 211 665,53			45 045 616,02
<b>001</b>	<b>SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>	<b>7 714 071,61</b>				<b>7 714 071,61</b>
<b>040</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>3 028 809,51</b>				<b>3 028 809,51</b>
13911	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - ETAT	225 612,00				225 612,00
13912	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - REGIONS	135 425,00				135 425,00
13913	SUBV D'EQUIP TRANFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - DEPARTEMENTS	163 213,00				163 213,00
139158	SUB REQUES GROUPEMENT DE COLLECTIVITÉS	288 000,00				288 000,00
13916	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - AUTRES EP LOCAUX	1 277 742,00				1 277 742,00
13917	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - BUDGET COMMUNAUTAIRE	64 727,00				64 727,00
15112	PROVISIONS POUR LITIGES	7 430,00				7 430,00
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	32 495,50				32 495,50
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	15 446,50				15 446,50
21316	EQUIPEMENT DU CIMETIERE	3 951,95				3 951,95
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	201 141,76				201 141,76
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	378,04				378,04
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	450 937,52				450 937,52
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	93 707,18				93 707,18
297682	AUTRES CREANCES IMMOBILISEES (BUDGETAIRES)	68 602,06				68 602,06
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>346 588,69</b>				<b>346 588,69</b>
	SUBV. D'EQUIPEMENT EN NATURE AUX ORGANISMES PUB. BATIMENTS ET INSTALLATIONS	22 561,82				22 561,82
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	73 490,38				73 490,38
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	2 491,24				2 491,24
21316	EQUIPEMENT DU CIMETIERE	382,94				382,94
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	2 746,03				2 746,03
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	214,03				214,03
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	238 471,92				238 471,92
21538	AUTRES RESEAUX	222,77				222,77
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES	251,90				251,90
2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART	5 000,00				5 000,00
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	755,66				755,66
<b>10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>	<b>50 000,00</b>				<b>50 000,00</b>
10223	T.L.E.	50 000,00				50 000,00
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>29 539 226,67</b>				<b>29 539 226,67</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS	20 358 062,34				20 358 062,34
166	REFINANCEMENT DE DETTE	9 145 833,33				9 145 833,33
16873	AUTRES DETTES DEPARTEMENTS	21 045,59				21 045,59
16878	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	14 285,41				14 285,41
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>224 330,39</b>			<b>224 330,39</b>
2031	FRAIS D'ETUDES		57 000,00			57 000,00
2033	FRAIS D'INSERTION		35 130,45			35 130,45
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES		132 199,94			132 199,94
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>	<b>630 000,00</b>	<b>251 700,00</b>			<b>881 700,00</b>
204171	SUBVENTION D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX MOBILIER ET MATERIEL		7 700,00			7 700,00
204172	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUB. LOCAUX BATIMENTS ET INSTALLATIONS	630 000,00	192 000,00			822 000,00
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES		19 000,00			19 000,00
20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS		33 000,00			33 000,00
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>2 318 481,59</b>			<b>2 318 481,59</b>
2111	TERRAINS NUS		35 893,73			35 893,73
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE		69 112,02			69 112,02
21316	EQUIPEMENT DU CIMETIERE		33 800,92			33 800,92
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		778 192,12			778 192,12
2132	IMMEUBLES DE RAPPORT		19 678,98			19 678,98
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS		78 311,87			78 311,87
21533	RESEAUX CABLES		41 991,45			41 991,45
21568	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE		20 024,88			20 024,88
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE		10 440,00			10 440,00
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES		40 888,60			40 888,60
2181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.		10 303,88			10 303,88
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT		806 329,72			806 329,72

(1)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	02 ADMINISTRAT ION GENERALE	03 JUSTICE	04 COOPERATIO N DECENTRALIS EE, ACTIONS EUROPENNE S ET INTERNATIO NALES	Total
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE		274 732,42			274 732,42
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER		63 088,73			63 088,73
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES		35 692,27			35 692,27
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>		<b>205 615,32</b>			<b>205 615,32</b>
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS		205 615,32			205 615,32
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS</b>	<b>525 254,01</b>	<b>156 688,23</b>			<b>681 942,24</b>
261	TITRES DE PARTICIPATION	525 254,01	156 688,23			681 942,24
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>54 850,00</b>			<b>54 850,00</b>
274	PRETS		53 800,00			53 800,00
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES		1 050,00			1 050,00
	<b>Opérations d'équipement</b>					
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>6 750,00</b>			<b>6 750,00</b>
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE					
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC					
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES		6 750,00			6 750,00
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>1 794 578,92</b>			<b>1 794 578,92</b>
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>57 090 058,26</b>	<b>154 085,20</b>			<b>57 244 143,46</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>52 090 058,26</b>	<b>154 085,20</b>			<b>52 244 143,46</b>
<b>040</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>10 756 667,98</b>				<b>10 756 667,98</b>
15112	PROVISIONS POUR LITIGES	68 100,00				68 100,00
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/97	348 726,13				348 726,13
2111	TERRAINS NUS	4 988,13				4 988,13
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	54 085,20				54 085,20
2132	IMMEUBLES DE RAPPORT	150,00				150,00
2135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES CONSTRUCTIONS	168,58				168,58
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	580,70				580,70
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES AMORTISSEMENT FRAIS DE REALISATION DOCUMENTS D'URBA.	9 541,26				9 541,26
2802	NUMERISATION DU CADASTRE	578,00				578,00
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	266 355,83				266 355,83
28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION	20 017,88				20 017,88
2804112	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ETAT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30 218,00				30 218,00
2804131	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT DEPARTEMENT BIENS MOBILIERS MATERIEL	70,00				70,00
2804132	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT DEPARTEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	5 912,00				5 912,00
28041412	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT COMMUNES MEMBRES DU GFP BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 365,00				3 365,00
28041511	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT GFP BIENS MOBILIERS MATERIEL	25 963,00				25 963,00
28041512	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT GFP BATIMENTS ET INSTALLATIONS	38 984,00				38 984,00
28041581	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT AUTRES GROUPEMENT AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUBLICS	59 500,00				59 500,00
2804172	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 015 556,00				3 015 556,00
2804182	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	313 828,00				313 828,00
280421	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PRIVE BIENS MOBILIERS MATERIEL ETUDES	360 256,12				360 256,12
280422	INSTALLATIONS	1 130 664,00				1 130 664,00
2804412	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	106 642,00				106 642,00
2804413	AMORTISSEMENT SUBVENTIONS D&#8217		1 033 366,00			1 033 366,00
2804421	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PERS. DROIT PRIVE BIENS MOBILIERS MATERIEL	222,00				222,00
2804422	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PERS. DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS	141 224,00				141 224,00
28051	AMORTISSEMENT CONCESSION DROIT SIMILAIRE	316 559,53				316 559,53
28132	AMORTISSEMENTS DES IMMEUBLES DE RAPPORT	302 965,00				302 965,00
28135	AMORTISSEMENTS DES INSTAL GENERALES,AGENC AMENAGEMENTS CONSTRUCTIONS	66 734,00				66 734,00
281568	AMORTISSEMENTS AUTRE MATERIEL OUTILLAGE INCENDIE DEFENSE CIVILE	22 665,59				22 665,59
281578	AMORTISSEMENTS AUTRE MATERIEL OUTILLAGE DE VOIRIE	73 603,35				73 603,35
28158	AMORTISSEMENTS DES AUTRES INSTAL TECH MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	226 111,27				226 111,27
28181	AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	5 651,00				5 651,00
28182	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE TRANSPORT	501 758,92				501 758,92
28183	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	494 908,11				494 908,11
28184	AMORTISSEMENTS MOBILIER	405 151,08				405 151,08
28188	AMORTISSEMENTS AUTRES	370 729,07				370 729,07
4817	PENALITES DE RENEGOCIATION DE LA DETTE	930 769,23				930 769,23

(1)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	02 ADMINISTRAT ION GENERALE	03 JUSTICE	04 COOPERATIO N DECENTRALIS EE, ACTIONS EUROPEENNE S ET INTERNATION ALES	Total
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>346 588,69</b>				<b>346 588,69</b>
10251	DONS ET LEGS EN CAPITAL	5 000,00				5 000,00
2031	FRAIS D'ETUDES	307 482,14				307 482,14
2033	FRAIS D'INSERTION	11 544,73				11 544,73
4582	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT SOUS MANDAT	22 561,82				22 561,82
<b>10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>	<b>14 786 376,93</b>				<b>14 786 376,93</b>
10222	F.C.T.V.A.	3 778 472,61				3 778 472,61
10223	T.L.E.	228 647,95				228 647,95
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOUS-DENSITE	93 502,01				93 502,01
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	10 685 754,36				10 685 754,36
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>1 433 758,00</b>	<b>54 356,00</b>			<b>1 488 114,00</b>
	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES					
1323	DEPARTEMENTS		54 356,00			54 356,00
	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES					
1342	AMENDES DE POLICE	1 433 758,00				1 433 758,00
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>22 900 000,00</b>				<b>22 900 000,00</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS	13 754 166,67				13 754 166,67
166	REFINANCEMENT DE DETTE	9 145 833,33				9 145 833,33
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>1 866 666,66</b>	<b>99 729,20</b>			<b>1 966 395,86</b>
274	PRETS		99 729,20			99 729,20
2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	1 866 666,66				1 866 666,66
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>45 123,63</b>	<b>5 625,00</b>			<b>50 748,63</b>
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>22 561,82</b>				<b>22 561,82</b>
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE					
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	22 561,81				22 561,81
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES		5 625,00			5 625,00
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>1 125,00</b>			<b>5 001 125,00</b>
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>15 278 669,58</b>	<b>-4 852 159,25</b>			<b>10 426 510,33</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE							Sous-fonction 04 COOPERATION DECENTRALISEE, ACTIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES	
		020 ADMINISTRAT ION GENERALE DE LA COLLECTIVIT E	021 ASSEMBLE E LOCALE	022 ADMINIS TRATION GENERA LE DE L'ETAT	023 INFORMAT ION, COMMUNI CATION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONI ES	025 AIDES AUX ASSOCIATI ONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	041 SUBVENT ION GLOBAL E	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERA TION DECENTR ALISEE
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>4 599 038,24</b>				<b>13 814,08</b>	<b>251 700,00</b>	<b>148 442,13</b>		
Réalizations		<b>2 903 023,57</b>				<b>13 565,24</b>	<b>251 700,00</b>	<b>43 376,72</b>		
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>224 330,39</b>								
	2031 FRAIS D'ETUDES	57 000,00								
	2033 FRAIS D'INSERTION	35 130,45								
	2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	132 199,94								
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>					<b>251 700,00</b>				
	204171 SUBVENTION D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX MOBILIER ET MATERIEL					7 700,00				
	204172 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUB. LOCAUX BATIMENTS ET INSTALLATIONS					192 000,00				
	20421 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES					19 000,00				
	20422 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS					33 000,00				
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 261 539,63</b>				<b>13 565,24</b>		<b>43 376,72</b>		
	2111 TERRAINS NUS	35 893,73								
	2113 TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	69 112,02								
	21316 EQUIPEMENT DU CIMETIERE	3 726,28						30 074,64		
	21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS	778 192,12								
	2132 IMMEUBLES DE RAPPORT	19 678,98								
	2138 AUTRES CONSTRUCTIONS	78 311,87								
	21533 RESEAUX CABLES	41 991,45								
	21568 AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE	20 024,88								
	21578 AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	10 440,00								
	2158 INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES	30 574,52						10 314,08		
	2181 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.	10 303,88								
	2182 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	806 329,72								
	2183 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	271 744,42						2 988,00		
	2184 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	63 088,73								
	2188 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	22 127,03				13 565,24				
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>205 615,32</b>								
	2313 IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	205 615,32								
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS</b>	<b>156 688,23</b>								
	261 TITRES DE PARTICIPATION	156 688,23								
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>54 850,00</b>								
	274 PRETS	53 800,00								
	275 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 050,00								
<b>Opérations d'équipement</b>										
<b>Opérations pour compte de tiers</b>								<b>6 750,00</b>		
	454100016 TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE									
	458100104 MISE AUX NORMES JEUX OPAC									
	458100108 RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES							6 750,00		
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>1 696 014,67</b>				<b>248,84</b>		<b>98 315,41</b>		
<b>RECETTES (2)</b>		<b>138 229,20</b>					<b>15 856,00</b>	<b>6 750,00</b>		
Réalizations		<b>138 229,20</b>					<b>15 856,00</b>			
<b>13</b>	<b>RECUES</b>	<b>38 500,00</b>					<b>15 856,00</b>			
	1323 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS	38 500,00					15 856,00			

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

**FONCTION 0 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE							Sous-fonction 04 COOPERATION DECENTRALISEE, ACTIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES	
		020 ADMINISTRAT ION GENERALE DE LA COLLECTIVIT E	021 ASSEMBLE E LOCALE	022 ADMINIS TRATION GENERA LE DE L'ETAT	023 INFORMAT ION, COMMUNI CATION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONI ES	025 AIDES AUX ASSOCIATI ONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	041 SUBVENT ION GLOBAL E	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERA TION DECEN TRALISEE
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	99 729,20								
274	PRETS	99 729,20								
	Opérations pour compte de tiers							5 625,00		
041	OPERATIONS PATRIMONIALES									
	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE									
454200016										
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC									
	RESTAURATION MONUMENTS									
458200108	FUNERAIRES							5 625,00		
	Restes à réaliser au 31/12							1 125,00		
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>-4 460 809,04</b>					<b>-13 814,08</b>	<b>-235 844,00</b>	<b>-141 692,13</b>	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES**

(1)	Libellé	11 SECURITE INTERIEURE	12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>518 521,73</b>		<b>518 521,73</b>
Réalizations		407 076,70		407 076,70
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>29 668,99</b>		<b>29 668,99</b>
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES	7 147,20		7 147,20
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	22 521,79		22 521,79
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>377 407,71</b>		<b>377 407,71</b>
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	63 071,21		63 071,21
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	314 336,50		314 336,50
<b>Opérations d'équipement</b>				
<b>Opérations pour compte de tiers</b>				
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE			
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC			
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES			
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>111 445,03</b>		<b>111 445,03</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>13 464,00</b>		<b>13 464,00</b>
Réalizations		13 464,00		13 464,00
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>13 464,00</b>		<b>13 464,00</b>
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	13 464,00		13 464,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>				
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>			
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE			
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC			
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES			
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>				
<b>SOLDES (2)</b>		<b>-505 057,73</b>		<b>-505 057,73</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 11 SECURITE INTERIEURE			
		110 SERVICES COMMUNS	111 POLICE NATIONALE	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>488 374,74</b>		<b>30 146,99</b>	
Réalizations		377 407,71		29 668,99	
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			<b>29 668,99</b>	
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES			7 147,20	
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES			22 521,79	
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>377 407,71</b>			
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	63 071,21			
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	314 336,50			
<b>Opérations d'équipement</b>					
<b>Opérations pour compte de tiers</b>					
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE				
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC				
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES				
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>110 967,03</b>		<b>478,00</b>	
<b>RECETTES (2)</b>		<b>13 464,00</b>			
Réalizations		13 464,00			
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>13 464,00</b>			
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	13 464,00			
<b>Opérations pour compte de tiers</b>					
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>				
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE				
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC				
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES				
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>					
<b>SOLDES (2)</b>		<b>-474 910,74</b>		<b>-30 146,99</b>	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>
<b>FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT - FORMATION</b>	

(1)	Libellé	20 SERVICES COMMUNS	21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE	23 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	24 FORMATION CONTINUE	25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>2 103 572,41</b>	<b>2 820 198,50</b>		<b>24 984,29</b>			<b>4 948 755,20</b>
	Réalisations	<b>1 694 726,49</b>	<b>2 556 031,43</b>		<b>24 984,29</b>			<b>4 275 742,21</b>
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>20 425,00</b>					<b>20 425,00</b>
2031	FRAIS D'ETUDES		4 000,00					4 000,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES		16 425,00					16 425,00
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>		<b>12 200,00</b>					<b>12 200,00</b>
2041512	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT - GFP DE RATTACHEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS		12 200,00					12 200,00
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 406 396,60</b>	<b>1 136 491,91</b>		<b>24 984,29</b>			<b>2 567 872,80</b>
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	1 122 982,28	971 118,87					2 094 101,15
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	17 888,78						17 888,78
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	33 078,17						33 078,17
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES	9 934,26						9 934,26
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	67 817,92	75 939,13					143 757,05
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	139 707,41	5 758,92					145 466,33
2188	AUTRES	14 987,78	83 674,99		24 984,29			123 647,06
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>288 329,89</b>	<b>1 386 914,52</b>					<b>1 675 244,41</b>
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	288 329,89	1 386 914,52					1 675 244,41
	<b>Opérations d'équipement</b>							
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>							
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE							
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC							
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES							
	Restes à réaliser au 31/12	<b>408 845,92</b>	<b>264 167,07</b>					<b>673 012,99</b>
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>64 901,91</b>	<b>1 604 597,32</b>					<b>1 669 499,23</b>
	Réalisations	<b>64 901,91</b>	<b>1 000 737,52</b>					<b>1 065 639,43</b>
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>64 901,91</b>	<b>1 000 737,52</b>					<b>1 065 639,43</b>
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	64 901,91	938 337,52					1 003 239,43
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS		62 400,00					62 400,00
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>							
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>							
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE							
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC							
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES							
	Restes à réaliser au 31/12		<b>603 859,80</b>					<b>603 859,80</b>
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>-2 038 670,50</b>	<b>-1 215 601,18</b>		<b>-24 984,29</b>			<b>-3 279 255,97</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			Sous-fonction 25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT				
		211 ECOLES MATERNELLES	212 ECOLES PRIMAIRES	213 CLASSES REGROUPEES	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	252 TRANSPORTS SCOLAIRES	253 SPORT SCOLAIRE	254 MEDECINE SCOLAIRE	255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>1 558 227,20</b>	<b>295 694,70</b>	<b>966 276,60</b>					
	Réalisations	<b>1 454 112,82</b>	<b>234 425,68</b>	<b>867 492,93</b>					
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			<b>20 425,00</b>					
2031	FRAIS D'ETUDES			4 000,00					
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			16 425,00					
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>		<b>12 200,00</b>						
2041512	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT - GFP DE RATTACHEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS		12 200,00						
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>95 843,09</b>	<b>193 580,89</b>	<b>847 067,93</b>					
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	90 084,17	33 966,77	847 067,93					
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE		75 939,13						
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	5 758,92							
2188	AUTRES		83 674,99						
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>1 346 069,73</b>	<b>40 844,79</b>						
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	1 346 069,73	40 844,79						
	<b>Opérations d'équipement</b>								
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>								
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES								
	Restes à réaliser au 31/12	<b>104 114,38</b>	<b>61 269,02</b>	<b>98 783,67</b>					
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>135 006,00</b>	<b>1 469 591,32</b>						
	Réalisations	<b>62 400,00</b>	<b>938 337,52</b>						
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>62 400,00</b>	<b>938 337,52</b>						
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX		938 337,52						
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS	62 400,00							
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>								
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>								
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES								
	Restes à réaliser au 31/12	<b>72 606,00</b>	<b>531 253,80</b>						
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>-1 423 221,20</b>	<b>1 173 896,62</b>	<b>-966 276,60</b>					

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN						
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT						A1.2
FONCTION 3 - CULTURE						
(1)	Libellé	30 SERVICES COMMUNS	31 EXPRESSION ARTISTIQUE	32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	33 ACTION CULTURELLE	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>83 827,24</b>	<b>422 556,62</b>	<b>2 778 220,69</b>	<b>296 137,78</b>	<b>3 580 742,33</b>
Réalizations		<b>56 221,88</b>	<b>361 698,53</b>	<b>1 626 745,67</b>	<b>265 459,41</b>	<b>2 310 125,49</b>
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 764,00</b>	<b>10 661,18</b>			<b>12 425,18</b>
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	1 764,00	10 661,18			12 425,18
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>		<b>194 500,00</b>		<b>25 000,00</b>	<b>219 500,00</b>
2041581	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES GROUPEMENTS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES		59 500,00			59 500,00
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES		135 000,00		25 000,00	160 000,00
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>54 457,88</b>	<b>156 537,35</b>	<b>568 921,39</b>	<b>240 459,41</b>	<b>1 020 376,03</b>
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	49 328,42	88 129,05	434 029,39	240 459,41	811 946,27
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS			20 733,80		20 733,80
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES			2 625,88		2 625,88
2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART			65 105,96		65 105,96
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE			5 393,99		5 393,99
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	1 434,76	167,90	4 380,15		5 982,81
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	3 694,70	68 240,40	36 652,22		108 587,32
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>			<b>1 057 824,28</b>		<b>1 057 824,28</b>
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			1 057 824,28		1 057 824,28
<b>Opérations d'équipement</b>						
<b>Opérations pour compte de tiers</b>						
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE					
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC					
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES					
Restes à réaliser au 31/12		<b>27 605,36</b>	<b>60 858,09</b>	<b>1 151 475,02</b>	<b>30 678,37</b>	<b>1 270 616,84</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>1 768 884,37</b>		<b>303 800,31</b>		<b>2 072 684,68</b>
Réalizations		<b>1 526 680,37</b>		<b>253 800,31</b>		<b>1 780 480,68</b>
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>1 526 680,37</b>		<b>253 800,31</b>		<b>1 780 480,68</b>
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX			135 516,31		135 516,31
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS	239 983,48				239 983,48
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS	17 882,00		118 284,00		136 166,00
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	300 000,00				300 000,00
1327	SUBVENTIONS EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE FONDS STRUCT	968 814,89				968 814,89
<b>Opérations pour compte de tiers</b>						
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>					
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE					
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC					
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES					
Restes à réaliser au 31/12		<b>242 204,00</b>		<b>50 000,00</b>		<b>292 204,00</b>
<b>SOLDES (2)</b>		<b>1 685 057,13</b>	<b>-422 556,62</b>	<b>-2 474 420,38</b>	<b>-296 137,78</b>	<b>-1 508 057,65</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 31 EXPRESSION ARTISTIQUE				Sous-fonction 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES			
		311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAP HIQUE	312 ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES	313 THEATRES	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLE S	321 BIBLIOTHEQU ES ET MEDIATHEQU ES	322 MUSEES	323 ARCHIVES	324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>144 591,74</b>	<b>59 500,00</b>	<b>218 464,88</b>		<b>164 625,24</b>	<b>76 375,59</b>	<b>2 007,90</b>	<b>2 535 211,96</b>
Réalizations		<b>105 086,16</b>	<b>59 500,00</b>	<b>197 112,37</b>		<b>145 877,38</b>	<b>57 630,69</b>	<b>2 007,90</b>	<b>1 421 229,70</b>
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>6 821,18</b>		<b>3 840,00</b>					
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	6 821,18		3 840,00					
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>		<b>59 500,00</b>	<b>135 000,00</b>					
2041581	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES GROUPEMENTS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES		59 500,00						
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES			135 000,00					
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>98 264,98</b>		<b>58 272,37</b>		<b>145 877,38</b>	<b>57 630,69</b>	<b>2 007,90</b>	<b>363 405,42</b>
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	39 894,50		48 234,55		99 252,85			334 776,54
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS						2 237,60		18 496,20
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES					2 625,88			
2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART					10 996,87	54 109,09		
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE					5 393,99			
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	167,90				4 380,15			
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	58 202,58		10 037,82		23 227,64	1 284,00	2 007,90	10 132,68
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>								<b>1 057 824,28</b>
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS								1 057 824,28
<b>Opérations d'équipement</b>									
<b>Opérations pour compte de tiers</b>									
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES								
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>39 505,58</b>		<b>21 352,51</b>		<b>18 747,86</b>	<b>18 744,90</b>		<b>1 113 982,26</b>
<b>RECETTES (2)</b>						<b>18 482,00</b>			<b>285 318,31</b>
Réalizations						<b>18 482,00</b>			<b>235 318,31</b>
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>					<b>18 482,00</b>			<b>235 318,31</b>
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX					18 482,00			117 034,31
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS								118 284,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>									
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>								
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES								
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>									<b>50 000,00</b>
<b>SOLDES (2)</b>		<b>-144 591,74</b>	<b>-59 500,00</b>	<b>-218 464,88</b>		<b>-146 143,24</b>	<b>-76 375,59</b>	<b>-2 007,90</b>	<b>-2 249 893,65</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES					IV
ELEMENTS DU BILAN					
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT					A1.2
FONCTION 4 - SPORT ET JEUNESSE					
(1)	Libellé	40 SERVICES COMMUNS	41 SPORTS	42 JEUNESSE	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>181 280,64</b>	<b>948 407,65</b>	<b>97 161,04</b>	<b>1 226 849,33</b>
Réalizations		170 649,12	414 798,92	80 624,04	666 072,08
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>			<b>12 500,00</b>	<b>12 500,00</b>
16878	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS			12 500,00	12 500,00
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			<b>17 484,00</b>	<b>17 484,00</b>
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			17 484,00	17 484,00
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>	<b>65 000,00</b>		<b>28 500,00</b>	<b>93 500,00</b>
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	65 000,00		28 500,00	93 500,00
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>105 649,12</b>	<b>414 798,92</b>	<b>21 272,44</b>	<b>541 720,48</b>
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS		92 158,21		92 158,21
21312	BATIMENTS SCOLAIRES		11 240,84		11 240,84
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	29 565,17	228 916,69	3 628,20	262 110,06
2158	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE	76 083,95			76 083,95
2182	BUREAU ET INFORMATIQUE		3 175,15		3 175,15
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER		7 901,73	4 560,00	12 459,11
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES		71 406,30	8 526,86	79 933,16
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>			<b>867,60</b>	<b>867,60</b>
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			867,60	867,60
<b>Opérations d'équipement</b>					
<b>Opérations pour compte de tiers</b>					
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE				
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC				
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES				
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>10 631,52</b>	<b>533 608,73</b>	<b>16 537,00</b>	<b>560 777,25</b>
<b>RECETTES (2)</b>			<b>484 495,54</b>		<b>484 495,54</b>
Réalizations			<b>315 778,63</b>		<b>315 778,63</b>
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>		<b>315 778,63</b>		<b>315 778,63</b>
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX		308 038,63		308 038,63
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS		7 740,00		7 740,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>					
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>				
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE				
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC				
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES				
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>			<b>168 716,91</b>		<b>168 716,91</b>
<b>SOLDES (2)</b>		<b>-181 280,64</b>	<b>-463 912,11</b>	<b>-97 161,04</b>	<b>-742 353,79</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 41 SPORTS				Sous-fonction 42 JEUNESSE			
		411 SALLE DE SPORTS, GYMNASES	412 STADES	413 PISCINES	414 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>135 019,65</b>	<b>253 321,62</b>		<b>560 066,38</b>		<b>5 702,80</b>	<b>91 458,24</b>	
	Réalisations	123 809,65	133 343,93		157 645,34		4 495,80	76 128,24	
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>							<b>12 500,00</b>	
16878	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS							12 500,00	
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							<b>17 484,00</b>	
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES							17 484,00	
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>							<b>28 500,00</b>	
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES							28 500,00	
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>123 809,65</b>	<b>133 343,93</b>		<b>157 645,34</b>		<b>3 628,20</b>	<b>17 644,24</b>	
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	30 572,78	61 585,43						
21312	BATIMENTS SCOLAIRES	11 240,84							
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS CORPORELLES MATERIEL DE	2 688,00	71 758,50		154 470,19		3 628,20		
2182	TRANSPORT				3 175,15				
2183	CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE							4 560,00	
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	7 901,73						4 557,38	
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	71 406,30						8 526,86	
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>						<b>867,60</b>		
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS						867,60		
	<b>Opérations d'équipement</b>								
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>								
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES								
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>11 210,00</b>	<b>119 977,69</b>		<b>402 421,04</b>		<b>1 207,00</b>	<b>15 330,00</b>	
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>451 981,54</b>	<b>32 514,00</b>						
	Réalisations	300 606,43	15 172,20						
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>300 606,43</b>	<b>15 172,20</b>						
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	300 606,43	7 432,20						
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS		7 740,00						
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>								
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>								
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES								
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>151 375,11</b>	<b>17 341,80</b>						
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>316 961,89</b>	<b>-220 807,62</b>		<b>-560 066,38</b>		<b>-5 702,80</b>	<b>-91 458,24</b>	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 5 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE**

(1)	Libellé	51 SANTE	52 INTERVENTIONS SOCIALES	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>52 383,25</b>	<b>603 184,99</b>	<b>655 568,24</b>
	Réalisations	43 178,53	587 245,43	630 423,96
204	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>		<b>60 300,00</b>	<b>60 300,00</b>
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES		60 300,00	60 300,00
21	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>42 578,53</b>	<b>226 945,43</b>	<b>269 523,96</b>
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	42 578,53	225 610,09	268 188,62
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES		1 335,34	1 335,34
23	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>600,00</b>		<b>600,00</b>
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	600,00		600,00
27	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>
274	PRETS		300 000,00	300 000,00
	<b>Opérations d'équipement</b>			
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>			
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE			
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC			
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES			
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>9 204,72</b>	<b>15 939,56</b>	<b>25 144,28</b>
	<b>RECETTES (2)</b>		<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>
	Réalisations		300 000,00	300 000,00
27	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>
274	PRETS		300 000,00	300 000,00
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>			
041	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>			
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE			
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC			
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES			
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>			
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>-52 383,25</b>	<b>-303 184,99</b>	<b>-355 568,24</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 51 SANTE			Sous-fonction 52 INTERVENTIONS SOCIALES				
		510 SERVICES COMMUNS	511 DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	512 ACTIONS DE PREVENTION SANITAIRE	520 SERVICES COMMUNS	521 SERVICES A CARACTERE SOCIAL POUR HANDICAPES ET INADAPTES	522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE	524 AUTRES SERVICES
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>52 383,25</b>			<b>542 884,99</b>	<b>4 300,00</b>		<b>56 000,00</b>	
	Réalisations	43 178,53			526 945,43	4 300,00		56 000,00	
204	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>					<b>4 300,00</b>		<b>56 000,00</b>	
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES					4 300,00		56 000,00	
21	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>42 578,53</b>			<b>226 945,43</b>				
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	42 578,53			225 610,09				
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES				1 335,34				
23	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>600,00</b>							
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	600,00							
27	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				<b>300 000,00</b>				
274	PRETS				300 000,00				
	<b>Opérations d'équipement</b>								
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>								
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES								
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>9 204,72</b>			<b>15 939,56</b>				
	<b>RECETTES (2)</b>				<b>300 000,00</b>				
	Réalisations				300 000,00				
27	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				<b>300 000,00</b>				
274	PRETS				300 000,00				
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>								
041	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>								
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE								
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES								
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>								
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>-52 383,25</b>			<b>-242 884,99</b>	<b>-4 300,00</b>		<b>-56 000,00</b>	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 6 - FAMILLE**

(1)	Libellé	60 SERVICES COMMUNS	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	62 ACTIONS EN FAVEUR DE LA MATERNITE	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES	Total
<b>DEPENSES (2)</b>					4 000,00		4 000,00
Réalizations					4 000,00		4 000,00
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>				4 000,00		4 000,00
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES				4 000,00		4 000,00
<b>Opérations d'équipement</b>							
<b>Opérations pour compte de tiers</b>							
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE						
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC						
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES						
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>							
<b>RECETTES (2)</b>							
Réalizations							
<b>Opérations pour compte de tiers</b>							
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>						
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE						
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC						
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES						
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>							
<b>SOLDES (2)</b>					-4 000,00		-4 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article) et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN						
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT						A1.2
FONCTION 7 - LOGEMENT						
(1)	Libellé	70 SERVICES COMMUNS	71 PARC PRIVE DE LA VILLE	72 AIDE AU SECTEUR LOCATIF	73 AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>32 867,93</b>	<b>73 309,83</b>	<b>1 402 354,00</b>		<b>1 508 531,76</b>
Réalizations		2 926,75	28 838,63	1 362 353,00		1 394 118,38
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>		<b>323,73</b>			<b>323,73</b>
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS		323,73			323,73
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>			<b>1 362 353,00</b>		<b>1 362 353,00</b>
204172	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUB. LOCAUX BATIMENTS ET INSTALLATIONS			1 098 200,00		1 098 200,00
20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS			264 153,00		264 153,00
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 926,75</b>	<b>28 514,90</b>			<b>31 441,65</b>
2115	TERRAINS BATIS		4 044,00			4 044,00
	AUTRES AGENCEMENTS ET					
2128	AMENAGEMENTS		4 417,72			4 417,72
2132	IMMEUBLES DE RAPPORT		1 797,40			1 797,40
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS		13 797,48			13 797,48
	AUTRES IMMOBILISATIONS					
2188	CORPORELLES AUTRES	2 926,75	4 458,30			7 385,05
<b>Opérations d'équipement</b>						
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>29 941,18</b>				<b>29 941,18</b>
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	29 941,18				29 941,18
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC					
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES					
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>			<b>44 471,20</b>	<b>40 001,00</b>		<b>84 472,20</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>29 941,18</b>	<b>5 446,00</b>			<b>35 387,18</b>
Réalizations			<b>5 446,00</b>			<b>5 446,00</b>
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>		<b>5 446,00</b>			<b>5 446,00</b>
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS		5 446,00			5 446,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>29 941,18</b>				<b>29 941,18</b>
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>					
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	29 941,18				29 941,18
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC					
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES					
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						
<b>SOLDES (2)</b>		<b>-2 926,75</b>	<b>-67 863,83</b>	<b>-1 402 354,00</b>		<b>-1 473 144,58</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES					IV
ELEMENTS DU BILAN					
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT					A1.2
FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT					
(1)	Libellé	81 SERVICES URBAINS	82 AMENAGEMENT URBAIN	83 ENVIRONNEMENT	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>2 031 157,53</b>	<b>20 795 644,86</b>	<b>12 330,00</b>	<b>22 839 132,39</b>
	Réalisations	938 636,67	15 916 194,62	12 330,00	16 867 161,29
<b>040</b>	<b>SECTIONS</b>		<b>82 445,75</b>		<b>82 445,75</b>
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE		82 445,75		82 445,75
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>		<b>36 564,82</b>		<b>36 564,82</b>
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT		664,82		664,82
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS		35 900,00		35 900,00
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>		<b>795,00</b>		<b>795,00</b>
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS		795,00		795,00
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 044,00</b>	<b>248 541,60</b>		<b>252 585,60</b>
2031	FRAIS D'ETUDES		202 452,00		202 452,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	4 044,00	46 089,60		50 133,60
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>		<b>1 735 238,64</b>	<b>12 330,00</b>	<b>1 747 568,64</b>
204172	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUB. LOCAUX BATIMENTS ET INSTALLATIONS		1 720 000,00		1 720 000,00
204182	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES ORGANISMES BATIMENTS ET INSTALLATIONS		5 238,64		5 238,64
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES		10 000,00		10 000,00
20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS			12 330,00	12 330,00
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>934 592,67</b>	<b>10 134 667,78</b>		<b>11 069 260,45</b>
2111	TERRAINS NUS		90 156,00		90 156,00
2112	TERRAINS DE VOIRIE		38 704,72		38 704,72
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS		2 086 311,11		2 086 311,11
21312	BATIMENTS SCOLAIRES		155,89		155,89
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		1 142 150,79		1 142 150,79
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS		683 951,63		683 951,63
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	934 592,67	5 855 639,32		6 790 231,99
21538	AUTRES RESEAUX		146 206,29		146 206,29
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE		29 094,60		29 094,60
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES		56 703,19		56 703,19
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 744,00		3 744,00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE		3 744,00		3 744,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 850,24		1 850,24
2188	AUTRES		1 850,24		1 850,24
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>		<b>1 677 941,03</b>		<b>1 677 941,03</b>
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS		631 599,14		631 599,14
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS		77 857,69		77 857,69
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS				
2315	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE		968 484,20		968 484,20
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>2 000 000,00</b>		<b>2 000 000,00</b>
274	PRETS		2 000 000,00		2 000 000,00
	<b>Opérations d'équipement</b>				
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>45 123,63</b>		<b>45 123,63</b>
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE				
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC		45 123,63		45 123,63
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES				
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>1 092 520,86</b>	<b>4 834 326,61</b>		<b>5 926 847,47</b>
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>16 457,00</b>	<b>3 466 010,66</b>		<b>3 482 467,66</b>
	Réalisations	16 457,00	3 319 791,97		3 336 248,97
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>16 457,00</b>	<b>1 317 623,38</b>		<b>1 334 080,38</b>
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX		102 446,81		102 446,81
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES DEPARTEMENTS		82 570,14		82 570,14
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT		119 997,33		119 997,33
13258	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES GROUPEMENTS	16 457,00	2 000,00		18 457,00
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS		979 109,10		979 109,10
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES		31 500,00		31 500,00
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>		<b>2 050,00</b>		<b>2 050,00</b>
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS		2 050,00		2 050,00
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>118,59</b>		<b>118,59</b>
2112	TERRAINS DE VOIRIE		118,59		118,59
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>2 000 000,00</b>		<b>2 000 000,00</b>
274	PRETS		2 000 000,00		2 000 000,00
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>				
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>				
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE				
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC				
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES				
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>146 218,69</b>		<b>146 218,69</b>
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>-2 014 700,53</b>	<b>-17 329 634,20</b>	<b>-12 330,00</b>	<b>-19 356 664,73</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 81 SERVICES URBAINS						
		810 SERVICES COMMUNS	811 EAU ET ASSAINISSEME NT	812 COLLECTE ET TRAITEMEN T DES ORDURES MENAGERE S	813 PROPRETE URBAINE	814 ECLAIRAGE PUBLIC	815 TRANSPOR TS URBAINS	816 AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>4 044,00</b>					<b>1 615 496,73</b>	<b>411 616,80</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>4 044,00</b>					<b>934 592,67</b>	
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 044,00</b>						
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	4 044,00						
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>						<b>934 592,67</b>	
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE						934 592,67	
	<b>Opérations d'équipement</b>							
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>							
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE							
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC							
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES							
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						<b>680 904,06</b>	<b>411 616,80</b>
	<b>RECETTES (2)</b>						<b>16 457,00</b>	
	<b>Réalisations</b>						<b>16 457,00</b>	
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>						<b>16 457,00</b>	
13258	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON- TRANSFERABLES AUTRES GROUPEMENTS						16 457,00	
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>							
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>							
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE							
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC							
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES							
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>							
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>-4 044,00</b>					<b>-1 599 039,73</b>	<b>-411 616,80</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82 AMENAGEMENT URBAIN					Sous-fonction 83 ENVIRONNEMENT			
		820 SERVICES COMMUNS	821 EQUIPEMENTS ANNEXES DE VOIRIE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	830 SERVICES COMMUNS	831 AMENAGEMENT DES EAUX	832 ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION	833 PRESERVATION DU MILIEU NATUREL
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>753 924,13</b>	<b>1 176 563,02</b>	<b>5 328 225,33</b>	<b>3 355 712,67</b>	<b>10 181 219,71</b>	<b>12 330,00</b>			
	Réalisations	595 795,51	954 964,23	3 917 026,34	2 269 492,73	8 178 915,81	12 330,00			
<b>040</b>	<b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE</b>		82 445,75							
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE		82 445,75							
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>35 900,00</b>		<b>664,82</b>						
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT			664,82						
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	35 900,00								
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>			<b>795,00</b>						
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS			795,00						
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>172 452,00</b>		<b>46 089,60</b>		<b>30 000,00</b>				
2031	FRAIS D'ETUDES	172 452,00				30 000,00				
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			46 089,60						
<b>204</b>	<b>SUBV EQUIPEMENTS VERSEES</b>			<b>5 238,64</b>	<b>10 000,00</b>	<b>1 720 000,00</b>	<b>12 330,00</b>			
204172	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUB. LOCAUX BATIMENTS ET INSTALLATIONS					1 720 000,00				
204182	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES ORGANISMES BATIMENTS ET INSTALLATIONS			5 238,64						
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES				10 000,00					
20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS						12 330,00			
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>387 443,51</b>	<b>872 518,48</b>	<b>2 934 600,80</b>	<b>1 642 078,00</b>	<b>4 298 026,99</b>				
2111	TERRAINS NUS					90 156,00				
2112	TERRAINS DE VOIRIE					38 704,72				
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	307 190,40			1 422 783,89	356 336,82				
21312	BATIMENTS SCOLAIRES				155,89					
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		16 747,67		125 403,12	1 000 000,00				
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS					683 951,63				
2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	76 509,11	709 564,52	2 877 897,61	62 874,16	2 128 793,92				
21538	AUTRES RESEAUX		146 206,29							
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE				29 094,60					
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES			56 703,19						
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	3 744,00								
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES				1 766,34	83,90				
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>			<b>929 637,48</b>	<b>617 414,73</b>	<b>130 888,82</b>				
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS			188 347,68	443 251,46					
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			18 062,68		59 795,01				
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE			723 227,12	174 163,27	71 093,81				
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					<b>2 000 000,00</b>				
274	PRETS					2 000 000,00				
	<b>Opérations d'équipement</b>									
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>				<b>45 123,63</b>					
454100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE									
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC				45 123,63					
458100108	RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRES									
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>158 128,62</b>	<b>221 598,79</b>	<b>1 411 198,99</b>	<b>1 041 096,31</b>	<b>2 002 303,90</b>				
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>139 096,59</b>	<b>2 053,00</b>	<b>43 667,00</b>	<b>18 156,81</b>	<b>3 263 037,26</b>				
	Réalisations	33 453,59	2 050,00	13 100,10	18 156,81	3 253 031,47				
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>33 335,00</b>		<b>13 100,10</b>	<b>18 156,81</b>	<b>1 253 031,47</b>				
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX			13 100,10		89 346,71				
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES DEPARTEMENTS	17 279,00				65 291,14				
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT					119 997,33				
13258	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES GROUPEMENTS					2 000,00				
1326	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	16 056,00			18 156,81	944 896,29				
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON-TRANSFERABLES AUTRES					31 500,00				
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>		<b>2 050,00</b>							
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS		2 050,00							
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>118,59</b>								
2112	TERRAINS DE VOIRIE	118,59								
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					<b>2 000 000,00</b>				
274	PRETS					2 000 000,00				
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>									
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>									
454200016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE									
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC									
458200108	RESTAURATION MONUMENTS FUNERAIRES									
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>105 643,00</b>	<b>3,00</b>	<b>30 566,90</b>		<b>10 005,79</b>				
	<b>SOLDES (2)</b>	<b>-614 827,54</b>	<b>-1 174 510,02</b>	<b>-5 284 558,33</b>	<b>-3 337 555,86</b>	<b>-6 918 182,45</b>	<b>-12 330,00</b>			

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES							IV		
ELEMENTS DU BILAN									
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT							A1.2		
FONCTION 9 - ACTION ECONOMIQUE									
(1)	Libellé	90 INTERVENTIONS ECONOMIQUES	91 FOIRES ET MARCHES	92 AIDES A L'AGRICULTURE ET AUX INDUSTRIES AGRO- ALIMENTAIRES	93 AIDES A L'ENERGIE , AUX IND. MANUFACT. ET AU BATIMENT ET TRAV.PUBLICS	94 AIDES AU COMMERC E ET AUX SERVICES MARCHANDS	95 AIDES AU TOURISME	96 AIDES AUX SERVICES PUBLICS	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>14 550,71</b>	<b>43 096,03</b>			<b>25 884,00</b>			<b>83 530,74</b>
Réalizations		14 550,71	23 103,55						37 654,26
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>14 550,71</b>	<b>23 103,55</b>						<b>37 654,26</b>
	AUTRES AGENCEMENTS ET								
2128	AMENAGEMENTS		21 033,55						21 033,55
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	14 550,71							14 550,71
	AUTRES IMMOBILISATIONS								
2188	CORPORELLES AUTRES		2 070,00						2 070,00
<b>Opérations d'équipement</b>									
<b>Opérations pour compte de tiers</b>									
	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE								
454100016	PRIVE								
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
	RESTAURATION DES MONUMENTS								
458100108	FUNERAIRES								
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>			<b>19 992,48</b>			<b>25 884,00</b>			<b>45 876,48</b>
<b>RECETTES (2)</b>						<b>12 136,00</b>			<b>12 136,00</b>
Réalizations									
<b>Opérations pour compte de tiers</b>									
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>								
	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE								
454200016	PRIVE								
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC								
	RESTAURATION MONUMENTS								
458200108	FUNERAIRES								
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>						<b>12 136,00</b>			<b>12 136,00</b>
<b>SOLDES (2)</b>		<b>-14 550,71</b>	<b>-43 096,03</b>			<b>-13 748,00</b>			<b>-71 394,74</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV - ANNEXES

<b>ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE</b>	<b>IV</b>
	<b>A2.1</b>

### A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

Nature	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie	Montant maximum autorisé au 31/12/2020	Montant des tirages 2020	Montant des remboursements 2020		Encours restant dû au 31/12/2020
				Intérêts	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
LT-SG 2.5M€	07/11/2017	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
8921 Tirage-Eonia	03/12/2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8922-EAU Tirage-Eonia	03/12/2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

IV – ANNEXES CA 2020

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation	Date du premier remboursement	Nominal	Type de taux d'intérêt	Index	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements	Profil d'amortissement	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt
								Niveau de taux	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					377 182 647,80									
1641 Emprunts en euros (total)					367 307 647,80									
8371	CREDIT FONCIER DE FRANCE	23/12/2004	23/12/2004	02/11/2006	5 000 000,00	C	(EONIA(Postfixe)-Floor - 0.06 sur EONIA(Postfixe) + 0.06	2.27	2.33	EUR	A	C	O	B-1
8093	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/10/2000	01/10/2000	01/10/2001	720 005,58	F	Taux fixe à 3.55 %	3.55	3.55	EUR	A	P	O	A-1
8094	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/10/2000	01/10/2000	01/10/2001	1 454 832,86	F	Taux fixe à 3.55 %	3.55	3.55	EUR	A	P	O	A-1
8393 T3	CREDIT FONCIER DE FRANCE	06/12/2006	06/12/2006	03/12/2007	7 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor-0.02 sur Euribor 12M) + 0.02	3.82	3.88	EUR	T	C	O	A-1
8391 T1	CREDIT FONCIER DE FRANCE	01/12/2005	01/12/2005	01/12/2006	4 000 000,00	C	Taux fixe à 2.93 %	2.93	2.97	EUR	A	C	O	A-1
8392 T2	CREDIT FONCIER DE FRANCE	06/12/2006	06/12/2006	03/12/2007	5 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor-0.02 sur Euribor 12M) + 0.02	3.82	3.88	EUR	T	C	O	A-1
8401	Credit Mutuel Mulhouse Europe	31/12/2006	31/12/2006	31/03/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.85 %	3.85	3.91	EUR	T	P	O	A-1
8411	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	14/12/2006	14/12/2006	29/06/2007	4 000 000,00	C	(EONIA(Postfixe)-Floor - 0.02 sur EONIA(Postfixe) + 0.02	3.62	0,00	EUR	T	C	O	A-1
8441	DEXIA CL	27/12/2007	27/12/2007	01/04/2008	5 000 000,00	V	(Euribor 3M)-Floor-0 sur Euribor 3M	4.77	4.93	EUR	T	C	O	A-1
8442	DEXIA CL	28/03/2008	28/03/2008	01/07/2008	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4 %	4,00	4,12	EUR	T	C	O	A-1
8432	SFIL CAFFIL	01/06/2008	01/06/2008	01/01/2009	7 100 000,00	C	Taux fixe à 3.59 %	3,59	3,64	EUR	A	C	O	B-4
8451	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	24/12/2008	24/12/2008	01/03/2010	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	3,65	3,76	EUR	A	C	O	A-1
8471	SOCIETE GENERALE	22/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	3 000 000,00	C	EONIA(Postfixe) + 1.6	3,86	3,96	EUR	T	C	O	A-1
8461	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19/12/2008	19/12/2008	01/08/2010	4 000 000,00	V	LEP + 1.16	5,66	5,74	EUR	A	C	O	A-1
8483	SFIL CAFFIL	19/10/2009	02/03/2010	01/07/2010	3 000 000,00	V	EONIA(Postfixe) + 0.84	1,16	0,00	EUR	T	C	O	A-1
8481	SFIL CAFFIL	23/11/2009	03/12/2009	01/04/2010	3 000 000,00	V	TAG 3M(Postfixe) + 0.75	1,10	1,12	EUR	T	C	O	A-1
8491	SOCIETE GENERALE	15/12/2009	15/12/2009	15/03/2010	6 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor-0.44 sur Euribor 3M) + 0.44	1,15	1,18	EUR	T	C	O	A-1
8482	SFIL CAFFIL	23/11/2009	21/01/2010	01/05/2010	3 000 000,00	V	TAG 3M(Postfixe) + 0.75	1,10	1,12	EUR	T	C	O	A-1
8502	SFIL CAFFIL	19/07/2010	07/05/2010	01/12/2010	400 000,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,36	2,38	EUR	T	P	O	A-1
8501	SFIL CAFFIL	19/07/2010	07/05/2010	01/12/2010	350 000,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,36	2,38	EUR	T	P	O	A-1
8511	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2010	26/12/2010	31/03/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,40	3,44	EUR	T	C	O	A-1
8521	CAISSE D'EPARGNE	08/07/2011	26/07/2011	31/10/2011	5 000 000,00	V	Livret A + 1.3	3,30	3,34	EUR	T	C	O	A-1
8531	BNP PARIBAS	05/08/2011	16/08/2011	16/11/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.239 %	3,24	3,28	EUR	T	C	O	A-1
8541	Société Financière de la NEF	28/11/2011	23/12/2011	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,51	4,51	EUR	A	P	O	A-1

Emprunts et dettes à l'origine du contrat

Nature	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation	Date du premier remboursement	Nominal	Type de taux d'intérêt	Index	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements	Profil d'amortissement	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt
								Niveau de taux	Taux actuariel					
8561	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/12/2011	06/02/2012	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4.51	4.51	EUR	A	P	O	A-1
8571	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	13/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4.46	4.54	EUR	T	P	O	A-1
8581	CAISSE DEPARAGNE	13/12/2011	13/12/2011	31/03/2012	5 000 000,00	V	Livret A + 1.6	3.85	3.91	EUR	T	C	O	A-1
8581	CAISSE DEPARAGNE	31/05/2012	31/05/2012	31/08/2012	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.55 %	4.55	4.63	EUR	T	C	O	A-1
8591	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	31/05/2012	31/05/2012	31/08/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 5.05 %	5.05	5.22	EUR	T	C	O	A-1
8611	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/11/2012	29/11/2012	01/12/2013	1 968 460,00	V	Livret A + 0.6	2.85	2.85	EUR	A	C	O	A-1
8621	CAISSE DEPARAGNE	22/08/2013	30/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3.46	3.51	EUR	T	C	O	A-1
8631	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	26/09/2013	01/10/2013	01/01/2014	10 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.5	1.72	1.76	EUR	T	C	O	A-1
8641	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.58 %	3.58	3.68	EUR	T	C	O	A-1
8661	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	06/01/2014	28/01/2014	01/02/2017	1 830 000,00	V	Livret A + 1	1.75	1.75	EUR	A	C	O	A-1
8651	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	06/01/2014	28/01/2014	01/02/2017	2 430 354,00	V	Livret A + 0.6	1.35	1.35	EUR	A	C	O	A-1
8671	CREDIT COOPERATIF	02/10/2014	01/12/2014	01/03/2015	3 000 000,00	F	Taux fixe à 2.25 %	2.25	2.30	EUR	T	P	O	A-1
8691	SOCIETE GENERALE	15/10/2014	31/01/2015	30/04/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.54 %	2.54	2.60	EUR	T	C	O	A-1
8701	CAISSE DEPARAGNE	05/11/2014	21/11/2014	28/02/2015	4 200 000,00	F	Taux fixe à 2.69 %	2.69	2.72	EUR	T	C	O	A-1
8711	SFIL CAFFIL	10/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	52 288 888,88	F	Taux fixe à 3.27 %	3.27	3.32	EUR	A	X	O	A-1
8741	CAISSE DEPARAGNE	07/12/2015	07/12/2015	31/03/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1.80	1.81	EUR	T	P	O	A-1
8751	AUTRE	25/03/2016	25/03/2016	27/03/2017	20 000 000,00	F	Taux fixe à 2.43 %	2.43	2.43	EUR	A	C	O	A-1
8761	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/09/2016	13/09/2016	01/10/2017	2 007 136,00	F	Taux fixe à 0 %	0.00	0.00	EUR	A	P	O	A-1
8771	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/09/2016	13/09/2016	01/04/2017	509 941,91	F	Taux fixe à 0.85 %	0.85	0.85	EUR	T	P	O	A-1
8791	CAISSE DEPARAGNE	29/11/2016	07/12/2016	31/03/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0.89	0.89	EUR	T	C	O	A-1
8781	BANQUE POSTALE	28/11/2016	15/12/2017	01/04/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0.61	0.61	EUR	T	C	O	A-1
8801-Consolidation	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0.60	0.61	EUR	T	C	O	A-1
8841	CAISSE DEPARAGNE	15/09/2017	31/12/2017	31/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1.29	1.30	EUR	T	C	O	A-1
8821	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/09/2017	29/09/2017	29/12/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0.82	0.83	EUR	T	C	O	A-1
8831-Consolidation	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0.82	0.83	EUR	T	C	O	A-1
8811	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1.28	1.30	EUR	T	C	O	A-1
8601 Réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/04/2018	3 488 028,57	V	(Livret A + 1.35)-Floor 0 sur Livret A	2.10	2.10	EUR	T	C	O	A-1
8861	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	18/10/2018	31/12/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.18 %	1.18	1.19	EUR	T	P	O	A-1
8851-Consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	16/10/2018	15/11/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1.23	1.26	EUR	M	C	O	A-1
8871	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	29/10/2018	31/12/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.18 %	1.18	1.19	EUR	T	P	O	A-1
8881	BANQUE POSTALE	24/09/2018	28/02/2019	01/06/2019	10 000 000,00	V	(EONIA(Posfixé) + 0.44)-Floor 0 sur EONIA(Posfixé)	0.44	0.45	EUR	T	C	O	A-1
8901	BANQUE POSTALE	01/07/2019	01/08/2019	01/12/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0.66	0.67	EUR	T	C	O	A-1
8891 Consolidation	SOCIETE GENERALE	07/11/2018	02/09/2019	02/12/2019	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0.38	0.39	EUR	T	C	O	A-1
8911	SFIL CAFFIL	03/12/2019	23/12/2019	01/04/2020	3 680 000,00	F	Taux fixe à 0.63 %	0.63	0.64	EUR	T	C	O	A-1
8921 Consolidation	SFIL CAFFIL	03/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	8 500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0.68	0.69	EUR	T	C	O	A-1

Nature	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation	Date du premier remboursement	Nominal	Type de taux d'intérêt	Index	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements	Profil d'amortissement	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt
								Niveau de taux	Taux actuariel					
8931	ARKEA	18/08/2020	16/11/2020	30/01/2021	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0,47 %	0,47	0,47	EUR	T	C	O	A-1
8941	SOCIETE GENERALE	16/10/2020	16/11/2020	16/02/2021	3 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0,33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,33	0,34	EUR	T	C	O	A-1
8951	BANQUE POSTALE	10/12/2020	21/12/2020	01/04/2021	5 500 000,00	F	Taux fixe à 0,15 %	0,15	0,15	EUR	T	C	O	A-1
8961	ARKEA	17/12/2020	20/12/2020	28/02/2021	3 900 000,00	V	(Euribor 3M + 0,22)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,22	0,22	EUR	T	C	O	A-1
8981	ARKEA	22/12/2020	31/03/2021	30/06/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0,24)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,24	0,24	EUR	X	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					9 875 000,00									
86811	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/01/2016	29/01/2016	29/04/2016	4 875 000,00	F	Taux fixe à 2,25 %	2,25	2,30	EUR	T	C	O	A-1
8731-tirage	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	30/11/2015	31/12/2015	31/03/2016	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0,95)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,95	0,97	EUR	T	C	O	A-1
8921 Tirage-Eonia	SFL CAFFIL	03/12/2019	03/12/2019	31/07/2020	0,00	V	(EONIA(Positifé) + 0,7)-Floor 0 sur EONIA(Positifé)	0,70	0,71	EUR	X	X	O	A-1
<b>165 Dépôts et cautions reçus (Total)</b>														
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)														
1675 Dettes pour M.E. T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
<b>168 Emprunts et dettes assimilées (Total)</b>					<b>825 370,09</b>									
1681 Autres emprunts (total)														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)					<b>825 370,09</b>									
30021	CG du Haut-Rhin	30/06/2001	30/06/2001	30/06/2002	8 689,59	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
30019	CG du Haut-Rhin	30/06/2001	30/06/2001	30/06/2002	4 116,12	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
30027	Caisse régionale d'assurance vieillesse d'Alsace-Moselle	31/10/2000	31/10/2000	31/10/2001	285 708,36	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
30026	CG du Haut-Rhin	30/06/2001	30/06/2001	30/06/2002	408 106,02	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
30028	Caisse Allocations Familiales	28/11/2005	18/12/2007	01/01/2011	118 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
<b>Total général</b>					<b>378 008 017,89</b>									

IV – ANNEXES CA 2020

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

IV

A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature	Couverture ? O/N	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice				ICNE de l'exercice	
						Type de taux	Index	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget	Capital	Charges d'intérêt	Intérêts perçus (le cas échéant)	ICNE de l'exercice		
Emprunts et dettes au 31/12/2020														
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		2 302 163,39		229 124 535,31							104 650,39	4 838 420,01	20 358 062,34	2 252 015,51
1641 Emprunts en euros (total)		2 302 163,39		229 124 535,31							104 650,39	4 800 695,44	20 170 562,34	2 252 015,51
8371	N		B-1	0,00	0			Taux fixe à 1,28% à barrière 1,5% sur Euribor 12M(Positif) (Marge de -0,17%)	1,30			4 337,78	333 333,38	
8093	N		A-1	198 034,10	4,75			Taux fixe à 3,55 %	3,54			8 295,00	35 628,03	1 738,02
8094	N		A-1	400 145,41	4,75			Taux fixe à 3,55 %	3,54			16 760,79	71 989,46	3 511,83
8393 T3	N		A-1	466 666,49	0,92			(Euribor 3M + 0,02)-Floor -0,02 sur Euribor 3M	0,00			0,00	466 666,68	0,00
8391 T1	O		A-1	0,00	0			Taux fixe à 2,93 %	4,47			19 866,88	266 666,62	7 921,85
8392 T2	N		A-1	333 333,51	0,92			(Euribor 3M + 0,02)-Floor -0,02 sur Euribor 3M	0,00			0,00	333 333,32	0,00
8401	O	2 302 163,39	A-1	2 302 163,39	6			Taux fixe à 4,5 %	4,56			122 075,37	334 822,14	96 728,54
8411	N		A-1	333 333,15	1,25			Taux fixe à 3,43 %	3,48			17 435,83	266 666,68	31,76
8441	N		A-1	1 812 500,00	7			(Euribor 3M)-Floor -0 sur Euribor 3M	0,00			0,00	250 000,00	0,00
8442	N		A-1	1 875 000,00	7,25			(Euribor 3M)-Floor -0 sur Euribor 3M	0,00			0,00	250 000,00	0,00
8432	N		B-4	2 840 000,00	7			Taux fixe 3,59% à barrière 6,5% sur Libor USD 12M(Positif) (Marge de 0,02%)	3,64			116 293,56	355 000,00	103 372,06
8451	N		A-1	2 250 000,00	8,17			Euribor 3M + 0,6	0,20			4 760,22	250 000,00	135,00
8471	N		A-1	1 200 000,00	8			Taux fixe à 4,3 %	4,36			56 558,44	150 000,00	143,33
8481	N		A-1	1 800 000,00	8,58			LEP + 1,16	2,31			48 333,64	200 000,00	16 092,00
8483	N		A-1	900 000,00	4,25			TAG 3M(Positif) + 0,75	0,29			3 034,85	200 000,00	622,60
8481	N		A-1	850 000,00	4			TAG 3M(Positif) + 0,75	0,29			2 887,23	200 000,00	588,01
8491	N		A-1	1 600 000,00	3,96			Taux fixe à 3,71 %	3,76			69 775,91	400 000,00	2 636,22
8482	N		A-1	850 000,00	4,08			TAG 3M(Positif) + 0,75	0,29			2 850,53	200 000,00	385,80
8502	N		A-1	142 235,93	4,67			Taux fixe à 2,36 %	2,35			3 770,57	27 971,79	270,41
8501	N		A-1	124 456,50	4,67			Taux fixe à 2,36 %	2,35			3 298,24	24 475,32	236,60
8511	N		A-1	5 000 000,00	10			Taux fixe à 3,4 %	3,39			180 625,00	500 000,00	0,00
8521	N		A-1	1 916 666,75	5,58			Libret A + 0,3	0,89			19 760,42	333 333,36	2 555,55
8531	N		A-1	3 833 333,21	5,63			Taux fixe à 3,239 %	3,23			137 657,50	666 666,68	15 175,32
8541	N		A-1	2 744 341,19	6			Taux fixe à 4,51 %	4,50			138 533,53	327 355,64	123 425,99

Nature	Emprunts et dettes au 31/12/2020											
	Couverture ? O/N	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux	Index	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget	Capital	Charges d'intérêt	Intérêts perçus (le cas échéant)	ICNE de l'exercice
8561	N		A-1	2 744 341,19	6	F	Taux fixe à 4,51 %	4,50	327 355,64	138 533,53		123 425,99
8571	N		A-1	1 923 539,45	6	F	Taux fixe à 4,46 %	4,45	273 707,41	93 461,75		0,00
8551	N		A-1	2 000 000,07	6	V	Livret A + 0,35	0,91	333 333,36	20 229,17		0,00
8581	N		A-1	2 166 666,78	6,42	F	Taux fixe à 4,55 %	4,54	333 333,32	108 062,50		8 215,28
8591	N		A-1	433 333,33	6,42	F	Taux fixe à 5,05 %	5,12	66 666,67	24 450,42		1 884,40
8611	N		A-1	918 614,64	6,92	V	Livret A + 0,6	1,33	131 230,67	14 172,91		813,99
8621	N		A-1	2 583 333,43	7,67	F	Taux fixe à 3,46 %	3,45	333 333,32	96 591,67		7 448,61
8631	N		A-1	0,00	0	V	Euribor 3M + 1,5	1,10	666 666,67	64 788,77		
8641	N		A-1	2 749 999,82	8,08	F	Taux fixe à 3,58 %	3,63	333 333,36	107 665,18		16 681,80
8661	N		A-1	1 523 481,79	15,08	V	Livret A + 1	1,52	95 217,61	28 327,24		20 884,40
8651	N		A-1	2 007 354,54	0,08	V	Livret A + 0,6	1,12	125 459,66	28 792,99		20 179,49
8671	N		A-1	2 058 823,92	8,92	F	Taux fixe à 2,25 %	2,28	176 973,09	49 641,51		3 860,29
8691	N		A-1	7 125 000,00	14,08	F	Taux fixe à 2,54 %	2,58	500 000,00	192 052,22		30 665,21
8701	N		A-1	2 940 000,00	13,91	F	Taux fixe à 2,69 %	2,68	210 000,00	82 616,63		6 590,50
8711	N		A-1	39 315 289,86	14	F	Taux fixe à 3,27 %	3,32	2 694 865,11	1 392 811,68		1 303 465,67
8741	N		A-1	1 565 204,13	15	F	Taux fixe à 1,8 %	1,80	90 110,38	29 189,70		0,00
8751	N		A-1	18 000 000,00	35,24	F	Taux fixe à 2,43 %	2,42	500 000,00	449 550,00		334 125,00
8761	N		A-1	1 605 708,80	15,75	F	Taux fixe à 0 %	0,00	100 356,80	0,00		0,00
8771	N		A-1	387 639,25	11	F	Taux fixe à 0,85 %	0,85	32 703,75	3 457,85		812,00
8791	N		A-1	1 466 666,72	11	F	Taux fixe à 0,89 %	0,89	133 333,32	13 795,00		0,00
8781	N		A-1	8 166 666,63	12	F	Taux fixe à 0,61 %	0,61	666 666,68	52 358,33		12 315,79
8801-Consolidation	N		A-1	3 750 000,05	11,08	F	Taux fixe à 0,6 %	0,61	333 333,32	24 144,45		3 812,50
8841	N		A-1	1 600 000,04	12	F	Taux fixe à 1,29 %	1,29	133 333,32	21 715,00		0,00
8821	N		A-1	7 833 333,33	11,75	F	Taux fixe à 1,36 %	1,38	666 666,67	114 069,99		295,93
8831-Consolidation	N		A-1	8 333 333,30	12,33	F	Taux fixe à 0,82 %	0,83	666 666,68	72 942,03		11 388,89
8811	N		A-1	3 999 999,92	11,83	F	Taux fixe à 1,28 %	1,30	333 333,36	54 761,48		8 675,55
8601 Réam	N		A-1	2 837 718,14	11,75	V	(Livret A + 1,35)-Floor 0 sur Livret A	1,90	236 476,52	58 603,34		12 889,54
8861	N		A-1	1 722 062,48	12,75	F	Taux fixe à 1,18 %	1,18	124 437,90	21 239,42		0,00
8851-Consolidation	N		A-1	8 555 555,44	12,79	F	Taux fixe à 1,23 %	1,25	666 666,72	111 201,12		4 677,04
8871	N		A-1	2 583 093,74	12,75	F	Taux fixe à 1,18 %	1,18	186 656,84	31 859,12		0,00
8881	N		A-1	8 833 333,31	13,17	F	Taux fixe à 1,28 %	1,30	666 666,68	120 373,34		9 422,22
8901	N		A-1	9 166 666,65	13,67	F	Taux fixe à 0,66 %	0,67	666 666,68	64 304,16		5 041,67
8891 Consolidation	N		A-1	4 583 333,30	13,67	V	(Euribor 3M + 0,38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,39	333 333,36	18 511,80		1 403,01
8911	N		A-1	3 473 898,30	13,75	F	Taux fixe à 0,63 %	0,64	186 101,70	17 827,61		5 532,19
8921 Consolidation	N		A-1	8 358 333,33	14,58	F	Taux fixe à 0,68 %	0,69	141 666,67	14 931,67		9 472,77
8931	N		A-1	2 000 000,00	14,83	F	Taux fixe à 0,47 %	0,53				1 316,90
8941	N		A-1	3 000 000,00	14,88	V	(Euribor 3M + 0,33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,33				1 237,50

Emprunts et dettes au 31/12/2020												
Nature	Couverture ? O/N	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux	Index	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget	Capital	Charges d'intérêt	Intérêts perçus (le cas échéant)	
8951	N		A-1	5 500 000,00	8	F	Taux fixe à 0,15 %	0,15				229,17
8961	N		A-1	3 900 000,00	14,91	V	(Euribor 3M + 0,22)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,19				224,71
8981	N		A-1	0,00	15,25	V	(Euribor 3M + 0,24)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,00				0,00
86811	N		A-1	3 640 000,00	13,83	F	Taux fixe à 2,25 %	2,28	260 000,00	86 746,57		14 105,00
1643 Emprunts en devises (total)												
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				0,00					187 500,00	37 724,57		
8731-tirage	N		A-1	0,00	0	V	(Euribor 3M + 0,95)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,96	187 500,00	37 724,57		
8921 Tirage-Eonia	N		A-1	0,00	0	V	(EONIA(Postfixé) + 0,7)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,00	0,00	0,00		
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>												
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>												
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1675 Dettes pour M.E. T. P. et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
<b>168 Emprunts et dettes assimilées (Total)</b>				<b>21 045,52</b>					<b>47 831,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
1681 Autres emprunts (total)												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)				<b>21 045,52</b>					<b>47 831,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
30021	N		A-1	434,48	0,5	F	Taux fixe à 0 %	0,00		434,48	0,00	0,00
30019	N		A-1	205,73	0,5	F	Taux fixe à 0 %	0,00		205,81	0,00	0,00
30027	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 0 %	0,00		14 285,41	0,00	0,00
30026	N		A-1	20 405,31	0,5	F	Taux fixe à 0 %	0,00		20 405,30	0,00	0,00
30028	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 0 %	0,00		12 500,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>2 302 163,39</b>		<b>229 145 580,83</b>					<b>20 405 893,34</b>	<b>4 838 420,01</b>	<b>104 650,39</b>	<b>2 252 015,51</b>

IV – ANNEXES CA 2020

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

IV

A2.3

A2.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal	Capital restant du au 31/12/2020	Type d'indices	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal	Taux maximal	Coût de sortie	Taux maximal après couverture éventuelle	Niveau du taux à la date de vote du budget	Intérêts payés au cours de l'exercice	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant)	% par type de taux selon le capital restant du
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
8371	CREDIT FONCIER DE FRANCE	5 000 000,00	0,00	1	16	23/12/2004 - 21/11/2005 21/11/2005 - 02/11/2009	Taux fixe 1,28% à barrière 1,5% sur Euribor 12M(Postfixé) (Marge de -0,17%)	(Euribor 12M-Floor - 0,045 sur Euribor 12M) + 0,045		Taux fixe 3,39% à barrière 6,5% sur Libor USD 12M(Postfixé) (Marge de -0,02%)	1,31	4 337,78		0,00
8432	SFIL CAFFIL	7 100 000,00	2 840 000,00	4	20	01/06/2008 - 01/01/2010	Taux fixe à 3,59 %	Taux fixe à 3,59 %			3,65	116 293,56		1,24
TOTAL (B)		12 100 000,00	2 840 000,00									120 631,34		1,24
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL		12 100 000,00	2 840 000,00									120 631,34		1,24

**IV - ANNEXES CA 2020**

**IV**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL**

**A2.4**

**A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart de zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart de zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure sous-jacents</b>						
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	65				
	% de l'encours	98,76%				
	Montant en euros	226 284 535 €				
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits			1		
	% de l'encours			1,24%		
	Montant en euros			2 840 000 €		
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					

IV – ANNEXES CA 2020

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

A2.5

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

Instruments de couverture	Emprunt couvert				Instrument de couverture							Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant du au 31/12/2020	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
<b>Taux fixe (total)</b>		2 302 163,39					2 302 163,39				0,00	0,00	0,00
Swap 8401 Ream	8401	2 302 163,39	31/12/2026	The Royal Bank of Scotland	swap	taux	2 302 163,39	30/06/2007	31/12/2026	T			
<b>Taux variable simple (total)</b>													
<b>Taux complexe (total) (2)</b>		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Swap 8391	8391 T1		01/12/2020	Depla Bank	swap	taux		01/12/2006	01/12/2020	A			
<b>Total</b>		2 302 163,39					2 302 163,39				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES CA 2020

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

A2.5

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (suite)

Instruments de couverture	Effet de l'instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt		
		Index	Niveau de taux	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture	
<b>Taux fixe (total)</b>										
Swap 8401 Ream	8401	Taux fixe à 4.5 %	4,64	Taux fixe à 3.85 %	3,91	1 937 141,41	2 229 552,01	A-1	A-1	
<b>Taux variable simple (total)</b>										
<b>Taux complexe (total)</b>										
Swap 8391	8391 T1	Taux fixe 2.5% à barrière -0.08 sur écart EUR-CHF - EUR-USD (2.5%/1/- 0.08)	0	Taux fixe à 2.93 %	0,00	715 552,77	832 575,80			
<b>Total</b>						<b>2 652 694,18</b>	<b>3 062 127,81</b>			

IV – ANNEXES CA 2020

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

IV  
A2.6

A2.6 - REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

Enprunts	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Date de refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû au 31/12/2020	Capital réamortisé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Caractéristiques du taux			Coût de sortie		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice	
	Année	Profil							Type de taux	Index	Niveau de taux	Type	Montant	Intérêts	Capital		
<b>Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette</b>					<b>0,00 €</b>	<b>9 145 833,40 €</b>									<b>116 074,56 €</b>	<b>10 000 000,00 €</b>	
8631	2013		21/12/2020	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	0,00 €	5 333 333,40 €	8,00	T	V	Euribor 3M + 1,5	1,02%				78 349,99 €	6 000 000,00 €	
8731-lirage	2015		20/12/2020	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	0,00 €	3 812 500,00 €	14,91	T	V	(Euribor 3M + 0,95)- Floor 0 sur Euribor 3M	0,97%		6 237,67 €		37 724,57 €	4 000 000,00 €	
<b>Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette</b>					<b>9 400 000,00 €</b>												<b>463,86 €</b>
8951	2020		21/12/2020	BANQUE POSTALE	5 500 000,00 €		8,00	T	F	Taux fixe à 0,15 %	0,15%						<b>229,17 €</b>
8961	2020		20/12/2020	ARKEA	3 900 000,00 €		14,91	T	V	(Euribor 3M + 0,22)- Floor 0 sur Euribor 3M	0,22%						<b>224,71 €</b>

## IV - ANNEXES

## A) ELEMENTS DU BILAN

## A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL	Date de délibération	
	Seuil d'amortissement à 100 % : 150 euros ttc	18-déc-06	
<b>AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE</b>	<i>Catégories de biens amorties</i>	<i>Durée</i>	
	cpte 2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5 ans	07-juil-08
	cpte 2031 - frais d'études, élaboration, modification et révision des doc. d'urbanisme	10 ans	07-juil-08
	cpte 2032 - frais de recherches et de développement - réussite du projet	5 ans	07-juil-08
	cpte 2032 - frais de recherches et de développement - échec du projet	1 an	07-juil-08
	cpte 2033 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5 ans	07-juil-08
	cpte 2051 - Concessions et droits similaires (1)	2 ans	07-juil-08
	cpte 208 - Autres immobilisations corporelles	2 ans	07-juil-08
	cpte 2132 - immeuble de rapport	25 ans	07-juil-08
	cpte 21561 - Matériel & outillage d'incendie - matériel roulant	10 ans	07-juil-08
	cpte 21568 - Matériel & outillage d'incendie - autre matériel	10 ans	07-juil-08
	cpte 21571 - Matériel & outillage de voirie - matériel roulant	8 ans	07-juil-08
	cpte 21578 - Matériel & outillage de voirie - autre matériel	8 ans	07-juil-08
	cpte 2158 - autres installations, matériel et outillage techniques	8 ans	07-juil-08
	cpte 2181 - Intallations générales, agencements, aménagements divers	15 ans	07-juil-08
	cpte 2182 - Matériel de transport	10 ans	07-juil-08
	cpte 2183 - Matériel de bureau et informatique	5 ans	07-juil-08
	cpte 2184 - Mobilier	8 ans	07-juil-08
	cpte 2185 - Cheptel	10 ans	07-juil-08
	cpte 2188 - Autres immobilisations corporelles	8 ans	07-juil-08
	cpte 21732 - immeuble de rapport reçu au titre d'une mise à disposition	25 ans	07-juil-08
	cpte 21757 - Matériel et outillage de voirie reçus au titre d'une mise à disposition	8 ans	07-juil-08
	cpte 21758 - Autres installation, matériel et outillage techniques reçus au titre d'une mise à disposition	8 ans	07-juil-08
	cpte 21782 - Matériel de transport reçus au titre d'une mise à disposition	10 ans	07-juil-08
	cpte 21783 - Matériel de bureau et informatique reçus au titre d'une mise à disposition	5 ans	07-juil-08
	cpte 21784 - Mobilier reçus au titre d'une mise à disposition	8 ans	07-juil-08
	cpte 21785 - Cheptel reçus au titre d'une mise à disposition	10 ans	07-juil-08
	cpte 21788 - Autres immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposition	8 ans	07-juil-08
	cpte 2232 - immeuble de rapport reçu en affectation	25 ans	07-juil-08
	cpte 2256 - Matériel & outillage d'incendie et de défense civile reçus en affectation	8 ans	07-juil-08
	cpte 2257 - Matériel & outillage de voirie reçus en affectation	8 ans	07-juil-08
	cpte 2258 - Autres installations, matériel et outillage techniques reçus en affectation	8 ans	07-juil-08
	cpte 2281 - Installations générales, agencements, aménagements divers reçues en affectation	15 ans	07-juil-08
	cpte 2282 - Matériel de transport reçu en affectation	10 ans	07-juil-08
	cpte 2283 - Matériel de bureau et matériel informatique reçu en affectation	5 ans	07-juil-08
	cpte 2284 - Mobilier reçu en affectation	8 ans	07-juil-08
	cpte 2285 - Cheptel reçu en affectation	10 ans	07-juil-08
cpte 2288 - Autres immobilisations corporelles reçues en affectation	8 ans	07-juil-08	
<b>AMORTISSEMENT FACULTATIF</b>	Non		
<b>AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT</b>		Durée	
	cpte 20411 - Subventions d'équipement aux organismes publics - Etat		
	- 204111 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14-mars-16
	- 204112 - bâtiments et installation	30	
	- 204113 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
	cpte 20412- subventions d'équipement aux organismes publics - Régions		
	- 204121 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14-mars-16
	- 204122 - bâtiments et installations	30	
	- 204123 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
	cpte 20413- subventions d'équipement aux organismes publics - Départements		
	- 204131 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14-mars-16
	- 204132 - bâtiments et installations	30	
	- 204133 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
	cpte 204141- subventions d'équipement aux organismes publics - Communes membres du GFP		
	- 2041411 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14-mars-16
	- 2041412 - bâtiments et installations	30	
	- 2041413 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
	cpte 204148 - subventions d'équipement aux organismes publics -Autres Communes		
	- 2041481 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14-mars-16
	- 2041482 - bâtiments et installations	30	
	- 2041483 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
cpte 204151- subventions d'équipement aux organismes publics - GFP de rattachement			
- 2041511 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14-mars-16	
- 2041512 - bâtiments et installations	30		
- 2041513 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40		
cpte 204158- subventions d'équipement aux organismes publics - Autres groupements			
- 2041581 - Biens mobiliers, matériel et études	5	14-mars-16	
- 2041582 - bâtiments et installations	30		
- 2041583 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40		

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL	Date de délibération
<b>AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT</b>	cpte 204161- sub d'équipement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés - Caisse des écoles	
	- 2041611 - Biens mobiliers, matériel et études	5
	- 2041612 - bâtiments et installations	30
	- 2041613 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
	cpte 204162- subventions d'équipement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés - CCAS	
	- 2041621 - Biens mobiliers, matériel et études	5
	- 2041622 - bâtiments et installations	30
	- 2041623 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
	cpte 204163- sub d'équipement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés - A caractère administratif	
	- 2041631 - Biens mobiliers, matériel et études	5
	- 2041632 - bâtiments et installations	30
	- 2041633 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
	cpte 204164- sub d'équipement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés - A caractère industriel et commercial	
	- 2041641 - Biens mobiliers, matériel et études	5
	- 2041642 - bâtiments et installations	30
	- 2041643 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
	cpte 20417- subventions d'équipement aux organismes publics - Autres établissements publics locaux	
	- 204171 - Biens mobiliers, matériel et études	5
	- 204172 - bâtiments et installations	30
	- 204173 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
cpte 20418- subventions d'équipement aux organismes publics - Autres organismes publics		
- 204181 - Biens mobiliers, matériel et études	5	
- 204182 - bâtiments et installations	30	
- 204183 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
cpte 2042- subventions d'équipement aux personnes de droit privé		
- 20421 - Biens mobiliers, matériel et études	5	
- 20422 - bâtiments et installations	30	
- 20423 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
cpte 20441- subventions d'équipement en nature - organismes publics		
- 204411 - Biens mobiliers, matériel et études	5	
- 204412 - bâtiments et installations	30	
- 204413 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
cpte 20442- subventions d'équipement en nature - personnes de droit privé		
- 204421 - Biens mobiliers, matériel et études	5	
- 204422 - bâtiments et installations	30	
- 204423 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	
<b>REGIME DES PROVISIONS</b>	Constitution : provisions budgétaires Reprise : provisions budgétaires	12-déc-05 12-déc-05
<b>ICNE</b>	- Sur le stock de la dette	
<b>AUTRES PROCEDURES (à détailler)</b>	méthode de contrepassation pour les rattachements gestion de certains investissements en AP/CP seuil de rattachement arrêté à 1 500,00 euros ttc	19-janv-98 08-déc-03

(1) sauf pour les brevets amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève

**IV - ANNEXES - CA 2020**  
**A) ELEMENTS DU BILAN**  
**A4 - ETAT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/2020	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	Solde
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES</b>						
<b>Prov. Pour risques et charges</b>	0,00		3 383 257,59	68 100,00	7 430,00	3 443 927,59
Provisions pour litiges						
Affaires à risques		2015 à 2018	394 430,20	68 100,00	7 430,00	455 100,20
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour garanties d'emprunts						
Garanties emprunts divers		2006 à 2014	2 988 827,39	0,00	0,00	2 988 827,39
Autres provisions pour risques						
<b>Provisions pour dépréciation</b>	0,00		83 602,06	0,00	68 602,06	15 000,00
- des immobilisations						
SAEMS du FCM Sud Alsace		31/12/03	68 602,06	0,00	68 602,06	0,00
Avance accordée à une association		31/12/06	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
- des stocks						
- des comptes de tiers						
- des comptes financiers						
<b>TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>3 466 859,65</b>	<b>68 100,00</b>	<b>76 032,06</b>	<b>3 458 927,59</b>
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
<b>Prov. Pour risques et charges</b>	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour garanties d'emprunts						
Autres provisions pour risques						
<b>Provisions pour dépréciation</b>	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations						
- des stocks						
- des comptes de tiers						
- des comptes financiers						
<b>TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**A5 - ETALEMENT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 31/12/2018	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
<b>SANS OBJET</b>						

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES</b>	<b>A6.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalizations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>22 862 600,00</b>	<b>22 610 612,34</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>20 657 850,00</b>	<b>20 405 893,34</b>
1641	EMPRUNTS EN EUROS	20 610 000,00	20 358 062,34
16873	AUTRES DETTES DEPARTEMENTS	21 050,00	21 045,59
16878	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	26 800,00	26 785,41
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>2 204 750,00</b>	<b>2 204 719,00</b>
10223	T.L.E.	50 000,00	50 000,00
13911	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - ETAT	225 620,00	225 612,00
13912	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - REGIONS	135 430,00	135 425,00
13913	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - DEPARTEMENTS	163 220,00	163 213,00
139158	SUB REÇUES GROUPEMENT DE COLLECTIVITÉS	288 000,00	288 000,00
13916	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - AUTRES EP LOCAUX	1 277 750,00	1 277 742,00
13917	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - BUDGET COMMUNAUTAIRE	64 730,00	64 727,00
020	Dépenses imprévues		

	Opération de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent N-1	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>22 610 612,34</b>	<b>7 247 868,09</b>	<b>7 714 071,61</b>	<b>37 572 552,04</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES</b>	<b>A6.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalizations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>38 142 762,56</b>	<b>18 705 446,41</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>9 410 700,00</b>	<b>8 367 018,43</b>
10222	F.C.T.V.A.	4 530 000,00	3 778 472,61
10223	T.L.E.	400 000,00	228 647,95
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOUS-DENSITE		93 502,01
261	TITRES DE PARTICIPATION	68 700,00	
274	PRETS	2 545 000,00	2 399 729,20
2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	1 867 000,00	1 866 666,66
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>28 732 062,56</b>	<b>10 338 427,98</b>
15112	PROVISIONS POUR LITIGES	68 100,00	68 100,00
2802	AMORTISSEMENT FRAIS DE REALISATION DOCUMENTS D'URBA. NUMERISATION DU CADASTRE	580,00	578,00
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	266 360,00	266 355,83
28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION	20 020,00	20 017,88
2804112	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ETAT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30 220,00	30 218,00
2804131	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT DEPARTEMENT BIENS MOBILIERS MATERIEL	70,00	70,00
2804132	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT DEPARTEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	5 920,00	5 912,00
28041412	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT COMMUNES MEMBRES DU GFP BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 370,00	3 365,00
28041511	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT GFP BIENS MOBILIERS MATERIEL	25 970,00	25 963,00
28041512	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT GFP BATIMENTS ET INSTALLATIONS	38 990,00	38 984,00
28041581	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT AUTRES GROUPEMENT	55 930,00	59 500,00
2804172	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 004 610,00	3 015 556,00
2804182	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	316 960,00	313 828,00
280421	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PRIVE BIENS MOBILIERS MATERIEL ETUDES	383 650,00	360 256,12
280422	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 132 120,00	1 130 664,00
2804412	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	107 110,00	106 642,00
2804413	AMORTISSEMENT SUBVENTIONS D&#8217;	1 033 370,00	1 033 366,00
2804421	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PERS. DROIT PRIVE BIENS MOBILIERS MATERIEL	120,00	222,00
2804422	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT PERS. DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS	141 190,00	141 224,00
28051	AMORTISSEMENT CONCESSION DROIT SIMILAIRE	448 120,00	316 559,53
28132	AMORTISSEMENTS DES IIMMEUBLES DE RAPPORT	303 040,00	302 965,00
28135	AMORTISSEMENTS DES INSTAL GENERALES,AGENC AMENAGEMENTS CONSTRUCTIONS	66 740,00	66 734,00
281568	AMORTISSEMENTS AUTRE MATERIEL OUTILLAGE INCENDIE DEFENSE CIVILE	22 170,00	22 665,59
281578	AMORTISSEMENTS AUTRE MATERIEL OUTILLAGE DE VOIRIE	75 600,00	73 603,35
28158	AMORTISSEMENTS DES AUTRES INSTAL TECH MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	226 270,00	226 111,27
28181	AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	5 660,00	5 651,00
28182	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE TRANSPORT	532 500,00	501 758,92
28183	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	502 150,00	494 908,11
28184	AMORTISSEMENTS MOBILIER	406 820,00	405 151,08
28188	AMORTISSEMENTS AUTRES	403 940,00	370 729,07
4817	PENALITES DE RENEGOCIATION DE LA DETTE	931 000,00	930 769,23
024	Produits de cessions	1 309 372,00	
021	Virement de la section de fonctionnement	16 864 020,56	

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>18 705 446,41</b>	<b>4 276 185,34</b>		<b>10 685 754,36</b>	<b>33 667 386,11</b>
	<b>Montant</b>				
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres II</b>	<b>37 572 552,04</b>				
<b>Ressources propres disponibles IV</b>	<b>33 667 386,11</b>				
<b>Solde V=IV-II (3)</b>	<b>-3 905 165,93</b>				

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

(1) **DEPLACEMENT ET CIRCULATION**

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	<b>585,04</b>
	61522109	585,04
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	
	[...]	
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>585,04</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>585,04</b>

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	<b>23 475,60</b>
	703210099	23 475,60
73	Impôts et taxes	<b>0,00</b>
	73370099	
74	Dotations et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	
	[...]	
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>23 475,60</b>
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des recettes d'ordre</i>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>23 475,60</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

(1) **GESTION IMMOBILIERE**

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	<b>0,00</b>
	6132099	
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	<b>0,00</b>
	67300099	
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	
	[...]	
73	Impôts et taxes	<b>0,00</b>
		0,00
74	Dotations et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	<b>995 569,03</b>
	75200099	995 569,03
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>995 569,03</b>
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>995 569,03</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

(1) **DEVELOPPEMENT CULTUREL - FILATURE**

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	<b>36 219,93</b>
	615221099	35 959,93
	61560099	260,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>36 219,93</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>36 219,93</b>

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	
	[...]	
73	Impôts et taxes	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
74	Dotations et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	<b>180 255,24</b>
	75200099	180 255,24
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>180 255,24</b>
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>180 255,24</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

(1) **THEATRE MUNICIPALE DE LA SINNE**

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	<b>673,29</b>
	60623099	673,29
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	<b>0,00</b>
	67300099	
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>673,29</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>673,29</b>

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	<b>1 557,26</b>
	70830099	45,00
	70880099	1 512,26
73	Impôts et taxes	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
74	Dotations et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	<b>4 099,00</b>
	75200099	4 099,00
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>5 656,26</b>
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>5 656,26</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

(1) **COMMERCE ET ARTISANAT - DROITS DE PLACE**

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	<b>23 435,12</b>
	6132099	22 255,62
	615221099	1 179,50
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	<b>345,92</b>
	67300099	345,92
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>23 781,04</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>23 781,04</b>

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	
	[...]	
73	Impôts et taxes	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
74	Dotations et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	<b>9 517,50</b>
	75200099	9 517,50
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>9 517,50</b>
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 517,50</b>

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

(1) **SYSTEMES INFORMATION**

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	<b>0,00</b>
	[...]	
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	<b>716,15</b>
	703230099	716,15
73	Impôts et taxes	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
74	Dotations et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>716,15</b>
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>716,15</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

(1) **URBANISME AFFICHAGE**

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	<b>0,00</b>
	[...]	
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	<b>6 417,74</b>
	70830099	6 417,74
73	Impôts et taxes	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
74	Dotations et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>6 417,74</b>
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>6 417,74</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

(1) **EQUIPEMENTS ET SPORTS MUNICIPAUX**

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	<b>0,00</b>
	[...]	
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
73	Impôts et taxes	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
74	Dotations et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	<b>18 534,69</b>
	75200099	18 534,69
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>18 534,69</b>
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	
	[...]	
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>18 534,69</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA –</b>	<b>A7.2.2</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	

(1) **DEPLACEMENT ET CIRCULATION**

**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subventions d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	<b>288,00</b>
	213180099	288,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	
	[...]	
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	
	[...]	
26	Participat° et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opération d'équipement n° [...]		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>288,00</b>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	
	[...]	
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>288,00</b>

**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subventions d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
20	Immobilisations incorporelles	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles	
	[...]	
22	Immobilisations reçues en affectation	
	[...]	
23	Immobilisations en cours	
	[...]	
26	Participat° et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	
	[...]	
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	
	[...]	
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A7.2.2</b>

(1) **DEVELOPPEMENT CULTUREL - FILATURE**

**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subventions d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	<b>43 894,50</b>
	213180099	43 894,50
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	
	[...]	
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	<b>135 805,16</b>
	23130099	135 805,16
26	Participat° et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opération d'équipement n° [...]		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>179 699,66</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	
	[...]	
041	Opérations patrimoniales	
	[...]	
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>179 699,66</b>

**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subventions d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
20	Immobilisations incorporelles	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles	
	[...]	
22	Immobilisations reçues en affectation	
	[...]	
23	Immobilisations en cours	
	[...]	
26	Participat° et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	
	[...]	
041	Opérations patrimoniales	
	[...]	
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A7.2.2</b>

(1) **COMMERCE ET ARTISANAT - DROITS DE PLACE**

**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subventions d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	<b>16 047,78</b>
	21320099	16 047,78
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	
	[...]	
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	<b>0,00</b>
	[...]	0,00
26	Participat° et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opération d'équipement n° [...]		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	[...]	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>16 047,78</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	
	[...]	
041	Opérations patrimoniales	
	[...]	
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>16 047,78</b>

**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subventions d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
20	Immobilisations incorporelles	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles	
	[...]	
22	Immobilisations reçues en affectation	
	[...]	
23	Immobilisations en cours	
	[...]	
26	Participat° et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	[...]	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	
	[...]	
041	Opérations patrimoniales	
	[...]	
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>A7.4.1</b>

**A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Montant</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 234 368,57</b>
6042	Achats de prestations de services	8 898,07
60623	Alimentation	843,51
60628	Autres fournitures non stockées	222 916,28
60631	Fournitures d'entretien	108 655,01
60632	Fournitures de petit équipement	14 188,57
60633	Fournitures de voirie	26 316,00
6067	Fournitures scolaires	705,60
6068	Autres matières et fournitures	1 268,44
611	Contrats de prestations de services	53 525,00
6132	Locations immobilières	2 550,53
6135	Locations mobilières	18 431,39
6236	Catalogues et imprimés	180,00
6238	Divers - Publicité, publications, relations publiques	23 203,59
6283	Frais de nettoyage des locaux	464 063,01
62875	Remboursement de frais aux communes membres du GFP	288 623,57
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>317 000,00</b>
641	Rémunération du personnel	317 000,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>201 100,00</b>
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé	201 100,00
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>1 650,00</b>
6713	Secours et dots	1 650,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires</b>	
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	
	<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>1 754 118,57</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	
	<b>Total des dépenses d'ordre</b>	
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 754 118,57</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D’INVESTISSEMENT</b>	<b>A7.4.2</b>

**A7.4.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Montant</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (hors opérations)</b>	
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>133 913,55</b>
2152	Installation de voirie	133 913,55
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	
<b>Opérations d'équipement (1 ligne par opération)</b>		
Opération d'équipement n° [...]		
<b>Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)</b>		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>133 913,55</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>133 913,55</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

<b>IV - ANNEXES CA 2020</b>		<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>		
<b>ETAT DES CHARGES TRANSFEREES</b>		<b>A8</b>

**A8 - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde I - (II + III)
TOTAL							

2015	Etalement d'une indemnité de remboursement anticipé d'un emprunt CAFFIL indexé sur le cours EUR/CHF	13 ans	24/08/2015 (arrêté n° 1302)	12 100 000,00	4 653 846,15	930 769,23	6 515 384,62
TOTAL							
				12 100 000,00	4 653 846,15	930 769,23	6 515 384,62

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

**A9 - CHAPITRES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail)(1)**

45400016 TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE		Date de la délibération :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>24 934,90</b>	<b>75 065,10</b>	<b>29 941,18</b>		<b>45 123,92</b>	<b>54 876,08</b>
454100016	24 934,90	75 065,10	29 941,18		45 123,92	54 876,08
<i>040 Travaux réalisé par le personnel du mandataire</i>						
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>						
Annulations sur dépenses (c)(3)						
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>24 934,90</b>	<b>75 065,10</b>	<b>29 941,18</b>		<b>45 123,92</b>	<b>54 876,08</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>24 934,90</b>	<b>75 065,10</b>	<b>29 941,18</b>		<b>45 123,92</b>	<b>54 876,08</b>
454200016 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	24 934,90	75 065,10	29 941,18		45 123,92	54 876,08
<i>040 Financement par le mandataire</i>						
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers</i>						
Annulations sur recettes (d)(3)						
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>24 934,90</b>	<b>75 065,10</b>	<b>29 941,18</b>		<b>45 123,92</b>	<b>54 876,08</b>

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.  
(2) Inscire le chapitre et la nature des travaux.  
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.  
(4) Indiquer le chapitre.

45800104 MISE AUX NORMES JEUX OPAC		Date de la délibération :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>474 217,53</b>	<b>45 457,48</b>	<b>45 123,63</b>		<b>333,85</b>	<b>519 341,16</b>
458100104	474 217,53	45 457,48	45 123,63		333,85	519 341,16
<i>040 Travaux réalisé par le personnel du mandataire</i>						
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>						
Annulations sur dépenses (c)(3)						
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>474 217,53</b>	<b>45 457,48</b>	<b>45 123,63</b>		<b>333,85</b>	<b>519 341,16</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>474 217,53</b>	<b>45 457,48</b>	<b>45 123,63</b>		<b>333,85</b>	<b>519 341,16</b>
458200104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	237 108,76	22 728,74	22 561,81		166,93	259 670,57
<i>040 Financement par le mandataire</i>						
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers</i>						
Annulations sur recettes (d)(3)						
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>474 217,53</b>	<b>45 457,48</b>	<b>45 123,63</b>		<b>333,85</b>	<b>519 341,16</b>

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.  
(2) Inscire le chapitre et la nature des travaux.  
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.  
(4) Indiquer le chapitre.

45800108 RESTAURATION DES MONUMENTS FUNERAIRE		Date de la délibération :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
<b>DEPENSES (a)</b>		<b>10 000,00</b>	<b>6 750,00</b>		<b>3 250,00</b>	<b>6 750,00</b>
458100108		10 000,00	6 750,00		3 250,00	6 750,00
<i>040 Travaux réalisé par le personnel du mandataire</i>						
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>						
Annulations sur dépenses (c)(3)						
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>		<b>10 000,00</b>	<b>6 750,00</b>		<b>3 250,00</b>	<b>6 750,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>		<b>10 000,00</b>	<b>5 625,00</b>	<b>1 125,00</b>	<b>3 250,00</b>	<b>5 625,00</b>
458200108 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)		10 000,00	5 625,00	1 125,00	3 250,00	5 625,00
<i>040 Financement par le mandataire</i>						
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers</i>						
Annulations sur recettes (d)(3)						
<b>Recettes nettes (b - d)</b>		<b>10 000,00</b>	<b>5 625,00</b>	<b>1 125,00</b>	<b>3 250,00</b>	<b>5 625,00</b>

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.  
(2) Inscire le chapitre et la nature des travaux.  
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.  
(4) Indiquer le chapitre.

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000031965	ETUDE 20 PROJET ANRU	0	39 000,00	0,00
AUT00000000031966	ETUDE 20 CONFINEMENT ESELACKER	0	8 532,00	0,00
AUT00000000031967	ETUDE 20 ASSISTANCE ETUDE PROJET VILLE NATURE	0	163 920,00	0,00
AUT00000000031968	ETUDE 20 IME LES ACACIAS PFASTATT	0	30 000,00	0,00
AUT00000000032355	ETUDE 20 GS SELLIER - ETUDE AVANT TRX	0	4 000,00	0,00
<b>Total par Nature : 2031</b>			<b>263 452,00</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000029762	ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN DE 66 UP	5	6 480,00	0,00
AUT00000000029773	PROJET 19S0010 TRAV.RENOVATION ET MAINTENANCE COURANTE BATIMENTS COMMUNAUX	5	397,49	0,00
AUT00000000029779	MARCHE V2019116 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN	5	6 480,00	0,00
AUT00000000029780	MARCHE V2019194 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN	5	6 480,00	0,00
AUT00000000030521	INSERTION 19 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN	5	3 240,00	0,00
AUT00000000031076	INSERTION 20 PROJET 20S0022 EXTENSION ECOLE MATERNELLE HENRI SELLIER	0	310,90	0,00
AUT00000000031077	INSERTION 20 PROJ 19S0117 REHAB. BAT. POUR LA REAL. HANGAR POUR LE CARNAVAL	0	273,74	0,00
AUT00000000031078	INSERTION 20 PROJET 19S0114 ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES OUVRAGES ART TERRITOIRE	0	304,32	0,00
AUT00000000031079	INSERTION 20 PROJET 20S0001 RESTAURATION INTERIEURE DU TEMPLE SAINT-ETIENNE	0	383,52	0,00
AUT00000000031171	INSERTION 20 PROJET 19S0112 AMENAGEMENT PAYSAGER MULHOUSE	0	352,37	0,00
AUT00000000031172	INSERTION 20 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN	5	6 480,00	0,00
AUT00000000031173	INSERTION 20 PROJET 19S0091 AMGT DES RUES MEURTHE-BASTION-JUSTICE-LOT 2 B	0	289,54	0,00
AUT00000000031174	INSERTION 20 PROJET 19S0119 RENOVATION CHAUFFERIE VESTIAIRESDOUCHES PIERRE DE CO	0	208,37	0,00
AUT00000000031178	INSERTION 20 ANNONCE ECOLE MATERNELLE DROUOT	0	400,61	0,00
AUT00000000031179	INSERTION 20 ANNONCE FOURNITURE CANDELABRES ECLAIRAGE PUB.	0	699,65	0,00
AUT00000000031180	INSERTION 20 PROJET 20S0021 SOLUTION PAIEMENT STATIONNEMENT	0	268,18	0,00
AUT00000000031181	INSERTION 20 PROJET 20S0016 REMPLACEMENTS CANDELABRES ET ARMOIRES	0	246,82	0,00
AUT00000000031182	INSERTION 20 PROJET 20S0013 MISSIONS GEOTECHNIQUES TRAVAUX ETUDES POUR LA VILLE	0	742,37	0,00
AUT00000000031189	INSERTION 20 PROJET 20S0010 RECTIF.REMPL.MENUISERIES EXT. ECOLE MAT. DROUO	0	162,34	0,00
AUT00000000031190	INSERTION 20 PROJET 20S0011 ENT ET MAINT.EQUIPEMENTS DU TUNNEL DE LA GARE DE MUL	0	721,01	0,00
AUT00000000031938	PROJET 20S0011 RECTIF. ENTRETIEN ET MAINTENANCE EQUIPEMENTS GARE DE MULHOUSE	0	268,18	0,00
AUT00000000031939	PROJET 20S0028 RENOVATION GYMNASSE MITTELWIHR	0	653,61	0,00
AUT00000000031940	PROJET 19S0119 RECTIF.RENOVATION CHAUFFERIE VESTIAIRE DOUCHES PIERRE DE COUBERTI	0	169,92	0,00
AUT00000000031941	PROJET 20S0001 RESTAURATION INTERIEURE DU TEMPLE SAINT-ETIENNE	0	216,91	0,00
AUT00000000031942	PROJET 20S0031 MISS.ORDONNANC.PILOTAGE COORD. CONSTR.NOUV.GROUPE SCOL.VICTOR HUG	0	742,37	0,00
AUT00000000031943	PROJET 20S0033 CONSTRUCTION D'UNE PASSERELLE SUR LE CANAL DE L'ILL	0	310,90	0,00
AUT00000000031944	PROJET 20S0011 RECTIF. ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DU TUNNEL GARE D	0	285,26	0,00
AUT00000000031945	PROJET 20S0037 REAMENAGEMENT SERVICE JEUNESSE	0	379,25	0,00
AUT00000000031946	PROJET 20S0044 DECONSTRUCTION-DEMOLITION 41-43 49 RUE NEPPERT ET 36 RUE DES ROSE	0	332,26	0,00
AUT00000000031947	PROJET 20S0045 REMPLACEMENT MENUISERIES EXT. ECOLE MATERNELLE PIERREFONTAINE LOT	0	383,52	0,00
AUT00000000031948	PROJET 20S0004 TRAVAUX DE RENOVATION ET MAINT. COURANTE BATIMENTS COMMUNAUX - 42	0	2 143,58	0,00
AUT00000000031949	MARCHE V2020152 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN	0	6 480,00	0,00
AUT00000000031950	PROJET 20S0054 DEMOLITION DU 7 RUE DE BRUNSTATT	0	323,71	0,00
AUT00000000031951	PROJET 20S0049 MOE AMENAGEMENT DE LA PLACE HAUGER ET DE SES ABORDS - DIAGONALE V	0	332,26	0,00
AUT00000000031952	DSP PARKING EN OUVRAGE VILLE DE MULHOUSE	0	1 258,80	0,00
AUT00000000031953	PROJET 20S0004 RECTIFICATIF TRAVAUX RENOVATION ET MAINTENANCE BATIMENTS COMMUNAU	0	656,93	0,00
AUT00000000031954	PROJET 20S0067 FOURNITURE ET POSE DE SIGNALISATION VERTICALE	0	973,06	0,00
AUT00000000031955	PROJET 20S0064 OPERATION D'AGRANDISSEMENT DE L'ECOLE ELEMENTAIRE PIERREFONTAINE	0	686,83	0,00
AUT00000000031969	PROJET 20S0078 EXTENSION ECOLE MATERNELLE HENRI SELLIER	0	900,43	0,00
AUT00000000032122	PROJET 20S0004 TRAVAUX DE RENOVATION ET MAINT.DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX	0	588,58	0,00
AUT00000000032123	PROJET 20S0089 REAMENAGEMENT SERVICE JEUNESSE A LA MAIRIE DE MULHOUSE	0	299,04	0,00
AUT00000000032356	PROJET 20S0094 PRESTATION DE NETTOYAGE DES LOCAUX ECOLES MATERNELLES ET ELEM. VD	0	545,86	0,00
AUT00000000032357	PROJET 20S0091 REMPLACEMENT COUVERTURE-ZINGUERIE-ETANCHEITE CARRE DES ASSOCIATIO	0	332,26	0,00
AUT00000000032358	PROJET 20S0098 VERIFICATION REGLEM.-ENTRETIEN ET REMPLACEMENT PARCS DES EXTINGCTE	0	588,58	0,00
AUT00000000032359	PROJET 20S0093 REAMENAGEMENT DE LA RUE DES RABBINS - LOT 3 ESPACES VERTS	0	246,82	0,00
AUT00000000032388	PROJET 20S0099 REMPLACEMENT VITRES CASSEES ET TRAV.VITRERIE ANNEXES BATIMENTS COM	0	289,54	0,00
AUT00000000032389	PROJET 20S0097 CREATION D'UNE VOIE POMPIER RUE FRANCOIS SPOERRY - 2 LOTS	0	332,26	0,00
AUT00000000032392	PROJET 20S0105 TRAVAUX RENOVATION-MAINT.COUR. BATIM.COMMUNAUX - 3 LOTS MENUIS.BO	0	477,50	0,00
AUT00000000032394	PROJET 20S0095 PRESTATIONS NETTOYAGE LOCAUX ET SURFACES VITREES SITES VILLE DE M	0	588,58	0,00
AUT00000000032708	INSERTION 20 PROJET 20S0117 MARQUAGE ROUTIER-TRAVAUX RENOUVELLEMENT ET D'AMELI	0	310,90	0,00
AUT00000000032709	INSERTION 20 PROJET 20S0125 CONSEIL EN COMMUNICATION POURACCOMPAGNEM.IMAGE VILLE	0	259,63	0,00
AUT00000000032710	INSERTION 20 PROJET 20S0107 ET 20S0113 MISSION SUIVI ANIMATION ACCOMPAGNEM.IMAGE	0	661,20	0,00
AUT00000000032711	INSERTION 20 PROJET 20S0118 REALISATION D'UNE PLATEFORME NUMERIQUE PARTICIPATIVE	0	268,18	0,00
<b>Total par Nature : 2033</b>			<b>58 207,94</b>	<b>0,00</b>

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT0000000032644	SUB 20 PARTICIPATION M2A PLEIN CIEL	30	12 200,00	0,00
<b>Total par Nature : 2041512</b>			<b>12 200,00</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000032640	SUB 20 PARTICIPATION EQUIPEMENT HEAR	5	59 500,00	0,00
<b>Total par Nature : 2041581</b>			<b>59 500,00</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000032638	SUB 20 SECTION JEUNES SAPEURS POMPIERS MULHOUSE	15	7 700,00	0,00
<b>Total par Nature : 204171</b>			<b>7 700,00</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000031191	SUB 20 PARTICIPATION RUDIC	30	300 000,00	0,00
AUT0000000031383	SUB 20 CITIVIA ZAC NOUVEAU BASSIN	30	600 000,00	0,00
AUT0000000031384	SUB 20 PARTICIPATION EQUILIBRE ZAC FONDERIE	30	1 420 000,00	0,00
AUT0000000031385	SUB 20 POLE DE SANTE GUNSBACH	30	30 000,00	0,00
AUT0000000031459	SUB 20 OPAH FONDERIE	30	400 000,00	0,00
AUT0000000031931	SUB 20 AIDE AU LOGEMENT	30	698 200,00	0,00
AUT0000000032100	EX 20 SUB BATIMENTS CULTUELS CONSEIL PRESBYTERAL EGLISE	30	192 000,00	0,00
<b>Total par Nature : 204172</b>			<b>3 640 200,00</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000032791	SUB 20 SNCF OUVRAGE D ART	30	5 238,64	0,00
<b>Total par Nature : 204182</b>			<b>5 238,64</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000031055	SUB 20 EQUIPEMENT ACCESSIBILITE	5	1 300,00	0,00
AUT0000000031192	SUB EQUIPT 2020 LUTTE CONTRE L'EXCLUSION	5	56 000,00	0,00
AUT0000000031193	SUB 2020 EQUIPEMENT A LA PERSONNE	5	4 000,00	0,00
AUT0000000031212	SUB 20 PAGES JAUNES	5	10 000,00	0,00
AUT0000000031456	SUB 20 EQUIPEMENT DANS LES QUARTIERS	5	19 000,00	0,00
AUT0000000031457	SUB 20 EQUIPEMENT SPORTIF	5	65 000,00	0,00
AUT0000000031930	SUB 20 MATERIEL TECHNIQUE	5	55 000,00	0,00
AUT0000000031932	SUB 20 FILATURE	5	60 000,00	0,00
AUT0000000031933	SUB 20 NOUMATROUFF	5	20 000,00	0,00
AUT0000000031934	SUB 20 JAZZ FESTIVAL METEO	5	15 000,00	0,00
AUT0000000031935	-SUB 20 LES DOCKERS	5	10 000,00	0,00
AUT0000000032201	SUB 20 EQUIPEMENT CENTRES SOCIAUX	5	28 500,00	0,00
AUT0000000032637	-SUB 20 D'EQUIPEMENT ASSOC P.H MOB	5	3 000,00	0,00
<b>Total par Nature : 20421</b>			<b>346 800,00</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000031089	SUB 20 - EQUIPT AU PRIVE MVP	30	231 843,00	0,00
AUT0000000031183	SUB 20 EQUIPT MVP ESPACES RESID.	30	32 310,00	0,00
AUT0000000031216	SUB 20 MULHOUSE DIAGONALE	30	12 330,00	0,00
AUT0000000032101	EX 20 SUB EQUIPEMENT FOYERS PAROISSIAUX	30	33 000,00	0,00
<b>Total par Nature : 20422</b>			<b>309 483,00</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000032801	SUB20 - TRAVAUX AMELIORATIONJEUX OPAC	30	22 561,82	0,00
<b>Total par Nature : 204412</b>			<b>22 561,82</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000029566	NPNRU ALBUM PHOTO DROUOT	2	4 955,50	0,00
AUT0000000031057	LICENCE REGIE SPECTACLE 2020	2	1 764,00	0,00
AUT0000000031058	LOGICIEL INSCRIPTIONS SCOLAIRES	2	1 020,00	0,00
AUT0000000031207	LOGICIEL SAGE PAIE ET RH - OSM	2	1 020,00	0,00
AUT0000000031208	4 LICENCES LOGICIEL ESIRIUS-CIMETIERE	2	1 942,80	0,00
AUT0000000031209	LOGICIEL SAGE PAIE-DADSU 2020	2	2 148,00	0,00
AUT0000000031210	CERTIFICAT IXBUS-VALABLE 3 ANS	2	359,82	0,00
AUT0000000031211	SYSTEME INTEGRE GESTION BIBLIOTHEQUE	2	4 245,12	0,00
AUT0000000031458	VIDEO-VERBALISATION - MIGRATION TEPV WEB	2	4 044,00	0,00
AUT0000000031688	LOGICIEL INSCRIPTIONS SCOLAIRES	2	1 428,00	0,00
AUT0000000031689	CERTIFICAT SERVEUR	2	2 527,20	0,00
AUT0000000031690	LOGICIEL IMUSE-EXTRANET PRE INSCRIP.	2	2 880,00	0,00
AUT0000000031691	LOGICIEL DE COORDINATION	2	40 989,60	0,00
AUT0000000031692	NPNRU: ANNE IMMELE CACHET PHOTO DROUOT	2	2 157,00	0,00
AUT0000000032353	LOGICIEL PAIE	2	6 821,18	0,00
AUT0000000032360	LICENCES POLICES D'ECRITURE - SERV.020	1	158,56	0,00
AUT0000000032361	MAJ LOGICIEL WINDEV	2	5 889,60	0,00
AUT0000000032362	LICENCES VMWARE	2	15 634,63	0,00
AUT0000000032363	MIGRATION MODULE SERV. DES EAUX / 30 %	2	5 541,75	0,00
AUT0000000032364	LICENCES MICROSOFT OFFICE 2019	2	21 232,92	0,00
AUT0000000032365	LOGICIEL BILLETERIE	2	3 840,00	0,00
AUT0000000032366	NUMESIA - INSCRIPTIONS EN LIGNE	2	13 977,00	0,00
AUT0000000032367	LOGICIEL MULTI FACTURATION V20051	2	5 604,00	0,00
AUT0000000032368	INSCRIPTIONS LOGICIEL JEUNESSE INTRA V2020261 V20054	2	5 760,00	0,00
AUT0000000032369	LOGICIEL FACTURATION V20051	2	6 120,00	0,00
AUT0000000032370	ASTRE GF DEMAT ACTE BUDGETAIRE-MARCHE INTRANET V2020228	2	18 069,12	0,00
AUT0000000032371	700 LICENCES ANTIVIRUS - 2 ANS	2	6 552,00	0,00
AUT0000000032372	LICENCES WEBEX POUR 3 ANS - CLOUD MEETINGS / DEVICE	2	2 199,60	0,00
AUT0000000032373	APPLICATION ALLO PROXIMITE	2	6 000,00	0,00
AUT0000000032374	LOGICIEL WONDERSHARE	2	475,74	0,00
AUT0000000032375	LOGICIEL ZWCAD	2	5 280,00	0,00
AUT0000000032376	ASTRE RH - GESTION FRAIS DEPLACEMENT	2	20 640,96	0,00
AUT0000000032378	MAINT.KOHA BOKEH DU 01/07 AU 31/12/20	2	4 245,12	0,00
AUT0000000032379	LICENCE GEOFONCIA PERPETUELLE RESEAU	2	3 000,00	0,00
AUT0000000032380	LOGICIEL DE COORDINATION	2	2 400,00	0,00
AUT0000000032381	LOGICIEL DE COORDINATION	2	2 700,00	0,00
<b>Total par Nature : 2051</b>			<b>233 623,22</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000032840	EX20 - TERRAIN DROUOT R ARTOIS MULHOUSE 2 R ILE NAPOLEON RIEDISHEIM MW73 AR2	0	90 156,00	0,00
AUT0000000032863	PARKING ANGLE RUE ILLZACH - PYRENNEE -CHAUDRONNIER	0	35 893,73	0,00
<b>Total par Nature : 2111</b>			<b>126 049,73</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000032841	MULHOUSE - 40 RUE DES CARRIERES 0.61 ARES NO 84	0	5 490,00	0,00
AUT0000000032842	MULHOUSE - 5 RUE DE LA TERRASSE 0.33 ARES NO327/81	0	2 970,00	0,00
<b>Total par Nature : 2112</b>			<b>8 460,00</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000031377	DEMOLITION 7 R BRUNSTATT	0	2 539,80	0,00
<b>Total par Nature : 2113</b>			<b>2 539,80</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000032859	TERRAIN 141 RUE DE BALE	0	4 044,00	0,00
<b>Total par Nature : 2115</b>			<b>4 044,00</b>	<b>0,00</b>

IV - ANNEXES					IV
ELEMENTS DU BILAN					A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES					
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT	
AUT00000000029760	PROJET 18S0084A AMGT DES JARDINS NEPPERT ET VOIRIES MULHOUSE - LOT 4 CLOTURES	0	231,50	0,00	
AUT00000000029761	PROJET 18C0001 AMENAGEMENT AIRE DE JEUX MULHOUSE DIAGONALES	0	209,66	0,00	
AUT00000000029768	PROJET 18S0130 TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA PLACE DREYFUS - 4 LOTS	0	349,44	0,00	
AUT00000000029772	PROJETS 19S011 AIRES DE JEUX-19S0031 ANTI-INTRUS. IMPLANT.MOBILES-19S0005 EC.SEL	0	1 598,69	0,00	
AUT00000000029778	PROJET 19S0020 FOURNITURE ET POSE DE LISSES BASSES AU PARC STEINBACH	0	214,03	0,00	
AUT00000000029805	ETUDE 19 ESELACKER	0	70 887,06	0,00	
AUT00000000030664	TVX19 PLAINE SPORTIVE BOURTZWI	0	4 723,20	0,00	
AUT00000000030665	TVX19 ESPACE PUBLIC DROUOT PARC	0	4 268,50	0,00	
AUT00000000031370	PLACE DE JEUX TIVOLI	0	81,24	0,00	
AUT00000000031371	JARDIN STEINEL	0	2 386,18	0,00	
AUT00000000032633	QUAI DECHARGEMENT MARCHE CANAL COUVERT	0	21 033,55	0,00	
AUT00000000032639	PISTE SECURITE ROUTIERE MUSEE AUTOMOBILE	0	114 595,01	0,00	
AUT00000000032784	BACS POTAGERS MAIRIE B	0	21 860,64	0,00	
AUT00000000032786	TIR 2020 DIVERS PARCS	0	10 667,71	0,00	
AUT00000000032787	PLACE DE JEUX BARBANEGRE	0	15 355,44	0,00	
AUT00000000032792	TIR 2020 PLACE LAMBERT	0	247,06	0,00	
AUT00000000032793	TIR 2020 JARDINS NEPPERT	0	1 038,56	0,00	
AUT00000000032797	TIR 2020 PLACE HAUGER	0	6 306,97	0,00	
AUT00000000032798	TIR 2020 DMC BATIMENT 60	0	12 395,73	0,00	
AUT00000000032830	TIR 2020 STADE ROMAIN	0	598,43	0,00	
<b>Total par Nature : 2128</b>			<b>289 048,60</b>	<b>0,00</b>	
AUT00000000029764	PROJET 18S0129 AMGT D'UNE CLASSE PASSERELLE ECOLE MATERNELLE PREVERT-14 LOTS	0	733,82	0,00	
AUT00000000029766	PROJET 19S0013 AMENAGEMENT CLASSE PASSERELLE ECOLE MATERNELLE PREVERT-LOT 8 ELEC	0	244,61	0,00	
AUT00000000029767	PROJET 19S0003 MISE EN ACCESSIBILITE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE NORDFELD - 6 LOTS	0	572,21	0,00	
AUT00000000029777	PROJET 19S0024 TRAVAUX RENOVATION THERMIQUE FACADES ECOLE ELEM. BROSOLETTTE	0	275,18	0,00	
AUT00000000029782	PROJET 19S0047 RENOVATION DES SANITAIRES DEL'ECOLE ELEMENTAIRE DORNACH	0	273,74	0,00	
AUT00000000030524	INSERTION 19 PROJET 19S0109 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE WOLF	0	391,68	0,00	
AUT00000000030625	TVX 19- EM PLEIN CIEL	0	58 218,37	0,00	
AUT00000000032794	TIR 2020 ECOLE FREINET	0	2 250,36	0,00	
<b>Total par Nature : 21312</b>			<b>62 959,97</b>	<b>0,00</b>	
AUT00000000030523	INSERTION 19 PROJET 19S0110 MOTORISATION DES PORTAILS DES CIMETIERES	0	382,94	0,00	
AUT00000000030653	TVX19 CIMETIERE NORD	0	336,00	0,00	
AUT00000000032718	TIR 2020 CIMETIERE CENTRAL	0	3 951,95	0,00	
<b>Total par Nature : 21316</b>			<b>4 670,89</b>	<b>0,00</b>	
AUT00000000027138	TVX18 GYMNASSE PLAINE SPORTIVE DOLLER	0	204 019,74	0,00	
AUT00000000029538	TVX19 11 R BASHUNG ANCIENNEMENT 11 RUE MERTZAU	0	6 954,20	0,00	
AUT00000000029769	PROJET 18S0132 REAMENAGEMENT DE L'ANCIEN IMMEUBLE KMX LOCAUX ASSOCIATIFS	0	257,71	0,00	
AUT00000000029770	PROJET 18S0131 REMPLAC.SIEGES SALLE MODULABLE FILATURE DE MULHOUSE	0	266,45	0,00	
AUT00000000029771	PROJET 19S0022 REMPLACEMENT DU PARQUET AU GYMNASSE ALBERT CAMUS	0	200,93	0,00	
AUT00000000029775	PROJET 19S0008 FOURNITURE DE JALONNEMENT DYNAMIQUE POUR LES PARKINGS	0	327,60	0,00	
AUT00000000029776	PROJET 19S0014 REMPL.COUVERT.TUILES/ISOLATION COMBLES MUSEE BEAUX ARTS	0	279,55	0,00	
AUT00000000029781	PROJET 19S0025 RENOVATION DES CHAUFFERIES DECOMPOSITION EN 3 LOTS	0	209,66	0,00	
AUT00000000029783	PROJET 19S0036 CONSOLIDATION CHARPENTE ET ISOLAT.COMBLES EGLISE SAINT BARTHELEMY	0	256,27	0,00	
AUT00000000029785	PROJET 19S0046 REMPLACEMENT DE FENETRES BOIS 13 RUE DE PFASTATT	0	200,93	0,00	
AUT00000000029786	PROJET 19S0065 RESTAURATION DE LA TOURELLE SUD-OUEST DU TEMPLE SAINT ETIENNE	0	746,93	0,00	
AUT00000000030509	TVX19 GYMNASSE DOLLER	0	32 410,94	0,00	
AUT00000000030641	TVX19 GYMNASSE ERGMANN	0	11 604,95	0,00	
AUT00000000030643	TVX19 GYMNASSE KLEBER	0	10 136,32	0,00	
AUT00000000030645	TVX19 GYMNASSE EURONEF	0	20 680,20	0,00	
AUT00000000030646	TVX19 GYMNASSE ERBLAND	0	48 967,43	0,00	
AUT00000000030649	TVX 19 BIBLIOTHEQUE COTEAUX	0	2 749,37	0,00	
AUT00000000030651	TVX19 EGLISE GENEVIEVE	0	1 344,96	0,00	
AUT00000000030652	TVX19 EGLISE ETIENNE	0	288,00	0,00	
AUT00000000030654	TVX19 WC CORDIERS	0	216,00	0,00	
AUT00000000030655	TVX19 WC RATTACHEMENT	0	1 740,00	0,00	
AUT00000000030656	TVX 19 MAIRIE	0	576,00	0,00	
AUT00000000030657	TVX19 CSC BRUSTLEIN	0	216,00	0,00	
AUT00000000030659	TVX19 ARCHIVES MANEGE	0	1 224,00	0,00	
AUT00000000030660	TVX19 CLUB HOUSE BARINA	0	360,00	0,00	
AUT00000000030661	TVX19 STADE BOURTZWILLER	0	11 073,60	0,00	
AUT00000000030662	TVX19 MUSEE HISTORIQUE	0	1 536,00	0,00	
AUT00000000030663	TVX19 EGLISE BARTHELEMY	0	954,82	0,00	
AUT00000000031379	FONDERIE	0	11 839,86	0,00	
AUT00000000032004	EX 20 ANCIEN CONSERVATOIRE - MONTESSORI - BLD WALLACH	0	53 461,80	0,00	
AUT00000000032714	CUISINE BUREAU ETAPS VILLE AU STADE DE L'ILL	0	3 834,36	0,00	
AUT00000000032716	TIR 2020 THEATRE	0	8 214,95	0,00	
AUT00000000032782	TIR 20 ANCIEN CONSERVATOIRE	0	15 509,89	0,00	
AUT00000000032788	TIR 2020 PEPINIERE	0	96 830,39	0,00	
AUT00000000032800	TIR 2020 MUSEE HISTORIQUE	0	421,42	0,00	
AUT00000000032843	MULHOUSE - LOCAUX CSC BEL AIR 31 RUE FENELON - HX 495 - 46ARES82	0	1 000 000,00	0,00	
AUT00000000032857	CSC LAVOISIER	0	7 809,57	0,00	
AUT00000000032861	145 RUE DE BALE	0	5 514,00	0,00	
<b>Total par Nature : 21318</b>			<b>1 563 234,80</b>	<b>0,00</b>	
AUT00000000031461	EX 20 118B R STRASBOURG	25	3 631,20	0,00	
AUT00000000032865	EX 20 21 RUE KINGERSHEIM	25	1 797,40	0,00	
<b>Total par Nature : 2132</b>			<b>5 428,60</b>	<b>0,00</b>	
AUT00000000031460	EX 20 2 R BOUCHERS	25	16 047,78	0,00	
<b>Total par Nature : 21320099</b>			<b>16 047,78</b>	<b>0,00</b>	

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000029784	PROJET 19S0045 DEMOLITION ANCIEN MAGASIN LEADER PRICE AV. ARISTIDE BRIAND	0	214,03	0,00
AUT00000000032642	AMENAGEMENT 42 RUE SALENGRO	0	4 697,60	0,00
AUT00000000032803	DEMOLITION 16 R BASHUNG	0	10 048,12	0,00
AUT00000000032844	MULHOUSE - ILOT ZAHN - 10 RUE DE LA SOMME KR8 - 6.83 ARES	0	304 003,48	0,00
AUT00000000032846	MULHOUSE - LOCAL EPICES 44 AV KENNEDY KP 309/6 310/6 311/6 - 3ARES72	0	379 948,15	0,00
AUT00000000032862	TIR 2020 4 - 6 AVENUE LECLERC	0	378,04	0,00
AUT00000000032864	GARAGE 22 RUE MERLES	0	5 398,68	0,00
<b>Total par Nature : 2138</b>			<b>704 688,10</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000029763	PROJET 18S0125 FOURNITURE DE VIDEO PROTECTION ET MAINTENANCE DU SYSTEME	0	672,67	0,00
AUT00000000029765	PROJET 18S0119 REMPLACEMENTS ET MISES AUX NORMES D'ARMOIRES D'ECLAIRAGE PUBLIC	0	200,93	0,00
AUT00000000029787	PROJET19S0070 LIAIS.NOUV.RUESLAENNEC/MANGENEY REAMEN.ET RD21 BRUNSTATT/DIDENHEIM	0	499,44	0,00
AUT00000000029788	PROJET 19S0086 REAMENAGEMENT DE LA RUE DES RABBINS	0	251,90	0,00
AUT00000000029789	PROJET 19S0091 AMENAGEMENT DES RUES MEURTHE-BASTION-JUSTICE	0	251,90	0,00
AUT00000000029797	TVX 19 TERRASSE MUSEE DE POLLUTION	0	64 497,14	0,00
AUT00000000029804	ETUDE 19 RENOUVELLEMENT URBAIN	0	168 738,00	0,00
AUT00000000030517	ETUDES 19 VOIE SUD RING	0	47 206,04	0,00
AUT00000000030518	ETUDE 19 REVISION PLU	0	6 251,04	0,00
AUT00000000030519	ETUDE 19 ANRU BRIAND SITE ECOLE PHASE D AMORCAGE	0	14 400,00	0,00
AUT00000000030618	TVX 19 EXTENSION RENOVATION BORNES AUTO	0	45 459,95	0,00
AUT00000000030621	TVX 19 VOIRIE	0	6 403,55	0,00
AUT00000000030764	VOIRIE	0	6 823 310,16	0,00
<b>Total par Nature : 2152</b>			<b>7 178 142,72</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000029774	PROJET 19S0027 TRAVAUX DE MISE EN LUMIERE DE LA FACADE GARE SNCF DE MULHOUSE	0	222,77	0,00
<b>Total par Nature : 21538</b>			<b>222,77</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031462	EX 20 EXTINCTEURS	10	20 024,88	0,00
<b>Total par Nature : 21568</b>			<b>20 024,88</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031693	ETAU DEVIDOIR	8	610,20	0,00
AUT00000000031694	POMPE A GRAISSE P1	8	309,60	0,00
AUT00000000032646	TRONCONEUSES - MAPA INTRANET V20256	8	7 110,00	0,00
AUT00000000032647	TAILLES HAIES THERMIQUE MARCHE INTRANET V20258	8	1 120,00	0,00
AUT00000000032648	SOUFFLEURS THERMIQUES MARCHE INT. V20255	8	8 480,00	0,00
AUT00000000032649	SECATEURS ELECTRIQUES MARCHE INT. V20257	8	5 078,40	0,00
AUT00000000032789	MEULEUSE BOULONNEUSE	8	1 491,60	0,00
AUT00000000032790	TAPIS AVENEUR POUR BROYEUR	8	4 894,80	0,00
AUT00000000032866	A MODIFIER EQUIP. NG BJ416QW MAPA INTRA V2020270	8	10 440,00	0,00
<b>Total par Nature : 21578</b>			<b>39 534,60</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030522	INSERTION 19 PROJET 19S0102 FOURNITURE D'UN ENGIN DE 9 T DE PTAC	0	251,90	0,00
AUT00000000030765	4 ENFEUS 1 PLACE POUR CAVEAUX	8	2 604,82	0,00
AUT00000000030766	10 BANCS FORESTIERS POUR CIMETIERES	8	6 573,84	0,00
AUT00000000030767	FONTAINE DE NETTOYAGE POUR CIMETIERES	8	1 135,42	0,00
AUT00000000031166	ESCABEAU ALU	8	867,60	0,00
AUT00000000031167	ATELIERS ECHELLES	8	973,20	0,00
AUT00000000031168	OUTILLAGE	8	784,03	0,00
AUT00000000031169	ECHELLES	8	1 083,60	0,00
AUT00000000031194	PERFORATEURS	8	1 580,40	0,00
AUT00000000031214	POTENCE TREUIL ELECTRIQUE	8	3 312,00	0,00
AUT00000000031215	CARTER HUILE SUR PINCE HYDRAULIQUE	8	1 735,63	0,00
AUT00000000031463	OUTILLAGE	8	734,70	0,00
AUT00000000031695	CASQUES WALLISER GLUCK	8	1 032,49	0,00
AUT00000000031696	ENSEMBLE BRASSERIE V20010 GYMNASES DE MULHOUSE	8	2 558,52	0,00
AUT00000000031697	VALISE DE MAINTENANCE INV V20013 DEPOT DE L'EQUIPE GYMNASSE	8	873,41	0,00
AUT00000000031698	SCIE SAUTEUSE INV V20018 DEPOT DE L'EQUIPE GYMNASSES	8	1 298,78	0,00
AUT00000000031699	EQUIPE GYM MACHINES INV	8	1 973,51	0,00
AUT00000000031700	LIT MEDICAL ELECTRIQUE MEDECINE W	8	2 222,86	0,00
AUT00000000031701	BORNES DESINFECTION COVID19 INOTECHNA	8	11 860,58	0,00
AUT00000000031702	MEULEUSE MAKITA	8	781,94	0,00
AUT00000000031703	LMA INSERT POUR TRACTEUR	8	595,20	0,00
AUT00000000031704	OUTILLAGE	8	1 073,58	0,00
AUT00000000031705	OUTILLAGE	8	252,10	0,00
AUT00000000031706	ATELIERS PERCEUSE	8	516,72	0,00
AUT00000000031707	ATELIERS OUTILLAGE	8	414,13	0,00
AUT00000000031708	ELECTROPORTATIF	8	383,30	0,00
AUT00000000031709	ELECTROPORTIF	8	775,08	0,00
AUT00000000032056	SCIE CIRCULAIRE DEPOT EQUIPE GYM INV V20050	8	1 194,00	0,00
AUT00000000032057	FOURN SMAF GLUCK - 728.04	8	738,04	0,00
AUT00000000032058	MARCHE PIED - ATSEM	8	6 480,00	0,00
AUT00000000032059	ASPIRATEUR DEPOT EQUIPE GYM INV.V20046	8	776,64	0,00
AUT00000000032060	STATION DE PEINTURE DEPOT EQUIPE GYM INV V20044	8	2 148,00	0,00
AUT00000000032061	OUTILLAGE 423 ND CT 9666-20	8	1 920,00	0,00
AUT00000000032062	ECHELLES ECHAFAUDAGE DEPOT EQUIPE GYM INV V20042	8	1 472,40	0,00
AUT00000000032063	REMISE EN ETAT ECOM	8	1 458,17	0,00
AUT00000000032064	CHARIOT COMPACT GYM EURONEF INV V20040	8	357,98	0,00
AUT00000000032065	MEULEUSE STADES DEPOT EQUIPE INV V20044	8	222,86	0,00
AUT00000000032066	PERCEUSE DEPOT EQUIPE GYM INV V20043	8	978,00	0,00
AUT00000000032067	ESCABEAU DEPOT DE L'EQUIPE GYM INV V20035	8	3 080,40	0,00
AUT00000000032068	ASPIRATEUR DEPOT EQUIPE GYM INV V20034	8	535,57	0,00
AUT00000000032069	RADIOSPM	8	7 147,20	0,00
AUT00000000032070	ELECTROPORTATIF	8	752,16	0,00
AUT00000000032071	MARCHEPIED DEPOT DE L'EQUIPE GYM INV V20037	8	1 200,00	0,00
AUT00000000032072	ARMOIRES DE SECURITE BC 26572/QG	8	2 405,40	0,00
AUT00000000032073	BACHES GOUTTIERE BC/2020-305/MBC BAMUM	8	1 901,52	0,00
AUT00000000032074	CHARIOTS DE LAVAGE	8	301,56	0,00
AUT00000000032113	MATERIEL D ECLAIRAGE PUBLIC	8	699,99	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000032119	MATERIEL NOUVEAU MEDECIN	8	555,17	0,00
AUT00000000032120	ARMOIRES TECHNIQUES MAGASIN	8	1 202,70	0,00
AUT00000000032121	ARMOIRES A CLE MAGASIN	8	239,40	0,00
AUT00000000032142	DESUMIDIFICATEUR AIR	8	2 426,88	0,00
AUT00000000032143	MARCHEPIED DEPOT EQUIPE GYM INV V20053	8	1 519,20	0,00
AUT00000000032144	OUTILLAGE	1	179,00	0,00
AUT00000000032145	ATELIERS ELECTROPORTATIF	8	489,89	0,00
AUT00000000032283	MACHINE MANUELLE POUR BADGE	8	199,00	0,00
AUT00000000032293	ASPIRATEUR FEUILLE GLUCK - FOURN SMAF EE	8	3 338,85	0,00
AUT00000000032294	BATTERIES EN GEL AUTOLAVEUSE	8	2 188,80	0,00
AUT00000000032295	CHARIOTS MENAGE ALSAPRO	8	315,90	0,00
AUT00000000032296	MARCHE PIED - ATSEM	8	648,00	0,00
AUT00000000032297	IMPRIMANTE SERVICE JEUNESSE EX CONSERVATOIRE INV V20057	8	3 287,17	0,00
AUT00000000032298	MATERIEL SPORTIF GYM SCHOENACKER INV V20066	8	2 095,34	0,00
AUT00000000032299	TONDEUSE EQUIPE STADES V20172	8	50 512,17	0,00
AUT00000000032300	ROBROYEUSE BC 27066/LM MAPA INT V20254	8	11 640,00	0,00
AUT00000000032301	BROYEUR BC 27125/AM MAPA INTRANET V202084	8	16 164,00	0,00
AUT00000000032302	OUTILLAGE 423 HS CT 2024-20 M.I V20280	8	10 214,40	0,00
AUT00000000032303	DIABLE ELEVATEUR ATELIERS	8	718,80	0,00
AUT00000000032304	MARCHEPIED ATELIERS	8	1 129,20	0,00
AUT00000000032305	CHAUFFE EAU ATELIERS LEVE	8	551,88	0,00
<b>Total par Nature : 2158</b>			<b>193 634,98</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030777	ACHAT LIVRE ANCIEN	0	740,00	0,00
AUT00000000030778	ACHATS LIVRE D ARTISTE	0	1 113,00	0,00
AUT00000000030779	ACQUISITION DE GRAVURES	0	540,00	0,00
AUT00000000030780	OEUVRES E.GODEAU-NUM.INV 720	0	414,09	0,00
AUT00000000032092	OEUVRE ECHOS DE LA POUSSIERE	0	2 400,00	0,00
AUT00000000032093	PORTRAIT LILY EBSTEIN	0	150,00	0,00
AUT00000000032094	RESTAURATION LA GUERRE DES 6 DENIERS DE DIDIER	0	1 035,00	0,00
AUT00000000032095	RESTAURATION OEUVRE : LE DERNIER SCHWORTAG	0	900,00	0,00
AUT00000000032096	RESTAURARTION PORTRAIT LOUIS XIV	0	1 395,00	0,00
AUT00000000032097	RESTAURATION PORTRAIT KOECHLIN EPOUSE FILLES	0	2 250,00	0,00
AUT00000000032098	RESTAURATION 6 CERAMIQUES ARCHEO	0	2 300,00	0,00
AUT00000000032099	RESTAURATION OEUV ARTS GRAPHIQUES	0	2 520,00	0,00
AUT00000000032102	GRAVURES	0	600,00	0,00
AUT00000000032103	GRAVURE ENGELMANN	0	1 615,00	0,00
AUT00000000032106	LIVRE ARTISTE ENGELMANN	0	210,00	0,00
AUT00000000032107	GRAVURES	0	266,00	0,00
AUT00000000032110	OEUVRE P. FRAENKEL N. INV.=724	0	3 000,00	0,00
AUT00000000032111	ENCADREMENT N.INV.=681 682 683A B 467	0	0,00	0,00
AUT00000000032112	OEUVRES H.WALLISER N. INV.=726 727	0	2 000,00	0,00
AUT00000000032114	LIVRE ARTISTE	0	50,37	0,00
AUT00000000032115	OUVRAGE DE PHOTOS	0	52,50	0,00
AUT00000000032116	LIVRE D ARTISTE	0	150,00	0,00
AUT00000000032117	OEUVRE LILI EBSTEIN-NUM. INVTR=728	0	150,00	0,00
AUT00000000032118	OEUVRE L.GRASSO N. INVTR=725	0	15 000,00	0,00
AUT00000000032174	OEUVRE CHARLES SPINDLER	0	750,00	0,00
AUT00000000032175	PEINTURE TR DIABLE HANS KILLIAN	0	380,00	0,00
AUT00000000032176	JJACQ HENNER 3 CROQUIS TETE FEMME	0	2 750,00	0,00
AUT00000000032177	JJQ HENNER ETU.LEVITE D'EPHRAIM	0	2 000,00	0,00
AUT00000000032178	RESTAURATION ST SEBASTIEN JEAN BENNER	0	6 390,00	0,00
AUT00000000032343	LIVRE ARTISTE	0	2 000,00	0,00
AUT00000000032344	LIVRES ENGELMANN	0	2 970,00	0,00
AUT00000000032345	LIVRES D ARTISTES	0	390,00	0,00
AUT00000000032346	DEUX GRAVURES	0	300,00	0,00
AUT00000000032347	RESTAURATION OEUVRE SEANCE DU GRAND CONSEIL	0	540,00	0,00
AUT00000000032348	RESTAURATION VUE MAISON ARBALETRIERS	0	1 170,00	0,00
AUT00000000032349	RESTAURATION PORTRAIT DE JOSUE HOFER	0	1 215,00	0,00
AUT00000000032350	RESTAURATION VUE DE LA PORTE DE BALE	0	675,00	0,00
AUT00000000032351	RESTAURATION VUE DU TEMPLE ST ETIENNE	0	1 575,00	0,00
AUT00000000032352	RESTAURATION RENOUV ALLIANCE FRANCO-SUISSE	0	2 655,00	0,00
AUT00000000032643	ENCADREMENT N.INV.=681 682 683A B 467	0	495,00	0,00
AUT00000000032783	DON BRIGITTE HOELT	0	5 000,00	0,00
<b>Total par Nature : 2161</b>			<b>70 105,96</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031937	AMENAGEMENT 4-6 AV LECLERC	15	5 556,55	0,00
AUT00000000032810	AGENCE GD EST CASSETTE CLIM-FF	15	4 747,33	0,00
<b>Total par Nature : 2181</b>			<b>10 303,88</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031200	VELOS INVENTAIRE V19116	10	698,00	0,00
AUT00000000031213	CHASSIS 19T-IMMAT PL2005 INV.2020.V.005.PL	10	77 925,58	0,00
AUT00000000031588	BERLINE ESSENCE MS 14-IMMAT FP-486-NC-INV.2020.V.009.VP	10	20 793,20	0,00
AUT00000000031710	TROTINETTES CASQUES DEPOT RUE D'ILLZACH V20015	10	960,00	0,00
AUT00000000031711	PORTE OUTILS-IMMAT FQ-755-LS INV.2020.V.011.TRACTEUR	10	162 000,00	0,00
AUT00000000031712	BERLINE ELECTRIQUE IMMAT FP-660-MG MS07-INV.2020.V.007.VP	10	14 600,00	0,00
AUT00000000031713	2 BERLINES ELECTRIQUES IMMAT FP-658-MG MS01-INV.2020.V.006.VP	10	14 600,00	0,00
AUT00000000031714	2 BERLINES ELECTRIQUES IMMAT FP-662-MG MS01-INV.2020.V.008.VP	10	14 600,00	0,00
AUT00000000031715	2 FOURGONNETTES ELECT IMMAT FP-120-AN MS05-INV.2020.V.003.VU	10	18 840,00	0,00
AUT00000000031716	2 FOURGONNETTES ELECT IMMAT FP-115-AN MS05-INV.2020.V.002.VU	10	18 840,00	0,00
AUT00000000031717	FOURGONNETTE ELECTRIQUE IMMAT FP-566-AN MS 09-INV.2020.V.004.VU	10	18 840,00	0,00
AUT00000000031718	1 FOURGONNETTE 2 PL GALERIE-IMMAT FP-603-XH	10	13 344,96	0,00
AUT00000000031719	PEUGEOT PARTNER 3PL IMMAT. FQ-050-YH INV.2020.V.012.VU	10	14 493,60	0,00
AUT00000000031720	PEUGEOT PARTNER PRO-IMMAT. FQ-473-YH INV.2020.V.013.VU	10	13 497,08	0,00
AUT00000000031721	PEUGEOT BOXER L2H2 -IMMAT FQ-374-YH INV.2020.V.015.VU	10	21 193,56	0,00
AUT00000000031722	PEUGEOT 208 ACTIVE ESS. IMMAT. FQ-792-XR INV.2020.V.014.VP	10	13 279,00	0,00
AUT00000000031723	1 FOURGONNETTE 3 PL MS04 IMMAT FQ-821-YE	10	12 986,88	0,00
AUT00000000031724	FOURGON BENNE DBLE CAB MS 13 IMMAT FQ-573-YF	10	29 040,00	0,00
AUT00000000031738	GRUE BENNE BASCUL SUR CHASSIS 7.5T-INV.2020.V.001.PL IMM FS 216 CG	10	52 776,00	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000032700	PEUGEOT RIFTER ACTIVE BLUEHDI-IMMAT FT-707-HP	10	20 516,77	0,00
AUT00000000032701	PEUGEOT RIFTER ACTIVE BLUEHDI 100-IMMAT FT-872-HP	10	20 720,29	0,00
AUT00000000032702	FOURGON 9.5 M3 MS16-IMMAT FD-945-DJ INV..2020.V.022.VU	10	20 238,00	0,00
AUT00000000032703	GRUE TRIBENNE SUR 19T-IMMAT FS-378-XS	10	92 376,00	0,00
AUT00000000032704	PIAGGIO PORTER-IMMAT FT-062-EC INV.2020.A.018.VU	10	17 690,00	0,00
AUT00000000032705	PORTER TIPPER BENNE-IMMAT FV-001-AP INV.2020.021.VU	10	18 990,00	0,00
AUT00000000032706	VELOS	10	1 517,15	0,00
AUT00000000032867	MONTAGE APPAREIL BRAS IMMAT BJ-416-QW INV.PL.1101.AVA3129	10	20 233,20	0,00
AUT00000000032875	FOURGON BENNE-IMMAT FV-417-VJ INV..2020.V.020.VU	10	30 261,60	0,00
AUT00000000032876	FOURGON GRAND VOLUME-IMMAT FW 408 XN .INV.2020.V.024.VU	10	33 654,00	0,00
<b>Total par Nature : 2182</b>			<b>809 504,87</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030787	IPADS ORANGE - ILLBERG	5	21 072,84	0,00
AUT00000000030788	ORDINATEURS	5	10 320,00	0,00
AUT00000000030789	PC PORTABLES	5	3 909,60	0,00
AUT00000000030790	VIDEOPROJECTEURS	5	2 545,01	0,00
AUT00000000030791	CLES USB- TECHNIQUE SERVICE 22	1	80,52	0,00
AUT00000000030792	PHOTOCOPIEURS EE	5	9 723,50	0,00
AUT00000000031080	PC PORTABLE SERV.JEUNESSE	5	1 472,40	0,00
AUT00000000031081	BANDES DE SAUVEGARDE	5	3 926,70	0,00
AUT00000000031082	PC ULTRA PORTABLE - SERV.020	5	1 242,65	0,00
AUT00000000031083	SAMSUNG A40 4S DS ACCESSOIRES	5	2 281,92	0,00
AUT00000000031084	2 SAMSUNG GALAXY TAB ACTIVE NOIR	5	944,16	0,00
AUT00000000031085	19 SAMSUNG GALAXY A40 - ELUS	5	2 266,32	0,00
AUT00000000031086	35 BOOK COVER GALAXY TAB 10 ETUIS	5	10 033,80	0,00
AUT00000000031206	TABLEAU MURAL, PANNEAU D'AFFICHAGE	1	150,68	0,00
AUT00000000031464	SWITCHS	5	606,00	0,00
AUT00000000031725	VIDEOPROJECTEUR- ILLBERG	5	4 005,24	0,00
AUT00000000031726	VIDEOPROJECTEUR- ILLBERG	5	1 785,62	0,00
AUT00000000031727	VIDEOPROJECTEUR- ILLBERG	5	1 307,88	0,00
AUT00000000031728	52 IPADS ORANGE	5	20 585,76	0,00
AUT00000000031729	TABLETTES CROSSCALL V20021 MAIRIE ENTREE B JEUNESSE	5	4 560,00	0,00
AUT00000000031730	LAMPADAIRE LED CASSIOPE ET S.CLAVIER	1	169,82	0,00
AUT00000000031731	LAMPADAIRE LED CASSIOPE	5	838,49	0,00
AUT00000000031732	PANNEAU ET TABLEAU D'AFFICHAGE	5	1 308,98	0,00
AUT00000000031733	PARE FEU CLAVISTER W30 MAINTENANCE	5	31 651,20	0,00
AUT00000000031734	BACK OFFICE MESSAGERIE	5	29 088,00	0,00
AUT00000000031735	SWITCH	5	1 465,74	0,00
AUT00000000031736	LIAISON RADION GARAGE BAT. VANIER/POLICE	5	2 931,50	0,00
AUT00000000031737	PC PORTABLES	5	4 497,90	0,00
AUT00000000031739	STATIONS D'ACCUEILS ADAPTATEUR USB	5	2 280,00	0,00
AUT00000000031740	ULTRA PORTABLES	5	9 372,00	0,00
AUT00000000031741	ECRAN PC	5	2 688,00	0,00
AUT00000000031742	PC PORTABLE STATION ACCUEIL	5	9 480,00	0,00
AUT00000000031743	IMPRIMANTES	5	23 540,10	0,00
AUT00000000031744	3 IMPRIMANTES T6 - ESPACE FRANCE SERVICE	5	728,46	0,00
AUT00000000031745	4 IMPRIMANTES - DSI	5	971,28	0,00
AUT00000000031746	IMPRIMANTE - SERVICE 423	5	2 814,49	0,00
AUT00000000031747	10 SAMSUNG A40 ACCESSOIRES	5	1 432,80	0,00
AUT00000000031748	SAMASUNG GALAXY A41/XCOVER/HAPI	5	1 995,36	0,00
AUT00000000031936	PC FIXE	5	7 296,00	0,00
AUT00000000032077	3 PC PORTABLES ACCESSOIRES	5	3 165,84	0,00
AUT00000000032078	4 PC FIXES CAO	5	6 569,04	0,00
AUT00000000032079	8 PC FIXES ECRANS	5	5 911,49	0,00
AUT00000000032080	BACK OFFICE MESSAGERIE	5	1 071,25	0,00
AUT00000000032081	2 SERVEURS - SERV.VOIRIE	5	13 848,00	0,00
AUT00000000032082	MATERIEL LIAISON RADIO-P.F. GYM.DOLLER	5	3 334,63	0,00
AUT00000000032083	MATERIEL LIAISON RADIO- 3 SITES	5	4 524,77	0,00
AUT00000000032084	IMPRIMANTES - GROUPE OPPOSITION ELUS	5	1 604,33	0,00
AUT00000000032085	10 SAMSUNG GALAXY A41	5	1 756,80	0,00
AUT00000000032086	SAMSUNG GALAXY A41	5	4 151,04	0,00
AUT00000000032087	ETUIS ET FILMS TIGER GLASS	1	132,00	0,00
AUT00000000032088	SAMSUNG GALAXY S20	5	1 116,96	0,00
AUT00000000032133	PANNEAU ET TABLEAU D'AFFICHAGE	5	180,42	0,00
AUT00000000032134	SERVEUR POWEREDGE R740XD	5	16 080,00	0,00
AUT00000000032179	VIDEOPROJECTEURS - EE MATISSE	5	1 783,99	0,00
AUT00000000032180	VIDEOPROJECTEURS - EM DROUOT	5	1 854,90	0,00
AUT00000000032181	VIDEOPROJECTEUR- EE DORNACH	5	611,76	0,00
AUT00000000032182	VIDEOPROJECTEURS EM PRANARD	5	1 832,40	0,00
AUT00000000032183	VIDEOPROJECTEURS - EE FONTAINE	5	2 175,00	0,00
AUT00000000032185	VIDEOPROJECTEUR- EM MONTAVONT	5	610,80	0,00
AUT00000000032306	SIEGE SELLE LUDOTHEQUE CMD	5	519,18	0,00
AUT00000000032307	BOITIERS WYSE CLAVIERS	5	6 192,00	0,00
AUT00000000032308	BARRES DE SON ECRAN DELL 24	5	3 600,00	0,00
AUT00000000032309	PORTAIL ETERNITE EN LIGNE AUT(301	5	0,00	0,00
AUT00000000032310	PORTAIL ETERNITE EN LIGNE AUT(301	5	2 988,00	0,00
AUT00000000032311	ACQUISITION MAT. INFORMATIQUE	5	2 725,18	0,00
AUT00000000032312	ACQUISITION MAT. INFORMATIQUE	5	2 498,83	0,00
AUT00000000032313	IMPRIMANTE	1	169,98	0,00
AUT00000000032314	VIDEOPROJECTEURS - EE WAGNER	5	1 221,60	0,00
AUT00000000032315	VIDEOPROJECTEUR- EM WAGNER	5	610,80	0,00
AUT00000000032316	ECONOCOM - WEBCAMS	5	1 331,21	0,00
AUT00000000032317	VIDEOPROJECTEURS EE SELLIER	5	1 343,58	0,00
AUT00000000032318	CLAVIER POUR HP PROBOOK	1	35,96	0,00
AUT00000000032319	ORDINATEURS Z18038 ECONOCOM	5	17 500,42	0,00
AUT00000000032320	5 IPADS ET ETUIS	5	5 831,40	0,00
AUT00000000032321	MAC MINI	5	31 677,26	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000032322	PC CAO - PRECISION 3440	5	2 431,20	0,00
AUT00000000032323	IMPRIMANTE MATRICIELLE - ETAT CIVIL	5	720,24	0,00
AUT00000000032324	EQUIPEMENT RESEAU	5	223,60	0,00
AUT00000000032325	CLAVISTER APPLIANCE E80P	5	2 688,00	0,00
AUT00000000032326	EQUIPEMENT WIFI ECOLE FILOZOF	5	4 747,63	0,00
AUT00000000032327	ROUTEURS HUBIQUITI	5	1 305,90	0,00
AUT00000000032328	MATERIEL RESEAU	5	196,67	0,00
AUT00000000032329	11 BADGEUSES COMPACT III	5	205,59	0,00
AUT00000000032330	GALAXY A41 - XCOVER - IPAD - ACCESSOIRES	5	640,96	0,00
AUT00000000032331	GALAXY A41 - XCOVER - IPAD - ACCESSOIRES	5	3 148,00	0,00
AUT00000000032332	IMPRIMANTE MATRICIELLE - ETAT CIVIL	1	77,76	0,00
AUT00000000032333	30 GALAXY A41	5	5 270,40	0,00
AUT00000000032334	GALAXY A41 - XCOVER - IPAD - ACCESSOIRES	1	121,96	0,00
AUT00000000032335	11 BADGEUSES COMPACT III	5	18 734,01	0,00
AUT00000000032336	LOGICIEL	5	3 744,00	0,00
<b>Total par Nature : 2183</b>			<b>432 187,46</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000029722	PROJET 18S0117 ACQUIS.REMPL.MOBILIER S COLAIRES	0	755,66	0,00
AUT00000000030793	MOBILIER EM J DE LA FONTAINE	8	305,00	0,00
AUT00000000030794	MOBILIER EM DROUOT	8	1 246,00	0,00
AUT00000000030795	MOBILIER EM VERNE	1	57,02	0,00
AUT00000000030796	MOBILIER ADAPTE EM FRANKLIN	8	242,90	0,00
AUT00000000030797	MOBILIER EE WAGNER	8	400,69	0,00
AUT00000000030798	MOBILIER EM HT POIRIER	8	1 386,48	0,00
AUT00000000030799	MOBILIER EE HT POIRIER	8	6 069,24	0,00
AUT00000000030800	MOBILIER EM HUGO	8	180,80	0,00
AUT00000000030801	MOBILIER EM FURSTENBERGER	8	368,18	0,00
AUT00000000030802	MOBILIER EM ERABLES	8	1 370,11	0,00
AUT00000000030803	MOBILIER EE STINZI	8	1 221,35	0,00
AUT00000000030804	MOBILIER EM DROUOT	8	218,74	0,00
AUT00000000030805	MOBILIER EM FREY	8	2 338,63	0,00
AUT00000000030806	MOBILIER EE FREINET	8	414,72	0,00
AUT00000000030807	MOBILIER GS LA FONTAINE	8	521,45	0,00
AUT00000000030808	MOBILIER EM PERGAUD	8	608,83	0,00
AUT00000000030809	MOBILIER EM CITE	8	856,40	0,00
AUT00000000030810	MOBILIER EM BRANT	8	803,57	0,00
AUT00000000030811	MOBILIER EM DIEPPE	1	166,39	0,00
AUT00000000030812	MOBILIER EM THERESE	8	378,98	0,00
AUT00000000030813	MOBILIER EM WOLF	8	188,32	0,00
AUT00000000030814	MOBILIER EM NORDFELD	8	1 079,88	0,00
AUT00000000030866	MOBILIER EE KLEBER	8	253,73	0,00
AUT00000000030867	MOBILIER EM DORNACH	8	854,21	0,00
AUT00000000030868	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS	8	417,60	0,00
AUT00000000030869	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS	1	176,40	0,00
AUT00000000030870	BUREAU PLAN 180X80	8	524,12	0,00
AUT00000000030871	ARMOIRE A RIDEAUX	8	210,30	0,00
AUT00000000030872	MOBILIER EM QUIMPER	8	212,36	0,00
AUT00000000030873	MOBILIER EM THERESE	8	2 087,82	0,00
AUT00000000030874	MOBILIER EE SELLIER	8	1 432,87	0,00
AUT00000000030875	MOBILIER EE BROSOLETTTE	8	1 232,06	0,00
AUT00000000030876	MOBILIER EE MATISSE	8	5 094,34	0,00
AUT00000000030877	MOBILIER EM CAMUS	8	453,01	0,00
AUT00000000030879	- MOBILIER EM VERNE - DESSERTTE	8	266,82	0,00
AUT00000000030880	MOBILIER EE PIERREFONTAINE	8	2 670,26	0,00
AUT00000000030881	MOBILIER - EM LOISY	8	1 740,96	0,00
AUT00000000030882	MOBILIER EM MONTAIGNE	8	1 371,95	0,00
AUT00000000030883	MOBILIER EE HUGO	8	1 834,76	0,00
AUT00000000030884	MOBILIER GS PIERREFONTAINE	8	726,71	0,00
AUT00000000030885	REPOSE PIED MME VM	1	127,44	0,00
AUT00000000030886	SIEGE ERGO MME VM	8	1 804,02	0,00
AUT00000000030887	MOBILIER EM SAND	8	434,48	0,00
AUT00000000030888	MOBILIER- EM DORNACH	8	491,26	0,00
AUT00000000030889	MOBILIER EM WOLF	8	1 011,06	0,00
AUT00000000030890	MOBILIER EE DROUOT	8	334,15	0,00
AUT00000000030891	MOBILIER EM BOURTZ	8	328,32	0,00
AUT00000000030892	MOBILIER EM PREVERT	8	1 043,32	0,00
AUT00000000030893	MOBILIER- EE WOLF	8	389,86	0,00
AUT00000000030894	MOBILIER CHAISES - EE WAGNER	1	151,13	0,00
AUT00000000030895	MOBILIER SECHOIR EM TONNELIER	1	144,82	0,00
AUT00000000030896	MOBILIER EM SELLIER	8	1 414,38	0,00
AUT00000000030897	MOBILIER CHAISE - EM FRANKLIN	8	213,08	0,00
AUT00000000030898	MOBILIER EM SAINT EX	8	955,21	0,00
AUT00000000030899	MOBILIER EE J DE LA FONTAINE	8	7 344,89	0,00
AUT00000000030900	MOBILIER EM CIEL	8	780,37	0,00
AUT00000000030901	MOBILIER EM WANNE	8	1 503,64	0,00
AUT00000000030968	TABOURET SUR ROULETTES	1	90,00	0,00
AUT00000000030969	EXTENTION POSTE	1	176,52	0,00
AUT00000000030970	TABLE LOTTUS ET TABLE OH	8	2 203,44	0,00
AUT00000000030971	ARMOIRES	8	898,01	0,00
AUT00000000030972	ARMOIRE VESTIAIRE 2 PORTES	8	412,20	0,00
AUT00000000030973	TABOURETS ATSEM	8	341,54	0,00
AUT00000000030974	FILOZOF TAPIS	1	117,10	0,00
AUT00000000030975	TABLES PLIANTES	8	2 378,88	0,00
AUT00000000030976	BUREAU	8	317,45	0,00
AUT00000000030977	TABLE DOGA	8	586,04	0,00
AUT00000000030978	CHAUFFEUSE ET CHAISE	8	2 926,06	0,00
AUT00000000030979	FAUTEUIL DRUMBACK	8	308,40	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT0000000030980	ARMOIRE BASSE	8	404,02	0,00
AUT0000000030981	SIEGE DESSINATEUR	8	644,94	0,00
AUT0000000030982	BUREAU ET TABLE OPTIMA	8	305,00	0,00
AUT0000000030983	TABLE OPTIMA ET TABLE RONDE	8	781,64	0,00
AUT0000000031195	MOBILIER EE ZAY	8	493,42	0,00
AUT0000000031205	SIEGE ERGO MME AF	8	1 837,50	0,00
AUT0000000031603	MOBILIER EE NORDFELD	1	135,72	0,00
AUT0000000031604	MOBILIER EE FURSTENBERGER	8	4 669,44	0,00
AUT0000000031605	MOBILIER ILLBERG	8	3 799,83	0,00
AUT0000000031606	MOBILIER EE PERGAUD	8	4 409,76	0,00
AUT0000000031749	MOBILIER EM ILLBERG	8	11 543,50	0,00
AUT0000000031750	MOBILIER EM ILLBERG	8	7 225,96	0,00
AUT0000000031751	MOBILIER EE ILLBERG	8	7 159,75	0,00
AUT0000000031752	MOBILIER EE NORDFELD	8	2 519,14	0,00
AUT0000000031753	MOBILIER EM TONNELIERS - LITS SURELEVES	8	3 403,01	0,00
AUT0000000031754	MOBILIER EE KLEBER	8	5 446,45	0,00
AUT0000000031755	MOBILIER EE RESERVE GLUCK	8	10 134,26	0,00
AUT0000000031756	MOBILIER EE FURSTENBERGER	8	469,02	0,00
AUT0000000031757	MOBILIER EM BOURTZ	8	627,60	0,00
AUT0000000031758	MOBILIER EE KOECHLIN	8	353,82	0,00
AUT0000000031759	MOBILIER EE SELLIER	8	5 470,70	0,00
AUT0000000031760	MOBILIER EE V HUGO	8	375,70	0,00
AUT0000000031761	MOBILIER EE BROSSOLETTE	8	3 032,35	0,00
AUT0000000031762	MOBILIER EE DROUOT	8	5 096,08	0,00
AUT0000000031763	MOBILIER EM RESERVE GLUCK	8	4 815,12	0,00
AUT0000000031764	RACK TABLES DANS LES GYMNASES DE MULHOUSE	8	791,64	0,00
AUT0000000031765	MINI ARMOIRES INV V20014 SUR LES SITES PLANETES	1	134,85	0,00
AUT0000000031767	TABLES ET BANCS INV V20016 SUR LES SITES PLANETES	8	3 141,60	0,00
AUT0000000031893	BUREAU, CAISSON	8	1 020,00	0,00
AUT0000000031894	ARMOIRE	8	301,28	0,00
AUT0000000031895	CASIER VESTIAIRE	8	458,83	0,00
AUT0000000031896	SIEGES	8	1 707,95	0,00
AUT0000000031897	VESTIAIRE	8	1 334,40	0,00
AUT0000000031898	TABLE ROMEA 70X50 CM	8	287,02	0,00
AUT0000000031899	TABLE	8	250,28	0,00
AUT0000000031900	VESTIAIRE INDUSTRIE	8	619,63	0,00
AUT0000000031901	PORTEMANTEAUX JUNIOR	8	469,55	0,00
AUT0000000031902	FAUTEUILS DRUMBACK	8	2 158,80	0,00
AUT0000000031903	VESTIAIRE ATELIER	8	3 316,00	0,00
AUT0000000031904	FAUTEUILS TYPE CREA	8	330,00	0,00
AUT0000000031905	ARMOIRE A RIDEAUX	8	1 205,14	0,00
AUT0000000031906	FAUTEUILS DRUMBACK	8	3 084,00	0,00
AUT0000000031907	FAUTEUIL TYPE AKEA-B	8	414,00	0,00
AUT0000000031908	POSTE PLAN ET CAISSON	8	1 283,66	0,00
AUT0000000031909	PORTEMANTEAU	8	678,76	0,00
AUT0000000031910	RAYONNAGE ARCHIVES	8	3 037,45	0,00
AUT0000000031911	BUREAU	8	250,98	0,00
AUT0000000031912	TRANSATS INV V 20011 SUR LES SITES PLANETES	1	179,91	0,00
AUT0000000031913	ARMOIRE COMPTOIR	8	258,07	0,00
AUT0000000031914	ARMOIRE COMPTOIR	8	420,60	0,00
AUT0000000031915	ARMOIRE COMPTOIR	8	496,20	0,00
AUT0000000031916	MOBILIER EM TONNELIERS - MATELAS	8	476,95	0,00
AUT0000000031970	MEUBLE A JOURNEAUX DE BIBLIOTHEQUE LAM	8	2 433,64	0,00
AUT0000000032008	COUCHETTES - DPC	8	313,80	0,00
AUT0000000032009	SIEGE ERGO BB 09.10.20	8	1 643,82	0,00
AUT0000000032010	EQUIPEMENT MEDICAL LUDOTHEQUE	8	1 819,74	0,00
AUT0000000032011	TAPIS FILATURE	8	1 214,52	0,00
AUT0000000032012	BANQUETTES PARCOURS DEXCELLENCE SPORTIVE CSRA V20044	8	3 256,15	0,00
AUT0000000032013	BUREAU	8	386,24	0,00
AUT0000000032014	BUREAU GLIDER RETOUR	8	1 638,19	0,00
AUT0000000032015	ARMOIRES	8	812,87	0,00
AUT0000000032016	CHAISES	8	2 485,68	0,00
AUT0000000032017	CHAISES ET TABLES ESPACE PARENTS - ILLBERG	8	793,32	0,00
AUT0000000032018	CHAISES ESPACE PARENTS - ILLBERG	8	278,77	0,00
AUT0000000032019	PRESENTOIR ESPACE PARENTS - ILLBERG	1	37,67	0,00
AUT0000000032020	ESPACE PARENTS - ILLBERG	1	130,51	0,00
AUT0000000032021	ESPACE PARENTS ILLBERG	8	957,97	0,00
AUT0000000032022	GARNITURES BRASSERIE TABLES ET BANCS	8	482,04	0,00
AUT0000000032023	AMENAGEMENT RUE SALENGRO	8	741,21	0,00
AUT0000000032024	AMENAGEMENT RUE SALENGRO	8	211,51	0,00
AUT0000000032025	CHAISES DE CONFERENCE DEPOT EQUIPE STADES V20029	8	256,32	0,00
AUT0000000032026	TABLE	1	170,40	0,00
AUT0000000032108	SIEGE MEDICAL	8	731,99	0,00
AUT0000000032109	FAUTEUIL BUREAU HEBERT OSM	8	167,90	0,00
AUT0000000032124	CAISSON	1	69,01	0,00
AUT0000000032125	TABLE RONDE BUREAU COURBE	8	812,94	0,00
AUT0000000032126	PLATEAU CLOISON	8	4 377,72	0,00
AUT0000000032127	CHAISE SMASH	8	594,00	0,00
AUT0000000032128	ARMOIRE HAUTE	8	1 430,21	0,00
AUT0000000032129	ARMOIRE BASSE	8	231,55	0,00
AUT0000000032130	ARMOIRE COMPTOIR	8	205,57	0,00
AUT0000000032131	TABLES	8	329,30	0,00
AUT0000000032132	MAT PEDA - ILLBERG	8	309,13	0,00
AUT0000000032146	POSTE DE TRAVAIL	8	1 082,40	0,00
AUT0000000032237	MOBILIER SELLIER	8	1 928,27	0,00
AUT0000000032284	PODIUM GYM ERBLAND INV V20059	8	1 350,00	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT0000000032285	1 ARMOIRE PSLD VITRINES V20064	8	2 247,62	0,00
AUT0000000032286	TABLEAU FICHE JEUNESSE ES CONSERVATOIRE T INV V20063	8	576,00	0,00
AUT0000000032287	MEUBLES ALSH MERC INV V20074	8	396,88	0,00
AUT0000000032288	SURBUREAU SA	1	172,80	0,00
AUT0000000032289	BUREAU CAISSON	8	1 892,45	0,00
AUT0000000032290	BUREAU, CAISSON	8	938,87	0,00
AUT0000000032291	TABLE 1800X600 MM	8	870,07	0,00
AUT0000000032292	BIBLIOTHEQUE	8	212,32	0,00
AUT0000000032337	MOBILIER EM HAUT POIRIER - TOUR A LIVRES	8	401,99	0,00
AUT0000000032338	MOBILIER EM DROUOT - SECHE DESSINS	8	354,00	0,00
AUT0000000032339	MOBILIER EM THERESE - MEUBLE BAS RANGEMENT	8	364,97	0,00
AUT0000000032845	TIR 2020 MOBILIER	8	93 707,18	0,00
AUT0000000032848	TABLE DE BRASSERIE SITE PLANETE PASS INV V20055	1	128,14	0,00
<b>Total par Nature : 2184</b>			<b>321 175,62</b>	<b>0,00</b>
AUT0000000030781	PASSAGES DE CABLES	8	1 776,00	0,00
AUT0000000030782	SYSTEME AMPLIFIE USB	8	861,24	0,00
AUT0000000030783	CHAISES COQUE ROUGE	8	1 914,46	0,00
AUT0000000030784	GUIRLANDES	8	2 070,00	0,00
AUT0000000030785	REMPLACEMENT BORNE ACCUEIL - POPULATION	8	6 379,16	0,00
AUT0000000030786	REPARATION DE L'ORGUE KERN	8	9 998,40	0,00
AUT0000000030861	MAT PEDA -EM BOURTZ - JEUX	8	247,45	0,00
AUT0000000030862	MAT PEDA EM BROSOLETTTE- JEUX	8	193,31	0,00
AUT0000000030863	MAT PEDA- EM CITE-PLASTIFIEUSE	8	242,00	0,00
AUT0000000030864	MAT PEDA- EM DROUOT JEUX	8	852,00	0,00
AUT0000000030865	MAT PEDA - EM FREY- JEUX	1	148,00	0,00
AUT0000000030984	BOITIER TPE 2019	8	1 059,00	0,00
AUT0000000030985	APAP - THERMOFORMEUSE- ATELIER 3D	8	776,78	0,00
AUT0000000030986	APAP - TRAMES ORDINAIRES - DECOUPE LASER	8	1 697,00	0,00
AUT0000000030987	MAT PEDA - EM LEFEVBRE POUTRE	1	167,00	0,00
AUT0000000030988	PLANETE PASS INV V20006	8	1 356,85	0,00
AUT0000000030989	JEUX - EM TONNELIERS -	8	340,21	0,00
AUT0000000030990	MAT PEDA EM FRANKLIN EQUIPEMENT	8	431,00	0,00
AUT0000000030991	MAT PEDA HUGO JEUX IMIT	8	290,99	0,00
AUT0000000030992	ASPIRATEUR GYM ERBLAND INV V20005	8	1 025,16	0,00
AUT0000000030993	POSTE IP	8	2 991,30	0,00
AUT0000000030994	CLES USB DIVERS UNITE VIE DE L ENFANT-	1	91,70	0,00
AUT0000000030995	MAT PEDA- EM DORNACH JEUX	8	344,98	0,00
AUT0000000030996	MAT PEDA - EM WOLF	8	450,00	0,00
AUT0000000030997	MAT PEDA - EM NORDFELD	8	426,82	0,00
AUT0000000030998	REFREGIRATEURS	8	2 000,40	0,00
AUT0000000030999	LAVE LINGE EM REBER	8	339,99	0,00
AUT0000000031000	LAVE LINGE- SECHE LINGE- MDA	8	1 008,80	0,00
AUT0000000031001	MAT PEDA EE HAUT POIRIER	8	635,98	0,00
AUT0000000031002	RELIEUSE MAT PEDA EM ST EXUPERY-	1	139,00	0,00
AUT0000000031003	COMBINE DE SONO EE LA FONTAINE	8	499,20	0,00
AUT0000000031004	CLASSE DE VILLE MODERN CITY	8	468,00	0,00
AUT0000000031005	MALETTES -RASED	8	7 973,01	0,00
AUT0000000031006	MAT PEDA - EM PDMIROIR JEUX	8	489,10	0,00
AUT0000000031007	ROGNEUSE-MAT PEDA - EM ZUBER -	1	89,00	0,00
AUT0000000031008	PLASTIFIEUSE-MAT PEDA - EM MONTAIGNE	1	129,00	0,00
AUT0000000031009	CISAILLE-MAT PEDA - EE WOLF -	8	262,00	0,00
AUT0000000031010	CARRE POTAGER MAT PEDA - EM QUIMPER -	8	269,00	0,00
AUT0000000031011	MAT PEDA - EM FREY - MAT SPORT	8	322,22	0,00
AUT0000000031012	MAT PEDA - EM FILOZO - TOUR ROSE	8	299,70	0,00
AUT0000000031013	MAT PEDA - EM FURST - ENGIN ROUL	8	376,99	0,00
AUT0000000031014	MAT PEDA - EM FILOZ - ESCALIER	1	139,80	0,00
AUT0000000031015	PLASTIFIEUSE MAT PEDA - GS HUGO	8	242,00	0,00
AUT0000000031016	TAPIS MAT PEDA - EM MONTAIGNE	1	63,18	0,00
AUT0000000031017	MAT PEDA - EM PERGAUD	8	193,00	0,00
AUT0000000031018	TRICYCLE MAT PEDA - EM PERRAULT -	8	279,00	0,00
AUT0000000031019	MAT PEDA - EM QUIMPER	8	225,00	0,00
AUT0000000031020	BALLON-MAT PEDA - EM CIEL -	1	77,59	0,00
AUT0000000031021	BROUETTE-MAT PEDA - EE PDM-	1	118,50	0,00
AUT0000000031022	ENCASTREMENT MAT PEDA - EM LEFEVBRE -	1	171,30	0,00
AUT0000000031023	MAT PEDA - EE KOECHLIN-VISUALISE	8	727,20	0,00
AUT0000000031024	MAT PEDA - EM PREVERT JEUX	8	328,00	0,00
AUT0000000031025	MAT PEDA - EM ST EXUPERY JEUX	8	337,00	0,00
AUT0000000031026	MAT PEDA - EM REBER JEUX	8	355,99	0,00
AUT0000000031027	MAT PEDA EE KLEBER	1	127,00	0,00
AUT0000000031028	MAT PEDA - EM WANNE	8	449,00	0,00
AUT0000000031029	MAT PEDA - EM THERESE	1	114,82	0,00
AUT0000000031030	MAT PEDA - EM LAFONTAINE JEUX	1	75,00	0,00
AUT0000000031031	MAT PEDA - EE LA FONTAINE	8	525,00	0,00
AUT0000000031032	CHAINE HIFI MAT PEDA - EM CIEL -	8	338,00	0,00
AUT0000000031033	CHAINE HIFI-MAT PEDA - EM CAMUS	1	169,00	0,00
AUT0000000031034	ENGINS ROULANTS MAT PEDA - EM DIEPPE	8	484,70	0,00
AUT0000000031035	APP PHOTO MAT PEDA -EE BROSSO -	8	309,80	0,00
AUT0000000031036	JEUX MAT PEDA -EE ILLBERG -	8	378,82	0,00
AUT0000000031037	BUT FOOT DEPOT DE L'EQUIPE STADE	8	8 668,54	0,00
AUT0000000031038	MICRO ONDE BUREAU DES ETAPS JEUNESSE V20002	1	69,95	0,00
AUT0000000031039	ARMOIRE INOX POSITIVE	8	2 896,56	0,00
AUT0000000031040	JEUX MAT PEDA - EM G RUE	8	559,20	0,00
AUT0000000031041	JEUX MAT PEDA - EM H POIRIER	8	296,32	0,00
AUT0000000031042	JEUX MAT PEDA - EM JDE LOISY	8	505,44	0,00
AUT0000000031043	JEUX MAT PEDA - EM LEFEVBRE	8	216,00	0,00
AUT0000000031044	JEUX MAT PEDA - EM PERGAUD	8	579,00	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000031045	JEUX MAT PEDA - EM PERRAULT	8	558,00	0,00
AUT00000000031046	JEUX MAT PEDA - EM FURSTENBERGER	8	185,33	0,00
AUT00000000031047	SUPPORT VIDOPRO MAT PEDA EE BROSSOLETTE-	8	281,90	0,00
AUT00000000031048	MAT PEDA - EE PERGAUD	8	215,30	0,00
AUT00000000031049	MAT PEDA EE FURSTENBERGER	1	177,24	0,00
AUT00000000031050	MAT PEDA EE C LORRAINE	8	274,80	0,00
AUT00000000031051	JEUX MAT PEDA EM METAIRIE -	8	249,00	0,00
AUT00000000031052	JEUX MAT PEDA EM DIEPPE -	8	988,00	0,00
AUT00000000031053	MAT PEDA - EM WOLF	8	340,00	0,00
AUT00000000031054	MAT PEDA EM VERNE	1	115,00	0,00
AUT00000000031056	ARMES	8	22 521,79	0,00
AUT00000000031059	MAT PEDA - EM PDMIROIR JEUX	8	305,78	0,00
AUT00000000031060	MAT PEDA - EM PRANARD JEUX	8	438,00	0,00
AUT00000000031061	MAT PEDA - EM SAND JEUX	8	450,00	0,00
AUT00000000031062	MAT PEDA - EM THERESE	8	254,72	0,00
AUT00000000031063	MAT PEDA - EM TONNELIERS	8	675,00	0,00
AUT00000000031064	MAT PEDA - EM WAGNER	8	198,00	0,00
AUT00000000031065	MAT PEDA - EM ZUBER	8	407,00	0,00
AUT00000000031066	MAT PEDA - EE DROUOT	1	142,00	0,00
AUT00000000031067	MAT PEDA - EE DROUOT	8	431,00	0,00
AUT00000000031068	MAT PEDA - EE FREINET	8	287,90	0,00
AUT00000000031069	MAT PEDA - EE HUGO	8	350,00	0,00
AUT00000000031070	MAT PEDA - EE MATISSE	1	142,00	0,00
AUT00000000031071	MAT PEDA - EE WAGNER	8	336,00	0,00
AUT00000000031072	MAT PEDA - EE WOLF	8	224,00	0,00
AUT00000000031073	MAT PEDA - EE ZAY	1	139,99	0,00
AUT00000000031380	THERMOFORMEUSE- ATELIER 3D	8	699,00	0,00
AUT00000000031381	ACQUISITION INSTRUMENT MUSIQUE	8	1 930,00	0,00
AUT00000000031465	ORGUE GOLBACH	8	20 000,00	0,00
AUT00000000031466	MAT PEDA - EM FURSTENBERGER PLASTIFIEUSE	8	231,00	0,00
AUT00000000031467	MAT PEDA- LES ERABLES- DECAT PRO	8	328,50	0,00
AUT00000000031643	PRATICABLES ET ACCESSOIRES	8	3 430,00	0,00
AUT00000000031644	GARNITURES BRASSERIE TABLES ET BANCS	8	5 476,74	0,00
AUT00000000031645	ECRAN PROJECTION - ACTION SOCIALE	1	109,46	0,00
AUT00000000031648	AMENAGEMENT ESPACE JEUNESSE FILATURE	8	19 474,86	0,00
AUT00000000031651	TABLE LANGER	8	235,35	0,00
AUT00000000031652	MOBILIER STAND DEMONTABLE	8	1 072,80	0,00
AUT00000000031658	REPARATION ORGUE PHASE 2	8	21 741,60	0,00
AUT00000000031660	POTEAUX A SANGLE (SERRE-FILE)	8	1 155,60	0,00
AUT00000000031661	POTEAU A SANGLE (SERRE-FILE) 1 EXEMPLAIRE	1	128,40	0,00
AUT00000000031664	CHARIOT	8	499,80	0,00
AUT00000000031665	TONNELLE	8	1 615,50	0,00
AUT00000000031667	TRANSPALETTE	8	656,40	0,00
AUT00000000031669	THERMOMETRES ELECTRO COVID 19	8	2 574,96	0,00
AUT00000000031670	MAT PEDA - ILLBERG	8	255,75	0,00
AUT00000000031672	LAVE LINGE- MICRO ONDE- MDA	8	1 301,58	0,00
AUT00000000031673	VENTILATEURS - MDA ELECTROMENAGER	8	4 752,00	0,00
AUT00000000031676	MATERIEL PEDAGOGIQUE ILLBERG	8	3 262,78	0,00
AUT00000000031677	ENGINS ROULANTS - ILLBERG	8	3 740,00	0,00
AUT00000000031680	MAT PEDA - ILLBERG	8	406,28	0,00
AUT00000000031681	RADIO CASSETTE CD INV V20007 DIVERS GYMNASES VILLE	1	99,99	0,00
AUT00000000031682	MONOBROSSE COMPLEXE DE LA DOLLER V20008	8	923,99	0,00
AUT00000000031683	STABILISATEUR PHOTO INV 20012 MAIRIE ENTREE B	8	459,99	0,00
AUT00000000031684	PANIER DE BASKET V20017 DEPOT RUE D'ILLZACH	8	919,00	0,00
AUT00000000031685	STADE DROUOT BUT DE FOOT INV V20019	8	4 011,60	0,00
AUT00000000031686	CHARIOT PLIABLE V20022 MAIRIE ENTREE B	1	39,90	0,00
AUT00000000031687	MINI BASKET GYM FIL STRUCTURE MURALE	8	4 790,40	0,00
AUT00000000031917	EURONEF ET DOJO JULES VERNE TATAMS V20023 INTRA V2020188	8	8 250,00	0,00
AUT00000000031918	PSO SONORISATION DANS LESGYMNASES DE MULHOUSE INV V20026	8	1 117,40	0,00
AUT00000000031919	PROJECTEUR DE SCENE MARTIN MAC QUANTUM	8	5 802,72	0,00
AUT00000000031920	MICRO-ONDES SERVICE DRH	1	119,99	0,00
AUT00000000031921	PARASOLS PIEDS PLANETE PASS INV	8	233,10	0,00
AUT00000000031922	STAND PLIANT SITE DES PLANETES INV V20020	8	2 577,44	0,00
AUT00000000031923	VENTILATEUR	8	1 398,52	0,00
AUT00000000031924	MAT PEDA - ILLBERG	8	846,80	0,00
AUT00000000031925	POSTES IP CASQUES SANS FIL	8	1 857,60	0,00
AUT00000000031926	MICRO INV V20009 SUR LES SITES PLANETES	1	179,42	0,00
AUT00000000031927	CENTRALE VAPEUR	1	109,99	0,00
AUT00000000031928	CAFETIERE SENSEO	1	89,99	0,00
AUT00000000031929	CELLULES CHAUFFANTES	8	2 934,00	0,00
AUT00000000031971	CHARIOTS ET CISAILLE	8	555,30	0,00
AUT00000000031972	ENCEINTE BLUETOOTH	8	674,95	0,00
AUT00000000031973	PETIT EQUIPEMENT	1	83,90	0,00
AUT00000000031974	CORDES HARPES SALVI INSTRU 2020	8	350,80	0,00
AUT00000000031975	FRIGO/MICRO ONDE	8	527,00	0,00
AUT00000000032027	PLASTIFIEUSE MAT PEDA - LA FONTAINE	8	231,00	0,00
AUT00000000032028	FILETS BASKET EE FREINET	8	322,32	0,00
AUT00000000032029	MONOBROSSE PLAINE SPORTIVE DE LA DOLLER INV V20049	8	4 208,28	0,00
AUT00000000032030	MONO BROSSE PSLD INV V20045	8	1 534,93	0,00
AUT00000000032031	DICTAPHONES ENTREE B JEUNESSE V20047	1	129,98	0,00
AUT00000000032032	CLOISON ISOLATION ACOUSTIQUE	8	1 370,40	0,00
AUT00000000032033	JEUX ET EQUIPEMENTS SPORTIFS MAT PEDA - ILLBERG -	8	3 354,14	0,00
AUT00000000032034	PLASTIFIEUSE MAT PEDA - EM BRANT	1	135,00	0,00
AUT00000000032035	PIANO NUMERIQUE HP WALDEMAR	8	1 699,00	0,00
AUT00000000032036	AUTOLAVEUSE	8	4 380,00	0,00
AUT00000000032037	CUISINIERE EE WOLF	8	438,00	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000032038	LAVE LINGE STOCK GLUCK -	8	399,99	0,00
AUT00000000032039	AUTO LAVEUSE PLAINE SPORTIVE DOLLER INV V20038	8	3 274,20	0,00
AUT00000000032040	DESTRUCTEUR - ACTION SOCIALE	8	594,50	0,00
AUT00000000032041	APAP - IKEA	8	205,00	0,00
AUT00000000032042	CISAILLE A3 - ACTION SOCIALE	8	231,90	0,00
AUT00000000032043	CHARIOT/DIABLE	1	54,90	0,00
AUT00000000032044	PENDRILLONS VELOURS DE SCENE	8	1 795,20	0,00
AUT00000000032045	MACHINE A COUDRE BERNINA	8	300,00	0,00
AUT00000000032046	TOURNIQUET A LIVRE	8	854,27	0,00
AUT00000000032047	CDJ MATERIEL AUDIO V 20030 JEUNESSE EX CONSERVATOIRE	1	148,80	0,00
AUT00000000032048	COFFRE FORT JEUNESSE MIS A L'EX CONSERVATOIRE V20039	8	3 657,60	0,00
AUT00000000032049	DIVERS ELECTROMENAGERS GLUCK	8	2 310,90	0,00
AUT00000000032050	CHARIOTS	8	1 590,36	0,00
AUT00000000032051	BORNE DE SATISFACTION ACCUEIL C	8	2 355,60	0,00
AUT00000000032052	ELECTRO-MENAGER 42 AV. ROGER SALENGRO	8	923,00	0,00
AUT00000000032053	PANIER DE BASKET PLATEAU BROSSOLETTE V20024	8	622,80	0,00
AUT00000000032054	PACOURS D'EXCELENCE SPORTIVE AU CSRA INV V20032	8	377,96	0,00
AUT00000000032055	MATERIEL AUDIO	8	2 139,90	0,00
AUT00000000032075	EQUIPEMENT VIDEO BOULANGER	8	428,99	0,00
AUT00000000032076	CHARIOT/SERVANTE MODULO	1	109,90	0,00
AUT00000000032090	POTEAUX DE CORNER STADE COUBERTIN INV V20048	8	1 877,88	0,00
AUT00000000032091	POTEAUX PLAINE SPORTIVE DE LA DOLLER INV V20031	8	1 434,00	0,00
AUT00000000032135	ALARME AUTOMATIQUES DIRECTION	8	1 560,00	0,00
AUT00000000032136	CISAILLE MANUTAN EE CDL -	8	275,98	0,00
AUT00000000032137	SECHE LINGE GLUCK	8	761,00	0,00
AUT00000000032138	MICRO ONDES GLUCK	1	123,65	0,00
AUT00000000032139	TV EM ERABLES	8	425,00	0,00
AUT00000000032140	POSTES GIGASET	1	135,60	0,00
AUT00000000032184	VOLANT DIRECTION - EM MONTAVONT	1	37,28	0,00
AUT00000000032186	VIOLONCELLE 1/16 1/4 HOUSSES ARCHETS	8	1 600,00	0,00
AUT00000000032187	FLUTES JUPITER X 3 - CARROUSEL	8	2 166,00	0,00
AUT00000000032188	PROJECTEURS DE SCENE A LED POUR GRADINS	8	967,20	0,00
AUT00000000032189	EQUIPEMENT AUDIO VIDEO TABLETTE S 101	8	522,48	0,00
AUT00000000032190	HAUTBOIS HOWARTH JUNIOR X 2	8	3 178,00	0,00
AUT00000000032202	VIDEO PROJ SELFIE RING LIGHT - ADM DIR 11	8	399,48	0,00
AUT00000000032203	STORES SALLE EXPO	8	24 000,00	0,00
AUT00000000032204	ECLAIRAGE PUPITRE RYTHMES SONS 2020	8	2 592,00	0,00
AUT00000000032205	MACHINE A CAFE CHARGEUR DE SURFACE	1	178,99	0,00
AUT00000000032206	COUPEUSE DE PLANS	8	637,50	0,00
AUT00000000032207	COMBISTEAK -EM SAND - MAT SPORT	1	110,00	0,00
AUT00000000032208	MAT GYM EM VERNE - WESCO	8	317,40	0,00
AUT00000000032209	JEUX WESCO EM THERESE -	8	596,20	0,00
AUT00000000032210	GYMPLO CYLINDRE MAT SPORT EM MONTAIGNE	1	168,60	0,00
AUT00000000032211	KIT BASKET -EM SELLIER MAT SPORT	8	1 188,00	0,00
AUT00000000032212	NATTES GYM EM WANNE - - MAT SPORT	8	455,00	0,00
AUT00000000032213	WESCO INSTRUMENTS EM WANNE -	8	204,90	0,00
AUT00000000032214	TRAMPOLINE WESCO EM NORDFELD-	1	159,90	0,00
AUT00000000032215	JEUX EM CAMUS -	8	281,16	0,00
AUT00000000032216	ENCEINTES HISLER EM ST EXUPERY -	8	218,80	0,00
AUT00000000032217	BALLON EM CIEL -	1	135,37	0,00
AUT00000000032218	POSTE CD EM NORDFELD -	8	396,32	0,00
AUT00000000032219	PORTIQUE EE KLEBER -	1	72,10	0,00
AUT00000000032220	PARACHUTE EE KLEBER -	1	147,42	0,00
AUT00000000032221	JEUX EM ERABLES	1	79,06	0,00
AUT00000000032222	JEUX HISLER EM REBER -	1	69,73	0,00
AUT00000000032223	MAT SPORT EM PERRAULT -	8	519,49	0,00
AUT00000000032224	POSTE CD HISLER EE THERESE -	8	479,80	0,00
AUT00000000032225	PLASTIFIEUSE ET CISAIL EE SELLIER -	8	621,00	0,00
AUT00000000032226	JEUX HISLER EM SAND -	8	186,00	0,00
AUT00000000032227	JEUX EM BROSSOLETTE -	1	101,80	0,00
AUT00000000032228	PLASTIFIEUSE EM NORDFELD -	8	1 297,80	0,00
AUT00000000032229	TV PERFORIEUR EM CAMUS -	8	897,00	0,00
AUT00000000032230	POSTE CD EM CAMUS -	8	255,50	0,00
AUT00000000032231	POSTE CD EE BROSSOLETTE -	8	487,98	0,00
AUT00000000032232	ECRANS DE PROJECTION UGAP EM LOISY -	8	218,03	0,00
AUT00000000032233	CISAILLE EM PDM -	8	516,72	0,00
AUT00000000032234	JEUX HISLER EM THERESE	1	123,28	0,00
AUT00000000032235	POSTE CD HAUT POIRIER - MANUTAN -	8	1 267,02	0,00
AUT00000000032236	ETANDEM MERLIN EM FONTAINE -	8	581,10	0,00
AUT00000000032238	POUSSE POUSSE EM BROSSOLETTE -	8	855,00	0,00
AUT00000000032239	TRICYCLES MERLIN EM CAMUS -	8	516,00	0,00
AUT00000000032240	ASSORT 4 BANDEAUX EM ERABLES -	1	73,80	0,00
AUT00000000032241	DRAISIENNES MERLIN HUGO -	8	525,00	0,00
AUT00000000032242	TRICYCLES MERLIN EM REBER -	8	208,00	0,00
AUT00000000032243	TROTINETTES MERLIN EM ST EXUPERY	8	603,00	0,00
AUT00000000032244	BALLONS MERLIN EE MATISSE -	8	249,00	0,00
AUT00000000032245	CERCEAUX MERLIN EM WANNE -	1	54,80	0,00
AUT00000000032246	ASSORT MERLIN EM PLEIN CIEL -	1	147,60	0,00
AUT00000000032247	JEUX HISLER EM PREVERT -	8	377,14	0,00
AUT00000000032248	GYMNOVA EM METAIRIE -	8	463,20	0,00
AUT00000000032249	MAT SPORT EM MONTAIGNE - ASCO CELDA -	8	407,00	0,00
AUT00000000032250	VISUALISEUR MANUTAN EE KOECHLIN -	8	2 402,00	0,00
AUT00000000032251	POUTRE GYM EM SELLIER - WESCO	8	319,90	0,00
AUT00000000032252	TRICYCLES MERLIN EM WOLF -	8	468,00	0,00
AUT00000000032253	TRICYCLES MERLIN EM WOLF -	8	342,00	0,00
AUT00000000032254	DRAISIENNES MERLIN EM CITE -	8	875,00	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000032255	DRAISIENNES MERLIN EM PERGAUD -	8	700,00	0,00
AUT00000000032256	DRAISIENNES MERLIN EM PERGAUD -	1	68,50	0,00
AUT00000000032257	JEUX ARTHUR ET MARIE HAUT POIRIER	8	825,60	0,00
AUT00000000032258	MATELAS VB MERLIN EM THERESE -	8	1 317,50	0,00
AUT00000000032259	MATELAS VB MERLIN EM PDM -	8	527,00	0,00
AUT00000000032260	MATELAS VB MERLIN EM ERABLES -	8	263,50	0,00
AUT00000000032261	LECTEUR DVD EM ERABLES	1	79,01	0,00
AUT00000000032262	VENTILATEURS	8	4 898,60	0,00
AUT00000000032263	PLASTIFIEUSES - EE WAGNER	8	270,00	0,00
AUT00000000032264	APP PHOTO EE KLEBER -	1	179,99	0,00
AUT00000000032265	JEUX HISLER EM PREVERT -	1	84,39	0,00
AUT00000000032266	LAVE LINGE ECOLE	8	2 368,80	0,00
AUT00000000032267	PROTECTION POTEAU STADE COUBERTIN INV V20058	8	1 400,00	0,00
AUT00000000032268	TABLEAU SCORES STADE DOLLER INV.V20060 INTRA V2020266	8	8 052,00	0,00
AUT00000000032269	PANIER DE BASKETS GYM STEX INV V20061	8	2 711,40	0,00
AUT00000000032270	BUT BASKETS GYM STEX RPL V20062 INTRA V2020267	8	5 418,00	0,00
AUT00000000032271	DRAPEAUX ECXELENCE SPORTIVE CSRAIN V20067	8	404,16	0,00
AUT00000000032272	FRIGO DEPOT EQUIPE GYM INV V20071	8	1 200,00	0,00
AUT00000000032273	BUT DE FOOT STADE BARINA INV V20072	8	786,00	0,00
AUT00000000032274	FEU ROUTIER CENTRE WALLACH INV V20056	8	1 355,88	0,00
AUT00000000032275	MICRO JEUNESSE EX CONSERVATOIREINV V20052	1	68,70	0,00
AUT00000000032276	MATERIEL SPORTIF CENTRE ALFRED WALLACH INV V20068	8	1 816,56	0,00
AUT00000000032277	5 VELOS DEPOT PLANETES RATELIER INV V 20070	8	808,93	0,00
AUT00000000032278	PLAQUE SINALETIQUE EXTERIEURE	1	114,00	0,00
AUT00000000032279	REFRIGERATEUR	8	231,78	0,00
AUT00000000032280	POSTES TELEPHONIQUES	8	512,94	0,00
AUT00000000032281	DISTRIBUTEURS GEL BC 387/MCG COVID 19	8	1 766,34	0,00
AUT00000000032282	MACHINE A CAFE	1	78,30	0,00
AUT00000000032341	POSTE CD- EM WAGNER	1	71,80	0,00
AUT00000000032342	RAMEUR BANDE DE MUSCU PSLD INV V20065	8	3 922,37	0,00
AUT00000000032632	NESPRESSO CONTRAT CAFATIERE ELU-DG	1	106,80	0,00
<b>Total par Nature : 2188</b>			<b>382 670,44</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031217	INSTRUMENT MUSIQUE	8	0,00	0,00
AUT00000000032340	PORTE SOURDINE COR KOLBERG 2020	8	351,79	0,00
<b>Total par Nature : 21880098</b>			<b>351,79</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031087	TVX 20 PLACE DREYFUS	0	169 639,68	0,00
AUT00000000032141	TVX 20 STEINBAECHLEIN	0	443 251,46	0,00
AUT00000000032645	TVX 20 EX PUPA DEPOLUTION	0	18 708,00	0,00
<b>Total par Nature : 2312</b>			<b>631 599,14</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030762	TVX 20 - GS SELLIER	0	1 269 659,30	0,00
AUT00000000030763	TVX20 SAFI LOFINK	0	59 795,01	0,00
AUT00000000031074	TVX 20 EE NORDFELD	0	97 346,59	0,00
AUT00000000031075	TVX 20 EE ILLBERG	0	40 844,79	0,00
AUT00000000031090	TVX20 GS HUGO	0	22 100,60	0,00
AUT00000000031091	TVX20 TEMPLE ETIENNE	0	927 074,09	0,00
AUT00000000031170	TVX 20 EM FREY	0	61 854,25	0,00
AUT00000000031187	TVX 20 - EE WOLF	0	1 349,30	0,00
AUT00000000031188	TVX 20 GS LAFONTAINE	0	18 390,27	0,00
AUT00000000031196	TVX 20 EM FRANKLIN	0	9 611,09	0,00
AUT00000000031197	TVX 20 EM QUIMPER	0	29 372,65	0,00
AUT00000000031198	TVX 20 - GS WAGNER	0	12 237,35	0,00
AUT00000000031199	TVX 20 EE J ZAY	0	11 055,21	0,00
AUT00000000031369	TVX 20 GS COTEAUX	0	12 242,61	0,00
AUT00000000031372	TVX 20 OUVRAGES D ART	0	16 427,79	0,00
AUT00000000031387	TVX20 20 RUE THENARD	0	1 184,90	0,00
AUT00000000032003	TVX 20 CENTRE CHOREGRAPHIQUE	0	55 335,09	0,00
AUT00000000032089	TVX 20 EE KOECHLIN	0	32 438,92	0,00
AUT00000000032354	TVX20 EE FURSTENBERGER	0	97 609,93	0,00
AUT00000000032650	TVX 20 EM VERNE	0	19 063,80	0,00
AUT00000000032651	TVX 20 EE STINTZI	0	969,67	0,00
AUT00000000032652	TVX 20 EE THERESE	0	20 572,76	0,00
AUT00000000032653	TVX 20 EE DORNACH	0	14 199,61	0,00
AUT00000000032654	TVX 20 EM WOLF	0	352,13	0,00
AUT00000000032655	TVX 20 EM BRANT	0	50 583,62	0,00
AUT00000000032656	TVX 20 EM DIEPPE	0	648,00	0,00
AUT00000000032657	TVX 20 EM MONTAIGNE	0	4 240,44	0,00
AUT00000000032658	TVX 20 EM ERABLES	0	662,80	0,00
AUT00000000032664	TVX 20 EM CAMUS	0	1 887,04	0,00
AUT00000000032665	TVX 20 EE FREINET	0	5 173,72	0,00
AUT00000000032666	TVX 20 EM MONTAVONT	0	2 435,38	0,00
AUT00000000032667	TVX 20 EE CD LORAIN	0	1 910,59	0,00
AUT00000000032668	TVX 20 EE DROUOT	0	1 256,28	0,00
AUT00000000032669	TVX 20 EM CITE	0	2 178,53	0,00
AUT00000000032670	TVX 20 EE KLEBER	0	12 234,17	0,00
AUT00000000032671	TVX 20 EM PERGAUD	0	2 481,58	0,00
AUT00000000032672	TVX 20 EM METAIRIE	0	1 712,94	0,00
AUT00000000032679	TVX 20 EM SAND	0	639,68	0,00
AUT00000000032680	TVX 20 95 BD ROOSEVELT PUPA	0	1 634,89	0,00
AUT00000000032681	TVX20 1 RUE VAUBAN	0	600,00	0,00
AUT00000000032682	TVX 20 CSC PAPIN	0	2 160,00	0,00
AUT00000000032685	TVX 20 GYMNASE TSCHANTZ	0	306,80	0,00
AUT00000000032686	TVX 20 34 R LEFEBVRE	0	2 479,30	0,00
AUT00000000032707	TVX 20 - EE BROSSOLETTE	0	2 080,02	0,00
AUT00000000032712	TVX 20 EE EM HT POIRIER	0	74,23	0,00
AUT00000000032713	TVX 20 TRAIT D UNION	0	7 085,23	0,00
AUT00000000032813	TVX20 12 R MITTELWIHR	0	216,00	0,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT00000000032817	TVX 20 GYMNASE FIL	0	1 770,28	0,00
AUT00000000032818	TVX 20 AFSCO	0	755,11	0,00
AUT00000000032819	TVX 20 COUR DES CHAINES	0	1 662,00	0,00
AUT00000000032822	TVX20 THEATRE	0	5 319,01	0,00
<b>Total par Nature : 2313</b>			<b>2 945 275,35</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031386	TVX 20 FILATURE	0	135 805,16	0,00
<b>Total par Nature : 23130099</b>			<b>135 805,16</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030776	TVX 20 VIDEOSURVEILLANCE	0	314 336,50	0,00
AUT00000000031175	TVX 20 VOIE SUD	0	48 853,57	0,00
AUT00000000031184	TVX 20 BERGES DE L ILL	0	744 537,51	0,00
AUT00000000031185	TVX 20 QUAI DE L ALMA	0	93 352,48	0,00
AUT00000000031373	TVX 20 VOIRIE	0	71 093,81	0,00
AUT00000000031374	TVX 20 LIAISON SAX-CUVELIER-JARDIN DES SENTEURS	0	770,83	0,00
AUT00000000031382	TVX 20 PROMENADE DOLLER	0	9 876,00	0,00
<b>Total par Nature : 2315</b>			<b>1 282 820,70</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031202	AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL CITIVIA	0	156 688,23	0,00
AUT00000000032777	PARC DES EXPOSITIONS 27061 ACTIONS	0	525 254,01	0,00
<b>Total par Nature : 261</b>			<b>681 942,24</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000031204	AVANCE TRESORERIE CITIVIA	0	0,00	0,00
AUT00000000032715	AVANCE TRESORERIE REUSSITE EDUCATIVE	0	0,00	0,00
<b>Total par Nature : 274</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000032778	CAUTION 5 RUE COLLINE MULHOUSE	0	1 050,00	0,00
<b>Total par Nature : 275</b>			<b>1 050,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par modalité d'acquisition : Acquisition à titre onéreux</b>			<b>22 882 491,45</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000032847	MULHOUSE - TERRAIN RUE DE VERDUN - NI 296/90 - 1.41 ARES ET NI 297/90 - 1.95 ARES	0	30 240,00	0,00
<b>Total par Nature : 2112</b>			<b>30 240,00</b>	<b>0,00</b>
Total par modalité d'acquisition : divers			30 240,00	0,00
AUT00000000032717	TIR 2020 VOIRIE	0	533 383,27	0,00
<b>Total par Nature : 2152</b>			<b>533 383,27</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000030878	MOBILIER ADAPTE EM FRANKLIN	8	284,20	0,00
<b>Total par Nature : 2184</b>			<b>284,20</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par modalité d'acquisition : Acquisition à l'euro symbolique</b>			<b>533 667,47</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par Budget : BUDGET PRINCIPAL</b>			<b>23 446 398,92</b>	<b>0,00</b>

IV - ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN							A10.2
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - SORTIES							
NUMERO BIEN PAR MODALITE DE SORTIE	DESIGNATION DU BIEN	DUREE DE L'AMORT	VALEUR D'ACQUISITION	CUMUL DES AMORT.	VALEUR NETTE COMPTABLE	PRIX DE CESSIION	+/- VALUE
AUT000000000006001	INSERTION 2010 SIRENES D'ALERTE RNA	5	148,50	148,50	0,00	0,00	0,00
AUT000000000012333	INSERTION 11 FORFAIT 66 UP POUR PLUSIEURS PUBLICATIONS	5	5 400,00	5 400,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000012425	INSERTION 11 AVIS D'ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES PUBLICS	5	1 316,56	1 316,56	0,00	0,00	0,00
AUT000000000013437	INSERTION 12 AVIS D'ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES PUBLICS	5	1 389,27	1 389,27	0,00	0,00	0,00
AUT000000000013732	INSERTION 12 ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES PUBLICS	5	589,39	589,39	0,00	0,00	0,00
AUT000000000014105	INSERTION 12 ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES	5	795,67	795,67	0,00	0,00	0,00
AUT000000000014547	INSERTION 12 AVIS D'ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES PUBLICS	5	892,50	892,50	0,00	0,00	0,00
AUT000000000014714	INSERTION 12 FORFAIT DE 134 UP	5	10 800,00	10 800,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015485	INSERTION 12 FOURN 1 PELLE DE CIMETIERE D'UN POIDS SUPERIEUR A 3T	5	248,39	248,39	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016289	INSERTION 13 AVIS D'ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES PUBLICS	5	2 811,27	2 811,27	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017139	INSERTIONS 13 FORFAIT 100 UNITES	5	8 682,96	8 682,96	0,00	0,00	0,00
AUT000000000018002	INSERTION 13 AVIS D'ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES PUBLICS	5	1 193,94	1 193,94	0,00	0,00	0,00
<b>Sous Total par Nature 2033</b>			<b>36 311,08</b>	<b>36 311,08</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
MAN1017881 017881	SUBVENTION ETAT - VERSEMENT 2005 - 1 043 995 €	14	974 395,33	974 395,33	0,00	0,00	0,00
<b>Sous Total par Nature 204112</b>			<b>974 395,33</b>	<b>974 395,33</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
MAN1017891 017891	SUBVENTION DEPART. - VERSEMENT 2005 - 2 470,05 €	14	2 305,38	2 305,38	0,00	0,00	0,00
<b>Sous Total par Nature 204132</b>			<b>2 305,38</b>	<b>2 305,38</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
AUT000000000018205	SUB EQUIPEMENT EPCC 2014	5	59 500,00	59 500,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous Total par Nature 2041581</b>			<b>59 500,00</b>	<b>59 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
MAN1017911 017911	SUBVENTION ETS PUBL.-VERSEMENT2005- 1 696 170 €	14	1 583 092,00	1 583 092,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous Total par Nature 204172</b>			<b>1 583 092,00</b>	<b>1 583 092,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
AUT000000000019030	EX 14 SUBV EQUIPT CENTRES SOCIAUX	5	17 907,00	17 907,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019210	EX 14 SUBV EQUIPT CENTRES SOCIAUX	5	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019902	EX 14 SUBVENTION EQUIPEMENT LUTTE CONTRE L EXCLUSION	5	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000018523	EX 14 SUBV EQUIP AIDE A LA FAMILLE	5	7 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000018522	EX 14 SUBV EQUIP PERSONNES AGEES	5	4 650,00	4 650,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000018541	EX 14 SUB EQUIPEMENT ASSOC PH MOBILIER ET MATERIEL	5	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019208	EX 14 SUBV EQUIPEMENT DANS LES QUARTIERS	5	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019264	EX 14 SUBVENTION EQUIPEMENT FILATURE	5	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019265	EX 14 SUBVENTION EQUIPEMENT NOUMATROUFF	5	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019266	EX 14 SUBVENTION EQUIPEMENT ASS JAZZ A MULHOUSE	5	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019267	EX 14 SUBVENTION EQUIPEMENT ASS LES DOCKERS	5	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019565	EX 14 SUB ASS MCP CITE 2014	5	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019566	EX 14 SUB OHM	5	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000019576	SUB 14 INVESTISSEMENT	5	3 700,00	3 700,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000018467	EX 14 SUBVENTIONS D EQUIPEMENT SPORT	5	56 010,00	56 010,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000018515	EX 14 SUBVENTION D EQUIPEMENT SPORT	5	6 016,00	6 016,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous Total par Nature 20421</b>			<b>328 283,00</b>	<b>328 283,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
AUT000000000016142	LOGICIEL OXYGEN EDITOR	1	121,99	121,99	0,00	0,00	0,00
AUT000000000002825	INSERTION 09 GESTION ELECTROQUE DOCUMENT GED	2	65,00	65,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000010827	ETUDE 11 CONVENTION AMO OUTIL DEMAT	2	6 819,59	6 819,59	0,00	0,00	0,00
AUT000000000012745	INSERTION 11 PACK MAPA ONLINE - PERIODE DE DECEMBRE 2011 A NOVEMBRE	2	3 318,90	3 318,90	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016276	DEPOT DE MARQUE NOUVEAU LOGO VILLE DE MULHOUSE RIB S/FACTURE	2	225,00	225,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000011830	ETUDE 11 ACHAT PILOTAGE PROJET GEIDE	2	4 574,70	4 574,70	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015075	ETUDE 12 - AUDIT MISSION FLASH PES	2	8 593,26	8 593,26	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015611	LOGICIEL IMUSE FORMATION AUT00*8321-	2	850,00	850,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015612	LICENCE CARTOGRAPHIE CIMETIERES	2	2 984,02	2 984,02	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015613	LOGICIELS NERO VIDEO 12 ACDSEE PRO 6	2	306,73	306,73	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015614	LOG.DIAGN.ACCESS.BATIMENTS INDISS.AUT*15154-	2	3 588,00	3 588,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015720	LICENCES AIRWATCH MOBILE (150) STANDARD (150)	2	5 580,00	5 580,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015721	LICENCE 1ERE EXT.NOYAU ASTRE RH V5	2	2 152,80	2 152,80	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015722	EVOLUTION SOLUTION MICROSOFT FIM	2	13 455,00	13 455,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015948	LIC.AUTODESK AUTOCAD LT 2014	2	1 611,01	1 611,01	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015949	LIC.COMPL.INSTRUCTION DOSSIERS LE LIVRE FONCIER	2	1 196,00	1 196,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015950	MODULE PAGE D'ALERTE	2	6 249,58	6 249,58	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015951	LOGICIEL MAKEMUSIC FINALE 2012	2	180,60	180,60	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015952	AUT 14422-MEO CARTE FAMILLE	2	2 362,10	2 362,10	0,00	0,00	0,00
AUT000000000015953	LIC.2EME EXT.NOYAU ASTRE RH V5	2	13 470,55	13 470,55	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016320	LOG.SONY VEGAS PRO12 SOUND FORGE PRO10	2	833,61	833,61	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016371	LOGICIEL THEONE SYSLOG MANAGER PRO	1	95,68	95,68	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016380	LOGICIEL ABLETON LIVE 9 - THEATRE	2	455,68	455,68	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016432	12 LIC.VMWARE VSPHERE 5 STANDARD	2	13 549,93	13 549,93	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016440	ACCOMPAGNT MEO CAPDEMAT	2	2 362,10	2 362,10	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016859	LICENCE COMEDOC-SIECLE	2	532,22	532,22	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016860	LICENCES GEOPREVENTION WEB-INDISS.FAC.LS133447	2	9 102,76	9 102,76	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016861	PRESTATION GEOPREVENTION WEB-INDISS.FAC.LS13346	2	872,00	872,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016968	LOG.ESIRIUS ET RDV INTERNET	2	12 965,88	12 965,88	0,00	0,00	0,00
AUT000000000016978	CERTIFICAT AUDACIO 2°	2	322,92	322,92	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017017	LIC.DATAPRESS PREMIUM 01/11/13 AU 31/10/14	2	2 488,64	2 488,64	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017227	LIC.ADOBE INDESIGN CS6 CAKEWALK SONARX2	2	1 472,59	1 472,59	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017232	LIC.INFOCENTRE IAS-AUDIT PARAMETRAGE	2	3 229,20	3 229,20	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017239	LOGICIELS SIECLE AVENIR SUFFRAGE	2	10 093,04	10 093,04	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017240	LOGICIEL SIECLE (FORMATION)	2	445,00	445,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017303	INDISSOC.AUT**14422-MISE EN OEUVRE CAPDEMAT	2	1 196,00	1 196,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017308	LOG.IMUSE EXPORT DES DONNEES VERS STYX	2	1 243,84	1 243,84	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017355	PREST.FORM.SUR SITE IAS-INDISS.MANDAT 15025	2	1 200,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017371	EXT.LICENCE ECOMMUNITY V3	2	16 863,80	16 863,80	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017412	FACT.60% PLATEFORME CAPDEMAT SERV.POPUL.	2	18 872,88	18 872,88	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017630	AUT *17232-PAREMATRAGE SUITE TESTS	2	717,60	717,60	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017631	LIC.MODULE ARCHIVAGE IAS-INDISS.FAC.F20131025 AUT*17232	2	4 305,60	4 305,60	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017632	PREST.FORM.SUR SITE IAS-INDISS.FAC.20131024 AUT*17232	2	1 200,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017633	20 LICENCES SIP 50 LICENCES IP	2	4 085,52	4 085,52	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017634	9 LIC.VMWARE WORKSTATION VERSION 10	2	2 012,87	2 012,87	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017635	INDISSOC.AUT**14422-MISE EN OEUVRE CAPDEMAT	2	897,00	897,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017636	INDISSOC.AUT**15721-PARAM. PRISE EN MAIN 1.EXT.ASTRE RH V5	2	1 279,72	1 279,72	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017637	IND.AUT*17412-PREST.COMPL.PLATEF.CAPDEMAT SERV.POP.	2	11 912,16	11 912,16	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017638	MODULE ASTRE GF IMMOS NET	2	3 049,80	3 049,80	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017639	INDISSOC.AUT**14422-MISE EN OEUVRE CAPDEMAT	2	897,00	897,00	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017640	INDISSOC.AUT**15721-LICENCE 1ERE.EXT.ASTRE RH V5	2	13 470,55	13 470,55	0,00	0,00	0,00
AUT000000000017641	INDIS.AUT**15953-LIC.2EME EXT.NOYAU ASTRE RH V5	2	3 432,52	3 432,52	0,00	0,00	0,00
AUT000000000018012	LOGICIEL TELEPHONIQUE TEAMVIEWER	2	181,79	181,79	0,00	0,00	0,00
AUT000000000018013	ASTRE/DEPOT PORTAIL DGFIP	2	23 740,60	23 740,60	0,00	0,00	0,00
<b>Sous Total par Nature 2051</b>			<b>247 085,33</b>	<b>247 085,33</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par modalite de sortie : Apurement</b>			<b>3 230 972,12</b>	<b>3 230 972,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
MAN1015162 015162	MULHOUSE - RUE DE BRUEBACH	0	4 736,59	0,00	4 736,59	4 736,59	0,00
MAN1015163 015163	MULHOUSE - RUE DE BRUEBACH	0	251,54	0,00	251,54	251,54	0,00
<b>Sous Total par Nature 2111</b>			<b>4 988,13</b>	<b>0,00</b>	<b>4 988,13</b>	<b>4 988,13</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par modalite de sortie : ECHANGE</b>			<b>4 988,13</b>	<b>0,00</b>	<b>4 988,13</b>	<b>4 988,13</b>	<b>0,00</b>
AUT000000000018797	38 TABLETTES SAMSUNG GALAXY TABPRO 4.4 CLAVIERS	5	1 404,00	1 404,00	0,00	0,00	0,00

IV - ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN							A10.2
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - SORTIES							
NUMERO BIEN PAR MODALITE DE SORTIE	DESIGNATION DU BIEN	DUREE DE L'AMORT	VALEUR D'ACQUISITION	CUMUL DES AMORT.	VALEUR NETTE COMPTABLE	PRIX DE CESSION	+/- VALUE
<b>Sous Total par Nature 2183</b>			<b>1 404,00</b>	<b>1 404,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total par modalité de sortie : ENB</b>			<b>1 404,00</b>	<b>1 404,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
MAN1009811_009811	ISAEMS FCM SUD ALSACE / TITRE DE PARTICIPATION	0	68 602,06	0,00	68 602,06	0,00	-68 602,06
<b>Sous Total par Nature 261</b>			<b>68 602,06</b>	<b>0,00</b>	<b>68 602,06</b>	<b>0,00</b>	<b>-68 602,06</b>
<b>Total par modalité de sortie : Reforme</b>			<b>68 602,06</b>	<b>0,00</b>	<b>68 602,06</b>	<b>0,00</b>	<b>-68 602,06</b>
MAN1015891_015891	RIEDISHEIM/ILE NAPOLEON-MULHOUSE ARTOIS	0	54 085,20	0,00	54 085,20	206 000,00	151 914,80
<b>Sous Total par Nature 21318</b>			<b>54 085,20</b>	<b>0,00</b>	<b>54 085,20</b>	<b>206 000,00</b>	<b>151 914,80</b>
MAN1015863_015863	MULHOUSE - RUE DU MOULIN N9-SEMAPHORE	0	150,00	0,00	150,00	7 000,00	6 850,00
<b>Sous Total par Nature 2132</b>			<b>150,00</b>	<b>0,00</b>	<b>150,00</b>	<b>7 000,00</b>	<b>6 850,00</b>
MAN1029369_029369	OFFICE DU TOURISME 9 AV FOCH	0	168,58	0,00	168,58	168,58	0,00
<b>Sous Total par Nature 2135</b>			<b>168,58</b>	<b>0,00</b>	<b>168,58</b>	<b>168,58</b>	<b>0,00</b>
AUT00000000010985	ETUDES 11 9 AV.FOCH AMIANTE	0	430,56	0,00	430,56	154 831,28	154 400,72
MAN1015070_015070	MULHOUSE - AV.MARECHAL FOCH N°9	0	0,14	0,00	0,14	0,14	0,00
AUT00000000032886	GARAGE 12 AVENUE ROBERT SALENGRO MULHOUSE	0	150,00	0,00	150,00	9 500,00	9 350,00
<b>Sous Total par Nature 2138</b>			<b>580,70</b>	<b>0,00</b>	<b>580,70</b>	<b>164 331,42</b>	<b>163 750,72</b>
AUT00000000029677	CONTENEUR METAMORPHOSE - CONTENEUR MARITIME	8	10 904,26	1 363,00	9 541,26	10 500,00	958,74
<b>Sous Total par Nature 2158</b>			<b>10 904,26</b>	<b>1 363,00</b>	<b>9 541,26</b>	<b>10 500,00</b>	<b>958,74</b>
<b>Total par modalité de sortie : Vente</b>			<b>65 888,74</b>	<b>1 363,00</b>	<b>64 525,74</b>	<b>388 000,00</b>	<b>323 474,26</b>
Total par Budget : BUDGET PRINCIPAL			3 371 855,05	3 233 739,12	138 115,93	392 988,13	254 872,20

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS</b>	<b>A10.3</b>

**A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

<b>Pour mémoire</b>		<b>Crédits ouverts (BP+DM)</b>
chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	1 309 372,00
<b>Produit des cessions</b>		<b>Réalisations</b>
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	418 240,00
Compte 675	Valeur comptable des immobilisations cédées	69 513,87

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)</b>	<b>A11</b>

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	319 183,59	
012	Charges de personnel, frais assimilés	561 320,61	
72	Travaux en régie		880 504,20
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>880 504,20</b>	<b>880 504,20</b>

#### SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	<b>0,00</b>
21	Immobilisations corporelles TOTAL	880 504,20
2128		32 495,50
21312		15 446,50
21316		3 951,95
21318		201 141,76
2138		378,04
2152		533 383,27
2184		93 707,18
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>880 504,20</b>

#### RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	880 504,20
Recettes réelles de fonctionnement	181 987 069,84
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,48%

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières

augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel,...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

## **B) Engagements hors bilan**

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			En intérêts	En capital
<b>Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)</b>					<b>35 000 000,00 €</b>	<b>14 000 000,00 €</b>										<b>0,00 €</b>	<b>1 400 000,00 €</b>	
MZA	2005	C	TRAM-TRAIN	BEI Banque Européenne d'investissement	15 000 000,00 €	6 000 000,00 €	10	A	V	2,30%	(Euribor 3M + 0,13)-Floor - 0,13 sur Euribor 3M	0,00%	A-1			0,00 €	600 000,00 €	
MZA	2005	C	TRAM-TRAIN	BEI Banque Européenne d'investissement	20 000 000,00 €	8 000 000,00 €	9	A	V	2,27%	(Euribor 3M + 0,13)-Floor - 0,13 sur Euribor 3M	0,00%	A-1			0,00 €	800 000,00 €	
<b>Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)</b>					<b>38 042 630,56 €</b>	<b>15 171 029,93 €</b>										<b>289 060,84 €</b>	<b>3 707 925,14 €</b>	
CITIVA-SPL	2008	C	Programme RUDIC (RENOUVELLEMENT COMMERCIAL)	CAISSE D'EPARGNE	3 000 000,00 €	1 200 000,00 €	8	T	F	4,94%	Taux fixe à 4,85 %	4,84%	A-1			62 746,88 €	150 000,00 €	
CITIVA-SPL	2010	C	RUDIC - Centre Europe	BANQUE POPULAIRE	4 500 000,00 €	0,00 €	0	A	V	1,45%	Euribor 3M + 0,65	0,30%	A-1			2 891,60 €	957 640,78 €	
CITIVA-SPL	2014	P	ZAC Nouveau Bassin	CAISSE D'EPARGNE	3 000 000,00 €	1 19 255,85 €	0	T	F	3,29%	Taux fixe à 3,25 %	3,25%	A-1			13 410,12 €	467 489,44 €	
CITIVA-SPL	2014	P	ZAC Fondrie	CREDIT MUTUEL	1 500 000,00 €	0,00 €	0	T	F	1,46%	Taux fixe à 1,44 %	1,44%	A-1			2 335,81 €	259 069,08 €	
CITIVA-SPL	2015	P	ZAC Fondrie	BANQUE POSTALE	3 000 000,00 €	0,00 €	0	T	F	1,97%	Taux fixe à 1,96 %	1,96%	A-1			6 761,70 €	589 720,53 €	
CITIVA-SPL	2015	P	ZAC Nouveau Bassin	BANQUE POSTALE	3 000 000,00 €	0,00 €	0	T	F	1,97%	Taux fixe à 1,96 %	1,96%	A-1			6 761,70 €	589 720,53 €	
CITIVA-SPL	2017	P	ZAC Nouveau Bassin	CAISSE D'EPARGNE	700 000,00 €	637 517,03 €	18	T	F	2,52%	Taux fixe à 2,5 %	2,49%	A-1			16 379,97 €	28 203,19 €	
CITIVA-SPL	2018	P	Fondation DOLLFUS	CREDIT MUTUEL	1 500 000,00 €	1 274 246,16 €	13	T	F	1,98%	Taux fixe à 1,95 %	1,94%	A-1			25 867,84 €	83 492,92 €	
FONDATION JEAN DOLLFUS	2000	P	Fondation DOLLFUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 069 248,82 €	310 195,22 €	5	A	F	3,55%	Taux fixe à 3,55 %	3,54%	A-1			12 993,07 €	55 806,70 €	
FONDATION JEAN DOLLFUS	2000	P	Fondation DOLLFUS	CREDIT FONCIER DE FRANCE	228 673,53 €	99 583,98 €	7	T	F	6,45%	Taux fixe à 6,3 %	6,38%	A-1			7 299,99 €	11 495,97 €	
ASSOCIATION ALEOS	2005	P	Acquisition n°1, 1 rue du Bourg (10 logis)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	606 000,00 €	502 433,80 €	35	A	V	2,65%	Livret A + 0,65	1,32%	A-1			7 189,02 €	11 067,63 €	
ASSOCIATION ALEOS	2005	P	Acquisition n°1, 1 rue du Bourg (10 logis)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	131 808,00 €	89 920,97 €	20	A	V	2,65%	Livret A + 0,65	1,32%	A-1			1 313,11 €	3 872,92 €	
ASSOCIATION ALEOS	2009	P	Reconstruction FTM La Rochelle - Plai bonifié	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 023 876,00 €	767 573,34 €	28	A	V	1,80%	Livret A + (-0,7)	-0,16%	A-1			396,92 €	26 270,10 €	
ASSOCIATION ALEOS	2009	P	FTM La Rochelle - CIL	Comité interprofessionnel du logement	4 826 124,00 €	3 486 167,04 €	23	A	F	1,00%	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1			36 141,32 €	127 964,66 €	
ASSOCIATION ALEOS	2010	P	27 B rue du Cerf - acquisition aménagement 4 logements - PEX	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	178 000,00 €	126 814,32 €	15	A	V	2,60%	Livret A + 0,6	1,18%	A-1			1 807,28 €	7 056,58 €	
ASSOCIATION ALEOS	2011	P	173 rue des Romains PLAI AA 105 Studios	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	740 000,00 €	544 986,17 €	20	A	V	1,55%	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1			3 131,75 €	24 416,77 €	
ASSOCIATION ALEOS	2012	P	Résidence Les Romains - CIL Acquisition-Reconstruction	Groupe Plural	2 100 000,00 €	1 599 785,44 €	21	A	F	1,00%	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1			16 645,11 €	64 725,93 €	
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 991,00 €	76 000,41 €	18	A	V	0,55%	Livret A + (-0,2)	0,45%	A-1			440,04 €	4 006,25 €	
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	64 000,00 €	57 771,15 €	18	A	V	0,30%	Livret A + (-0,45)	0,20%	A-1			182,67 €	3 119,08 €	
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 000,00 €	36 400,00 €	13	A	V	0,00%	Livret A + (-0,75)	-0,10%	A-1			0,00 €	2 800,00 €	
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 077,00 €	52 349,43 €	13	A	V	0,55%	Livret A + (-0,2)	0,45%	A-1			309,23 €	3 874,38 €	
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	256 000,00 €	231 084,84 €	18	A	V	0,30%	Livret A + (-0,45)	0,26%	A-1			730,88 €	12 476,34 €	
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	312 689,00 €	282 940,96 €	18	A	V	0,55%	Livret A + (-0,2)	0,51%	A-1			1 639,21 €	14 914,81 €	
DIACONAT BETHEDA	2006	P	txv d'humanisation	CREDIT AGRICOLE	926 160,98 €	239 411,86 €	3	M	V	4,80%	Livret A + 1,95	2,49%	A-1			6 855,29 €	64 822,29 €	
DIACONAT BETHEDA	2006	P	txv d'humanisation	CREDIT AGRICOLE	314 982,23 €	77 538,03 €	3	M	V	4,28%	Livret A + 1,95	2,49%	A-1			2 223,19 €	21 225,91 €	
ASSOCIATION ESPOIR	2009	P	XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX	CREDIT MUTUEL	801 000,00 €	147 805,98 €	3	M	V	0,84%	(Euribor 3M)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,70%	A-1			2 965,22 €	49 015,66 €	
ALISTER	2005	P	ALISTER	CREDIT MUTUEL	240 000,00 €	85 742,81 €	6	M	F	3,45%	Taux fixe à 3,4 %	2,14%	A-1			2 009,56 €	13 445,44 €	
ASS Groupe Saint Sauveur	2015	P	Clinique de gérontologie du SLDamien	CREDIT MUTUEL	692 500,00 €	606 672,42 €	25	T	F	2,63%	Taux fixe à 2,6 %	2,59%	A-1			16 054,88 €	17 269,85 €	
ASS Groupe Saint Sauveur	2015	P	Clinique de gérontologie du SLDamien	CREDIT MUTUEL	692 500,00 €	606 672,42 €	25	T	F	2,63%	Taux fixe à 2,6 %	2,59%	A-1			16 054,88 €	17 269,85 €	

IV - ANNEXES CA 2020																			
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS																			
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT																			
B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)																			
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt	Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
										Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			En intérêts	En capital
LE BEAU REGARD	2012	P		EPHAD Beau Regard - PHARE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.313.000,00 €	894.128,92 €	26	A	F	Taux fixe à 0,84 %	0,84%	F	Taux fixe à 0,84 %	A-1		8.538,37 €	37.514,28 €	
LE BEAU REGARD	2012	P		EPHAD Beau Regard - PHARE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.000.000,00 €	787.500,00 €	31	A	F	Taux fixe à 0,85 %	0,85%	F	Taux fixe à 0,85 %	A-1		6.819,91 €	25.000,00 €	
ASSOC POUR LE LOGEMENT DES SANS-ABRI	2017	P			CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	140.000,00 €	130.532,08 €	36	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	A-1		735,38 €	3.173,30 €	
<b>Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social</b>						<b>488.807.895,22 €</b>	<b>362.304.522,95 €</b>										<b>6.680.851,16 €</b>	<b>14.724.870,11 €</b>	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1990	P		RUES GAY LUSSAC & ZILLUSHEIM	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3.748.271,30 €	1.187.147,12 €	6	A	V	Livret A + 1,3	5,80%	V	Livret A + 1,3	A-1		27.788,11 €	168.370,54 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1997	P		CONSTRUCTION DE 31 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7.39.377,73 €	111.756,95 €	3	A	V	Livret A + 0,52	4,94%	V	Livret A + 0,52	A-1		1.897,03 €	37.615,47 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1994	P		RUES D'ARLES ET D'AVIGNON	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2.041.923,01 €	814.953,21 €	10	A	V	Livret A + 1,3	5,80%	V	Livret A + 1,3	A-1		18.366,92 €	80.993,95 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1994	P		17 RUE ANNA-SCHOEEN 8 LOGEMENT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	204.281,68 €	75.926,83 €	9	A	V	Livret A + 1,3	5,80%	V	Livret A + 1,3	A-1		1.728,28 €	8.379,52 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1994	P		RUES ARLES ET AVIGNON 48 LOGES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	964.186,57 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1,3	5,80%	V	Livret A + 1,3	A-1		23.986,60 €	38.244,97 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1996	P		9 RUE 4E DIMI - ACQUISITION	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	251.540,88 €	92.253,44 €	8	A	V	Livret A + 0,8	4,30%	V	Livret A + 0,8	A-1		1.591,21 €	10.405,45 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1998	P		RUE LUTTERBACH - 4 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188.483,72 €	95.197,80 €	15	A	V	Livret A + 1,2	4,30%	V	Livret A + 1,2	A-1		1.978,38 €	6.257,79 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2006	P		Construction Rues Chamvre-Anna Schoen	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328.912,45 €	291.106,33 €	36	A	V	Livret A + 1,15	3,90%	V	Livret A + 1,15	A-1		5.620,64 €	4.717,08 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2000	C		PORTE DU MIROIR II DENVA CL		673.812,77 €	0,00 €	0	A	V	Eurobor 12M + 0,22	2,94%	V	Eurobor 3M + 0,13	A-1		- 49,09 €	36.496,89 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2006	P		Tour du Diable	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	483.046,00 €	38.036,79 €	1	A	V	Livret A + 0,65	3,40%	V	Livret A + 0,65	A-1		1.009,46 €	36.067,19 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2007	P		Construction 6-8 Merizau	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328.261,09 €	285.296,74 €	38	A	V	Livret A + 0,8	3,30%	V	Livret A + 0,8	A-1		4.455,91 €	5.241,59 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2007	P		Construction 6-8 Merizau	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.684.525,74 €	1.684.525,74 €	28	A	V	Livret A + 0,8	3,30%	V	Livret A + 0,8	A-1		26.745,96 €	40.887,26 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2008	P		Acquisition 6 maisons 6 R du Runtz (PLUS)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2.041.353,91 €	562.022,37 €	28	A	V	Livret A + 0,6	3,10%	V	Livret A + 0,6	A-1		7.778,42 €	14.156,87 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2009	P		Acquisition 6 maisons 6 R du Runtz (VEFA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121.540,00 €	84.594,40 €	38	A	V	Livret A	3,10%	V	Livret A	A-1		1.187,24 €	3.358,69 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2011	P		Rue du Bourg (8 logements)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	112.278,71 €	32.563,36 €	2	A	V	Livret A + 1,3	3,95%	V	Livret A + 1,3	A-1		887,85 €	10.748,23 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2011	P		Construction de 44 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	433.503,91 €	184.739,17 €	4	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	A-1		4.310,01 €	36.543,39 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P		Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgis- PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	408.301,00 €	366.696,53 €	35	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	A-1		5.059,28 €	8.153,22 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P		Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgis- PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200.171,00 €	185.638,39 €	45	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	A-1		2.546,42 €	2.984,99 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P		Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgis- PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	70.503,00 €	62.512,52 €	35	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	A-1		352,71 €	1.615,67 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P		Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgis- PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17.857,00 €	16.283,50 €	45	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	A-1		91,31 €	318,16 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P		RUE LAVOISIER - 48 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.622.523,94 €	1.441.977,86 €	24	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	A-1		29.288,26 €	60.038,87 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P		CONSTRUCTION DE 48 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.656.976,60 €	1.484.470,73 €	26	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	A-1		30.065,16 €	57.332,12 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P		Construction Rues Chamvre-Anna Schoen	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.531.648,59 €	1.445.037,84 €	31	A	V	Livret A + 1,15	1,90%	V	Livret A + 1,15	A-1		28.020,02 €	29.700,18 €	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P		30 logements rue de Bâle	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	948.076,14 €	821.819,88 €	20	A	V	Livret A + 1,2	1,86%	V	Livret A + 1,2	A-1		16.842,67 €	41.906,99 €	
SA HLM COOPERATION ET FAMILLE	1991	P		Amélioration logis Maitesse	CIL Habitat	228.673,53 €	16.178,99 €	0	A	F	Taux fixe à 4 %	4,00%	F	Taux fixe à 4 %	A-1		1.269,43 €	15.536,77 €	
SA HLM COOPERATION ET FAMILLE	1991	P		Amélioration logis Maitesse	CIL Habitat	70.431,45 €	4.983,15 €	1	A	F	Taux fixe à 4 %	4,00%	F	Taux fixe à 4 %	A-1		399,99 €	4.791,48 €	
SA HLM COOPERATION ET FAMILLE	1991	P		Amélioration logis Delacroix	CIL Habitat	198.261,32 €	14.027,44 €	1	A	F	Taux fixe à 4 %	4,00%	F	Taux fixe à 4 %	A-1		1.100,61 €	13.487,80 €	
SA HLM COOPERATION ET FAMILLE	1990	C		Amélioration logis Maitesse	CIL Habitat	160.071,47 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 0 %	0,00%	F	Taux fixe à 0 %	A-1		0,00 €	8.003,64 €	
M2A HABITAT	1976	P		CONSTRUCTION 100 LOGEMENTS PLR	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92.841,45 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	A-1		26,66 €	2.665,79 €	
M2A HABITAT	1976	P		25 LOGEMENTS PERSONNES AGEES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25.489,48 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	A-1		7,39 €	738,76 €	
M2A HABITAT	1981	P		RUE ZILLUSHEIM - CONSTRUCTION	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38.264,70 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,6 %	A-1		65,17 €	1.810,33 €	
M2A HABITAT	1982	P		RUES DE BALE ET LE NAPOLEON	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	48.143,40 €	2.277,84 €	1	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,6 %	A-1		161,15 €	2.198,62 €	
M2A HABITAT	1986	P		CONSTRUCTION DE 70 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.524.490,17 €	239.436,71 €	3	A	V	Livret A + 0,52	1,20%	V	Livret A + 0,52	A-1		3.911,40 €	77.557,67 €	

IV			ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS		EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT		B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)											B1.1	
Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (6)		Niveau de taux	Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice			
									Taux	Index	Taux	Index				En intérêts	En capital		
M2A HABITAT	1987	P	RUES BUIHLER, BRANCHE & ROSES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	609 796,07 €	121 483,06 €	3	A	V	Liwet A + 0,52	V	Liwet A + 0,52	1,07%	A-1		1 932,11 €	30 731,71 €		
M2A HABITAT	1987	P	4 AVENUE DU POT KENNEDY	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	278 676,80 €	55 077,29 €	3	A	V	Liwet A + 0,52	V	Liwet A + 0,52	1,11%	A-1		870,55 €	13 942,14 €		
M2A HABITAT	1988	P	RUES BUIHLER, BRANCHE & ROSES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 312 586,04 €	259 417,64 €	3	A	V	Liwet A + 0,52	V	Liwet A + 0,52	1,14%	A-1		4 126,59 €	65 668,41 €		
M2A HABITAT	1988	P	RUES BUIHLER, BRANCHE & ROSES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	535 096,05 €	104 719,12 €	4	A	V	Liwet A + 0,52	V	Liwet A + 0,52	1,25%	A-1		1 666,59 €	26 508,37 €		
M2A HABITAT	1987	P	50 RUE DE JILLISHIM	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	106 659,23 €	38 982,91 €	4	A	V	Liwet A + 0,52	V	Liwet A + 0,52	1,16%	A-1		802,09 €	9 802,98 €		
M2A HABITAT	1988	P	2 & 28 RUE DU MANEGE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	635 712,46 €	125 989,97 €	4	A	V	Liwet A + 0,52	V	Liwet A + 0,52	1,16%	A-1		2 004,47 €	31 885,68 €		
M2A HABITAT	1992	P	25 RUE LAURENT-ACQUISITION	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 249,90 €	4 717,29 €	7	A	V	Liwet A + 1,3	V	Liwet A + 1,3	2,03%	A-1		110,42 €	690,04 €		
M2A HABITAT	1993	P	74 AVENUE DALTKIRCH	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 249,90 €	4 347,78 €	7	A	V	Liwet A + 1,3	V	Liwet A + 1,3	1,82%	A-1		101,15 €	592,50 €		
M2A HABITAT	1993	P	23 RUE LAURENT : 4 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 867,35 €	6 488,23 €	7	A	V	Liwet A + 1,3	V	Liwet A + 1,3	1,84%	A-1		150,69 €	882,69 €		
M2A HABITAT	1994	P	RUE ORSEAU : 3 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 489,81 €	10 601,23 €	7	A	V	Liwet A + 1,3	V	Liwet A + 1,3	1,84%	A-1		244,30 €	1 315,71 €		
M2A HABITAT	1995	P	3 RUE IMPRIMERIES : 3 LOGEMENT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	41 161,24 €	15 561,34 €	8	A	V	Liwet A + 1,3	V	Liwet A + 1,3	1,84%	A-1		354,21 €	1 712,41 €		
M2A HABITAT	1995	P	3 RUE HUBNERS : 3 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	73 175,53 €	30 115,54 €	9	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,41%	A-1		512,96 €	2 980,72 €		
M2A HABITAT	1995	P	43 RUE LOUISE : 2 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 965,32 €	11 920,17 €	9	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,41%	A-1		203,06 €	1 170,87 €		
M2A HABITAT	1995	P	55 RUE KOECHLIN : 3 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	39 636,74 €	16 312,58 €	9	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,41%	A-1		212,38 €	1 144,38 €		
M2A HABITAT	1995	P	RUE DELA FLAUTURE : 6 LOGS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	72 413,29 €	32 431,39 €	10	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,55%	A-1		547,91 €	2 917,61 €		
M2A HABITAT	1995	P	PLACE DES VOSGES-ACQUISITION	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26 269,97 €	7 899,58 €	10	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,37%	A-1		135,69 €	874,86 €		
M2A HABITAT	1996	P	17 RUE DE LA FLAUTURE :	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 614,69 €	8 832,42 €	7	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,43%	A-1		154,64 €	1 144,38 €		
M2A HABITAT	1996	P	38 RUE THÉNARD : 3 LOGS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	39 484,33 €	12 187,50 €	7	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,37%	A-1		212,38 €	1 570,08 €		
M2A HABITAT	1996	P	ANCIENS BAINS ET DOUCHES :	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27 745,12 €	8 324,20 €	7	A	V	Liwet A + 1,3	V	Liwet A + 1,3	1,87%	A-1		182,83 €	1 052,24 €		
M2A HABITAT	1996	P	ANCIENS BAINS DOUCHES : 3 LOG	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 977,97 €	11 052,22 €	7	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,37%	A-1		194,43 €	1 438,86 €		
M2A HABITAT	1996	P	RUES MONTEURS & LA LOCOMOTIVE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	179 889,84 €	59 591,11 €	8	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,45%	A-1		1 022,62 €	7 414,12 €		
M2A HABITAT	1996	P	40 RUE HUBNER : CONSTRUCTION	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	64 485,93 €	20 992,67 €	8	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,45%	A-1		366,58 €	2 657,78 €		
M2A HABITAT	1997	P	32-34 RUE NORDFELD	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	91 164,52 €	32 874,86 €	8	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,41%	A-1		567,08 €	3 707,98 €		
M2A HABITAT	1997	P	FOYER CHOPIN : 32 CHAMBRES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	224 085,36 €	11 213,36 €	10	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,47%	A-1		3 628,42 €	22 800,46 €		
M2A HABITAT	1997	P	RUE DE DUNKERQUE : 6 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	509 488,58 €	114 319,41 €	10	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,53%	A-1		1 892,28 €	11 632,94 €		
M2A HABITAT	1998	P	59 rue du Manège	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	132 285,51 €	55 645,93 €	11	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,43%	A-1		946,89 €	5 179,51 €		
M2A HABITAT	1998	P	93 rue de Strasbourg	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27 440,82 €	9 898,19 €	10	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,47%	A-1		169,52 €	1 038,72 €		
M2A HABITAT	1998	P	65 rue de Rouffach	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	140 253,10 €	55 384,89 €	10	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,38%	A-1		946,48 €	5 311,48 €		
M2A HABITAT	1999	P	Trée de Tunis	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	74 700,92 €	29 127,29 €	11	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,49%	A-1		494,78 €	2 794,31 €		
M2A HABITAT	2000	P	45-47 rue Thénard	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	317 178,18 €	157 173,18 €	12	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,34%	A-1		2 625,30 €	12 200,92 €		
M2A HABITAT	2000	P	8 rue de Lyon	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38 112,25 €	27 519,06 €	29	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,35%	A-1		441,60 €	971,48 €		
M2A HABITAT	2000	P	8 rue de Lyon	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 660,41 €	13 176,78 €	12	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,37%	A-1		188,11 €	940,02 €		
M2A HABITAT	2000	P	65 rue de Rouffach	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	64 333,49 €	29 577,83 €	12	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,43%	A-1		221,39 €	1 105,13 €		
M2A HABITAT	2000	P	44 rue des Vosges	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	64 333,49 €	29 577,83 €	12	A	V	Liwet A + 0,8	V	Liwet A + 0,8	1,43%	A-1		496,96 €	2 483,39 €		
M2A HABITAT	2000	P	41-43 rue Kochlin	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	440 544,12 €	238 151,19 €	13	A	V	Liwet A + 1,2	V	Liwet A + 1,2	1,83%	A-1		4 915,58 €	15 827,16 €		
M2A HABITAT	2000	P	rue des Platanes	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	68 563,92 €	54 693,92 €	31	A	V	Liwet A + 1,2	V	Liwet A + 1,2	1,82%	A-1		1 090,62 €	1 275,28 €		
M2A HABITAT	2000	P	rue des Platanes	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 693 359,07 €	811 500,01 €	31	A	V	Liwet A	V	Liwet A	0,96%	A-1		6 530,39 €	59 218,87 €		
M2A HABITAT	2000	P	rue des Platanes	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	383 614,98 €	27 518,25 €	31	A	V	Liwet A	V	Liwet A	0,96%	A-1		2 140,83 €	7 925,74 €		
M2A HABITAT	2000	P	10 passage des Roses	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16 821,84 €	7 783,10 €	12	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,45%	A-1		120,82 €	635,21 €		
M2A HABITAT	2000	P	67 rue des Vosges	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	40 653,34 €	20 847,79 €	12	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,45%	A-1		325,28 €	1 447,84 €		
M2A HABITAT	2000	P	Résidence Bel-Air rue Fenehon	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	253 065,37 €	15 814,12 €	0	A	V	Liwet A + 1,2	V	Liwet A + 1,2	1,80%	A-1		6 109,02 €	15 780,24 €		
M2A HABITAT	2001	P	29 rue des Vosges	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	45 277,38 €	22 832,94 €	15	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,22%	A-1		353,74 €	1 662,67 €		
M2A HABITAT	2001	P	29 Vosges P Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23 629,61 €	14 767,86 €	25	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,22%	A-1		223,88 €	870,18 €		
M2A HABITAT	2000	P	2 & 12 rue Jules Verne	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 341 551,35 €	63 833,97 €	0	A	V	Liwet A + 1,2	V	Liwet A + 1,2	1,74%	A-1		3 265,02 €	83 654,26 €		
M2A HABITAT	2000	P	8 rue Linné	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	48 027,44 €	22 989,91 €	12	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,22%	A-1		304,91 €	1 624,24 €		
M2A HABITAT	2001	P	67 rue Vauban	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	753 968,47 €	590 551,29 €	32	A	V	Liwet A + 1,2	V	Liwet A + 1,2	1,94%	A-1		1 095,92 €	18 470,05 €		
M2A HABITAT	2001	P	155 rue Vauban	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 796,34 €	28 137,55 €	15	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,24%	A-1		438,92 €	1 926,71 €		
M2A HABITAT	2001	P	81 rue de l'Inch P Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	106 348,87 €	157 882,76 €	32	A	V	Liwet A + 1,2	V	Liwet A + 1,2	1,88%	A-1		3 143,77 €	15 791,24 €		
M2A HABITAT	2001	P	22 rue de l'Inch P Tw	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 358,89 €	16 067,95 €	16	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,38%	A-1		246,19 €	1 048,01 €		
M2A HABITAT	2001	P	5 rue de Soutz P Tw	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	119 215,13 €	59 383,17 €	16	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,38%	A-1		919,99 €	4 064,14 €		
M2A HABITAT	2001	P	5 rue de Soutz P Foncier quartier J Wagner	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 707 428,99 €	101 462,95 €	1	A	V	Liwet A	V	Liwet A	0,71%	A-1		1 363,76 €	4 062,99 €		
M2A HABITAT	2001	P	7 rue des Orives	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 363,82 €	33 889,78 €	30	A	V	Liwet A + 0,7	V	Liwet A + 0,7	1,45%	A-1		503,43 €	860,36 €		
M2A HABITAT	2002	P	Acquisition-embaraton	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	187 200,00 €	131 323,37 €	28	A	V	Liwet A	V	Liwet A	0,58%	A-1		1 017,75 €	4 375,33 €		

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Designation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice	
								Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			En intérêts	En capital
M2A HABITAT	2002	Acquisition-amélioration - Travaux quartier Wagner	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 400,00 €	6 595,60 €	16	A	V	Livret A	3,00%	V	Livret A	0,98%	A-1		51,47 €	357,56 €
M2A HABITAT	2002	Construction neuve rue Thiers (28 logis)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	807 979,79 €	94 679,86 €	1	A	V	Livret A	3,00%	V	Livret A	0,63%	A-1		1 061,16 €	46 811,88 €
M2A HABITAT	2002	2e tranche Wagner	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	174 000,00 €	137 842,39 €	32	A	V	Livret A + 1,2	4,20%	V	Livret A + 1,2	1,82%	A-1		2 749,04 €	3 069,39 €
M2A HABITAT	2002	2e tranche Wagner	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 140 000,00 €	138 614,12 €	2	A	V	Livret A	3,00%	V	Livret A	0,97%	A-1		1 497,57 €	66 062,01 €
M2A HABITAT	2002	2e tranche Wagner	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 000,00 €	7 176,56 €	2	A	V	Livret A + 0,25	3,25%	V	Livret A + 0,25	0,92%	A-1		107,12 €	3 536,08 €
M2A HABITAT	2002	collectif Dunkerque	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	435 000,00 €	49 899,33 €	2	A	V	Livret A + 1,2	4,20%	V	Livret A + 1,2	1,93%	A-1		1 461,03 €	25 055,29 €
M2A HABITAT	2002	52 Rue Kléber (8 logis) Plat foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	134 357,71 €	110 594,12 €	33	A	V	Livret A + 1,2	3,46%	V	Livret A + 1,2	1,72%	A-1		2 201,02 €	2 276,86 €
M2A HABITAT	2002	52 Rue Kléber (8 logis) Plat construction	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	357 524,97 €	238 695,90 €	18	A	V	Livret A + 1,2	3,46%	V	Livret A + 1,2	1,72%	A-1		4 854,79 €	10 297,64 €
M2A HABITAT	2002	Construction NEPPER 4 (16 logis) P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	145 741,67 €	119 710,79 €	34	A	V	Livret A + 1,2	3,46%	V	Livret A + 1,2	1,92%	A-1		2 382,46 €	2 466,67 €
M2A HABITAT	2002	66 rue de Rochefort (6 logis) P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	41 000,00 €	26 641,24 €	17	A	V	Livret A + 0,7	3,70%	V	Livret A + 0,7	1,26%	A-1		389,70 €	1 236,98 €
M2A HABITAT	2003	Constr.5 rue des Amidonniers (3 logis) P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	78 916,97 €	61 621,21 €	34	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,87%	A-1		631,37 €	1 515,51 €
M2A HABITAT	2003	Constr.5 rue des Amidonniers (3 logis) P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	243 817,65 €	153 117,92 €	19	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,88%	A-1		1 604,03 €	7 284,73 €
M2A HABITAT	2003	1ère tranche Wagner	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	209 000,00 €	36 930,84 €	3	A	V	Livret A + 0,25	3,25%	V	Livret A + 0,25	0,89%	A-1		489,98 €	12 067,33 €
M2A HABITAT	2003	collectif Dunkerque	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	555 000,00 €	93 997,93 €	3	A	V	Livret A + 1,2	4,20%	V	Livret A + 1,2	1,84%	A-1		2 448,23 €	31 552,46 €
M2A HABITAT	2003	Constr. neuve rues Voignes/Dollfus (23 logis) P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 447 061,67 €	914 572,13 €	19	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,96%	A-1		9 590,84 €	43 511,67 €
M2A HABITAT	2003	Constr. neuve rues Voignes/Dollfus (23 logis) P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	432 502,89 €	339 949,48 €	34	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,96%	A-1		3 483,10 €	8 360,73 €
M2A HABITAT	2003	Constr. neuve rue des Pins	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	791 869,83 €	500 477,63 €	19	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,90%	A-1		5 242,88 €	23 810,73 €
M2A HABITAT	2004	Acquis-amélioré 6 rue des Roses - P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26 000,00 €	19 428,12 €	28	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,81%	A-1		200,03 €	575,06 €
M2A HABITAT	2004	Acquis-amélioré 6 rue des Roses - P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 000,00 €	34 791,72 €	18	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,81%	A-1		364,47 €	1 655,25 €
M2A HABITAT	2004	Acquis-amélioration 5 Rue des Peintres P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 000,00 €	41 845,20 €	28	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,81%	A-1		430,84 €	1 238,58 €
M2A HABITAT	2004	Acquis-amélioration 5 Rue des Peintres P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 000,00 €	33 526,55 €	18	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,81%	A-1		351,22 €	1 595,06 €
M2A HABITAT	2004	Acquis-amélioration 1 Rue de l'Église Plat Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	81 000,00 €	60 526,14 €	28	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,81%	A-1		623,18 €	1 791,51 €
M2A HABITAT	2004	Acquis-amélioration 1 Rue de l'Église P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	106 000,00 €	67 053,11 €	18	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,81%	A-1		702,43 €	3 190,12 €
M2A HABITAT	2004	Acquisition-amélioration 14 rue de la Filature	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	292 000,00 €	189 098,98 €	18	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,81%	A-1		1 980,01 €	8 992,29 €
M2A HABITAT	2004	Acquisition-amélioré,25 rue des Merles-P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	220 000,00 €	141 364,59 €	18	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,83%	A-1		1 480,90 €	6 725,56 €
M2A HABITAT	2004	Acquisition-amélioré,25 rue des Merles-P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 000,00 €	59 981,57 €	28	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,83%	A-1		555,59 €	1 597,21 €
M2A HABITAT	2004	Acquisition-amélioré,21 Engel Dollfus-P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	116 000,00 €	87 805,80 €	29	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,88%	A-1		904,05 €	2 596,99 €
M2A HABITAT	2004	Acquisition-amélioré,21 Engel Dollfus-P. Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 000,00 €	35 900,22 €	19	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,88%	A-1		376,08 €	1 707,99 €
M2A HABITAT	2005	Acquisition-Amélioré,2 rue du Château Zr-Rhain	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	277 000,00 €	186 635,14 €	20	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,90%	A-1		1 950,27 €	8 392,16 €
M2A HABITAT	2005	Acquisition-Amélioré,2 rue du Château Zr-Rhain	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	235 000,00 €	184 152,17 €	30	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,90%	A-1		1 893,94 €	5 241,61 €
M2A HABITAT	2005	Acquisition-amélioré,44 rue des Marlyrs (2 logis)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	45 000,00 €	30 577,55 €	20	A	V	Livret A + 0,7	2,99%	V	Livret A + 0,7	1,35%	A-1		462,37 €	1 309,88 €
M2A HABITAT	2005	Acquisition-amélioré,44 rue des Marlyrs (2 logis)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	155 000,00 €	122 120,85 €	30	A	V	Livret A + 0,7	2,99%	V	Livret A + 0,7	1,35%	A-1		1 817,61 €	3 231,44 €
M2A HABITAT	2006	Wagner 42 logis	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 705,56 €	447 751,74 €	36	A	V	Livret A + 0,65	3,40%	V	Livret A + 0,65	1,25%	A-1		6 397,19 €	91 800,52 €
M2A HABITAT	2003	63 E rue Illach	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 900,00 €	51 162,86 €	8	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,86%	A-1		5 407,07 €	5 407,07 €
M2A HABITAT	2004	Acquisition-Amélioration 1-3 place Franklin	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	292 900,00 €	134 840,17 €	9	A	V	Livret A + 0,25	2,50%	V	Livret A + 0,25	0,86%	A-1		1 476,01 €	12 760,89 €
M2A HABITAT	2005	Wagner - SIEGE OPAC Malhouse-Habitat	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 706 065,15 €	1 518 879,11 €	12	A	V	Livret A + 0,5	3,50%	V	Livret A + 0,5	1,15%	A-1		20 444,08 €	116 647,39 €
M2A HABITAT	2000	67 rue Vauban	CIL Habitat	54 424,33 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		28,87 €	2 985,02 €
M2A HABITAT	2001	155 rue Vauban	CIL Habitat	54 277,76 €	2 977,76 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		59,26 €	2 945,25 €
M2A HABITAT	2002	1 Corneille	CIL Habitat	77 291,66 €	8 439,52 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		125,97 €	4 157,17 €
M2A HABITAT	2002	3 Chantiers	CIL Habitat	3 462,27 €	3 462,27 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		51,68 €	1 705,51 €

ANNEXES CA 2020  
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Designation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice	
								Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			En intérêts	En capital
M2A HABITAT	2002		CIL Habitat	27 593,28 €	3 012,90 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		44,97 €	1 484,12 €
M2A HABITAT	2002		CIL Habitat	10 214,06 €	1 115,21 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		16,66 €	549,31 €
M2A HABITAT	2000		CIL Habitat	18 293,86 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		10,95 €	1 005,71 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	175 982,72 €	44 013,87 €	6	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		1 017,09 €	6 840,53 €
M2A HABITAT	2000		CIL Habitat	75 474,76 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		41,40 €	4 141,06 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	20 123,27 €	5 082,90 €	6	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		119,30 €	782,20 €
M2A HABITAT	2000		CIL Habitat	58 093,08 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		31,85 €	3 186,84 €
M2A HABITAT	1996		CIL Habitat	75 843,39 €	19 988,68 €	6	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		439,34 €	2 948,08 €
M2A HABITAT	2000		CIL Habitat	40 551,44 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		22,24 €	2 224,93 €
M2A HABITAT	2000		CIL Habitat	51 527,77 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		28,28 €	2 827,15 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	94 881,65 €	15 728,09 €	6	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		317,19 €	2 135,28 €
M2A HABITAT	2002		CIL Habitat	139 963,83 €	91 147,42 €	21	A	F	Taux fixe à 1,25 %	1,25%	F	Taux fixe à 1,25 %	1,25%	A-1		1 186,53 €	3 775,31 €
M2A HABITAT	1996		CREDIT FONCIER DE FRANCE	845 253,58 €	73 973,86 €	1	A	F	Taux fixe à 6 %	6,00%	F	Taux fixe à 6 %	6,00%	A-1		8 881,68 €	89 054,15 €
M2A HABITAT	2003		CIL Habitat	37 000,00 €	6 030,02 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		80,00 €	1 970,31 €
M2A HABITAT	2003		CIL Habitat	23 000,00 €	3 748,37 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		49,75 €	1 228,82 €
M2A HABITAT	2004		CIL Habitat	38 000,00 €	8 216,73 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		102,20 €	2 003,58 €
M2A HABITAT	2004		CIL Habitat	35 900,00 €	7 782,80 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		98,55 €	1 892,86 €
M2A HABITAT	2004		CIL Habitat	97 000,00 €	20 974,12 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		269,89 €	5 114,40 €
M2A HABITAT	1998		CREDIT MUTUEL	620 772,40 €	116 144,48 €	2	A	V	Livret A + 2,7	6,20%	V	Livret A + 2,7	3,44%	A-1		5 230,57 €	35 464,47 €
M2A HABITAT	1998		CREDIT MUTUEL	45 739,71 €	8 760,73 €	3	A	V	Livret A + 1,45	4,20%	V	Livret A + 1,45	2,16%	A-1		260,23 €	2 649,23 €
M2A HABITAT	2001		CIL Habitat	60 976,61 €	3 489,33 €	1	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		104,21 €	3 447,58 €
M2A HABITAT	2000		CIL Habitat	76 224,51 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		85,82 €	4 374,13 €
M2A HABITAT	1996		CIL Habitat	81 636,46 €	20 417,57 €	6	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		471,81 €	3 173,25 €
M2A HABITAT	1998		CREDIT FONCIER DE FRANCE	2 652 048,75 €	0,00 €	0	A	V	Eurobor 12M + 0,45	3,66%	V	Eurobor 12M + 0,45	0,17%	A-1		315,79 €	185 756,88 €
M2A HABITAT	2001		CIL Habitat	228 673,53 €	13 122,43 €	1	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		390,77 €	12 928,49 €
M2A HABITAT	2000		CIL Habitat	27 745,72 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		152,31 €	1 522,31 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	40 473,21 €	5 495,10 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		71,72 €	1 768,15 €
M2A HABITAT	1996		CIL Habitat	45 734,71 €	13 216,12 €	6	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		299,19 €	1 742,87 €
M2A HABITAT	1996		CIL Habitat	91 469,41 €	26 432,29 €	7	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	1,99%	A-1		598,36 €	3 485,74 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	132 020,85 €	17 630,14 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		233,91 €	5 760,75 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	152 449,02 €	8 499,83 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		602,58 €	8 252,26 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	167 693,92 €	29 711,26 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		369,59 €	7 244,88 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	30 489,80 €	4 071,63 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		54,02 €	1 330,42 €
M2A HABITAT	2002		DEMA CL	1 268 000,00 €	10 599,53 €	3	A	V	Eurobor 12M + 0,25	4,28%	V	Eurobor 12M + 0,25	0,10%	A-1		98,90 €	97 572,48 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	228 673,53 €	39 537,20 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		405,15 €	9 976,17 €
M2A HABITAT	1998		CREDIT MUTUEL	1 295 816,65 €	316 422,48 €	3	A	V	Livret A + 2,2	5,20%	V	Livret A + 2,2	2,74%	A-1		11 463,27 €	72 162,94 €
M2A HABITAT	2002		CIL Habitat	92 490,00 €	92 490,00 €	22	A	V	Taux fixe à 0 %	0,00%	F	Taux fixe à 1,25 %	1,25%	A-1		0,00 €	0,00 €
M2A HABITAT	1996		CIL Habitat	152 449,02 €	8 499,83 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		502,58 €	8 252,26 €
M2A HABITAT	1998		CIL Habitat	100 159,31 €	13 375,33 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		177,48 €	4 370,45 €
M2A HABITAT	1996		CIL Habitat	152 449,02 €	43 738,50 €	6	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		1 010,74 €	6 797,71 €
M2A HABITAT	1997		CIL Habitat	152 449,02 €	39 744,21 €	7	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		451,99 €	5 435,72 €
M2A HABITAT	1997		CIL Habitat	60 976,61 €	5 455,81 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		81,44 €	2 687,45 €
M2A HABITAT	2000		CIL Habitat	64 333,43 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		35,30 €	3 529,78 €
M2A HABITAT	2002		CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	189 950,00 €	108 398,14 €	16	A	V	Livret A	3,00%	V	Livret A	0,99%	A-1		857,67 €	5 957,67 €
M2A HABITAT	2006		CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	207 731,00 €	151 196,77 €	21	A	V	Livret A + 1	3,75%	V	Livret A + 1	1,67%	A-1		2 748,75 €	59 141,74 €
M2A HABITAT	2006		CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	515 480,00 €	446 211,20 €	36	A	V	Livret A + 1	3,75%	V	Livret A + 1	3,66%	A-1		16 811,04 €	8 847,51 €
M2A HABITAT	2006		CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	116 961,00 €	82 782,90 €	21	A	V	Livret A + 0,5	3,25%	V	Livret A + 0,5	1,19%	A-1		1 077,65 €	3 428,84 €
M2A HABITAT	2006		CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	166 869,04 €	165 869,04 €	36	A	V	Livret A + 0,5	3,25%	V	Livret A + 0,5	1,19%	A-1		2 119,75 €	3 631,16 €

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice		
	Année	Profil							Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index			Niveau de taux	En intérêts	En capital
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.1 R. des Vergers (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	177 011,00 €	128 803,13 €	21	A	V	3,75%	3,75%	Livret A + 1	Livret A + 1	A-1		2 342,28 €	5 040,05 €	
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.1 R. des Vergers (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	281 050,00 €	243 283,28 €	36	A	V	3,75%	3,75%	Livret A + 1	Livret A + 1	A-1		9 165,71 €	4 823,84 €	
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.17 Rue de Thamm (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	219 726,00 €	169 535,64 €	21	A	V	3,75%	3,75%	Livret A + 1	Livret A + 1	A-1		2 867,79 €	6 052,24 €	
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.17 Rue de Thamm (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	315 330,00 €	273 575,59 €	36	A	V	3,75%	3,75%	Livret A + 1	Livret A + 1	A-1		4 879,05 €	5 227,54 €	
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.11 Thamm (P. Iv.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	194 725,00 €	146 046,72 €	26	A	V	2,75%	2,75%	Livret A	Livret A	A-1		1 131,83 €	4 863,64 €	
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.11 Thamm (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	135 531,00 €	111 144,26 €	36	A	V	2,75%	2,75%	Livret A	Livret A	A-1		853,07 €	2 598,05 €	
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.29 Serruriers (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	88 082,00 €	72 232,98 €	36	A	V	2,75%	2,75%	Livret A	Livret A	A-1		554,41 €	1 688,48 €	
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.100 Comète (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	163 377,00 €	120 316,77 €	21	A	V	3,75%	3,75%	Livret A + 1	Livret A + 1	A-1		2 183,47 €	4 452,77 €	
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Améli.100 Comète (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	219 222,00 €	188 221,01 €	36	A	V	3,75%	3,75%	Livret A + 1	Livret A + 1	A-1		3 356,81 €	3 596,59 €	
M2A HABITAT	2007	P	Acquis. Amélior.25-25 bis R. du Cerf (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	158 740,00 €	111 016,74 €	21	A	V	2,75%	2,75%	Livret A	Livret A	A-1		867,32 €	4 625,51 €	
M2A HABITAT	2007	P	Acquis. Amélior.25-25 bis R. du Cerf (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 150,00 €	124 772,91 €	36	A	V	2,75%	2,75%	Livret A	Livret A	A-1		957,67 €	2 916,65 €	
M2A HABITAT	2007	P	Acquisition-Améli.4 rue des Faisans (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	80 663,00 €	66 185,30 €	36	A	V	2,75%	2,75%	Livret A	Livret A	A-1		507,84 €	1 546,65 €	
M2A HABITAT	2007	P	Acquisition-Améli.4 rue des Faisans (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 666,00 €	21 460,61 €	21	A	V	2,75%	2,75%	Livret A	Livret A	A-1		167,66 €	894,16 €	
M2A HABITAT	2006	P	Wagner-Programme Lynde 12 logs (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	79 155,97 €	67 635,79 €	37	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		965,68 €	1 341,58 €	
M2A HABITAT	2006	P	Construction neuve 21 rue des Meries (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	290 788,78 €	248 468,85 €	37	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		3 547,56 €	4 928,48 €	
M2A HABITAT	2008	P	41 Rue d'Ilzsch - Acquis-Améli. (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	232 940,07 €	173 219,83 €	22	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		2 513,94 €	6 347,00 €	
M2A HABITAT	2008	P	41 Rue d'Ilzsch - Acquis-Améli. (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	186 736,80 €	159 559,50 €	37	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		2 278,14 €	3 164,93 €	
M2A HABITAT	2008	P	40 Rue du Nordfeld - Acquis-Améli. (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	120 515,93 €	88 618,52 €	22	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		1 300,63 €	3 283,75 €	
M2A HABITAT	2008	P	40 Rue du Nordfeld - Acquis-Améli. (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	77 610,61 €	66 315,34 €	37	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		946,83 €	1 315,39 €	
M2A HABITAT	2008	P	30 Rue de la Passerelle - Acquis-Améli. (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	291 056,85 €	216 438,30 €	22	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		3 141,16 €	7 930,60 €	
M2A HABITAT	2008	P	30 Rue de la Passerelle - Acquis-Améli. (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	418 551,09 €	357 636,04 €	37	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		5 105,22 €	7 095,85 €	
M2A HABITAT	2008	P	2 Rue de Vieux-Thamm - Acquis-Améli. (P. Trav.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	178 125,43 €	132 458,34 €	22	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		1 922,37 €	4 853,45 €	
M2A HABITAT	2008	P	2 Rue de Vieux-Thamm - Acquis-Améli. (P. Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	61 964,77 €	52 983,63 €	37	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		756,20 €	1 050,55 €	
M2A HABITAT	2008	P	Av. Colmar Bât.1 : N° 157 Const. neuve (Plus Fonc.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 474,89 €	47 095,66 €	39	A	V	1,85%	1,85%	Livret A + 0,6	Livret A + 0,6	A-1		648,12 €	9 13,07 €	
M2A HABITAT	2007	P	Wagner 52 logs (PRU CD)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 572 166,76 €	3 731 421,44 €	30	A	V	2,25%	2,25%	Livret A + 0,25	Livret A + 0,25	A-1		38 336,89 €	102 247,34 €	
M2A HABITAT	2007	P	Wagner 52 logs (PRU CD Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 56 032,28 €	4 02 119,58 €	40	A	V	2,25%	2,25%	Livret A + 0,25	Livret A + 0,25	A-1		4 100,23 €	7 903,45 €	
M2A HABITAT	2008	P	Av. Colmar Bât.1 : N° 157 Const. neuve (Plus)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 017 601,91 €	805 511,86 €	29	A	V	1,85%	1,85%	Livret A + 0,6	Livret A + 0,6	A-1		11 179,14 €	22 572,88 €	
M2A HABITAT	2008	P	Av. Colmar Bât.2 et 5 : N° 157 Cons. neuve (Plus Fonc.)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	143 378,11 €	121 721,45 €	39	A	V	1,85%	1,85%	Livret A + 0,6	Livret A + 0,6	A-1		1 675,10 €	2 359,89 €	
M2A HABITAT	2008	P	Av. Colmar Bât.2 et 5 : N° 157 Const. neuve (Plus)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 500 612,06 €	1 979 490,43 €	29	A	V	1,85%	1,85%	Livret A + 0,6	Livret A + 0,6	A-1		27 471,15 €	55 489,73 €	
M2A HABITAT	2008	P	Réhabit. RPA Henni (PALULOS)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	404 697,00 €	185 592,84 €	8	A	V	4,50%	4,50%	Livret A + 1	Livret A + 1	A-1		3 621,31 €	21 429,51 €	
M2A HABITAT	2008	P	Réhabit. RPA Henni (PALBO)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	404 697,00 €	182 129,88 €	8	A	V	4,15%	4,15%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		2 849,08 €	21 374,70 €	
M2A HABITAT	2007	P	AQS Neppert	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	96 875,00 €	14 705,96 €	2	A	V	3,65%	3,65%	Livret A + 0,45	Livret A + 0,45	A-1		263,14 €	7 222,46 €	
M2A HABITAT	2007	P	Réhabit. Quartier Waldemar (PALBO)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	230 000,00 €	93 331,95 €	7	A	V	3,65%	3,65%	Livret A + 0,65	Livret A + 0,65	A-1		1 483,16 €	12 607,02 €	
M2A HABITAT	2009	P	Wagner 32 logs (PRU CD)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 307 965,17 €	1 823 278,22 €	28	A	V	2,95%	2,95%	Livret A + 0,45	Livret A + 0,45	A-1		22 631,75 €	52 367,60 €	
M2A HABITAT	2008	P	Wagner 32 logs (PRU CD Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	268 953,08 €	228 120,56 €	38	A	V	2,95%	2,95%	Livret A + 0,45	Livret A + 0,45	A-1		2 792,24 €	4 566,50 €	
M2A HABITAT	2008	P	5 Rue de Dieppe (PRU CD)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	39 513,00 €	39 710,83 €	28	A	V	4,45%	4,45%	Livret A + 0,45	Livret A + 0,45	A-1		370,55 €	918,34 €	
M2A HABITAT	2008	P	5 Rue de Dieppe (PRU CD Foncier)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	181 284,00 €	152 432,86 €	38	A	V	4,45%	4,45%	Livret A + 0,45	Livret A + 0,45	A-1		1 867,02 €	3 151,85 €	

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

IV

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice		
	Année	Profil							Index	Taux actuariel	Index	Taux			Niveau de taux	En imbrêtrés	En capital
M2A HABITAT	2008	P	17 rue de Thann (PRU CD)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	421 626,83 €	332 624,42 €	28	A	V	Livret A + 0,45	2,20%	V	Livret A + 0,45	1,03%	A-1	4 106,01 €	9 545,08 €
M2A HABITAT	2008	P	17 rue de Thann (PRU CD Foncier)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	185 659,29 €	157 126,28 €	38	A	V	Livret A + 0,45	2,20%	V	Livret A + 0,45	1,03%	A-1	1 925,28 €	3 145,34 €
M2A HABITAT	2008	P	157 Av. Colmar bât 3 et 4 - PLUS Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	216 838,88 €	183 512,37 €	38	A	V	Livret A + 0,45	2,20%	V	Livret A + 0,45	1,03%	A-1	2 246,23 €	3 675,53 €
M2A HABITAT	2008	P	157 Av. Colmar bât 3 et 4 - PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 931 011,11 €	1 525 388,42 €	28	A	V	Livret A + 0,45	2,20%	V	Livret A + 0,45	1,03%	A-1	18 805,14 €	43 706,32 €
M2A HABITAT	2008	P	1 Aigle P complémentaire	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	36 000,00 €	28 524,16 €	22	A	V	Livret A + 0,65	4,15%	V	Livret A + 0,65	1,23%	A-1	384,94 €	971,88 €
M2A HABITAT	2008	P	25 Menles P complémentaire	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	36 000,00 €	28 524,16 €	22	A	V	Livret A + 0,65	4,15%	V	Livret A + 0,65	1,23%	A-1	384,94 €	971,88 €
M2A HABITAT	2008	P	RPA Walsch neu des Yours - PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 275 468,00 €	2 613 694,27 €	27	A	V	Livret A + 1	4,50%	V	Livret A + 1	1,58%	A-1	46 897,59 €	71 877,27 €
M2A HABITAT	2008	P	Acq. Améli. 1 Rue St Fiacre P complémentaire (PLA)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	73 000,00 €	55 585,76 €	27	A	V	Livret A	3,50%	V	Livret A	0,95%	A-1	430,23 €	1 776,12 €
M2A HABITAT	2008	P	Acquisition-amélioration 2 Rue de Hiltberg (PLS)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	252 109,00 €	220 849,69 €	38	A	V	Livret A + 1,13	5,13%	V	Livret A + 1,13	1,65%	A-1	4 223,74 €	8 817,27 €
M2A HABITAT	2008	P	Acquisition-amélioration 2 Rue de Hiltberg (PEX)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 000,00 €	160 403,89 €	28	A	V	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,12%	A-1	2 225,14 €	4 495,00 €
M2A HABITAT	2009	P	Ren. urban. Dœmel-Const. 31 lie Napoleon (PRU CD) F. logements	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	215 299,00 €	181 601,03 €	39	A	V	Livret A + 0,25	2,00%	V	Livret A + 0,25	0,97%	A-1	1 853,93 €	3 792,33 €
M2A HABITAT	2009	P	Ren. urbain. Améli. 8-10-12- R. Kopsberg (PRU AS)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 000,00 €	53 399,62 €	8	A	V	Livret A + 0,25	4,25%	V	Livret A + 0,25	0,98%	A-1	597,81 €	6 381,00 €
M2A HABITAT	2009	P	Ren. urbain. Améli. 8-10-12- R. Kopsberg (pebo)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	492 000,00 €	217 129,01 €	8	A	V	Livret A + 0,25	4,25%	V	Livret A + 0,25	0,98%	A-1	2 430,75 €	25 945,91 €
M2A HABITAT	2009	P	23 rue du Cèdre - PRU CD Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188 810,00 €	160 530,37 €	39	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,94%	A-1	1 638,85 €	3 352,31 €
M2A HABITAT	2009	P	23 rue du Cèdre - PRU CD	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	153 396,00 €	121 400,78 €	29	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,94%	A-1	1 249,94 €	3 558,35 €
M2A HABITAT	2009	P	1 rue des Marais - PRU CD Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	116 361,00 €	98 932,66 €	39	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,96%	A-1	1 009,99 €	2 065,98 €
M2A HABITAT	2009	P	1 rue des Marais - PRU CD	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 628,00 €	14 742,38 €	29	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,96%	A-1	151,79 €	436,36 €
M2A HABITAT	2009	P	17 Poite du Mèze - PRU CD Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	349 612,00 €	287 247,70 €	39	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,94%	A-1	3 034,56 €	6 207,35 €
M2A HABITAT	2009	P	17 Poite du Mèze - PRU CD	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	422 958,00 €	334 437,45 €	29	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,94%	A-1	3 445,38 €	6 899,05 €
M2A HABITAT	2009	P	18 rue Ste Cléire - PRU CD Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	178 950,00 €	152 147,16 €	39	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,94%	A-1	1 553,24 €	3 177,26 €
M2A HABITAT	2009	P	18 rue Ste Cléire - PRU CD	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328 030,00 €	259 697,99 €	29	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,96%	A-1	2 672,92 €	7 684,15 €
M2A HABITAT	2009	P	local d'activité Wagner - PRU	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	652 440,00 €	593 408,87 €	4	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,96%	A-1	4 715,27 €	47 155,27 €
M2A HABITAT	2009	P	51 Rue des Vergères - PLUS Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 095,00 €	63 477,86 €	29	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,44%	A-1	872,00 €	1 188,67 €
M2A HABITAT	2009	P	51 Rue des Vergères - PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	8 951,00 €	8 026,42 €	29	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,44%	A-1	110,99 €	215,03 €
M2A HABITAT	2009	P	68 Rue d'Ilzsch - PLUS Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 437,00 €	74 487,52 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,44%	A-1	1 024,58 €	1 395,03 €
M2A HABITAT	2009	P	3 Rue des Chénes - PRU CD Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	190 579,00 €	167 754,38 €	39	A	V	Livret A + 0,25	1,85%	V	Livret A + 0,25	1,14%	A-1	1 877,20 €	2 556,00 €
M2A HABITAT	2009	P	3 Rue des Chénes - PRU CD	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 222,00 €	43 955,52 €	29	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,79%	A-1	1 711,47 €	3 392,77 €
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct. 420 site LEONETTI - PLA	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 313 103,00 €	1 062 756,78 €	29	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,38%	A-1	6 023,83 €	32 485,69 €
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct. 420 site LEONETTI - PLA Energie Perf	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	222 576,00 €	179 303,03 €	29	A	V	Livret A + (-0,3)	0,95%	V	Livret A + (-0,3)	0,38%	A-1	831,92 €	5 568,61 €
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct. 420 site LEONETTI - PLA Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	243 198,00 €	208 901,87 €	39	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,38%	A-1	1 180,18 €	4 676,95 €
M2A HABITAT	2010	P	BROSSETTE-ACCORDEONISTES-PLUS BBC CN 10 Logis	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 198 238,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 0,4	2,65%	V	Livret A + 0,4	1,14%	A-1	12 757,73 €	20 688,11 €
M2A HABITAT	2010	P	BROSSETTE-ACCORDEONISTES-PRU F BBC Construction neuve	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	158 658,38 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 0,4	2,65%	V	Livret A + 0,4	1,14%	A-1	1 732,25 €	1 732,90 €
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERE - PLUS CN 24 Logis	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 729 483,37 €	2 344 459,96 €	31	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	32 438,91 €	58 274,33 €
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER DAUBER HESPERE - PLUS F CONSTRUCTION 24 Logis	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	373 127,87 €	336 979,87 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	4 613,61 €	5 917,41 €
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERE - PLUS 6 Logis Construction 6 Logis	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	698 077,14 €	599 695,74 €	31	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	8 295,88 €	14 903,91 €
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERE 6 Logis - PLUS F CONSTRUCTION	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	106 607,96 €	95 994,23 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	1 319,75 €	1 690,69 €
M2A HABITAT	2011	P	VILLA SUTTER - Réhabilitation 3 logis - PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	43 876,69 €	39 382,01 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,18%	A-1	541,02 €	693,61 €
M2A HABITAT	2011	P	Angie Rue A. Herzog 17 Rue de Thann - Const. 6 Logis PLUS Compl.	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	120 000,00 €	100 957,24 €	30	A	V	Livret A + 0,6	2,80%	V	Livret A + 0,6	1,18%	A-1	1 395,14 €	2 609,02 €
M2A HABITAT	2011	P	VILLA SUTTER - Réhabilitation 3 logis - PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	253 539,21 €	217 100,59 €	31	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,18%	A-1	3 003,71 €	5 396,29 €
M2A HABITAT	2012	P	BROSSETTE- LES IRIS - PRU Construction neuve	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	923 030,40 €	831 134,97 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,18%	A-1	11 417,94 €	14 635,28 €

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

IV

B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			En intérêts	En capital
M2A HABITAT	2012	P	BROSSOLETTE - LES IRIS - PRU Construction neuve	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 622 935,63 €	3 970 820,10 €	31	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,18%	A-1	54 938,51 €	98 699,43 €	
M2A HABITAT	2009	P	Renouveau Dalmat-Const 31 lie Napoikon (PRU CD) : 6 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	166 304,00 €	130 654,88 €	29	A	V	Livret A + 0,25	2,00%	V	Livret A + 0,25	0,85%	A-1	1 345,22 €	3 867,26 €	
M2A HABITAT	2010	P	188 Bâle - PRU CD	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	765 420,00 €	643 891,28 €	30	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,90%	A-1	6 621,90 €	18 309,15 €	
M2A HABITAT	2010	P	188 Bâle - PRU CD Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	117 252,00 €	102 447,38 €	40	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,90%	A-1	1 045,19 €	2 071,96 €	
M2A HABITAT	2010	P	4 rue de la Metzau - PRU CD	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	284 234,00 €	233 012,86 €	30	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,90%	A-1	2 396,39 €	6 625,86 €	
M2A HABITAT	2010	P	4 rue de la Metzau - PRU CD Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	445 609,00 €	389 344,93 €	40	A	V	Livret A + 0,25	1,50%	V	Livret A + 0,25	0,90%	A-1	3 972,19 €	7 874,34 €	
M2A HABITAT	2010	P	ROVELANE Construction neuve 1 logt - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	48 267,00 €	40 360,78 €	30	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1	559,50 €	1 063,99 €	
M2A HABITAT	2011	P	BROSSOLETTE OTTICOLLIN- PLUS F Reconstruction - 30 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	557 666,41 €	495 591,97 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,31%	A-1	6 812,09 €	9 007,17 €	
M2A HABITAT	2011	P	BROSSOLETTE OTTICOLLIN- PLUS Reconstruction - 50 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 648 148,61 €	3 237 798,74 €	31	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,31%	A-1	44 839,88 €	83 673,67 €	
M2A HABITAT	2013	P	Brossollette - Le Fusain - PLUS F Construction 58 logts	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	768 495,71 €	694 837,48 €	42	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	9 540,49 €	11 865,76 €	
M2A HABITAT	2012	P	Opération de reconstruction de 10 logements reliés à Brossollette les Berges de la Dolier secteur D5 les Accordonnés PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 160 111,62 €	981 581,17 €	32	A	V	Livret A + 0,4	2,65%	V	Livret A + 0,4	1,07%	A-1	11 578,67 €	25 259,31 €	
M2A HABITAT	2011	P	Programme aménagement Ale droite Résidence Marc Dupat, foyer d'accueil médicalisés situé 80 rue de la République à Prêtphare	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	69 316,07 €	30 073,05 €	6	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,31%	A-1	470,53 €	4 781,12 €	
M2A HABITAT	2012	P	Opération de reconstruction de 10 logements reliés à Brossollette les Berges de la Dolier secteur D5 les Accordonnés PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 651,92 €	136 294,44 €	42	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,27%	A-1	1 872,39 €	2 400,47 €	
M2A HABITAT	2011	P	23 rue du Cèdre - 5 Logements - PRU Logements PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	52 000,00 €	43 195,68 €	31	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,33%	A-1	598,21 €	1 116,39 €	
M2A HABITAT	2009	P	157 Avenue de Côté Bat. 2 et 5 - 27 logements PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	79 520,00 €	49 917,20 €	38	A	V	Livret A	4,60%	V	Livret A	1,31%	A-1	707,19 €	2 486,90 €	
M2A HABITAT	2009	P	157 Avenue de Côté Bat. 1-13 logements PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	39 760,00 €	24 958,60 €	38	A	V	Livret A	4,60%	V	Livret A	1,31%	A-1	353,59 €	1 233,45 €	
M2A HABITAT	2013	P	Opération de reconstruction de 58 logements reliés à Brossollette les Berges de la Dolier résidence le Fusain PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 868 395,09 €	4 204 613,98 €	32	A	V	Livret A + 0,4	2,15%	V	Livret A + 0,4	0,94%	A-1	49 552,34 €	104 294,81 €	
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Dolier - C1 le Fusain Rey Lucquet - 12 logements - PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 365 487,00 €	1 162 173,02 €	32	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	6 568,16 €	32 038,30 €	
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Dolier - C1 le Fusain Rey Lucquet - 12 logements - PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	187 640,00 €	166 404,44 €	42	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	834,05 €	3 422,04 €	
M2A HABITAT	2012	P	Quartier DMC - Réhabilitation 442 logts - DMC 1-2-3 - ECOFRET	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 800 000,00 €	1 833 020,49 €	11	A	F	Taux fixe à 2,35 %	2,35%	F	Taux fixe à 2,35 %	2,35%	A-1	46 152,70 €	130 924,17 €	
M2A HABITAT	2014	P	Papillons Caserne Lelèvre - construction neuve 17 logts - PLAI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	984 028,82 €	852 685,29 €	34	A	V	Livret A + (+0,2)	1,05%	V	Livret A + (+0,2)	1,05%	A-1	9 182,08 €	22 759,71 €	
M2A HABITAT	2014	P	Papillons Blancs Caserne Lelèvre - construction neuve 17 logts - PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20 359,75 €	19 280,49 €	44	A	V	Livret A + (+0,2)	1,05%	V	Livret A + (+0,2)	1,05%	A-1	195,59 €	365,99 €	
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Dolier D2 la Stieille - 8 logts PLAI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	698 827,00 €	591 861,15 €	32	A	V	Livret A + (+0,2)	1,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,34%	A-1	3 344,98 €	16 316,17 €	
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Dolier D2 la Stieille - 8 logts PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	100 367,00 €	88 572,19 €	42	A	V	Livret A + (+0,2)	1,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,34%	A-1	497,17 €	1 821,45 €	
M2A HABITAT	2014	P	Papillons Blancs Caserne Lelèvre - construction loyers FASPHV et FATH- PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	350 309,38 €	320 470,10 €	43	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,85%	A-1	6 026,92 €	5 309,12 €	
M2A HABITAT	2014	P	Papillons Blancs Caserne Lelèvre - construction loyers FASPHV et FATH- PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 626 005,32 €	6 745 781,55 €	33	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,85%	A-1	127 674,74 €	155 555,68 €	
M2A HABITAT	2013	P	RUE DES MAGASINS : 10 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	338 719,55 €	169 424,33 €	6	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,45%	A-1	4 582,90 €	26 632,66 €	
M2A HABITAT	2014	P	RUE BUIHLER - ACQUISITION	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 227,11 €	27 103,90 €	6	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,44%	A-1	774,29 €	4 496,62 €	
M2A HABITAT	2014	P	MMIEUBIE 21 PORTE DU MOROIR	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	275 352,65 €	159 557,57 €	7	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,43%	A-1	4 362,22 €	19 832,98 €	
M2A HABITAT	2014	P	RUE LAURENT - REHABILITATION	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 097,87 €	32 306,44 €	7	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,45%	A-1	890,14 €	4 028,83 €	
M2A HABITAT	2013	P	LES DOUVES ET LES BERGES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	283 103,92 €	157 494,49 €	8	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,44%	A-1	4 339,45 €	19 625,99 €	

IV - ANNEXES CA 2020																	
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS																	
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT																	
B1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)																	
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
								Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			En intérêts	En capital
M2A HABITAT	2013	P	LES DOUVRES ET LES BERGES	384 748,41 €	195 983,48 €	8	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	5 400,22 €	24 423,48 €	
M2A HABITAT	2014	P	RUE VAUBAN ACQUISITION-AMELIO	77 056,42 €	44 376,34 €	8	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,45%	A-1	1 222,70 €	5 529,91 €	
M2A HABITAT	2013	P	RUE JEAN DE LOISY 8 LOGEMENTS	177 131,81 €	95 179,82 €	8	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	2 622,49 €	11 860,71 €	
M2A HABITAT	2014	P	RUE DES LYS - RUE DES FAISANS	175 321,81 €	105 946,72 €	8	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	2 883,43 €	11 744,18 €	
M2A HABITAT	2013	P	3 RUE DU FIACRE - 8 LOGEMENTS	157 528,20 €	89 207,96 €	9	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	2 427,83 €	9 885,68 €	
M2A HABITAT	2014	P	54 RUE DU CERF	60 916,93 €	36 811,47 €	8	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	1 001,85 €	4 080,54 €	
M2A HABITAT	2014	P	LES DOUVRES ET LES BERGES	158 773,05 €	99 879,69 €	9	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	2 691,41 €	9 975,98 €	
M2A HABITAT	2014	P	2 RUE DES VOSGES: ACQUISITION	61 836,59 €	37 387,77 €	8	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,45%	A-1	1 016,99 €	4 142,21 €	
M2A HABITAT	2014	P	75/77 RUE DE STRASBOURG	159 961,28 €	100 627,16 €	9	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,45%	A-1	2 711,56 €	10 046,60 €	
M2A HABITAT	2014	P	21 RUE BUIHLER - ACQUISITION	65 250,94 €	41 362,08 €	9	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,45%	A-1	1 114,57 €	4 130,41 €	
M2A HABITAT	2013	P	FOYER CHOPIN-48 CHAMBRES	143 047,08 €	84 688,59 €	10	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,45%	A-1	2 282,19 €	8 450,59 €	
M2A HABITAT	2014	P	ZAC FONDERIE: CONSTRUCTION	279 957,66 €	182 302,35 €	10	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	4 871,98 €	16 552,99 €	
M2A HABITAT	2014	P	ROXELANE: CREATION 5 LOGEMENT	237 921,08 €	149 742,96 €	9	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,45%	A-1	4 034,74 €	14 940,17 €	
M2A HABITAT	2014	P	104 logis Gasgatten	114 974,81 €	74 373,08 €	11	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	1 965,52 €	6 668,48 €	
M2A HABITAT	2014	P	7 a 13 rue de Provence	49 302,43 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	207,36 €	8 463,48 €	
M2A HABITAT	2014	P	Réhabilitation Résidence HANSI 14 rue Hedi- 66 logis - PAM	174 000,00 €	127 028,42 €	13	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,85%	A-1	2 501,60 €	8 193,33 €	
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELLY: RUE DE MITTELWIHR- 8 vias - PLUS F	398 000,00 €	359 739,90 €	43	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,85%	A-1	6 768,57 €	6 128,84 €	
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELLY: RUE DE MITTELWIHR- 9 vias - PLUS F	935 305,00 €	811 817,90 €	33	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,85%	A-1	15 377,44 €	19 395,39 €	
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELLY: RUE DE MITTELWIHR- 22 logis - PLUS	1 620 575,00 €	1 406 612,11 €	33	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,85%	A-1	26 644,03 €	33 605,81 €	
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELLY: RUE DE MITTELWIHR- 22 logis - PLUS F	677 000,00 €	611 919,36 €	43	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,85%	A-1	11 515,37 €	10 425,19 €	
M2A HABITAT	2014	P	Quartier DMC 1 0 13 RUE DU Tenn-13 bat. 442 logis - PAM ECO PRÉ	4 156 000,00 €	2 539 613,56 €	9	A	V	Livret A + (0.25)	0,50%	V	Livret A + (0.25)	0,50%	A-1	14 025,39 €	274 252,97 €	
M2A HABITAT	2014	P	24/6 RUE DES OUILLETS	231 397,99 €	133 379,17 €	5	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,44%	A-1	3 729,47 €	18 599,26 €	
M2A HABITAT	2014	P	37/59 RUE DU MANEGE : 11 LOGTS	292 741,90 €	167 189,54 €	5	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	2,45%	A-1	4 710,57 €	25 078,69 €	
M2A HABITAT	2015	P	88 AV ARISTIDE BRAND - 4 logis - PLUS	228 092,87 €	190 289,48 €	34	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	3 111,90 €	4 224,08 €	
M2A HABITAT	2015	P	88 AV ARISTIDE BRAND - 4 logis - PLUS F	88 062,39 €	81 905,44 €	44	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	1 331,51 €	1 313,89 €	
M2A HABITAT	2015	P	17 RUE SCHWILGUE - 7 logis - PLUS	436 230,10 €	312 412,99 €	34	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	5 109,58 €	6 835,72 €	
M2A HABITAT	2015	P	17 RUE SCHWILGUE - 7 logis - PLUS F	154 759,32 €	143 996,51 €	44	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	2 339,43 €	2 308,14 €	
M2A HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT-5 logis - PLUS	286 209,59 €	242 457,80 €	34	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	3 965,44 €	5 382,69 €	
M2A HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT-5 logis - PLUS F	101 235,52 €	94 136,16 €	44	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	1 530,34 €	1 509,87 €	
M2A HABITAT	2014	P	Réhabilitation Parc social public composée de 57 logis situés sur plusieurs adresses à MULHOUSE	300 000,00 €	219 530,21 €	14	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	3 722,01 €	14 085,20 €	
M2A HABITAT	2015	P	24 -26-30-32 rue Huguenin - 17 logis - PLUS F	895 900,00 €	631 637,89 €	45	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	13 520,16 €	13 372,39 €	
M2A HABITAT	2015	P	Rue Huguenin	1 042 400,00 €	941 488,71 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,60%	A-1	15 399,00 €	20 938,66 €	
M2A HABITAT	2016	P	120 rue d'Illzach - Immeuble Grand Angle - 15 logements - PLUS	1 554 800,00 €	1 369 487,58 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	18 884,95 €	29 397,59 €	
M2A HABITAT	2016	P	121 rue d'Illzach - Immeuble Grand Angle - 15 logements - PLUS F	324 400,00 €	308 685,74 €	45	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	4 191,19 €	4 775,09 €	
M2A HABITAT	2015	P	construction neuve - 10 à 14 rue de la Maître - 19 logements - PLUS F	297 000,00 €	275 437,52 €	45	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	3 776,20 €	4 425,95 €	
M2A HABITAT	2015	P	construction neuve - 10 à 14 rue de la Maître - 19 logements - PLUS	2 533 000,00 €	2 236 620,99 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	30 865,90 €	49 741,77 €	
M2A HABITAT	2016	P	opération de réhabilitation de 59 logis quartier ICE (Scharnan, Merles, Lefebvre)- PAM Eco prêt	885 000,00 €	712 216,01 €	15	A	V	Livret A + (0.45)	0,30%	V	Livret A + (0.45)	0,11%	A-1	2 266,82 €	43 390,26 €	
M2A HABITAT	2016	P	opération de réhabilitation de 59 logis quartier ICE (Scharnan, Merles, Lefebvre)- PAM	212 000,00 €	174 022,43 €	15	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	2 480,07 €	9 686,21 €	
M2A HABITAT	2016	P	34-36 rue des Vosges	384 000,00 €	354 180,02 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,22%	A-1	4 884,21 €	7 603,05 €	

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

IV

B1.1

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
								Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux				
	Année	Profil														En intérêts	En capital
M2A HABITAT	2018	P		527 588,77 €	474 981,68 €	21	A	V	Liwet A + 0,8	1,55%	V	Liwet A + 0,8	1,55%	A-1		7 768,01 €	26 051,46 €
M2A HABITAT	2018	P		2 524 850,09 €	1 815 201,56 €	27	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,84%	A-1		36 715,82 €	70 330,75 €
M2A HABITAT	2018	P		1 775 513,64 €	1 640 586,33 €	27	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,84%	A-1		32 685,45 €	45 847,10 €
M2A HABITAT	2018	P		824 437,68 €	797 628,46 €	27	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,82%	A-1		10 625,90 €	23 039,37 €
M2A HABITAT	2018	P		541 689,84 €	511 689,84 €	29	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,82%	A-1		10 625,90 €	13 800,34 €
M2A HABITAT	2018	P		273 765,20 €	238 986,36 €	13	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,74%	A-1		5 009,15 €	16 892,93 €
M2A HABITAT	2018	P		1 334 760,13 €	1 193 622,86 €	14	A	V	Liwet A + 0,85	1,40%	V	Liwet A + 0,85	1,25%	A-1		17 765,41 €	71 068,25 €
M2A HABITAT	2018	P		3 007 667,81 €	2 867 337,40 €	31	A	V	Liwet A + 0,65	1,40%	V	Liwet A + 0,65	1,25%	A-1		41 131,86 €	70 652,95 €
M2A HABITAT	2018	P		606 870,48 €	579 570,06 €	32	A	V	Liwet A + 0,65	1,40%	V	Liwet A + 0,65	1,19%	A-1		8 306,41 €	13 745,10 €
M2A HABITAT	2018	P		988 328,68 €	942 888,12 €	32	A	V	Liwet A + 0,65	1,40%	V	Liwet A + 0,65	1,19%	A-1		13 527,54 €	22 384,81 €
M2A HABITAT	2018	P		637 830,98 €	553 087,24 €	17	A	V	Liwet A + 0,65	1,40%	V	Liwet A + 0,65	1,32%	A-1		8 144,20 €	28 641,54 €
M2A HABITAT	2018	P		616 688,33 €	567 678,33 €	19	A	V	Liwet A + 0,6	1,35%	V	Liwet A + 0,6	1,18%	A-1		7 995,05 €	24 565,70 €
M2A HABITAT	2018	P		448 113,84 €	415 087,98 €	15	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,76%	A-1		4 848,20 €	19 537,80 €
M2A HABITAT	2018	P		2 472 725,29 €	2 209 449,79 €	16	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,78%	A-1		45 647,08 €	131 424,87 €
M2A HABITAT	2018	P		2 433 611,31 €	2 060 733,76 €	18	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,91%	A-1		42 859,67 €	117 188,09 €
M2A HABITAT	2018	P		1 218 578,61 €	1 049 443,54 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,84%	A-1		21 559,21 €	56 156,70 €
M2A HABITAT	2018	P		382 501,03 €	329 410,77 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,84%	A-1		6 767,24 €	17 627,08 €
M2A HABITAT	2018	P		623 044,58 €	536 587,41 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,84%	A-1		11 022,95 €	28 712,28 €
M2A HABITAT	2018	P		1 655 924,12 €	1 480 533,71 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,91%	A-1		30 004,42 €	78 154,61 €
M2A HABITAT	2018	P		980 186,62 €	499 658,05 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,93%	A-1		10 264,71 €	26 737,19 €
M2A HABITAT	2018	P		1 131 190,03 €	1 131 190,03 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,94%	A-1		23 182,92 €	57 677,57 €
M2A HABITAT	2018	P		941 792,83 €	854 475,38 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,72%	A-1		17 511,86 €	43 566,33 €
M2A HABITAT	2018	P		357 365,51 €	335 323,76 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,74%	A-1		6 831,23 €	16 995,64 €
M2A HABITAT	2018	P		1 623 969,14 €	1 475 404,57 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,80%	A-1		30 196,36 €	75 126,54 €
M2A HABITAT	2018	P		3 975 537,96 €	2 926 051,25 €	20	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,93%	A-1		59 967,30 €	149 194,67 €
M2A HABITAT	2018	P		416 760,05 €	376 684,56 €	20	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,72%	A-1		7 764,52 €	18 496,66 €
M2A HABITAT	2018	P		677 388,11 €	570 165,74 €	18	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,80%	A-1		11 926,86 €	32 621,72 €
M2A HABITAT	2018	P		1 020 633,06 €	921 791,37 €	18	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,72%	A-1		18 935,79 €	49 325,97 €
M2A HABITAT	2018	P		1 449 496,25 €	1 246 040,54 €	19	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,84%	A-1		25 648,77 €	66 701,36 €
M2A HABITAT	2018	P		3 249 852,41 €	2 940 096,91 €	20	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,82%	A-1		80 433,67 €	150 095,66 €
M2A HABITAT	2018	P		1 537 874,24 €	1 401 312,91 €	20	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,80%	A-1		28 654,25 €	68 135,73 €
M2A HABITAT	2018	P		712 940,51 €	624 978,79 €	22	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,80%	A-1		12 756,05 €	29 177,78 €
M2A HABITAT	2018	P		1 971 806,68 €	1 728 615,27 €	22	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,89%	A-1		35 281,68 €	80 702,18 €
M2A HABITAT	2018	P		557 810,12 €	498 499,59 €	23	A	V	Liwet A + 1,2	1,95%	V	Liwet A + 1,2	1,89%	A-1		10 040,36 €	21 930,85 €
M2A HABITAT	2018	P		437 950,01 €	380 395,31 €	11	A	V	Liwet A + 0,6	1,35%	V	Liwet A + 0,6	1,18%	A-1		5 525,83 €	29 015,69 €
M2A HABITAT	2018	P		2 287 325,24 €	1 920 614,79 €	14	A	V	Liwet A + 0,6	1,35%	V	Liwet A + 0,6	1,29%	A-1		27 600,67 €	123 879,59 €
M2A HABITAT	2018	P		209 000,00 €	209 986,42 €	37	A	V	Liwet A + 0,6	1,35%	V	Liwet A + 0,6	1,23%	A-1		2 767,84 €	4 028,62 €
M2A HABITAT	2018	P		77 300,00 €	75 100,23 €	47	A	V	Liwet A + 0,6	1,35%	V	Liwet A + 0,6	1,2%	A-1		1 028,88 €	1 107,28 €
M2A HABITAT	2018	P		370 500,00 €	356 311,83 €	37	A	V	Liwet A + 0,6	1,35%	V	Liwet A + 0,6	1,16%	A-1		4 906,82 €	7 141,65 €
M2A HABITAT	2018	P		115 200,00 €	111 921,68 €	47	A	V	Liwet A + 0,6	1,35%	V	Liwet A + 0,6	1,16%	A-1		1 535,22 €	1 650,15 €
M2A HABITAT	2018	P		1 751 700,00 €	1 672 940,71 €	37	A	V	Liwet A + (0,2)	0,55%	V	Liwet A + (0,2)	0,36%	A-1		9 419,39 €	39 487,64 €
M2A HABITAT	2020	P		422 143,00 €	422 143,00 €	49	A	V	Liwet A + 0,6	1,10%	V	Liwet A + 0,6	1,04%	A-1		3 104,13 €	10 057,14 €
M2A HABITAT	2020	P		498 278,00 €	498 278,00 €	39	A	V	Liwet A + 0,6	1,10%	V	Liwet A + 0,6	1,04%	A-1			
ICF NORD-EST	2009	P	6 rue de Thann - PLUS	547 111,00 €	430 097,48 €	24	A	V	Liwet A + 0,6	1,80%	V	Liwet A + 0,6	1,14%	A-1		6 000,50 €	14 384,33 €
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PLUS Acquisition en VEFA 23 légit	1 158 151,00 €	939 518,54 €	25	A	V	Liwet A + 0,6	2,60%	V	Liwet A + 0,6	1,14%	A-1		12 983,12 €	29 715,34 €
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PL/A Acquisition en VEFA 23 légit	385 270,00 €	300 248,89 €	25	A	V	Liwet A + (0,2)	1,80%	V	Liwet A + (0,2)	0,34%	A-1		1 710,30 €	10 714,76 €
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PLUS Acquisition en VEFA 23 légit	271 190,00 €	209 795,51 €	20	A	V	Liwet A + 1,16	3,16%	V	Liwet A + 1,16	1,70%	A-1		4 161,04 €	8 060,20 €
ICF NORD-EST	2013	P	84 rue des Abelles PLUS 4 logements	255 180,00 €	215 111,87 €	27	A	V	Liwet A + 0,6	2,85%	V	Liwet A + 0,6	1,85%	A-1		2 988,90 €	6 286,06 €
ICF NORD-EST	2014	P	47/49 rue des Abelles 8 ligs - PLUS	930 117,00 €	802 448,02 €	28	A	V	Liwet A + 0,6	1,85%	V	Liwet A + 0,6	1,85%	A-1		15 261,30 €	22 487,07 €
SOCIETE MULHUSIENNE DES CITIES OUVRIERES	1992	P	Avenue A Brand-Rue Rosburg	905 177,57 €	289 092,57 €	7	A	V	Liwet A + 1,3	5,80%	V	Liwet A + 1,3	1,97%	A-1		6 559,26 €	39 724,93 €
SOCIETE MULHUSIENNE DES CITIES OUVRIERES	1986	P	Le Brustlein - 1ère Tranche	997 798,64 €	118 011,81 €	2	A	V	Liwet A + (-0,1)	5,75%	V	Liwet A + (-0,1)	0,92%	A-1		1 035,63 €	41 008,31 €
SOCIETE MULHUSIENNE DES CITIES OUVRIERES	1986	P	Le Brustlein - 2ème Tranche	2 896 531,33 €	437 810,74 €	3	A	V	Liwet A + 0,52	4,94%	V	Liwet A + 0,52	1,20%	A-1		7 431,66 €	147 359,57 €

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice		
								Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index			Niveau de taux	En intérêts	En capital
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1986	P	Rue du Soult - Godde Bédin	457 347,05 €	69 128,01 €	3	A	V	4,94%	Livret A + 0.52	Livret A + 0.52	1,20%	A-1	1 173,42 €	23 267,30 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1987	P	Le Brustlin - 3ème Franche	2 023 259,91 €	400 856,31 €	4	A	V	4,94%	Livret A + 0.52	Livret A + 0.52	1,16%	A-1	6 379,57 €	101 471,88 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1987	P	Le Brustlin - 3ème Franche	1 308 493,54 €	256 074,20 €	4	A	V	4,94%	Livret A + 0.52	Livret A + 0.52	1,25%	A-1	4 075,38 €	64 822,08 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1987	P	5 Rue Vauban ; 4 logements	53 815,67 €	21 025,53 €	8	A	V	4,30%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,55%	A-1	361,75 €	2 312,95 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1987	P	1 RUE DE CHALMPE - TRAVAUX	53 357,18 €	19 241,03 €	8	A	V	4,30%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,41%	A-1	331,87 €	2 170,23 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1988	P	8 rue du Gaz	7 876,28 €	3 547,91 €	11	A	V	3,05%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,34%	A-1	59,68 €	302,80 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1984	P	RUE DE LA MER ROUGE	1 039 545,25 €	0,00 €	0	A	V	4,30%	Livret A + 1.3	Livret A + 1.3	2,04%	A-1	180,71 €	8 814,98 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1984	P	RUE DE LA MER ROUGE	761 527,32 €	0,00 €	0	A	V	4,30%	Livret A + 1.3	Livret A + 1.3	2,04%	A-1	131,75 €	6 425,80 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1999	P	76 rue Lefebvre	7 786,98 €	3 889,36 €	12	A	V	3,80%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,55%	A-1	64,98 €	301,93 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2000	P	11 rue des Grains	16 107,97 €	7 871,07 €	13	A	V	3,80%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,53%	A-1	131,47 €	611,01 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secleur 3	277 480,09 €	232 296,82 €	35	A	V	3,45%	Livret A + 1.2	Livret A + 1.2	1,82%	A-1	4 619,49 €	4 600,19 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secleur 2	408 211,23 €	341 740,57 €	35	A	V	3,45%	Livret A + 1.2	Livret A + 1.2	1,82%	A-1	6 795,91 €	6 767,50 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secleur 5	301 075,67 €	252 050,25 €	35	A	V	3,45%	Livret A + 1.2	Livret A + 1.2	1,82%	A-1	5 012,31 €	4 991,37 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secleur 4	310 197,35 €	259 686,62 €	35	A	V	3,45%	Livret A + 1.2	Livret A + 1.2	1,82%	A-1	5 164,17 €	5 142,59 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cité Manifeste Secleur 1	257 557,18 €	215 618,08 €	35	A	V	3,45%	Livret A + 1.2	Livret A + 1.2	1,82%	A-1	4 287,82 €	4 269,88 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	Muh.-Bourzilwiler Acquis.-amél. 6 gis collectifs	120 750,07 €	103 351,96 €	36	A	V	3,90%	Livret A + 1.15	Livret A + 1.15	1,86%	A-1	2 001,47 €	1 988,49 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	4 Rue Colbert Acquisition-Amélioration 1 gis	17 304,49 €	12 484,97 €	21	A	V	3,90%	Livret A + 1.15	Livret A + 1.15	1,86%	A-1	246,34 €	480,21 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	4 Rue Colbert Acquisition-Amélioration 1 gis	18 042,52 €	15 442,92 €	36	A	V	3,90%	Livret A + 1.15	Livret A + 1.15	1,86%	A-1	299,06 €	297,12 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	19 Passage du Triangle Acq.-Amélioration 1 gis	17 673,51 €	12 751,18 €	21	A	V	3,90%	Livret A + 1.15	Livret A + 1.15	1,86%	A-1	251,59 €	480,46 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	19 Passage du Triangle Acq.-Amélioration 1 gis	17 906,48 €	15 326,42 €	36	A	V	3,90%	Livret A + 1.15	Livret A + 1.15	1,86%	A-1	296,80 €	294,89 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	12 Rue E. Noellling Acq.-Amélioration 1 gis	23 688,02 €	17 090,63 €	21	A	V	3,90%	Livret A + 1.15	Livret A + 1.15	1,86%	A-1	337,21 €	657,36 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	12 Rue E. Noellling Acq.-Amélioration 1 gis	17 971,40 €	15 382,02 €	36	A	V	3,90%	Livret A + 1.15	Livret A + 1.15	1,86%	A-1	297,88 €	295,95 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	AvDMMO et Rue de Thamm-Réhabilitation 40 logts	380 000,00 €	0,00 €	0	A	V	2,95%	Livret A + 0.7	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	4 15,08 €	28 685,28 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	Rue Thierstein, Rue Passarelle-88 logts	400 000,00 €	0,00 €	0	A	V	2,95%	Livret A + 0.7	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	437,98 €	30 205,58 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	Muh.-Bourzilwiler - Acquisition-Amélioration 27 logts	567 210,75 €	489 765,69 €	36	A	V	3,90%	Livret A + 1.15	Livret A + 1.15	1,67%	A-1	9 477,55 €	9 072,83 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2001	P	Illi MDPA P Fonglar	1 417 775,88 €	1 113 890,18 €	30	A	V	4,20%	Livret A + 1.2	Livret A + 1.2	1,94%	A-1	22 227,68 €	25 991,13 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	1996	P	40 RUE ROBERT SCHUMAN : CREDIT FONCIER DE FRANCE	381 122,54 €	32 553,92 €	1	A	F	6,00%	Taux fixe à 6 %	Taux fixe à 6 %	5,99%	A-1	3 776,57 €	30 388,90 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Muh.-Bourzilwiler - Acquisition-Améli. 13 R1 Luckmann	19 032,04 €	16 486,38 €	37	A	V	4,00%	Livret A + 1	Livret A + 1	1,56%	A-1	293,83 €	303,89 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2006	P	Muh.-Bourzilwiler - Acquisition-Améli. 13 R1 Luckmann	25 930,64 €	19 445,28 €	22	A	V	4,50%	Livret A + 1	Livret A + 1	1,60%	A-1	352,23 €	682,02 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2006	P	Rue de St Louis PLUS F	415 023,07 €	355 094,33 €	39	A	V	2,05%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,49%	A-1	5 606,18 €	6 594,66 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Rue de St Louis PLUS	60 003,34 €	47 899,56 €	29	A	V	2,05%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,49%	A-1	762,60 €	1 300,61 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Acquisition Theo Fischer & Daguette	4 900 000,00 €	4 039 717,74 €	36	A	V	3,55%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,40%	A-1	63 862,21 €	80 424,79 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Acquisition 152 Av. Aristide Briand	350 000,00 €	294 582,73 €	36	A	V	3,55%	Livret A + 0.8	Livret A + 0.8	1,40%	A-1	4 656,62 €	5 864,31 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acquisition amél. 38 Av d'Altkirch (PLAI) Fonglar	19 034,58 €	15 614,09 €	39	A	V	0,00%	Livret A + (-0.7)	Livret A + (-0.7)	-0,12%	A-1	8,00 €	386,37 €		
SOCIETE MULHOUSSIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acquisition amél. 38 Av d'Altkirch (PLAI)	190 345,79 €	146 462,12 €	29	A	V	0,00%	Livret A + (-0.7)	Livret A + (-0.7)	-0,12%	A-1	75,65 €	4 844,01 €		

**IV - ANNEXES CA 2020**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS**

**EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

**B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)**

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice		
	Année	Profil							Taux	Index	Taux actuariel	Index	Taux	Index			Niveau de taux	En intérêts	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Act-Annuï Rues Bonnes Gens du Havre (PLUS F.)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	360.000,00 €	302.389,17 €	38	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,31%	A-1		4.162,97 €	6.056,26 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soutze- PLAI	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	600.017,17 €	461.001,13 €	30	A	V	Livret A + (+0.7)	Livret A + (+0.7)	V	-0,03%	A-1		236,12 €	15.247,56 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soutze- PLAI Forcier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	85.002,43 €	69.626,96 €	40	A	V	Livret A + (+0.7)	Livret A + (+0.7)	V	-0,03%	A-1		35,67 €	1.722,90 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	94 rue d'Illzach PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	563.474,60 €	502.841,82 €	40	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,16%	A-1		6.911,74 €	9.138,93 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	94 rue d'Illzach PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60.372,28 €	51.015,24 €	30	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,16%	A-1		705,50 €	1.316,38 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	74 à 76 Av Kennedy/59 Rue du Sauvage PLUS F.	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.458.996,73 €	1.302.000,53 €	40	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,16%	A-1		17.896,46 €	23.663,32 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	74 à 76 Av Kennedy/59 Rue du Sauvage PLUS F.	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.051.483,85 €	889.515,90 €	30	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,16%	A-1		12.304,95 €	22.961,71 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	9 Rue de la Dolier PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	390.407,40 €	348.397,40 €	40	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,16%	A-1		4.786,85 €	6.331,97 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	4-6 R des Mertes/3 R des Fabrique/13 Imm.diffus - PRUAS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	459.865,00 €	297.589,05 €	30	A	V	Livret A + 0.25	Livret A + 0.6	V	0,94%	A-1		4.121,27 €	7.690,53 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	27 pass Theatre - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	133.000,00 €	116.721,99 €	39	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,20%	A-1		1.605,32 €	2.190,35 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	70 rue Laurent - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	338.968,04 €	301.184,54 €	41	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,24%	A-1		4.138,89 €	5.473,90 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	27 pass Theatre - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	460.000,00 €	375.285,79 €	29	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,20%	A-1		5.295,08 €	10.201,30 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	70 rue Laurent - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	76.115,98 €	64.022,29 €	31	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,25%	A-1		886,76 €	1.654,77 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	12 rue Franklin - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	434.353,74 €	385.937,93 €	41	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,27%	A-1		5.304,85 €	7.014,27 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	12 rue Franklin - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	191.322,48 €	160.950,20 €	31	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,27%	A-1		2.228,98 €	4.159,46 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	15 rue de la Fidélité - PLAI Forcier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	54.000,00 €	46.799,64 €	39	A	V	Livret A + (+0.2)	Livret A + (+0.2)	V	1,05%	A-1		263,14 €	1.043,47 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1ère tranche - 71 rue de Pflaistatt - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	310.286,54 €	289.710,76 €	41	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,35%	A-1		3.856,34 €	4.943,99 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1ère tranche - 71 rue de Pflaistatt - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.451.340,25 €	1.252.493,83 €	31	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,35%	A-1		17.329,95 €	31.132,21 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1ère tranche - 71 rue de Pflaistatt - PLAI	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71.047,38 €	62.633,91 €	41	A	V	Livret A + (+0.2)	Livret A + (+0.2)	V	0,55%	A-1		351,76 €	1.322,47 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	1ère tranche - 71 rue de Pflaistatt - PLAI	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	425.283,64 €	357.218,86 €	31	A	V	Livret A + (+0.2)	Livret A + (+0.2)	V	0,55%	A-1		2.020,72 €	10.184,11 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pflaistatt - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	435.402,07 €	187.457,73 €	30	A	V	Livret A + (+0.3)	Livret A + (+0.3)	V	0,33%	A-1		869,77 €	5.824,12 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pflaistatt - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.901.663,76 €	393.900,59 €	41	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,35%	A-1		5.411,31 €	6.937,54 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pflaistatt - PLAI F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87.058,08 €	76.748,51 €	41	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,35%	A-1		21.511,80 €	38.646,89 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pflaistatt - PLAI F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	408.272,29 €	342.980,08 €	31	A	V	Livret A + (+0.2)	Livret A + (+0.2)	V	0,28%	A-1		431,03 €	1.620,49 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	2e tranche - 71 rue de Pflaistatt - PTHIEP	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	280.700,00 €	222.774,75 €	30	A	V	Livret A + (+0.3)	Livret A + (+0.3)	V	0,85%	A-1		1.033,63 €	9.776,75 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	15 rue de la Fidélité ? PLAI	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	120.000,00 €	98.304,99 €	29	A	V	Livret A + (+0.2)	Livret A + (+0.2)	V	1,05%	A-1		557,21 €	3.006,38 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	6-8 rue de la Prévoiyonne - Eco prêt PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	240.000,00 €	87.635,44 €	5	A	F	Taux fixe à 1,9 %	Taux fixe à 1,9 %	F	1,90%	A-1		1.979,69 €	16.558,97 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Immeuble Ecain - 5 porte de Bâle - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.972.547,45 €	1.674.502,52 €	32	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,31%	A-1		23.167,68 €	41.621,74 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Immeuble Ecain - 5 porte de Bâle - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	889.302,08 €	791.307,96 €	42	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,31%	A-1		10.870,80 €	13.936,83 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	5 rue Georges ZIERDT - PLAI F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67.607,00 €	58.770,30 €	41	A	V	Livret A + (+0.2)	Livret A + (+0.2)	V	0,28%	A-1		330,06 €	1.240,90 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	5 rue Georges ZIERDT - PLAI F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	172.822,00 €	143.188,59 €	31	A	V	Livret A + (+0.2)	Livret A + (+0.2)	V	0,28%	A-1		809,99 €	4.062,23 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Jardins Neopart - 51 logements locaux - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5.600.000,00 €	4.764.146,92 €	31	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,20%	A-1		65.914,63 €	118.416,50 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Jardins Neopart - 51 logements locaux - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	665.000,00 €	592.790,20 €	41	A	V	Livret A + 0.6	Livret A + 0.6	V	1,20%	A-1		8.145,48 €	10.440,28 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Valéons - 72 log. - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.540.000,00 €	1.386.323,40 €	42	A	V	Livret A + 1.07	Livret A + 1.07	V	3,32%	A-1		25.629,14 €	21.871,31 €		
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Valéons - 72 log. - PLS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1.610.000,00 €	1.384.300,11 €	32	A	V	Livret A + 1.07	Livret A + 1.07	V	3,32%	A-1		25.770,89 €	31.683,16 €		

**IV - ANNEXES CA 2020**  
**ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS**  
**EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

**B1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6° L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)**

Designation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (6)		Categorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice		
								Index	Taux actuariel	Index	Taux			En intérêts	En capital	
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P Les Valbans - 72 Igs - complément PLS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 015 000,00 €	2 588 983,17 €	32	A	V	Livret A + 1	3,25%	V	Livret A + 1	1,64%	A-1	46 320,74 €	59 946,44 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P 37 rue Cerf	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 538,47 €	32 363,53 €	8	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,44%	A-1	880,53 €	3 586,32 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P 15 rue J. HELLMANN	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 110,13 €	11 392,69 €	9	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,44%	A-1	306,99 €	1 137,65 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P RUE KOECHLIN : REHABILITATION	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 152,55 €	6 599,74 €	10	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,44%	A-1	177,84 €	659,03 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P 5 RUE CERF	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13 897,69 €	8 224,22 €	10	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,44%	A-1	221,61 €	821,25 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P 22-24 rue Chanéne Cely	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	108 864,06 €	58 497,51 €	8	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,44%	A-1	1 611,70 €	7 289,59 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P 13 RUE DE LA FIDELITE	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	40 167,62 €	24 273,48 €	8	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	2,44%	A-1	660,62 €	2 690,69 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P LA BUCHERIE	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	315 773,30 €	46 121,52 €	0	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	5,93%	A-1	2 804,04 €	45 253,54 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P LES CLEMATITES	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	97 314,42 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	4,93%	A-1	809,86 €	16 376,71 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P LES CLEMATITES	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	160 568,80 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1,2	2,45%	V	Livret A + 1,2	4,93%	A-1	1 336,27 €	27 021,57 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P construction 8 Igs Apollo, rue Neppert / Bulber PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	840 000,00 €	758 690,46 €	34	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,60%	A-1	12 409,02 €	16 873,04 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P construction 8 Igs Apollo, rue Neppert / Bulber PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	134 000,00 €	124 388,24 €	44	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,60%	A-1	2 022,21 €	2 000,12 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P IRLI MOPA P Tvx	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 447 172,18 €	1 285 335,50 €	27	A	V	Livret A + 1,2	1,98%	V	Livret A + 1,2	1,86%	A-1	26 065,15 €	54 236,34 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Cité Manifeste Secteur 3	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	528 573,04 €	504 233,38 €	30	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,82%	A-1	10 072,15 €	12 287,34 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Cité Manifeste Secteur 2	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	267 886,01 €	255 550,44 €	30	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,82%	A-1	5 104,67 €	6 227,34 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Cité Manifeste Secteur 5	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	526 578,28 €	502 330,48 €	30	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,82%	A-1	10 034,14 €	12 240,97 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Cité Manifeste Secteur 4	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	466 405,42 €	444 928,46 €	30	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,82%	A-1	8 887,53 €	10 842,17 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Cité Manifeste Secteur 1	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	391 278,47 €	373 280,94 €	30	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,82%	A-1	7 455,96 €	9 095,75 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Mulh - Bourzwiller Acquis, annél, 6 Igs	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 960,04 €	54 204,72 €	31	A	V	Livret A + 1,15	1,90%	V	Livret A + 1,15	1,85%	A-1	1 054,19 €	1 275,71 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Mulh - Bourz - Acquisition-Amélioration 27 Igs	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	190 264,90 €	182 122,30 €	31	A	V	Livret A + 1,15	1,90%	V	Livret A + 1,15	1,67%	A-1	3 538,41 €	4 109,61 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P 6-8 rue de la Provoynage - PAM	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	52 023,88 €	44 201,31 €	15	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,31%	A-1	632,39 €	2 642,59 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Les Chémaites 12 à 10 rue Lorrent -12 pavillon-	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	249 613,35 €	235 912,97 €	27	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,20%	A-1	3 277,92 €	6 886,12 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P 98-100 AVENUE ARISTIDE BRIAND	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	149 261,87 €	124 193,06 €	15	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,93%	A-1	2 584,27 €	8 333,57 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P 4 rue de Stalingrad	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	79 796,12 €	73 445,44 €	19	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,74%	A-1	1 494,48 €	3 194,61 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P LE SQUARE - 46 LOGEMENTS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 090 557,04 €	951 194,50 €	21	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,84%	A-1	19 450,21 €	46 252,36 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P LE SQUARE ZE TRANCHE/00 LOGIS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	816 881,22 €	712 491,78 €	21	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,84%	A-1	14 969,17 €	34 645,39 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P résidence la Luze rue de la Passerelle 11 Igs	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	326 551,68 €	284 821,57 €	21	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,91%	A-1	5 623,09 €	13 849,69 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Avenue A. Briand-Rue Schwégué	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	598 872,84 €	538 111,52 €	16	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,72%	A-1	11 055,34 €	31 628,16 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P RUE DE LALOÏ	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	457 681,04 €	391 318,49 €	18	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,85%	A-1	8 069,50 €	22 040,48 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P 15 rue J. HELLMANN	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 968,80 €	75 864,31 €	18	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,72%	A-1	1 558,51 €	4 059,45 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P 92 Avenue Ar. Briand	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	471 593,75 €	413 407,16 €	22	A	V	Livret A + 1,2	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,93%	A-1	8 437,81 €	19 301,01 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P 65 67 69 rue de Placat - 38 Igs - PAM	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	164 719,48 €	153 986,18 €	23	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,16%	A-1	2 151,75 €	5 402,69 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2016	P Réhabilitation 157 Igs Le Flammignon 4 à 20 E 3 a 8 Grandrue PAM	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 443 500,00 €	1 377 987,98 €	32	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	19 049,01 €	32 975,63 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P 1556 500,00 €	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 438 996,73 €	1 438 996,73 €	22	A	V	Livret A + (+0,25)	0,50%	V	Livret A + (+0,25)	0,50%	A-1	7 489,47 €	58 898,15 €
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2017	P 270 000,00 €	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	230 523,97 €	230 523,97 €	16	A	V	Livret A + (+0,45)	0,30%	V	Livret A + (+0,45)	0,12%	A-1	731,17 €	13 198,11 €
NEOLIA	2000	P rue des Pins	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 224 231,21 €	689 507,90 €	17	A	V	Livret A	3,00%	V	Livret A	0,68%	A-1	5 455,53 €	37 685,05 €
NEOLIA	2000	P rue des Pins	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	337 447,10 €	248 870,22 €	32	A	V	Livret A	3,00%	V	Livret A	0,89%	A-1	1 917,51 €	6 857,12 €
NEOLIA	2001	P rue des Pins	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	294 480,74 €	109 689,59 €	5	A	F	Taux fixe à 5,5%	5,50%	F	Taux fixe à 5,5%	5,50%	A-1	6 861,54 €	15 091,54 €
NEOLIA	2001	P Terrasses des Marinières P const.	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	668 839,51 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1,2	4,20%	V	Livret A + 1,2	4,36%	A-1	28 735,42 €	19 812,40 €

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Index	Taux actuariel	Taux	Index	Taux	Niveau de taux			En intérêts	En capital
NEOLIA	2003	P	MAPAD ZAC Nouveau Bassin	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	757 363,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	4,28%	A-1	37 162,19 €	12 744,26 €	
NEOLIA	2003	P	MAPAD ZAC Nouveau Bassin	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 011 745,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	4,31%	A-1	204 484,76 €	143 225,88 €	
NEOLIA	2004	P	130 avenue de Colmar - P Travaux	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 195,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	4,30%	A-1	10 239,48 €	5 649,52 €	
NEOLIA	2004	P	51-59 A. Juin - P Travaux	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	118 772,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1,2	3,20%	V	Livret A + 1,2	4,61%	A-1	4 116,94 €	3 365,59 €	
NEOLIA	2007	P	117 av A Bliard	DEXACL	3 726 482,00 €	2 565 332,87 €	17	A	V	EDONIA(Positive)	2,38%	V	Livret A + 1,5	2,20%	A-1	60 129,27 €	109 079,33 €	
NEOLIA	2007	P	Construction rue Maitrier - P Travaux	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 337 981,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	3,99%	A-1	38 553,80 €	0,00 €	
NEOLIA	2007	P	Gunsbach et Soultz - P Travaux	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	374 449,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	3,99%	A-1	10 789,71 €	0,00 €	
NEOLIA	2008	P	Constr.lil A3 Fontaine - 30 logts (PLS Foncier)	CREDIT FONCIER DE FRANCE	493 840,00 €	296 304,04 €	18	A	V	Livret A	4,00%	V	Livret A	0,98%	A-1	2 345,74 €	16 461,33 €	
NEOLIA	2008	P	Constr.lil A3 Fontaine - 30 logts (PLS Foncier)	CREDIT FONCIER DE FRANCE	967 654,00 €	580 592,44 €	18	A	V	Livret A	4,00%	V	Livret A	0,98%	A-1	4 596,36 €	32 255,13 €	
NEOLIA	2008	P	Constr.lil A6 Fontaine - 44 logts (PLS)	CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 436 392,00 €	861 835,24 €	18	A	V	Livret A	4,00%	V	Livret A	0,98%	A-1	6 822,86 €	47 879,73 €	
NEOLIA	2009	P	Constr.lil A3 Fontaine - 30 logts (Bonofix USD)	CASSE D'EPARGNE	2 080 000,00 €	1 573 575,57 €	18	A	C	Taux fixe à 4,11 %	4,17%	C	Livret A	4,17%	B-4	67 814,01 €	53 796,03 €	
NEOLIA	2009	P	Constr.lil A6 Fontaine - 44 logts (PLS Foncier)	CASSE D'EPARGNE	1 400 000,00 €	1 069 420,26 €	18	A	C	Taux fixe à 4,11 %	4,17%	C	Livret A	4,17%	B-4	46 097,19 €	36 561,77 €	
NEOLIA	2008	P	Constr.lil A6 Fontaine - 44 logts (PLS Foncier)	CREDIT FONCIER DE FRANCE	762 900,00 €	579 894,00 €	38	A	V	Livret A	4,00%	V	Livret A	0,98%	A-1	4 462,98 €	15 256,00 €	
NEOLIA	2009	P	Acq-Améli 10 rue de Murbach (PLUS Fonc.)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	114 209,00 €	97 442,08 €	38	A	V	Livret A + 0,6	3,10%	V	Livret A + 0,6	1,16%	A-1	1 340,97 €	1 889,16 €	
NEOLIA	2009	P	Acq-Améli 10 rue de Murbach (PLUS Fonc.)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	163 893,00 €	139 444,47 €	28	A	V	Livret A + 0,6	3,10%	V	Livret A + 0,6	1,16%	A-1	1 819,36 €	3 655,46 €	
NEOLIA	2009	P	lil A 3 - PLUS Foncier	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 965 050,00 €	1 563 988,83 €	28	A	V	Livret A + 0,6	3,10%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	21 705,52 €	43 827,76 €	
NEOLIA	2008	P	Rue Beauregard - Acquisition-amélioration de 28 logts (PLUS F.)	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	908 000,00 €	808 321,57 €	38	A	V	Livret A + 1,28	5,38%	V	Livret A + 1,28	1,80%	A-1	16 683,34 €	13 517,91 €	
NEOLIA	2008	P	Zu Rhein - PLSA - construction de 7 logts	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 361 000,00 €	1 117 249,69 €	28	A	V	Livret A + 0,6	4,80%	V	Livret A + 0,6	1,12%	A-1	15 505,54 €	31 308,77 €	
NEOLIA	2009	P	Construction 16 logts Brume - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	685 000,00 €	509 555,42 €	19	M	V	Livret A + 1,05	2,84%	V	Livret A + 1,05	1,59%	A-1	8 289,83 €	20 738,37 €	
NEOLIA	2009	P	Acquis amélior 3 logts Schwilgüé - PLUS	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	598 790,00 €	526 783,86 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	7 245,04 €	9 885,41 €	
NEOLIA	2009	P	Construction 13 logts Schwilgüé - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 097 412,00 €	907 888,88 €	29	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	15 722,62 €	30 511,06 €	
NEOLIA	2009	P	Construction 13 logts Schwilgüé - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	245 250,00 €	215 758,01 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	12 574,64 €	24 396,34 €	
NEOLIA	2009	P	Construction 13 logts Schwilgüé - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 182 239,00 €	977 171,86 €	29	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	2 967,39 €	4 048,83 €	
NEOLIA	2009	P	Acquis amélior 3 logts Schwilgüé - PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 165,00 €	30 936,29 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	13 546,63 €	26 282,11 €	
NEOLIA	2010	P	Construction 20 logts "Bel Air" Bourz-PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	447 184,00 €	392 452,81 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	425,48 €	560,54 €	
NEOLIA	2010	P	Construction 20 logts "Bel Air" Bourz-PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 381 021,00 €	1 965 233,59 €	29	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	5 397,53 €	7 364,61 €	
NEOLIA	2010	P	Construction 20 logts "Bel Air" Bourz-PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	271 220,00 €	215 251,02 €	29	A	V	Livret A + (0,3)	0,95%	V	Livret A + (0,3)	0,24%	A-1	27 216,50 €	52 803,31 €	
NEOLIA	2010	P	Construction 21 logts ZAC Fontaine-PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 584 216,00 €	1 314 487,45 €	29	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	998,72 €	6 687,63 €	
NEOLIA	2010	P	Construction 21 logts ZAC Fontaine-PLUS F	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	257 002,00 €	225 547,23 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,14%	A-1	18 222,87 €	35 354,58 €	
NEOLIA	2010	P	Rues des Bâks, Gutenberg, de Brunstlatt PLUS F acquis-amélior 27 logts	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	390 892,00 €	346 293,34 €	40	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	4 759,93 €	6 293,73 €	
NEOLIA	2010	P	Rues des Bâks, Gutenberg, de Brunstlatt PLUS F acquis-amélior 27 logts	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 719 770,00 €	1 443 334,35 €	30	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	19 886,56 €	37 299,75 €	
NEOLIA	2010	P	8 rue Schlumberger PLUS F acquis-amélior 5 logts	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	125 099,00 €	112 729,92 €	40	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	1 549,51 €	2 046,88 €	
NEOLIA	2010	P	8 rue Schlumberger PLUS F acquis-amélior 5 logts	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	375 295,00 €	323 477,54 €	30	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	4 759,80 €	8 359,55 €	
NEOLIA	2010	P	3 av de Colmar PLUS F acquis-amélior 6 logts 2 comm	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	282 723,00 €	254 788,95 €	40	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	3 501,89 €	4 630,32 €	
NEOLIA	2010	P	3 av de Colmar PLUS F acquis-amélior 6 logts 2 comm	CASSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	848 168,00 €	731 080,32 €	30	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	10 124,36 €	18 892,62 €	

IV - ANNEXES CA 2020

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier le montant	Annuités garanties au cours de l'exercice	
								Taux	Index	Taux	Index			En intérêts	En capital
	Année	Profil						Taux	Index	Taux	Index			En intérêts	En capital
NEOLIA	2010	P	22 rue des Verges PLUS F acquies- améliorer 8 lgts	287 161,00 €	258 788,16 €	40	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	A-1		3 558,96 €	4 705,00 €
NEOLIA	2010	P	22 rue des Verges PLUS acquies- améliorer 8 lgts	861 482,00 €	742 536,05 €	30	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	A-1		10 285,29 €	19 189,16 €
NEOLIA	2010	P	9 Av. Schuman PLUS F acquies-améli. 4 lgts 2 bureaux	112 969,00 €	101 817,28 €	40	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	A-1		1 399,51 €	1 850,49 €
NEOLIA	2010	P	9 Av. Schuman PLUS F acquies-améli. 4 lgts 2 bureaux	338 965,00 €	292 163,67 €	30	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	A-1		4 046,14 €	7 550,31 €
NEOLIA	2009	P	lkt A 3 - PLUS	341 498,00 €	291 363,03 €	38	A	V	Livret A + 0,6	3,10%	V	A-1		4 009,66 €	5 648,85 €
NEOLIA	2011	P	7 rue Zierdt - PLAJ	168 203,00 €	138 457,39 €	31	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	A-1		772,67 €	4 027,16 €
NEOLIA	2012	P	7 rue Zierdt - PLAJ F	67 735,00 €	58 104,93 €	41	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	A-1		328,59 €	1 260,34 €
NEOLIA	2012	P	2,8 et 10 rue du Tunnel - PLUS	1 641 019,00 €	1 395 517,18 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	A-1		18 754,34 €	33 692,98 €
NEOLIA	2013	P	2,8 et 10 rue du Tunnel - PLUS	660 298,00 €	571 596,12 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	A-1		7 852,45 €	10 067,16 €
NEOLIA	2012	P	56-58 rue de Strasbourg - acquisition - amélioration 8 lgts - PLUS	615 098,00 €	525 088,98 €	31	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	A-1		7 264,48 €	13 050,96 €
NEOLIA	2012	P	56-58 rue de Strasbourg - acquisition - amélioration 8 lgts - PLUS	224 273,00 €	209 631,93 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	A-1		2 759,23 €	3 533,61 €
NEOLIA	2015	P	rue Raymond Zimmermann - 38 lgts - 9 PLAJ	560 417,00 €	501 431,63 €	34	A	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	V	A-1		4 109,72 €	12 283,97 €
NEOLIA	2015	P	rue Raymond Zimmermann - 38 lgts - 9 PLAJ	143 118,00 €	131 708,27 €	44	A	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	V	A-1		1 072,82 €	2 394,62 €
NEOLIA	2015	P	Cap Cornely - rue Mittelwehrl 14 logements - PLUS	1 422 020,00 €	1 284 372,80 €	35	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	A-1		21 006,99 €	28 564,06 €
NEOLIA	2015	P	Cap Cornely - rue Mittelwehrl 14 logements - PLUS F	380 041,00 €	352 780,89 €	45	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	A-1		5 735,29 €	5 672,59 €
NEOLIA	2015	P	Cap Cornely - rue Mittelwehrl 4 logements - PLAJ F	580 790,00 €	515 549,00 €	35	A	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	V	A-1		4 230,99 €	13 324,72 €
NEOLIA	2015	P	Cap Cornely - rue Mittelwehrl 4 logements - PLAJ F	110 722,00 €	101 077,13 €	45	A	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	V	A-1		824,42 €	1 974,93 €
NEOLIA	2017	P	rue Raymond Zimmermann - 38 lgts - 29 PLUS	2 469 557,00 €	2 295 207,99 €	36	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		31 771,32 €	58 223,39 €
NEOLIA	2017	P	rue Raymond Zimmermann - 38 lgts - 29 PLUS	716 039,00 €	677 429,93 €	46	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		9 320,05 €	13 536,99 €
NEOLIA	2017	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	644 926,16 €	598 544,81 €	35	A	V	Livret A + 0,95	1,70%	V	A-1		10 352,11 €	12 402,87 €
NEOLIA	2017	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	251 823,68 €	234 187,36 €	37	A	V	Livret A + 0,95	1,70%	V	A-1		4 058,03 €	4 521,16 €
NEOLIA	2017	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	900 123,02 €	832 451,98 €	37	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		11 471,12 €	17 280,91 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	615 895,56 €	586 681,44 €	28	A	V	Livret A + 1,28	2,03%	V	A-1		12 209,18 €	14 755,85 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	468 830,73 €	444 405,77 €	27	A	V	Livret A + 0,95	1,70%	V	A-1		7 764,26 €	12 315,41 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 595 553,59 €	3 415 926,98 €	29	A	V	Livret A + 0,95	1,57%	V	A-1		59 610,45 €	90 570,24 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	150 123,46 €	142 924,30 €	29	A	V	Livret A + 0,95	1,70%	V	A-1		3 629,92 €	4 991,42 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	82 762,70 €	68 296,93 €	30	A	V	Livret A + 0,95	1,70%	V	A-1		1 594,31 €	2 191,72 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 083 391,87 €	1 009 199,69 €	32	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		13 962,01 €	25 085,39 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	303 655,46 €	284 084,11 €	32	A	V	Livret A + 0,95	1,68%	V	A-1		4 941,98 €	6 640,84 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	61,06 €	15,28 €	1	A	F	Taux fixe à 0 %	0,00%	F	A-1		0,00 €	15,28 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16,71 €	100,03 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	0,00%	F	A-1		0,00 €	33,34 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	91,37 €	0,80 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	0,00%	F	A-1		0,46 €	45,91 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 191,10 €	63 986,24 €	32	A	V	Livret A + 0,7	1,48%	V	A-1		958,95 €	2 448,28 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	119 511,64 €	110 636,28 €	29	A	V	Livret A + 0,8	1,42%	V	A-1		1 761,43 €	3 004,07 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	252 689,72 €	239 555,62 €	39	A	V	Livret A + 0,8	1,42%	V	A-1		3 762,07 €	4 448,93 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16 421,51 €	13 310,98 €	7	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		200,84 €	1 565,69 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	37 709,85 €	30 586,93 €	7	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		461,19 €	3 585,42 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16 501,40 €	15 743,94 €	17	A	V	Livret A + 0,6	1,25%	V	A-1		197,77 €	905,84 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	515 801,50 €	431 984,07 €	9	A	V	Livret A + (+0,75)	-0,23%	V	A-1		0,00 €	42 023,25 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 481 660,93 €	2 915 757,36 €	9	A	V	Livret A + (+0,75)	-0,23%	V	A-1		0,00 €	283 656,98 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	46 591,68 €	39 585,92 €	15	A	V	Livret A + 0,6	1,31%	V	A-1		566,36 €	2 366,63 €
NEOLIA	2018	P	146 LGTS RUE DE BORDEAUX ET DE TOULON A MULHOUSE	217 000,00 €	175 896,17 €	7	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		2 653,91 €	20 689,71 €
NEOLIA	2018	P	146 LGTS RUE DE BORDEAUX ET DE TOULON A MULHOUSE	433 366,00 €	351 278,40 €	7	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		5 300,06 €	41 316,99 €
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 878 920,00 €	7 341 189,43 €	22	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	A-1		102 760,07 €	270 687,96 €

IV - ANNEXES CA 2020										IV						
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS										B1.1						
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT										B1.1						
B1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)																
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie et montant	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux Index	Taux actuariel	Taux Index	Niveau de taux			En intérêts	En capital
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	279 322,88 €	264 294,32 €	31	A	V	0,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,41%	A-1	1 495,08 €	7 534,88 €	
NEOLIA	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	98 324,55 €	82 431,95 €	41	A	V	0,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,40%	A-1	510,11 €	1 951,61 €	
NEOLIA	2019	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 513,38 €	87 421,36 €	32	A	V	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	1 208,43 €	2 092,02 €	
NEOLIA	2019	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	629 422,91 €	612 235,76 €	34	A	V	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	8 497,21 €	14 187,15 €	
NEOLIA	2019	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	64 871,45 €	63 480,11 €	34	A	V	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,41%	A-1	875,70 €	1 411,34 €	
DOMAL	2004	P	13 JJ Schmeizer	74 600,00 €	62 018,59 €	34	A	V	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,88%	A-1	1 234,28 €	1 271,91 €	
DOMAL	2001	P	Central Park	3 597 798,81 €	2 048 396,32 €	12	T	V	4,78%	V	Livret A + 1,7	2,22%	A-1	48 142,68 €	124 363,75 €	
DOMAL	2007	P	Pass Central / Schreier Kesther	390 000,00 €	275 106,69 €	17	T	V	EONIA(Positive) + 0,25	4,07%	V	Eurobor 3M + 0,25	- 0,16%	A-1	- 421,20 €	11 098,37 €
DOMAL	2007	P	11 Passage Central - Foncier	628 316,00 €	482 533,55 €	36	A	V	3,75%	V	Livret A + 1	1,58%	A-1	8 717,47 €	15 607,64 €	
DOMAL	2006	P	51 Brunstatt Foncier	273 046,00 €	209 693,01 €	36	A	V	3,75%	V	Livret A + 1	1,58%	A-1	3 788,32 €	6 785,56 €	
DOMAL	2007	P	36-38 Franklin - Foncier	524 277,00 €	402 632,61 €	36	A	V	3,75%	V	Livret A + 1	1,60%	A-1	7 273,98 €	13 023,22 €	
DOMAL	2007	P	Furst Drumm Spoor P Fonc.	3 542 857,00 €	2 684 921,46 €	37	A	V	3,55%	V	Livret A + 0,8	1,45%	A-1	42 997,53 €	88 493,67 €	
DOMAL	2009	P	89 rue d'Ilzach - PLUS F	338 208,00 €	302 163,74 €	39	A	V	1,88%	V	Livret A + 0,6	1,12%	A-1	4 155,70 €	5 670,26 €	
DOMAL	2010	P	47 rue d'Ilzach - 3 logements PLUS	98 558,00 €	82 979,45 €	30	A	V	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,27%	A-1	1 150,36 €	2 231,83 €	
DOMAL	2010	P	47 rue d'Ilzach - 3 logements PLUS F	186 442,00 €	165 446,26 €	40	A	V	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,27%	A-1	2 275,44 €	3 104,70 €	
DOMAL	2010	P	31 rue du Ménage PLAI acquis - ancien	194 500,00 €	159 296,41 €	30	A	V	1,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,47%	A-1	902,92 €	4 871,62 €	
DOMAL	2010	P	31 rue du Ménage PLAI F acquis - ancien	85 500,00 €	73 888,74 €	40	A	V	1,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,47%	A-1	415,45 €	1 647,46 €	
DOMAL	2012	P	43 rue des Fabriques 5 logements PLUS	120 000,00 €	104 977,30 €	32	A	V	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1	1 452,42 €	2 609,39 €	
DOMAL	2012	P	43 rue des Fabriques 5 logements PLUS F	60 257,00 €	54 720,89 €	42	A	V	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,25%	A-1	751,74 €	963,77 €	
DOMAL	2012	P	43 rue des Fabriques 3 logements PLAI F	90 000,00 €	77 094,03 €	32	A	V	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,49%	A-1	430,11 €	2 197,90 €	
DOMAL	2012	P	43 rue des Fabriques 3 logements PLAI F	41 743,00 €	37 147,20 €	42	A	V	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,49%	A-1	208,62 €	784,34 €	
DOMAL	2012	P	53 rue Thénard 2 logements PLUS	25 000,00 €	21 870,26 €	32	A	V	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1	302,59 €	543,61 €	
DOMAL	2012	P	53 rue Thénard 2 logements PLUS F	39 000,00 €	35 416,87 €	42	A	V	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1	486,55 €	623,78 €	
DOMAL	2012	P	53 rue Thénard 2 logements PLAI	50 000,00 €	42 830,01 €	32	A	V	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,49%	A-1	242,28 €	1 221,06 €	
DOMAL	2012	P	53 rue Thénard 2 logements PLAI F	23 905,00 €	21 273,12 €	42	A	V	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,49%	A-1	119,47 €	449,17 €	
DOMAL	2015	P	7 Pass Aouaïtes PLUS F	129 472,20 €	119 316,54 €	37	A	V	1,80%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1	1 768,26 €	3 764,91 €	
DOMAL	2015	P	3 logis rue Ste Genevève - PLS Foncier	274 415,73 €	230 036,48 €	38	A	V	2,13%	V	Livret A + 1,13	1,82%	A-1	4 484,30 €	8 488,88 €	
DOMAL	2015	P	Acq-Ambl Cour Marchaux-28 logis (PLS Foncier)	1 153 004,59 €	948 591,96 €	38	A	V	2,13%	V	Livret A + 1,13	1,88%	A-1	18 560,16 €	38 650,61 €	
DOMAL	2015	P	Acq-Ambl Cour Marchaux-28 logis (Complém PLS)	916 214,41 €	724 610,80 €	28	A	V	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,33%	A-1	10 271,93 €	36 272,55 €	
DOMAL	2015	P	12-14 rue Elies - PLUS F	366 361,40 €	335 089,24 €	38	A	V	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,16%	A-1	4 611,41 €	6 486,60 €	
DOMAL	2015	P	12-14 rue Elies - PLUS	52 635,93 €	46 364,85 €	28	A	V	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,16%	A-1	643,46 €	1 295,26 €	
DOMAL	2015	P	15 rue de Chronomy - PLUS	332 504,68 €	305 826,46 €	39	A	V	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,31%	A-1	4 181,18 €	5 880,46 €	
DOMAL	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 291 445,81 €	2 048 395,57 €	12	T	V	0,83%	V	Livret A + 1,75	2,25%	A-1	48 785,75 €	124 953,85 €	
DOMAL	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	72 467,81 €	67 413,35 €	29	A	V	1,95%	V	Livret A + 1,2	1,88%	A-1	1 346,05 €	1 771,46 €	
DOMAL	2018	P	23 Schreier Kesther	255 943,84 €	243 675,96 €	27	A	V	2,25%	V	Livret A + 1,5	2,02%	A-1	5 622,28 €	6 202,18 €	
DOMAL	2018	P	Passage Central	423 906,97 €	403 588,30 €	27	A	V	2,25%	V	Livret A + 1,5	2,02%	A-1	9 311,86 €	10 272,36 €	
DOMAL	2018	P	11 Pass C&L team Tx	524 820,17 €	482 822,85 €	36	A	V	1,75%	V	Livret A + 1	1,58%	A-1	8 905,54 €	15 940,71 €	
DOMAL	2018	P	51 Brunstatt Txv	64 861,83 €	60 709,18 €	36	A	V	1,75%	V	Livret A + 1	1,58%	A-1	1 965,85 €	2 601,61 €	
DOMAL	2018	P	Furst Drumm Spoor P Txv	1 162 611,67 €	1 056 698,40 €	37	A	V	1,55%	V	Livret A + 0,8	1,44%	A-1	16 916,68 €	34 826,25 €	
DOMAL	2018	P	7 Pass Aouaïtes PLUS	8 205,11 €	8 205,11 €	37	A	V	1,55%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1	131,52 €	280,03 €	
DOMAL	2018	P	3 logis rue Ste Genevève - Complém PLS	120 171,23 €	105 359,59 €	28	A	V	1,58%	V	Livret A + 0,8	1,49%	A-1	1 708,02 €	4 835,46 €	
DOMAL	2018	P	89 rue d'Ilzach - 6 logements PLUS	18 616,68 €	17 888,95 €	34	A	V	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,12%	A-1	246,04 €	398,51 €	
BATIGERE NORD-EST	2007	P	28 Ch Coity P/L Foncier	50 000,00 €	35 397,32 €	17	T	V	2,85%	V	Livret A + 0,08	0,90%	A-1	233,46 €	1 414,04 €	
BATIGERE NORD-EST	2007	P	26 Turène P/L Foncier	60 000,00 €	42 997,72 €	17	T	V	2,85%	V	Livret A + 0,07	0,85%	A-1	306,06 €	1 678,77 €	
BATIGERE NORD-EST	2007	P	1 Liberté P/L Foncier	30 000,00 €	21 454,21 €	17	T	V	2,85%	V	Livret A + 0,07	0,85%	A-1	153,04 €	839,35 €	

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuités garanties au cours de l'exercice					
	Année	Profil							Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			En intérêts	En capital				
																			Taux	Index	Taux	Index
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24-26-28 Méanages PUI Foncier	DEXIA-CL	100 000,00 €	71 513,10 €	17	T	Livret A + 0,07	2,85%	V	Livret A + 0,07	0,65%	A-1		510,11 €	2 797,58 €					
BATIGERE NORD-EST	2006	P	P libre DEXIA	DEXIA CL	2 708 000,00 €	157 543,89 €	26	A	T4M(Positive) + 0,08	3,65%	C	SI EUR-COHP=1,42 alors 2,85%	-13,98%	F-6	EUR-CHF	- 21 153,16 €	3 844,36 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	Barbagnère - PLS CFF	CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 100 000,00 €	839 884,75 €	37	T	Livret A + 1,38	4,45%	V	Livret A + 1,38	1,96%	A-1		17 104,62 €	20 614,24 €					
BATIGERE NORD-EST	2012	P	40 Fabriques - PLS Crédit Foncier	CREDIT FONCIER DE FRANCE	27 692,00 €	102 110,65 €	41	A	Livret A + 1,11	3,38%	V	Livret A + 1,11	1,71%	A-1		1 919,79 €	1 103,93 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	45-47-49 Briand PUI F -TOT DCM N° 2461 16/07/07	CREDIT FONCIER DE FRANCE	920 000,00 €	871 479,54 €	37	T	Livret A + 1,3	4,37%	V	Livret A + 1,3	1,98%	A-1		16 852,52 €	6 144,02 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	33 Bulhier PUI - TOT DCM N° 2461 16/07/07	CREDIT FONCIER DE FRANCE	40 000,00 €	30 070,40 €	17	T	Livret A + 1,3	4,37%	V	Livret A + 1,3	1,98%	A-1		592,01 €	1 059,59 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	175 Bédont - PLS Crédit Agricole	CREDIT AGRICOLE	3 675 000,00 €	3 314 312,24 €	37	S	Livret A + 1,37	4,42%	V	Livret A + 1,37	1,93%	A-1		66 664,51 €	35 495,03 €					
BATIGERE NORD-EST	2006	P	P libre Crédit Foncier	CREDIT FONCIER DE FRANCE	8 147 000,00 €	6 287 728,59 €	25	A	Taux fixe à 2,58 %	2,62%	V	SI CMS EUR 10A(Positive)>= CMS EUR 2A(Positive)>= 0.2 alors 2.58 % 10A(Positive)>= CMS EUR 2A(Positive)) Euribor 12M	2,54%	A-1		169 019,29 €	155 972,34 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	1 Zurich PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	750 000,00 €	638 849,49 €	37	A	Livret A + 0,8	3,80%	V	Livret A + 0,8	1,49%	A-1		10 095,30 €	12 715,56 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	66 Belle PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 080 000,00 €	919 943,25 €	37	A	Livret A + 0,8	3,80%	V	Livret A + 0,8	1,49%	A-1		14 545,00 €	18 314,71 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	11-13 Bourg PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 722 000,00 €	1 486 798,40 €	37	A	Livret A + 0,8	3,80%	V	Livret A + 0,8	1,49%	A-1		23 180,00 €	29 201,79 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	25 Bd Europe PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 007 000,00 €	857 781,92 €	37	A	Livret A + 0,8	3,80%	V	Livret A + 0,8	1,49%	A-1		13 560,00 €	17 076,77 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37 Colombar PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	397 000,00 €	338 164,24 €	37	A	Livret A + 0,8	3,80%	V	Livret A + 0,8	1,49%	A-1		5 345,90 €	7 732,39 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	Arc en Ciel - Phase CDC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	500 000,00 €	374 538,68 €	22	A	Livret A + 0,8	3,80%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1		6 014,13 €	13 469,51 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	11/13 Erbmann - Phase CDC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	430 000,00 €	322 103,26 €	22	A	Livret A + 0,8	3,80%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1		5 172,78 €	11 968,78 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	1-1b Chantier P libre Devix	DEXIA CL	213 000,00 €	154 810,41 €	17	T	Euribor 3M + 0,1	5,05%	V	Euribor 3M + 0,1	-0,32%	A-1		- 468,87 €	58 13,25 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	Barbagnère - PLS CFF	CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 400 000,00 €	1 269 773,82 €	37	A	Livret A + 1,13	4,71%	V	Livret A + 1,13	1,69%	A-1		21 657,42 €	12 956,37 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	C	2 Turème PUI Foncier	DEXIA CL	86 000,00 €	49 733,29 €	17	A	Livret A + 1,56	4,31%	V	Livret A + 1,56	2,19%	A-1		191,96 €	2 866,67 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	C	1-1b Charlier PUI Foncier	DEXIA CL	36 833,29 €	36 833,29 €	17	A	Livret A + 1,56	4,31%	V	Livret A + 1,56	2,19%	A-1		900,90 €	2 168,67 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	21 Nordfeld PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	705 000,00 €	594 406,50 €	38	A	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,37%	A-1		8 165,32 €	11 913,85 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	14 Bornes Gents PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	496 000,00 €	419 192,22 €	38	A	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,31%	A-1		5 425,55 €	7 459,47 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	14 Bornes Gents PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	65 000,00 €	50 694,21 €	28	A	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,31%	A-1		2 492,41 €	3 243,55 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	32-34 Plus PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	167 000,00 €	145 843,38 €	28	A	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1		2 025,44 €	4 263,23 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	31 Laurent PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 000,00 €	168 625,91 €	38	A	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1		2 322,08 €	3 379,81 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	29 Jullis Plai Foncier	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 000,00 €	49 357,16 €	38	A	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1		314,28 €	661,14 €					
BATIGERE NORD-EST	2008	P	25 Jullis Plai	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 496,74 €	7 496,74 €	28	A	Livret A + 0,7	1,80%	V	Livret A + 0,7	-0,16%	A-1		24,79 €	1 227,58 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	80 Corneille PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328 710,00 €	285 763,99 €	39	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,27%	A-1		3 905,08 €	2 561,57 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	80 Corneille PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 000,00 €	8 846,51 €	29	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,27%	A-1		2 197,80 €	3 096,30 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	8 Ziezet PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	185 000,00 €	159 704,07 €	39	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1		17 282,27 €	17 128,87 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37-39 Vergers PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	76 000,00 €	61 121,87 €	29	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1		6 237,02 €	8 786,77 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37-39 Vergers PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 000,00 €	53 883,79 €	29	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1		742,82 €	1 509,98 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24 Vauban, 24 Cerf PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	350 000,00 €	302 182,91 €	39	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1		4 159,01 €	5 957,82 €					
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24 Vauban, 24 Cerf PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 000,00 €	14 476,26 €	29	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1		200,91 €	405,66 €					
BATIGERE NORD-EST	2010	P	45-49 Briand PLUS F - Construction 27 logs	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 090 000,00 €	1 739 117,15 €	30	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,25%	A-1		24 108,64 €	46 708,28 €					
BATIGERE NORD-EST	2010	P	45-49 Briand PLUS F - Construction 27 logs	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 344 000,00 €	1 191 174,35 €	40	A	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,24%	A-1		16 391,98 €	22 302,70 €					
BATIGERE NORD-EST	2010	P	45-49 Briand PLUS F	CREDIT FONCIER DE FRANCE	210 000,00 €	172 598,71 €	21	A	Livret A + 1,11	1,71%	V	Livret A + 1,11	1,83%	A-1		3 006,24 €	5 246,02 €					
BATIGERE NORD-EST	2010	P	39-41 Trois Rois - PLS F	DEXIA CL	625 000,00 €	559 263,48 €	41	A	Livret A + 1,13	2,38%	V	Livret A + 1,13	1,84%	A-1		10 864,74 €	8 009,84 €					
BATIGERE NORD-EST	2010	P	39-41 Trois Rois - PLS F	DEXIA CL	200 000,00 €	154 022,92 €	21	A	Livret A + 1,13	2,38%	V	Livret A + 1,13	1,84%	A-1		3 009,52 €	5 604,64 €					
BATIGERE NORD-EST	2010	P	Espace LEFFEBVRE 108 logs - PLS F	CREDIT FONCIER DE FRANCE	4 352 000,00 €	3 952 048,87 €	41	A	Livret A + 1,15	2,40%	V	Livret A + 1,15	1,75%	A-1		76 119,50 €	54 240,76 €					
BATIGERE NORD-EST	2010	P	Espace LEFFEBVRE 108 logs - PLS F	CREDIT FONCIER DE FRANCE	11 532 000,00 €	10 009 274,29 €	31	A	Livret A + 1,15	2,40%	V	Livret A + 1,15	1,75%	A-1		194 069,90 €	208 509,72 €					
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logs PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	514 000,00 €	433 373,76 €	30	A	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,25%	A-1		6 001,74 €	11 199,57 €					
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logs PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 000,00 €	107 741,63 €	40	A	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,25%	A-1		1 489,95 €	1 958,16 €					
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logs PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	367 000,00 €	309 432,23 €	30	A	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,25%	A-1		4 285,29 €	7 996,59 €					

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

IV  
B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Designation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (6)		Indice de catégorie et montant	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
								Taux	Index	Taux	Index				
	Année	Profil						Taux	Index	Taux	Index	Niveau de taux	En intérêts		En capital
BATIGERE NORD-EST	2011	P	81 rue de la Chénité - 6 lgts PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 000,00 €	77 487,11 €	40	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1 064,81 €	1 407,94 €
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24 Vauban - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	435 000,00 €	375 520,49 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	5 167,81 €	7 280,47 €
BATIGERE NORD-EST	2011	P	3 rue Léon Blum PLS	CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 500 000,00 €	1 395 371,11 €	42	A	V	Livret A + 1,15	3,15%	V	Livret A + 1,15	26 820,97 €	16 295,86 €
BATIGERE NORD-EST	2008	P	8 à 12 Barbagnère	CREDIT FONCIER DE FRANCE	3 650 000,00 €	3 087 324,13 €	28	T	V	Euro3M + 0,6	3,92%	V	Euro3M + 0,6	97 975,30 €	57 176,65 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	19 et 19 B rue du Manège - 2 B rue des Jardinières PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	660 000,00 €	563 389,97 €	31	A	V	Livret A + 0,6	1,18%	V	Livret A + 0,6	7 794,81 €	14 003,71 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	19 et 19 B rue du Manège - 2 B rue des Jardinières PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	250 000,00 €	205 755,23 €	41	A	V	Livret A + 0,6	1,18%	V	Livret A + 0,6	2 829,62 €	3 623,84 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 rue de Huningue PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	130 900,00 €	130 900,00 €	32	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1 811,77 €	3 254,92 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 rue de Huningue PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 000,00 €	135 490,02 €	42	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1 861,33 €	2 386,30 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 rue de Huningue PLAI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	124 000,00 €	102 611,63 €	32	A	V	Livret A + (+0,2)	0,49%	V	Livret A + (+0,2)	580,45 €	2 025,41 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 rue de Huningue PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	74 000,00 €	64 288,22 €	42	A	V	Livret A + (+0,2)	0,49%	V	Livret A + (+0,2)	360,94 €	1 356,96 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	3 Rue de Habshaim - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	245 000,00 €	205 329,95 €	32	A	V	Livret A + 0,6	1,29%	V	Livret A + 0,6	2 862,36 €	5 176,29 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	3 Rue de Habshaim - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	189 000,00 €	168 471,09 €	42	A	V	Livret A + 0,6	1,29%	V	Livret A + 0,6	2 314,42 €	2 967,18 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 Rue de Habshaim - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 000,00 €	170 065,27 €	32	A	V	Livret A + 0,6	1,29%	V	Livret A + 0,6	2 352,95 €	4 227,17 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	7 Rue de Habshaim - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	158 000,00 €	140 838,29 €	42	A	V	Livret A + 0,6	1,29%	V	Livret A + 0,6	1 934,80 €	2 480,50 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	23 Rue de fle Napoékou - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	102 000,00 €	86 733,29 €	32	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1 200,00 €	2 155,86 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	23 Rue de fle Napoékou - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	101 700,00 €	90 653,51 €	42	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1 248,38 €	1 958,62 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	23 Rue de fle Napoékou - PLAI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	96 000,00 €	79 441,27 €	42	A	V	Livret A + (+0,2)	0,49%	V	Livret A + (+0,2)	448,38 €	2 264,83 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	23 Rue de fle Napoékou - PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	74 900,00 €	65 049,95 €	42	A	V	Livret A + (+0,2)	0,49%	V	Livret A + (+0,2)	365,33 €	1 373,48 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS 4 rue de Tunis	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	100 000,00 €	85 032,65 €	32	A	V	Livret A + 0,6	4,31%	V	Livret A + 0,6	1 176,47 €	2 115,50 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS F 4 rue de Tunis	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 800,00 €	76 263,27 €	42	A	V	Livret A + 0,6	4,31%	V	Livret A + 0,6	1 076,16 €	1 378,41 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLAI 4 rue de Tunis	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	90 000,00 €	74 476,20 €	32	A	V	Livret A + (+0,2)	0,51%	V	Livret A + (+0,2)	421,30 €	2 123,27 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLAI F 4 rue de Tunis	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	64 900,00 €	55 385,06 €	42	A	V	Livret A + (+0,2)	0,51%	V	Livret A + (+0,2)	316,55 €	1 190,11 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS 16 rue de Tunis	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	110 000,00 €	93 535,90 €	32	A	V	Livret A + 0,6	1,31%	V	Livret A + 0,6	1 294,12 €	2 324,95 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS F 16 rue de Tunis	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	80 000,00 €	71 310,51 €	42	A	V	Livret A + 0,6	1,31%	V	Livret A + 0,6	979,65 €	1 255,95 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	16 rue de Tunis PLAI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	105 000,00 €	86 888,88 €	32	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	491,51 €	2 477,16 €
BATIGERE NORD-EST	2012	P	16 rue de Tunis PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	59 000,00 €	51 240,95 €	42	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	287,78 €	1 081,91 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	33 rue Bulier - 4 lgts - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	138 000,00 €	119 074,16 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	2 841,74 €	2 825,54 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	51 rue Louise - 5 lgts - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	130 000,00 €	102 143,93 €	43	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1 744,32 €	2 700,89 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	51 rue Louise - 5 lgts - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	112 000,00 €	112 894,98 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	2 716,60 €	2 700,89 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	28 r Charoite Cathy - 7 lgts - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	190 000,00 €	99 432,18 €	43	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	2 376,56 €	3 985,00 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	28 r Charoite Cathy - 7 lgts - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	166 000,00 €	165 291,24 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	3 971,30 €	3 955,47 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	4 rue Fikure - 6 lgts - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	299 000,00 €	260 116,22 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	6 259,01 €	6 224,68 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	4 rue Fikure - 6 lgts - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	226 000,00 €	204 677,55 €	43	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	4 892,08 €	3 495,29 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	32 rue du Runitz - 10 lgts PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	532 000,00 €	461 878,26 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	11 113,88 €	11 052,87 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	32 rue du Runitz - 10 lgts PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	448 000,00 €	404 960,05 €	43	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	9 670,08 €	6 915,51 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	Capitaine Dreyfus - 31 lgts - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	102 000,00 €	88 555,61 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1 210,86 €	2 119,16 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	89 avenue de Colmar - 4 lgts - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	286 000,00 €	247 076,16 €	33	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	4 680,29 €	5 912,60 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	89 avenue de Colmar - 4 lgts - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	154 000,00 €	138 516,96 €	43	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	2 606,32 €	2 365,46 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	127 avenue de Colmar - 8 lgts - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	560 000,00 €	483 795,44 €	33	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	9 164,21 €	11 577,19 €
BATIGERE NORD-EST	2013	P	127 avenue de Colmar - 8 lgts - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	264 500,00 €	237 907,24 €	43	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	4 476,44 €	4 062,75 €
BATIGERE NORD-EST	2014	P	4,6 rue Barbagnère - 19 lgts - PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 704 000,00 €	1 522 611,44 €	34	A	V	Livret A + 1,11	2,11%	V	Livret A + 1,11	32 800,47 €	31 913,21 €
BATIGERE NORD-EST	2014	P	4,6 rue Barbagnère - 19 lgts - PLUS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 100 000,00 €	1 015 645,88 €	44	A	V	Livret A + 1,11	2,11%	V	Livret A + 1,11	21 741,49 €	14 841,05 €
BATIGERE NORD-EST	2016	P	Prorogation Emprunts DEMACL	DEMACL	13 423 867,04 €	13 147 492,09 €	46	A	F	Taux fixe à 4,99 %	5,06%	F	Taux fixe à 4,99 %	670 759,97 €	74 229,53 €
BATIGERE NORD-EST	2016	P	Prorogation Emprunts DEMACL	DEMACL	3 119 008,25 €	3 446 369,89 €	31	A	F	Taux fixe à 2,55 %	2,95%	F	Taux fixe à 2,55 %	91 065,13 €	72 327,95 €
BATIGERE NORD-EST	2017	P	Prorogation Emprunts DEMACL	DEMACL	2 096 759,41 €	2 085 986,52 €	47	T	F	Taux fixe à 3,5 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,5 %	74 346,96 €	5 376,47 €
BATIGERE NORD-EST	2017	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 387 567,05 €	1 276 789,71 €	33	A	V	Livret A + 1	1,62%	V	Livret A + 1	28 416,14 €	28 416,14 €
BATIGERE NORD-EST	2017	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	832 397,58 €	784 926,92 €	43	A	V	Livret A + 1	1,62%	V	Livret A + 1	13 949,34 €	12 178,26 €
BATIGERE NORD-EST	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	202 710,83 €	189 287,56 €	32	A	V	Livret A + 0,8	1,49%	V	Livret A + 0,8	3 004,38 €	4 549,43 €
BATIGERE NORD-EST	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	305 687,93 €	285 445,64 €	32	A	V	Livret A + 0,8	1,49%	V	Livret A + 0,8	6 851,41 €	6 851,41 €
BATIGERE NORD-EST	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	701 379,50 €	654 935,00 €	32	A	V	Livret A + 0,8	1,55%	V	Livret A + 0,8	10 395,16 €	15 720,22 €
BATIGERE NORD-EST	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	50 964,27 €	48 133,14 €	37	A	V	Livret A + 0,8	1,58%	V	Livret A + 0,8	760,92 €	958,28 €
BATIGERE NORD-EST	2018	P	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	48 416,07 €	45 726,50 €	37	A	V	Livret A + 0,8	1,48%	V	Livret A + 0,8	722,87 €	910,35 €

IV - ANNEXES CA 2020

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial		Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice		
								Index	Taux actuariel	Index	Taux			Niveau de taux	En intérêts	En capital
BATIGERE NORD-EST	2018	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	208 953,47 €	197 345,88 €	37	A	V	Livret A + 0,8	1,58%	V	Livret A + 0,8	1,48%	A-1	3 119,70 €	3 928,86 €
BATIGERE NORD-EST	2018	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	98 434,46 €	88 244,07 €	37	A	V	Livret A + 0,8	1,58%	V	Livret A + 0,8	1,48%	A-1	1 385,01 €	1 758,81 €
BATIGERE NORD-EST	2017	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	210 000,00 €	202 744,79 €	47	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,25%	A-1	2 786,14 €	3 635,99 €
BATIGERE NORD-EST	2017	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	518 348,28 €	518 348,28 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	0,44%	A-1		
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 012 135,00 €	938 650,21 €	39	T	V	Livret A	3,50%	V	Livret A	0,95%	A-1	5 300,14 €	8 445,70 €
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	CREDIT FONCIER DE FRANCE	853 341,00 €	668 334,86 €	19	T	V	Livret A	3,55%	V	Livret A	0,95%	A-1	3 839,49 €	21 257,96 €
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	CAISSE D'EPARGNE	436 000,00 €	315 697,34 €	17	T	C	Si Euribor 12M(Postfixé) <= 5 alors 4,15 % sinon Livret A + 0,6	4,28%	C	Si Euribor 12M(Postfixé) <= 6 alors 4,15 % sinon Euribor 12M(Postfixé)	4,21%	B-1	13 638,32 €	12 026,84 €
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	CAISSE D'EPARGNE	436 000,00 €	311 759,06 €	17	T	C	Si Livret A + 0,6	4,06%	C	Si Livret A + 0,6	4,00%	B-4	12 811,69 €	12 231,05 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2007	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	15 000,00 €	10 084,77 €	19	A	V	Livret A + (+0,2)	2,80%	V	Livret A + (+0,2)	0,32%	A-1	57,97 €	474,83 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2008	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	38 000,00 €	26 001,09 €	23	A	V	Livret A + (+0,7)	3,30%	V	Livret A + (+0,7)	-0,01%	A-1	13,56 €	1 123,72 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2008	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	140 000,00 €	101 971,73 €	28	A	V	Livret A + (+0,7)	3,30%	V	Livret A + (+0,7)	-0,01%	A-1	52,79 €	3 615,52 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2010	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	55 000,00 €	41 771,10 €	24	A	V	Livret A + (+0,2)	1,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,41%	A-1	238,29 €	1 554,64 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2012	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	80 000,00 €	64 066,26 €	26	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	364,44 €	2 195,43 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2012	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	140 000,00 €	116 215,38 €	31	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	657,41 €	3 313,24 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2012	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	165 000,00 €	132 136,59 €	26	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	751,66 €	4 528,08 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2014	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	140 000,00 €	115 944,03 €	24	A	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	V	Livret A + (+0,2)	0,50%	A-1	946,99 €	4 428,87 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2017	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	140 000,00 €	129 024,96 €	31	A	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	729,87 €	3 678,43 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2016	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	105 000,00 €	97 899,05 €	36	A	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	551,53 €	2 379,98 €
FONCIERE DHABITAT ET HUMANISME	2017	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	140 000,00 €	128 024,96 €	31	A	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,32%	A-1	729,82 €	3 678,43 €
LOGIEST SAILHM	2014	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	2 160 000,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + (+0,75)	0,25%	V	Livret A + (+0,75)	-0,03%	A-1	- 383,64 €	142 537,64 €
LOGIEST SAILHM	2014	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	2 160 000,00 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + (+0,75)	0,25%	V	Livret A + (+0,75)	-0,03%	A-1	- 383,64 €	142 537,64 €
3F GRAND EST	2008	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	404 200,00 €	346 229,27 €	38	A	V	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	4 764,71 €	6 712,58 €
3F GRAND EST	2008	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	10 500,00 €	7 959,73 €	23	A	V	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	111,23 €	279,26 €
3F GRAND EST	2008	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	10 800 000,00 €	6 586 087,41 €	13	A	V	Livret A + 0,6	4,60%	V	Livret A + 0,6	1,2%	A-1	94 647,01 €	424 802,41 €
3F GRAND EST	2011	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	1 250 000,00 €	540 777,49 €	6	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,29%	A-1	8 461,15 €	85 974,63 €
3F GRAND EST	1993	P	CIL Habitat	32 241,60 €	4 474,62 €	2	A	F	Taux fixe à 4 %	4,00%	F	Taux fixe à 4 %	3,98%	A-1	263,33 €	2 109,04 €
3F GRAND EST	1996	P	ST-NAZAIRE ARMISTICE DIEPPE	301 849,05 €	16 629,62 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	2,98%	A-1	995,07 €	16 338,48 €
3F GRAND EST	2012	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	6 500 000,00 €	4 255 226,21 €	12	A	F	Taux fixe à 2,35 %	2,35%	F	Taux fixe à 2,35 %	2,35%	A-1	107 140,20 €	303 931,10 €
3F GRAND EST	2015	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	1 351 461,30 €	1 069 992,38 €	14	A	F	Taux fixe à 2,35 %	2,35%	F	Taux fixe à 2,35 %	2,34%	A-1	26 528,88 €	58 938,88 €
3F GRAND EST	2012	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	811 244,00 €	667 390,38 €	26	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	9 284,85 €	20 375,92 €
3F GRAND EST	2012	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	382 265,00 €	341 253,73 €	41	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1	4 688,06 €	6 010,30 €
3F GRAND EST	2012	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	79 735,00 €	68 854,03 €	26	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	363,23 €	2 185,16 €
3F GRAND EST	2012	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	37 764,00 €	32 885,98 €	41	A	V	Livret A + (+0,2)	2,05%	V	Livret A + (+0,2)	0,55%	A-1	184,69 €	694,37 €
3F GRAND EST	2019	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	1 238 547,55 €	898 480,26 €	8	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,73%	A-1	19 462,86 €	125 703,94 €
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	1 340 000,00 €	1 200 862,36 €	34	A	F	Inflation INSEE hors tabac	0,59%	F	Inflation INSEE hors tabac	1,16%	A-1	14 190,36 €	22 080,06 €
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	CAISSE DES DEPOS ET CONSIGNATIONS	894 000,00 €	772 571,94 €	34	A	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	V	Livret A + (+0,2)	0,90%	A-1	6 375,93 €	24 419,01 €

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice		
	Année	Profil							Taux	Index	Taux actuariel	Index	Taux	Index			Niveau de taux	En intérêts	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	Rues Gendarmerie, Hombourg, Canal - 16 lgis - PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	504 500,00 €	447 995,72 €	44	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	A-1		3 675,14 €	11 396,87 €	
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	20-22 rue du Ventron - 12 lgis - PLS F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	372 200,00 €	337 693,55 €	44	A	V	Livret A + 1,11	2,11%	V	Livret A + 1,11	2,10%	A-1		7 274,60 €	7 074,23 €	
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	20-22 rue du Ventron - 12 lgis - PAM	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	162 000,00 €	128 030,54 €	19	A	V	Livret A + (-0,25)	0,75%	V	Livret A + (-0,25)	0,75%	A-1		1 011,17 €	6 791,46 €	
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	ECO PRÊT	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	388 525,93 €	375 508,07 €	34	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,52%	A-1		6 807,72 €	10 504,65 €	
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	308 563,93 €	292 022,36 €	34	A	V	Livret A + 0,9	1,65%	V	Livret A + 0,9	1,42%	A-1		4 954,72 €	8 265,58 €	
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	720 062,89 €	697 772,54 €	44	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,18%	A-1		9 571,40 €	11 219,30 €	
ADOMA	2015	P	FJT Foyer Jeunes Travailleurs Espace Provence - 196 lgis-PLAI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	533 240,00 €	495 063,75 €	34	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	A-1		4 062,87 €	12 795,28 €	
ADOMA	2015	P	FJT Foyer Jeunes Travailleurs Espace Provence - 196 lgis-PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 055 460,00 €	1 942 234,66 €	44	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (+0,2)	0,80%	A-1		15 841,47 €	37 946,98 €	
ADOMA	2015	P	FJT Foyer Jeunes Travailleurs Espace Provence - 196 lgis-PLAI F	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 940 000,00 €	2 278 358,25 €	9	A	V	Livret A + (+0,25)	0,50%	V	Livret A + (-0,25)	0,50%	A-1		12 500,03 €	221 648,15 €	
ADOMA	2019	P	TRAVAILLEURS MIGRANTS FOYER LE SOLEIL MULHOUSE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 188 937,00 €	1 162 282,02 €	39	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (+0,2)	0,44%	A-1		6 539,15 €	26 654,98 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>561 650 626,78 €</b>	<b>391 475 562,78 €</b>											<b>6 979 902,02 €</b>	<b>19 832 795,26 €</b>	

<b>IV - ANNEXES CA 2020</b>		<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT</b>		<b>B1.2</b>

**B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>	<b>Valeur en euros</b>
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice	A 5 396 975,79 €
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice	B - €
Annuité nette de la dette de l'exercice	C 25 139 662,96 €
Provisions pour garanties d'emprunts	D 2 987 300,00 €
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D 27 549 338,75 €</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II 167 449 801,82 €</b>

<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en %</b>	<b>I / II 16,45%</b>
---	--------------------------

<b>IV - ANNEXES CA 2020</b>		<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS</b>		<b>B1.5</b>

**B1.5 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/2020	Annuité versée au cours de l'exercice
8017	Subventions à verser en annuités						
8018	Autres engagements donnés						
	Au profit d'organismes publics						
	Au profit d'organismes privés						
2016	Indemnité de remboursement anticipée d'un emprunt CAFFIL indexé sur le cours de change EUR/CHF intégrée dans les conditions financières de l'emprunt de refinancement	CAFFIL	13,00	A	6 900 000,00	4 246 155,00	530 769,00
	<b>TOTAL</b>				<b>6 900 000,00</b>	<b>4 246 155,00</b>	<b>530 769,00</b>

<b>IV - ANNEXES CA 2020</b>		<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN DU BUDGET GENERAL</b>		<b>B1.6</b>

**B1.6 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/2020	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	Redevances de crédit-bail retsant à recevoir (crédit-bail immobilier)						
8027	Subventions à recevoir par annuités ( annuités restant à recevoir)						
8028	Autres engagements recus						
<b>A l'exception de ceux reçus des entreprises</b>							
2016	Aide du fonds de soutien des emprunts à risque au remboursement de l'emprunt CAFFIL indexé sur le cours de change EUR/CHF	Agence de Services et de Paiement	13,00	A	8 947 660,00	5 506 252,32	688 281,54
<b>Engagements reçus des entreprises</b>							
<b>TOTAL</b>					<b>8 947 660,00</b>	<b>5 506 252,32</b>	<b>688 281,54</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B) ENGAGEMENT HORS-BILAN</b>	<b>B1.7</b>

**B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)**

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
<b>2041512 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT - GFP DE RATTACHEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS</b>	<b>12 200,00</b>
M2A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION	12 200,00
<b>2041581 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES GROUPEMENTS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES</b>	<b>59 500,00</b>
HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN LE QUAI ECOLE SUPERIEURE D'ART	59 500,00
<b>204171 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX MOBILIER ET MATERIEL</b>	<b>7 700,00</b>
SECTION JEUNES SAPEURS POMPIERS MULHOUSE	7 700,00
<b>204172 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX BATIMENTS ET INSTALLATIONS</b>	<b>3 640 200,00</b>
CITIVIA - PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN - QUARTIER PERICENTRE	400 000,00
CITIVIA - RENOUVELLEMENT URBAIN PAR LE DEVELOPPEMENT DE L'IMMOBILIER COMMERCIAL	300 000,00
CITIVIA POLE MEDICAL RUE GUNSBACH	30 000,00
CITIVIA ZAC FONDERIE	1 420 000,00
CITIVIA ZAC NOUVEAU BASSIN	600 000,00
COMMUNAUTE ISRAELITE DE MULHOUSE JARDIN D'ENFANTS	9 000,00
CONSEIL DE FABRIQUE DE L'EGLISE SAINT FRIDOLIN	460,00
CONSEIL PRESBYTERAL EGLISE REFORMEE MULHOUSE	35 000,00
M2A HABITAT	698 200,00
MENSE EPISCOPALE ARCHEVECHE	147 240,00
PAROISSE SAINT JOSEPH	300,00
<b>204182 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUTRES ORGANISMES BATIMENTS ET INSTALLATIONS</b>	<b>5 238,64</b>
SCNF RESEAU	5 238,64
<b>20421 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES</b>	<b>346 800,00</b>
ACCES	20 000,00
ACL SAINT FRIDOLIN	5 000,00
ACS PEUGEOT JUDO MULHOUSE	5 000,00
AFPESF - ASSOCIATION FAMILIALE PROTESTANTE EVANGELIQUE SANS FRONTIERES	5 000,00
AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE SOCIALE LES COTEAUX	6 000,00
AIMER SERVIR PARTAGER	1 000,00
AS COTEAUX HANDI NAGES	3 325,00
ASCM CANOE KAYAK	1 000,00
ASM SECTION BOXE	2 025,00
ASMUS THIERRY	200,00
ASPTT SECTION VOLLEY BALL	15 000,00
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL PAPIN	4 925,00
ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES SANS ABRIS	30 000,00
ASSOCIATION SPORTIVE ANATOLIE	500,00
CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DE LA FEMME	4 000,00
CENTRE SOCIAL PORTE MIROIR	2 425,00
CENTRE SOCIO CULTUREL PAX	2 760,00
CENTRE SOCIO LAVOISIER BRUSTLEIN	16 330,00
CERCLE DE VOILE DE MULHOUSE	2 000,00
CHEIKHS DE BROSSOLETTE	1 000,00
CITE SOLIDAIRE LA TABLE DE LA FONDERIE	7 250,00
COMPAGNIE THEATRALE DE LA TUILERIE	1 000,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL ASSOCIATION FAMILIALE DU HAUT RHIN	1 250,00
CSC JEAN WAGNER	3 060,00
ENTENTE MULHOUSIENNE	500,00
FASILA DANSER	2 000,00
FCM 1893 SECTION TENNIS	5 250,00
FCM HANDBALL	500,00
FEDERATION HIERO NOUMATROUFF	20 000,00
FOYER SAINT JOSEPH MCP CITE	4 000,00
HOPENDOG	2 500,00
JARDINS FAMILIAUX	10 000,00
JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL METEO	15 000,00
KALISTO	7 000,00
KORHAN SEMIHA	200,00
KUCK MURIELLE	200,00
LA FILATURE	60 000,00
LAVE MYRIAM	200,00
LCM BELFORT MULHOUSE	300,00
LE DROIT DE VIVRE	4 000,00

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
LE SQU'ART	15 000,00
L'ELAN SPORTIF	2 500,00
LES DOCKERS	10 000,00
MOULOUDIA CLUB MULHOUSE	1 000,00
MULHOUSE NORDIC SPORTS UNION (MNSU)	400,00
MULHOUSE PFASTATT BASKET ASSOCIATION (MPBA)	1 000,00
MULHOUSE WATER POLO	5 000,00
MUSIQUE ST BARTHELEMY ECOLE	1 000,00
OFFICE MULHOUSIEN DES ARTS POPULAIRES	7 000,00
ORCHESTRE D'HARMONIE DE MULHOUSE	1 000,00
ORPHEON MUNICIPAL MULHOUSE	1 000,00
PANTHERES MULHOUSE BASKET ALSACE	3 500,00
PANTHERES MULHOUSE BASKET BALL	1 000,00
PMR SARL CITE DE L HABITAT	200,00
REAL ASPTT MULHOUSE CLUB DE FOOTBALL	3 000,00
RED STAR MULHOUSE BADMINTON	1 000,00
ROWING CLUB MULHOUSE	9 000,00
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	2 500,00
SOCIETE HIPPIQUE DE MULHOUSE	5 000,00
TRETEAUX DE HAUTE ALSACE	5 000,00
<b>20422 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTAUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTALLATIONS</b>	<b>309 483,00</b>
ACL - ASSOCIATION CULTUREL ET LOISIRS ST FRIDOLIN	5 000,00
ALLENBACH DANIEL	2 722,00
AMINI FERROUDJA	1 203,00
ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE MULHOUSIENNE (APSM)	12 330,00
ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES SANS ABRIS	11 800,00
ASSOCIATION GESTION D'ANIMATION DU CERCLE PAROISSIAL SAINT THERESE	21 500,00
BECKER JOSEPHINE	813,00
BEDRANI ALI	379,00
BOUJELAD AHMED	785,00
CENTRE TEILHARD DE CHARDIN	910,00
CLS126	2 599,00
COPROPRIETE LES VERGERS SYNDICAT FONCIA	5 969,00
DEMIRTAS SEDAT	1 010,00
DOAN DOM	2 491,00
DOLIVET PIERRE	1 012,00
DURAND ANNE SOPHIE	2 400,00
EGLISE EVANGELIQUE METHODISTE	5 000,00
EPISTROPHE	2 100,00
ERTZINGER KEVIN	104,00
FONCIA ALSACE HAUT RHIN	13 680,00
FONCIA ALSACE HAUT RHIN 412	3 522,00
GRINI MOHAMED	1 856,00
GROSS ROXANE	10 000,00
HAUTE COIFFURE SAM	1 177,00
HEYBERGER ROBERT	3 279,00
HOCINE RACHID	1 358,00
HOFFMANN CHRISTOPHE	1 301,00
IBRAHIMAJ AGIM INTERPRETE TRADUCTEUR	3 053,00
IMALOUI MOHAMED	919,00
KAYSER PASCALE	3 495,00
LE RELAIS DE POSTE	3 306,00
LES BALCONS	10 000,00
LES TOURNESOLS	337,00
MAKROUD ABDELAZIZ	1 417,00
MATT JEAN PIERRE	471,00
MEYER ROLAND	15 172,00
MOUKI S LODGE	1 500,00
MUR DE MULHOUSE EPISTROPHE	3 500,00
NAUMANN NICOLAS	2 291,00
OMEYER VERONIQUE	1 923,00
OUCHADA BRAHIM	635,00
PALVI	9 652,00
PAROISSE CATHOLIQUE ST PIERRE CONSEIL FABRIQUE STE CATHERINE / ST PIERRE	3 000,00
PAROISSE JEANNE D'ARC	3 500,00
PLOUX LYDIE	5 395,00
PREZIOSO PIERRE	795,00
PROCIVIS ALSACE SACICAP ALSACE	6 953,00

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
REUNIONS EVANGELIQUES	6 995,00
ROSSE FREDERIC	1 518,00
RUST CHRISTIAN	3 091,00
SCHAAL MARIAM	2 382,00
SCI DU BALLON	3 036,00
SCI 11 AVENUE ROBERT SCHUMAN	4 249,00
SCI AURORE	5 867,00
SCI FISCHER RENAUD INVESTMEN	5 330,00
SCI HANS MOLER	3 150,00
SCI JEAN BODIS	6 578,00
SCI LMH	10 000,00
SCI MERCI14	15 811,00
SCI SIMSEK	3 082,00
SCI VALERIE	2 368,00
SCI WAECHTER	3 416,00
SIMSEK ARSLAN OZLEM	1 494,00
SODIM ESPACE GESTION	1 583,00
SOLTANA ABDERRAHMANE	6 600,00
STEINMANN JEAN PAUL	3 492,00
SYNDIC DE COPROPRIETE IMMEUBLE 19 RUE AUGUSE LUSTIG	1 002,00
SYNDIC DE COPROPRIETE IMMEUBLE 22 RUE SALVATOR	2 100,00
SYNDIC DE COPROPRIETE IMMEUBLE 66 AVENUE ARISTIDE BRIAND	1 211,00
SYNDICAT BENEVOLE CHEZ CHLOE MULLER	3 248,00
SYNDICAT BENEVOLE COPRO 4 RUE CHARNO NIZAR	1 789,00
SYNDICAT COPROPRIETE 3 AVENUE SALENGRO	6 973,00
SYNDICAT COPROPRIETE 46 AVENUE DE COLMAR	1 066,00
SYNDICAT COPROPRIETE IMMEUBLE RUE LOUIS PASTEUR	1 858,00
SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES PIERRE VICTOR NAZON	6 580,00
<b>204412 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT EN NATURE AUX ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS</b>	<b>22 561,82</b>
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - HABITAT	22 561,82
<b>657351 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT - GFP DE RATTACHEMENT</b>	<b>197 000,00</b>
M2A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION	197 000,00
<b>657363 SUBVENTION FONCTIONNEMENT ETABLISSEMENTS SERVICES RATTACHES A CARATERE ADMINISTRATIF</b>	<b>63 530,00</b>
AGENCE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE	53 530,00
REGIE REUSSITE EDUCATIVE	10 000,00
<b>65737 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX</b>	<b>6 099,00</b>
CENTRE DIOCESAIN DE DOCUMENT CATECHETIQUE	4 574,00
CONSEIL PRESBYTERAL EGLISE REFORME MULHOUSE	1 525,00
<b>65738 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES</b>	<b>29 385,00</b>
CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES	19 885,00
GIP MAISON DES ADOLESCENTS DU HAUT RHIN	9 500,00
<b>6574 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE</b>	<b>12 520 318,39</b>
A S M SECTION BOXE	2 225,00
AB CAMPS	146 020,00
ACCELERATEUR DE PARTICULES EVENEMENTS CULTURELS ET ARTISTIQUES	5 000,00
ACCES - ASSOCIATION CHRETIENNE DE COORDINATION D'ENTRAIDE ET DE SOLIDARITE	72 220,00
ACCUEIL ENFANTS DROUOT MULTI ACCUEIL BAB ILL	88 350,00
ACL ST FRIDOLIN	5 000,00
ACS PEUGEOT JUDO MULHOUSE	40 250,00
ACT2	9 000,00
ADAPTAVIE	2 000,00
AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE SOCIALE LES COTEAUX	799 200,00
AIDES 68	2 000,00
AIGLES MULHOUSE FLOORBALL	250,00
AIMER SERVIR PARTAGER	500,00
ALSACE ACTIVE	15 375,00
ALSACE ALZHEIMER 68	1 800,00
ALSACE CARDIO - FAMILLES ET MALADES OPERES CARDIOVASCULAIRES	2 000,00
ALSACE CARDIO FAMILLES ET MALADES OPERES CARDIOVASCULAIRE COEUR ET MALADIES CARDIAQUES	500,00
AMICALE CENTRE INTERVENTION SAPEURS POMPIERS MULHOUSE	2 785,00
AMICALE DU PERSONNEL COLLEGE KENNEDY	1 630,00
AMICALE PERSONNEL VILLE MULHOUSE	587 439,00
AMIS DES VOSGES MULHOUSE	250,00
APALIB	214 700,00
APAMAD ASSOCIATION POUR ACCOMPAGNEMENT ET MAINTIEN A DOMICILE	71 575,00
APF FRANCE HANDICAP	5 500,00
APPUIS	11 360,00
ARER 68 - ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE EPIDEMIOLOGIQUE PAR LES REGISTRES DANS LE HAUT RHIN	2 500,00

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
ARNOLD OLIVIER	1 593,00
ARTISANS DU MONDE	500,00
ARTS MARTIAUX DE BOURTZWILLER	1 000,00
AS COTEAUX FOOTBALL	4 750,00
AS COTEAUX HANDBALL	14 950,00
AS COTEAUX SECTION BASKET FAUTEUIL	5 490,00
AS KARTING MULHOUSE	300,00
AS RED STAR MULHOUSE FOOTBALL STADE DE BOURTZWILLER	9 900,00
ASA ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE MULHOUSE SUD ALSACE	300,00
ASCETH - ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE L'ENTREPRISE POUR TRAVAILLEURS HANDICAPES	500,00
ASCETH 68 - ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE L'ENTREPRISE POUR TRAVAILLEURS HANDICAPES	2 000,00
ASCM CANOE KAYAK	2 000,00
ASCM CANOE KAYAK ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS CANOE	39 050,00
ASM SECTION BOXE	9 000,00
ASM PLONGEE	475,00
ASPA ASSOCIATION SPORTIVE PATINAGE ARTISTIQUE	11 000,00
ASPTT MULHOUSE SECTION ATHLETISME	12 500,00
ASPTT MULHOUSE SPORTS SANTE SENIORS	5 700,00
ASPTT OMNISPORTS	2 000,00
ASPTT SECTION CYCLISME	5 225,00
ASPTT SECTION HANDBALL MASCULIN MULHOUSE RIXHEIM	34 500,00
ASPTT SECTION TENNIS	2 000,00
ASPTT SECTION TRIATHLON INTERNATIONAL	23 537,50
ASPTT SECTION VOLLEY BALL	544 500,00
ASSISTANCE AUX ANIMAUX DELEGATION REGION ALSACE	3 600,00
ASSOCIATION 185 - ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ECHANGES CULTURELS FRANCO-RUSSES	3 000,00
ASSOCIATION AIDE JEUNES HANDICAPES MOTEURS	150,00
ASSOCIATION ALEOS	50 000,00
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL PAPIN	324 310,00
ASSOCIATION CHORALES D'ALSACE	2 300,00
ASSOCIATION CITHARISTES DE MULHOUSE FOYER STE GENEVIEVE	500,00
ASSOCIATION CLAIRE JOIE	47 500,00
ASSOCIATION COMMERCANTS MARCHE CANAL COUVERT MULHOUSE	65 000,00
ASSOCIATION DE CULTURE BERBERE 68	2 500,00
ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT HOCKEY MULHOUSE	33 000,00
ASSOCIATION DE GESTION DU RESTAURANT INCLUSIF "UN PETIT TRUC EN PLUS"	3 000,00
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE (AFEV)	5 000,00
ASSOCIATION FESTIVAL SANS NOM	9 000,00
ASSOCIATION GENERALE DES FAMILLES	10 000,00
ASSOCIATION JOIE ET VIE	1 000,00
ASSOCIATION LA BRECHE	4 900,00
ASSOCIATION LES DAMES EN ROSE	3 000,00
ASSOCIATION LES RHENANS	500,00
ASSOCIATION MALENTENDANTS D ALSACE	400,00
ASSOCIATION MINERALOGIQUE ET PALEONTOLOGIQUE DE MULHOUSE	760,00
ASSOCIATION MULHOUSE TENNIS DE TABLE	34 250,00
ASSOCIATION NATIONALE DES VISITEURS DE PRISON	500,00
ASSOCIATION OLD SCHOOL	13 052,00
ASSOCIATION PHILATELIQUE MULHOUSIENNE	150,00
ASSOCIATION POUR L'ACCUEIL L'ECOUTE L'ESCALE	500,00
ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES SANS ABRIS	36 800,00
ASSOCIATION PREVENTION SPECIALISEE	2 300,00
ASSOCIATION PREVENTION SPECIALISEE MULHOUSIENNE	2 631,00
ASSOCIATION SPORT FAUTEUIL MULHOUSE	3 300,00
ASSOCIATION SPORTIVE DES PTT MULHOUSE	3 555,00
ASSOCIATION SYNDICALE FAMILLE	10 000,00
ASSOCIATION TCRM BLIDA	3 000,00
ASSOCIATION VAILLANCE ET JOIE	500,00
ATELIER MONDIAL INTERNATIONAL ARTS EXCHANGE PROGRAM - IAAB	20 000,00
AURM AGENCE URBANISME REGION MULHOUSIENNE	45 000,00
BADMINTON CLUB MULHOUSE	2 850,00
BALLET DE L OPERA NATIONAL	1 500,00
BANQUE ALIMENTAIRE DU HAUT RHIN	10 000,00
BAR FUZION	300,00
BASE - BOURTZWILLER ASSOCIATION SERVICE EMPLOI	40 000,00
BASLER KUNSTVEREIN	2 000,00
BASS COUTURE CARRE DES ASSOCIATIONS	3 000,00
BESNIER PASCAL	750,00

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
BOUKRAA LEONE	2 000,00
CARITAS FEDER CHARITE DIOCESE DE STRASBOURG	121 600,00
CARNAVAL DE MULHOUSE GROUPEMENT DES SOCIETES	98 000,00
CCPM - CONSEIL CONSULTATIF DU PATRIMOINE MULHOUSIEN	5 000,00
CENTRE CULTUREL FRANCAIS	1 000,00
CENTRE DE CREATION AUDIOVISUEL	2 750,00
CENTRE D'INFORMATION DROITS DE LA FEMME	34 500,00
CENTRE INFORMATION DES DROITS DE LA FEMME	2 000,00
CENTRE INITI NATURE ENVIRON AG CINE LUTTERBACH	15 000,00
CENTRE INITIATIVE NATURE ENVIRON AG CINE LUTTERBACH	8 000,00
CENTRE LOISIRS JEUNES DE LA POLICE NATIONALE	5 000,00
CENTRE SOCIAL CULTUREL DROUOT	14 100,00
CENTRE SOCIAL CULTUREL DROUOT	174 300,00
CENTRE SOCIO CULTUREL LAVOISIER BRUSTLEIN	41 810,00
CENTRE SOCIO CULTUREL LAVOISIER BRUSTLEIN	3 440,00
CENTRE SOCIO CULTUREL PAX	441 863,00
CENTRE SOCIO CULTUREL PORTE MIROIR	37 500,00
CENTRE SOCIO LAVOISIER BRUSTLEIN	465 500,00
CENTRE SOCIO PORTE MIROIR	286 500,00
CERCLE DE VOILE DE MULHOUSE	3 300,00
CERCLE ECHECS PHILIDOR MULHOUSE	44 425,00
CHEAP PRODUCTIONS	1 900,00
CHEIKHS DE BROSSOLETTE	2 900,00
CHOEUR DE GARCONS DE MULHOUSE	1 600,00
CHORALE ALLIANCE MULHOUSE	2 000,00
CHORALE DES MAITRES BOULANGER	300,00
CHORALE DES MAITRES BOULANGERS	500,00
CHORALE ENVOL ENSEMBLE VOCAL LITURGIQUE MULHOUSE	1 500,00
CHORALE LA SALTARELLE MULHOUSE	2 100,00
CHORALE SZAMOTUL ET GROUPE FOLK POLONIA	750,00
CHOUET BIKE CLUB	2 000,00
CIE ARCHERS DU BOLLWERK	3 300,00
CINEMA BEL AIR CENTRE CULTUREL BEL AIR	78 000,00
CITE SOLIDAIRE LA TABLE DE LA FONDERIE	1 500,00
CITES UNIES FRANCE	10 000,00
CLUB ALPIN FRANCAIS MULHOUSE	1 900,00
CLUB DE TIR ST ETIENNE MULHOUSE	500,00
CLUB GRAND FOND MULHOUSE	2 500,00
CLUB MULTICOLLECTIONS CHASSE D'IMAGES	1 000,00
CLUB ORIENTATION MULHOUSE	1 650,00
CLUB VOSGIEN MULHOUSE CRETES	760,00
COLLECTIF ODL - ASSOCIATION RUE DES VERRIERS	5 000,00
COLLEGE KENNEDY	2 387,00
COLLEGIUM MUSICUM MULHOUSE	2 000,00
COMITE OLYMPIQUE ET SPORTIF	1 050,00
COMPAGNIE EL PASO	2 500,00
COMPAGNIE ESTRO	7 000,00
COMPAGNIE THEATRALE DE LA TUILERIE	3 500,00
CONFERENCE SAINT VINCENT DE PAROISSE ST PIERRE ET PAUL	500,00
CONSEIL DE FABRIQUE DE L'EGLISE CATHOLIQUE SAINTE MARIE	2 000,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL ASSOCIATION FAMILIALE DU HAUT RHIN	2 000,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU HAUT RHIN	8 000,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOL MATERNNELLE JACQUE PREVERT	550,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNNELLE CHARLE PERRAULT	600,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNNELLE HENRI REBER	1 400,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNNELLE PORTE MIROIRE	1 550,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNNELLE TONNELIERS	600,00
CRESUS MULHOUSE	500,00
CROIX ROUGE FRANCAISE MAISON DE MULHOUSE	5 000,00
CSB CLUB SPORTIF BOURTZWILLER	9 900,00
CSC BEL AIR	316 500,00
CSC JEAN WAGNER	355 500,00
CULTURES DU COEUR HAUT RHIN CDC68	500,00
CURLING OLYMPIC	950,00
CYCLISTES ASSOCIES POUR LE DROIT DE ROULER	2 900,00
DANTE ALIGHIERI	200,00
DELICE MUSICAL	3 500,00
DELTA REVIE HT RHIN	6 250,00

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
DHALLUIN JULIETTE	4 000,00
DORLISS ET COMPAGNIE	1 500,00
EBOKA	1 000,00
ECOLE ELEMENTAIRE HENRI MATISSE	1 500,00
ECOLE ELEMENTAIRE LOUIS PERGAULT	600,00
ECOLE MATERNELLE ALBERT CAMUS	1 400,00
ECOLE MATERNELLE DIEPPE	682,00
ECOLE MATERNELLE FURSTENBERG	1 400,00
ECOLE MATERNELLE LES ERABLES	600,00
ECOLE MATERNELLE MONTAIGNE	600,00
ECOLE MATERNELLE PLEIN CIEL	800,00
ECOLE MATERNELLE SEBASTIEN BOURTZ	600,00
ECOLE PRIMAIRE ILLBERG	600,00
ENGEL TRISTAN	900,00
ENSEMBLE DE MANDOLINES ET GUITARES	1 500,00
ENSEMBLE VOCAL LE MOTET	1 000,00
ENSEMBLE VOCAL LE ROUGE ET NOIR	900,00
ENSEMBLE VOCAL MOSAIQUE	1 000,00
ENTENTE GRAND MULHOUSE ATHLETISME	8 500,00
ENTENTE MULHOUSIENNE	5 650,00
ENTRAIDE PAROISSIALE STE THERESSE	100,00
ESCRIMA WINGTSUN TAI CHI MULHOUSE	150,00
ESCRIME LOISIRS MULHOUSE	475,00
ESPACE DE PROJETS D INSERTION EPICES	12 500,00
ETOILE MULHOUSE	3 000,00
FASILA DANSER	4 950,00
FC MULHOUSE SECTION TENNIS	500,00
FC MULHOUSE SECTION BASEBALL	4 290,00
FCM 1893 ATHLETISME	22 700,00
FCM 1893 SECTION TENNIS	22 290,00
FCM BASKET MULHOUSE	13 700,00
FCM ESCRIME MULHOUSE RHEIMS	15 400,00
FCM HANDBALL	62 500,00
FCM SECTION BILLARD	4 950,00
FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME	25 000,00
FEDERATION HIERO NOUMATROUFF	240 000,00
FONDATION ARMEE DU SALUT	10 000,00
FOOTBALL CLUB MULHOUSE FCM	217 800,00
FOYER ST JOSEPH MCP CITE	15 000,00
FRANCE AVC 68	500,00
FRANCE REIN HAUT RHIN	500,00
FRITSCH JOSEPH	7 600,00
FUDOKAN MULHOUSE	500,00
GEORGENTHUM PAUL	9 600,00
GESCOD	177 500,00
GICQUEL TOM	9 600,00
GIP ACMISA - ACTION CULTURELLE EN MILIEU SCOLAIRE D'ALSACE	5 000,00
GORGIBUS ET CIE	500,00
GROUPE CULTUREL FOLK PORTUGAIS	1 500,00
GROUPE DES APHASIQUES DE MULHOUSE ET ENVIRONS	500,00
GROUPE SCOLAIRE DROUOT	1 200,00
GROUPE SCOLAIRE HENRI SELLIER	800,00
GROUPE SCOLAIRE JEAN DE LA FONTAINE	800,00
GROUPE SCOLAIRE JEAN WAGNER	866,00
GROUPE SCOLAIRE PIERRE BROSSOLETTE	2 114,79
GROUPE SCOLAIRE PIERREFONTAINE	150,00
GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	1 422,00
GYM MULHOUSE	27 500,00
GYMAVIE	1 000,00
HAMBLI WAHID	2 500,00
HOPENDOG	5 000,00
IBA BASEL 2020	15 000,00
ILLMATTÀ PARLA - GROUPE DANSE FOLKLORIQUE ALSACIENNE	1 060,00
INSTITUT DES ARTS ET TRADITIONS	500,00
INSTITUT DU DROIT LOCAL ALSACE	800,00
INSTITUT EUROPEEN ARTS CERAMIQUES - IEAC	3 670,00
INSTITUT EUROPEEN ARTS CERAMIQUES IEAC	900,00
JALMALV HAUTE ALSACE - JUSQU'À LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE	1 800,00

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
JARDINS FAMILIAUX	19 600,00
JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL METEO	145 000,00
JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE	2 000,00
KALISTO	13 000,00
KIDS GAME BASKET	30 000,00
LA COMPAGNIE DES AUTRES CARRE DES ASSOCIATIONS	4 000,00
LA FILATURE	2 957 399,00
LA GRANDE ROUE	1 567,00
LA MAISON DE L AUTISME DE MUIHOUSE	3 000,00
LA MULHOUSE 1875 GYM	3 850,00
LA NAVETTE	5 000,00
LA PASSERELLE DES TALENTS	5 000,00
LA PETITE OURSE ESPACE RENCONTRE ENFANT PARENT	20 000,00
LA PREVENTION ROUTIERE COMITE DEPARTEMENTAL HAUT RHIN	500,00
L'AGRANDISSEUR	15 000,00
L'ART ET LA MATIERE	4 000,00
LE CAP - ASSOCIATION HAUT RHIN POUR LA PREVENTION ET LE SOINS DES ADDICTIONS	3 000,00
LE CERCLE THEATRAL ALSACIEN MAISON DES ASSOCIATIONS	5 000,00
LE CHAT PITRE COMPAGNIE	10 000,00
LE DROIT DE VIVRE	6 600,00
LE PRINTEMPS DU TANGO	8 000,00
LE REZO	17 000,00
LE SECHOIR	12 000,00
LE THEATRE D'OCHISOR	3 000,00
L'ELAN SPORTIF	47 600,00
LES AILES DE L'ESPOIR	5 000,00
LES ATELIERS DE LA PISTE A . ZAVATTA ECOLE DU CIRQUE	22 800,00
LES ATELIERS DE LA PISTE A. ZAVATTA ECOLE DU CIRQUE	5 701,00
LES COMMERCANTS DU COEUR DE MULHOUSE	10 000,00
LES DOCKERS	35 000,00
LES TROMPETTES DE MULHOUSE	2 400,00
LES VITRINES DE MULHOUSE	248 000,00
L'ILL AUX ROSEAUX	1 500,00
L'OUTIL EN MAIN	1 000,00
LYCEE ET CFA ROOSEVELT	765,00
MAISON DE LA CITOYENNETE MONDIALE	1 500,00
MAISON DES FAMILLES	22 000,00
MAISON DU SUNDGAU OLTINGUE	1 000,00
MAISON EMPLOI ET FORMATION DU PAYS DE LA REGION MULHOUSIENNE	10 000,00
MAISON EUR ARCHITECTURE	4 250,00
MAISON EUROPEENE ARCHITECTURE	1 500,00
MARIC MARIANNE	1 000,00
MAROTTE MAXIME	7 550,00
MATHEMATIQUES SANS FRONTIERE	1 000,00
MENGUE YANN	1 500,00
MERKLE ARNAUD	7 200,00
MICROSIPHON	2 000,00
MISLIN CLOE	9 600,00
MOTOCO ET CO SAS	30 000,00
MOULODIA CLUB MULHOUSE	9 900,00
MOUVEM ATD QUART MONDE	2 800,00
MOUVEMENT 68 PLANNING FAMILIAL	4 050,00
MOUVEMENT 68 PLANNING FAMILIALE	3 400,00
MOUVEMENT DU NID GROUPE DE MULHOUSE	3 700,00
MOUVEMENT VIE LIBRE	1 500,00
MULHOUSE ART CONTEMPORAIN	15 000,00
MULHOUSE BASKET AGGLOMERATION	100 000,00
MULHOUSE GAMING CARRE DES ASSOCIATIONS	750,00
MULHOUSE LOISIRS SPORTIFS	4 300,00
MULHOUSE LUTTE 3000	4 705,00
MULHOUSE NORDIC SPORTS UNION MNSU	1 000,00
MULHOUSE PETANQUE SPORT ET LOISIR	500,00
MULHOUSE PFASTATT BASKET ASS MPBA	178 518,75
MULHOUSE SQUASH CLUB	14 300,00
MULHOUSE TORBALL CLUB	500,00
MULHOUSE WATER POLO	40 275,00
MUNSTRUM THEATRE	10 000,00
MUR DE MULHOUSE EPISTOPHE	2 000,00

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
MUR DE MULHOUSE EPISTOPHE EPISTOPHE	285,60
MUSEES MULHOUSE SUD ALSACE	4 000,00
MUSIQUE ET ACCORDEON AMA	2 000,00
MUSIQUE ST BARTHELEMY ECOLE	10 000,00
NAT CONNECT	2 000,00
NATATION SYNCHRONISEE MULHOUSE	3 300,00
NEF DES SCIENCES	5 200,00
NTIAMOAH BRIGITTE	7 600,00
OFFICE MULHOUSIEN JEUNESSE	12 400,00
OFFICE MULHOUSIEN DES SPORTS - OMS	10 000,00
OFFICE POUR LA LANGUE ET LA D ALSACE	5 000,00
OFFICE SOCIETES PATRIOTIQUES ANCIENS COMBATTANTS	4 000,00
ORCHESTRE D'HARMONIE DE MULHOUSE	3 370,00
ORPHEON MUNICIPAL MULHOUSE	8 940,00
PANTHERES MULHOUSE BASKET BALL	54 243,75
PAROISSE SAINT JOSEPH	5 000,00
PINT OF SCIENCE FRANCE	700,00
POWERGAMINGSERIES	2 000,00
QUARTIER DE NUIT	8 000,00
RACING CLUB MULHOUSE 1931	9 700,00
RADOSAVLJEVIC CAMILLE	4 000,00
RAIL MINIATURE CLUB ALSACE	1 000,00
REAL ASPTT MULHOUSE	11 300,00
RECIT MAISON DE L'IMAGE	2 000,00
RED STAR MULHOUSE BADMINTON	35 000,00
REGIE REUSSITE	3 000,00
RESEAU DE DALE CARRE DES ASSOCIATIONS	5 500,00
RESEAU OBESITE ET DIABETE DE L'ENFANT (ODE)	5 000,00
RESI - ASSOCIATION RELAIS EMPLOI SANTE	2 000,00
RESTAURANTS COEUR RELAIS CŒUR	24 000,00
REUNIS TOUS TALENTS	6 500,00
ROCK IN PROGRESS RIP	1 000,00
ROWING CLUB MULHOUSE	13 950,00
RUGBY CLUB MULHOUSE	20 190,00
SAINT ETIENNE REUNION	8 000,00
SAPOCYCLE FRANCE	5 000,00
SBC SCORPIONS DE MULHOUSE	320 000,00
SCHWEISSDISSI CONFRERIE	450,00
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	1 400,00
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	1 000,00
SCOUTS GUIDES SEME MULHOUSE	1 000,00
SCRABBLE CLUB DE MULHOUSE	150,00
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DU HAUT RHIN	5 000,00
SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE	2 000,00
SEPIA - SUICIDE ECOUTE PREVENTION INTERVENTION AUPRES DES ADOS	3 000,00
SERVICE D'URGENCE SOCIALE	44 896,00
SILONE - SOLIDARITE INTEGRATION LOGEMENT NOUVELLE ETAPE	40 000,00
SKI CLUB MULHOUSE	250,00
SNC - SUD ALSACE CHOMAGE	500,00
SOCIETE DE MUSIQUE AVENIR	3 370,00
SOCIETE D'HISTOIRE MULHOUSE ET DE GEOGRAPHIE DE MULHOUSE	6 650,00
SOCIETE GYMNASTIQUE ESPERANCE 1893	4 300,00
SOCIETE GYMNASTIQUE ESPERANCE 1893 JUDO	14 300,00
SOCIETE GYMNASTIQUE ESPERANCE 1893 KARATE	4 500,00
SOCIETE HIPPIQUE DE MULHOUSE	25 000,00
SOS AMITIE HAUT RHIN	1 500,00
SOS HEPATITES ALSACE	1 000,00
SOURDS DU HAUT RHIN ASSOCIATION SOCIO CULTURELLE	1 700,00
SPA MULHOUSE HAUTE ALSACE	3 600,00
SPINNER KARINE	2 000,00
SREG MULHOUSE BADMINTON	250,00
SREG SECTION TENNIS	250,00
SREG SECTION VELO	150,00
SYNDICAT CGT MULHOUSE ALSACE	420,00
TAMBOUR BATTANT MAISON DES ASSOCIATIONS	3 000,00
TENNIS CLUB DE L ILLBERG	27 000,00
TERRE DES HOMMES FRANCE ASSOCIATION	1 500,00
THEATRE DE POCHE RUELLE MULHOUSE	50 000,00

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention
THEATRE DU LERCHENBERG 1884	6 000,00
THEATRE SAINT FRIDOLIN	5 500,00
TIR A L'ARC MULHOUSE	1 775,00
TIR SPORTIF MULHOUSIEN	475,00
TOURING CLUB MULHOUSE	250,00
TOURING PLONGEE MULHOUSE	1 950,00
TRETEAUX DE HAUTE ALSACE	56 000,00
TUBA MULHOUSE SUD ALSACE	30 300,00
UNION FRANCAISE SANTE BUCCO DENTAIRE DU HAUT RHIN	4 000,00
UNION LOCALE CGT	4 670,00
UNION PHILATELIQUE DE MULHOUSE	180,00
UNION SPORTIVE OUVRIERE DE MULHOUSE	500,00
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	8 500,00
UNIVERSITE DE STRASBOURG	1 000,00
UNIVERSITE POPULAIRE DU RHIN	21 500,00
US AZZURRI MULHOUSE	7 000,00
USM VOLLEY BALL	27 250,00
UT AMIS NATURE SECTION SOLIDARITE MULHOUSE	190,00
VERSANT EST	1 500,00
VOSGES TROTTERS MULHOUSE	6 270,00
WE CYCLE	5 000,00
<b>6748 AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES</b>	<b>2 838,04</b>
REMISE GRACIEUSE	2 838,04
<b>Total général</b>	<b>17 222 853,89</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B) ENGAGEMENT HORS-BILAN</b>	<b>B1.7</b>

**B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)**

**Associations**

Bénéficiaire	Matériel	Personnel	Locaux
Abada Capoeira Alsace antenne Mulhouse	x		x
Acides			x
ACS Peugeot-Citroën Mulhouse Judo	x	x	x
ACS Peugeot-Citroën Mulhouse Montagne			x
AFSCO	x		x
A.S.P.T.T. Athlétisme	x		
A.S.P.T.T. Haltérophilie			x
A.S.P.T.T. Mulhouse Triathlon	x		
A.S.P.T.T. Triathlon	x	x	x
A.S.P.T.T. Volley Ball	x	x	x
Amicale du Collège de Bourtzwiller			x
Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de la M2A	x		
Antenne de Police Judiciaire			x
Apjes Taekwondo			x
Aptc Mulhouse Karaté			x
Armée du Salut	x		
Arts martiaux Bourtzwiller 1912	x		x
As Anatolie Mulhouse			x
Ascmr Canoe-Kayak	x		x
Ascmr Volley-Ball		x	
ASCO	x		
Asco Basket Fauteuil		x	
Asco Football		x	
Asco Handball		x	
Asm Boxe Anglaise	x		x
Asptm			x
Association Amitié Judéo-Chrétienne de France			x
Association Antillais-Guyanais et ses amis du Haut-Rhin			x
Association Appuis			x
Association Bass Couture	x		
Association Cœur Solidarité Action	x		
Association Dante Alighieri	x		
Association de Gymnastique Moderne			x
Association de Prévention Spécialisée			x
Association Des Parents Autonomes	x		
Association des Mamans Citoyennes de Mulhouse			x
Association El Duende			x
Amis des Jardins Familiaux			x
Association des Journées d'Octobre	x		
Association des Musulmans en Alsace (AMAL)	x		
Association E-Nov Campus	x		
Association Epices	x		
Association Epidaure			x
Association Jazz à Mulhouse	x		
Association L'Agrandisseur			x
Association Le Gang des Tricoteuses	x		
Association Le Lerch	x		
Association Le Mur	x		
Association Mulhouse Saint-Barthélémy	x	x	x
Association Les Mulhousiennes	x		
Association Mulhousienne pour l'Education			x
Association Philidor Mulhouse	x		x

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B) ENGAGEMENT HORS-BILAN</b>	<b>B1.7</b>

**B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)**

**Associations**

Bénéficiaire	Matériel	Personnel	Locaux
As Red Star Mulhouse			x
Association Repop	x		
Association Réseau Dédale	x		
Association Sportive de Patinage Artistique	x		
Association Sportive Culturelle et Sociale Drouot			x
Association Théâtre en Anglais	x	x	x
Association 185 Les Saisons Russes	x	x	x
Badminton Club Mulhouse			x
Base Association			x
Caritas Secours Catholique 25 rue de Bordeaux	x		x
Carnaval	x		x
Cd 68 de Basket-Ball			x
Cd de Hand-Ball			x
Centre Culturel Islamisque			x
Centre Culturel Turc			x
Cercle d'Echecs Philidor	x		
Cheiks de Brossolette		x	x
Clémence			x
Club Alpin			x
Club de Ski Grand Fond	x		x
Club d'Orientation Mulhouse			x
Club Sportif Bourtzwiller Football			x
Collectif des Couturières Solidaires	x		
Comité Central Corporatif du Haut-Rhin Basket-Ball			x
Communauté Israélite de Mulhouse (Basket)			x
Compagnie des Archers du Bollwerk			x
Compagnie Kalisto			
Compagnie Théâtrale de la Tuilerie			x
Coopérative U	x		
Crepi			x
Crésus	x		x
Elan Sportif	x		x
Ensemble Vocal Voce Di U Sessant Ottu			x
Ensemble Akademia de Reims			x
Entente Mulhousienne - Handball			x
Escrime Loisirs Mulhouse			x
Espérance Mulhouse 1893 Gymnastique			x
Espérance Mulhouse 1893 Judo			x
Espérance Mulhouse 1893 Karaté			x
Esprit Montagne 68			x
Etoile Mulhouse (Football)			x
F.C Lusitanos			x
F.C.M Baseball/Sofball			x
F.C.M Basket Masculin			x
F.C.M Boxe Française			x
F.C.M Escrime			x
F.C.M. Football			x
F.C.M. Handball			x
Foyer René Cayet (ARSEA)	x		x
Fudokan Mulhouse (Karaté)			x
Groupement des Associations de Bourtzwiller			x
Gymavie			x

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B) ENGAGEMENT HORS-BILAN</b>	<b>B1.7</b>

**B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)**

**Associations**

Bénéficiaire	Matériel	Personnel	Locaux
Gym Mulhouse			x
Handisport Basket Fauteuil			x
IMP rue Jules Verne			x
Istikbal			x
Karaté Club Me Funakoshi			x
Krav Maga 68			x
La Mulhouse 1875 Judo			x
Lb Boxing			x
Le Squ'art			x
Les Chasseurs d'Images	x	x	
Les Vitrites de Mulhouse	x		
Love&Pain Brunstatt			x
Malandro Capoeira Mulhouse			x
Microsiphon	x		
Mouloudia Club de Foot	x		x
Mulhouse Loisirs Sportifs			x
Mulhouse Lutte 3000			x
Mulhouse Muay Thai			x
Mulhouse Pfastatt Basket Association			x
Mulhouse Tennis de Table			x
Mulhouse Water Polo			x
Musées Mulhouse Sud Alsace			x
Musée de l'Impression sur Etoffes	x		
Nat' Synchro Mulhouse			x
Noumatrouff - Fédération Hiéro	x		
Nouvel Elan Bourzwiller (ANEB)			x
Ode			x
Olympe Sportive Mulhouse (Football)			x
Oms			x
Panthères Mulhouse Basket Alsace			x
Papillons Blancs			x
Quilles Club Tous les Neuf			x
Racing Club Mulhouse 1931			x
Red Star Mulhouse Badminton	x		x
Réal Asptt C.F.	x		
Réal Mulhouse			x
Rugby Club de Mulhouse	x		
Saimiri Parkour			x
Sakura Dojo Kendo			x
Sas Sbc			x
Théâtre de Poche-Ruelle			x
Top Team 68			x
Touring Plongée Mulhouse			x
Tous Unis Inter Armées	x		
Tréteaux de Mulhouse	x	x	x
Twirling Atlas de Mulhouse			x
Université Populaire	x		x
Université Haute Alsace	x		
Usm Volley-Ball			x
Vosges Trotters Mulhouse			x
<b>Entreprises</b>			
Made By Créateurs	x		

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B) ENGAGEMENT HORS-BILAN</b>	<b>B1.7</b>

**B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)**

**Associations**

Bénéficiaire	Matériel	Personnel	Locaux
Radio Flor Fm	x		
<b>Personnes Physiques</b>			
Fête des Voisins	x		
Police Nationale	x		
<b>PERSONNES DE DROIT PUBLIC</b>			
<b>Etat</b>			
Agence Régionale de Santé Grand-Est	x		
Centre hospitalier de Mulhouse	x		
Centre hospitalier de Rouffach			x
Conservatoire de Mulhouse			x
Etablissement Français du Sang - EFS	x		
Haute Ecole des Arts du Rhin - HEAR	x		
Laboratoire de Dornach	x		
Tous Unis Inter Armées	x		
<b>Régions</b>			
Lycée Albert Schweitzer	x		
Lycée Jeann d'Arc			x
Lycée Lambert			x
Lycée Lavoisier	x		
Lycée Louis Armand	x		
Lycée Montaigne	x		x
Lycée du Rebberg	x		
Lycée Stoessel			x
<b>Départements</b>			
Collège Bel Air	x		x
Collège de Bourzwiller			x
Collège François Villon	x		x
Collège Jean Macé			x
Collège Saint Exupéry			x
<b>Communes</b>			
Ecole Elémentaire Célestin Freinet	x		
Ecole Elémentaire Illberg	x		
Ecole Elémentaire Pierrefontaine	x		
Ecole Elémentaire Thérèse	x		
Ecole Maternelle Filozof	x		
Ecole Maternelle Haut-Poirier	x		
Syndicat Autonome FAFPT (Syndicat Ville) 23 rue Louis Pasteur	x		
Ville de Steinbrun-Le-Bas	x		
<b>Etablissements publics</b>			
SIVOM	x	x	
<b>Autres</b>			
Centre Socio-Culturel Bel-Air	x		
Centre Socio-Culturel Drouot	x		x
Centre Socio-Culturel Lavoisier-Brustlein			x
Centre Socio-Culturel Papin	x		x
Centre Socio-Culturel Pax	x		x
Centre Socio-Culturel Porte du Miroir			x
Centre Socio-Culturel Wagner	x		x
Cité de l'Automobile	x		
Concours de Danse International Petipa	x	x	x
Consulat d'Algérie	x		
Direction Départemental des Finances	x		

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B) ENGAGEMENT HORS-BILAN</b>	<b>B1.7</b>

**B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)**

**Associations**

Bénéficiaire	Matériel	Personnel	Locaux
Ecole d'Aikido Traditionnel			x
Ecole de la 2e chance (Semaphore)			x
Institut de Recherche en Hématologie - IRHT	x		
La Filature	x	x	x
Le Moulin Nature	x		
Librairie Le Temple d'Inari	x		
Maison du Temps Libre	x		
Mouvement Quart Monde	x		
Opéra National du Rhin	x	x	x
Perspectives des églises, une mission	x		
Producteur Music For Ever	x	x	x
Régie de l'III (quartier Drouot)			
Réseau Canopé			x
Régie de quartier de Bourzwiller	x		
Sémaphore	x		
SOLEA			x
Vie Etudiante du Clous de Mulhouse	x		

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B) ENGAGEMENTS HORS-BILAN</b>	<b>B1.8</b>

**B1.8 - LISTE DES COTISATIONS VERSEES**

Nature	Service gestionnaire	Nom des bénéficiaires	Fonction	Montant de la cotisation
	040 ATTRACTIVITE COMMERCIALE	INSTITUT POUR LA VILLE ET LE COMMERCE	020	3 336,00
	1100 ADMINISTRATION DE DIRECTION SOLIDARITE ET POPULATION	FONDATION DU PATRIMOINE	524	1 100,00
	1100 ADMINISTRATION DE DIRECTION SOLIDARITE ET POPULATION	UNCCAS - UNION NATIONALE DES CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE	524	4 270,69
	1111 SERVICE A LA POPULATION	AVVE - ASSOCIATION DES VILLES POUR LE VOTE ELECTRONIQUE	022	300,00
	113 FAMILLE ET PARENTALITE	ASSOCIATION NATIONALE DES MAIRES DES STATIONS CLASSEES	422	5 172,00
	114 SANTE SENIORS HANDICAP	RESEAU FRANCAIS DES VILLES SANTE - OMS	824	991,00
	114 SANTE SENIORS HANDICAP	RESEAU FRANCOPHONE VILLES AMIES	61	1 260,00
	122 STSPD ET PROJETS	FORUM FRANCAIS POUR SECURITE	110	4 210,00
	131 POLITIQUE DE LA VILLE	IRDSU - L'INTER-RESEAU DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN	824	600,00
	132 PARTICIPATION CITOYENNE	ASSOCIATION DES MEDIATEURS DES COLLECTIVITES TERRITORIALE	824	200,00
	132 PARTICIPATION CITOYENNE	RESEAU DES MAISONS DES ASSOCIATIONS	824	579,00
	2112 KUNSTHALLE	ARTS RESIDENCE RESEAU NATION	23	100,00
	2112 KUNSTHALLE	ASSOCIATION FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT CENTRES D'ART CONTEMPORAIN	23	1 200,00
	2112 KUNSTHALLE	COMITE NATIONAL FRANCAIS DE L ICOM	23	261,00
	2112 KUNSTHALLE	L ART ET LA MATIERE	23	50,00
	2112 KUNSTHALLE	VERSANT EST	23	750,00
	212 BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUES	ASSOCIATION CSC LA PASSERELLE	321	65,50
	212 BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUES	COMITE FRANCAIS DU BOUCLIER BLEU	321	300,00
	212 BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUES	IMAGES EN BIBLIOTHEQUES	321	110,00
	212 BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUES	KOHALA ASSOCIATION DES UTILSATEURS DU LOGICIEL	321	300,00
	213 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	FFEA - FEDERATION FRANCAISE DE L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	311	500,00
	214 MUSEES MUNICIPAUX	MUSEUMS PASS	322	600,00
	215 ORCHESTRE SYMPHONIQUE	ASSOCIATION FRANCAISE DES ORCHESTRES	311	5 956,61
6281	217 ARCHIVES	AAF - ASSOCIATION DES ARCHIVISTES FRANCAIS	323	200,00
	217 ARCHIVES	CIA - CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVISTES	323	250,00
	217 ARCHIVES	SOCIETE D HISTOIRE DU SUNDGAU	323	33,00
	218 DEVELOPPEMENT CULTUREL	FNCC - FEDERATION NATIONALE DES COMMUNES POUR LA CULTURE	30	1 188,00
	243 VIE SPORTIVE ET PATRIMOINE TERRESTRE	ANDES - ASSOCIATION NATIONALE ELUS EN CHARGE DU SPORT	40	1 730,00
	244 INITIATIVES ET ACTION JEUNESSE	ANACEJ - ASSOCIATION NATIONALE DES CONSEILS D'ENFANTS ET DES JEUNES	422	3 209,11
	310 FINANCES	APECA - ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS EUROPEENS DE LA CARTE D ACHAT	020	780,00
	331 PILOTAGE DE LA PERFORMANCE	LA 27E REGION	020	5 000,00
	341 SECRETARIAT GENERAL	ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLE DE FRANCE	020	14 360,84
	341 SECRETARIAT GENERAL	ASSOCIATION MAIRES HAUT RHIN	020	39 330,33
	341 SECRETARIAT GENERAL	LES ECO MAIRES	020	2 280,00
	341 SECRETARIAT GENERAL	UNION DEPARTEMENTALE SAPEUR POMPIER	020	2 760,00
	371 SYSTEMES D INFORMATION	ASSOCIATION UTILISATEURS LOGITUD - ADUL	020	270,00
	371 SYSTEMES D INFORMATION	MISSION POUR L'ECONOMIE NUMERIQUE, LA CONDUITE ET L'ORGANISATION DES TERRITOIRES - ECOTER	020	3 691,91
	413 NATURE ET ESPACES VERTS	BOTANIC GARDENS CONSERVATION INTERNATIONAL	823	325,00
	413 NATURE ET ESPACES VERTS	JARDINS BOTANIQUE FRANCE	823	250,00
	413 NATURE ET ESPACES VERTS	PLANTE ET CITE INGENIERIE DE LA NATURE EN VILLE	823	2 060,00
	413 NATURE ET ESPACES VERTS	VILLES ET VILLAGES FLEURIS	823	1 200,00
	421 DEPLACEMENTS ET CIRCULATION	CLUB DES VILLES CYCLABLES	822	2 502,66
	524 RELATIONS INTERNATIONALES ET TRANSFRONTALIERES	CITES UNIES FRANCE	048	6 769,00
	524 RELATIONS INTERNATIONALES ET TRANSFRONTALIERES	INSTITUT CONFUCIUS D ALSACE	048	1 000,00
	524 RELATIONS INTERNATIONALES ET TRANSFRONTALIERES	MISSION OPERATIONNELLE TRANSFRONTALIERE	048	6 500,00
	531 URBANISME REGLEMENTAIRE ET PERMIS CONSTRUIRE	AURM AGENCE URBANISME REGION MULHOUSIENNE	820	5 000,00
	534 GESTION FONCIERE ET IMMOBILIERE	ASSOCIATION FONCIERE MORSCHWILLER LE BAS	020	5,00
<b>Total article 6281 CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)</b>				<b>132 906,65</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>132 906,65</b>

**ENGAGEMENTS HORS BILAN**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDIT DE PAIEMENT**

**B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

N° AP	Désignation	N° et intitulé de l'AP	MONTANT DES AP			MONTANT DES CP			
			Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2020	Total 2020 (Toutes délibérations comprises)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 31/12/2019) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2020 (2)	Crédits de paiement réalisés au titre de l'exercice 2020 (1)	Restes à financer (exercices au-delà de 2020)
E001	Maintenance générale des équipements municipaux		38 762 843	-30 000	38 732 843	19 349 815	4 786 654	3 266 242	16 116 785
E002	Modernisation et rénovation de l'éclairage public		12 002 596		12 002 596	4 904 976	1 605 954	918 065	6 179 554
E003	Efficacité énergétique des bâtiments		4 048 173	0	4 048 173	3 278 134	472 346	429 507	340 533
E004	Mise aux normes et restructuration du patrimoine bâti		12 265 243		12 265 243	6 291 885	2 336 307	890 846	5 082 512
E005	Rénovation du patrimoine non-bâti		6 854 511		6 854 511	2 561 204	1 024 176	341 411	3 951 895
E006	Aménagement des équipements sportifs		3 887 012	30 000	3 917 012	2 800 787	634 056	91 127	1 025 098
E007	Aménagement des cultes		5 237 146		5 237 146	2 443 819	1 973 573	1 011 718	1 781 610
E008	Aménagement des écoles		79 552 591		79 552 591	25 663 981	3 737 317	2 077 893	51 810 718
E009	Modernisation et rénovation des bâtiments municipaux		1 334 786		1 334 786	502 550	493 148	225 534	606 702
E010	Aménagement et embellissement urbain		12 559 669		12 559 669	5 515 683	3 173 788	1 795 058	5 248 928
E011	Aménagement de la voirie		48 580 095		48 580 095	30 233 054	6 155 578	3 735 267	14 611 773
E012	Attractivité du centre ville		36 533 367		36 533 367	30 610 947	1 053 493	695 540	5 226 880
E013	Programme de rénovation urbaine		44 104 756		44 104 756	20 774 395	3 408 048	1 629 891	21 700 470
	<b>TOTAL :</b>		<b>305 722 788</b>	<b>0</b>	<b>305 722 788</b>	<b>154 931 231</b>	<b>30 854 438</b>	<b>17 108 099</b>	<b>133 683 458</b>

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions

## **C) Autres éléments d'informations**

## IV - ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2020

C1

GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES (4)		
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	TOTAL	Agents titulaires	Agents non titulaires	TOTAL
Collaborateur de cabinet	A	5		5	1	4	5
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS</b>							
Directeur Général	A	1		1	1		
Directeur Général Adjoint	A	2		2	2		
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>							
<u>Cadre d'emploi des administrateurs territoriaux</u>	A	2		2	2	1	3
Administrateur général							
Administrateur hors classe							
Administrateur							
<u>Cadre d'emplois des attachés territoriaux</u>	A	74	1	75	32	32	64
Attaché hors classe							
Directeur (en voie d'extinction)							
Attaché principal							
Attaché							
<u>Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux</u>	B	52		52	45	15	60
Rédacteur principal de 1ère classe							
Rédacteur principal de 2ème classe							
Rédacteur							
<u>Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux</u>	C	144	6	150	123	12	135
Adjoint administratif principal de 1ère classe							
Adjoint administratif principal de 2ème classe							
Adjoint administratif							
<b>TOTAL</b>		<b>280</b>	<b>7</b>	<b>287</b>	<b>206</b>	<b>64</b>	<b>270</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>							
<u>Cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux</u>	A	6		6	3		3
Ingénieur général							
Ingénieur en chef hors classe							
Ingénieur en chef							
<u>Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux</u>	A	21		21	20	4	24
Ingénieur hors classe							
Ingénieur principal							
Ingénieur							
<u>Cadre d'emplois des techniciens territoriaux</u>	B	59		59	43	13	56
Technicien principal de 1ère classe							
Technicien principal de 2ème classe							
Technicien							
<u>Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux</u>	C	81		81	98	4	102
Agent de maîtrise principal							
Agent de maîtrise							
<u>Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux</u>	C	471	123	594	606	44	650
Adjoint technique principal de 1ère classe							
Adjoint technique principal de 2ème classe							
Adjoint technique							
<b>TOTAL</b>		<b>638</b>	<b>123</b>	<b>761</b>	<b>770</b>	<b>65</b>	<b>835</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE</b>							
<u>Cadre d'emplois des médecins territoriaux</u>	A	1		1	1		1
Médecin hors classe							
Médecin 1ère classe							
Médecin 2ème classe							
<u>Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux</u>	B				1		1
Infirmière hors classe							
Infirmière de classe supérieure							
Infirmière de classe normale							

GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES (4)		
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	TOTAL	Agents titulaires	Agents non titulaires	TOTAL
<u>Cadre d'emplois des auxiliaires de soins</u> Auxiliaire de puériculture ppal 1CI Auxiliaire de puériculture ppal 2CI	C				1		1
<u>Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture</u> Auxiliaire de puériculture ppal 1CI Auxiliaire de puériculture ppal 2CI	C				1		1
<b>TOTAL</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>
<b>FILIERE SOCIALE</b>							
<u>Cadre d'emploi des conseillers territoriaux socio-éducatifs</u> Conseiller hors-classe socio-éducatif Conseiller supérieur socio-éducatif Conseiller socio-éducatif	A	1		1		3	3
<u>Cadre d'emplois des assistants sociaux éducatifs territoriaux</u> Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle Assistant socio-éducatif de 1 <sup>ère</sup> classe Assistant socio-éducatif de 2 <sup>ème</sup> classe	A	19		19	10	10	20
<u>Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants</u> Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle Educateur de jeunes enfants de 1 <sup>ère</sup> classe Educateur de jeunes enfants de 2 <sup>ème</sup> classe	A	11		11	10	4	14
<u>Cadre d'emplois des agents spécialisés des écoles maternelles</u> Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1 <sup>ère</sup> classe Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2 <sup>ème</sup> classe	C		180	180	93	13	106
<b>TOTAL</b>		<b>31</b>	<b>180</b>	<b>211</b>	<b>113</b>	<b>30</b>	<b>143</b>
<b>FILIERE CULTURELLE</b>							
<u>Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine</u> Conservateur en chef Conservateur	A	3		3	2		2
<u>Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèque</u> Conservateur en chef Conservateur	A	2		2	3		3
<u>Cadre d'emplois des attachés de conservation</u> Attaché de conservation du patrimoine	A	1		1	2	2	4
<u>Cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux</u> Bibliothécaire	A	9		9	8		8
<u>Cadre d'emplois des directeurs d'établissement territoriaux d'enseignement artistique</u> Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1 <sup>ère</sup> catégorie Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2 <sup>ème</sup> catégorie	A	2		2			0
<u>Cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique</u> Professeur d'enseignement artistique hors classe Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A	34	5	39	32	2	34
<u>Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques</u> Assistant de conservation principal de 1 <sup>ère</sup> classe Assistant de conservation principal de 2 <sup>ème</sup> classe Assistant de conservation	B	31		31	20	6	26
<u>Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique</u> Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe Assistant d'enseignement artistique principal de 2 <sup>ème</sup> classe Assistant d'enseignement artistique	B	17	20	37	24	12	36
<u>Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine</u> Adjoint du patrimoine principal de 1 <sup>ère</sup> classe Adjoint du patrimoine principal de 2 <sup>ème</sup> classe Adjoint du patrimoine	C	46		46	29	1	30
<b>TOTAL</b>		<b>145</b>	<b>25</b>	<b>170</b>	<b>120</b>	<b>23</b>	<b>143</b>

GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES (4)		
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	TOTAL	Agents titulaires	Agents non titulaires	TOTAL
<b>FILIERE SPORTIVE</b>							
<u>Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives</u> Conseiller principal des APS Conseiller des APS	A	3		3	3		3
<u>Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives</u> Educateur des APS principal de 1ère classe Educateur des APS principal de 2ème classe Educateur des APS	B	7		7	3	1	4
<u>Cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives</u> Opérateur des activités physiques et sportives principal Opérateur des activités physiques et sportives qualifié Opérateur des activités physiques et sportives	C				3		3
<b>TOTAL</b>		<b>10</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>10</b>
<b>FILIERE ANIMATION</b>							
<u>Cadre d'emploi des animateurs territoriaux</u> Animateur principal de 1ère classe Animateur principal de 2ème classe Animateur	B	2		2	3	2	5
<u>Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation</u> Adjoint d'animation principal de 1ère classe Adjoint d'animation principal de 2ème classe Adjoint d'animation	C	3		3	3	3	6
<b>TOTAL</b>		<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>11</b>
<b>FILIERE POLICE MUNICIPALE</b>							
<u>Cadre d'emploi des directeurs de police municipale</u> Directeur de police municipale	A	1		1	1		1
<u>Cadre d'emploi des chefs de service de police municipale</u> Chef de service de police municipale principal de 1ère classe Chef de service de police municipale principal de 2ème classe Chef de service de police municipale	B	7		7	6		6
<u>Cadre d'emploi des gardiens de police municipale</u> Brigadier chef principal de police municipale Gardien-brigadier de police municipale	C	61		61	58		58
<b>TOTAL</b>		<b>69</b>	<b>0</b>	<b>69</b>	<b>65</b>	<b>0</b>	<b>65</b>
<b>EMPLOIS HORS FILIERES</b>							
Directeur d'orchestre	A	1		1		1	1
Musicien	A	56		56		52	52
<b>TOTAL</b>		<b>57</b>	<b>0</b>	<b>57</b>	<b>0</b>	<b>53</b>	<b>53</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1236</b>	<b>335</b>	<b>1571</b>	<b>1293</b>	<b>241</b>	<b>1534</b>

(1) les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégorie : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Le décompte correspond au nombre d'agents

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL au 31/12/2020</b>	<b>C1</b>

<b>AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)</b>	<b>CATEGORIES (1)</b>	<b>SECTEUR (2)</b>	<b>REMUNERATION Indice(8)</b>	<b>REMUNERATION Euros</b>	<b>Fondement et nature du contrat (4)(5)</b>
1ER VIOLON SOLO	A	CULT	1070	60168	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	351	19737	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	333	18725	COLLABORATEUR GROUPE ELU
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	415	23336	CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	390	21930	CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	336	18894	CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	333	18725	COLLABORATEUR GROUPE ELU
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	333	18725	COLLABORATEUR GROUPE ELU
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	333	18725	COLLABORATEUR GROUPE ELU
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	342	19231	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	345	19400	CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	351	19737	CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	466	26204	CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	332	18669	CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	329	18500	CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	329	18500	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	330	18557	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	338	19006	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	334	18781	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	342	19231	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	329	18500	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	327	18388	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	330	18557	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	333	18725	COLLABORATEUR GROUPE ELU
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	329	18500	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	328	18444	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	20693	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	329	18500	CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	364	20468	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	328	18444	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	792	44536	CDI ART 3-3 2° ET 3-3 DER AL A
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	1013	56963	COLLABORATEUR DE CABINET

AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION Indice(8)	REMUNERATION Euros	Fondement et nature du contrat (4)(5)
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	385	21649	CDD ART 3-2 VACANT
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	331	18613	CDD ART 3-2 VACANT
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	358	20131	CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	337	18950	CDD ART 3-2 VACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	345	19400	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	330	18557	CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	330	18557	CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	330	18557	CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	330	18557	CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	330	18557	CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	329	18500	CDD ART 3-2 VACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	329	18500	CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	329	18500	CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	329	18500	CDD ART 3-1 REMPLACANT
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	329	18500	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	343	19288	CDD ART 3-2 VACANT
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	343	19288	CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	416	23393	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	369	20750	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	361	20300	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	343	19288	CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	343	19288	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	343	19288	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	441	24798	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	484	27216	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	551	30984	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	484	27216	CDI ART 3-3 2° ET 3-3 DER AL A
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	419	23561	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	343	19288	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	416	23393	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	436	24517	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	343	19288	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	369	20750	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	477	26823	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQU	B	CULT	356	20019	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	411	23111	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	365	20525	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	375	21087	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	365	20525	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	365	20525	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	365	20525	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	375	21087	CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	375	21087	CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	365	20525	CDD ART 3-2 VACANT
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	S	365	20525	CDD ART 3-1 REMPLACANT
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	CULT	673	37844	CDI ART 3-3 1° ET ART 3-4 II
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	CULT	410	23055	CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	768	43186	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	640	35988	CDI ART 3-3 2° ET 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	806	45323	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	575	32333	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	730	41049	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	28847	CDD ART 3-3 1° HORS CE
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	26991	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	821	46166	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	26991	CDI ART 3-3 2° ET 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	25304	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	806	45323	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	25304	COLLABORATEUR DE CABINET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	26991	CDI ART 3-3 2° ET 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	605	34020	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	25304	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	24180	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	30646	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	21930	CDD ART 3-3 2°

AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION Indice(8)	REMUNERATION Euros	Fondement et nature du contrat (4)(5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23055	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	26991	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	28847	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23055	CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	28847	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	21930	COLLABORATEUR DE CABINET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	673	37844	CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	768	43186	CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	21930	COLLABORATEUR DE CABINET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23055	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	24180	CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	30646	CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	21930	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	24180	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	690	38800	CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	25304	CDI ART 3-3 2° ET 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23055	CDD ART 3-2 VACANT
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	S	453	25473	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	S	474	26654	CDD ART 3-2 VACANT
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	S	474	26654	CDD ART 3-1 REMPLACANT
DIRECTEUR ORCHESTRE	A	CULT	1004	56457	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	457	25698	CDI ART 3-3 2° ET 3-3 DER AL A
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	386	21706	CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	375	21087	CDD ART 3-1 REMPLACANT
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	365	20525	CDD ART 3-2 VACANT
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	365	20525	CDD ART 3-1 REMPLACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	23561	CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	610	34302	CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	23561	CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	513	28847	CDD ART 3-3 2°
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	39362	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	42511	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	42511	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	712	40037	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	42511	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	39362	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	39362	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	734	41274	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	712	40037	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	42511	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	39362	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	734	41274	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	42511	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	39362	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	734	41274	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	756	42511	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	39362	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	689	38744	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	39362	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	700	39362	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	689	38744	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	676	38013	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 1ERE CATEGORIE	A	CULT	676	38013	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	711	39981	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	689	38744	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	711	39981	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	689	38744	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	655	36832	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	643	36157	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	643	36157	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	631	35482	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	631	35482	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	631	35482	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 2EME CATEGORIE	A	CULT	631	35482	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	672	37788	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	34639	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	672	37788	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	628	35314	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	628	35314	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	628	35314	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M

AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION Indice(8)	REMUNERATION Euros	Fondement et nature du contrat (4)(5)
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	650	36551	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	34639	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	34639	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	628	35314	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	34639	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	672	37788	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	34639	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	616	34639	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	604	33964	CDI ART 3-3 1° ET 3-3 DER AL M
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	604	33964	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	598	33627	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	598	33627	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
MUSICIEN 3EME CATEGORIE	A	CULT	598	33627	CDD ART 3-3 1° MUSICIENS
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	590	33177	CDI ART 3-3 2° ET ART 3-4 II
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	673	37844	CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	381	21424	CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	21312	CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	362	20356	CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	355	19962	CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	349	19625	CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	362	20356	CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	349	19625	CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	362	20356	CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	361	20300	CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	441	24798	CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	362	20356	CONTRAT 1AN TRAVAILLEURS HANDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	20750	CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	362	20356	CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	343	19288	CDD ART 3-2 VACANT
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	356	20019	CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	441	24798	CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	415	23336	CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	21312	CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	361	20300	CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	20750	CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	480	26991	CDD ART 3-1 REMPLACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	21312	CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	349	19625	CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	20750	CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	20750	CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	356	20019	CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	356	20019	CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	343	19288	CDD ART 3-1 REMPLACANT

(1) CATEGORIES : A, B et C

(2) SECTEUR :

ADM : Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)

FIN : Financier

TECH : Technique et informatique dont emploi de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain)

ENV : Environnement (dont espaces verts et aménagements rural)

COM : Communication

S : Social (dont Aide Sociale)

MS : Médico-social

MT : Médico-technique

SP : Sportif

CULT : Culturel (dont enseignement)

ANIM : Animation

RS : Restauration scolaire

ENT : Entretien

CAB : Collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)

(3) REMUNERATION : référence à un indice majoré de la fonction publique ou en euros annuels

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

3-1 : article 3, 1er alinéa : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...), ou pour faire face temporairement à la vacance d'un emploi

3-2 : article 3, 2ème alinéa : besoin saisonnier ou occasionnel

3-3 : article 3, 4ème alinéa : emplois permanents à temps non-complet (-31h30) dans les communes de -2 000 habitants

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C

47 : article 47

110 : article 110

A : autres (préciser)



IV - ANNEXES - CA 2020

C) AUTRES ELEMENTS FINANCIERS

C2 - LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel de Ville. Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.				
La nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public				
Concession pour le service public de la distribution de gaz	Gaz Réseau Distribution France	Gaz Réseau Distribution France	Société Anonyme	Néant
Exploitation de la fourrière automobile	GIE DEPANN 68	GIE DEPANN 68	Groupement d'Intérêt Economique	Néant
Exploitation de parkings	CITIVIA	CITIVIA	Société Publique Locale	Néant
Exploitation de parkings	INDIGO	INDIGO	Société Anonyme	Néant
Exploitation de la restauration de la halle du marché	SARL Restaurant aux halles du marché	SARL Restaurant aux halles du marché	Société Anonyme	Néant
Détenion d'une part du capital social (compte 261)				
DCM du 19/11/1984 et du 08/04/1991	Sté Fermière Maison de l'Alsace à Paris		SAEM	579,31 €
DCM du 11/03/1996 et du 25/09/2019	SAEML Du Parc des Expositions		SAEML	644 652,11 €
DCM du 17/04/2014	SEMHA		SEMHA	60 615,00 €
DCM du 25/09/2019	CITIVIA		SEM	156 688,23 €
DCM du 02/04/1990, du 23/11/1992 et du 21/09/2009	CITIVIA		SPL	326 671,11 €
DCM du 23/03/2017	CITIVIA		SPL	180 000,00 €
DCM du 23/03/2017	CITIVIA		SPL	350 000,00 €
DCM du 23/03/2017	CITIVIA		SPL	185 236,48 €
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Délibération du Conseil Municipal	ACCES - ASSOCIATION CHRETIENNE DE COORDINATION D'ENTRAIDE ET DE SOLIDARITE		Association	92 220,00 €
Délibération du Conseil Municipal	ACCUEIL ENFANTS DROUOT MULTI ACCUEIL BAB'ILL		Association	88 350,00 €
Délibération du Conseil Municipal	AB CAMPS		Association	146 020,00 €
Délibération du Conseil Municipal	AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE SOCIALE LES COTEAUX		Association	805 200,00 €
Délibération du Conseil Municipal	AMICALE PERSONNEL VILLE MULHOUSE		Association	587 439,00 €
Délibération du Conseil Municipal	APALIB		Association	214 700,00 €
Délibération du Conseil Municipal	ASPTT SECTION VOLLEY BALL		Association	559 500,00 €
Délibération du Conseil Municipal	ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL PAPIN		Association	329 235,00 €
Délibération du Conseil Municipal	ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES SANS ABRIS		Association	78 600,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CARITAS		Association	121 600,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CARNAVAL DE MULHOUSE GROUPEMENT DES SOCIETES		Association	98 000,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CENTRE SOCIAL CULTUREL DROUOT		Association	188 400,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CENTRE SOCIO CULTUREL PAX		Association	444 623,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CENTRE SOCIO LAVOISIER BRUSTLEIN		Association	481 830,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CENTRE SOCIO PORTE MIROIR		Association	324 000,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CINEMA BEL AIR CENTRE CULTUREL BEL AIR		Association	78 000,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CITIVIA SPL		Société à responsabilité limitée d'économie mixte	2 750 000,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CSC BEL AIR		Association	316 500,00 €
Délibération du Conseil Municipal	CSC JEAN WAGNER		Association	358 610,00 €
Délibération du Conseil Municipal	FEDERATION HIERO NOUMATROUFF		Association	260 000,00 €
Délibération du Conseil Municipal	FOOTBALL CLUB MULHOUSE FCM		Association	217 800,00 €
Délibération du Conseil Municipal	GESCOD		Association	177 500,00 €
Délibération du Conseil Municipal	JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL METEO		Association	160 000,00 €
Délibération du Conseil Municipal	LA FILATURE		Association	3 017 399,00 €
Délibération du Conseil Municipal	LES VITRINES DE MULHOUSE		Association	248 000,00 €
Délibération du Conseil Municipal	M2A HABITAT		OPH	720 761,82 €
Délibération du Conseil Municipal	M2A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION		EPCI	209 200,00 €
Délibération du Conseil Municipal	MENSE EPISCOPALE ARCHEVECHE		Etablissement public cultes Alsace-Lorraine	147 240,00 €
Délibération du Conseil Municipal	MULHOUSE BASKET AGGLOMERATION		Association	100 000,00 €
Délibération du Conseil Municipal	MULHOUSE PFASTATT BASKET ASS MPBA		Association	179 518,75 €
Délibération du Conseil Municipal	SBC SCORPIONS DE MULHOUSE		Société par actions simplifiée	320 000,00 €
Autres (comptes 266 et 271)				
DCM 1965/1997/1998/1999/2000	Caisse Régionale Crédit Agricole du Haut-Rhin		SA	2 962,70 €
DCM 23/10/2000	Caisse d'Epargne d'Alsace		SA	45 716,00 €
1965	Air France		SA	38,42 €
DCM 18/12/1967 et 26/10/1970	Société d'Etude du Golf du Rhin		SA	2 439,18 €
DCM 25/04/1977	Société civile de l'Ensitm		SA	304,90 €
DCM 05/04/1993	Crédit Immobilier d'Alsace		SA	2 408,69 €

<b>IV - ANNEXES CA 2020</b>		<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>		
<b>LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER</b>		<b>C2</b>

**C2 - LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**  
(articles L.2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<b>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</b>	CDC HABITAT SOCIAL SA HLM		SA HLM	11 359 396,90 €
	SA HLM COOPERATION ET FAMILLE		SA HLM	35 189,58 €
	CITIVIA-SPL		Autres Struct Priv	3 231 019,04 €
	M2A HABITAT		OPH	128 490 383,08 €
	ICF NORD-EST		SA HLM	2 888 219,91 €
	SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES		SA HLM	45 598 892,70 €
	NEOLIA		SA HLM	53 769 941,35 €
	DOMIAL		SA HLM	14 708 765,57 €
	FONDATION JEAN DOLLFUS		Maison de retraite (privée)	409 779,20 €
	ASSOCIATION ALEOS		Association	7 854 227,67 €
	DIACONAT BETHESDA		Maison de retraite (privée)	316 949,89 €
	ASSOCIATION ESPOIR		Association	147 805,98 €
	ALISTER		Association	85 742,61 €
	BATIGERE NORD-EST		SA HLM	77 204 355,40 €
	RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL		SA HLM	2 234 441,47 €
	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		SA HLM	962 119,92 €
	LOGEST SAHLM		SA HLM	0,00 €
	3F GRAND EST		SA HLM	14 919 421,21 €
	M2A		Autres Struct Pub	14 000 000,00 €
	ASS Groupe Saint Sauveur		Ets Médico-Soc Priv	1 213 344,84 €
LE BEAU REGARD		Maison de retraite (privée)	1 781 628,62 €	
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE		OPH	4 255 457,08 €	
ADOMA		SA HLM	5 877 938,68 €	
ASSOC POUR LE LOGEMENT DES SANS-ABRI		Association	130 532,08 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>391 475 552,78 €</b>

## IV - ANNEXES

### C) AUTRES ELEMENTS FINANCIERS

#### C3.1 - LISTE DES ORGANISMES DE GROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Mulhouse Alsace Agglomération	4 janvier 2010	Fiscalité professionnelle unique	
Syndicat Intercommunal Forestier de l'Agglomération Mulhousienne		en fonction de la surface de forêt soumise au régime forestier dans chaque commune	
Syndicat Intercommunal à vocation multiple de la région mulhousienne		par l'usager à travers la redevance d'assainissement	
Syndicat Intercommunal pour le Développement Touristique de Blotzheim, Mulhouse, Saint-Louis		en fonction de de la population	
Syndicat Intercommunal de l'Opéra du Rhin (Mulhouse, Colmar, Strasbourg)		en fonction de de la population et du nombre de représentations dans chaque ville	
Syndicat Intercommunal à vocation Unique du collège de Brunstatt		au prorata des effectifs de chaque collectivité	
Syndicat Mixte de l'III		en fonction de la longueur de riveraineté	
Syndicat départemental d'électricité et de gaz du Haut-Rhin			
Syndicat Mixte du barrage de Michelbach		en fonction des m3 d'eau prélevés	
Syndicat Mixte d'aménagement du bassin de la Doller		en fonction des intérêts pour les membres des opérations effectuées + prorata des consommations d'eau	
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait en TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

#### IV - ANNEXES

##### C) AUTRES ELEMENTS FINANCIERS

###### C3.2 - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC)	EPCC regroupant l'école supérieure d'arts de Mulhouse, l'école supérieure des arts décoratifs de strasbourg et le conservatoire de Strasbourg (enseignement supérieur de musique)	1er janvier 2011	n°951 du 13 décembre 2010	SPA	non

#### IV - ANNEXES

##### C) AUTRES ELEMENTS FINANCIERS

###### C3.3 - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
régie municipale	budget annexe du service des eaux	1er janvier 1993		SPIC	oui
régie municipale	budget annexe des pompes funèbres	1er janvier 1998	n° 833/34	SPIC	oui

#### IV - ANNEXES

##### C) AUTRES ELEMENTS FINANCIERS

##### C3.4 - LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Régie simple	Déplacements et circulation			<b>SPA</b>
Régie simple	Gestion foncière et immobilière locative			<b>SPA</b>
Régie simple	Développement culturel - Filature			<b>SPA</b>
Régie simple	Théâtre municipal de la Sinne			<b>SPA</b>
Régie simple	Attractivité commerciale- droits de place			<b>SPA</b>
Régie simple	Equipements et sports municipaux			<b>SPA</b>
Régie simple	Urbanisme règlementaire et affichage			<b>SPA</b>
Régie simple	Systèmes d'information et télécommunication			<b>SPA</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION</b>	<b>C3.5</b>
<b>PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES</b>	

**C3.5 - PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES**

**1 - BUDGET PRINCIPAL**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	102 926 930,00	71 719 805,20	10 492 771,46	20 714 353,34
RECETTES	102 926 930,00	59 119 329,16	6 224 260,40	37 583 340,44
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	183 533 672,00	150 750 035,88		32 783 636,12
RECETTES	183 533 672,00	185 098 325,10		-1 564 653,10

(1) Y compris les rattachements

**2 - BUDGETS ANNEXES (1)/ 02 : MULHOUSE BA EAU N° SIRET : 21680224900872**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	12 530 660,00	5 168 133,69	1 286 577,17	6 075 949,14
RECETTES	12 530 660,00	5 497 581,64	116 688,00	6 916 390,36
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	46 465 500,00	41 543 438,97		4 922 061,03
RECETTES	46 465 500,00	46 713 244,28		-247 744,28

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ... qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

**2 - BUDGETS ANNEXES (1)/ 04 : MULHOUSE BA POMPES FUNEBRES N° SIRET : 21680224900906**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	814 410,00	198 865,94	52 993,41	562 550,65
RECETTES	814 410,00	337 458,29		476 951,71
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	3 399 960,00	1 121 959,83		2 278 000,17
RECETTES	3 399 960,00	3 840 975,00		-441 015,00

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ... qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

**3 - PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	116 272 000,00	77 086 804,83	11 832 342,04	27 352 853,13
RECETTES	116 272 000,00	64 954 369,09	6 340 948,40	44 976 682,51
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	233 399 132,00	193 415 434,68		39 983 697,32
RECETTES	233 399 132,00	235 652 544,38		-2 253 412,38
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	<b>349 671 132,00</b>	<b>270 502 239,51</b>	<b>11 832 342,04</b>	<b>67 336 550,45</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>349 671 132,00</b>	<b>300 606 913,47</b>	<b>6 340 948,40</b>	<b>42 723 270,13</b>

(1) Y compris les rattachements

**D) Décisions en matière  
des taux de contributions  
directes – arrêté et  
signatures**

**IV - ANNEXES CA 2020**  
**D1 - TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES**

Libellés	Bases notifiées	Variation des bases/(N-1)	Taux appliqués par décision du Conseil Municipal	Variation de taux/N-1	Produit	Variation du produit /N-1 (%)
Taxe d'habitation	111 753 210	1,37%	21,93%	0,00%	24 544 874 €	1,16%
Taxe foncière sur le produit bâti	116 226 314	1,44%	27,84%	0,00%	32 409 900 €	1,46%
Taxe foncière sur le produit non-bâti	272 721	1,39%	112,61%	0,00%	307 111 €	1,39%
CFE	La Cotisation Foncière des entreprises est perçue par Mulhouse Alsace Agglomération					
TOTAL					57 261 885 €	1,33%

Nombre de membres en exercice : 55  
 Nombre de membres présents : 42  
 Nombre de suffrages exprimés : 40 + 7 pourvoyances

Votes: Pour : 32 + 5 pourvoyances  
 Contre : 8 + 2 pourvoyances  
 Abstentions : 2 + 3 pourvoyances

Date de convocation : 10 juin 2021

Présidé par le Président temporaire  
 Délibéré par le Conseil Municipal de Mulhouse réuni en session le 17 juin 2021  
 Certifié exécutoire par le Maire, le



BALL Bruno	BEYAZ Beytullah	BILA Ayoub
BONI DA SILVA Claudine	BOUAMAIED Nour	BOUILLÉ Jean-Philippe
BUCHERT Maryvonne	CAUSER Jean-Yves	CHAPATTE Jean-Claude
COLOM Florian	CORMIER Nina	CORNEILLE Marie
COUCHOT Alain	D'ORELLI Philippe	DANTZER Rémy
EHRET Antoine	EL HAJJAJI Nadia	FAUROUX-ZELLER Béatrice
FLECK Jason	GOETZ Anne-Catherine	HIMER Aya
HORTER Franck	HOTTINGER Marie	HOUIN Laure
JENN Fatima	JUNG Alfred	LOISEL Corinne
LUTZ Michèle (Sortie lors de l'adoption du CA)	MAHZOUL Hakim	METZGER Henri
MILLION Lara	MINERY Loïc	MIQUÉE Peggy
MOTTE Nathalie	NICOLAS Thierry	OBERLIN Alfred
PAUGAM Maëlle	PAUVERT Bertrand	PULEDDA Patrick
QUIN Paul	RAPP Catherine	RISSER Chantal
RITZ Christelle	ROTTNER Jean	SASSI Annouar
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	SCHWEITZER Pascale Cléo	SIMEONI Joseph
SORNIN Cécile	STEGER Christophe	SUAREZ Emmanuelle
TISSERANT Oana	TRIMAILLE Philippe	ZAGAOUI Saïda
ZANETTE Fabienne		



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

41 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **BUDGET PRINCIPAL : AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 (312/7.1.5/299)**

L'approbation du Compte Administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération, ainsi que le prévoient les textes.

Les résultats peuvent être décrits dans le tableau synoptique ci-dessous :

<b>Libellé</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>
<b>Résultat des sections</b>	-12 600 476,04 €	34 348 289,22 €
<b>Solde des restes à réaliser</b>	-4 268 511,06 €	
<b>Résultat</b>	-16 868 987,10 €	34 348 289,22 €

L'excédent de fonctionnement à répartir est de 34 348 289,22 €.

Selon l'instruction comptable M14, il doit venir en priorité financer le besoin de financement de la section d'investissement qui s'établit à : -12 600 476,04 €, corrigé du solde des restes à réaliser d'investissement : -4 268 511,06 €, soit : -16 868 987,10 €.

Après l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement, il subsiste un solde de 17 479 302,12 € que nous vous proposons d'affecter en section de fonctionnement.

La répartition du résultat dégagé en 2020 serait la suivante :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour la somme de 12 600 476,04 € en section d'investissement
- émission d'un titre de recette au compte 1068 « réserve » pour la somme de 16 868 987,10

- affectation du solde en excédent de fonctionnement au compte 002 « excédents capitalisés de fonctionnement » : 17 479 302,12 €.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL approuve l'affectation des résultats proposée pour le budget principal de la Ville.

Ne prennent pas part au vote : Mme Ritz et M. Pauvert.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Lutz', written in a cursive style.



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

41 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **BUDGET ANNEXE DE L'EAU : AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 (312/7.1.5/300)**

Suivant l'Instruction M49, le résultat excédentaire de l'exercice, correspondant à la différence entre les produits et les charges d'exploitation de l'exercice, doit être affecté par délibération du Conseil Municipal.

Ce solde est affecté en priorité :

- au compte « report à nouveau » dans la limite du solde débiteur,
- au financement des mesures d'investissement pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actif,
- pour le surplus, au financement des charges d'exploitation, au financement d'investissements, en report à nouveau, ou au reversement à la collectivité de rattachement (pour les régies dotées de la seule autonomie financière).

L'exercice 2020 du budget annexe de l'Eau dégage en section d'exploitation un résultat excédentaire de 5 169 805,31 €, obtenu comme suit :

Reprise de l'excédent de clôture	+3 598 644,73 €
Total des titres de recettes émis	+43 114 599,55 €
Total des mandats émis	-41 543 438,97 €

Résultat de clôture de la section d'exploitation	+5 169 805,31 €
--	-----------------

Par ailleurs, le besoin de financement de la section d'investissement s'établit à 840 441,22 €, soit

Total des titres de recettes émis	+5 497 581,64 €
Total des mandats émis	-3 956 027,43 €
Reprise du déficit de clôture	-1 212 106,26 €
Restes à réaliser en recettes	+116 688,00 €
Restes à réaliser en dépenses	-1 286 577,17 €

Résultat de clôture de la section d'investissement	-840 441,22 €
--	---------------

Pour permettre l'affectation de ces résultats, il est proposé d'effectuer les écritures suivantes :

- émission d'un titre de recette au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour la somme de 329 447,95 € en section d'investissement,
- émission d'un titre de recette au compte 1068 « autres réserves » pour la somme de 840 441,22 € en section d'investissement,
- émission d'un titre de recette en section d'exploitation sur le compte 002 « excédents antérieurs reportés » correspondant au résultat de la section de fonctionnement pour un montant de 4 329 364,09 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, accepte les propositions d'affectation du résultat de l'exercice 2020 du budget annexe de l'Eau.

Ne prennent pas part au vote : Mme Ritz et M. Pauvert.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

41 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES : AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 (312/7.1.5/301)**

Suivant l'Instruction M4, le résultat excédentaire de l'exercice, correspondant à la différence entre les produits et les charges d'exploitation de l'exercice, doit être affecté par délibération du Conseil Municipal.

Ce solde est affecté en priorité :

- au compte « report à nouveau » dans la limite du solde débiteur,
- au financement des mesures d'investissement pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actif,
- pour le surplus, au financement des charges d'exploitation, au financement d'investissements, en report à nouveau, ou au reversement à la collectivité de rattachement (pour les régies dotées de la seule autonomie financière).

L'exercice 2020 du budget annexe des Pompes Funèbres dégage en section d'exploitation un résultat excédentaire de 2 719 015,17 €, obtenu comme suit :

Reprise de l'excédent de clôture	+2 201 686,52 €
Total des titres de recettes émis	+1 639 288,48 €
Total des mandats émis	-1 121 959,83 €

Résultat de clôture de la section d'exploitation	+2 719 015,17 €
--	-----------------

Par ailleurs, la section d'investissement présente un résultat excédentaire qui s'établit à 85 598,94 €, soit :

Reprise de l'excédent de clôture	+106 713,50 €
Total des titres de recettes émis	+230 744,79 €
Total des mandats émis	-198 865,94 €
Restes à réaliser en dépenses	-52 993,41 €

Résultat de clôture de la section d'investissement	+85 598,94 €
--	--------------

Pour permettre l'affectation de ces résultats, il est proposé d'effectuer les écritures suivantes :

- émission d'un titre de recette au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour la somme de 138 592,35 € en section d'investissement,
- émission d'un titre de recette en section d'exploitation sur le compte 002 « excédents antérieurs reportés » correspondant au résultat de la section d'exploitation pour un montant de 2 719 015,17 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, accepte les propositions d'affectation du résultat de l'exercice 2020 du budget annexe des Pompes Funèbres.

Ne prennent pas part au vote : Mme Ritz et M. Pauvert.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **CREANCES IRRECOUVRABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR (315/7.10.5/313)**

Le Trésorier Municipal demande l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

Les créances appelées en admission en non-valeur découlent essentiellement de décès, de combinaisons infructueuses d'actes, de poursuites sans effet et de montants inférieurs au seuil.

Elles concernent des impayés de redevances d'eau, de frais de fourrière, d'occupation du domaine public et de rétributions de centre de loisirs.

Etant précisé qu'au titre des exercices indiqués dans le tableau ci-après, des créances ont déjà été admises en non-valeur par des délibérations précédentes.

<b>Pour le BUDGET PRINCIPAL</b>	
2014	46.65
2015	231.39
2016	577.10
2017	685.39
2018	389.10
2019	377.40
2020	865.51
<b>TOTAL</b>	<b>3 172,54 €</b>

<b>Pour le BUDGET ANNEXE EAU</b>	
2013	243.92
2014	507.63
2015	1 363.41
2016	4 855.99
2017	14 923.56
2018	7 466.29
2019	15 348.05
2020	19 393.30
2021	39.09
<b>TOTAL</b>	<b>64 141,23 €</b>

Les créances liées à des factures d'eau et de travaux d'eau concernées par la demande de la Trésorerie se décomposent comme suit :

TVA	0%	5.5%	7%	10%	20%	TOTAL €
HT	10 111.09	32 157.87	75.15	18 100.43	93.70	60 538.24
TVA	0.00	1 768.75	5.26	1 810.24	18.74	3 602.99
TTC	10 111.09	33 926.62	80.41	19 910.67	112.44	<b>64 141.23</b>

Ces créances demeurant irrécouvrables après la mise en œuvre par le Comptable de la phase comminatoire amiable et de la phase de recouvrement forcé, il convient d'admettre ces créances en non-valeur.

**- sur le budget principal :**

Chapitre 65/compte 6541/rubrique 020/Service gestionnaire et utilisateur 310  
Ligne de crédit 608 « Mises en non-valeur » **3 172,54 €**

**- sur le budget annexe eau :**

Chapitre 65/compte 6541/Ligne de crédit 12602 « Créances admises en non-valeur » **60 538,24 €**

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal :

- décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ainsi que leurs imputations,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **OUVERTURE D'EMPLOIS PERMANENTS : MODALITES DE RECRUTEMENT (322/421/303)**

Selon l'article 3 de la loi du 13 juillet 1983, les emplois civils permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires. Par dérogation à ce principe, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas énumérés dans l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984.

Ces recrutements par exception étaient déjà possibles pour les emplois de catégorie A depuis la loi du 12 mars 2012 et cette possibilité a été élargie aux emplois de catégories B et C par la loi du 6 août 2019 dite loi de Transformation de la Fonction Publique. Cette évolution réglementaire permet ainsi aux agents contractuels de catégorie B et C, sous certaines conditions, de bénéficier également d'un CDI.

Pour chaque emploi ouvert au recrutement d'un agent contractuel, à défaut de recrutement d'un fonctionnaire, une délibération doit être prise en précisant le motif invoqué, le grade correspondant à l'emploi et auquel se réfèrent le niveau de rémunération, la quotité de temps de travail, la nature des fonctions et le niveau de recrutement.

Dès lors que la délibération précise ces éléments, l'emploi peut être pourvu soit par un fonctionnaire, soit par un agent contractuel.

Dans le cas du recrutement d'un agent contractuel, le contrat établi avec la collectivité sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale totale de six ans. A l'issue de cette durée, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal de :

- pourvoir les 15 emplois permanents listés dans l'**Annexe 1**, chacun par le recrutement d'un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984, dès lors que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté,
- pourvoir les 4 emplois permanents listés dans l'**Annexe 2**, chacun par le recrutement d'un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article 3-3 1° de la loi du 26 janvier 1984, dès lors qu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes,
- fixer les niveaux de rémunération en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif de la Ville de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 2 annexes

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
1	Chargé(e) de communication	020 Communication Ville	Attaché territorial	Temps complet	Elaboration d'un plan de communication et d'un plan média par action /support en cohérence avec la stratégie globale Prise en charge de la réalisation des supports de communication Community management des réseaux sociaux Coordination de la transversalité nécessaire, au sein du service communication, pour assurer la mise en œuvre des actions	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
2	Chef(fe) de l'unité Cimetière	1112 SOLIDARITE ET POPULATION Cimetières, centre funéraire	Attaché territorial	Temps complet	Gestion et le management des 4 cimetières de la ville de Mulhouse et du centre funéraire Mise en œuvre les objectifs du service fixés par la hiérarchie en concertation avec le personnel des différents secteurs d'activités Etre le relais de la DRH pour la gestion des ressources humaines	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
3	Responsable de l'unité Accueil, Accès aux droits et Aide Locale	1121 SOLIDARITE ET POPULATION Accueil, accès aux droits et Aide Locale	Conseiller socio- éducatif	Temps complet	Suivi de l'activité Aide Locale Suivi de l'activité Accueil et accès aux droits Encadrement d'une équipe pluridisciplinaire Responsable du secrétariat FSL Energie Accueil du public en difficulté Actions de formation	Diplôme d'Etat de niveau II ainsi que le CAFERUIS Expérience dans un poste similaire
4	Chargé(e) des actions collectives RSA	1122 SOLIDARITE ET POPULATION RSA	Assistant socio- éducatif	Temps complet	Montage et mise en œuvre de projets innovants sur un mode d'intervention collectif pour les bénéficiaires du rSa accompagnés par le service d'action sociale Accompagnement la personne dans son insertion sociale et/ou professionnelle Suivi administratif des personnes accompagnées dans le cadre du rSa	Diplôme d'Etat de niveau II Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
5	Coordinateur(trice) éducateur de secteur	1132 SOLIDARITE ET POPULATION Prévention Collège	Assistant socio- éducatif	Temps complet	Accompagnement des jeunes en difficulté Présence sur le terrain au contact de publics repérés Travail de contact et de réseau avec les partenaires du quartier et institutionnels sur des situations individuelles et collectives Tâches administratives afférentes aux suivis des situations individuelles Participation à la vie du service et du pôle	Diplôme d'Etat de niveau II Expérience dans un poste similaire
6	Animateur(trice) pour le pôle éducatif	133 COHESION SOCIALE ET VIE DES QUARTIERS Centres sociaux	Adjoint d'animation principal 2e classe	Temps complet	Concevoir des projets d'animation en lien et concordance avec le diagnostic du territoire et les besoins des habitants Organiser et animer un programme d'activités au sein du centre social et culturel Drouot Barbanègre en accord avec les directives pédagogiques pour la jeunesse Accueillir, informer et orienter le public jeune vers le centre social et culturel et/ou les partenaires du territoire Sensibiliser et mobiliser les différents publics autour du projet social et éducatif	Diplôme de niveau V Expérience dans un poste similaire
7	Professeur d'Enseignement Artistique – discipline Saxophone	213 CULTURE Conservatoire de musique	Professeur d'enseignement artistique classe normale	Temps non complet	Assurer, sous l'autorité du directeur du conservatoire, la transmission de compétences et de connaissances techniques dans la discipline Saxophone Travailler au développement de sa discipline en collaboration avec les autres enseignants Mettre en place des ateliers spécifiques Participer au rayonnement du conservatoire par la mise en place de concert et d'auditions publiques	Diplôme de niveau I Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
8	Adjoint(e) du Directeur des Musées municipaux	214 CULTURE Musées municipaux	Attaché de conservation du patrimoine	Temps complet	Organiser le fonctionnement des musées, encadrer les équipes, gérer le budget, en remplacement ou en lien avec le directeur des Musées municipaux Définir les objectifs scientifiques du musée, étudier et valoriser les collections, promouvoir des travaux de recherches Concevoir la muséographie, mettre en œuvre les politiques d'acquisition, de conservation et de restauration, suivre les prêts, contrôler l'inventaire et le récolement	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
9	ATSEM	2212 EDUCATION Vie des écoles	ATSEM principal 2e classe	Temps non complet	Activités pédagogiques et éducatives : surveiller et animer les ateliers mis en œuvre par l'enseignant, assister l'enseignant dans la surveillance... Activités relatives aux soins et à l'hygiène : apprendre aux enfants les règles d'hygiène corporelle, soigner les petites plaies sans gravité... Activités d'entretien et de rangement Temps d'accueil en école maternelle avant et après la classe	Diplôme CAP Petite Enfance Expérience dans un poste similaire
10	Coordonnateur(trice) du Programme de Réussite Educative (PRE)	2213 EDUCATION Vie de l'enfant	Rédacteur	Temps complet	Participation à l'élaboration des parcours répondant aux besoins des enfants de 2 à 16 ans repérés en lien étroit avec leur famille Accompagnement des enfants, ainsi que leur famille dans la mise en œuvre de parcours individualisés Suivi et évaluation de l'impact du parcours sur les enfants et leur famille Soutien à la mission de coordination du PRE Travail partenarial et pluridisciplinaire avec les partenaires locaux	Diplôme de niveau IV Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
11	Chef(fe) d'équipe canalisateur	4121 ENVIRONNEMENT ET SERVICES URBAINS Etudes travaux et maintenance du réseau	Agent de maîtrise	Temps complet	Responsabilité d'une équipe d'intervention pour les travaux de réparation de rupture de conduites ou de branchements Préparation du chantier, information des riverains Direction des travaux de terrassement Etablissement des bulletins d'intervention	Diplôme de niveau V Expérience dans un poste similaire
12	Responsable contrats publics et juridique	4200 VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE Administration de Direction	Attaché territorial	Temps complet	Passation et exécution des marchés publics Programmation annuelle des marchés au sein de la Direction Rédaction des délibérations et de différents types de conventions Gestion, animation et coordination de l'activité commande publique	Diplôme de niveau II Expérience dans un poste similaire
13	Technicien(ne) d'études Eclairage public et régulation de trafic	424 VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE Equipements lumineux	Technicien principal 2e classe	Temps complet	Projets d'éclairage public : études et conception de projets d'éclairage public, réalisation des plans d'exécution Interventions de nuit ou programmations sur le terrain Études de régulation de trafic (carrefours à feux, bornes escamotables)	Diplôme de niveau III Expérience dans un poste similaire
14	Chargé(e) de prospection et des grands projets de voirie	426 VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE Prospectives et grands projets voirie	Ingénieur	Temps complet	Coordination de la réflexion stratégique sur l'évolution et l'adaptation de la politique de la voirie Pilotage des grands projets de voirie en lien avec les partenaires internes et externes à la collectivité Rédaction des programmes d'opération, élaboration des conventions de financement, gestion budgétaire et suivi de la maîtrise d'oeuvre	Diplôme de niveau Bac + 5 scientifique Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
15	Responsable de la section Chauffage-sanitaire	432 PERFORMANCES ENERGETIQUES ET BATIMENTS Maintenance et Ateliers	Agent de maîtrise	Temps complet	Encadrement et management d'une équipe de chauffagistes-sanitaire Planification, organisation, suivi et gestion des interventions de maintenance des installations de chauffage et sanitaire dans le cadre de l'entretien en régie des bâtiments de la collectivité Coordination des interventions avec les autres corps de métier	Diplôme de niveau V Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
16	Musicien(ne) d'orchestre	215 CULTURE Orchestre symphonique	Musicien 3e catégorie	Temps complet	Diffusion de la musique classique et contemporaine à travers l'interprétation d'œuvres symphoniques à Mulhouse, en Alsace et dans les régions limitrophes sur les plan national, transfrontalier et international, ainsi que par le biais de la politique audiovisuelle menée par l'orchestre Représentation du répertoire lyrique et chorégraphique dans le cadre de la Convention qui lie la Ville de Mulhouse au syndicat intercommunal de l'Opéra National du Rhin (ONR)	Inscription sur une liste d'aptitude aux fonctions de musicien des orchestres Expérience dans un poste similaire
17	Musicien(ne) d'orchestre	215 CULTURE Orchestre symphonique	Musicien 3e catégorie	Temps complet	Diffusion de la musique classique et contemporaine à travers l'interprétation d'œuvres symphoniques à Mulhouse, en Alsace et dans les régions limitrophes sur les plan national, transfrontalier et international, ainsi que par le biais de la politique audiovisuelle menée par l'orchestre Représentation du répertoire lyrique et chorégraphique dans le cadre de la Convention qui lie la Ville de Mulhouse au syndicat intercommunal de l'Opéra National du Rhin (ONR)	Inscription sur une liste d'aptitude aux fonctions de musicien des orchestres Expérience dans un poste similaire
18	Musicien(ne) d'orchestre	215 CULTURE Orchestre symphonique	Musicien 3e catégorie	Temps complet	Diffusion de la musique classique et contemporaine à travers l'interprétation d'œuvres symphoniques à Mulhouse, en Alsace et dans les régions limitrophes sur les plan national, transfrontalier et international, ainsi que par le biais de la politique audiovisuelle menée par l'orchestre Représentation du répertoire lyrique et chorégraphique dans le cadre de la Convention qui lie la Ville de Mulhouse au syndicat intercommunal de l'Opéra National du Rhin (ONR)	Inscription sur une liste d'aptitude aux fonctions de musicien des orchestres Expérience dans un poste similaire

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
19	Musicien(ne) d'orchestre	215 CULTURE Orchestre symphonique	Musicien 3e catégorie	Temps complet	Diffusion de la musique classique et contemporaine à travers l'interprétation d'œuvres symphoniques à Mulhouse, en Alsace et dans les régions limitrophes sur les plan national, transfrontalier et international, ainsi que par le biais de la politique audiovisuelle menée par l'orchestre Représentation du répertoire lyrique et chorégraphique dans le cadre de la Convention qui lie la Ville de Mulhouse au syndicat intercommunal de l'Opéra National du Rhin (ONR)	Inscription sur une liste d'aptitude aux fonctions de musicien des orchestres Expérience dans un poste similaire



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 12 procurations)

### **DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL 2021 COMPLEMENTAIRE : PROPOSITION D'OPERATIONS (314/7.5.8/338)**

La Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), régie par l'article L 2334-42 du Code Général des Collectivités Locales, est prolongée en 2021 avec une nouvelle part complémentaire, pour accompagner les investissements structurants des communes et des établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.

Concernant la thématique « Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables » de la DSIL 2021, les projets suivants sont susceptibles d'être éligibles :

- **Renforcement de la charpente du gymnase de Bourtzwiller** : cette opération a pour objectif de renforcer la charpente et contribuer ainsi à une meilleure isolation pour un montant de 123 970,00 € HT (soit 148 764,00 € TTC).

Ainsi, le plan de financement prévisionnel de la réalisation s'établit comme suit :

Opération	Montant HT en €	ETAT - DSIL	%	CEA	%	VILLE DE MULHOUSE	%
Renforcement charpente gymnase Bourtzwiller	123 970,00	49 588,00	40	30 000,00	24	44 382,00	36

Concernant la thématique « mise aux normes et sécurisation des équipements publics » de la DSIL 2021, l'opération suivante est susceptible d'être éligible :

- **Rénovation de l'accueil de la bibliothèque médiathèque Grand'Rue** : il s'agit de la première étape d'une rénovation de plus grande envergure afin d'améliorer l'accueil de la bibliothèque pour un montant de 250 000,00 € HT (soit 300 000,00 € TTC).

- **Centre Wallach - Travaux de mise en accessibilité et remplacement de l'alarme incendie** : il s'agit de travaux d'accessibilité et de mise aux normes pour un montant de 181 569,00 € HT (soit 217 882,80 € TTC).

- **Reprise des fondations de l'immeuble sis 39 avenue du Président Kennedy** : il s'agit de travaux de reprise des fondations afin de pouvoir envisager un nouvel usage pour les locaux, notamment à destination des associations pour un montant de 86 128,00 € HT (soit 103 353,00 € TTC).

Ainsi, le plan de financement prévisionnel de la réalisation s'établit comme suit :

Opération	Montant HT en €	ETAT - DSIL	%	CEA	%	VILLE DE MULHOUSE	%
Rénovation de l'accueil de la bibliothèque médiathèque Grand'Rue	250 000,00	100 000,00	40	100 000,00	40	50 000,00	20
Centre Wallach – Travaux de mise aux normes	181 569,00	72 627,00	40	72 627,00	40	36 315,00	20
Reprise des fondations immeuble 39 avenue Président Kennedy	86 128,00	34 451,00	40	30 000,00	35	21 677,00	25
<b>TOTAL</b>	<b>517 697,00</b>	<b>207 078,00</b>	<b>40</b>	<b>202 627,00</b>	<b>39</b>	<b>107 992,00</b>	<b>21</b>

Les crédits sont prévus sur les Autorisations de Programme suivantes et sur les lignes de crédit suivantes :

**AP NOAN :**

- ligne de crédit 29846 « 39-41 AVENUE KENNEDY : REPRISE STRUCTURE ET CONSOLIDATION »
- ligne de crédit 33621 « CENTRE WALLACH SSI »

**AP E001 :**

- ligne de crédit 33674 « GYMNASSE BOURTZWILLER : VERRIERE TOITURE »

**AP E002 :**

- ligne de crédit 31145 « IMMEUBLES COMMUNAUX ACCESSIBILITE PMR »

**AP E009 :**

- ligne de crédit 33661 « BIBLIOTHEQUE GRAND RUE AMENAGEMENT ACCUEIL »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces opérations,
- approuve les plans de financement prévisionnel exposés,
- précise qu'en cas de diminution de recettes attendues, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation,
- autorise le Maire ou son Adjoint délégué à introduire les demandes de subventions et de signer les actes nécessaires à leurs formalisations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned to the right of the official seal.



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

39 conseillers présents (55 en exercice / 12 procurations)

### **CONTRAT DE VILLE - CITE EDUCATIVE DU QUARTIER DES COTEAUX A MULHOUSE (2220/7.5.6/327)**

La Cité éducative des Coteaux labellisée en juillet 2019 vise à intensifier les prises en charges éducatives des enfants et des jeunes de 0 à 25 ans, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire.

A ce titre, des groupes de travail par thématique se sont réunis afin de co-crérer des actions éducatives - culturelles et sanitaires en respectant l'alliance éducative.

Pour l'année 2021 et après étude des différents dossiers déposés par les porteurs de projets, il est proposé de participer au financement des actions pour un montant de **20 580 €** dont le détail est précisé dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2021 sur les lignes de crédits suivantes :

Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 20 Service gestionnaire et utilisateur : 221

Ligne de crédit 33524 : « Subventions Cité Educative » **8 300€**

Ligne de crédit chapitre 65 – article 6574 – ligne 3652 « Subventions de fonctionnement au privé » **soit 12 280€**

Le Conseil Municipal,

- approuve le versement des subventions détaillées dans l'annexe jointe à la présente délibération,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Liste des projets

Ne prend pas part au vote : Mme Sornin

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



## ANNEXE

### Actions financées par la Direction Education

PORTEUR DE PROJET	INTITULE	OBJECTIF	MONTANT
<b>OPEN FAB (la petite Manchester)</b>	Petite enfance et Développement Durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les enfants et leurs référents à la protection de la nature et à l'environnement</li> <li>- Développer la confiance en soi et l'autonomie des enfants</li> </ul>	<b>3000€</b>
	Le textile d'hier à aujourd'hui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir l'éducation artistique et culturelle</li> <li>- Sensibiliser au développement durable et au réemploi créatif</li> </ul>	<b>2500€</b>
<b>Moulin nature</b>	Club nature aux Coteaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre conscience de sa relation à l'inconnu, à la nature, mais aussi à l'autre</li> <li>- Développer son autonomie et apprendre à gérer le quotidien en réajustant ses habitudes de consommation</li> </ul>	<b>2800€</b>
<b>Total</b>			<b>8 300€</b>

### Action financée dans le budget éducation

PORTEUR DE PROJET	INTITULE	OBJECTIF	MONTANT
<b>Direction Education</b>	Mercredi tout est permis	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'expression individuelle et collective par la pratique de l'écriture, de la lecture, du langage, ou du dessin</li> <li>- Développer une attitude citoyenne et favoriser l'expression sous toutes ses formes</li> </ul>	<b>24 000€</b>

## Actions financées par la direction cohésion sociale et vie des quartiers

PORTEUR DE PROJET	INTITULE	OBJECTIF	MONTANT
<b>AFSCO</b>	Village sportif et olympique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à améliorer la santé, l'hygiène et l'alimentation de chacun</li> <li>- Promouvoir les activités physiques et sportives afin d'orienter les jeunes vers les clubs.</li> </ul>	<b>4 000€</b>
<b>OPEN FAB (la petite Manchester)</b>	Cité en fête	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire découvrir des savoir-faire autour du textile</li> <li>- Favoriser la socialisation et la citoyenneté respectueuse grâce à une activité collective (partager, transmettre, attendre son tour, imaginer des histoires à plusieurs....)</li> </ul>	<b>1 000€</b>
<b>Les enfants cuisinent</b>	Ateliers de cuisine du village olympique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner à chaque enfant les moyens de découvrir et d'apprécier la richesse, la variété et la diversité des produits alimentaires.</li> <li>- Contribuer au développement de bonnes habitudes alimentaires (ex : s'approprier la pyramide alimentaire)</li> </ul>	<b>1 780€</b>
<b>COSMOS SPORT</b>	Mesdemoiselles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter une notion d'éducation : particulièrement par le respect de soi, d'autrui mais aussi des règles du jeu, de l'environnement et du matériel</li> <li>- Utiliser le sport sous forme de jeu qui apporte une réelle dimension pédagogique.</li> </ul>	<b>4 500€</b>
<b>FACE ALSACE</b>	Wifilles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inspirer les jeunes filles et ouvrir leurs horizons afin de faciliter leur accès aux métiers du numérique,</li> <li>- Développer des ambassadrices du numérique qui pourront partager leurs connaissances à leurs camarades.</li> </ul>	<b>1 000€</b>
<b>Total</b>			<b>12 280€</b>

## Action financée en 1ere phase de la programmation PV

PORTEUR DE PROJET	INTITULE	OBJECTIF	MONTANT
<b>CIDFF</b>	Au contact des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recenser les besoins des jeunes sur la thématique de l'emploi et/ou la formation</li> <li>- Accompagner les jeunes dans le cadre de l'élaboration et la construction de leur projet professionnel</li> </ul>	<b>3 720€</b>



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 12 procurations)

### **DEMOS CONSERVATOIRE, CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MULHOUSE ET LA CITE DE LA MUSIQUE-PHILHARMONIE DE PARIS (213/8.9/279)**

Le dispositif Démos est une structure orchestrale à vocation sociale et éducative mis en œuvre par la Philharmonie de Paris et soutenue par le Ministère de la Culture et de nombreuses collectivités territoriales dont la ville de Mulhouse. Démos est un projet de démocratisation culturelle centré sur la pratique musicale en orchestre. Dans une cohérence pédagogique et artistique globale, il propose un apprentissage de la musique classique à des enfants ne disposant pas d'un accès facile à cette pratique dans les conditions existantes. Les enfants sont encadrés pendant trois ans par des musiciens professionnels et des référents sociaux.

La Ville de Mulhouse, en partenariat avec la Philharmonie de Paris, a créé son premier orchestre Démos en février 2017 pour une durée de 2 ans et demi. Cette première phase a concerné 121 enfants, du CE2 au CM2.

Après la première phase du projet qui s'est terminée en juin 2019, la Ville de Mulhouse a souhaité permettre à tous les enfants souhaitant poursuivre la musique d'intégrer le Conservatoire, dans un cursus qui prendrait en compte le parcours de l'élève dans le projet spécifique dont il a bénéficié durant 2 ans et demi.

A partir de septembre 2019, 61 enfants en classe de 6ème ont donc intégré le Conservatoire dans un nouveau cursus intitulé « Démos-Conservatoire », toujours en partenariat avec la Cité de la musique – Philharmonie de Paris. Ce cursus intègre une pratique orchestrale des enfants qui constituent ainsi un orchestre Démos avancé.

La présente délibération concerne la signature de la Convention Démos Conservatoire entre la Ville de Mulhouse et la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris.

L'objet de la présente convention est de préciser les modalités du partenariat pour le dispositif Démonstratoire Conservatoire, du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 30 septembre 2022.

Le projet Démonstratoire Conservatoire s'adresse aux élèves issus de la première cohorte Démonstratoire et scolarisés dans cinq collèges partenaires du projet (Bel-Air, Bourzwiller, Jean Macé, Saint-Exupéry et Wolf). Ces jeunes bénéficient d'un après-midi libéré afin de se rendre au Conservatoire de Mulhouse pour suivre des cours de pratiques collectives (Ateliers rythme et voix, orchestres et pratiques d'ensembles, travail en partiels par pupitre) durant 2,5 heures. Les jeunes se rendent au Conservatoire un autre jour de la semaine afin de suivre un cours d'instrument par groupe de trois pendant 1 heure.

11 professeurs du Conservatoire sont impliqués dans le projet, coordonné par une coordinatrice de projet et une chargée de développement social.

Démonstratoire Conservatoire s'appuie, comme Démonstratoire 2, sur un partenariat fort entre la Ville de Mulhouse et l'Éducation Nationale.

Le projet bénéficie également du soutien de nombreux partenaires publics et privés dont :

- Le Ministère de la Culture, l'Agence nationale de la Cohésion des Territoires, la Caisse d'Allocations Familiales

Le budget prévisionnel Démonstratoire pour une année pleine s'élève à 152 588€ dont 84 088€ inscrits au budget primitif par la Ville de Mulhouse en 2021.

Le montant prévisionnel des dépenses des personnels artistiques s'élève à 55 688€. Ce montant comprend les pratiques instrumentales semi collectives à hauteur de 27 414€ et les pratiques collectives à hauteur de 28 274€.

La Philharmonie s'engage à contribuer à hauteur de 80% de ce dernier montant soit environ 22 600€ par an, en plus des dépenses qu'elle prend en charge directement.

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ce projet sont disponibles au budget primitif 2021 et seront proposés au budget primitif 2022.

Le projet de convention est joint en document annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve la convention de partenariat entre la Ville de Mulhouse et la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris
- Charge le Maire ou son Adjointe Déléguée de signer la convention de partenariat et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

P.J. :

Projet de convention

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIÉ CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



## CONVENTION DE PARTENARIAT DEMOS CONSERVATOIRE MULHOUSE Orchestre avancé

### ENTRE LES SOUSSIGNES

**La Cité de la musique – Philharmonie de Paris,**  
Établissement public national à caractère industriel et commercial (EPIC)  
Adresse : 221 avenue Jean Jaurès – 75 019 Paris  
SIRET : 391 718 970 00026  
APE : 9004Z  
représentée par Laurent Bayle, en qualité de Directeur général

désignée ci-après par « La Cité de la musique – Philharmonie de Paris », d'une première part,

### ET

**La Ville de Mulhouse**  
Adresse : 2 rue Pierre et Marie Curie – BP 10020 - 68948 Mulhouse Cedex 9  
SIRET : 216 802 249 00013  
Représentée par son Maire, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal du 17 juin 2021.

désignée ci-après par « La Ville de Mulhouse » ou « le porteur de projet », d'une deuxième part,

### IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

La Cité de la musique-Philharmonie de Paris contribue au développement de la vie et de la pratique musicale, ainsi qu'à la connaissance de la musique et de son patrimoine.

Le ministère de la Culture et de la Communication a chargé la Cité de la musique de porter le projet Dèmos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) et de conclure les partenariats qu'elle juge utile pour le mener à bien. Dèmos est un projet expérimental d'apprentissage intensif de la pratique orchestrale, en direction de jeunes habitants des quartiers relevant de la politique de la ville ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique musicale, ne disposant pas des ressources économiques, sociales ou culturelles pour découvrir et pratiquer la musique classique dans les institutions existantes. Il est soutenu financièrement par le ministère de la Culture dans le cadre d'une convention de subventionnement pluriannuelle, par le CGET, par les collectivités territoriales partenaires et par des mécènes

1/11

La Ville de Mulhouse, en partenariat avec la Philharmonie de Paris, a créé son premier orchestre Dèmos en février 2017 pour une durée de 2 ans et demi. Cette première phase a concerné 121 enfants, du CE2 au CM2.

Après la première phase du projet qui s'est terminée en juin 2019, la Ville de Mulhouse a souhaité permettre à tous les enfants souhaitant poursuivre la musique d'intégrer le Conservatoire, dans un cursus qui prendrait en compte le parcours de l'élève dans le projet spécifique dont il a bénéficié durant 2 ans et demi. A partir de septembre 2019, **61 enfants en classe de 6ème** ont donc intégré le Conservatoire dans un nouveau cursus intitulé « **Dèmos Conservatoire** », toujours en partenariat avec la Cité de la musique – Philharmonie de Paris. Ce cursus intègre une pratique orchestrale des enfants qui constituent ainsi un orchestre Dèmos avancé.

### Article 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de constituer un orchestre avancé Dèmos à Mulhouse et de permettre ainsi aux collégiens issus de la première cohorte de bénéficier du dispositif. (Pour l'année 2020-2021, 51 jeunes sont toujours inscrits dans le cursus).  
La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** et **La Ville de Mulhouse** collaborent à la mise en œuvre de l'orchestre avancé Dèmos à Mulhouse à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 jusqu'au 30 septembre 2022.

### Article 2 : OBJECTIFS ET ACTIONS

#### 2.1 Les objectifs :

Poursuite des apprentissages musicaux pour les enfants, l'orchestre étant une source essentielle de motivation pour continuer de s'investir.  
Rayonnement des pratiques collectives – en petit et grand ensemble - sur les territoires via les concerts publics  
Renforcement de la participation de musiciens d'orchestres et de chef.fe.s expérimenté.e.s à des actions pédagogiques.  
Renforcement des dynamiques partenariales entre orchestres professionnels et conservatoires  
Liens structurels éventuels entre les orchestres avancés et les cursus des conservatoires des territoires.

#### 2.2 Les actions :

- la création d'un véritable cursus au sein du Conservatoire de Mulhouse pour les élèves ayant suivis un premier cycle Dèmos. 98 heures d'enseignement proposées à chaque enfant, 5 rassemblements en tutti de 2,5 heures par an encadrés par le chef d'orchestre de l'Orchestre Dèmos Conservatoire,
- des cours collectifs ou semi-collectifs deux fois par semaine pour chacun des enfants (cours d'instrument à trois élèves pendant 1h, cours de formation musicale « Atelier rythme et voix », partiels par pupitre, orchestre ou ensemble,
- un travail en étroite collaboration avec l'Éducation nationale et notamment les professeurs d'éducation musicale et chant choral dans chacun des 5 collèges partenaires,

2/11

- Une représentation publique finale par an à la Filature ou dans une autre salle du territoire (auditorium du Conservatoire, Théâtre de la Sinne ...)

### Cf. Annexe 1 Le Projet

### Article 3 : APPORTS ET OBLIGATIONS DE LA CITE DE LA MUSIQUE – PHILHARMONIE DE PARIS

#### 3.1 Équipe de coordination nationale

**La Cité de la musique – Philharmonie de Paris** est responsable de la coordination nationale du projet. A ce titre, elle procède aux demandes de subventions nationales auprès des pouvoirs publics et aux recherches de mécénat pour le compte du projet. Elle gère le budget global de l'opération et procède aux ajustements nécessités par l'équilibre budgétaire de l'opération en accord avec ses partenaires.

**La Cité de la musique – Philharmonie de Paris** affecte à la coordination nationale du projet une équipe nationale composée notamment d'un Directeur délégué au projet et de son adjoint, d'un responsable de la coordination territoriale et d'un coordinateur pédagogique, ci-après dénommée « l'équipe nationale ». En tant que de besoin après le démarrage du projet, la directrice déléguée aux relations institutionnelles et le directeur du mécénat peuvent être sollicités dans le cadre du projet (notamment pour les événements officiels ou les démarches institutionnelles)

L'équipe nationale aura pour rôles principaux :

- L'accompagnement des équipes en région
- La transmission des outils de travail
- La transmission du matériel pédagogique
- La veille à la cohérence du projet sur les différents territoires

#### 3.2 Matériel pédagogique

**La Cité de la musique – Philharmonie de Paris** s'engage à fournir le matériel pédagogique (arrangements musicaux, guide pratique, documents audio et vidéo) nécessaire au bon déroulement des ateliers, des répétitions et présentations publiques. Le choix des arrangements musicaux se fera en concertation avec la Ville de Mulhouse.

#### 3.3 Parc instrumental

**La Cité de la musique – Philharmonie de Paris** a acquis le parc instrumental nécessaire lors de la constitution de l'orchestre Dèmos 1 en février 2017. A l'issue de cette phase les instruments ont été donnés aux enfants souhaitant poursuivre leur apprentissage musical. Chaque enfant intégrant l'orchestre avancé Dèmos dispose donc de son instrument. La maintenance des instruments est à la charge de **La Ville de Mulhouse**.

#### 3.4 Frais de mission

**La Cité de la musique – Philharmonie de Paris** prendra en charge les frais de transport de l'équipe projet Dèmos Nationale pour les déplacements entre Paris et Mulhouse ainsi que les frais d'hôtel et les défraiements.

### Article 4 : APPORTS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MULHOUSE

#### 4.1 Équipe projet

Les équipes permanentes de **La Ville de Mulhouse** collaborent au projet Dèmos sur le plan local. Elles sont l'interface des équipes Dèmos locales (musiciens intervenants, structures, partenaires) et nationales.

3/11

Le coordinateur projet de l'orchestre Dèmos du territoire aura en charge le suivi de l'orchestre avancé.

Un référent pédagogique a été nommé afin d'assurer la cohésion pédagogique du projet au sein du conservatoire et avec l'Éducation nationale.

Un chargé de développement social a été nommé pour le projet, basé à la Direction éducation.

Par ailleurs un suivi régulier sera mené par le coordinateur de projet sous la forme de réunions, de comités de pilotage et de comités techniques en présence des acteurs concernés.

Les membres de cette équipe projet sont placés sous l'autorité de **La Ville de Mulhouse** en sa qualité d'employeur.

#### 4.2 Intervenants artistiques et chef d'orchestre

**La Ville de Mulhouse** recrutera l'ensemble des professeurs impliqués dans le projet.

Le suivi administratif (planning, établissement des fiches de paye) se fera par l'équipe de **La Ville de Mulhouse**.

Il est entendu que le chef d'orchestre intervenant dans le projet Dèmos sera choisi d'un commun accord.

#### 4.3 Parc instrumental

**La Ville de Mulhouse** s'engage à prendre en charge l'entretien du parc instrumental et l'achat du petit matériel, à hauteur maximum de 4 000 € par an.

#### 4.4 Dynamique territoriale

Le porteur de projet s'engage à établir des liens avec les conservatoires et les écoles de musique, les centres de loisirs et les centres sociaux-culturels du territoire, en concertation avec **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris**, en vue de la pérennisation de la pratique des jeunes concernés.

En mobilisant côte à côte des acteurs du monde culturel et du champ social, ce projet contribuera à renforcer la cohésion sociale, à démocratiser l'accès à la culture et à lutter contre le décrochage scolaire.

#### 4.5 Production des concerts

**La Ville de Mulhouse** prendra toutes les mesures nécessaires pour la bonne organisation d'une représentation publique chaque année à la Filature ou toute autre salle du territoire, à savoir :

- s'assurer que le lieu d'accueil est en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et rechargement, au montage et démontage, et au service de représentation et qui sera prévu le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes éventuelles, et service de sécurité.
- assurer la logistique pour la mise en place des répétitions d'orchestre et des représentations publiques en lien avec l'équipe Dèmos
- réserver des places pour les présentations publiques dans la limite des disponibilités du lieu d'accueil.

#### 4.6 Prise en charge

**La Ville de Mulhouse** prendra directement à sa charge les frais suivants, à savoir :

4/11

- Mise à disposition de bureaux permettant d'accueillir le coordinateur de projet et le chargé de développement social équipés du matériel informatique et des fournitures nécessaires à la réalisation de leurs missions, en dehors du budget prévisionnel
- Les frais de transport de l'équipe projet Démos de Mulhouse pour les déplacements entre Mulhouse et Paris ainsi que les défraiements à hauteur maximum du montant fixé au budget (annexe 2).

#### 4.7 Production et gestion de données

La **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** conduit des travaux de recherche et d'évaluation sur la diversité des expériences et des projets Démos. Ces études, qui servent à l'évolution des orientations de Démos, se basent sur des données collectées par les orchestres Démos eux-mêmes, afin que les équipes de recherche puissent travailler sur leur interprétation.

La **Ville de Mulhouse** s'engage à collecter et à fournir à la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** les données à jour nécessaires au recensement des orchestres Démos et de leurs modèles ainsi qu'à l'évaluation du projet, à savoir :

- Les tableaux du « classeur indicateurs » permettant de réaliser une « épidémiologie » des projets, des centres et des participants. Ces données devront être mises à jour tous les six mois sur la plateforme d'échange Sharepoint ;
- Les données issues de questionnaires bilan administrés aux participants à l'entrée du projet ainsi qu'en fin d'année pendant toute la durée du projet. Les données recueillies dans ces questionnaires devront être transmises électroniquement dans les tableaux de résultats prévus à cet effet, à l'issue de chaque phase de collecte. Les questionnaires ainsi que les tableaux de résultats vierges seront transmis par la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** à **La Ville de Mulhouse** au minimum 7 jours avant leur utilisation.

Ces données doivent impérativement être transmises au moins une fois par an à la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris**. La non transmission de ces données entraînera une suspension des versements de la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** à **La Ville de Mulhouse**.

La collecte, l'usage et l'exploitation de ces données devront être en conformité avec la RGPD. Chacune des parties s'engage à procéder aux démarches et déclaration nécessaires.

#### Article 5 : BUDGET PREVISIONNEL ET APPORTS FINANCIERS

Le budget prévisionnel du projet est évalué à **152 588 € TTC/an** (cf. budget en annexe).

Le financement de ces dépenses est réparti de la façon suivante :

- Etat (centralisé par la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris**) : 26 119 € Ministère de la Culture et Ministère de la cohésion des territoires via l'ANCT
- Mécénat (centralisé par la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris**) : 40 000 € (mécénat, apports privés)
- Collectivités territoriales et autres structures (département, communes, région, Métropole, CAF, mécénat local) : 86 469 €

Les dépenses et recettes sont réparties selon le budget en **annexe** faisant partie intégrante de la présente convention.

Les deux parties s'engagent à rester dans le cadre du budget établi et dans les équilibres des contributions, sauf en cas de recettes nouvelles ou d'accord exprès et écrit des 2 parties.

5/11

A cet effet, des points budgétaires semestriels seront réalisés entre les deux parties. Ils concerneront autant le niveau des dépenses engagées que les financements obtenus et seront formalisés.

Ils pourront donner lieu sur accord express des 2 parties à des avenants budgétaires (dépenses et financements).

En plus de la prise en charge directe de certaines dépenses, la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** s'engage à contribuer au financement du projet via un versement annuel correspondant à 80% des coûts éligibles (salaires tutti et pratiques collectives) pris en charge par la **Ville de Mulhouse** (dans une limite de 22 619 €).

Les versements de la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** à la **Ville de Mulhouse** seront effectués sur présentation des comptes et d'une facture, selon l'échéancier suivant :

En 2021 :

- 22 619 € maximum à la signature de la convention au titre de l'année 2019-2020 sur présentation des comptes (septembre - juin) signés par **La Ville de Mulhouse**
- 22 619 € maximum au mois de juillet au titre de l'année 2020-2021 sur présentation des comptes (septembre - juin) signés par **La Ville de Mulhouse**

En 2022

- 22 619 € maximum au mois de juillet au titre de l'année 2021-2022 sur présentation des comptes (septembre - juin) signés par **La Ville de Mulhouse**

#### Article 6 : COMMUNICATION

Les parties conviennent des principes suivants concernant toutes les activités liées à l'orchestre Démos Conservatoire de Mulhouse.

6.1. Les **documents print et web** devront être chartés selon le kit de communication transmis au porteur de projet et mis à disposition sur le Sharepoint selon la charte mise en place par la Philharmonie de Paris :

- Pages Démos des brochures de saison du porteur de projet,
- Notes de programme des concerts,
- Affiches, Roll-up, Kakemono, flyers, etc,
- Dossiers de presse,
- Communiqués de Presse,
- Invitations diverses (concerts, conférence de presse, etc),
- Sites Internet des deux Parties.

L'ensemble des documents de communication réalisés par les 2 parties devront être soumis pour validation à l'autre partie dans les meilleurs délais.

Les personnes à contacter pour ces validations, et plus largement pour l'ensemble des questions relatives à la communication, sont :

- Pour la Philharmonie de Paris : Hélène Decourts, responsable de communication de l'équipe Démos nationale et Clara Wagner, directrice déléguée aux relations institutionnelles de la Philharmonie de Paris contact : cwagner@cite-musique.fr

6/11

- Pour **La Ville de Mulhouse** : sandra.cathelin@mulhouse.fr

En cas de modification des personnes à contacter, cette information fera l'objet d'un courrier entre les parties.

6.2. Le porteur de projet devra s'assurer de la présence à ses côtés, lors **des conférences de presse** de la Ville de Mulhouse et de la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris**.

6.3. Le porteur de projet devra s'assurer de la bonne communication entre les **services de presse** de la Ville de Mulhouse et de la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** et s'engage à tenir informées les équipes des différents sujets relatifs à Démos Conservatoire (sujets à venir, négociation en cours, etc).

6.4.1. Les **productions audiovisuelles** (captation de concert, vidéos teaser, interviews, etc) devront être chartées selon le kit de communication accessible via l'accès Sharepoint de l'orchestre.

6.4.2. Les **captations** devront mentionner à leur générique « la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** coordonne le projet Démos sur le territoire national ».

6.4.3. La réalisation de vidéos en présence des enfants et musiciens professionnels dans le cadre de Démos Conservatoire devra être précédée de la signature **d'autorisations de captation nominative** pour toute la durée du projet, pour chaque participant (par le représentant légal pour un mineur). Ces autorisations sont la responsabilité du porteur de projet.

6.4.4. Le porteur de projet fait son affaire des droits de diffusion et d'utilisation des vidéos qu'il réalisera dans le cadre de Démos Conservatoire.

La **Ville de Mulhouse** et la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** s'engagent à se fournir mutuellement des photos et vidéos en précisant l'objet et la durée de leur utilisation, avec crédit du photographe, tout en veillant avec précaution au droit à l'image.

#### Article 7 : MECENAT / EVENEMENTS

Le mécénat a pour vocation de financer environ un tiers du coût global du projet Démos Conservatoire, les deux autres tiers ayant pour origine des fonds publics nationaux ou locaux. Il en découle que **La Ville de Mulhouse** ne pourra effectuer de démarches auprès d'éventuels autres mécènes (qu'il s'agisse d'entreprises, de fondations ou de donateurs individuels) qu'avec l'accord express de la Philharmonie et, dans cette hypothèse, de manière totalement concertée avec elle.

Dans cet esprit, pendant la durée de la convention, **La Ville de Mulhouse** informera au préalable la Philharmonie des démarches qu'elle souhaite engager auprès de potentiels mécènes ou parrains de la région.

La direction du mécénat et du développement sera l'interlocuteur de **La Ville de Mulhouse** pour l'ensemble de ces questions, y compris pour faire bénéficier ce dernier de son expérience en la matière.

La **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** n'exclut pas non plus d'engager des démarches auprès de potentiels mécènes ou parrain de la région pour réunir la part nationale de mécénat nécessaire à la mise en place du projet Démos sur ce territoire.

La **Ville de Mulhouse** informera la **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** de tout événement concernant l'orchestres Démos (et notamment : réunion de rentrée, conférence

7/11

de presse de lancement, remise officielle des instruments, concerts, répétitions, stages). Il communiquera les dates et listes d'invités à ces événements au plus tard 15 jours avant la date de l'événement.

La **Ville de Mulhouse** s'engage à fournir jusqu'à 30 invitations pour chaque représentation de son orchestre. La **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** communiquera dans les meilleurs délais la liste de ses besoins dans la limite de ces 30 places.

#### Article 8 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er octobre 2019 et s'achèvera au 30 septembre 2022.

Les Parties peuvent convenir de mettre fin au contrat, d'un commun accord. Les modalités, notamment financières, de la résiliation seront arrêtées conjointement par les Parties. Chacune des Parties pourra également résilier la convention en cas de non-respect de celle-ci ou de ses avenants, dans le délai d'un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse.

#### Article 9 : ASSURANCES

Chaque Partie s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour l'exécution du contrat.

#### Article 10 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et si aucun accord amiable n'a pu être trouvé, celui-ci sera soumis à la compétence du tribunal compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Paris, le ..... /...../.....

<p>Pour <b>La Ville de Mulhouse</b></p>	<p>Pour la <b>Cité de la musique – Philharmonie de Paris</b></p> <p>Laurent BAYLE Directeur Général</p> <p>Lucien SCOTTI Contrôleur budgétaire</p>
---	--

8/11

Après la première phase du projet qui s'est terminée en juin 2019, la Ville de Mulhouse a souhaité permettre à tous les enfants souhaitant poursuivre la musique d'intégrer le Conservatoire, dans un cursus qui prendrait en compte le parcours de l'élève dans le projet spécifique dont il a bénéficié durant 2 ans et demi. A partir de septembre 2019, 61 enfants en classe de 6<sup>ème</sup> (issus uniquement du premier orchestre DÉMOS) ont donc intégré le Conservatoire dans un nouveau cursus intitulé «Demos Conservatoire», toujours en partenariat avec la Cité de la musique – Philharmonie de Paris.

**L'ORGANISATION PEDAGOGIQUE DU CURSUS DEMOS-CONSERVATOIRE**

**1. Les pratiques collectives**

Chaque jeudi après-midi, libéré par l'Education nationale, les 61 collégiens se rendent au Conservatoire en autonomie, de 14h00 à 16h30.

Le planning de l'après-midi se répartit entre cours de formation musicale, parties instrumentales par pupitre et pratiques collectives (orchestre, ensemble). Ces trois disciplines sont modulables et sont en lien permanent, d'où une équipe de professeurs présente sur la totalité de l'après-midi, dans les trois disciplines.

Au total, chaque élève bénéficie de 5h15 de cours de musique par semaine.

**Cursus Demos Conservatoire**

Cycle	Niveau scolaire	FM par l'oralité / Atelier rythme et voix	Partiels instrumentales	Cours d'instrument semi-collectif (par groupe de 3)	Orchestre, ensemble, musique de chambre ...	Education musicale au collège	Total Heures hebdo. par élève
CYCLE DEMOS avancé	6ème	30 minutes	45'	1h	1h	2h	5h15
	5ème	45'	45'	1h	45'	2h	5h15
	4ème	45'	45'	1h	45'	2h	5h15
	3ème						

**2. Le cours d'instrument semi-collectif**

Les 61 jeunes bénéficient d'1h de cours d'instrument semi-collectifs hebdomadaire (environ 3 élèves) en dehors du temps scolaire, au conservatoire de Mulhouse.

Les objectifs durant ces cours sont les suivants :

- Travail sur la technique instrumentale individualisée
- Travail sur le son, le geste instrumental, la posture, la souplesse, le souffle ...
- Aller plus loin dans le lien avec la partition, consolider la lecture de note (avec méthode ou non)
- Proposer des petits morceaux adaptés aux élèves (solo, duo, trio...)
- Faire le lien avec le reste de la classe d'instrument en faisant naturellement participer les élèves aux événements (auditions, sorties, concerts, ...)
- Proposer une méthodologie et un accompagnement dans le travail personnel de l'élève
- Approfondir les extraits vus en cours collectifs des jeudis après-midi (œuvres symphoniques)

**3. Les tutti**

Le cœur du projet Demos réside dans la pratique orchestrale en forme symphonique. De ce fait, environ 6 tutti sont proposés chaque année, dirigés par un chef d'orchestre qui est également en charge d'un orchestre Demos de débutants. Les professeurs impliqués dans le projet ont la possibilité d'accéder à des ressources sur le site national de la Philharmonie de Paris (vidéos de formation, arrangement de partitions, fiche de présentation d'œuvres, etc.)

**4. Les cours d'éducation musicale au collège**

Au sein de leur établissement scolaire (5 collèges sont partenaires), les jeunes inscrits dans le cursus Demos au Conservatoire ainsi que le reste de leur classe reçoit 2h de cours d'Education musicale et chant choral par semaine.

**MOYENS HUMAINS**

Une coordinatrice de projet est responsable de la bonne mise en œuvre du projet au sein du Conservatoire et sur le territoire mulhousien (en charge également de l'orchestre Demos de 115 enfants).

Un poste de coordinateur pédagogique pour le cursus Demos-Conservatoire a été créé, à raison de 5h par semaine, indispensable à l'harmonisation pédagogique et au lien entre l'équipe enseignante, le chef d'orchestre et la Philharmonie de Paris.

Une coordinatrice pédagogique nationale de la Philharmonie de Paris est également partie prenante du dispositif dans l'accompagnement des équipes, la définition des orientations pédagogiques, l'aide au choix des répertoires etc.

Une chargée de développement social (en charge également de l'orchestre Demos 2 de 115 enfants) accompagne les élèves et les familles pour faciliter la poursuite de l'élève dans le dispositif.

Au total, 11 professeurs du Conservatoire sont impliqués dans le projet (titulaires ou contractuels, intervenant déjà dans d'autres disciplines).

**PARTENARIATS**

Le partenariat avec l'Education nationale est toujours en vigueur, les 61 jeunes répartis dans 5 collèges (Bel-Air, Bourtzwiller, Jean Macé, Saint-Exupéry et Wolf) ayant le jeudi après-midi libéré pour se rendre au Conservatoire. Ils bénéficient – tout comme le reste de leur classe – d'une deuxième heure de musique dans leur emploi du temps au collège. Volonté partagée entre la Ville de Mulhouse et l'Education nationale, le partage et l'échange de pratique entre les professeurs d'instruments du Conservatoire et les professeurs d'Education musicale des 5 collèges sera un des axes d'amélioration du dispositif à envisager (analyse et échange de pratique autour de la gestion de groupe, la pratique collective, la pédagogie de groupe, la structuration d'un cours collectif ...)

Des partenariats ont déjà été mis en place depuis 2017 et se poursuivent aujourd'hui avec divers acteurs culturels du territoire comme l'Orchestre Symphonique de Mulhouse, l'Opéra et le Ballet national du Rhin, les Dominicains de Haute-Alsace, la Filature scène nationale de Mulhouse, etc.

Au sein du Conservatoire, les jeunes impliqués dans le projet Demos participent déjà aux auditions de classe de leur professeur d'instrument (Auditions dans l'auditorium, Jouer pour un jouet, etc.).

**TARIFICATION**

Après validation du Conseil Municipal de la Ville de Mulhouse, il a été décidé que les élèves inscrits dans le cursus Demos-Conservatoire bénéficieraient d'une dérogation au titre de leur droit d'écolage. Le tarif est donc de 30€ par trimestre, sans possibilité de demande de bourse.

A titre informatif, ce tarif est le même que les élèves inscrits en classes CHAM.

**PARC INSTRUMENTAL**

Les 61 collégiens ont chacun un instrument prêté par la Philharmonie de Paris depuis 2017. Des changements de tailles ont été effectués depuis 2017, et sont encore en cours pour certains jeunes.

Un budget est alloué chaque année à la maintenance des instruments (réparations si besoin indispensable, achat de cordes, changement d'archet, achat d'anches, achat de graisse etc.)

Les instruments sont donc considérés comme toujours prêtés au jeune, puisque l'entretien de l'instrument n'est pas effectué directement par la famille. S'il souhaite arrêter sa pratique instrumentale, il devra rendre son instrument.



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 12 procurations)

### **ASSOCIATION ORTHOPHONIE ET PREVENTION EN ALSACE (OPAL) : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION (221/7.5.6/341)**

Depuis 2009, L'OPAL a initié une vaste opération régionale « Lire l'école, un livre pour grandir ». A l'échelle du département, l'association prévoit de financer l'achat de 600 livres à destination des enfants de 3 ans entrant en petite section de maternelle dans des zones REP et REP+. Cette action de prévention des troubles du langage est une démarche globale en lien avec les parents.

A Mulhouse, l'association prévoit une distribution d'environ 300 livres de l'imagier « La maternelle » pour un budget total de 2360€. Cette action est prévue en octobre 2021 et concernera les 16 écoles de la ville possédant une classe passerelle ou une très petite section maternelle.

L'OPAL sollicite un soutien financier auprès de plusieurs collectivités, et sollicite une participation de la Ville de Mulhouse pour l'édition 2021 pour un montant de 300 €.

Aussi, il est proposé d'attribuer une subvention ponctuelle d'un montant de 300 euros à l'OPAL.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2021 –  
Chapitre 65- Article 6574- Fonction 212 Service gestionnaire et utilisateur 221  
Ligne de crédit n°16962 « SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DIVERSES »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- Approuve ces propositions
- Charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIÉ CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 12 procurations)

### **SIGNATURE DE L'ADHESION AU PASS CULTURE, DISPOSITIF CULTUREL POUR LES COLLECTIVITES, PROPOSE PAR LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DESTINE AUX JEUNES DE 18 ANS (21/8.9/261)**

Après une période test de deux ans dans cinq départements pilotes, le Ministère de La Culture généralisera le dispositif Pass Culture à l'ensemble des acteurs culturels du territoire national à partir du mois de juin 2021.

Le Pass Culture est un dispositif porté par la SAS pass culture, créée à cet effet. Il se présente sous la forme d'une application mobile géolocalisée, qui répond aux pratiques sociales et de consommation des nouvelles générations. Il s'agit de construire un accès privilégié à ces nouveaux publics, pour leur proposer les parcours culturels les plus variés. Doté d'un crédit de **trois cents euros délivré par l'Etat pour les jeunes âgés de 18 ans**, le Pass Culture est un outil visant à encourager les jeunes à développer leur goût pour la culture et à diversifier leurs expériences artistiques.

La délibération a pour objet l'adhésion de la Ville de Mulhouse au dispositif Pass Culture.

Les services concernés à la ville de Mulhouse sont notamment :

- Le Théâtre de la Sinne,
- Le Conservatoire de musique, danse et art dramatique,
- Les Bibliothèques-médiathèques,
- La Kunsthalle, centre national d'art contemporain,
- Le Développement culturel
- L'Orchestre symphonique de Mulhouse
- Les Archives
- La Maison du patrimoine, mission Ville d'art et d'histoire
- Les Musées municipaux

L'adhésion au Pass culture offre la possibilité d'une visibilité supplémentaire et d'une mise en réseau avec l'ensemble des partenaires culturels d'Alsace grâce au principe de géolocalisation des offres, consultables généralement via smartphone, ce qui les rendra encore plus accessibles aux jeunes bénéficiaires.

Les structures culturelles de la Ville de Mulhouse devront s'inscrire, créer leur propre compte professionnel et leur guichet dématérialisé et alimenteront le compte par des informations et des offres culturelles régulières, comme sur un site internet.

L'inscription s'effectue via le site [www.passculture.fr](http://www.passculture.fr).

Les offres pourront être gratuites ou payantes. Ces dernières, acquises par les jeunes, seront ensuite prises en charge par la SAS pass culture selon les modalités suivantes :

- Jusqu'à 20 000 € TTC par an, remboursement de 100 % du tarif de l'offre réservée ;
- De 20 000 € TTC à 40 000 € TTC par an, 95 % du tarif de l'offre réservée ;
- De 40 000 € TTC à 150 000 € TTC par an, 85 % du tarif de l'offre réservée, sauf pour les livres qui sont remboursés à 95 % du tarif ;
- Au-delà de 150 000 € TTC par an, 70 % du tarif de l'offre réservée

Ce barème s'applique au niveau de chaque établissement de la collectivité.

La ville ne dépassera pas le seuil des 20 000€ par an et par équipement pour ses offres.

L'adhésion au Pass Culture nécessite la signature d'une Convention partenariale Collectivités avec la SAS Pass Culture (en P.J.).

L'objectif est de contribuer à la démocratisation culturelle et à l'égal accès à la culture pour le public jeune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise Madame le Maire ou l'adjointe déléguée à signer l'adhésion au Pass Culture ainsi que la Convention de partenariat avec la S.A.S pass culture mandatée par la DRAC, ainsi que toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

P.J. :

- Convention de partenariat Collectivités- Pass Culture

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre,

La société PASS CULTURE, société par actions simplifiées, immatriculée sous le numéro SIRET 853 318 459 00015, dont le siège social est situé 3 rue de Valois 75001 Paris, représentée par monsieur Damien CUIER dûment mandaté, président de la société,

Ci-après dénommée « SAS pass Culture »,

et

### La Ville de Mulhouse,

Adresse : 2 rue Pierre et Marie Curie – BP 10020 - 68948 Mulhouse Cedex 9  
SIRET : 216 802 249 00013

Représentée par Anne-Catherine GOETZ, adjointe déléguée à la culture et au patrimoine, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal du 17 juin 2021.

Ci-après dénommée « Ville de Mulhouse »,

IL EST AINSI CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 - Objet de la convention

Le Pass Culture est un dispositif mis en place par le ministère de la Culture, porté par la SAS Pass Culture, créée à cet effet. Il se présente sous la forme d'une application mobile géolocalisée, qui répond aux pratiques sociales et de consommation des nouvelles générations. Il fait le pari de construire un accès privilégié à ces nouveaux publics, pour leur proposer les parcours culturels les plus variés. Doté d'un crédit pour les jeunes âgés de 18 ans, le pass Culture est un outil visant à encourager les jeunes à développer leur goût pour la culture et diversifier leurs expériences artistiques. C'est donc un défi que tous les opérateurs culturels doivent relever ensemble.

La Ville de Mulhouse, située dans le Haut-Rhin (68), a la volonté de favoriser l'accès à toutes les pratiques artistiques pour les jeunes âgés de 18 ans résidant sur la commune et les environs.

La présente convention entre la SAS pass Culture et la Ville de Mulhouse a pour objet d'établir les termes de leur partenariat. Celui-ci doit permettre aux détenteurs du pass Culture d'accéder aux propositions artistiques et culturelles gérées par la Ville de Mulhouse et de générer une communication la plus large possible à destination de l'ensemble des bénéficiaires pour les avvertir de ce nouveau droit. Les dépenses culturelles des jeunes inscrits au pass Culture seront ainsi remboursées à la Ville de Mulhouse selon des conditions générales d'utilisation.

1

### Article 2 - Engagements des parties

#### 1) Les engagements de la Ville de Mulhouse

La Ville de Mulhouse relaie le dispositif pass Culture à travers les canaux de communication dont elle dispose (site internet, espace publicitaire, etc) afin de garantir la bonne information à destination des jeunes présents dans la Ville de Mulhouse. Elle promeut également le dispositif auprès de ses structures partenaires susceptibles de proposer des offres artistiques et culturelles éligibles sur le pass Culture.

Les offres artistiques et culturelles de la Ville de Mulhouse seront proposées sur le pass Culture dans le but d'y faciliter l'accès aux jeunes inscrits. Seront notamment concernées les activités, actions et programmations culturelles mises en place par :

- Le Théâtre de la Sinne,
- Le Conservatoire de musique, danse et art dramatique,
- Les Bibliothèques-médiathèques,
- La Kunsthalle, centre national d'art contemporain,
- Le Développement culturel
- L'Orchestre symphonique de Mulhouse
- Les Archives
- La Maison du patrimoine, mission Ville d'art et d'histoire
- Les Musées municipaux

Afin de garantir le remboursement par la SAS pass Culture des offres réservées, la Ville de Mulhouse désigne un responsable financier, seule personne habilitée à renseigner et à modifier le RIB la Ville de Mulhouse et des éventuels établissements rattachés.

La Ville de Mulhouse s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation du pass Culture applicables aux acteurs culturels.

#### 2) Les engagements de la SAS pass Culture

La SAS pass Culture fait la promotion des offres proposées par la Ville de Mulhouse à travers l'application pass Culture et ses différents supports de communication (réseaux sociaux, lettres d'informations,...).

Les offres culturelles de la commune réservées à travers le pass Culture feront l'objet d'un remboursement par la SAS pass Culture selon les modalités prévues par les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels. Ainsi, le montant des réservations sera reversé à la Ville de Mulhouse par la SAS pass Culture selon le barème de suivant :

- Jusqu'à 20 000 € TTC par an, 100 % du tarif de l'offre réservée ;
- De 20 000 € TTC à 40 000 € TTC par an, 95 % du tarif de l'offre réservée ;
- De 40 000 € TTC à 150 000 € TTC par an, 85 % du tarif de l'offre réservée, sauf pour les livres qui sont remboursés à 95 % du tarif ;
- Au-delà de 150 000 € TTC par an, 70 % du tarif de l'offre réservée,

Ce barème s'applique au niveau de chaque établissement, équipement de la collectivité.

Le remboursement des offres validées par la Ville de Mulhouse se fait par virement bancaire de manière bimensuelle sur le ou les comptes renseignés par le responsable financier. Ces paiements sont à considérer en tant que redevances des services à caractère culturel et à traiter en tant que tel.

Le pass Culture s'engage à :

2

- Faire la promotion des offres proposées par la Ville de Mulhouse à travers l'application app.passculture.fr et à travers les autres supports de communication (réseaux sociaux, lettres d'informations,...)
- Accompagner l'ensemble des agents concernés à la mise en place du pass Culture au sein des différents établissements et événements artistiques et culturels de la commune.

### Article 3 - Durée du partenariat

La convention est valable pour trois ans, à compter de la date de signature. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse pour une période de trois ans.

### Article 4 – Résiliation

Les Parties peuvent convenir de mettre fin à la convention, d'un commun accord.

La présente convention peut être résiliée en cas d'inexécution des obligations contractuelles de l'une des parties.

Dans ce cas, la présente convention prendra fin dans un délai minimum d'un mois, à compter de la date de réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La résiliation de la convention entraîne de plein droit la résiliation des services associés.

### Article 5 - Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution, la non-exécution ou l'interprétation des présentes seront régis par la loi française.

En cas de différend portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, les Parties s'engagent, préalablement à toute procédure judiciaire, à tenter de résoudre ce différend à l'amiable.

En cas d'échec de la tentative de solution amiable, le tribunal administratif de Strasbourg sera seul compétent pour connaître de tout litige entre les parties à propos du contrat, notamment de la formation, de l'exécution, de l'interprétation, de la résiliation ou de la résolution du contrat.

A XXX, le XXX
La SAS pass Culture, Monsieur Damien Cuiet, Président - SAS pass Culture

A XXX, le XXX
Pour la Ville de Mulhouse Anne-Catherine Goetz Adjointe à la culture et au patrimoine.



Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**RESEAU GRAND EST DES CONSERVATOIRES : CONVENTION DE PARTENARIAT CPES (CLASSE PREPARATOIRE A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR) (213/8.9/295)**

Le conservatoire a pour mission outre l'apprentissage de la musique, d'éveiller et de développer la sensibilité musicale des jeunes et d'encourager leur esprit créatif. Il a également comme mission d'orienter les élèves qui souhaitent devenir musiciens professionnels en intégrant le cycle d'orientation professionnel (COP) organisé à l'échelon régional.

En septembre 2013, un réseau s'est constitué entre les établissements des Régions Alsace et Lorraine et plus particulièrement avec les conservatoires de Colmar, Epinal, Nancy, Strasbourg et Mulhouse. Celui-ci s'est traduit par :

- l'harmonisation des pratiques pédagogiques et le contenu du cursus,
- l'amélioration de l'accès aux établissements du réseau aux élèves habitant le territoire,
- la création de synergies entre les équipes pédagogiques afin de mettre en place des projets artistiques communs.

Aujourd'hui, les Villes de Colmar, Epinal, Strasbourg, Mulhouse et la Métropole du Grand-Nancy souhaitent faire évoluer l'organisation du COP vers la Classe Préparatoire à l'Enseignement Supérieur (CPES) – spécialité musique.

En plus de la volonté d'inscrire ce réseau d'établissements dans le cadre de la CPES, les principaux enjeux de ce développement à venir sont :

- l'amélioration de la visibilité des cinq conservatoires sur le plan national,
- l'accroissement de l'attractivité des établissements d'enseignement artistique sur leur aire de rayonnement,
- l'amélioration de l'orientation et de l'insertion professionnelle future des élèves,
- l'organisation commune des examens de la CPES,

- l'intégration des élèves inscrits en CPES dans le dispositif existant d'aide municipale de chaque collectivité selon ses propres critères et ses modalités d'attribution,
- la prise en charge d'enseignements complémentaires par le CRR de Nancy pour des élèves du CRD d'Epinal et pour le CRR de Strasbourg des élèves de Colmar et de Mulhouse,
- la participation des 5 directeurs d'établissement en tant que jury aux examens d'entrée des élèves dans la CPES,
- la participation des directeurs d'établissement ainsi qu'un enseignant de chaque discipline à la réunion annuelle du réseau.

Par ailleurs, dans la perspective d'évolution vers la CPES, l'arrêté du 05/01/2018 relatif aux conditions d'agrément des établissements préparant à l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur, stipule que chaque conservatoire devra demander son agrément auprès du ministère de la Culture.

Les frais afférents à l'organisation du CPES sont inclus dans le budget de fonctionnement habituel du conservatoire, soumis au vote des crédits annuels par la Ville de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à demander l'agrément délivré par le ministère de la Culture,
- approuve la mise en place d'une convention de partenariat pour l'organisation de la Classe Préparatoire à l'Enseignement Supérieur,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer la convention et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : 1 projet de convention précisant les conditions de mise en œuvre et de collaboration des 5 collectivités dans le cadre de la CPES.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



# CONVENTION DE PARTENARIAT

## ENTRE LES SOUSSIGNÉS

### **La Ville de Colmar**

Domiciliée : 1 place de la Mairie - 68000 COLMAR

N° de Siret : 206 800 664 00 15

Code APE : 84 11 Z

Représentée par son adjoint au Maire, M. Michel SPITZ

### **La Communauté d'Agglomération d'Épinal**

Domiciliée : 4 rue Louis Meyer – 88190 GOLBEY

N° de Siret : 200 068 757 00018

Code APE : 84 11 Z

Représentée par son Président, M. Michel HEINRICH

### **La Ville de Mulhouse**

Domiciliée : 1 rue Pierre et Marie Curie BP 1020 – 68948 Mulhouse cedex 9

N° de Siret : 216 802 249 00013

Code APE : 84 11 Z

Représentée par son adjointe au Maire, Mme Anne-Catherine GOETZ, dûment autorisée par délibération en date du 17 juin 2021

### **La Métropole du Grand-Nancy**

Domiciliée : 22-24 viaduc Kennedy – C.O. n° 80036 – 54035 NANCY CEDEX

N° de Siret : 245 400 676 00012

Code APE : 84 11 Z

Représentée par son Vice-président délégué, M. Hocine CHABIRA

### **La Ville de Strasbourg**

Domiciliée : 1 parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg

N° de Siret : 216 704 825 000 19

Code APE : 84 11 Z

Représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN

## IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ CE QUI SUIT :

Le schéma national d'orientation pédagogique, l'arrêté de classement du 15 décembre 2006, et l'arrêté du 5 janvier 2018 relatif aux conditions d'agrément des établissements assurant une préparation à l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur de la création artistique et applicable aux établissements d'enseignement artistique contrôlés par le Ministère de la Culture (Conservatoire à Rayonnement Régional - CRR, Conservatoire à Rayonnement Départemental - CRD) prévoient que ces établissements disposent d'un cycle d'orientation professionnelle (COP) organisé à l'échelon régional.

Cette démarche répond à plusieurs objectifs : accroître l'attractivité des établissements sur leur aire de rayonnement, harmoniser les pratiques pédagogiques et le contenu de ce cursus, faciliter l'accès aux établissements du réseau pour les élèves habitant le territoire, créer des synergies entre les équipes afin de mettre en place des projets artistiques à l'échelon régional au bénéfice des élèves.

Ainsi, depuis septembre 2013, un réseau s'est constitué entre les établissements des régions Alsace et Lorraine et concerne les conservatoires de Colmar, Epinal, Mulhouse, Nancy et Strasbourg, chacune de ces structures ayant intégré cette dynamique à son projet d'établissement.

S'appuyant sur les recommandations du schéma national d'orientation pédagogique, ce réseau organise actuellement les examens d'entrée et de sortie du cycle dans le domaine de la musique selon les modalités annuelles suivantes :

<b>Octobre</b>
Les candidats à l' <b>examen d'entrée</b> présentent un programme d'œuvres devant un jury composé des cinq directeurs-trices des conservatoires auquel s'adjoint un spécialiste pour chaque discipline. Le jury se déplace dans les cinq établissements afin d'assurer la cohésion du niveau.
<b>Fin janvier – début février</b>
Une <b>réunion centralisée</b> pour le corps enseignant est organisée dans l'un des établissements afin de déterminer les choix de programmes et de possibles actions et projets pédagogiques communs pour l'année suivante.
<b>De mi-mai à mi-juin</b>
Organisation des <b>examens de sortie</b> du cycle. Plusieurs centres sont déterminés en fonction du nombre de candidats par discipline. Le jury est composé de deux spécialistes pour chaque discipline et présidé par le directeur du conservatoire accueillant l'examen.

*NB : La validation de l'examen permet à l'élève d'obtenir son Diplôme d'Etudes Musicales (diplôme terminal des conservatoires) s'il a par ailleurs satisfait à la validation d'autres modules complémentaires obligatoires ou optionnels : pratique collective, analyse, culture, écriture... L'obtention de ce diplôme conditionne l'accès aux concours d'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur de la musique.*

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

En regard du préambule, les Villes de Colmar, Mulhouse, Strasbourg, la Communauté d'Agglomération d'Épinal et la Métropole du Grand-Nancy, parmi leurs domaines d'intérêts communs, partagent un objectif similaire : la volonté de former de jeunes musiciens en leur offrant un cursus diplômant ouvrant à la professionnalisation. L'orientation, la formation et l'insertion professionnelle future des élèves souhaitant devenir professionnels est une priorité commune, tout autant que l'émulation, l'échange d'expériences et de savoirs pédagogiques entre les équipes enseignantes dans ce domaine.

Les Villes de Colmar, Mulhouse, Strasbourg, la communauté d'agglomération d'Épinal et la Métropole du Grand-Nancy actent désormais les contours de leur partenariat existant depuis plusieurs années, ayant pour objet la mise en réseau de l'offre de formation à l'échelle régionale, et ce dans le respect des identités de chacun des cinq établissements qu'elles gèrent. Elles actent également la perspective d'inscrire ce réseau d'établissements dans le cadre de la Classe Préparatoire à l'Enseignement Supérieur (spécialité Musique) et autorisent leurs instances délibérantes à demander l'agrément délivré par le Ministère de la Culture en conséquence.

## **ARTICLE 2 – MISE EN ŒUVRE ET ENGAGEMENT DES CINQ PARTENAIRES**

Selon les mêmes principes que l'organisation du COP actuel et dans la perspective de le faire évoluer vers les CPES afin d'améliorer la visibilité des cinq établissements au plan national, les cinq collectivités précitées formalisent les conditions de leur collaboration par :

### **2.1 la prise en charge collective de l'organisation des examens de la CPES comprenant :**

#### **2.1.1 les examens d'entrée**

- mise à disposition d'une ou plusieurs salles dans chaque conservatoire permettant d'organiser les épreuves dans de bonnes conditions,
- établissement d'un ordre de mission et la prise en charge des frais afférents pour chacun(e) des directeurs-trices afin qu'ils-elles puissent participer aux jurys des examens d'entrée dans chaque ville du réseau,
- prise en charge d'un membre de jury extérieur au réseau pour chaque discipline (vacations, frais de transport et hébergement).

#### **2.1.2 les examens de sortie**

- mise à disposition d'une ou plusieurs salles dans chaque conservatoire permettant d'organiser les épreuves dans de bonnes conditions,
- prise en charge de deux membres de jury extérieurs au réseau pour chaque discipline (vacations, frais de transport et hébergement).

### **2.2 la prise en charge de la réunion annuelle du réseau comprenant l'établissement d'un ordre de mission et la prise en charge des frais afférents pour les enseignants (au moins un enseignant par discipline) afin qu'ils-elles puissent participer à la réunion annuelle du réseau**

### **2.3 l'aide aux projets pédagogiques liés à cette dynamique** comprenant un co-financement du/des projet(s) par les établissements participant et l'établissement organisateur

Les prises en charge s'effectuent sous réserve de leurs inscriptions au budget et au vote des crédits annuels de chaque collectivité.

A ces prises en charge déjà existantes depuis 2013 s'ajouteront :

- l'intégration des élèves de la CPES dans le dispositif de bourses de chaque collectivité selon ses propres critères et modalités d'attribution, au même titre que les élèves anciennement inscrits en COP
- la prise en charge d'enseignements complémentaires par les CRR de Nancy et Strasbourg : la demande d'agrément de la CPES nécessite l'harmonisation de l'ensemble des cursus pour les élèves selon l'arrêté du 25 Janvier 2018. À cet effet, les conservatoires à rayonnement régional, en tant que pôles ressources sur leurs territoires, mettront à la disposition des élèves intégrant la CPES les ressources nécessaires au bon déroulement de certains cursus spécifiques. Ainsi, afin de faciliter l'accès aux enseignements complémentaires de ces cursus (voir annexe), le CRR de Nancy pourra être amené à accueillir des élèves du CRD d'Épinal, et le CRR de Strasbourg des élèves des CRD de Colmar et Mulhouse. Les deux CRR veilleront à faciliter l'organisation de ces enseignements complémentaires en les planifiant sur une seule journée ou demi-journée.

## **ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de cinq années scolaires, soit du 1<sup>er</sup> septembre 2021 jusqu'au 31 août 2026.

## **ARTICLE 4 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation devra respecter un préavis de 6 mois précédant la date de la rentrée.

## **ARTICLE 5– DROIT APPLICABLE ET RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS**

La validité, l'exécution et l'interprétation de toutes les questions soulevées relativement à la présente convention sont régies par le droit positif français, à l'exclusion de tout autre droit désigné par le droit français comme étant applicable.

Le Tribunal Administratif a une compétence exclusive pour tout litige survenant dans l'application des stipulations de la présente convention qui n'est pas résolu à l'amiable.

La présente convention est éditée en cinq exemplaires.

Colmar, le  
(signature)

Épinal, le  
(signature)

Mulhouse, le  
(signature)

Nancy, le  
(signature)

Strasbourg, le  
(signature)



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUE : FINANCEMENT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU REZ-DE-CHAUSSEE ET D'UNE NOUVELLE ENTREE A LA BIBLIOTHEQUE GRAND'RUE (212/8.9/329)**

La bibliothèque Grand'Rue est la tête de réseau des bibliothèques municipales de Mulhouse.

Depuis 2017, la bibliothèque mène une réflexion sur l'évolution de ses usages, accompagnée d'une modernisation des pratiques d'accueil.

Cette démarche a été soutenue par le Laboratoire d'innovation et de transformation publique.

La nouvelle entrée Grand'rue et l'aménagement ont pour objectif d'améliorer la visibilité de la bibliothèque dans son environnement immédiat.

Le nouvel espace d'accueil offre différents services immédiatement accessibles :

- emprunter et rendre des documents,
- lire la presse et les magazines d'actualités,
- se connecter, imprimer, photocopier, numériser,
- se détendre dans un endroit gratuit et libre d'accès.

Les travaux nécessaires pour cette opération débuteront au dernier trimestre 2021 et sont estimés à un montant global de 255 760 € HT ou 306 912 € TTC.

Une subvention sera sollicitée auprès de la DRAC Grand Est. La présente délibération est une pièce constitutive obligatoire du dossier à déposer auprès de cette dernière pour obtenir un financement de 30 à 40 % du montant global des travaux.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 :

Pour les travaux : 252 000 € TTC

LC n°33661 « BIBLIOTHEQUE GRAND RUE AMENAGEMENT ACCUEIL »

Chapitre 21 – article 21318 - fonction 020

Service gestionnaire : 431

Pour le matériel informatique : 6 912 € TTC

LC n° 28708 « ACQUISITION MATERIEL MICRO INFORMATIQUE »

Chapitre 21 - article 2183 - fonction 321

Service gestionnaire : 212

Pour le mobilier : 48 000 € TTC

LC n°33661 « BIBLIOTHEQUE GRAND RUE AMENAGEMENT ACCUEIL »

Chapitre 21 - article 21318 - fonction 020

Service gestionnaire : 431

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve la demande de subvention à la DRAC Grand Est,
- approuve le financement des travaux, matériels informatiques et mobiliers,
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires y afférant.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

41 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE BOURSES AUX PROJETS CULTURELS 2021 (218/7.5.6/333)**

Après consultation de la « Commission Culture » réunie le 11 mai 2021, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer les aides financières suivantes :

TOTAL DES MONTANTS A VOTER : 2 131 939 € (1 971 939 € en fonctionnement et 160 000 € en investissement)

#### 1. Subventions d'investissement aux associations culturelles :

<b>ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANT 2020</b>	<b>MONTANT PROPOSE</b>
KALISTO	7 000 €	7 000 €
LE SQU'ART	15 000 €	10 000 €
MUSIQUE ST BARTHELEMY ECOLE DE MUSIQUE	1 000 €	7 000 €
OFFICE MULHOUSIEN DES ARTS POPULAIRES (O.M.A.P.)	7 000 €	6 000 €
ORCHESTRE D'HARMONIE DE MULHOUSE	1 000 €	500 €
ORPHEON MUNICIPAL DE MULHOUSE	1 000 €	500 €

<b>ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANT 2020</b>	<b>MONTANT PROPOSE</b>
AFSCO	6 000 €	8 000 €
FOYER St JOSEPH/ MCP Cité	4 000 €	7 300 €
Association St ETIENNE REUNION		8 000 €
Association REUNIS TOUS TALENTS (RTT)		4 000 €
Collectif 2920G		2500 €
COMPAGNIE SANS NON		2 000 €
COLLEGIUM MUSICUM		1 000 €
BASS COUTURE		500 €
STE DE MUSIQUE AVENIR		700 €
ASSOCIATION FEDERATION HIERO NOUMATROUFF	20 000€	10 000 €
JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL METEO	15 000 €	15 000 €
LA FILATURE	60 000 €	60 000 €
LES DOCKERS	10 000 €	10 000 €

Total proposé en investissement : 160 000 €

2. Subventions de fonctionnement :

a) Subventions de fonctionnement aux associations culturelles :

- Chapitre 65 / Article 6574 / Fonction 30 / enveloppe 3697 :

<b>ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANT 2020</b>	<b>ACOMPTE 2021</b>	<b>MONTANT PROPOSE</b>	<b>TOTAL VERSE EN 2021</b>
ACCELERATEUR DE PARTICULES	5 000 €	0 €	5 000 €	5 000 €
ACL ST FRIDOLIN	5 000 €	0 €	4 000 €	4 000 €
ACT2	9 000 €	0 €	9 000 €	9 000 €
ASS CARNAVALESQUE GUGGA RATSCHA	0	0	700 €	700 €
ASSOCIATION CULTURELLE DANTE ALIGHIERI	200 €	0 €	200 €	200 €
ASSOCIATION DE CULTURE BERBERE 68	2 500 €	0 €	2 500 €	2 500 €
ASSOCIATION DES CITHARISTES DE MULHOUSE	500 €	0 €	500 €	500 €
ASSOCIATION CHORALES D'ALSACE	2 300 €	0 €	2 300 €	2 300 €
ASSOCIATION FEDERATION HIERO NOUMATROUFF	240 000 €	120 000 €	120 000 €	240 000 €
ASSOCIATION Festival SANS NOM (F.S.N)	9 000 €	0 €	9 000 €	9 000 €
ASSOCIATION LA BRECHE	0	0	10 000 €	10 000 €
ASSOCIATION OLD SCHOOL	9 000 €	0 €	4 000 €	4 000 €
ASSOCIATION TCRM BLIIDA	3 000 €	0	6 000 €	6 000 €
BASLER KUNSTVEREIN	2 000 €	0 €	2 000 €	2 000 €
CCPM CONSEIL CONSULTATIF DU PATRIMOINE MULHOUSIEN	5 000 €	0 €	5 000 €	5 000 €

<b>ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANT 2020</b>	<b>ACOMPTE 2021</b>	<b>MONTANT PROPOSE</b>	<b>TOTAL VERSE EN 2021</b>
CENTRE CULTUREL FRANCAIS FREIBURG	1 000 €	0 €	500 €	500 €
CENTRE DE CREATION AUDIOVISUELLE (C.C.A)	2 750 €	0 €	2 750 €	2 750 €
CHOEUR DE GARCONS DE MULHOUSE	1 600 €	0 €	1 600 €	1 600 €
CHORALE ALLIANCE MULHOUSE	2 000 €	0 €	2 000 €	2 000 €
CHORALE ENVOL	1 500 €	0 €	1 500 €	1 500 €
CHORALE LA SALTARELLE MULHOUSE	2 100 €	0 €	1 600 €	1 600 €
CHORALE SZAMOTUL ET GROUPE FOLK POLONIA	750 €	0 €	750 €	750 €
CINEMA BEL AIR	78 000 €	45 000 €	33 000 €	78 000 €
CLUB MULTICOLLECTIONS CHASSEURS D'IMAGES	1 000 €	0 €	1 000 €	1 000 €
COLLECTIF ODL	5 000 €	0€	5 000 €	5 000 €
COLLEGIUM MUSICUM STIHLE	2 000 €	0 €	2 000 €	2 000 €
COMPAGNIE EL PASO	2 500 €	0 €	2 500 €	2 500 €
COMPAGNIE THEATRALE DE LA TUILERIE	3 000 €	0 €	3 000 €	3 000 €
DELICE MUSICAL	3 500 €	0 €	1 000 €	1 000 €
DORLISS ET COMPAGNIE	1 500 €	0 €	1 500 €	1 500 €
ENSEMBLE DE MANDOLINES ET GUITARES	1 500 €	0 €	1 000 €	1 000 €
ENSEMBLE VOCAL LE MOTET	1 000 €	0 €	1 000 €	1 000 €

<b>ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANT 2020</b>	<b>ACOMPTE 2021</b>	<b>MONTANT PROPOSE</b>	<b>TOTAL VERSE EN 2021</b>
ENSEMBLE VOCAL LE ROUGE ET NOIR	900 €	0 €	900 €	900 €
ENSEMBLE VOCAL MOSAIQUE	1 000 €	0 €	900 €	900 €
ESTRO	7 000 €	0 €	7 000 €	7 000 €
GROUPE CULTUREL FOLK PORTUGAIS	1500 €	0 €	1 500 €	1 500 €
ILLMATTA PARLA	1 060 €	0 €	1 060 €	1 060 €
INSTITUT DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES	500 €	0 €	500 €	500 €
JAZZ A MULHOUSE FESTIVAL METEO	145 000 €	80 000 €	65 000 €	145 000 €
KALISTO	13 000 €	0 €	13 000 €	13 000 €
KALISTO / « Avignon OFF »	0	0	6 000 €	6 000 €
L'AGRANDISSEUR	15 000 €	6 000 €	9 000 €	15 000 €
L'ILL AUX ROSEAUX	1 500 €	0 €	500 €	500 €
LA COMPAGNIE DES AUTRES	4 000 €	0 €	4 000 €	4 000 €
LA GRANDE ROUE	1 567 €	0 €	1 500 €	1 500 €
LE CERCLE THEATRAL ALSACIEN	5 000 €	0 €	4 000 €	4 000 €
LE CHAT PITRE COMPAGNIE	10 000 €	0 €	10 000 €	10 000 €
LE PRINTEMPS DU TANGO	8 000 €	0 €	8 000 €	8 000 €
LE SECHOIR	12 000 €	0 €	12 000 €	12 000 €

<b>ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANT 2020</b>	<b>ACOMPTE 2021</b>	<b>MONTANT PROPOSE</b>	<b>TOTAL VERSE EN 2021</b>
LE THEATRE D OCHISOR	3 000 €	0 €	3 000 €	3 000 €
LES DOCKERS	35 000 €	0 €	35 000 €	35 000 €
LES TROMPETTES DE MULHOUSE 1898	2 400 €	0 €	1 000 €	1 000 €
MAISON DU SUNDGAU OLTINGUE	1 000 €	0 €	1 000 €	1 000 €
MICROSIPHON	2 000 €	0	2 000 €	2 000 €
MULHOUSE ART CONTEMPORAIN	15 000 €	0 €	15 000 €	15 000 €
MUNSTRUM THEATRE	10 000 €	0 €	15 000 €	15 000 €
MUSIQUE ET ACCORDEON AMA	2 000 €	0 €	1 000 €	1 000 €
MUSIQUE ST BARTHELEMY ECOLE MUSIQUE	10 000 €	0 €	10 000 €	10 000 €
NEW CLUB	0	0	750 €	750 €
ORCHESTRE D'HARMONIE DE MULHOUSE	3 370 €	2 000 €	1 370 €	3 370 €
ORPHEON MUNICIPAL DE MULHOUSE	8 940 €	0 €	8 940 €	8 940 €
QUARTIER DE NUIT	8 000 €	0 €	4 000 €	4 000 €
RTT REUNIS TOUS TALENTS	6 500 €	4 000 €	1 500 €	5 500 €
Le RECIT	2 000 €	0 €	4 000 €	4 000 €
SAINT ETIENNE REUNION	8 000 €	0 €	8 000 €	8 000 €
SCHWEISSDISSI CONFRERIE	450 €	0 €	500 €	500 €

<b>ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANT 2020</b>	<b>ACOMPTE 2021</b>	<b>MONTANT PROPOSE</b>	<b>TOTAL VERSE EN 2021</b>
SOCIETE CHORALE HARMONIE	2 680 €	0 €	1 000 €	1 000 €
SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE MULHOUSE	6 650 €	0 €	6 650 €	6 650 €
SOCIETE DE MUSIQUE AVENIR	3 370 €	0 €	3 370 €	3 370 €
THEATRE DE POCHE RUELE MULHOUSE	50 000 €	20 000 €	30 000 €	50 000 €
THEATRE ST FRIDOLIN	5 500 €	0 €	4 500 €	4 500 €
TRETEAUX DE HAUTE ALSACE	56 000 €	0 €	56 000 €	56 000 €
UNION PHILATELIQUE DE MULHOUSE	180 €	0 €	200 €	200 €
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	5 500 €	0 €	5 500 €	5 500 €
UNIVERSITE POPULAIRE DU RHIN	21 500 €	0 €	21 500 €	21 500 €
VERSANT EST / PREFIGURATION DU POLE ARTS VISUELS GRAND EST	1 500 €	0 €	1 500 €	1 500 €

Total du montant proposé sur l'enveloppe 3697, chapitre 65, article 6574 pour les subventions de fonctionnement : 629 040 €.

- Autres imputations pour les subventions de fonctionnement aux associations :

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANT 2020</b>	<b>ACOMPTE 2021</b>	<b>MONTANT PROPOSE</b>	<b>TOTAL VERSE EN 2021</b>	<b>LIGNE DE CREDIT</b>
LA FILATURE*	2 953 959 €	1 500 000 €	1 453 959 €	2 953 959 €	CHAP.: 65 NAT.: 6574 ENV.: 3698
AFSCO	55 000 €	0 €	55 000 €	55 000 €	CHAP.: 65 NAT.: 6574 ENV.:

BENEFICIAIRES	MONTANT 2020	ACOMPTE 2021	MONTANT PROPOSE	TOTAL VERSE EN 2021	LIGNE DE CREDIT
					12 207
FOYER St JOSEPH/ MCP Cité	15 000 €	0 €	15 000 €	15 000 €	CHAP.: 65 NAT.: 6574 ENV.: 19475

\*

Le solde de la subvention de fonctionnement de l'association « La Filature » sera versée selon le détail suivant :

1. juin 2021 : 500 000 €
2. juillet 2021 : 953 959 €

Dont 15 000 € sont affectés au programme / Classe Prépa du TNS – Grandes Ecoles

b) Bourses aux projets culturels :

BENEFICIAIRES	MONTANT 2020	MONTANT PROPOSE
LAST TRAIN	0 €	7 000 €
MUNSTRUM THEATRE	0 €	5 000 €
MOUSE DTC	0 €	1500 €
Robert BRUNET	0 €	500 €

Total du montant proposé sur l'enveloppe 3697, chapitre 65, article 6574 pour les bourses aux projets culturels : 14 000 €.

« **LAST TRAIN** » : Soutien pour la production d'un nouveau titre de 20 minutes et d'un court-métrage associé. Titre enregistré au White Bat Records de HAUSGAUEN et en collaboration avec le NOUMATROUFF – Scène de musiques actuelles de MULHOUSE, en lien et collaboration également avec l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OSM) afin de sublimer les parties orchestrales du morceau.

Le court-métrage est réalisé par Julien PEULTIER, guitariste du groupe, réalisateur des clips de LAST TRAIN mais également d'autres groupes français (Discussion en cours avec la société SDP Séquence pour la co-production du clip et sa projection dans les cinémas MK2 de France)

« **MUNSTRUM THEATRE** » : Soutien pour la création à la Filature en 2021 de la nouvelle création du MUNSTRUM Théâtre : « ZYPHER Z » (après « 40° sous

zéro » et « Le Chien, la Nuit et le Couteau »). Un conte kafkaïen d'anticipation qui fait la part belle à l'inconscient, affirmant son univers décalé, libéré des carcans normatifs.

Le spectacle sera présenté à l'occasion d'une tournée nationale ainsi qu'au Monfort (Paris) entre novembre 2021 et mars 2022.

« **MOUSE DTC** » : soutien pour l'enregistrement et la production du nouvel album du groupe en co-production avec MEDIAPOPOP Records (Mulhouse)

« **Robert BRUNET** » : soutien pour l'impression et la parution d'un ouvrage sur l'histoire du FCM (Football Club de Mulhouse)

Les crédits nécessaires au versement des subventions citées sont inscrits au BP 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution des aides financières proposées
- charge Monsieur le Maire ou son Adjoint Délégué d'établir et de signer les documents nécessaires.

PJ : 3 conventions / 5 avenants.

Ne prennent pas part au vote : Mme SORNIN et M. EHRET

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



**AVENANT N° 1**

A la Convention du 15 décembre 2020.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « Jazz à Mulhouse / Météo », ayant son siège social au BP 1335 – 68056 MULHOUSE cedex, représentée par son président, M. Jean-François HURTH, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

1) la rédaction de l'article 2 de la convention est modifiée comme suit :

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

La Ville de Mulhouse verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 65 000 € ainsi qu'une subvention d'investissement de 15 000 €, approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 17 juin 2021.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03008 - Numéro de compte 00020652301  
Clé RIB : 54 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse St Joseph.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association « Jazz à Mulhouse »  
Le Président

Anne-Catherine GOETZ

Jean-François HURTH

**AVENANT N° 1**

A la Convention du 15 décembre 2020.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « Fédération Hiéro-Noumatrouff », ayant son siège social au 57 rue de la Mertzau 68200 Mulhouse, représentée par son président, M. Mathieu STAHL, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu que :

2) la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

La subvention allouée englobe le fonctionnement de l'Association, l'organisation de ses projets dont la sélection du Printemps de Bourges.

La Ville verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 120 000 €, approuvé par le Conseil Municipal, dans sa séance du 17 juin 2021, soit un montant total en 2021 de 240 000 €, ainsi qu'une subvention d'investissement 2021 d'un montant de 10 000 €.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 – Code guichet 03900 – Numéro de compte 00066191845  
– Clé Rib 11 – Raison sociale de la banque CME 68 Mulhouse.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association « Fédération  
Hiéro-Noumatrouff »  
Le Président

Anne-Catherine GOETZ

Mathieu STAHL

**AVENANT N° 1**

A la Convention du 15 décembre 2020.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « Cinéma Bel-Air de Mulhouse », ayant son siège social au 31 rue Fénélon 68200 Mulhouse, représentée par son président, M. Mohamed DENDANE, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu que :

3) la rédaction de l'article 2 de la convention est modifiée comme suit :

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

La Ville verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 33 000 €, approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 17 juin 2021.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 – Code guichet 03028 – Numéro de compte 00010942145  
- Clé Rib 55 – Raison sociale de la banque CCM Mulhouse Université Illberg.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association « Cinéma Bel-Air  
de Mulhouse »  
Le Président

Anne-cathreine GOETZ

Mohamed DENDANE

**AVENANT N° 1**

A la convention du 15 décembre 2020.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville »

d'une part,

Et :

L'Association « Théâtre de Poche », ayant son siège social au 18 rue du Ballon, représentée par son président, M. Michel ERHART, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

4) la rédaction de l'article 2 de la convention est modifiée comme suit :

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

La Ville verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 30 000 €, approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 17 juin 2021.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278- Code guichet 03000 - Numéro de compte : 00020730440  
Clé RIB : 12 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse Europe.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée à la Culture,

Pour l'Association « Théâtre Poche/Ruelle »  
Le Président

Anne-Catherine GOETZ

Michel ERHART

**CONVENTION**

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « les Dockers », dont le siège social est situé au 50 rue du Nordfeld , 68100 Mulhouse, représentée par son président, M. Dominique SIEDLACZEK et désignée sous le terme «l'Association »

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

L'Association a pour objet de gérer la salle de l'Entrepôt qui constitue un lieu essentiel de promotion et d'expression à vocation culturelle. Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

La Ville verse à l'Association une subvention de fonctionnement pour l'année 2021 d'un montant de 35 000 € , ainsi qu'une subvention d'investissement de 10 000 € approuvée par le Conseil Municipal dans sa séance du 17 juin 2021.

Elle est virée au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03123- Numéro de compte : 00020880601  
Clé RIB : 92 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM de la Porte d'Alsace.

**ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS**

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention

- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

**ARTICLE 4 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

**ARTICLE 5 : ASSURANCE**

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

**ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association « les Dockers »  
Le Président

Anne-Catherine GOETZ

Dominique SIEDLACZEK

**CONVENTION**

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association familiale et sociale Les Côteaux ( AFSCO ), ayant son siège social au 10 rue Pierre Loti 68200 Mulhouse, représentée par son président, M. Christian COLLIN, et désigné sous le terme « l'association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

L'association gère une salle de spectacle qui constitue un lieu de promotion et d'expression à vocation culturelle.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'association.

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Une subvention de fonctionnement de 55 000 € est accordée au titre de l'année 2021 ainsi qu'une subvention d'investissement de 8000 €, approuvée par le Conseil Municipal du 17 juin 2021.

Elle est virée au compte de l'Association :

Code banque : 14707- code guichet : 50820 – compte : 22198385828 – clé 86 – Société Générale Mulhouse.

**ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS**

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

**ARTICLE 4 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

**ARTICLE 5 : ASSURANCE**

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

**ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association AFSCO  
Le Président

Anne-Catherine GOETZ

Christian COLLIN

VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
218 - EV

**CONVENTION**

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « Tréteaux de Haute-Alsace », ayant son siège social au 39 rue de la Sinne 68100 Mulhouse, représentée par son président, M. André LEROY, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

L'Association a pour objet de gérer les Tréteaux de Haute-Alsace qui constituent un lieu essentiel de promotion et d'expression à vocation culturelle. Dans le cadre de cette mission, elle est en résidence dans les locaux du Théâtre de la Sinne.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

La Ville verse à l'Association une subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 56 000 €, approuvé par une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021.

Cette subvention est virée au compte de l'Association :

Code banque : 10278- Code guichet 03901 - Numéro de compte : 00030523540  
Clé RIB : 40 - Raison sociale, adresse de la banque : CME COLMAR

**ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS**

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

**ARTICLE 4 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

**ARTICLE 5 : ASSURANCE**

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

**ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée à la Culture

Anne-Catherine GOETZ

Pour l'Association  
« Tréteaux de Haute-Alsace »  
Le Président

André LEROY

VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
218 - EV

**AVENANT N° 1**

A la convention du 15 décembre 2020.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Cathreine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville »  
d'une part,

Et :

L'Association « La Filature » Scène Nationale, ayant son siège social au 20 Allée Nathan Katz 68200 Mulhouse, représentée par son président, M. Bertrand JACOBBERGER, et désignée sous le terme « l'Association »  
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

5) la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

La Ville verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 1 453 959 €, ainsi que la subvention d'investissement 2021 d'un montant de 60 000 € approuvés par le Conseil Municipal dans sa séance du 17 juin 2021.

La subvention de fonctionnement globale alloué en 2019 comprend 15 000 € affectés au programme / Classe Prépa du TNS.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 16705- Code guichet 09017 - Numéro de compte : 08772280680  
Clé RIB : 44 - Raison sociale, adresse de la banque : Caisse d'Epargne d'Alsace.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le .

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjoint délégué à la Culture

Michel SAMUEL-WEIS

Pour l'Association « La Filature »  
Le Président

Bertrand JACOBBERGER



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

39 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **ASSOCIATIONS SPORTIVES : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT 2021 (243/7.5.6/309)**

Certaines associations sportives mulhousiennes sollicitent un accompagnement financier de leur projet d'équipement ou en raison de sujétions particulières résultant de l'exercice de leurs activités.

Après examen attentif des demandes présentées, il est proposé de les soutenir, en leur attribuant les dotations suivantes :

Associations sportives	Montants subventions d'équipement 2021
ASM Plongée	1 000,00
ASPTT Athlétisme	4 000,00
Cercle de Voile de Mulhouse	3 000,00
FCM Tennis	5 250,00
US Azzurri	3 000,00
<b><u>Totaux subventions</u></b>	<b><u>16 250,00 €</u></b>

Les crédits nécessaires, soit 16 250,00 €, sont disponibles au Budget 2021.

Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées  
Article 20421 : Subventions d'équipement aux personnes de droit privé  
Fonction 40 : Sports  
Service gestionnaire  
et utilisateur : 243  
Ligne de crédit n°13531 Subventions d'équipement sport

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les attributions de subventions d'équipement tel que proposé dans la présente délibération,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Ne prennent pas part au vote : Mmes BONI DA SILVA et LOISEL

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Lutz', written in a cursive style.



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

40 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF LOCAL : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES (243/7.5.6/310)**

Dans le cadre de sa politique générale de soutien au mouvement sportif local, la Ville met à la disposition des clubs mulhousiens, des cadres sportifs statutaires ou vacataires au profit du développement des disciplines sportives.

Cette action permet la réalisation de missions diverses et variées (préparation à la formation de jeunes entraîneurs, encadrement de sections sportives ou de groupes élites espoirs dans le cadre du parcours d'excellence sportive, développement du sport féminin, élaboration de projets, accompagnement personnalisé des athlètes ou du temps éducatif).

A ce titre, la mise à disposition en 2020/2021 de 5 éducateurs territoriaux de la Ville de Mulhouse a fait l'objet d'une formalisation par convention avec les 8 associations bénéficiaires (2 357,50 heures annuelles valorisées sur 41 semaines effectives).

Durant le temps représenté par ces renforts pédagogiques, la Ville assure le versement de la totalité des traitements aux agents concernés.

En contrepartie, les associations concernées remboursent annuellement à la collectivité, les rémunérations et les primes, conformément aux dispositions du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Il est proposé de compléter ce dispositif en attribuant les subventions de compensation suivantes, correspondant aux remboursements des sommes dues par les clubs et limitées aux agents statutaires.

De manière complémentaire et d'un commun accord avec la Ville, m2A met à disposition de l'association mulhousienne A.S.P.T.T. TRIATHLON, 1 de ses agents pour la promotion et l'encadrement de cette discipline.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer à cette dernière, qui s'acquitte dans les mêmes conditions de remboursement annuel des rémunérations et des primes à m2A, une subvention de compensation.

Ces soutiens s'inscrivent pleinement dans l'affichage d'une politique sportive fortement ancrée aux côtés des associations, de par sa contribution en termes de moyens humains déployés pour la réalisation de missions d'intérêt général.

Associations sportives	Volume horaire hebdomadaire de mise à disposition des éducateurs territoriaux	Volume horaire annuel d'intervention	Subventions proposées (correspondant au coût brut)
A.S.C.M.R. Canoë-kayak	12 h x 41 semaines	492 h	6 150,00
A.S.P.T.T. Mulh. Volley-ball	10 h x 41 semaines	410 h	5 125,00
A.S.P.T.T. Triathlon	11 h x 41 semaines	451 h	5 637,50
Mulh. Pfast. Basket Assoc.	3 h x 41 semaines	123 h	1 537,50
Panthères Mulh. Basket Als.	3 h x 41 semaines	61,5 h	768,75
Philidor Mulhouse	10 h x 41 semaines	410 h	5 125,00
Les Cheikhs de Brossolette	4 h x 41 semaines	164 h	2 050,00
U.S.M. Volley-ball	6 h x 41 semaines	246 h	3 075,00
	<b><u>Totaux :</u></b>	<u>2 357,5 h</u>	<u>29 468,75 €</u>

Les crédits nécessaires, soit 29 468,75 €, sont disponibles au budget 2021.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Compte 6574 : Subvention de fonctionnement et autres associations de droit privé

Enveloppe 19462 : Subventions animation

Fonction 40 : Sports

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve les attributions de subventions tel que proposé dans la présente délibération.

Ne prennent pas part au vote : M. PAUVERT, Mmes BONI DA SILVA et LOISEL

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE : CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES (4100/1.7.2/321)**

Un marché d'assurance « Flotte Automobile » a été conclu dans le cadre d'un groupement de commandes entre Mulhouse Alsace Agglomération et les communes de Mulhouse et Morschwiller-le-Bas qui lui confient actuellement par convention la gestion de leur parc automobile. Ce marché arrivera à échéance le 31 décembre 2021.

Afin de poursuivre la recherche d'économies d'échelle et une mutualisation des marchés, il est proposé que la Ville de Mulhouse constitue, avec Mulhouse Alsace Agglomération, un groupement de commandes en vue de la passation d'un nouveau marché d'assurance « Flotte Automobile » pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022, sans Morschwiller-le-Bas qui a décidé de se retirer du groupement.

Les modalités de fonctionnement de ce groupement et les conditions de passation de ce marché sont définies dans une convention constitutive du groupement dont le projet est ci-après annexé.

Il est proposé que Mulhouse Alsace Agglomération assure la fonction de coordonnateur du groupement. A cette fin, la Ville de Mulhouse lui donne mandat pour gérer la procédure de consultation, signer, notifier et exécuter le marché en son nom et pour son compte.

Le montant cumulé prévisionnel des primes pour la Ville de Mulhouse est estimé à 800 000 € HT pour 4 ans.

Le marché sera passé selon la procédure avec négociation en application des articles L.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-23 du code de la commande publique.

Les crédits nécessaires seront demandés au budget primitif de chaque exercice :  
Enveloppe n° 808 « Primes d'assurance »  
Chapitre 011, nature 6161, fonction 020  
Service gestionnaire 414

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- Approuve ces propositions,
- Autorise Madame le Maire ou son Adjoint Délégué, à signer la convention constitutive du groupement de commandes et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution

P.J. : Projet de convention de groupement de commande

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned to the right of the official seal.

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT  
DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ PUBLIC  
D'ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE  
(articles L.2124-3 ; R.2161-12 à R.2161-23 du code de la  
commande publique)**

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, en vertu d'une délibération du 18 juillet 2020

et

la Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Mme Michèle LUTZ, en vertu d'une délibération du 17 juin 2021

Il a été convenu ce qui suit :

**PREAMBULE**

Le marché d'assurance « Flotte Automobile » souscrit auprès de la SMACL dans le cadre d'un groupement de commandes conclu entre Mulhouse Alsace Agglomération et les communes de Morschwiller-le-Bas et Mulhouse parvenant à son terme au 31 décembre 2021, il convient de conclure un nouveau marché.

La Ville Mulhouse et la communauté d'agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération souhaitent poursuivre ce groupement et de ce fait, constituer un nouveau groupement de commandes.

A cet effet, une convention constitutive du groupement de commandes est conclue.

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de :

- créer un groupement de commandes entre Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse, en vue de la passation d'un marché d'assurance « Flotte Automobile » pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,
- déterminer les modalités de fonctionnement du groupement,
- régler les conditions dans lesquelles ce marché va être conclu.

**Article 2 : Objet du marché**

Le marché sera passé selon la procédure avec négociation en application des articles L.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-23 du code de la commande publique et

a pour objet l'assurance des véhicules à moteur et la prévention du risque routier. La nature et l'étendue de garanties, ainsi que les franchises seront arrêtées à l'issue de la négociation avec les candidats.

### **Article 3 : Fonctionnement du groupement**

#### **3.1 Durée**

Le groupement de commandes est constitué à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, jusqu'à la fin de l'exécution du marché pour lequel il est constitué, soit le 31 décembre 2025.

#### **3.2 Coordonnateur du groupement – Mandat**

Mulhouse Alsace Agglomération est désignée coordonnateur du groupement. A ce titre, il lui incombe de gérer la procédure de consultation.

Le coordonnateur est mandaté pour signer, notifier et exécuter le marché au nom et pour le compte des membres du groupement de commandes.

#### **3.3 Le Pouvoir Adjudicateur**

Le Pouvoir Adjudicateur est Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président ou son Vice-Président délégué.

#### **3.4 Frais de fonctionnement du groupement**

Mulhouse Alsace Agglomération, en tant que coordonnateur du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis d'appel d'offres et des avis d'attribution
- les frais de reproduction des dossiers
- les frais d'envoi des dossiers
- les frais de gestion administrative et financière des marchés

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de mandataire.

### **Article 4 : Déroulement de la procédure de consultation**

#### **4.1 Etablissement du dossier de consultation**

En tant que coordonnateur, Mulhouse Alsace Agglomération est chargée de la rédaction du dossier de consultation.

Les autres membres du groupement transmettent au coordonnateur toutes les informations nécessaires pour la préparation du dossier de consultation.

#### **4.2 Procédure choisie**

La consultation est lancée sur le fondement d'une procédure avec négociation (articles L.2124-3 ; R.2161-12 à R.2161-23 du code de la commande publique).

#### **4.3 Commission d'appel d'offres**

La commission d'appel d'offres compétente est celle de Mulhouse Alsace Agglomération.

#### **4.4 Conclusion du marché**

Il incombe à Mulhouse Alsace Agglomération de signer le marché au nom du groupement et de le transmettre au contrôle de légalité.

Une copie du marché signé sera adressée à chaque membre du groupement.

#### **4.5 Exécution du marché**

Il incombe à Mulhouse Alsace Agglomération d'exécuter le marché au nom du groupement.

Chaque membre du groupement s'engage à informer immédiatement le coordonnateur mandataire de la survenance de tout sinistre.

#### **4.6 Règlement du marché**

En tant que coordonnateur mandataire, Mulhouse Alsace Agglomération règle l'intégralité des prestations objet du marché à l'assureur retenu.

Les communes membres du groupement rembourseront à Mulhouse Alsace Agglomération :

- La prime d'assurance, sur la base du taux retenu dans le marché, appliqué au nombre et aux catégories de véhicules dont ces communes sont propriétaires ou dont elles ont l'usage. Pour les années 2023 à 2025, la prime due fera en outre l'objet d'une indexation et le cas échéant, d'un ajustement tarifaire en fonction de la sinistralité,
- Les dépenses liées aux actions de prévention.

Les indemnités versées dans le cadre du règlement des sinistres seront encaissées par le coordonnateur.

#### **Article 5 : Reddition des comptes**

Le coordonnateur est tenu de rendre compte de sa gestion aux membres du groupement.

A cette fin, il s'engage à leur remettre une copie de l'ensemble des pièces transmises au contrôle de légalité et un état leurs sinistres annuels.

## **Article 6 : Evolution du groupement de commandes**

Aucun des membres ne pourra se retirer du groupement de commandes et aucun nouveau membre ne pourra intégrer le groupement.

## **Article 7 : Règlement des litiges**

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

## **Article 8 : Représentation en justice**

Les communes membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour les représenter vis-à-vis du cocontractant et des tiers à l'occasion de tout litige né de la passation ou de l'exécution du marché.

## **Article 9 : Entrée en vigueur**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et de sa transmission au contrôle de légalité.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux

A Mulhouse, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération

Pour la Ville de Mulhouse

Le Président

Le Maire



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **REHABILITATION DE L'OUVRAGE D'ART PONT DE RIEDISHEIM - CONVENTION FINANCIERE (422/7.6/316)**

Le pont de Riedisheim, communément désigné « Pont de Tivoli », est un ouvrage propriété de la Collectivité européenne d'Alsace.

Cet ouvrage d'art, mis en service en 1931, permettant à la RD56 de franchir les infrastructures ferroviaires au niveau de la gare de Mulhouse, doit faire l'objet aujourd'hui d'une opération urgente d'entretien spécialisé, destinée notamment à ralentir les pathologies structurelles.

Le procès-verbal de récolement en date du 17 octobre 1994 précise les caractéristiques afférentes à l'ouvrage d'art, sa gestion, ainsi que la répartition financière des dépenses d'entretien, entre SNCF Réseau, la Ville de Mulhouse et l'ancien Département du Haut-Rhin, aujourd'hui Collectivité européenne d'Alsace.

La CeA en tant que maître d'ouvrage portera l'ensemble des travaux excepté la dépose des enrobés existants (amiantés) et la mise à nu de l'ouvrage (jusqu'à l'étanchéité) qui seront assurées et préfinancées par la Ville.

La réfection de la couche de roulement définitive sur chaussée sera également réalisée par la Ville mais au titre de la convention d'entretien des routes départementales en cours avec la CeA.

La convention financière vise ainsi à déterminer le montant et les modalités de versement des participations financières de la CeA, de la Ville et de SNCF Réseau dans le cadre de ces travaux.

Le coût de l'opération visé par cette convention s'élève à 300 214,05 € HT (soit 360 256,86 € TTC) et se répartit comme suit :

FINANCEUR	Montant préfinancé HT par :	A la charge de :		
		CeA	Ville	SNCF Réseau
CeA	187 714,05	65 635,84	37 404,87	84 673,34
Ville	112 500,00	90 000,00	0,00	22 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>300 214,05</b>	<b>155 635,84</b>	<b>37 404,87</b>	<b>107 173,34</b>

La CeA préfinancera les travaux à hauteur de 187 714,05 € HT (225 256,86 € TTC) et la Ville et SNCF Réseau devront rembourser leur part respective à la CeA sur la base HT, soit 37 404,87 € pour la Ville et 84 673,34 € pour SNCF Réseau.

Ce coût intègre également la dépose des enrobés (amiantés) et la mise à nu de l'ouvrage à hauteur de 112 500 € HT (135 000 € TTC), qui sera préfinancé par la Ville, puis remboursé par la CeA à hauteur de 80% du montant HT, soit 90 000 € et par SNCF Réseau à hauteur de 20% du montant HT, soit 22 500 €.

La Ville assure également la réalisation des revêtements définitifs (chaussée et trottoirs) à hauteur de 125 000 € HT (soit 150 000 € TTC) mais cette partie concerne la convention d'entretien des routes départementales en cours avec la CeA.

Pour la Ville, les inscriptions budgétaires nécessaires en dépenses et en recettes seront prévues dans le cadre d'une décision modificative, à savoir :

- Participation Ville travaux de réhabilitation : 37 404,87 €
- Préfinancement Ville travaux enrobés : 112 500 € HT soit 135 000 € TTC
- Remboursement CeA et SNCF Réseau à la Ville: 112 500 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- autorise Madame le Maire ou sa représentante à signer la convention financière jointe ainsi que toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1 projet de convention financière et ses annexes.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



**Réhabilitation de l'ouvrage d'art dit « pont de Riedisheim » alias « pont du Tivoli » à  
Mulhouse – RD 56**

-----

**Convention financière**

N° .... / ...

Vu la Décision Ministérielle CF 2/276.13 en date du 26 juillet 1932, autorisant la réalisation des ouvrages désignés ;

Vu le procès-verbal de récolement du 17 octobre 1994 des ouvrages exécutés par la Société Nationale des Chemins de Fer Français, visant à répartir entre les différents services et collectivités signataires l'entretien ultérieur ;

Vu la loi n°2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace, notamment en son article 10 selon lequel, la CeA succède aux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans toutes les délibérations et actes pris par ces derniers ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 31 mai 2021 autorisant le Président à signer la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal de Mulhouse du 17 juin 2021 autorisant Mme le Maire à signer la présente convention,

Vu la décision de SNCF Réseau en date du XXXX autorisant le représentant dûment habilité à signer la présente convention

Entre les soussignés :

La Collectivité européenne d'Alsace représentée par le Président, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente susvisée, ci-après désignée la « **CeA** »,

d'une part,

La ville de Mulhouse représentée par son Maire, Mme Michèle LUTZ, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération susvisée, ci-après désignée la « **Ville** »

et

SNCF réseau, représenté par Pierre MERTEN, Directeur de l'Infrapôle Rhénan, ci-après désignée « **SNCF Réseau** »

d'autre part,

Les co-signataires étant, par ailleurs, désignés par « **les parties** ».

Il a été convenu ce qui suit :

## **PREAMBULE**

Le pont de Riedisheim, communément désigné « Pont de Tivoli », P0589, est un ouvrage propriété de la CeA.

Cet ouvrage d'art, mis en service en 1931, permettant à la RD56 de franchir les Infrastructures ferroviaires N°115 000 et N°124 000 au niveau de la gare de Mulhouse doit faire l'objet aujourd'hui d'une opération urgente d'entretien spécialisé, destinée notamment à ralentir les pathologies structurelles constatées lors des dernières inspections détaillées.

Le procès-verbal de récolement en date du 17 octobre 1994 précise les caractéristiques afférentes à l'ouvrage d'art, sa gestion, ainsi que la répartition financière des dépenses d'entretien, entre SNCF Réseau, la Ville de Mulhouse et le Département du Haut-Rhin, auquel s'est substituée la Collectivité européenne d'Alsace depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

La **CeA**, en tant que maître d'ouvrage, portera l'ensemble des travaux exceptés le décroûtage des enrobés amiantés, la réfection de la couche de roulement définitive sur chaussée, la pose du revêtement des trottoirs et les frais de signalisation temporaires de chantier. Ces prestations seront assurées par la **Ville**.

La présente convention vise ainsi, à déterminer le montant et les modalités de versement des participations financières **de la CeA**, de la **Ville** et de **SNCF Réseau** dans le cadre de ces travaux.

## **ARTICLE 1ER – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la **CEA**, la **Ville** et **SNCF réseau** apporteront à l'opération leur participation financière dans le cadre des travaux d'entretien décrits à l'article 2 et localisés dans l'annexe 2.

Il est en outre rappelé que les termes du procès-verbal de récolement du 17 octobre 1994, joint en annexe 1, visant la répartition des charges d'entretien de l'ouvrage d'art, demeurent applicables dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – CONSISTANCE ET COÛT DES TRAVAUX**

Le coût global de l'opération dans le cadre des travaux d'urgence, est estimé à un montant de 300 214.05 € HT soit 360 256.86 € TTC réparti comme suit :

- décroûtage et remise en œuvre d'un complexe en partie chaussée,
- enlèvement et mise en œuvre d'un nouveau complexe d'étanchéité,
- démontage et reprise des joints de chaussée et de trottoirs,
- travaux divers sur équipements défectueux (reprise des feuillures métalliques latérales corrodées en rive de trottoir, poses de capots métalliques au droit des articulations cantilevers pour limiter les infiltrations d'eau),
- réparations localisées de parements en béton dégradés,
- mission de coordination sécurité et protection de la santé,
- contrôle extérieur des travaux.

Le coût détaillé des travaux est inscrit en annexe 3.

### **ARTICLE 3 – MODALITES FINANCIERES**

#### **Article 3.1- REPARTITION ET CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Conformément à l'annexe 3, la participation des parties à la réalisation de cette opération conformément au procès-verbal de récolement du 17 octobre 1994, se répartit comme suit :

<b>FINANCEUR</b>	<b>TRAVAUX</b>	<b>MONTANT HT</b>
CeA	- Joints de chaussée - Couche de roulement sur chaussée, y compris le décroulage des enrobés amiantés	155 635.84 € HT
Ville	- Joints de trottoir - Revêtement de trottoirs	37 404.87 € HT
SNCF Réseau	- Etanchéité - Eléments de structure	107 173.34 € HT

La **CeA** assurera le préfinancement des travaux suivants :

- déposes des joints de chaussée et de trottoirs,
- mise à nu de l'extrados de l'ouvrage,
- réparations des parements en béton dégradés,
- travaux divers sur équipements défectueux (reprise des feuillures métalliques latérales corrodées en rive de trottoir, poses de capots métalliques au droit des articulations cantilevers pour limiter les infiltrations d'eau),
- réfection de l'étanchéité sur chaussée et sur trottoir,
- réfection des joints de chaussée et de trottoir.

Elle procèdera au mandatement des dépenses en TTC et bénéficiera du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Il est rappelé à ce titre, que l'entretien des couches de roulement des routes départementales dans Mulhouse intramuros est assuré par les services de la **Ville**, en application de la convention cadre n° 97/2006 signée les 20 mars et 4 avril 2007 entre la **Ville** et le Département du Haut-Rhin, auquel s'est substituée la **CeA**.

De ce fait, la **Ville** préfinancera directement :

- les opérations de décroulage des enrobés amiantés et de mise à nu de l'extrados pour un montant de 112 500 € HT
- les signalisations horizontales et verticales temporaires et permanentes,
- la réalisation des couches de roulement sur chaussée et aux abords de l'ouvrage les revêtements de trottoirs – hors champ de la présente convention

Elle procèdera au mandatement des dépenses en TTC et bénéficiera du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Il est rappelé que l'entretien des couches de roulement des routes départementales dans Mulhouse intramuros est assuré par les services de la **Ville**, en application de la convention cadre révisée annuellement entre la Ville et la **CeA**. De ce fait, le remboursement des frais liés à la réalisation de la nouvelle couche de roulement sur et hors ouvrage ne rentre pas dans le champ de la présente convention.

#### **Article 3.2- MODALITES DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS FINANCIERES**

La **CeA** et la **Ville** réalisent l'opération dans le strict respect du descriptif des travaux mentionnés à l'article 2 et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis (annexe 3).

Le versement de la participation de la part des cofinanceurs s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la **Ville** et **SNCF Réseau** verseront à la **CeA** 100% de leur quote-part respective, dont les montants HT dûs sont fixés à l'article 3.1, à l'issue des travaux et de la réception des dernières levées de réserves liées au bon de commande et du relevé des factures acquittées par la **CeA** pour la réalisation des travaux mentionnés à l'article 2 de la présente convention ;
- les modifications éventuelles apportées au détail estimatif de la participation financière devront donner lieu à la signature préalable d'un avenant à la convention, avant toute mise en œuvre ;
- la **CeA** versera à la **Ville** 90 000 € HT soit 80% des frais liés aux opérations de décroustage des matériaux enrobés amiantés selon les modalités pratiques mentionnées ci-dessus à savoir 100% de cette quote part à l'issue des travaux et sur relevé des factures acquittées ;
- la **SNCF Réseau** versera à la **Ville** 22 500 € HT soit 20% des frais liés aux opérations de décroustage des matériaux enrobés amiantés selon les modalités pratiques mentionnées ci-dessus à savoir 100% de cette quote part à l'issue des travaux et sur relevé des factures acquittées.

Les références bancaires de la **CeA** seront communiquées lors de la demande de règlement aux parties.

La dépense de la **CeA** sera imputée au Programme P086, Chapitre 23, Fonction 843, Nature 2315.

Les recettes correspondantes seront créditées sur le Programme P086, Chapitre 13, Fonction 843, Natures 1318

#### **ARTICLE 4 – DATE PREVISIONNELLE DE REALISATION DE TRAVAUX**

La période de réalisation de travaux prévue par l'objet de la présente convention débutera le 25 mai 2021 pour une période de 10 semaines.

#### **ARTICLE 5 – DUREE**

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les **parties** et s'achèvera au complet versement des participations financières par la **Ville**, la **CeA** et **SNCF Réseau**.

#### **ARTICLE 6 – RESPONSABILITE**

Chaque **partie** est responsable, vis-à-vis des autres parties et des tiers, des conséquences dommageables résultant des obligations mises à sa charge par la présente convention.

#### **ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

#### **ARTICLE 8 – RESILIATION**

La convention pourra être résiliée en cas de manquement, par l'une des **parties** à ses obligations, pour lequel le courrier de mise en demeure de l'autre **partie** adressé en recommandé avec accusé de réception serait resté sans suite dans le délai d'un (1) mois.

#### **ARTICLE 9 – LITIGES**

En cas de différend survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de trouver une solution amiable pendant une durée minimale de 1 mois et maximale de 3 mois, après quoi, en cas d'échec de la conciliation, chacune des parties pourra saisir la juridiction compétente.

Pièces annexes à la présente convention :

- Annexe 1 : Procès-verbal de récolement du 17 octobre 1994
- Annexe 2 : Plan de situation
- Annexe 3 : Coût des travaux

La présente convention est établie en trois originaux, un pour chaque partie.

Fait à ....., le .....

**Pour la Collectivité européenne d'Alsace**

**Le Président**

**Pour la Ville de Mulhouse**

**Mme le Maire**

**Pour SNCF Réseau**

**Le Directeur de l'Infrapôle Rhénan**

**Pierre MERTEN**

PROJET

**PROCES-VERBAL**

de récolement des ouvrages exécutés par la Société Nationale des Chemins de Fer Français, pour définir l'entretien ultérieur

des ouvrages existants suivants:

Pont-route à tablier métallique de 3 travées droites, dit "Pont du TIVOLI" au Km 108.591

Pont-route à poutrelles enrobées de 4m d'ouverture au Km 108.591, donnant accès aux Etablissements WALLACH

Mur de soutènement pour la rampe d'accès du quai d'Alger au pont du Tivoli

établi suite aux travaux de remise en état du pont-route dit "Pont du TIVOLI", réalisés en 1992.

La réalisation de ces ouvrages a été autorisée par la Décision Ministérielle CF 2/276.13 en date du 26 juillet 1932.

Services intéressés:

- Société Nationale des Chemins de Fer Français, représentée par M. le Chef de la Section Equipement de MULHOUSE
- Département du HAUT-RHIN, représenté par M. ....
- Ville de MULHOUSE, représenté par M. ....
- Entreprises WALLACH, représentées par M. J. P. WALLACH
- Gaz de France, représenté par M. N. NOBLET

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre, le dix-sept du mois d'octobre a eu lieu l'examen et la vérification des travaux de remise en état du pont-route au Km 108.591, dit "Pont du TIVOLI", de la ligne de Strasbourg-Ville à Saint Louis (IF 115) afin de définir l'entretien ultérieur des ouvrages. Les résultats de cet examen et de cette vérification sont consignés dans le tableau imprimé au verso.

Le présent procès-verbal annule et remplace les deux procès-verbaux, en date du 20 juin 1969, établis conjointement entre les différents services susmentionnés, concernant le "Pont du TIVOLI", le pont-route donnant accès aux Etablissement WALLACH, ainsi que le mur de soutènement pour la rampe d'accès du quai d'Alger, au Km 108.591 de la ligne de Strasbourg-Ville à Saint Louis (IF 115).

Au présent procès-verbal est annexé:

- un plan d'ensemble des ouvrages, conforme à l'exécution.

Ce document indique par des couleurs différentes, les ouvrages ou parties d'ouvrages dont la charge technique de l'entretien doit être assurée par les différents services intéressés. La charge financière du dit entretien incombera à l'une des parties susmentionnées selon les indications du présent procès-verbal.

En foi de quoi, les représentants des services intéressés ont signé le présent procès-verbal dressé en autant d'exemplaires que de parties.

**M. le Chef de la Section Equipement de MULHOUSE**

représentant **Francis SCHOLTUS**  
la Société Nationale des Chemins de Fer Français

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué

**M. Roger IMBERY**

représentant  
le Ville de MULHOUSE

**M. NOBLET**  
représentant  
le Gaz de France  
**J. NOBLET**

**M. LE DIRECTEUR DES INFRASTRUCTURES,  
DES ROUTES ET DE L'ÉQUIPEMENT**  
représentant  
le Département du HAUT-RHIN

**Max PERRET**

**M. J. P. WALLACH**

représentant  
les Etablissements WALLACH

INDICATIONS DES OUVRAGES ET DE LEUR NATURE	DIMENSIONS PRINCIPALES DES OUVRAGES
<p><b>1 - <u>Passage supérieur à tablier métallique, de 3 travées droites, au Km 108.591, dit "Pont du TIVOLI"</u></b></p> <p>Ouvrage droit à tablier métallique type Cantilever, à 3 travées, reposant sur 2 culées avec murs en retour et sur 2 piles intermédiaires. Cet ouvrage supporte:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une chaussée constituée par un hourdis en béton armé comprenant: <ul style="list-style-type: none"> <li>* une forme en béton,</li> <li>* un complexe d'étanchéité type "Mistral C" et une contre-chape en asphalte porphyré de 2.5 cm d'épaisseur,</li> <li>* un revêtement de chaussée en Tarmac de 6 cm d'épaisseur environ,</li> <li>* des joints de chaussée aux 2 extrémités de l'ouvrage: <ul style="list-style-type: none"> <li>- de type CIPEC WR80 pour le joint côté Riedisheim,</li> <li>- de type CIPEC WR50 pour le joint côté Mulhouse-Ville,</li> </ul> </li> <li>* des joints de chaussée intermédiaires au droit des articulations de l'ouvrage,</li> <li>* des caniveaux pour la récupération des eaux pluviales, de part et d'autre de la chaussée, le long des bordures de trottoir,</li> <li>* des avaloirs et des descentes d'eau aux 2 extrémités de l'ouvrage.</li> </ul> </li> <li>- 2 trottoirs, portés par des dalles BA reposant sur accotements métalliques, comprenant: <ul style="list-style-type: none"> <li>* des bordures de trottoir posées le long de la chaussée,</li> <li>* des relevés en béton armé, de part et d'autres des poutres latérales,</li> <li>* un complexe d'étanchéité type "Mistral C" et une contre-chape en asphalte porphyré de 2.5 cm d'épaisseur,</li> <li>* des joints de trottoir aux 2 extrémités de l'ouvrage: <ul style="list-style-type: none"> <li>- de type CIPEC TR80 pour les joints côté Riedisheim,</li> <li>- de type CIPEC TR50 pour les joints côté Mulhouse-Ville,</li> </ul> </li> <li>* des joints de trottoir intermédiaires au droit des articulations de l'ouvrage,</li> <li>* des garde-corps métalliques fixés sur les accotements.</li> </ul> </li> <li>- 4 pylones d'éclairage en profilés métalliques servant à l'éclairage des trottoirs,</li> <li>- une conduite de gaz, longeant l'ouvrage, posée sur des consoles métalliques fixées sur l'accotement côté Nord.</li> </ul>	<p>Ouverture des travées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- travée latérale côté Mulhouse-Ville: 28.00 m</li> <li>- travée centrale: 48.23 m</li> <li>- travée latérale côté Riedisheim: 20.00 m</li> </ul> <p>Portée des travées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- travée côté Mulhouse-Ville: 30.00 m</li> <li>- travée centrale: 50.75 m</li> <li>- travée latérale côté Riedisheim: 22.00 m</li> </ul> <p>Epaisseur dans l'axe du tablier, du niveau de la chaussée au niveau du sous-poutre: ~ 1.27 m</p> <p>Hauteur libre minimale: 5.06 m</p> <p>Gabarit routier maximum: 5.43 m</p> <p>largeur de la chaussée: 10.20 m</p> <p>Nombre de trottoirs: 2</p> <p>Largeur des trottoirs: - travée centrale: 4.08 m et 3.77 m - travées latérales: 3.77 m</p> <p>Largeur entre garde-corps: - travée centrale 18.36 m - travées latérales: 17.73 m</p> <p>Hauteur des garde-corps: ~ 1.10 m</p>
<p><b>2 - <u>Passage inférieur à poutrelles enrobées, au Km 108.591, donnant accès aux Etablissements WALLACH</u></b></p> <p>Ouvrage droit à poutrelles enrobées de 4.00 m d'ouverture, livrant passage depuis la place de la gare aux Etablissements WALLACH, en empruntant une partie de la cour de marchandises de la gare voyageurs.</p> <p>Les 2 culées du tablier sont masquées par les murs de soutènement de la chaussée d'accès au pont du Tivoli.</p> <p>Le passage comporte, côté cour de la gare voyageurs, une double porte métallique.</p>	<p>Ouverture: 4.00 m</p> <p>Portée: 4.70 m</p> <p>Epaisseur dans l'axe du tablier, du niveau de la chaussée au niveau du sous-poutre: ~ 1.05 m</p> <p>Hauteur libre: ~ 4.00 m</p> <p>Hauteur du garde-corps sur le couronnement du mur de soutènement: ~ 1.10 m</p>

INDICATIONS DES OUVRAGES ET DE LEUR NATURE	DIMENSIONS PRINCIPALES DES OUVRAGES
<p><b>3 - Murs de soutènement des rampes d'accès</b></p> <p>Le pont-route du Tivoli est prolongé depuis les murs en retour par quatre murs de soutènement pour les chaussées d'accès à l'ouvrage.</p> <p>Ces murs comportent un couronnement en pierre de taille, ainsi que des garde-corps métalliques et grilles métalliques faisant office de clôture.</p> <p>- <u>Mur de soutènement pour la rampe d'accès du quai d'Alger à l'ouvrage.</u></p> <p>Le mur de soutènement de la rampe d'accès reliant le quai d'Alger au Pont du Tivoli est situé en bordure des Etablissements WALLACH et se raccorde sur leur clôture.</p> <p>- <u>Mur de soutènement pour la rampe d'accès du boulevard Gambetta à l'ouvrage.</u></p> <p>Le mur de soutènement de la rampe d'accès reliant le boulevard Gambetta au Pont du Tivoli comprend un escalier d'accès au Service Médical et au Foyer de Célibataires SNCF.</p>	<p>Hauteur du garde-corps métallique: ~ 1.10 m</p> <p>Hauteur de la grille formant clôture: ~ 1.77 m</p>

## GESTION

## OBSERVATIONS

Désignation des ouvrages ou parties des ouvrages dont la gestion et la responsabilité de l'entretien sont assumées par les différentes Administrations ou Collectivités intéressées (1)

REPARTITION DES DEPENSES  
d'entretien correspondantes

1 - Société Nationale des Chemins de Fer Français, (teinte rouge)

a) Pont du Tivoli

- le pont métallique proprement dit, ossature, hourdis, appuis, culées, piles intermédiaires, et murs en retour se raccordant au mur de soutènement.
- le complexe d'étanchéité
- les auvents de protection caténaire.

b) Pont-route en poutrelles enrobées donnant accès aux Etablissement WALLACH

- le tablier en poutrelles enrobées,
- les culées excepté la chaussée carrossable.

c) Escalier d'accès au Service Médical et au Foyer de Célibataires SNCF

- l'escalier proprement dit,
- les garde-corps de l'escalier.

En totalité aux frais de la Société Nationale des Chemins de Fer Français:

- les visites annuelles,
- les inspections quinquennales,
- l'entretien courant,
- les grosses réparations,
- le renouvellement à l'identique.

2 - Société Nationale des Chemins de Fer Français (teinte violette)

- les garde-corps sur le tablier métallique du pont du Tivoli.

En totalité aux frais de la Ville de MULHOUSE:

- la surveillance (visites, inspections périodiques),
- les petites réfections,
- les grosses réparations,
- le renouvellement à l'identique.

3 - Société Nationale des Chemins de Fer Français (teinte bleue)

- les supports de la conduite de gaz côté Nord de l'ouvrage.

En totalité aux frais du GAZ DE FRANCE:

- la surveillance (visites, inspections périodiques),
- les petites réfections,
- les grosses réparations,
- le renouvellement à l'identique.

Nota: La mise en place et l'entretien de la conduite de gaz sont régis par la convention de traversée n° 334.3 VB.SNCF du 23/01/1933.

4 - Département du HAUT-RHIN (teinte orange)

- la chaussée sur les ouvrages,
- les joints de chaussée (joints extrêmes et joints intermédiaires).

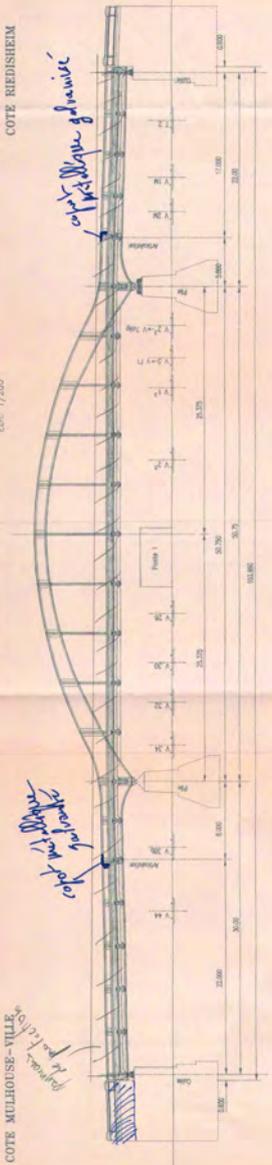
En totalité aux frais du Département du HAUT-RHIN:

- la surveillance (visites, inspections périodiques),
- les petites réfections,
- les grosses réparations,
- le renouvellement à l'identique.

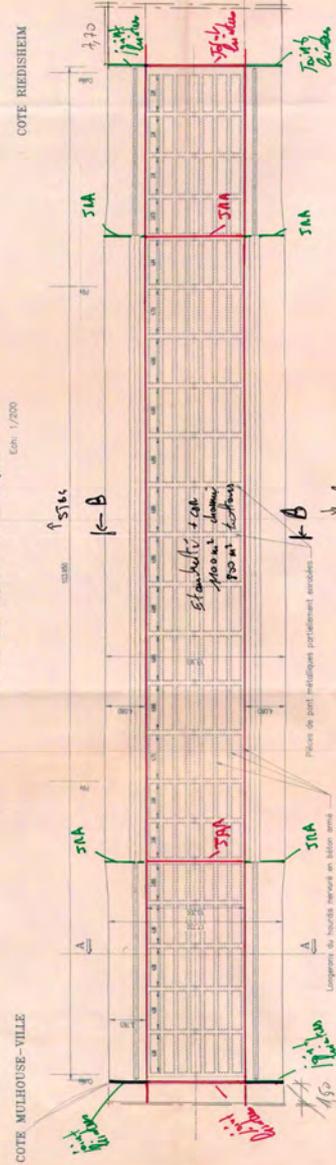
Conformément aux prescriptions de la  
Décision Ministérielle n° CF 2/276.13 du 26 juillet 1932

GESTION		OBSERVATIONS
Désignation des ouvrages ou parties des ouvrages dont la gestion et la responsabilité de l'entretien sont assumées par les différentes Administrations ou Collectivités intéressées (1)	REPARTITION DES DEPENSES d'entretien correspondantes	
<p><b>5 - Ville de MULHOUSE</b> (teinte verte)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les joints de trottoir (joints extrêmes et joints intermédiaires),</li> <li>- la couche d'usure des trottoirs,</li> <li>- les bordures de trottoir, les caniveaux,</li> <li>- les avaloirs et les descentes d'eau aux 2 extrémités de l'ouvrage, jusqu'à leur raccordement aux exutoirs existants,</li> <li>- les pylônes d'éclairage,</li> <li>- les parapets sur les murs en retour,</li> <li>- les murs de soutènement des rampes d'accès depuis les murs en retour, non compris le mur de raccordement longeant le quai d'Alger et situé en bordure des Etablissements WALLACH,</li> <li>- les couronnements des murs de soutènement,</li> <li>- les garde-corps des murs de soutènement,</li> <li>- les grilles de clôture des murs de soutènement, ainsi que les bahuts.</li> </ul> <p><b>6 - Etablissements WALLACH</b> (teinte jaune)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la double porte métallique du pont-route d'accès à leurs établissements, y compris les pivots,</li> <li>- le revêtement de la chaussée sous le pont-route,</li> <li>- le mur de soutènement de raccordement longeant le quai d'Alger,</li> <li>- le couronnement du mur de soutènement concerné,</li> <li>- la clôture du mur de soutènement concerné.</li> </ul>	<p>En totalité aux frais de la <b>Ville de MULHOUSE</b>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la surveillance (visites, inspections périodiques),</li> <li>- les petites réfections,</li> <li>- les grosses réparations,</li> <li>- le renouvellement à l'identique.</li> </ul> <p>En totalité aux frais des <b>Etablissements WALLACH</b>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la surveillance (visites, inspections périodiques),</li> <li>- les petites réfections,</li> <li>- les grosses réparations,</li> <li>- le renouvellement à l'identique.</li> </ul>	<p>Conformément aux prescriptions de la Décision Ministérielle n° CF 2/276.13 du 26 juillet 1932</p>
<p>(1) SNCF - Direction Départementale de l'Équipement du Département de .....  Service de la Navigation, Génie rural, etc...  Le Département de .....  La Commune de .....  L.....</p>		

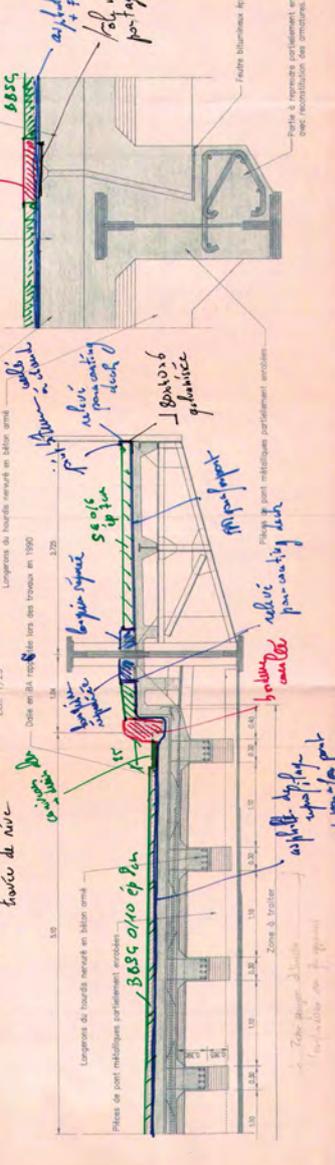
COUPE LONGITUDINALE SCHEMATIQUE  
Ech. 1/2500



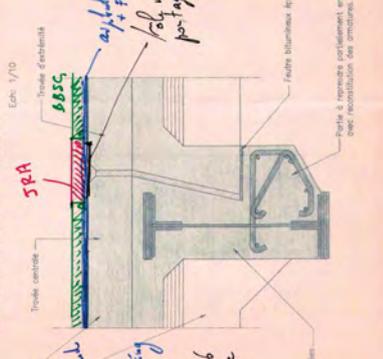
VUE EN PLAN SCHEMATIQUE  
Ech. 1/2000



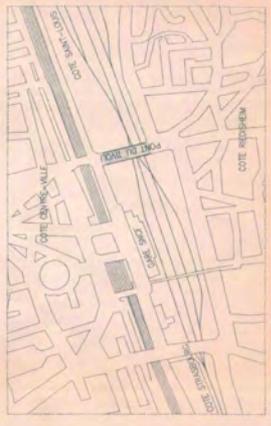
DEMI COUPE TRANSVERSALE A-A  
Ech. 1/250



DETAIL DE L'ARTICULATION  
Ech. 1/70



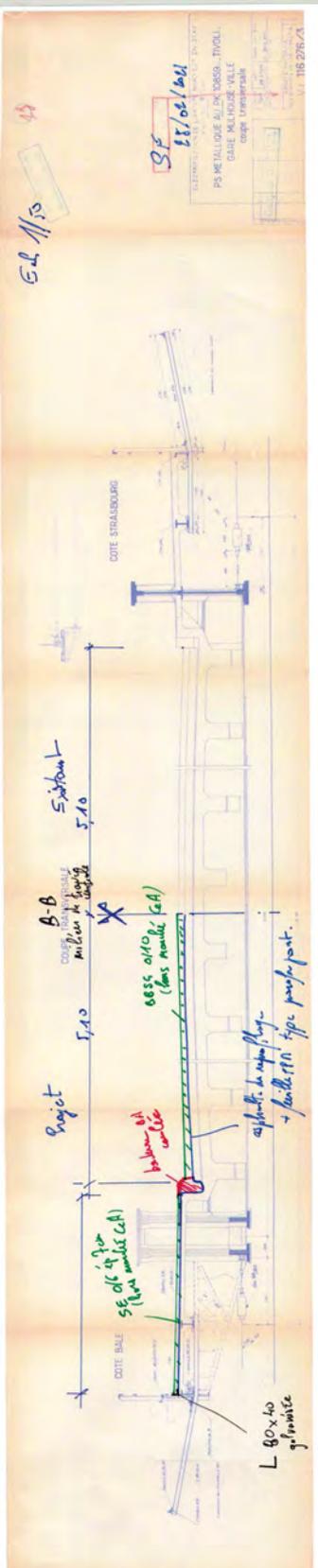
PLAN DE SITUATION



REGION DE STRASBOURG  
Ligne de Strasbourg-Ville à Saint-Louis (R 115)  
Pont-route Km 106,991 dit "Pont de l'Europe"

RECEPTION DES TRAVAUX DEVENUS  
ENSEMBLE Extension / Superstructures

Date Commande	18/04/1991	Le Chef de Division
Etahlé	02/22 E	Demetrius SCHNEIDER
Travaux	de l'Etat	de l'Etat
Le Chef de Service		
Le Chef de Service		
Le Chef de Service		
Echelle	1/500	500/10
V	10 23 115 106,991 0A 859	



Estimation et répartition des frais Travaux P0589			Version 20210430			
Réf	Libellé	Unité	Qté	Prix unitaire HT	Montant HT	Commentaire
001	Installation de chantier (% du total HT des travaux)	%	175805,34	0,01	1758,05344	Pro rata
013	Travail de nuit	U	10	100	1000	Pro rata
015	Documents d'exécution et méthodes (PAQ, PPSPS, PAE, DOE)	U	40	5	200	Pro rata
106	Dispositif de protection étanche vertical	M2	420	20	8400	Pro rata
111	Dispositif de cheminement provisoire pour piétons et cyclistes	M	120	3	360	Pro rata
115	Sondage de reconnaissance	U	2	180	360	Pro rata
<b>206</b>	<b>Bétons</b>				<b>0</b>	
2064	Béton BPS C35/45	M3	10	220	2200	CeA
<b>207</b>	<b>Armatures pour béton armé</b>				<b>0</b>	
2071	Aciers HA soudables nuance B 500 B	Kg	500	3	1500	CeA
<b>210</b>	<b>Réparation des surfaces en béton</b>				<b>0</b>	
2101	par application de mortier type CC ou PCC	M2	200	25	5000	SNCF
403	Renforcement/remplacement d'éléments d'ossature métallique	Kg	1000	2,5	2500	SNCF
404	Fourniture de profilés laminés marchands S235 ou S355	Kg	1000	10	10000	SNCF
405	PV pour galvanisation	Kg	1000	8	8000	SNCF
501	Mise à nu d'extrados de tablier	M2	0	12	0	SNCF
502	Reprofilage en asphalte gravillonné	M2	1100	4	4400	SNCF
503	Chape d'étanchéité en feuilles préfabriquées monocouches FPM	M2	1900	20	38000	SNCF
504	Système d'Étanchéité Liquide SEL	M2	200	28	5600	SNCF
510	Joint d'étanchéité en bitume polymère coulé à froid ou à chaud	M	200	0,1	20	CeA
601	Sciage d'entobés	M	0	10	0	CeA
602	Démolition de chaussée hors ouvrage	M2	0	18	0	Ville
603	Fraisage soigné de matériaux entobés	M2	0	4	0	CeA
604	Dépose soignée de bordures ou caniveaux tout type	M	220	35	7700	CeA
605	Décapage des revêtements de trottoir sur ouvrage	M2	900	22	19800	ville
628	Caniveau en asphalte	M	220	15	3300	CeA
629	Fourniture et pose de drain aluminium 15x30mm	M	220	12	2640	CeA
701	Démontage de joint en place	M	54	200	10800	80%CeA, 20% ville
<b>702</b>	<b>Joint souple à revêtement amélioré</b>				<b>0</b>	
7022	pour trottoir	M	16	105	1680	ville
703	Joint mécanique de chaussée	M			0	
7031	Pour un souffie inférieur ou égal à 50 mm	M	#	#	#	CeA
<b>Joint mécanique de trottoir</b>					<b>0</b>	
7041	Pour un souffie inférieur ou égal à 50 mm	M	16	500	8000	Ville deux lignes extrémités
<b>811</b>	<b>Evacuation et retraitement des déchets</b>				<b>0</b>	
8111	Déchets inertes de classe 3	T	50	50	2500	Pro rata
8112	Déchets de classe 2 DIB	T	50	6	300	Pro rata
					<b>175 538,05</b>	
						<b>HT</b>
HS1	Décrochage et mise à nu d'extrados du tablier par Eurovia				<b>112 500,00</b>	<b>CeA 80% SNCF 20%</b>
HS2	Mission CS/PS (Ace BTP)				<b>2 176,00</b>	<b>Pro rata</b>
HS3	Contrôle extérieur du MOE (Ceréma) étanchéité et joints				<b>10 000,00</b>	<b>Pro rata</b>
					<b>300 214,05</b>	
						<b>HT</b>

RECAP	Part décrochage	tx en propre	Pro rata	HT	TTC
CeA	90 000,00	55 520,00	27 054,05	155 635,84	186 763,01
Ville	31 640,00	0,37	0,37	10 115,84	11 116,21
SNCF	22 500,00	73 500,00	0,21	5 764,87	44 885,84
			0,41	11 173,34	128 608,01
<b>TOTAL</b>				<b>300 214,05</b>	<b>360 256,86</b>



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **ETABLISSEMENT D'UN SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION DE L'EAU POTABLE : CONVENTION VILLE DE MULHOUSE – M2A (412/5.7.9/325)**

Conformément à l'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 161 de la loi « Grenelle2 » du 12 juillet 2010 : « Les communes ou EPCI compétents arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution (...°). Le schéma comprend notamment un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable (...) ».

En application de la loi NOTRe du 7 août 2015, complétée par la loi Ferrand-Fesneau du 03 août 2018, et la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération au 1er janvier 2020.

Toutefois, pour la période du 1/01/2021 au 01/01/2023, m2A a souhaité déléguer par convention l'ensemble des compétences liées à la gestion de l'eau potable à ses communes membres et aux syndicats infra communautaires existant au 1er janvier 2020».

L'article 4 des conventions de délégation prévoit notamment l'engagement des autorités délégataires de contribuer à l'élaboration d'un schéma directeur de l'eau potable à l'échelle communautaire « dont la maîtrise d'ouvrage sera déléguée à la Ville de Mulhouse, en raison de son expertise technique, par Mulhouse Alsace Agglomération ».

En effet, le service en régie « Eau » de la Ville de Mulhouse a engagé des travaux pour l'élaboration d'un schéma directeur de l'eau sur son territoire dès 2014, qui ont très rapidement mis en évidence la nécessité d'élargir le périmètre d'étude au périmètre de m2A.

Ainsi, bien que ces études aient été suspendues, la Ville de Mulhouse dispose déjà de bases solides pour l'élaboration d'un schéma directeur communautaire de l'eau. Elle dispose par ailleurs de l'expertise, des compétences techniques et des moyens nécessaires pour mener le projet à bien.

C'est sur cette base que m2A souhaite déléguer à la Ville de Mulhouse la mission d'élaboration d'un schéma directeur communautaire de l'eau.

La convention présentée en pièce jointe acte du fonctionnement entre les deux collectivités dans le cadre de la réalisation du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable, et définit notamment les moyens financiers et techniques respectifs à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe déléguée de signer la convention relative à l'établissement d'un schéma directeur d'alimentation de l'eau potable et toutes pièces nécessaires à son exécution.

P.J. : 1 projet de convention

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



## CONVENTION RELATIVE AU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION DE L'EAU POTABLE

Entre MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION représenté par M. le Président Fabian Jordan, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil d'Agglomération en date du

Ci-après dénommé m2A,

D'une part,

ET

La VILLE DE MULHOUSE, représentée par Mme Michèle LUTZ, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil Municipal en date du .....,  
D'autre part,

Ci -après dénommé la Ville de Mulhouse

### PREAMBULE :

Conformément à l'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 161 de la loi « Grenelle2 » du 12 juillet 2010 : « Les communes ou EPCI compétents arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution (...). Le schéma comprend notamment un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable (...).

En application de la loi NOTRE du 7 août 2015, complétée par la loi Ferrand-Fesneau du 03 août 2018, et la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Toutefois, pour la période du 1/01/2020 au 01/01/2023, m2A a souhaité déléguer par convention l'ensemble des compétences liées à la gestion de l'eau potable à ses communes membres et aux syndicats infra communautaires existant au 1er janvier 2020».

L'article 4 des conventions de délégation prévoit notamment l'engagement des autorités délégataires de contribuer à l'élaboration d'un schéma directeur de l'eau potable à l'échelle communautaire « dont la maîtrise d'ouvrage sera déléguée à la Ville de Mulhouse, en raison de son expertise technique, par Mulhouse Alsace Agglomération ».

Page 1/7

transitoire pendant laquelle des études complémentaires sont menées pour définir le scénario.

M2A détient la propriété intellectuelle de l'étude. Toutefois, toutes les collectivités et syndicats exerçant la compétence eau par délégation pourront avoir l'accès et l'usage à l'étude.

La révision du schéma directeur ne fait pas l'objet de la présente convention.

### ARTICLE 3 : MODALITES D'ORGANISATION DES MISSIONS

La Ville de Mulhouse a la charge du pilotage technique du schéma directeur de distribution de l'eau potable.

La Ville de Mulhouse dans le cadre de l'élaboration de ce projet devra veiller à respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementation applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice de la mission qui lui incombe au titre de la présente convention.

La Ville de Mulhouse met en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer les missions qui lui sont confiées.

Pour l'élaboration du schéma directeur de distribution de l'eau potable, la ville de Mulhouse s'appuiera notamment sur :

- Son personnel affecté aux missions assurées en régie,
- Une assistance à maîtrise d'ouvrage et un bureau d'étude.

La Ville de Mulhouse assure la gestion de tous les contrats en cours afférents à la réalisation de l'étude du schéma directeur de distribution de l'eau potable.

Les contractants seront informés par la Ville de Mulhouse de l'existence de la délégation que celle-ci exerce pour le compte de m2A.

La Ville de Mulhouse prend toutes décisions, actes et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées. Ces décisions, actes, ou conventions mentionnent le fait que la Ville de Mulhouse agit au nom et pour le compte de m2A.

Ces dispositions s'appliquent également pour les conventions soumises aux règles de la commande publique à conclure pendant la durée de la présente convention ou devant faire l'objet d'un avenant. La Ville de Mulhouse se chargera de la préparation, la passation, la signature et le suivi de ces conventions.

### M2A a la charge du pilotage politique et stratégique et à ce titre :

- M2A s'engage à organiser la coordination politique avec les communes et les structures extérieures.
- M2A est en charge de l'organisation des instances qu'elle jugera nécessaire afin de faire valider et de présenter les différentes étapes d'élaboration du schéma directeur de

En effet, le service en régie de la Ville de Mulhouse a engagé des travaux pour l'élaboration d'un schéma directeur de l'eau sur son territoire dès 2014, qui ont très rapidement mis en évidence la nécessité d'élargir le périmètre d'étude au périmètre de m2A.

Ainsi, bien que ces études aient été suspendues, la Ville de Mulhouse dispose déjà de bases solides pour l'élaboration d'un schéma directeur communautaire de l'eau. Elle dispose par ailleurs de l'expertise, des compétences techniques et des moyens nécessaires pour mener le projet à bien.

C'est sur cette base que m2A souhaite déléguer à la Ville de Mulhouse la mission d'élaboration d'un schéma directeur communautaire de l'eau.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1 : OBJET ET PERIMETRE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de la délégation de compétence par m2A à la Ville de Mulhouse, de la mission élaboration d'un schéma directeur d'alimentation de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération.

Seule l'élaboration du Schéma Directeur est incluse dans les missions confiées à la Ville de Mulhouse

### ARTICLE 2 : CONTENU ET ORGANISATION DE L'ELABORATION DU NOUVEAU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION DE L'EAU POTABLE

L'élaboration de ce schéma directeur d'alimentation de l'eau potable poursuit les objectifs suivants :

- Analyse du patrimoine actuel et perspectives d'évolution pour définir sa préservation, sa rénovation et son optimisation.
- Etude des stratégies permettant de garantir sur la durée, la qualité, la quantité et la sécurité de l'approvisionnement en eau potable
- Etablissement des propositions des modalités de financement pour la réalisation du schéma et son suivi
- Propositions d'outils de gestion de service (modélisation, gestion patrimoniale, indicateurs...)
- Conformément à l'article D2224-5-1 du code général des collectivités territoriales, le schéma directeur de distribution élaboré par la Ville de Mulhouse doit notamment comprendre le plan des réseaux mentionnant la localisation des dispositifs généraux de mesures et un inventaire des réseaux comprenant la mention des linéaires de canalisations, la mention de l'année ou, à défaut de la période de pose, la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement, la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code ainsi que les informations disponibles sur les matériaux utilisés et les diamètres des canalisations
- Analyse des conditions réglementaires, techniques et financières d'alimentation en eau potable de toutes les communes membres de m2A et des problèmes existants, tant réglementaires que techniques, tant quantitatifs que qualitatifs, tant au niveau de la ressource qu'au niveau des systèmes de production et de distribution,
- Elaboration d'un programme de travaux sur le court, moyen et long terme adapté aux besoins de la collectivité et à ses moyens (techniques et surtout financiers en lien avec le prix de l'eau) et éventuellement un programme de travaux permettant de gérer la phase

Page 2/7

l'alimentation de l'eau potable, à la demande de la Ville en fonction de l'avancement des différentes étapes de réalisation du schéma directeur

- M2A s'engage également à transmettre toutes les informations nécessaires et en sa possession permettant de réaliser la mission confiée à la Ville de Mulhouse

### ARTICLE 4 : COMITE TECHNIQUE DE SUIVI ET COMITE DE PILOTAGE

Un comité technique sera constitué pour suivre l'avancement des travaux. Il sera composé des représentants de la Ville de Mulhouse, de M2A, de l'assistant à maîtrise d'ouvrage et du bureau d'études en charge de l'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable.

Le comité technique se réunit autant de fois que nécessaire durant tout le processus de l'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable. Il pourra faire appel à différents experts dans l'élaboration des phases suivantes :

- Partage du diagnostic de l'existant réalisé
- Délimitation des points problématiques ou des enjeux particuliers de l'alimentation en eau potable sur le territoire
- Définition de scénarii de développement et d'amélioration des réseaux d'alimentation en eau potable et des dysfonctionnements constatés ;
- Choix du scénario
- Elaboration du schéma d'alimentation en eau potable proprement dit

Un comité de pilotage sera en charge de la validation des orientations concernant le schéma. Il sera composé du comité technique et des partenaires externes et organisé par la ville de Mulhouse lors des étapes clés de validation. La Ville et m2A seront représentées dans les deux instances.

En outre les partenaires extérieurs suivants seront invités :

- L' Agence Régionale de la Santé (ARS) Grand Est,
- L' Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM),
- La Direction Départementale des Territoires (DDT) du Haut-Rhin,
- Le Conseil Départemental devenu Collectivité Européenne d'Alsace (CEA),
- La Région Grand-Est,
- La Sous-Préfecture du Haut-Rhin,
- Le Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach (SMBM)

Ce comité de pilotage effectuera un point d'avancement sur les travaux de réalisation du schéma directeur aussi souvent que nécessaire.

Les deux comités agiront de manière coordonnée pour valider les travaux tout au long de l'élaboration du schéma. La transversalité entre les services de la ville de Mulhouse et de m2A sera recherchée en permanence.

Page 3/7

Page 4/7

## ARTICLE 5 : PERSONNELS ET SERVICES

Les personnels exerçant tout ou partie de leurs missions pour l'exercice de la compétence objet de la présente convention demeurent sous l'autorité hiérarchique du Maire, en application des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et sous son autorité fonctionnelle.

## ARTICLE 6 : MODALITES FINANCIERES, COMPTABLES ET BUDGETAIRES

### 6.1 Rémunération

Ni la Ville de Mulhouse, ni m2A ne percevront de rémunération au titre de la réalisation de cette mission.

La Ville de Mulhouse, mettra du personnel du service de l'eau à disposition, à titre gracieux, pour le suivi des différentes missions de coordination et de suivi des missions d'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable.

### 6.2 Dépenses et recettes liées à l'exercice des missions

La Ville de Mulhouse engage et mandate les dépenses dans la limite du plafond des dépenses mentionnées à son budget annexe.

Les dépenses supplémentaires qui apparaîtraient nécessaires au cours de l'exécution de la présente convention devront préalablement être autorisées par m2A.

La Ville de Mulhouse encaisse également les recettes y compris les subventions liées à la réalisation du schéma directeur de l'eau potable objet de la présente convention et dans le cadre des montants mentionnés à l'article 3.

La Ville de Mulhouse sollicite toutes les subventions auxquelles m2A est éligible ainsi que les encaissements auprès des partenaires.

Dans ce cadre, la Ville de Mulhouse fera les demandes de subvention à son nom.

Les dépenses concernées au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice des missions exercées.

La Ville de Mulhouse fournira un état des dépenses acquittées et des recettes perçues pour réaliser cette opération à la fin de chaque année civile accompagné des copies des factures.

La Ville de Mulhouse procédera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais réglementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique. Elle procédera à l'émission des titres et à l'encaissement des recettes conformément aux règles de la comptabilité publique.

Tout intérêt moratoire dû par la Ville de Mulhouse pour défaut de mandatement dans les délais reste à sa charge.

Page 5/7

### 6.3 Modalités de remboursement

La Ville de Mulhouse transmettra à m2A un décompte des prestations réalisées dûment certifié, accompagné d'une copie des factures ou de toute autre pièce justificative.

La Ville de Mulhouse transmettra en outre à m2A un état des recettes dûment certifié accompagnées des pièces justificatives.

Pour que m2A puisse réintégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, le décompte distinguera les montants relatifs tant en dépenses qu'en recettes:

- A la section fonctionnement, en faisant apparaître les dépenses de personnel distinctement des autres dépenses
- A la section investissement

Il est procédé au versement dû par m2A dans le délai réglementaire.

## ARTICLE 7 : RESPONSABILITES

La Ville de Mulhouse est soumise à une obligation de moyens. Sa responsabilité ne saurait être engagée dans l'hypothèse du non aboutissement de la réalisation du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable dès lors qu'elle a mis en œuvre toutes les diligences nécessaires à sa réalisation.

La Ville de Mulhouse et m2A sont responsables à l'égard des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant des obligations ou du non-respect des obligations qui découlent de la présente convention.

## ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur au 3 mai 2021 et est conclue pour la durée totale de l'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable. La convention prendra fin à l'issue de tous les règlements financiers prévus.

A titre indicatif, la durée pour l'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable est estimée entre 18 et 24 mois.

Elle pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- Par délibération de M2A, dès que le périmètre de la compétence établissement d'un schéma directeur d'alimentation de l'eau potable aura été défini
- Par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 30 jours après la mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets.
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.
- Dans l'hypothèse où la délégation de la compétence eau prendrait fin avant l'achèvement de la mission réalisation d'un schéma directeur pour d'alimentation de l'eau potable, m2A reprendra la charge de l'achèvement de la mission soit en régie soit par délégation.

Page 6/7

En cas de résiliation avant la finalisation du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable, m2A devra régler à la Ville de Mulhouse l'ensemble des dépenses engagées avant l'information de la résiliation.

## ARTICLE 9 : CLAUSE DE RECOURS

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au tribunal administratif compétent.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le ....., en ..... exemplaires

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,  
Le Président ,

Pour la Ville de Mulhouse  
Le Maire,

Fabian JORDAN

Michèle LUTZ



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION · SUBVENTIONS 2021 – 2ème PHASE (112/7.5.6./317)

Plus que jamais du fait de la crise sanitaire, les associations sont en première ligne pour en amortir les effets et les collectivités territoriales se doivent d'être à leurs côtés pour que la relance soit solidaire et concerne le plus grand nombre.

La Ville de Mulhouse entend répondre pleinement à cette nécessité et soutenir tous les acteurs qui rendent la solidarité concrète sur le terrain.

Pour marquer cette volonté de la Ville de soutenir la lutte contre les exclusions, des subventions de fonctionnement sont proposées au titre de 2021 au profit des associations et institutions engagées sur notre territoire.

Acteur de l'insertion par l'économique formant aux métiers de la bouche, l'association « **CITE SOLIDAIRE** » gère le chantier d'insertion « **LA TABLE DE LA FONDERIE** » situé dans le quartier de Bourtzwiller. Le chantier est composé de treize salariés en insertion et deux encadrants techniques en CDI. Un partenariat fort et ancien avec les services sociaux de Mulhouse, Pole Emploi et Sémaphore a permis à de nombreux Mulhousiens de reprendre pied dans la vie active. Impacté par la crise, le restaurant a dû être inventif et a su modifier son activité en une activité de repas en livraison ou à emporter. En septembre 2020, les efforts consentis ont permis de retrouver 90% du chiffre d'affaires habituel. Il est proposé de verser une subvention à hauteur de 1500 €.

Le **SECOURS POPULAIRE** a vu son activité augmenter de manière significative en 2020 avec l'arrivée de nouveaux publics, et en particulier des étudiants. Depuis la rentrée universitaire, 147 étudiants sont aidés deux fois par semaine. Le soutien complémentaire exceptionnel de 2500 € octroyé par la Ville en avril

2021 s'inscrit en complémentarité des soutiens financiers versés par l'UHA et l'Etat (DDETSPP) et contribue à l'approvisionnement du libre-service solidaire qui bénéficie aux étudiants mais également au public habituellement accueilli par le Secours Populaire. Pour faciliter la poursuite de l'aide alimentaire et aux produits d'hygiène mais aussi le développement de l'accès aux vacances, à la culture, au sport et à la mobilité (équipement en vélos, aides aux déplacements...), il est proposé l'octroi d'une subvention de 5000 €.

Les écoutants de **SOS Amitié Haut-Rhin** sont présents de jour comme de nuit, 365 jours par an. Si en 2019 ils ont assuré 4800 h d'écoute, en 2020, ils ont assuré 3800 h malgré les semaines de fermeture du poste dues au premier confinement Covid. Tous bénévoles, la quarantaine d'écoutes répond de façon anonyme, empathique et non-directive, afin d'apporter un apaisement et de contribuer ainsi au mieux-être des personnes. Il est proposé l'octroi d'une subvention de 1500 €.

**TERRE DES HOMMES FRANCE** gère un local de vente de vêtements et de linge de maison. Dans le cadre de l'action sociale de proximité de Mulhouse, cette action permet de venir en aide aux populations en difficulté. La vente à bas prix voire la gratuité, sur orientation de services sociaux, avec lesquels l'association travaille en étroite collaboration depuis de longues années, constitue un soutien indispensable à de nombreuses familles. Il est proposé l'octroi d'une subvention de 1500 €.

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>2020</b>	<b>AVRIL 2021</b>	<b>JUIN 2021</b>
CITE SOLIDAIRE - TABLE FONDERIE	1 500 €		1 500 €
SECOURS POPULAIRE	5 000 €	2 500 €	5 000 €
SOS AMITIE HAUT-RHIN	1 500 €		1 500 €
TERRE DES HOMMES France	1 500 €		1 500 €
<b>TOTAUX</b>	<b>9 500 €</b>	<b>2 500 €</b>	<b>9 500 €</b>

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2021 : Chapitre 65 -article 6574 -fonction 523

Service gestionnaire et utilisateur 112 – Action Sociale

Ligne de Crédit n° 3674 « Subvention de fonctionnement aux associations de lutte contre l'exclusion »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions d'attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2021 :

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>JUIN 2021</b>
CITE SOLIDAIRE - TABLE FONDERIE	1 500 €
SECOURS POPULAIRE	5 000 €
SOS AMITIE HAUT-RHIN	1 500 €
TERRE DES HOMMES France	1 500 €
<b>TOTAUX</b>	<b>9 500 €</b>

- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Ne prend pas part au vote : M. Causer.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

37 conseillers présents (55 en exercice / 9 procurations)

### **MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN - PREEMPTION D'UN ENSEMBLE DE GARAGES QUARTIER DES COTEAUX A MULHOUSE (534/2.3.2/318)**

Par délibération du 17 juillet 2020, le Conseil Municipal a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme », conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose, quant à lui, que le Maire doit rendre compte au Conseil Municipal des décisions prises en vertu de cette délégation.

Par décision du 27 avril 2021, le Maire a préempté un ensemble de 16 garages dépendant d'un immeuble en copropriété au sein du quartier des Coteaux, Boulevard des Nations, ci-après cadastré :

#### TERRITOIRE DE MULHOUSE

Section	N°	Lieudit	Surface
IA	217	BOULEVARD DES NATIONS	00ha 67a 38ca

Les lots de copropriétés N° 143 à N° 158.

Ces biens cédés par Monsieur Florian KLINGLER demeurant 20 rue de Saint-Louis à BEINHEIM (67930), ont été préemptés moyennant le prix de 83.200,00 € conforme à la déclaration d'intention d'aliéner et à l'avis sur déclaration d'intention d'aliéner rendu par le Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Départementale des Finances Publiques du Haut-Rhin en date du 19 avril 2021.

Il s'agit de garages sous dalle situés dans le quartier des Coteaux lequel est identifié quartier prioritaire de la politique de la Ville et retenu pour bénéficier du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ce programme a aujourd'hui démarré sur le quartier notamment à travers le

lancement de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de nouveaux groupes scolaires ainsi que via l'acquisition de lots de copropriété au sein des immeubles privés du quartier (notamment la barre des « Peupliers Nations »).

Le projet d'envergure, élaboré dans le cadre du NPNRU prévoit en effet une restructuration complète de la frange Est du quartier via la démolition du parc de logements (social ou privé) devenu obsolète et celle des dalles-parkings qui impactent défavorablement l'environnement en pied d'immeubles.

Les démolitions programmées dans le cadre de ce projet représentent une véritable opportunité d'amélioration du cadre de vie et permettront notamment de :

- fournir l'emprise foncière nécessaire pour la création de la polarité nord du quartier des Coteaux autour de l'arrêt de tramway ;
- mettre en place une continuité piétonne, visuelle et paysagère entre le Boulevard des Nations et l'intérieur du futur quartier ;
- réduire les surfaces minérales en pied d'immeuble, édifier un urbanisme diversifié, dans lequel s'inscrira une nouvelle offre d'habitat, et un nouveau paysage végétalisé et planté.

En conséquence la préemption décidée le 27 avril s'inscrit dans une logique de maîtrise foncière nécessaire, comme les actions de portage foncier confiées à CDC Habitat Social sur la barre Peupliers Nations, à la mise en œuvre du programme de renouvellement urbain engagé sur le quartier des Coteaux.

Cette opération nécessite l'écriture comptable suivante :

**En dépenses réelles d'investissement**

Chapitre 21/Compte 2138/fonction 824

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 6015 : acquisition autres constructions 83.200,00 €

Le Conseil Municipal a pris acte de cette préemption.

PJ : 1 décision de préemption

Ne prennent pas part au vote : M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA M. COUCHOT, Mme HOTTINGER, Mme LUTZ, Mme MILLION (représentée par M. EHRET) et Mme CORMIER (représentée par M. MINERY).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





POLE 5 - ATTRACTIVITE ET AMENAGEMENT  
53 - Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat  
534 - Gestion foncière et gestion immobilière - MR

## DECISION DE PREEMPTION

Le Maire de la Ville de Mulhouse

- VU** les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants, du Code de l'Urbanisme.
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 30 novembre 1987 maintenant le droit de préemption urbain à Mulhouse.
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 14 septembre 1992 instituant le droit de préemption urbain renforcé à Mulhouse.
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du droit de préemption urbain.
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019 ayant actualisé le périmètre d'exercice du droit de préemption urbain.
- VU** l'article L 211-2 et l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme.
- VU** la délibération du Conseil d'Agglomération de la Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION du 9 décembre 2019 approuvant la délégation de l'exercice du droit de préemption urbains aux communes membres de l'agglomération sur les périmètres existants dans le cadre du transfert de la compétence « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ».
- VU** l'article L 2122-22 du Code Général des collectivités territoriales.
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2020 donnant délégation au Maire pour exercer au nom de la Commune, le droit de préemption urbain à Mulhouse.
- VU** la déclaration d'intention d'aliéner réceptionnée le 22 février 2021, adressée par la SCP Jean-Louis COLLINET – Christophe SCHMITT-SAURET, notaires associés à RIEDISHEIM (68400), 21-23 rue de Mulhouse, pour le compte de Monsieur Florian KLINGLER, demeurant 20 rue de Saint Louis à BEINHEIM (68930) concernant les lots n°143 à 158 (16 lots) dépendant de la copropriété sise Boulevard des Nations à MULHOUSE (68200), cadastrée section IA N° 217/1 d'une contenance totale de 67,38 ares au prix de quatre vingt trois mille deux cents euros (83.200,00 €).

- VU** la demande de documents émanant de la Ville de Mulhouse en date du 9 avril 2021, réceptionnée par le propriétaire et par le mandataire du propriétaire, la SCP COLLINET- SCHMITT-SAURET, le 14 avril 2021.
- VU** La réception des documents par la Ville de Mulhouse le 15 avril 2021.
- VU** l'avis de France Domaine N° 2020-68224-26021 en date du 19 avril 2021.
- VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Ville et plus précisément la zone UN1 dont font partie les biens cédés.
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2020 approuvant le programme et la convention pluriannuelle du projet de Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) dont font partie les biens cédés.
- VU** le Plan Directeur du Quartier des Coteaux, le Plan Guide et l'étude Coteaux 2035.

**CONSIDERANT**

Que les biens cédés se situent Boulevard des Nations à MULHOUSE, dans le quartier des Coteaux.

Que le quartier des Coteaux, a été conçu dans le cadre d'une Zone à Urbaniser en Priorité (ZUP), et dédié à l'habitat.

Que dès les années 1990, la perte d'attractivité du quartier a justifié son inscription au Programme d'Intérêt Communautaire dit « Urban ». En 2007, une étude de définition visant à élaborer un projet pour le renouvellement urbain du quartier a été réalisé. Le projet n'ayant pu bénéficier d'une participation de l'ANRU, seul quelques éléments du plan guide initial ont pu être mis en œuvre.

Que le quartier des Coteaux est identifié comme quartier prioritaire de la politique de la Ville présentant des dysfonctionnements urbains importants et a été retenu pour bénéficier du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU), cofinancé avec l'ANRU à hauteur de 80%.

Que le 17 juillet 2019, le programme de renouvellement urbain de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a été examiné et validé par les membres du Comité d'Engagement de l'ANRU.

Que par son ampleur territoriale, par la population touchée, mais également par l'importance du projet de transformation urbaine, ce programme de renouvellement urbain représente un projet majeur à l'échelle de la Ville de Mulhouse et de la Communauté d'Agglomération m2A.

Que le Comité d'engagement de l'ANRU en date du 17 juillet 2019 a reconnu la qualité du projet et a validé lors d'un Comité de Pilotage tenu le 22 septembre 2020 la convention et la maquette financière, initiant ainsi l'étude « Coteaux 2035 ».

Que le quartier des Coteaux est dit « d'intérêt national », le NPNRU prévoit un projet engageant une mutation du quartier par la restructuration complète de sa frange Est, prévoyant la démolition du parc de logements devenu obsolète, qu'il soit social ou privé pour donner place à un nouveau quartier associant activités, habitat et équipements publics.

Que l'attractivité résidentielle de l'ensemble du quartier sera renforcée par la rénovation des équipements scolaires et sportifs et la création de nouveaux espaces publics.

Que le projet a vocation à être prolongé au-delà des échéances actuelles de contractualisation du NPNRU et s'articule très fortement avec le Plan National Initiatives Copropriétés.

Que les espaces extérieurs se voient confrontés à de nombreux dysfonctionnements. La trame viaire conçue en impasse génère d'importants problèmes de sécurité et rend les circulations peu lisibles, les dalles parkings ayant par ailleurs un fort impact dévalorisant sur l'environnement en pied de bâtiments.

Que le NPNRU prévoit une intervention prioritaire sur les dalles qui sont aussi des pieds d'immeubles et qui participent donc grandement à la qualification du cadre de vie. Ces dalles, souvent dégradées suite à des problèmes d'infiltrations, apparaissent aujourd'hui comme de vastes espaces minéraux peu engageants et sans usage. Les parkings qu'elles couvrent sont en partie délaissés en raison de leur mauvais état et/ou de problèmes de sécurité.

Que les biens cédés constituent un ensemble de garages situés sous l'une de ces dalles.

Le grand carré central reliant les deux dalles longitudinales des pieds d'immeubles réalise une coupure prégnante à l'échelle urbaine dont la démolition, jointe à celle de la barre de copropriété Peupliers-Nations, représente une véritable opportunité d'amélioration du cadre de vie (plan ci-joint) ; elles permettraient notamment de :

- Fournir l'emprise foncière nécessaire pour la création de la polarité nord des équipements majeurs nommés « le grand AFSCO » ; centre social représentant aujourd'hui l'une des plus grosses structures de la Ville (diversification fonctionnelle : équipements, logements en accession sociale à terme, cité artisanale et surtout l'accueil du grand équipement sportif régional qu'est la Halle d'athlétisme).
- Mettre en place une continuité piétonne, visuelle et paysagère entre le Boulevard des Nations et l'intérieur du « parc projet ».
- Réduire les surfaces minérales en pied d'immeuble, édifier un urbanisme diversifié, dans lequel s'inscrira une nouvelle offre d'habitat, et un nouveau paysage végétalisé et planté.

Que l'acquisition des biens vendus permettra à la Ville de maîtriser une partie de cette dalle en vue de la réalisation du projet urbain ci-dessus relaté.

Que cette opération répond aux objectifs définis par les articles L210-1 et L300-1 du code de l'Urbanisme.

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1er**

Il est décidé d'acquérir par voie de préemption les biens immobiliers dépendant d'un immeuble soumis au régime de la copropriété, sis Boulevard des Nations, cadastré :

## TERRITOIRE DE MULHOUSE

Section	N°	Lieudit	Surface
IA	217/1	BOULEVARD DES NATIONS	00ha 67a 38ca

Les lots de copropriété suivants :

Lot 143: au sous-sol, un garage

Et les

-37/10.000èmes des parties communes PC1

-583/10.000èmes des parties communes PC5

-trente -sept /dix millièmes (37/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 144 : au sous-sol, un garage

Et les 40/10.000èmes des parties communes PC1

-631/10.000èmes des parties communes PC5

-quarante /dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 145 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1

-631/10.000èmes des parties communes PC5

-quarante/ dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 146: au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1

-631/10.000èmes des parties communes PC5

-quarante/ dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 147 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1

-631/10.000èmes des parties communes PC5

-quarante/ dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 148: au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1

-631/10.000èmes des parties communes PC5

-quarante /dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 149 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1

-631/10.000èmes des parties communes PC5

-quarante /dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 150: au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1

-631/10.000èmes des parties communes PC5

-quarante /dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 151 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1
- 631/10.000èmes des parties communes PC5
- quarante/ dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 152 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1
- 631/10.000èmes des parties communes PC5
- quarante /dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 153 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1
- 631/10.000èmes des parties communes PC5
- quarante/ dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 154 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1
- 631/10.000èmes des parties communes PC5
- quarante /dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 155 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1
- 631/10.000èmes des parties communes PC5
- quarante /dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 156 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1
- 631/10.000èmes des parties communes PC5
- quarante/ dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 157 : au sous-sol, un garage

Et les

- 40/10.000èmes des parties communes PC1
- 631/10.000èmes des parties communes PC5
- quarante/ dix millièmes (40/10.000èmes) des parties communes générales

Lot 158 : au sous-sol un garage

Et les

- 37/10.000èmes des parties communes PC1
- 583/10.000èmes des parties communes PC5
- trente –sept/ dix millièmes (37/10.000èmes) des parties communes générales

## **ARTICLE 2**

Compte tenu de l'intérêt général du projet, l'acquisition se fera au prix principal de QUATRE VINGT TROIS MILLE DEUX CENTS EUROS (83.200,00 €), conforme à l'avis sur déclaration d'intention d'aliéner rendu par le Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Départementale des Finances Publiques du Haut-Rhin en date du 19 avril 2021.

**ARTICLE 3**

La présente décision de préemption peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur ou contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Mulhouse, le 27 avril 2021

PJ : Plan directeur Quartier des Coteaux – 3 planches



Le Maire  
Michèle LUTZ



**1. S'APPUYER SUR TRAME PAYSAGÈRE STRUCTURANTE ET QUALIFIANTE**

- Le grand parc
- Continuité de la trame verte
- Coulee verte de l'III

**2. CONSOLIDER LE CARACTÈRE RÉSIDENTIEL**

- Repenser la desserte, les impasses et faciliter la «résidentialisation» des sous-ensembles d'habitat (reprise des abords, des dalles parking, ...)

**3. RENFORCER UN PÔLE DE QUARTIER OUVERT SUR LE TERRITOIRE**

- En complément des services et commerces, existants, le grand AFSCO
- Repenser le Parvis

**4. SECTEUR EST, LA TRANSFORMATION**

- Mutation

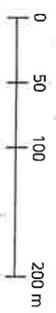
**5. DE NOUVELLES ECOLES AU COEUR DU PROJET URBAIN**

- Groupes scolaires neufs / réhabilités

**6. SECTEURS RIVERAINS, PORTEURS DE PROJETS EN COHÉRENCE AVEC LE NPNRU**

- Des complémentarités possibles ?
- Bâtiments démolis
- Ligne de tramway

Réorganisation des terrains de sport



**Sont indiqués en gras les programmes inscrits dans le NPNRU**

**La trame des espaces publics**

-  Espaces paysagers existants
-  Parc Nord prolongé
-  Axe des sports
-  Terrains de sport / Jeux
-  Agriculture urbaine / Vergers / Potagers - à définir

-  Voie aménagée ou créée
-  Voie existante

-  Parvis devant équipement ou commerce
-  Nouveaux Pk

**Démolitions**

-  Logements / Dalles Pk / Équipements et préfabriqués

**Programmes**

-  **Nouveaux GS**  
GS1 : 3605m<sup>2</sup> / GS2 : 3605m<sup>2</sup> / GS3 : 1530 à 4860m<sup>2</sup> SDP
-  Grand AFSCO (AFSCO+Bibliothèque+PE) : 7780m<sup>2</sup>
-  Grand équipement de sport (SDP : 8 500m<sup>2</sup>) + gymnase (SDP : 1 500 m<sup>2</sup>)
-  Multi-accueil petite enfance 40 bcc. 715m<sup>2</sup> SDP
-  Locaux associatifs et culturels
-  Bâtiment de l'école Verne restructuré

**Diversification envisagée**

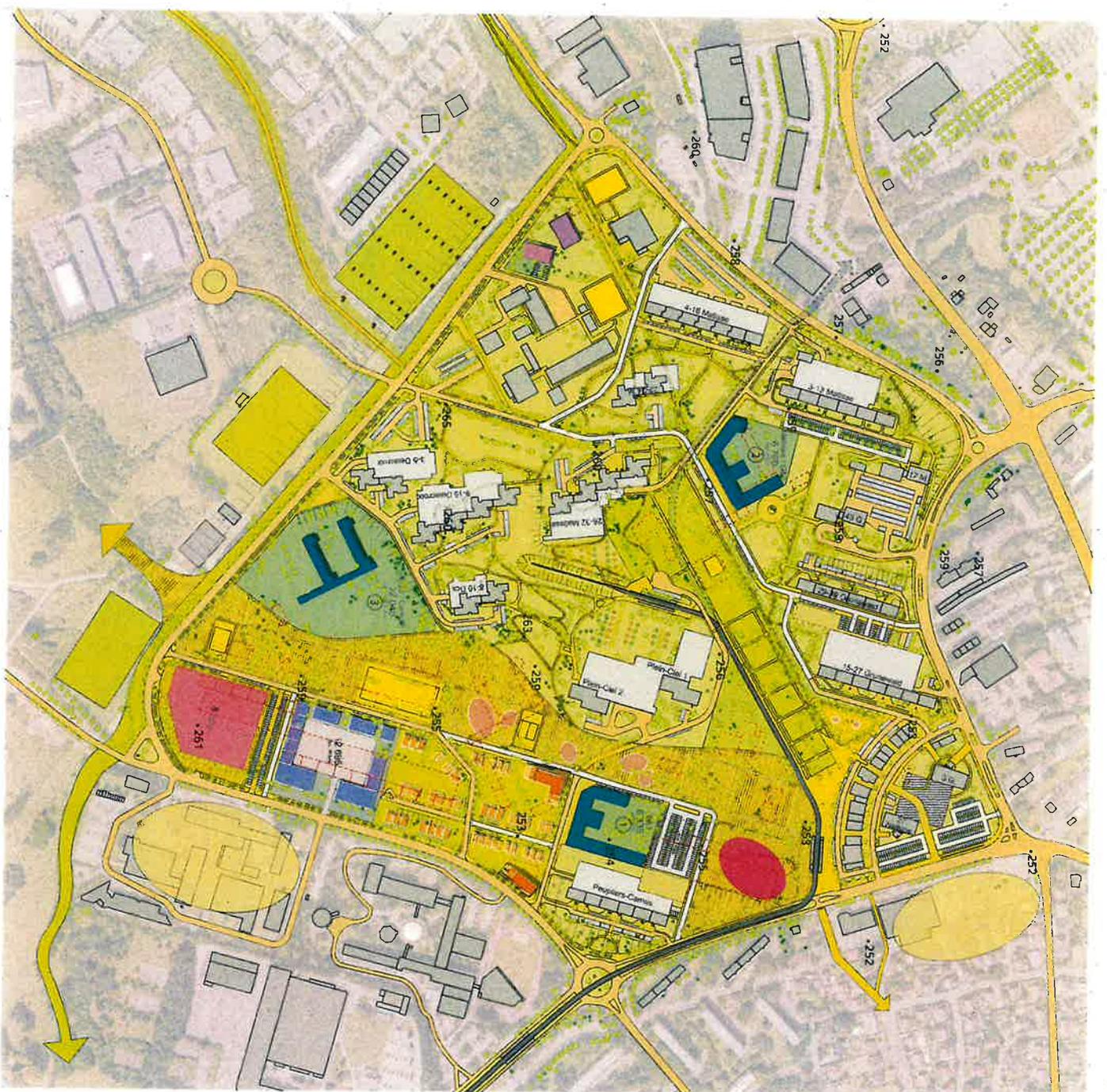
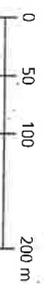
-  Cité artisanale env. 40 lots
-  Maison de santé

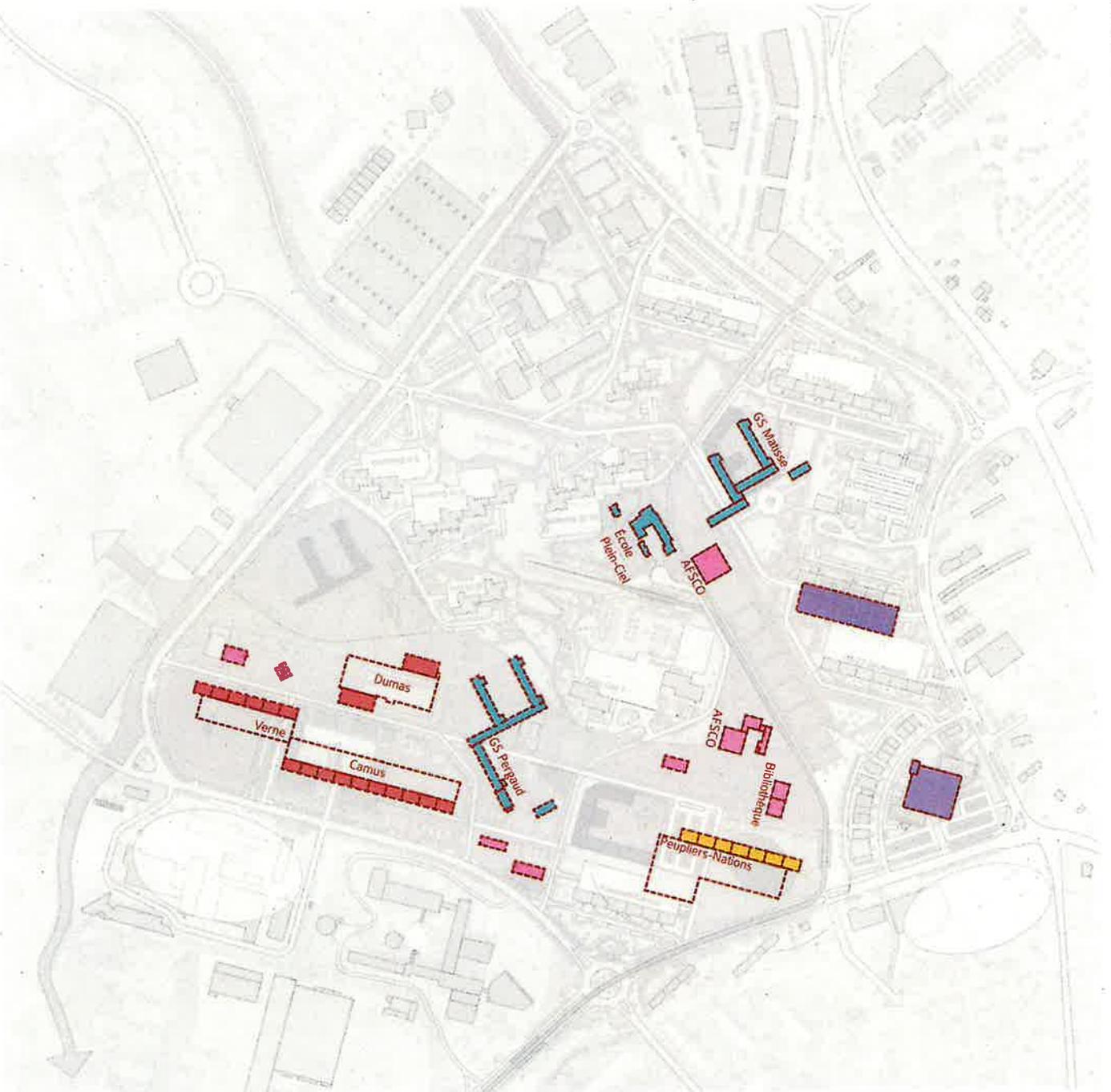
**Logements**

-  - Maisons de ville et intermédiaire R+1/R+2 : env. 56 logements
-  - Petits collectifs R+3 : env. 40 logements

**Prospective**

-  Site mutable
-  Prolongement du tramway
-  Liens à consolider avec le grand territoire





**Proposition de démolitions de logements sociaux :**

- Tours Dumas (214 logements)
- Barre Camus (245 logements)
- Barre Verne (150 logements)
- > soit 609 logements**

Ces démolitions correspondent à celles envisagées dans le cadre du protocole de préfiguration.

L'étroite imbrication des bâtiments entre-deux amène à envisager une démolition qui englobe bien ces 4 bâtiments de manière à dégager un foncier réellement aménageable et à créer l'effet « lever » recherché pour envisager une diversification possible.

**Proposition de démolitions de logements de copropriétés en lien avec les dispositifs d'intervention mis en oeuvre**

- Barre Peupliers-Nations (175 logements)
- > soit 175 logements**

**Proposition de démolition d'équipements**

- GS Matisse et GS Pergaud en lien avec le projet scolaire
- Différents bâtiments de l'AFSCO et locaux associatifs, culturels ou sportifs en lien avec l'état du bâti, l'insertion difficile de ces locaux dans un projet urbain d'ensemble et la possibilité de recréer une offre attractive et valorisante pour le quartier.
- Démolition de dalles au profit du projet urbain



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **AUTORISATION ET DECLARATION DE MISE EN LOCATION : MISE EN ŒUVRE D'UNE CONVENTION PARTENARIALE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (535/8.5/323)**

La loi ALUR du 24 mars 2014 a instauré de nouveaux dispositifs visant à lutter contre l'habitat indigne et/ou dégradé. Ces deux dispositifs sont la déclaration de mise en location (article L 634-1 à 5 du Code de la Construction et de l'Habitation - CCH) et l'autorisation préalable de mise en location (article L 635-1 et suivants du CCH). Des décrets de 2016 et arrêtés de 2017 sont ensuite venus en préciser les conditions de mise en œuvre.

Pour rappel, la déclaration, lorsqu'elle est instaurée sur un secteur, devient une formalité obligatoire qui permet à la collectivité d'être informée des logements mis en location et de leur situation en termes de conformité technique (électricité, gaz...). L'autorisation de mise en location permet quant à elle, à la collectivité de veiller à la qualité du logement mis en location et d'imposer des travaux aux bailleurs lorsqu'il est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité publique.

Dans le cadre de la compétence en matière d'habitat de m2A (article L 635-1 du code de la construction et de l'habitat) les Conseils d'Agglomération des 25 juin 2015 et 25 février 2019 ont validé la mise en œuvre de la **déclaration de mise en location** sur les secteurs Briand, Franklin et Fridolin de Mulhouse et de l'**autorisation de mise en location**, à Mulhouse, sur le quartier de la Fonderie et le périmètre délimité par l'Avenue de Colmar, le Boulevard de la Marseillaise, la rue de la Mertzau, et comprenant la rue de la 4<sup>ème</sup> DMM, la rue des Pins et la rue Hubner.

Par délibération du conseil d'agglomération du 31 mai 2021, m2A a validé :

- la mise en place d'un dispositif d'information réciproque avec l'ensemble des acteurs du logement et pour lequel il est proposé un partenariat Ville, m2A, Caf du Haut Rhin et Etat ;
- le montant des amendes en cas de manquement aux obligations de la part des propriétaires ;
- et l'extension du périmètre d'autorisation à la Tour de l'Europe pour répondre aux enjeux de transformation de locaux qui pourraient être effectués dans cet Immeuble à Grande Hauteur.

**Le bilan des 2 dispositifs existants est le suivant :**

- Pour la déclaration de mise en location (bilan 2019-2020) :
  - o 184 dossiers déposés
  - o dont 27 dossiers incomplets
- Pour l'autorisation de mise en location (bilan 2020) :
  - o 144 dossiers déposés sur 1734 adresses potentielles

	Colmar/Marseillaise/ Mertzau	Fonderie	TOTAL
Sans suite		9	<b>9</b>
Accord	2	100	<b>102</b>
Accord avec recommandations	1	31	<b>32</b>
Incomplet		1	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>141</b>	<b>144</b>

Ce bilan témoigne très clairement d'une inégale application des obligations sur les deux secteurs de Mulhouse concernés. Le nombre de déclarations sur le secteur dit MMC est très probablement inférieur à la réalité des mouvements.

Aussi, pour repérer les logements mis en location sans déclaration ou autorisation, il est proposé une mise en œuvre partenariale basée sur une convention quadripartite : m2A, Ville de Mulhouse, Etat et Caisse d'Allocations Familiales du Haut Rhin (CAF 68).

L'objet de la convention s'inscrit dans la continuité des politiques publiques de lutte contre l'habitat indigne (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, Programme Local de l'Habitat, convention NPNRU) et doit permettre, via les mesures d'autorisation et les visites afférentes, d'assurer un logement digne aux locataires, de lutter contre les propriétaires « indécents », d'améliorer le patrimoine et l'attractivité des quartiers concernés et enfin, de partager la connaissance du marché locatif.

Cette convention précise les missions de chacune des parties :

- m2A, maître d'ouvrage du dispositif « permis de louer », coordonnera l'intervention de l'ensemble des acteurs. En parallèle, l'Agglomération, en tant que délégataire des aides à la pierre, informera les propriétaires des aides mobilisables pour la réhabilitation des logements ;
- la Ville de Mulhouse, au titre des pouvoirs de police du Maire, effectuera (ou délèguera) les visites (relatives aux autorisations et de décence) des logements et prendra les décisions afférentes ;
- l'Etat au titre des articles L 635-7 et L 634-4 du code de la construction et de l'habitation assurera le recouvrement des amendes ;
- la Caisse d'Allocations Familiales du Haut Rhin interviendra au titre :
  - o de ses missions logement et pourra être amenée à proposer directement des aides financières aux propriétaires occupants modestes et très modestes ;
  - o du contrôle de décence permettant ainsi de visiter les logements pour lesquels la déclaration ou l'autorisation de mise en location n'a pas été déposée.

Ainsi, l'enclenchement de la phase coercitive et la mise en œuvre des sanctions financières pour les propriétaires qui louent leur logement sans déposer de déclaration ou d'autorisation de mise en location seront facilitées.

La loi ALUR prévoit en effet (articles L 635-7 pour l'autorisation et L 634-4 pour la déclaration) qu'en l'absence de dépôt de demande d'autorisation ou de déclaration préalable de mise en location du logement ou d'une mise en location en dépit d'une décision de rejet, le propriétaire contrevenant peut se voir sanctionner d'une amende allant jusqu'à 5.000 €.

Le produit de ces amendes sera directement versé à l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Pour les secteurs concernés, m2A a décidé (par délibération du 31 mai 2021) de fixer l'amende forfaitaire à 1 500 € par logement.

Le montant a été fixé sur une base de calcul prenant en compte un loyer moyen mensuel de 500€ et un temps de travaux (mise aux normes de sécurité ou de décence) évalué à 3 mois. L'objectif est que le montant de l'amende soit comparable aux coûts qui seraient induits par la mise en conformité.

En complément des périmètres existants sur l'autorisation de mise en location, m2A, en accord avec la ville a proposé d'étendre la portée de ce régime à l'immeuble de la Tour de l'Europe : 3 boulevard de l'Europe – Mulhouse.

La Tour de l'Europe construite en 1972 par François Spoerry est l'immeuble le plus haut d'Alsace.

Il s'agit d'une tour mixte, mêlant locaux d'entreprises et logements (48 bureaux et 143 logements).

Depuis plusieurs années, la tour connaît des difficultés de valorisation foncière et de peuplement (logements mono-exposés, sans balcon, avec un niveau de charges élevé, le prix des transactions a baissé pour atteindre actuellement un prix inférieur de 50 % aux références du quartier).

Ces évolutions s'accompagnent parfois de transformations importantes des logements avec des divisions qui portent atteinte à la sécurité des occupants par réduction des issues de secours.

La mise en œuvre de l'autorisation de mise en location est donc aujourd'hui nécessaire afin de s'assurer des conditions de sécurité dans les logements et accessoirement de suivre l'évolution de cet immeuble stratégique.

La mesure d'autorisation préalable de mise en location s'appliquerait donc à l'ensemble des logements situés 3 boulevard de l'Europe à Mulhouse.

Considérant l'ensemble de ces éléments, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la mise en œuvre d'une stratégie partenariale de lutte contre l'habitat indigne et indécent ;
- approuve la mise en place de la convention afférente avec la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin, l'Etat et m2A ;
- autorise le Maire ou son représentant à signer la convention et tous les documents relatifs à sa mise en œuvre.

PJ : Projet de convention

Ne prend pas part au vote : M. DANTZER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



## Convention CAF du Haut Rhin / Etat / m2A / Ville de Mulhouse

### Préambule :

La loi ALUR du 24 mars 2014 a instauré de nouveaux dispositifs visant à lutter contre l'habitat indigne et/ou dégradé. Ces deux dispositifs sont la déclaration de mise en location (article L 634-1 à 5 du Code de la Construction et de l'Habitation - CCH) et l'autorisation préalable de mise en location (article L 635-11 du CCH).

En cohérence avec le PDALHPD (2018-2023), le Programme Local de l'Habitat (2020-2025) et de la convention NPNRU signée en décembre 2020, la lutte contre l'habitat indigne et dégradé est un enjeu majeur pour le territoire de l'agglomération.

Les dispositifs du permis de louer permettent :

- D'assurer un logement digne aux locataires
- De lutter contre les propriétaires « indécents »
- D'améliorer le patrimoine et l'attractivité du territoire

Rappel du cadre de juridique et du processus de l'autorisation et de la déclaration de mise en location.

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite «Loi ALUR», et son décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location, renforce la **lutte contre l'habitat indigne**, en permettant aux collectivités désireuses de mieux contrôler la qualité du parc locatif sur leur territoire

Selon l'article 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, «le bailleur est tenu de remettre un logement décent ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique et à la santé, répondant à un critère de performance énergétique minimale et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation».

La déclaration ou l'autorisation de mise en location s'applique pour une première mise en location ou un changement de locataire, Ne sont pas concernés les renouvellements de bail, les reconductions de bail et des avenants au bail. Cette mesure ne s'applique pas non plus aux locations touristiques saisonnières (moins de 4 mois dans l'année), ni aux baux commerciaux.

Le propriétaire doit compléter un dossier CERFA accompagné du dossier de diagnostic technique DDT (article 3-3 de la loi du 6 juillet 1989) qui regroupe notamment :

- Le diagnostic de performance énergétique (DPE)
- Le constat des risques d'exposition au plomb (CREP) pour les logements construits avant 1949
- Une copie d'un état mentionnant l'absence ou la présence d'amiante
- L'état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz

Après vérification de la complétude de votre demande, la collectivité délivre un accusé de réception. La délivrance de l'accusé de réception vaut récépissé de demande de déclaration ou d'autorisation, mais ne vaut aucunement autorisation.

- Une fois la demande transmise à la Communauté d'agglomération de Mulhouse (m2A), la collectivité ou l'opérateur mandaté contacte le propriétaire ou son mandataire pour fixer une visite de contrôle du logement.
- Lors de la visite, le technicien procède à une évaluation de l'état du logement en portant son attention sur la sécurité et la salubrité du logement.
- Au terme de la visite, le technicien rédige un rapport de visite. Le cas échéant, il indique la nature des travaux ou aménagements recommandés ou prescrits.
- A l'appui du rapport de visite et de l'avis des services de la collectivité, la collectivité prend une décision (Autorisation /Refus).
- La décision est notifiée au propriétaire, au plus tard un mois après la réception du dossier complet.
- Une décision de rejet sera prise si une mise en location porte atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité publique. Cette décision sera assortie de la description des désordres constatés et de prescription des travaux à mettre en œuvre pour y remédier. Une fois les travaux réalisés et si le propriétaire souhaite toujours louer son bien, il devra transmettre les éléments (photos, factures) permettant de vérifier la bonne exécution des travaux.

Pour l'autorisation :

- Le régime de l'autorisation préalable contraint et conditionne la conclusion d'un contrat de location destiné à la résidence principale du locataire.
- L'autorisation est valable deux ans, passée cette date, l'autorisation doit être renouvelée dès lors que le logement change de locataire.
- Le propriétaire a l'obligation de joindre une copie de l'autorisation préalable au contrat de bail, à chaque nouvelle mise en location ou changement de locataire.

Les sanctions applicables :

- Dans le cas d'une absence de dépôt de demande d'autorisation préalable de mise en location du logement, le propriétaire contrevenant peut se voir sanctionner d'une amende allant jusqu'à 5.000€. En cas de nouveau manquement dans un délai de trois ans, le montant maximal est porté à 15.000€ (article L 635-7 du code de la construction et de l'habitation).
- Dans le cas d'une mise en location en dépit d'une décision de rejet, le propriétaire contrevenant peut se voir sanctionner d'une amende allant jusqu'à 15.000€ (article L 635-7 du code de la construction et de l'habitation).

La convention est conclue entre :

**M2A**, sis à Mulhouse, 2 rue Pierre et Marie Curie - BP 1020 – 68948 Mulhouse Cedex 9, représentée par M. Fabian JORDAN, Président de m2A, désigné sous le terme « m2A »,

**Ville de Mulhouse**, sis à Mulhouse, 2 rue Pierre et Marie Curie - BP 1020 – 68948 Mulhouse Cedex 9, représentée par Mme Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, désigné sous le terme « Ville de Mulhouse »,

**CAF du Haut Rhin**, sis – 26 avenue Robert Schuman 68100 MULHOUSE représentée par M. Jean-Jacques PION, directeur, ci-après dénommée « la CAF du Haut Rhin »,

M. Louis LAUGIER, **Préfet du Haut-Rhin**, représenté par M. Arnaud REVEL, directeur départemental des Territoires, sis à Colmar, Cité administrative, 3 rue Fleischhauer, 68000 COLMAR,

Il a été convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : objet de la convention**

L'objet de cette convention est de définir le partenariat entre m2A, la Ville de Mulhouse, l'Etat et la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin sur les périmètres de l'autorisation et de la déclaration de mise en location.

### **ARTICLE 2 : le périmètre d'intervention**

Pour l'autorisation de mise en location, le périmètre concerne le quartier de la Fonderie et le périmètre délimité par l'Avenue de Colmar, le Boulevard de la Marseillaise, la rue de la Mertzau, et comprenant la rue de la 4<sup>ème</sup> DMM, la rue des Pins et la rue Hubner et définit par délibération du conseil d'agglomération du 25/02/2019. L'immeuble de la Tour de l'Europe sis 3 boulevard de l'Europe à Mulhouse est rajouté au périmètre par délibération du conseil d'agglomération du 31/05/2021.

Pour la déclaration de mise en location, le périmètre concerne les quartiers Franklin Fridolin et Briand et définit par délibérations du conseil d'agglomération du 25/06/2015 et 25/02/2019.

### **ARTICLE 3 : les missions des partenaires**

- **m2A** est maître d'ouvrage du dispositif « permis de louer » et à ce titre coordonne l'intervention de l'ensemble des acteurs. En parallèle, l'Agglomération, en tant que délégataire des aides à la pierre, informera les propriétaires des aides mobilisables pour la réhabilitation des logements.
- **La Ville de Mulhouse**, au titre des pouvoirs de police du maire, effectuera les visites des logements indignes sur tout signalement adressé par la CAF du Haut Rhin.
- **L'Etat** au titre de l'article L.635-7 du code de la construction et de l'habitation assure le recouvrement de l'amende. m2A transmet à la DDT la liste des logements n'ayant pas fait l'objet de déclaration ou d'autorisation de mise en location.

Le Préfet, représenté par le Directeur Départemental des Territoires (DDT) informe le propriétaire de la décision d'ordonner une amende. Un délai d'un mois est laissé au demandeur pendant lequel il peut faire part de ses observations, ou régulariser sa situation auprès de m2A.

En cas de non-réponse, ou si le propriétaire n'a pas régularisé sa situation, une décision infligeant une amende administrative est notifiée par le Préfet, représenté par le Directeur Départemental des Territoires.

La décision ordonnant l'amende est envoyée au contrevenant avec copie à m2A.

La DDT transfère la décision via CHORUS au Centre de Prestations Comptables Mutualisé (CPCM) pour mise en recouvrement.

- **La CAF du Haut Rhin intervient sur :**

o **Les missions logement**

Dans le cadre de ses missions logement habitat en faveur des familles allocataires, la CAF du Haut-Rhin peut être amenée à proposer des aides financières individuelles aux propriétaires occupants ou locataires avec enfant(s) à charge, modestes et très modestes (Conditions et critères précisées en annexe de la présente convention).

En matière de maintien dans le logement ou d'amélioration de l'habitat, trois aides financières individuelles d'Action Sociale peuvent être mobilisées dans le cadre des « aides sur projet » mises en œuvre par les travailleurs sociaux de la CAF :

- L'aide au relogement
- L'aide à la rénovation thermique
- L'aide au paiement des charges de copropriété

o **Le contrôle décence**

L'article 85 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR) modifie les articles L.542-2 et L.831-3 du code de la sécurité sociale (CSS) pour y introduire un dispositif de conservation des allocations de logement familiales (ALF) et des allocations de logements sociaux (ALS) afin d'inciter les bailleurs de logements non décents à effectuer les travaux nécessaires à leur mise en conformité.

Un logement est considéré comme non décent s'il ne répond pas à au moins un des critères énoncés par le décret n°2002-120 du 30/01/2002 relatif aux caractéristiques du logement décent :

- l'absence de risque manifeste pour la santé des occupants ;
- l'absence de risque manifeste pour la sécurité physique des occupants ;
- la présence des équipements habituels permettant d'habiter normalement le logement.

Les constats vérifiant les critères de décence des logements peuvent être établis par les organismes payeurs ou par les organismes habilités. A cette fin, le décret n° 2015-1914 du 18 février 2015 a introduit dans le code de la sécurité sociale les articles R.b31-18 et D.542-14-2 qui fixent les conditions d'habilitation des organismes de droit privé.

**ARTICLE 4 : procédure de mise en œuvre**

La CAF s'engage à communiquer à m2A et à la Ville de Mulhouse :

- En début de convention le listing des adresses des logements dont le locataire bénéficie d'une aide au logement (hors APL) sur l'ensemble du périmètre précisant les coordonnées du propriétaire (nom, adresse) ;
- Une fois par trimestre le listing des adresses des logements dont le locataire bénéficie d'une aide au logement (hors APL) et qui est entré dans les lieux à partir de la date du dernier envoi du listing (listing période N+3 mois) précisant les coordonnées du propriétaire (nom, adresse).

La Ville de Mulhouse s'engage à :

- Réaliser les visites de décence des logements suite au signalement de la CAF du Haut Rhin ;

- Remettre le rapport de visite à la CAF en vue d'une éventuelle conservation de l'aide au logement.

### **Article 5 : procédure de mise en œuvre opérationnelle des constats**

Les constats sont réalisés par les agents de la Ville de Mulhouse ou son opérateur pour des logements présumés non décents et pour des logements dont la non décence est déjà connue (contrôle de l'état de décence après travaux ou à l'occasion d'un changement de locataire).

Le constat vérifiant l'état des critères de décence d'un logement nécessite obligatoirement une visite du logement.

A cet effet, la CAF communique à la Ville de Mulhouse le nom de l'allocataire, son adresse, et ses coordonnées téléphoniques ainsi que le nom et l'adresse du bailleur concerné.

Lors de la visite, le technicien de la Ville établit l'évaluation du logement sur la base du document type (cf. annexe). La Ville remet ce rapport à la CAF.

#### **Etablissement du constat d'indécence du logement (1<sup>ère</sup> visite)**

Le constat est réalisé en référence aux désordres listés dans le décret du 30 janvier 2002. A ce titre, il contient obligatoirement les éléments suivants :

- La description pièce par pièce des éléments observés ne répondant pas aux normes de décence ou pouvant mettre en cause la sécurité physique ou la santé des occupants assortie d'un montage photographique (ou tout autre support visuel) portant notamment sur les anomalies ;
- L'indication des éléments à mettre en conformité (travaux à préconiser) en formalisant objectivement les désordres et leur origines (défaut de conception du bâti, d'entretien du logement, d'entretien des parties communes ou d'un comportement des personnes résidant dans le logement) ;
- La synthèse des propos rapportés par les occupants (y compris les mineurs), l'allocataire ou son représentant ;
- La synthèse des propos rapportés par le bailleur ou son représentant (si celui-ci ou son représentant sont présents le jour de la visite) ou ses observations (si celui-ci était absent le jour de la visite) ;
- La synthèse des éléments rapportés par le syndic de la copropriété jugés utiles selon la situation à la réalisation du constat.

Une mention indiquant s'il y a une présomption d'insalubrité, de péril ou d'insécurité concernant un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement<sup>1</sup>.

---

1 Le constat fait état d'une présomption d'insalubrité au sens des articles L.1331-22 à L.1331-31 du code de la santé publique, d'une présomption de péril tel que prévu l'article L.511-1 du code de la construction et de l'habitation ou d'une présomption d'insécurité concernant un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement au sens de l'article L.123-3 du même code

Une mention informant le locataire et le bailleur que les informations collectées dans le présent constat sur le logement peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la Caisse d'allocation familiale, d'une transmission aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne et portant la forme suivante :

*«Les informations collectées sur les logements peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la caisse d'allocation familiales ou dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTHI). Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne : agence régionale de santé, collectivités territoriales, fonds de solidarité logement, et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages.*

*Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la CAF (demande formulée par courrier postal accompagnée d'une preuve d'identité) et dans le cadre d'ORTHI auprès du préfet du département où se situe le logement selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté du 30 septembre 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à l'habitat indigne et décent».*

- **Les conclusions du constat**

A partir des éléments du diagnostic recueillis lors de la visite, la ville détermine si le logement est non décent c'est-à-dire s'il comporte un(ou des) élément(s) non conforme(s) au décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent.

- **Transmission du constat à la Caf**

Une fois le constat établi, la Ville transmet l'ensemble du dossier : le constat de non décence et l'ensemble des pièces jointes à la Caf.

- **Contre visite**

Dès lors que le bailleur a informé la CAF de la réalisation des travaux, la CAF en informe la Ville de Mulhouse qui se charge d'effectuer la contre visite afin de transmettre à la CAF le constat de levée d'indécence le cas échéant.

**ARTICLE 6 : instance de pilotage**

L'instance de suivi se fera dans le cadre du Comité de Traitement de l'Habitat Indigne (CTHI), piloté par la Ville de Mulhouse. Les rencontres auront lieu une fois par trimestre.

L'ensemble des situations rencontrées et la coordination du dispositif feront l'objet d'un suivi au CTHI dans lequel un(e) représentant(e) de la CAF siègera.

**ARTICLE 7 : durée de la convention**

La convention est fixée pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction jusqu'au 31/12/2024.

Pour m2A

Fabian JORDAN  
Le Président

Pour la Ville  
Michèle LUTZ  
Le Maire

Pour l'Etat  
Arnaud REVEL départemental des  
Territoires représentant le Préfet

Pour la Caf du Haut Rhin  
M. Jean-Jacques PION  
Le Directeur

PROJET DE CONVENTION



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

37 conseillers présents (55 en exercice / 9 procurations)

### **NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU) : PROGRAMME D'INTERVENTION ET DE CONCERTATION DU QUARTIER FONDERIE (533/8.4/337)**

Par délibération du 19 novembre 2020, la Ville de Mulhouse a approuvé le programme prévisionnel du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain et la convention pluriannuelle avec l'ANRU.

Au sein de l'ensemble « Péricentre », le quartier Fonderie forme la composante Sud. Il se décompose lui-même en deux entités : une entité au Sud dominée par les activités, anciennement la Société Alsacienne de Construction Mécanique (SACM) et une entité à l'Ouest, directement connectée au centre-ville, constituée d'un tissu d'habitat ouvrier à l'origine.

Un important travail de diversification a été mené depuis une vingtaine d'années, permettant l'implantation de grands équipements publics (université, clinique du Diaconat), mais aussi la réalisation d'opérations de logements neufs dans le quartier de la ZAC Fonderie. Ces opérations ont produit une restructuration progressive du quartier, sans l'inscrire dans le maillage de la ville.

Un programme ambitieux de reconquête urbaine et de connexion au centre-ville va donc être conduit dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

#### **I – Les grands principes de renouvellement du quartier Péricentre et du secteur Fonderie**

A l'échelle de l'ensemble de Péricentre, l'objectif du programme NPNRU est de proposer un habitat privé de qualité en mobilisant l'ensemble des outils tant incitatifs que coercitifs (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Programme d'Intérêt Général, Opération de Restauration Immobilière, permis de louer...).

Au sein de Péricentre et pour le quartier de la Fonderie, l'enjeu majeur est d'y étendre le cœur d'agglomération en conjuguant les fonctions urbaines (résidentielles, tertiaires, industrielles et des équipements publics structurants) dans une logique de « Ville du Quart d'Heure », en faisant monter en gamme le parc d'habitat privé et en transformant en profondeur le village industriel pour en faire un exemple de quartier d'activités du XXI<sup>ème</sup> siècle, véritable accélérateur de l'industrie du futur.

## **II – Le programme global d'intervention sur le quartier**

Le programme comprend trois composantes que sont :

- La résorption des poches d'habitat dégradé par une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH RU) avec pour objectifs la réhabilitation de 150 logements qui seront aidés par des subventions de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH). Cette OPAH RU est couplée à une Opération de Restauration Immobilière (ORI), qui porte sur les immeubles les plus dégradés en leur imposant des travaux, dont la première phase comprend 23 immeubles sur les secteurs Manège-Kléber-Saint-Fiacre. Au total plus de 800 logements seront traités dans le temps du NPNRU, avec pour objectif d'avoir deux tiers des immeubles du quartier remis en état en fin de programme. L'intervention sur l'habitat privé sera accompagnée par une résidentialisation (amélioration des espaces extérieurs) de l'îlot Trois Fontaines (117 logements propriété de m2A Habitat).
- La requalification des espaces publics du quartier que sont les rues de Zillisheim, de Gay Lussac, Saint-Fiacre et la placette Kléber, l'aménagement d'une nouvelle percée piétonne reliant l'université au square Jacquet au travers de l'îlot des Jardiniers (nécessitant l'acquisition-démolition de deux immeubles), la reconstruction du pont des Noyers à destination des modes doux.
- La nouvelle desserte interne du Village Industriel de la Fonderie pour permettre le développement des nouvelles activités économiques orientées vers « l'industrie 4.0 ». Cette desserte assurera une connexion entre les rues Spoerry et Gay-Lussac et comprendra la découverte de l'ancien canal de l'III.

Toutes ces actions trouvent leur cohérence globale à partir d'une stratégie urbaine développée dans le cadre d'un plan global d'intentions et seront financées dans le cadre du contrat NPNRU.

Sont ainsi prévus en investissement sur la période 2020-2025 :

- 1,7 M€ environ pour l'aménagement des espaces publics du secteur d'habitat ;
- 3 M€ environ pour l'aménagement et la reconquête du Village Industriel de la Fonderie.

Par ailleurs, au-delà des actions contractualisées dans le NPNRU, le schéma d'orientations global dessiné sur le quartier propose aussi les principes suivants qui restent à consolider :

- Un espace vert à l'interface du Village Industriel et de la partie habitat du quartier de la Fonderie ;
- Un parking en ouvrage, destiné à permettre la reconversion économique de l'ancien site de la SACM.

Enfin, les rues des Corneilles, Laederich, Chevaliers, ainsi que le quai d'Isly, font partie des secteurs à enjeux du quartier. Elles assurent la connexion au canal, élément majeur d'attractivité résidentielle et d'aménités urbaines. Leur inscription dans le programme de concertation apparaît à ce titre indispensable.

### **III - Les modalités de réalisation du programme de renouvellement urbain**

La Ville assurera le pilotage de l'ensemble des opérations du NPNRU et la maîtrise d'ouvrage directe d'une part importante des opérations relatives aux espaces publics.

Pour rappel, la Ville a confié par délibération du 25 septembre 2019, la maîtrise d'ouvrage déléguée à Citivia SPL via une concession d'aménagement pour :

- animer l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain ;
- mettre en œuvre et assurer le suivi de l'ORI ;
- valoriser le foncier libéré suite à la démolition du foyer des Marronniers quai d'Oran ;
- aménager les espaces publics de proximité.

Tous les aménagements devront au plus tard être engagés en travaux (ou concession) en décembre 2024. Les premières interventions devraient avoir lieu en 2022. Selon les opérations, la maîtrise d'œuvre de la requalification des espaces publics pourra être assurée en régie ou confiée à un bureau d'études externe compte-tenu des enjeux afférents aux différents secteurs.

Au regard de la complexité d'intervention (site ICPE, découverte de l'ancien canal usinier, reprise de l'ensemble des réseaux, lien avec les programmes de recyclage des bâtiments industriels,...), la maîtrise d'œuvre de la nouvelle desserte interne du village industriel serait conduite dans le cadre d'une procédure de concours sur esquisse, avec des compétences requises en urbanisme, paysage et Bureau d'Etudes Techniques.

## **IV – La concertation**

Conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme alinéa 4°, les projets de renouvellement urbain font l'objet d'une concertation préalable, associant les habitants, les associations locales et les personnes concernées par les projets. Les modalités de concertation sont définies par la Ville de Mulhouse, Maître d'ouvrage.

Dans le contexte du quartier Fonderie présenté aux chapitres précédents, les modalités de la concertation qui seront mises en œuvre s'attacheront à poursuivre plusieurs objectifs :

### 1. Informer :

Il s'agit de donner accès, à l'ensemble des personnes concernées, à une information sur le projet articulant les enjeux généraux du programme de renouvellement urbain du quartier, abordant les différentes thématiques traitées (habitat, espaces publics, mobilités, cadre de vie,...), la stratégie d'intervention et une information de proximité sur les impacts locaux du projet.

Une présence locale sera privilégiée pour diffuser cette information. Elle sera coordonnée par l'Agence de la Participation Citoyenne.

### 2. Echanger :

L'objectif est de créer les conditions d'échanges permettant à chacun de poser les questions relatives au projet, de pouvoir donner un avis, et partager des propositions.

Des bilans intermédiaires seront faits au fur et à mesure de l'avancée des études préalables de chaque opération constituant le projet global, afin de pouvoir intégrer les résultats de la concertation aux études de maîtrise d'œuvre et engager les travaux afférents.

## **V- Modalités de concertation**

La présente délibération fixe le cadre des modalités de concertation.

Elles permettront d'atteindre les objectifs poursuivis et définis ci-dessus. Ces modalités de concertation seront adaptées en fonction des opérations et thématiques à aborder avec le public. Seront ainsi organisés réunion(s), atelier(s) et ballade(s) urbaine(s).

La première phase de concertation se déroulera selon les modalités ci-dessous :

- La mise à disposition du public d'un dossier de présentation des intentions d'aménagement avec un registre pour recueil des avis :
  - A l'Agence de la Participation Citoyenne, 33a avenue de Colmar, aux heures habituelles d'ouverture de cette dernière ;
  - sur la plateforme « Mulhouse c'est vous »
  - et sur le site internet de la Ville.
- L'affichage de panneaux d'information dans un équipement du quartier et/ou en mairie, avec mise à disposition du public d'un registre destiné à recueillir les observations éventuelles ;
- Une présentation aux instances participatives (conseils citoyens et participatifs) ;

Ce dossier pourra être actualisé et complété au fur et à mesure de l'avancement des réflexions et de la définition du projet.

Le public sera informé par les différents dispositifs dont dispose la collectivité : insertion d'annonces sur le site de l'Agence de la Participation Citoyenne « Mulhouse c'est Vous » et/ou publipostage et/ou affichage sur site et/ou via une information dans le M+.

L'ensemble du déroulé de la concertation sera coordonné par l'Agence de la Participation Citoyenne aidée par les services du Renouvellement Urbain et de l'Urbanisme Opérationnel.

## **VI - Premières actions de terrain**

L'objectif de ces premières actions sera de marquer la vie du quartier de la Fonderie dans les prochaines semaines et d'entrer en résonance avec les actions futures du programme de renouvellement urbain : les journées « en ville sans ma voiture » ou la mise en service d'équipements constitueront notamment des moments qui permettront des échanges avec habitants et actifs du quartier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve le programme d'intervention du quartier Fonderie ;
- Approuve le périmètre de concertation et les opérations concernées ;
- Approuve les modalités de la concertation sur le quartier Fonderie ;
- Approuve le lancement d'un concours de Maîtrise d'œuvre sur esquisse pour la nouvelle desserte du village industriel.

PJ :

- 1 - Schéma global d'orientations du quartier Fonderie et périmètre de concertation
- 2 – Principes d'aménagement du village industriel

Ne prennent pas part au vote : M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme HOTTINGER, Mme LUTZ, Mme MILLION (représentée par M. EHRET) et Mme CORMIER (représentée par M. MINERY).

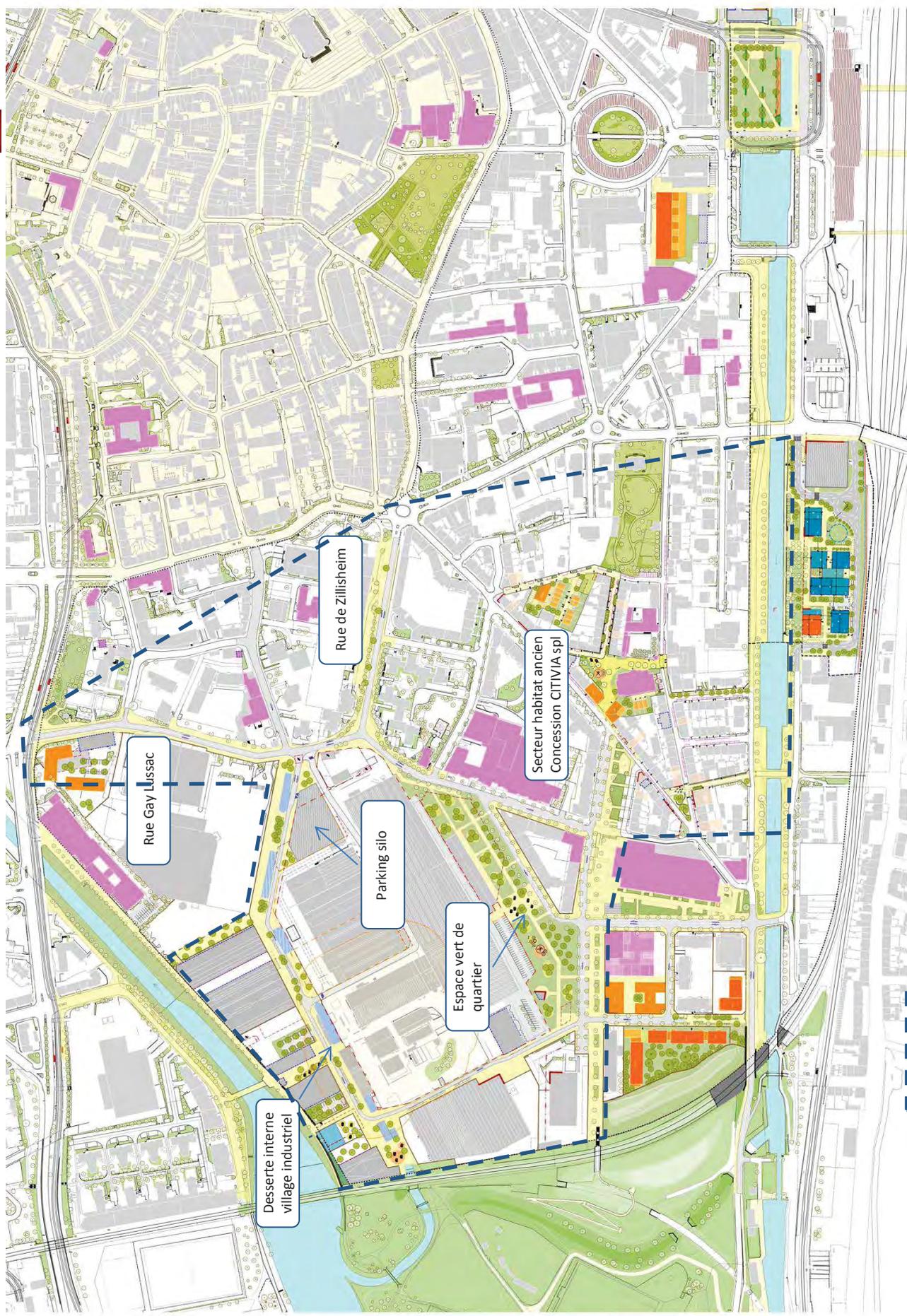
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



# Quartier de la Fonderie – Schéma global d'orientations et périmètre de concertation



Périmètre incluant l'ensemble des opérations projetées

mai 2021

# Quartier de la Fonderie – principes d'aménagement du Village Industriel





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

40 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **CENTRES SOCIAUX : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2021 (133/7.5.6/305)**

Par délibération du 15 décembre 2020, les centres sociaux mulhousiens ont bénéficié d'acomptes sur subvention de fonctionnement au titre de l'année 2021, représentant 50% de la subvention de fonctionnement 2021, pour un montant total de 1 362 750 €.

Au regard de la crise sanitaire en cours et du décalage du calendrier relatif à l'élaboration des nouveaux projets sociaux et des nouvelles conventions tripartites CAF-Ville-CSC, ce sont les montants des conventions tripartites précédentes (2017-2020) qui ont été repris :

<b>Bénéficiaires</b>	<b>Subvention 2020</b>	<b>Subvention 2021</b>	<b>Acompte (50% de la subvention)</b>	<b>Solde subv. 2021 à verser</b>
Centre social AFSCO	666 500 €	666 500 €	333 250 €	333 250 €
Centre social Bel Air	313 500 €	313 500 €	156 750 €	156 750 €
Centre social Lavoisier-Brustlein	465 500 €	465 500 €	232 750 €	232 750 €
Centre social Papin	275 500 €	275 500 €	137 750 €	137 750 €
Centre social Pax	389 000 €	389 000 €	194 500 €	194 500 €
Centre social Porte du Miroir	296 500 €	296 500 €	148 250 €	148 250 €
Centre social Wagner	319 000 €	319 000 €	159 500 €	159 500 €
<b>TOTAUX</b>	<b>2 725 500 €</b>	<b>2 725 500 €</b>	<b>1 362 750 €</b>	<b>1 362 750 €</b>

Il est ainsi proposé d'attribuer aux centres sociaux le solde de la subvention de fonctionnement 2021, selon la répartition inscrite au tableau, pour un montant total de 1 362 750 €.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2021.

Chapitre 65-article 6574-fonction 422

Service gestionnaire et utilisateur 133

Ligne de crédit n°20785 « Subventions CSC »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 7 avenants

Ne prennent pas part au vote : Mmes SORNIN, SCHMIDLIN BEN M'BAREK et M. CAUSER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## **AVENANT n° 1 à la convention du 24 décembre 2020**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association Familiale et sociale des Coteaux ayant son siège social au 10 rue Pierre Loti - 68200 Mulhouse, représentée par son Président M. Christian COLLIN et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2021 a été conclue le 24 décembre 2020 avec l'Association Familiale et Sociale des Coteaux, pour le versement du 1<sup>er</sup> acompte de 333 250 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

La convention du 24 décembre 2020 intègre dans son article 13 "Avenant" la possibilité de modifier ses conditions ou modalités d'exécution.

Par conséquent, au vu de cet article, il est décidé de compléter les articles "2" et "3" de la convention du 24 décembre 2020 :

### **Article 1 : Modification de l'article 2**

L'article 2 est complété comme suit :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020, la Ville de Mulhouse a accordé, pour l'année 2021, un 1<sup>er</sup> acompte de 333 250 € pour les dépenses de fonctionnement du secteur socio-culturel.

Par la délibération du 17 juin 2021, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 de : 333 250 €.

Ainsi le montant total 2021 de la subvention attribuée au centre social à titre de participation aux frais de fonctionnement s'élève à 666 500 €.

### **Article 2 : Modification de l'article 3**

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, cette subvention fera l'objet d'un seul versement de : 333 250 € pour le fonctionnement.

### **Article 3**

Toutes les autres dispositions de la convention restent en vigueur.

### **Article 4**

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Fait à Mulhouse, le 5 juillet 2021.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion  
du centre social l'AFSCO,  
le Président

Christian COLLIN

Pour la Ville,  
Madame le Maire

Michèle LUTZ



## **AVENANT n° 1 à la convention du 24 décembre 2020**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social BEL AIR ayant son siège social au 31 rue Fénelon - 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente Mme Pascale KARRIERE et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2021 a été conclue le 24 décembre 2020 avec l'association de gestion du Centre social Bel Air, pour le versement du 1<sup>er</sup> acompte de 156 750€ concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

La convention du 24 décembre 2020 intègre dans son article 12 "Avenant" la possibilité de modifier ses conditions ou modalités d'exécution.

Par conséquent, au vu de cet article, il est décidé de compléter les articles "2" et "3" de la convention du 24 décembre 2020 :

### **Article 1 : Modification de l'article 2**

L'article 2 est complété comme suit :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020, la Ville de Mulhouse a accordé, pour l'année 2021, un 1<sup>er</sup> acompte de 156 750 € pour les dépenses de fonctionnement du secteur socio-culturel.

Par délibération du 17 juin 2021, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 de : 156 750 €.

Ainsi le montant total 2021 de la subvention attribuée au centre social à titre de participation aux frais de fonctionnement s'élève à 313 500 €.

### **Article 2 : Modification de l'article 3**

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, cette subvention fera l'objet d'un seul versement de : 156 750 € pour le fonctionnement.

### **Article 3**

Toutes les autres dispositions de la convention restent en vigueur.

### **Article 4**

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Fait à Mulhouse, le 5 juillet 2021.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion  
du Centre social Bel Air,  
la Présidente

Pour la Ville,  
Madame le Maire

Pascale KARRIERE

Michèle LUTZ



## **AVENANT n° 1 à la convention du 24 décembre 2020**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 15 décembre 2020 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social PAPIN ayant son siège social au 4 rue du Gaz - 68100 Mulhouse, représentée par sa Présidente Mme Sirine MERROUCHE et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2021 a été conclue le 24 décembre 2020 avec l'association de gestion du Centre social Papin, pour le versement du 1<sup>er</sup> acompte de 137 750€ concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

La convention du 24 décembre 2020 intègre dans son article 13 "Avenant" la possibilité de modifier ses conditions ou modalités d'exécution.

Par conséquent, au vu de cet article, il est décidé de compléter les articles "2" et "3" de la convention du 24 décembre 2020 :

### **Article 1 : Modification de l'article 2**

L'article 2 est complété comme suit :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020, la Ville de Mulhouse a accordé, pour l'année 2021, un 1<sup>er</sup> acompte de 137 750 € pour les dépenses de fonctionnement du secteur socio-culturel.

Par délibération du 17 juin 2021, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 de : 137 750 €.

Ainsi le montant total 2021 de la subvention attribuée au centre social à titre de participation aux frais de fonctionnement s'élève à 275 500 €.

### **Article 2 : Modification de l'article 3**

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, cette subvention fera l'objet d'un seul versement de : 137 750 € pour le fonctionnement.

### **Article 3**

Toutes les autres dispositions de la convention restent en vigueur.

### **Article 4**

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Fait à Mulhouse, le 5 juillet 2021.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion  
du Centre social Papin,  
la Présidente

Sirine MERROUCHE

Pour la Ville,  
Madame le Maire

Michèle LUTZ



## **AVENANT n° 1 à la convention du 24 décembre 2020**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 15 décembre 2020 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social PAX ayant son siège social au 54 rue de Soultz - 68200 Mulhouse, représentée par son Président M. Marc BOURGHART et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2021 a été conclue le 24 décembre 2020 avec l'association de gestion du Centre social Pax, pour le versement du 1<sup>er</sup> acompte de 194 500 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

La convention du 24 décembre 2020 intègre dans son article 13 "Avenant" la possibilité de modifier ses conditions ou modalités d'exécution.

Par conséquent, au vu de cet article, il est décidé de compléter les articles "2" et "3" de la convention du 24 décembre 2020 :

### **Article 1 : Modification de l'article 2**

L'article 2 est complété comme suit :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020, la Ville de Mulhouse a accordé, pour l'année 2021, un 1<sup>er</sup> acompte de 194 500 € pour les dépenses de fonctionnement du secteur socio-culturel.

Par délibération du 17 juin 2021, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 de : 194 500 €.

Ainsi le montant total 2021 de la subvention attribuée au CSC à titre de participation aux frais de fonctionnement s'élève à 389 000 €.

### **Article 2 : Modification de l'article 3**

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, cette subvention fera l'objet d'un seul versement de : 194 500 € pour le fonctionnement.

### **Article 3**

Toutes les autres dispositions de la convention restent en vigueur.

### **Article 4**

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Fait à Mulhouse, le 5 juillet 2021.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion  
du Centre social Pax,  
le Président

Marc BOURGHART

Pour la Ville,  
Madame le Maire

Michèle LUTZ



## **AVENANT n° 1 à la convention du 24 décembre 2020**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 15 décembre 2020 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social PORTE du MIROIR ayant son siège social au 3 rue Saint-Michel - 68100 Mulhouse, représentée par son Président M Xavier COLOMBET et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part

il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2021 a été conclue le 24 décembre 2020 avec l'association de gestion du Centre social Porte du Miroir, pour le versement du 1<sup>er</sup> acompte de 148 250 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

La convention du 24 décembre 2020 intègre dans son article 13 "Avenant" la possibilité de modifier ses conditions ou modalités d'exécution.

Par conséquent, au vu de cet article, il est décidé de compléter les articles "2" et "3" de la convention du 24 décembre 2020 :

### **Article 1 : Modification de l'article 2**

L'article 2 est complété comme suit :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020, la Ville de Mulhouse a accordé, pour l'année 2021, un 1<sup>er</sup> acompte de 148 250 € pour les dépenses de fonctionnement du secteur socio-culturel.

Par délibération du 17 juin 2021, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 de : 148 250 € .

Ainsi le montant total 2021 de la subvention attribuée au centre social à titre de participation aux frais de fonctionnement s'élève à 296 500 €.

### **Article 2 : Modification de l'article 3**

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, cette subvention fera l'objet d'un seul versement de : 138 250 € pour le fonctionnement.

### **Article 3**

Toutes les autres dispositions de la convention restent en vigueur.

### **Article 4**

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Fait à Mulhouse, le 5 juillet 2021.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du  
Centre social Porte du Miroir,  
le Président

Xavier COLOMBET

Pour la Ville,  
Madame le Maire

Michèle LUTZ



## **AVENANT n° 1 à la convention du 24 décembre 2020**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du 15 décembre 2020 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social Jean WAGNER ayant son siège social au 43 rue d'Agen - 68100 Mulhouse, représentée par son Président M. Bernard FELDMANN et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2021 a été conclue le 24 décembre 2020 avec l'association de gestion du Centre social Wagner, pour le versement du 1<sup>er</sup> acompte de 159 500 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

La convention du 24 décembre 2020 intègre dans son article 13 "Avenant" la possibilité de modifier ses conditions ou modalités d'exécution.

Par conséquent, au vu de cet article, il est décidé de compléter les articles "2" et "3" de la convention du 24 décembre 2020 :

### **Article 1 : Modification de l'article 2**

L'article 2 est complété comme suit :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020, la Ville de Mulhouse a accordé, pour l'année 2021, un 1<sup>er</sup> acompte de 159 500 € pour les dépenses de fonctionnement du secteur socio-culturel.

Par délibération du 17 juin 2021, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 de : 159 500 €.

Ainsi le montant total 2021 de la subvention attribuée au CSC à titre de participation aux frais de fonctionnement s'élève à 319 000 €.

### **Article 2 : Modification de l'article 3**

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, cette subvention fera l'objet d'un seul versement de : 159 500 € pour le fonctionnement.

### **Article 3**

Toutes les autres dispositions de la convention restent en vigueur.

### **Article 4**

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Fait à Mulhouse, le 5 juillet 2021.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion  
du Centre social Jean Wagner,  
le Président

Bernard FELDMANN

Pour la Ville,  
Madame le Maire

Michèle LUTZ



## **AVENANT n° 1 à la convention du 24 décembre 2020**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020 et désignée sous le terme " la VILLE ",

d'une part,

et

L'Association de gestion du Centre social LAVOISIER-BRUSTLEIN ayant son siège social au 59 Allée Gluck – CS 22151 - 68060 MULHOUSE, représentée par son Président M. Diego CALABRO et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Une convention de subvention relative à l'aide financière allouée par la Ville de Mulhouse pour l'année 2021 a été conclue le 24 décembre 2020 avec l'association de gestion du Centre social Lavoisier-Brustlein, pour le versement du 1<sup>er</sup> acompte de 232 750 € concernant les dépenses du secteur socio-culturel.

La convention du 24 décembre 2020 intègre dans son article 13 "Avenant" la possibilité de modifier ses conditions ou modalités d'exécution.

Par conséquent, au vu de cet article, il est décidé de compléter les articles "2" et "3" de la convention du 24 décembre 2020 :

### **Article 1 : Modification de l'article 2**

L'article 2 est complété comme suit :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020, la Ville de Mulhouse a accordé, pour l'année 2021, un 1<sup>er</sup> acompte de 232 750 € pour les dépenses de fonctionnement du secteur socio-culturel.

Par délibération du 17 juin 2021, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à l'association le solde de la subvention de fonctionnement 2020 de : 232 750 €.

Ainsi le montant total 2021 de la subvention attribuée au centre social à titre de participation aux frais de fonctionnement s'élève à 465 500 €.

### **Article 2 : Modification de l'article 3**

L'article 3 est complété comme suit :

Dès signature de l'avenant n°1, cette subvention fera l'objet d'un seul versement de : 232 750 € pour le fonctionnement.

### **Article 3**

Toutes les autres dispositions de la convention restent en vigueur.

### **Article 4**

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Fait à Mulhouse, le 5 juillet 2021.

Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion  
du Centre social Lavoisier-Brustlein,  
le Président,

Pour la Ville,  
Madame le Maire

Diego CALABRO

Michèle LUTZ



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

40 conseillers présents (55 en exercice / 10 procurations)

### **CONTRAT DE VILLE : PROGRAMMATION POLITIQUE DE LA VILLE 2021 - 2ème PHASE (131/8.5/315)**

Dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2022, différents engagements ont déjà été validés en 2021 :

- 179 100 € pour un coût de projets de 923 740 € au titre des engagements pluriannuels relatifs à l'animation de rue et des ateliers sociolinguistiques ;
- 33 800 €, délibération exceptionnelle en début d'année pour le soutien à l'installation de l'école 42 sur Fonderie (CM janvier) ;
- 77 900 € pour un coût de projets de 673 153 € au titre de la 1<sup>ère</sup> phase de programmation (CM de février).

Les soutiens proposés par la présente délibération relèvent de la 2<sup>ème</sup> phase de programmation. Ils concernent des projets mis en œuvre par les Centres socio-culturels, les habitants ou les associations dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Au total, il est proposé d'engager 71 600 € de subvention de la Ville pour un coût total de projets de 1 155 692 € et 8 000 € en subvention d'investissement.

Sont proposés ci-après 22 projets dont 12 nouveaux, ainsi que 3 demandes de subvention de petits équipements.

L'Etat, cosignataire du Contrat de Ville, participe également au financement de certaines actions.

## 1- Subvention de fonctionnement

Porteur de projet	Nom de l'action	Descriptif de l'action	Rappel subvention attribuée 2020	Coût total Projet 2021	Montant subvention proposée 2021
CSC Lavoisier	Journal de quartier	P'tit journal	2 610 €	6 500 €	1 600 €
CSC Lavoisier	Les mamans s'activent <b>(nouvelle action)</b>	Action sport/santé autour du vélo pour 2 groupes de 12 mamans sur le territoire mulhousien (Lavoisier); formation autour de la réparation et entretien du vélo.	0 €	26 309 €	1 000 €
RESEAU DEDALE	L'Inventaire 2021	Rendre visible et valoriser des savoir-faire afin d'accroître la confiance de chaque habitant-e en ses capacités d'actions ; Créer un projet d'insertion par l'activité économique dans le domaine artistique afin de revitaliser le tissu local ; Renforcer la cohésion sociale par une innovation territorialement ancrée afin de faciliter l'interculturalité	3 500 €	15 883 €	3 000 €
CSC BEL AIR	Centre de loisirs pour personnes âgées en situation d'isolement <b>(nouvelle action)</b>	Permettre à un groupe entre 50 et 100 personnes de pouvoir bénéficier une journée par semaine d'activités adaptées (physiques et intellectuelles) et conviviales pour rompre leur isolement social.	0 €	35 200 €	1 000 €
CALIMA	Accès aux droits et vieillissement de l'immigration	Organisation de l'accueil, écoute et accompagnement des vieux immigrés pour l'accès aux droits.	0 €	14 796 €	2 000 €

Porteur de projet	Nom de l'action	Descriptif de l'action	Rappel subvention attribuée 2020	Coût total Projet 2021	Montant subvention proposée 2021
CSC Pax	Le « Jour des papas » <b>(nouvelle action)</b>	Renforcer les liens papas/enfants, en partageant des moments conviviaux entre eux ; Donner une autre image du papa autre que celle de l'autorité et celle qui nourrit la famille (renforcer la place du père) en valorisant ses actions au sein de la famille ; Proposer un lieu de rencontre des papas afin de leur permettre de se retrouver entre eux pour réfléchir à la place du père au sein de la famille (assister à des conférences ou ciné - débats animés par un professionnel du soutien à la parentalité).	0 €	16 719 €	1 000 €
CSC Pax	A travers les âges, bien manger, bien bouger à Bourzwiller <b>(nouvelle action)</b>	2 projets réunis autour de l'alimentation, « bien manger, bien bouger à Bourzwiller » et le projet « des fruits, des légumes, une histoire au quotidien »	1 500 €	17 403 €	1 500 €
AFSCO	On jardine aux Coteaux <b>(nouvelle action)</b>	Apporter des connaissances aux habitants des Coteaux sur le maraîchage urbain grâce à : - Une approche théorique à travers une formation ; - Une approche pratique : visites de jardinerie, ateliers de jardinages.	0 €	14 760 €	2 000 €
AFSCO	Les terrasses de Matisse	Animations les 9 juillet, 16 juillet, 23 juillet, 30 juillet de 15h à 19h (animations jeunesse et famille + concert avec barbecue et buvette si le contexte sanitaire le permet).	2 500 €	17 966 €	800 €

Porteur de projet	Nom de l'action	Descriptif de l'action	Rappel subvention attribuée 2020	Coût total Projet 2021	Montant subvention proposée 2021
CIDFF	Pôle appui ressources quartier Drouot	Le Pôle appui ressources et ses 2 actions sont installés depuis longtemps et ont prouvé leur pertinence pour les habitants. Elle connaît, malgré l'installation de France Service dans les mêmes locaux, une demande très forte d'accompagnements et de suivis pour l'action "vie quotidienne". Ces deux offres sont donc complémentaires. La mission principale est d'aider les personnes à trier ou prioriser leurs documents administratifs et répondre à leurs demandes (CAF, CPAM, Titre de séjour, Impôt, coupure d'électricité, ...).	7 000 €	17 410 €	7 000 €
CIDFF	ASL/ FLI/ Alphabétisation	Ateliers Sociolinguistiques	5 500 €	23 825 €	5 500 €
CSC DROUOT	Toi - moi - nous et les valeurs de la République <b>(nouvelle action)</b>	L'action se décompose en plusieurs étapes : -des sorties afin de découvrir les instances de décisions ; - un séjour de 5 jours qui permettra aux familles de découvrir la capitale, Paris, les symboles de la république et de la démocratie ; - Une création sera réalisée par la suite avec les habitants afin de mettre en lumière « la France et les valeurs de la République » ; Cet outil sera diffusé à l'échelle du quartier afin de sensibiliser les habitants. Il pourra prendre la forme d'une exposition ou d'un guide.	0 €	21 190 €	4 000 €

Porteur de projet	Nom de l'action	Descriptif de l'action	Rappel subvention attribuée 2020	Coût total Projet 2021	Montant subvention proposée 2021
CDAFAL	Mieux vivre le numérique	Formation collective à l'utilisation des logiciels de traitement de texte, tableurs, et des navigateurs Internet.	3 000 €	36 090 €	3 000 €
ALSACE ACTIVE	Portage du CitésLab par France Active Alsace <b>(nouvelle action)</b>	Il s'agit d'un dispositif public consistant en une offre d'émergence de proximité principalement au service des habitants des QPV, qu'ils soient porteurs de projets, créateurs ou entrepreneurs. Il vise à faciliter l'identification des talents dans les quartiers de la Politique de la Ville afin de les assister dans la préparation et la sécurisation de leur projet entrepreneurial ou favoriser une orientation positive vers les ressources locales disponibles.	0 €	37 400 €	5 000 €
ART SOC	Impact Citoyen / Un Pacte Citoyen <b>(nouvelle action)</b>	Le projet Impact Citoyen consiste en la réalisation cyclique d'ateliers de création & de médiation artistique au bénéfice de publics jeunes en situation difficile dans les QPV de l'agglomération mulhousienne. Le projet vise à utiliser la création artistique collective comme un outil de médiation inter-quartiers, de prévention et comme un moyen d'inclusion auprès de jeunes en difficulté, dans un contexte de crise sanitaire où les situations d'errance, de décrochage et de précarité montrent des signes inquiétants de progression et où l'insertion des personnes se voit de plus en plus contrainte. Impact Citoyen / Un Pacte Citoyen, c'est d'abord 450 heures d'intervention artistique prévues auprès des publics d'une dizaine de structures partenaires du secteur social et socioculturel, pour un total estimé de 150 personnes atteintes.	0 €	66 962 €	2 000 €

Porteur de projet	Nom de l'action	Descriptif de l'action	Rappel subvention attribuée 2020	Coût total Projet 2021	Montant subvention proposée 2021
CDAFAL	Ateliers des savoirs sociolinguistiques	Ateliers Sociolinguistiques	5 000 €	72 514 €	5 000 €
ELAN SPORTIF	Trajectoires <b>(nouvelle action)</b>	Trajectoires pose la performance sociale du sport comme élément central/fil rouge au cœur des écosystèmes sportifs et d'insertion professionnelle. Il devient le dénominateur commun et l'outil pour créer une synergie collective entre les acteurs et une identification commune sur l'ensemble du territoire au niveau local et national au service de l'insertion des jeunes. Le projet comprend un parcours d'insertion en 4 phases dont l'événement phare #JOdansmaville porté et organisé par les jeunes en lien avec les clubs, les entreprises et les sportifs de haut-niveau	0 €	596 400 €	15 000 €
LA FILATURE	Elle était une fois... <b>(nouvelle action)</b>	A partir de l'écriture d'une dizaine de contes urbains par l'autrice Catherine Verlaguet, inspirés d'interviews de personnels réelles, habitant différents quartiers de Mulhouse, puis de leur lecture tout au long d'une saison par des lecteurs bénévoles, le projet donne la parole à des personnes souvent effacées. Ainsi se racontera Mulhouse, ville personnage. Par ce biais, il s'agira de valoriser un territoire, dans sa richesse et sa diversité, et ses habitants.	0 €	19 504 €	2 000 €
Le Planning Familial 68	La sexualité et ses risques - Action de prévention auprès des jeunes	Rencontre de préparation avec l'ensemble des partenaires de l'action; Rencontres de préparation avec l'ensemble des partenaires du site concerné; Séances de théâtre forum avec un comédien intervenant ;	2 000 €	16 773 €	2 000 €

Porteur de projet	Nom de l'action	Descriptif de l'action	Rappel subvention attribuée 2020	Coût total Projet 2021	Montant subvention proposée 2021
Le Planning Familial 68	Promotion de la santé	Faire réfléchir et s'exprimer sur les comportements à risques, sur la relation à l'autre, sur l'importance attachée à sa propre santé. Faire émerger les questionnements individuels ou de groupe. Faire émerger et valoriser les compétences de chacun pour aller d'un comportement à risque à un comportement à moindre risque.	1 400 €	55 288 €	1 400 €
OPENFAB	De Fil en Aiguille : la suite <b>(nouvelle action)</b>	Formation "couture" de 150 heures à destination de 5 ou 6 personnes repérées lors des parcours de découverte des savoir-faire des métiers du textile (projet De Fil en Aiguille à destination des personnes sans emploi des quartiers Coteaux et Péricentre)	0 €	14 300 €	4 300 €
RUGBY CLUB	Le Rugby au cœur de mon quartier <b>(nouvelle action)</b>	Créer un partenariat avec les 7 centres culturels et sociaux des quartiers de Mulhouse. - Animation de journées sportives au sein des centres sociaux et culturels et des différents quartiers de la ville ; - Ouverture de nos stages de vacances au stade Pierre de Coubertin ; - Création d'un tournoi de rugby à 7 entre les différents centres sociaux et culturels ; - Animation de journées découvertes durant la période estivale au sein des quartiers de la ville.	0 €	12 500 €	1 500 €
		<b>Total</b>	<b>25 610 €</b>	<b>1 155 692 €</b>	<b>71 600 €</b>

## 2 - Subvention d'investissement

Porteur de projet	Nom de l'action	Descriptif de l'action	Rappel subvention attribuée 2020	Coût total Projet 2021	Montant subvention en petits équipements proposée 2021
CSC Lavoisier	Les acrobaties en famille	Actions autour des arts du cirque ; <b>achat d'équipements sportifs</b> - Retours du public très positifs en 2020	0 €	15 691 €	2 000 €
CDAFAL	Ateliers enfants - la Fabrique des mômes	Ateliers pour les enfants pour promouvoir les valeurs du vivre-ensemble, favoriser l'expression des enfants pour les rendre acteurs de leurs loisirs – <b>achat de petits matériels pour les ateliers.</b>	0 €	26 520 €	2 000 €
NAT CONNECT	Nat'Mouv: la santé et le bien-être pour tous par le mouvement dans la nature	Proposer des solutions de prévention santé accessibles à tous: <b>achat de logiciel pour parcours numériques d'activités physiques adaptées en espaces naturels;</b> Partenariat avec le dispositif "sport santé" de Mulhouse; capitalisation avec autres acteurs QPV.	0 €	22 500 €	4 000 €
		<b>Total</b>	<b>0 €</b>	<b>64 711 €</b>	<b>8 000 €</b>

## Financement du programme 2021

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 sur les lignes de crédit suivantes :

Chapitre 65 / article 6574 / fonction 824  
Service gestionnaire et utilisateur 131  
Ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé » 71 600 €

Chapitre 204 / article 20421 / fonction 025  
Service gestionnaire et utilisateur 131  
LC 13504 « Subvention équipement dans les quartiers » 8 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution des subventions pour les actions présentées ;
- charge M. le Maire ou son Adjoint délégué, d'établir et de signer les conventions nécessaires à leur mise en œuvre.

Ne prennent pas part au vote : Mmes SORNIN, SCHMIDLIN BEN M'BAREK, M. CAUSER et CORMIER (représentée par M. MINERY).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **PREVENTION ET LUTTE CONTRE LES RONGEURS : MISE EN PLACE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES (124/1.7.2/326)**

Afin de répondre aux obligations du Maire en termes de salubrité publique, le Service Communal d'Hygiène et de Santé a mis en place depuis 2012 un groupement de commandes ayant pour objet un marché public de prestations de service de dératisation/désinsectisation du domaine public, de certains bâtiments communautaires se trouvant sur le ban communal Mulhousien et de l'îlot des Coteaux.

Ce marché arrive à échéance. Afin de maintenir les actions concertées de prévention et de lutte contre les rongeurs, il est nécessaire de renouveler la signature de ce groupement de commandes, en application des articles L. 2313-6 et suivants du Code de la commande publique, pour une durée de quatre ans.

Les conditions de constitution et de fonctionnement du groupement de commandes sont fixées par la convention dont un projet est joint. Il est proposé que la Ville de Mulhouse assure la coordination du groupement de commandes constitué, jusqu'à complète exécution des prestations de prévention et des interventions ponctuelles, objet de l'accord-cadre.

Les membres du groupement de commandes sont les suivants :

- Collectivité Européenne d'Alsace
- OPH M2A-Habitat
- SA Immobilière 3F Alsace
- SA Logi Est
- FONCIA Alsace
- NEXITY
- La SASIK
- SCI IMMO Nations
- Le Centre de Réadaptation de Mulhouse Coteaux
- Le service des eaux de la Ville de Mulhouse (à partir du 01/01/2022)
- La ville de Mulhouse

- Mulhouse Alsace Agglomération
- Syndicat des copropriétaires Plein ciel 1 et 2
- Syndicat des copropriétaires Peupliers Camus
- Syndicat des copropriétaires Eugène Delacroix
- Syndicat des copropriétaires Peupliers Nations

Le montant total de l'accord-cadre passé dans le cadre du présent groupement est compris entre un minimum de 64 800 € HT et un maximum de 520 000 € HT. Le groupement de commande s'étend sur 4 ans, avec une échéance au 31 décembre 2024, période pendant laquelle les accords-cadres pourront être conclus.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2021  
Chapitre 011-nature 611  
Service gestionnaire et utilisateur 124  
Ligne de crédit n° 915

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve le principe de mise en place d'un groupement de commande en vue de la mise en œuvre d'un marché de prestation de service de dératisation/désinsectisation,
- Charge Madame le Maire ou son représentant de signer la convention constitutive du groupement de commandes et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution.

PJ : Projet de convention de groupement de commandes

Ne prend pas part au vote : M. DANTZER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT  
DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ PUBLIC  
DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LES RONGEURS**

Entre

1. La Ville de Mulhouse, dont le siège est 2, rue Pierre et Marie Curie B.P. 10020 – 68 948 Mulhouse Cedex 9, représentée par Mme Michele LUTZ, Maire de Mulhouse, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020, certifiée exécutoire le 22 juillet 2020,
2. La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), dont le siège est 2, rue Pierre et Marie Curie B.P. 90 019 – 68948 Mulhouse Cedex 9, représenté par M. Fabien JORDAN, le Président, exerçant et dûment autorisée par dûment autorisée par délibération du 18 juillet 2020
3. La Collectivité Européenne d'Alsace, représentée le Président élu
4. L'OPH M2A Habitat, représenté par M. Eric PETER, Directeur Général
5. La SA IMMOBILIERE 3F Alsace, représentée par M. Carlos SAHUN, Directeur Général
6. La SA d'HLM LOGIEST, représentée par M. Jean-Pierre RAYNAUD, Directeur Général
7. La SA SASIK, représentée par Mme Carole GUILLOTEAUX ERMACORA, Directrice Générale
8. La SA FONCIA, représentée par M. Remy DANTZER, Directeur Général Alsace
9. La SA NEXITY LAMY, représentée par M. Serge GASSER, Directeur d'agence Mulhouse
10. La SCI IMMO NATIONS, représentée par M. Yilmaz GUNDUZ, gérant
11. Le Centre de Réadaptation de Mulhouse, représenté par le Directeur Général
12. La copropriété Plein Ciel 1, représentée par Mme Denise LAUNY, Présidente du conseil syndical, ayant donné délégation de signature à M. Martial LEVASSEUR
13. La copropriété Plein Ciel 2, représentée par M. Léon TSCHAN, Président du Conseil Syndical
14. La copropriété Peupliers Camus, représentée le Président du Conseil Syndical
15. La copropriété Eugène Delacroix, représentée par le Président du Conseil Syndical
16. La copropriété Peupliers Nations, représentée par M. HAEFFELE, Président du Conseil Syndical

Il a été convenu ce qui suit :

## **PREAMBULE**

Dans le cadre d'une action concertée de prévention et de lutte contre les rongeurs dans le quartier des Coteaux et dans certains bâtiments communautaires situés sur le ban communal Mulhousien, la Ville de Mulhouse et les acteurs susmentionnés et membres de la présente convention, ont l'intention de conclure un marché ayant pour objet la prévention et la lutte contre les rongeurs.

Ainsi, afin d'optimiser l'efficacité des actions menées et compte tenu de l'objet du marché, il est souhaité constituer un groupement de commandes en application de L. 2113-6 du Code de la commande publique.

A cet effet, il y a lieu de conclure une convention constitutive du groupement de commandes.

## **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes entre la Ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération, la Collectivité Européenne d'Alsace, l'OPH M2A Habitat , la SA Immobilière 3F Alsace, la SA Logiest, la SA Sasik, la SA Foncia, la SA Nexity Lamy, la SCI Immo Nation le Centre de Réadaptation de Mulhouse, les copropriétés Plein Ciel 1, Plein Ciel 2, Peupliers Nations, Peupliers Camus, Eugène Delacroix, en vue de la prévention et de la lutte contre les rongeurs, de déterminer les modalités de fonctionnement du groupement et de régler les conditions dans lesquelles les marchés vont être conclus.

## **Article 2 : Objet du marché**

Afin de mettre en œuvre la prévention et la lutte contre les rongeurs, il est prévu de conclure un marché qui comprendra, notamment, les caractéristiques principales suivantes :

- Actions de prévention :
  - o campagnes tri-annuelles de dératisation diligentées par la Ville de Mulhouse dans le quartier des Coteaux,
  - o de dératisation diligentées par la ville de Mulhouse au Service des eaux de la ville de Mulhouse à partir du 01/01/2022,
- Interventions ponctuelles :
  - o à commander par chaque membre du groupement pour ses propres besoins, hors bâtiments communautaires,
  - o dans les bâtiments communautaires diligentées par la ville, sur demande du service Gestion immobilière de l'agglomération,
  - o de dératisation diligentées par la ville de Mulhouse sur demande du Service des eaux de la ville de Mulhouse à partir du 01/01/2022

Il est envisagé de conclure un marché pour une période de 4 ans.

### **Article 3 : Fonctionnement du groupement**

#### **3.1 Durée**

Le groupement de commandes est constitué à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché pour lequel il est constitué.

La présente convention, et corrélativement les missions du coordonnateur, prennent fin au terme de l'exécution de tous les marchés nécessaires à la satisfaction des besoins décrits aux articles 1 et 2.

#### **3.2 Coordonnateur du groupement**

La Ville de Mulhouse est désignée, par l'ensemble des membres du groupement de commandes comme coordonnateur du groupement.

A ce titre, il lui incombe de suivre la procédure de consultation en application des dispositions de l'article L5211-4-4 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- élaborer l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres,
- assurer l'ensemble des opérations de sélection du candidat titulaire (rédaction et envoi des avis d'appel public et d'attribution, information des candidats, rédaction du rapport d'analyse technique).

Le coordonnateur est mandaté pour signer et notifier le marché au nom et pour le compte des membres du groupement de commandes selon les dispositions de l'article L2113-7 du Code de la commande publique.

Concernant les prestations dites « interventions ponctuelles hors bâtiments communautaires », objet de bons de commande, chaque membre assure l'exécution du marché relatif à l'émission et au règlement des bons de commande.

En outre le coordonnateur assure l'exécution des prestations objet du marché relatives aux campagnes communes de prévention.

#### **3.3 Le Pouvoir Adjudicateur**

Le Pouvoir Adjudicateur est la Ville de Mulhouse représentée par Mme le Maire de Mulhouse ou l'Adjoint délégué

#### **3.4 Frais de fonctionnement du groupement**

La Ville de Mulhouse, en tant que coordonnateur du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis d'appel et des avis d'attribution,
- les frais de reproduction des dossiers,
- les frais d'envoi des dossiers,
- les frais de gestion administrative et financière des marchés.

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de coordonnateur.

## **Article 4 : Déroulement de la procédure de consultation**

### **4.1 Etablissement du dossier de consultation**

En tant que coordonnateur, la Ville de Mulhouse est chargée de la rédaction du dossier de consultation.

Les membres du groupement transmettent au coordonnateur toutes les informations nécessaires pour la préparation du dossier de consultation, y compris les coordonnées exactes, à savoir identité et adresse complète pour chaque membre.

### **4.2 Procédure choisie**

La consultation sera lancée conformément aux dispositions du Code de la commande publique

### 4.3 Estimation des besoins

Les besoins prévisionnels des prestations pour la durée du marché (4 ans) sont estimés comme suit :

Traitement des espaces verts autour des bâtiments et installation de boîtes sécurisées des les entrées des immeubles, ou dans les parties communes des caves en fonction de l'infestation		Interventions ponctuelles annuelles minimum	Interventions ponctuelles annuelles maximum
<b>FONCIA</b> Copropriété Peupliers Camus Copropriété Eugène Delacroix	36-46 rue Albert Camus 3-5 rue Eugène Delacroix	0	5
<b>LAMY</b> Copropriété Peupliers Nations	9-21 boulevard des Nations	0	5
<b>LOGI EST</b>	17 rue Henri Matisse 45 rue Mathias Grünewald	0	5
<b>SASIK</b> Copropriété Plein Ciel 1 Copropriété Plein Ciel 2 Copropriété Plein Ciel 1 et 2-dalle 351 garages-	7 rue Pierre Loti 9 rue Pierre Loti 7-9 rue Pierre Loti	0	5
<b>SCI IMMO Nations</b> Dalle 327 garages	boulevard des Nations	0	5
<b>CRM</b>	côté rue Albert Camus	0	5
<b>M2A HABITAT</b>	1 et 3 rue Alexandre Dumas 15-27 rue Mathias Grünewald 2-12 rue Jules Verne 27 boulevard des Nations 29-39 rue Mathias Grünewald 3 rue Mathias Grünewald 3-13 rue Henri Matisse 4-16 rue Henri Matisse 48-66 rue Albert Camus	0	5
<b>IMMOBILIERE 3F ALSACE</b>	22 et 24 rue Henri Matisse 26 - 32 rue Henri Matisse 8 et 10 et 9-15 rue Eugène Delacroix	0	5
<b>Collectivité Européenne d'Alsace</b>	Collège J. Macé	0	5

<b>MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION</b>			
Bâtiments communautaires			
Maison du Technopôle	34 – 40 rue Marc Seguin	0	10
Maison During	2 rue Pierre et Marie Curie		
Village Industriel « La Fonderie »	32 rue du Manège		
Sémaphore	9 rue du Moulin		
<b>Service des eaux de Mulhouse</b>	61 rue de Thann	0	10

#### **4.4 Commission d'appel d'offres**

La commission d'appel d'offres informée de la procédure est celle du coordinateur en application des dispositions des articles L1414-1 du Code général des collectivités territoriales.

#### **4.5 Conclusion des marchés**

Il incombe au coordonnateur de signer les marchés au nom des membres du groupement et de les notifier aux titulaires.

Une copie du marché signé sera adressée à chaque membre du groupement.

#### **4.6 Exécution des marchés**

- La Ville de Mulhouse exécute les prestations relatives aux campagnes tri-annuelles de prévention dans le quartier des Côteaux et refacture à chaque membre à hauteur de la participation déterminée de chaque membre du groupement. Ces prestations seront facturées aux membres du groupement au prorata de la surface à traiter, hors traitement des bâtiments communautaires.
- Concernant les interventions ponctuelles dans le quartier des Côteaux, chaque membre du groupement exécute le marché pour les prestations auxquelles il s'est engagé. Lors de l'émission des bons de commande par chaque membre du groupement, une copie du bon de commande sera adressée au coordonnateur (la Ville de Mulhouse).
- Pour les interventions ponctuelles dans les bâtiments communautaires, une refacturation aura lieu chaque année à date fixe, entre le service Gestion immobilière de l'agglomération et le service coordinateur du marché, d'un montant maximum de 10 000 euros TTC/an

Le traitement des locaux et/ou la parcelle occupée par le service des eaux de Mulhouse sera réalisée de manière tri-annuelle et concomitante aux campagnes préventives à partir du 01/01/2022 et sur demandes ponctuelles. Une refacturation d'un montant maximum de 3000 euros TTC/an est prévue entre ce service et le coordonnateur du groupement.

Hors période des campagnes préventives, le service des eaux pourra faire procéder à des interventions ponctuelles via le coordonnateur.

#### **Article 5 : Adhésion et Retrait du groupement de commandes**

Chaque membre adhère au groupement de commandes par décision de l'organe décisionnaire approuvant la présente convention. Une copie de la décision est notifiée au coordonnateur.

De nouveaux membres peuvent rejoindre le groupement de commandes avant la fin du délai de réception des offres pour la passation du marché concernant le présent groupement de commandes. L'adhésion est constatée par les membres fondateurs au moyen d'un avenant à la convention de groupement, qui fixe notamment les besoins et les modalités financières des nouveaux membres.

Aucun des membres ne pourra se retirer du groupement de commandes avant l'expiration du marché en cours d'exécution.

#### **Article 6 : Modification de la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

#### **Article 7 : Règlement des litiges**

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

#### **Article 8 : Représentation en justice**

Les membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour les représenter vis-à-vis du cocontractant et des tiers à l'occasion de tout litige né de la passation du marché. Les litiges susceptibles d'apparaître entre le cocontractant et un membre du groupement lors de l'exécution des marchés n'engageront que les parties concernées.

Article 9 : Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

La présente convention est établie en 1 exemplaire original.

A Mulhouse, le

Pour la *Ville de Mulhouse*

Madame Michèle LUTZ  
La Maire de Mulhouse

Pour *Mulhouse Alsace Agglomération*

Monsieur Fabien JORDAN  
Le Président de l'Agglomération  
Mulhousienne

Pour la Collectivité Européenne  
d'Alsace

Le représentant

Pour *l'OPH M2A Habitat*

Monsieur Eric PETER  
Le Directeur Général

Pour la *SA IMMOBILIERE 3F Alsace*

Monsieur Carlos SAHUN  
Le Directeur Général

Pour la *SA d'HLM LOGIEST*

Monsieur Jean-Pierre RAYNAUD  
Le Directeur Général

Pour la *SA SASIK*

Madame Carole GUILLOTEAUX  
ERMACORA  
La Directrice Générale

Pour la *SA FONCIA*

Monsieur Remy DANTZER  
Le Directeur Général Alsace

---

Pour la SA NEXITY LAMY

Monsieur Serge GASSER  
Le Directeur d'Agence de Mulhouse

---

Pour la SCI IMMO NATIONS

Monsieur Yilmaz GUNDUZ  
Le Gérant

Pour le Centre de Réadaptation de  
Mulhouse

Monsieur Tom CARDOSO  
Le Directeur Général

Pour la Copropriété Plein Ciel 1

Madame Denise LAUNY  
Présidente du conseil syndical, ayant  
donné délégation de signature à M.  
Martial LEVASSEUR

Pour la Copropriété Plein Ciel 2

Monsieur Léon TSCHAN  
Le Président du Conseil Syndical

Pour la Copropriété Peupliers Camus

Madame Laurence FRIDLANDER  
La Présidente du Conseil Syndical

Pour la Copropriété Eugène Delacroix

Monsieur Nabil GRIDDA  
Le Président du Conseil Syndical

Pour la Copropriété Peupliers Nations

Monsieur  
Le Président du Conseil Syndical



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **ASSOCIATION DU CARNAVAL : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ANNUELLE 2021 (335/7.5.6/030)**

La 67<sup>ème</sup> édition du Carnaval 2021 initialement prévue les 18,19 et 20 février, a été une nouvelle fois fortement impactée par la crise sanitaire, empêchant pour la deuxième année consécutive, la manifestation de se tenir dans son format habituel.

Plusieurs réunions du Comité et de la Ville avaient néanmoins permis d'aboutir sur une édition « Covid19-compatible », inscrite dans le temps de printemps « l'Osterputz ».

Mais contraint par les nouvelles restrictions du confinement d'avril, le « clin d'œil au Carnaval » a dû être limité à une exposition de chars Place de la Réunion, Parc Salvator, Square Steinbach et la Bourse. Un grand sujet a aussi été exposé à l'entrée de la mairie. Les apparitions de la Cour Royale et des Waggis ont par contre dues être annulées.

Dans ce cadre et au regard :

- de l'article 5 de la convention d'objectifs et de moyens, signée entre la Ville de Mulhouse et l'Association du Carnaval, qui précise qu'en raison du contexte sanitaire, les deux parties s'engagent à revoir le montant du soutien financier apporté par la Ville à l'Association
- des éléments du compte de résultat, bilan 2020 et budget prévisionnel 2021 fournis par l'Association

Le montant proposé pour la subvention au titre de 2021, est de 42 000€ (quarante-deux mille euros).

Les crédits nécessaires sont inscrits au B.P. 2021 :

- Chapitre 65/article 6574/fonction 33
- Service gestionnaire et utilisateur 030
- Ligne de crédit n°18009 "Subvention Carnaval "

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve cette proposition
- Charge le Maire ou son représentant, de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**RECRUTEMENT DE DEUX CONSEILLERS NUMERIQUES FRANCE SERVICES  
(07/421/343)**

Les technologies numériques investissent progressivement tous les domaines de la vie quotidienne. De plus en plus de démarches, notamment administratives, s'effectuent désormais en ligne. Pour bon nombre de citoyens ces nouveaux usages ne sont pas intuitifs et nécessitent un apprentissage voire un accompagnement spécifique indispensable à leur inclusion sociale et professionnelle.

Sensibilisée à cette problématique depuis plusieurs années, la Ville de Mulhouse mène déjà des actions en faveur de l'inclusion numérique à destination de publics cibles et en interne auprès de ses agents. Les besoins grandissants, la réduction de la fracture numérique est désormais considérée comme un objectif prioritaire de la « Ville des intelligences ». Ainsi, il apparaît nécessaire de développer la stratégie municipale dans ce domaine, de coordonner les actions des services et des autres acteurs publics et privés de notre territoire, et de renforcer les moyens humains et matériels du dispositif de médiation numérique mulhousien.

A cet effet, la Ville de Mulhouse a répondu à un appel à manifestation d'intérêt dans le cadre du plan France Relance qui prévoit le déploiement en activité de 4000 conseillers numériques sur le territoire national. Sa candidature a été retenue pour l'accueil de deux conseillers numériques France Services. Ces postes seront subventionnés par l'Etat à hauteur de 50.000€ par poste sur 24 mois, auxquels s'ajoute la prise de charge de leur formation.

Ces deux conseillers numériques seront recrutés directement par la Ville de Mulhouse.

Ces recrutements viendront renforcer les moyens humains consacrés à l'offre de médiation numérique à destination des publics précarisés et/ou en démarche d'insertion, des personnes âgées et des associations. Ils interviendront également au sein des bibliothèques municipales en tant que tiers-lieux, en interne auprès des agents, et pourront participer à des actions « hors les murs » menées en faveur de l'inclusion numérique. Ils agiront en synergie avec les autres acteurs du territoire mulhousien, dont les trois Espaces Frances Services.

Les missions des conseillers numériques consistent à accompagner les citoyens, de façon individuelle ou collective, sur ces trois thématiques considérées comme prioritaires :

- soutenir dans leurs usages quotidiens du numérique : tels que travailler à distance, consulter un médecin, acheter en ligne...,
- sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques : tels que s'informer et apprendre à vérifier les sources, protéger ses données personnelles, maîtriser les réseaux sociaux, suivre la scolarité de ses enfants...,
- rendre autonomes pour réaliser des démarches administratives en ligne.

Les agents seront recrutés sur des contrats de projet. Ils assureront leurs missions à temps complet pour une durée de deux ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le recrutement de deux conseillers numériques France Services,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires dont la convention de subvention au titre du dispositif France Services.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**SOUTIEN AU DYNAMISME COMMERCIAL DE LA VILLE DE MULHOUSE :  
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DE COMMERCANTS  
(040/7.5.6/342)**

Le soutien aux associations de commerçants, renouvelé chaque année, apparaît comme d'autant plus impérieux dans le contexte actuel de crise sanitaire.

Leur engagement au quotidien, la mobilisation de leur réseau et leur capacité d'adaptation ont permis de faire bénéficier aux commerçants d'outils et de dispositifs d'accompagnement, particulièrement déterminants ces derniers mois.

Les associations s'inscrivent encore davantage cette année dans des actions visant à répondre aux enjeux économiques de leurs adhérents, ainsi qu'aux attentes des clients.

L'accompagnement de la Ville, en parallèle des actions courantes de soutien, a été complété par la prise de mesures d'urgence : gratuité de droits de place, exonération de loyers, élaboration et mise en œuvre de dispositifs sanitaires garantissant le maintien de certaines activités, développement de l'opération « #Jesoutiensmoncommerce », proposition d'une solution opérationnelle de digitalisation au travers d'une plateforme 100% locale « monshopping-mulhouse.fr »...

Souhaitant pouvoir faire face aux évolutions à venir et rester en capacité de s'adapter, il est proposé de procéder au versement d'une subvention pour le premier semestre de l'année 2021, garantissant aux associations une latitude plus importante dans leur programme d'actions du second semestre, dont le soutien à venir fera l'objet d'une seconde délibération.

La CCI-SAM (Chambre de Commerce et d'Industrie-délégation du Sud Alsace et de Mulhouse) procédant par appels à projets, la répartition proposée dans cette délibération concerne uniquement l'enveloppe allouée par la Ville de Mulhouse.

Le montant de la subvention allouée par la Ville de Mulhouse pour le premier semestre s'élève à 61.500 € (versement global en 2020 : 123.000 €).

A ce titre, il est proposé de répartir la subvention comme suit pour le premier semestre :

- a) 5.000 € pour les actions communes de la Fédération des commerçants dont le compte est géré par les Vitrines de Mulhouse (versement global en 2020 : 10.000 €) ;
- b) 19.000 € pour l'association les Vitrines de Mulhouse (versement global en 2020 : 38.000 €) ;
- c) 5.000 € pour l'association du Cœur de Mulhouse (versement global en 2020 : 10.000 €) ;
- d) 32.500 € pour l'association des Commerçants du Marché du Canal Couvert (versement global en 2020 : 65.000 €)

Les crédits nécessaires (a,b,c) sont prévus au budget 2021 : nature 6574 – fonction 94 – ligne de crédit 6098.

Les crédits nécessaires (d) sont prévus au budget 2021 : nature 6574 – fonction 91 – ligne de crédit 3702.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve le versement des subventions selon la répartition proposée ci-dessus
- charge Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué d'établir et de signer toutes les pièces nécessaires et notamment les conventions ci-annexées.

PJ : 2  
2 Conventions

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



## CONVENTION

La Ville de Mulhouse, représentée par Monsieur Philippe TRIMAILLE, Adjoint au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2021, et désigné sous le terme « la Ville »,

d'une part, et

l'Association des Commerçants du Marché du Canal Couvert de Mulhouse (A.C.M.C.C.M) ayant son siège social 26 Quai de la Cloche à MULHOUSE – 68200, représentée par son Président, Monsieur Marc WURTZ, et désignée sous le terme l'Association

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule :

L'Association a pour but de gérer la promotion et les activités publicitaires du marché du Canal Couvert de Mulhouse, de formuler des propositions contribuant à son bon fonctionnement, ainsi que de défendre les intérêts communs des commerçants. Elle sollicite, à ce titre, une subvention de la Ville pour effectuer l'ensemble de ses missions.

### Article 1 : Objet

Par la présente convention, l'Association s'engage à réaliser les actions suivantes conformes à son objet social.

- Achat d'espaces publicitaires
- Animation du marché et achat de fournitures
- Opérations de découverte du marché

Pour sa part, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces dépenses à hauteur des sommes prévues et communiquées au travers d'un budget prévisionnel.

### Article 2 : Montant de la subvention

Un premier versement sera effectué au regard du programme présenté pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021, d'un montant de 32.500 €.

Une subvention complémentaire pourra être versée en fonction des éléments présentés couvrant le second semestre 2021.

### Article 3 : Conditions de paiement

Cette subvention fera l'objet d'un versement sur présentation du budget prévisionnel et du bilan financier de l'année précédente, et après signature de la convention et vote du budget de la Ville.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 00020071345 (code banque 10278 code guichet 03008 – clé RIB 26) ouvert auprès du CCM Mulhouse Saint Joseph.

Toutefois, le calendrier du versement des fonds pourra être modifié d'un commun accord dans l'hypothèse où les actions menées par l'Association exigeraient un autre rythme d'appel des fonds.

#### Article 4 : Engagement de l'Association

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention.
- Fournir à la Ville un compte-rendu d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant l'exercice 2021.
- Fournir un compte-rendu financier des actions dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2021.
- Fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- Déposer, le cas échéant, à la Sous-Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes-rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

#### Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

#### Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses ou autre document dont la production serait jugée utile.

#### Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

#### Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

#### Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature.

#### Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

#### Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1er.

#### Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

#### Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### Article 14 : Règlement des litiges

La Ville et l'Association s'engagent à privilégier le règlement amiable de tout litige pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.  
A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Etabli en deux exemplaires originaux

Pour l'Association  
Le Président

Pour le Maire  
L'Adjoint Délégué

Marc WURTZ

Philippe TRIMAILLE

## Convention de Subvention

**La Ville de Mulhouse** représentée par son Adjoint au Maire délégué au Commerce, Monsieur Philippe TRIMAILLE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désigné sous le terme « la Ville »,

**La Fédération des associations de commerçants de Mulhouse** représentée par Madame Patricia VEST, Présidente, désignée ci-dessous sous la dénomination « Fédération »,

**Les Vitrines de Mulhouse**, association régie par les articles L. 2131-1 et suivants du Code du Travail et par les articles 21 et 79 IV du Code Civil Local, SIRET n° 778 953 471 000 19 dont le siège social est situé 12 rue du 17 novembre à 68100 MULHOUSE, représentée par son Président Monsieur Hervé BARTHELMEBS, désignée sous le terme « Les Vitrines »,

**Le Cœur de Mulhouse**, association régie par les articles L. 2131-1 et suivants du Code du Travail et par les articles 21 et 79 IV du Code Civil Local, dont le siège social est situé rue Henriette à 68100 MULHOUSE, représentée par sa Présidente Madame Patricia VEST, désignée sous le terme « Cœur »,

conviennent ce qui suit :

### Préambule

Le dynamisme commercial, l'attractivité d'un territoire, la qualité des animations sont des ressorts essentiels au développement économique et social.

L'action concertée, partagée et mutualisée de l'ensemble des partenaires est un élément déterminant de la réussite de toute action de développement.

La Ville de Mulhouse a inscrit au budget 2021 des subventions à verser à la Fédération et aux associations de commerçants pour accompagner leurs actions d'**animation commerciale et de promotion**.

C'est dans ce contexte qu'intervient la présente convention.

Un premier versement sera effectué au regard du programme présenté pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021.

Une subvention complémentaire pourra être versée en fonction des éléments présentés couvrant le second semestre 2021.

## **1 – Objet :**

Par la présente convention, la Fédération et les associations s'engagent, à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations de politique publique, le programme d'actions :

- d'animation commerciale
- de promotion et de communication

La maîtrise d'ouvrage des différentes actions est réalisée par la Fédération ou les associations.

## **2 – Attribution et conditions de versement des subventions**

Les demandes de subventions liées à la présente convention ont été accompagnées d'un dossier présentant les diverses actions. Un programme d'actions et un budget prévisionnel ont été présentés préalablement à la Ville pour approbation.

Le versement de la subvention sera effectué après signature de la convention. Le versement des fonds sera crédité au compte des associations selon les procédures et délais comptables en vigueur.

La Ville verse, en 2021, une subvention au titre exclusif des dépenses engagées pour les actions définies à l'article 1 de la présente convention.

L'affectation des subventions Ville est de 29.000,00 € pour le 1<sup>er</sup> semestre et sera répartie comme suit :

- a) 5.000,00 € pour les actions communes de la Fédération des commerçants dont le compte est géré par les Vitrines de Mulhouse ;
- b) 19.000,00 € pour l'association les Vitrines de Mulhouse
- c) 5.000,00 € pour l'association Cœur de Mulhouse.

## **3 – Engagements de l'association**

Chaque association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention ;
- fournir une copie de son budget pour l'année en cours et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité ;
- fournir un compte rendu financier des actions conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, accompagné des factures.

- appliquer, le cas échéant, si le total des subventions atteint plus de 50% du budget ou si l'association est dirigée ou contrôlée à plus de 50% par des personnes publiques, les règles de l'achat public ;
- faire état en annexe à ses comptes annuels, des conventions passées entre l'association et l'un de ses membres dirigeants ;
- informer la Ville de toute difficulté rencontrée pour la réalisation des actions
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er sans l'accord écrit de la collectivité, chaque Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des engagements prévus dans le présent article.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, chaque Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour la modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

#### **4 – Suivi des actions**

La Ville conservera tout au long de la période faisant l'objet de la subvention un contact régulier et suivi avec l'association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

#### **5 – Contrôle**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses ou tout autre document dont la production serait jugée utile.

## **6 – Assurances**

L'association souscrit toutes les assurances nécessaires aux fins de garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et cotisations d'assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier, chaque fois que cela est demandé, de l'existence des contrats d'assurances et du système de primes correspondant.

## **7 – Responsabilité**

L'aide financière accordée par la Ville aux actions ne peut entraîner leur responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à l'association ou aux tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

## **8 – Durée**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature.

## **9 - Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## **10 – Résiliation**

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention par l'une des parties, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par chacune des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **11 – Litiges**

La Ville, la Fédération et les associations s'engagent à privilégier le règlement amiable de tout litige pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Strasbourg.

En cas de litige entre la Fédération et les associations membres la Ville interviendra en tant qu'instance de médiation.

Fait à Mulhouse, le

Etabli en trois exemplaires originaux

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjoint au Maire

Pour les Vitrines de Mulhouse  
Le Président

Pour le Cœur de Mulhouse  
La Présidente

Philippe TRIMAILLE

Hervé BARTHELMEBS

Patricia VEST



Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

Motion : **La Ville de Mulhouse s'engage en faveur d'une sauvegarde du service public de l'énergie**

Motion proposée par le groupe Mulhouse Cause Commune

Depuis 75 ans, depuis l'impulsion du Conseil National de la Résistance, l'électricité est un bien commun et Électricité de France (EDF) l'acteur principal de ce service public sur notre territoire, de la production jusqu'à la distribution.

EDF est le premier producteur d'électricité en France et en Europe et deuxième producteur mondial. Il fournit à l'ensemble du territoire français une des électricités les plus sûres et économiques notamment grâce à la péréquation tarifaire, garantissant un **prix identique à tous les Français, qu'ils vivent en zones urbaines, rurales ou en outre-mer.**

EDF est la maison-mère qui regroupe différentes activités de service public national. Sa filiale Enedis est gestionnaire du réseau de distribution.

**Aujourd'hui** les collectivités ont droit de propriété sur les réseaux de distribution. Ce droit garantit la **possibilité pour les collectivités d'investir, développer et moderniser les infrastructures des réseaux, de veiller localement à la qualité de la distribution d'électricité et à son adaptation aux objectifs de transition énergétique.**

**Considérant que le projet de restructuration d'EDF rebaptisé « Grand EDF » (anciennement dénommé « Hercule ») consiste à scinder le groupe en plusieurs entités afin d'en ouvrir une partie à l'actionariat privé ;**

**Considérant que ce projet de restructuration laisse craindre une nette diminution des investissements sur les réseaux entraînant une dégradation de la qualité de desserte électrique pour les usagers et l'accroissement des inégalités territoriales quant à la fourniture d'un bien de première nécessité ;**

**Considérant que ce projet de restructuration impacte de nombreux bassins d'emplois qui seront touchés par la modification des activités d'EDF ;**

Au regard des craintes qui **pèsent sur le démantèlement d'EDF et la qualité du service public, le nouveau modèle envisagé par le groupe EDF pourrait remettre en cause cette gouvernance de droit de propriété des collectivités.**

Ces garanties, tout comme la souveraineté énergétique de notre pays, sont menacées par le projet « Grand EDF » (anciennement « Hercule »). **A l'heure où des millions de Français vivent la précarité énergétique, dans une époque où les enjeux de transition écologique et énergétique sont importants, le**

rôle et la mission de service public d'Électricité de France sont d'autant plus d'actualité.

En cohérence avec la motion votée par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) le 20 janvier 2021 et adoptée par le comité du Syndicat d'Électricité et de Gaz du Rhin le 16 février 2021, le conseil municipal de Mulhouse, réuni en séance publique le 17 juin 2021, propose une motion pour :

- exiger que les collectivités concédantes de la distribution publique d'électricité soient associées aux arbitrages concernant le projet « Grand EDF » (anciennement « Hercule ») de réorganisation de l'entreprise, notamment pour ce qui concerne Enedis, gestionnaire du réseau de distribution ;

- réaffirmer auprès du Gouvernement la nécessité d'assurer la préservation du service public de l'énergie dans son intégralité, en termes de prix comme de service de proximité et de qualité, sur l'ensemble du territoire ;

- demander qu'EDF, en tant que groupe intégré, poursuive son action de service public de l'énergie pour l'État ;

- exiger tout particulièrement des garanties sur l'indépendance de la gouvernance d'Enedis par rapport aux intérêts des investisseurs financiers et le maintien de son caractère d'entreprise à capitaux publics ;

- exiger que soit explicitement exclu toute remise en cause du droit de propriété des collectivités sur les réseaux ;

- s'opposer au projet « Grand EDF » (anciennement « Hercule ») dans ses termes actuels, qui prévoit notamment la privatisation partielle d'ENEDIS, et ne sécurise en rien le risque de démantèlement d'EDF.

La motion est rejetée à la majorité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS (312/7.1.2/302)**

Pour permettre aux services municipaux de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations et transferts de crédits suivants :

**A/ BUDGET GENERAL**

**Dépenses de fonctionnement**

Chapitre 011 / compte 611 / fonction 311 / ligne de crédit 29887 Service gestionnaire et utilisateur 213 "Animations spectacles"	-530,00 €
Chapitre 65 / compte 6518 / fonction 311 / ligne de crédit 33602 Service gestionnaire et utilisateur 213 "Droits photocopies et droits d'auteurs"	530,00 €
Chapitre 011 / compte 611 / fonction 322 / ligne de crédit 29903 Service gestionnaire et utilisateur 214 "Prestations de services"	-275,00 €
Chapitre 65 / compte 65888 / fonction 322 / ligne de crédit 29755 Service gestionnaire et utilisateur 214 "Charges diverses de la gestion courante"	275,00 €
Chapitre 011 / compte 60628 / fonction 23 / ligne de crédit 18164 Service gestionnaire et utilisateur 2112 "Kunsthalle - Fournitures"	-1 885,00 €
Chapitre 012 / compte 64131 / fonction 312 / ligne de crédit 27469 Service gestionnaire et utilisateur 2112 "Rémunérations artistes"	665,00 €

Chapitre 65 / compte 6518 / fonction 312 / ligne de crédit 33599 1 220,00 €  
Service gestionnaire et utilisateur 2112  
"Kunsthalle - Redevances droits de production"

Chapitre 67 / compte 673 / fonction 01 / ligne de crédit 33685 7 187,00 €  
Service gestionnaire et utilisateur 422  
"Titres annulés sur exercices antérieurs"

**TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** 7 187,00 €

### **Recettes de fonctionnement**

Chapitre 70 / compte 704 / fonction 822 / ligne de crédit 1418 7 187,00 €  
Service gestionnaire et utilisateur 422  
"Produits travaux sur voirie routière"

**TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT** 7 187,00 €

### **Dépenses d'investissement**

Chapitre 204 / compte 20422 / fonction 70 / ligne de crédit 32317 -38 274,00 €  
Service gestionnaire et utilisateur 534  
"Contribution remplacement ascenseur"

Chapitre 20 / compte 2031 / fonction 824 / ligne de crédit 16964 38 274,00 €  
Service gestionnaire et utilisateur 535  
"Tous quartiers AMO expertises ponctuelles"

Chapitre 23 / compte 2312 / fonction 824 / ligne de crédit 33581 -40 220,00 €  
Service gestionnaire 531 et utilisateur 422  
"Réseau Vitrine Vélo"

Chapitre 20 / compte 2031 / fonction 820 / ligne de crédit 32322 38 960,00 €  
Service gestionnaire et utilisateur 531  
"Etudes paysage mobilité"

Chapitre 21 / compte 2182 / fonction 824 / ligne de crédit 33641 1 260,00 €  
Service gestionnaire 426 et utilisateur 531  
"Réseau Vitrine Vélo - Kiosque mobile concertation"

Chapitre 204 / compte 2041512 / fonction 822 / ligne de crédit 17018 -14 500,00 €  
Service gestionnaire et utilisateur 422  
"M2A subvention Wilson/Foch"

Chapitre 21 / compte 2128 / fonction 824 / ligne de crédit 30005 Service gestionnaire 425 et utilisateur 431 "Safi-Lofink parvis"	14 500,00 €
Chapitre 21 / compte 2128 / fonction 821 / ligne de crédit 33622 Service gestionnaire et utilisateur 531 "Aménagement Square Baumann "	-30 000,00 €
Chapitre 20 / compte 2031 / fonction 824 / ligne de crédit 31120 Service gestionnaire et utilisateur 534 "IEM les acacias"	30 000,00 €
Chapitre 23 / compte 2313 / fonction 824 / ligne de crédit 26075 Service gestionnaire et utilisateur 422 "Démolition - Reconstruction d'ouvrage d'art"	135 000,00 €
<b><u>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</u></b>	<b>135 000,00 €</b>

#### **Recettes d'investissement**

Chapitre 13 / compte 1328 / fonction 824 / ligne de crédit 33684 Service gestionnaire et utilisateur 422 "Participation CEA - Pont de Riedisheim"	135 000,00 €
<b><u>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</u></b>	<b>135 000,00 €</b>

#### **B/ BUDGET POMPES FUNEBRES**

##### **Dépenses d'investissement**

Chapitre 21 / compte 2154 / ligne de crédit 5895 Service gestionnaire et utilisateur POMP "Matériel industriel"	-4 688,00 €
Chapitre 20 / compte 2031 / ligne de crédit 7912 Service gestionnaire et utilisateur POMP "Frais d'études"	4 688,00 €
<b><u>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</u></b>	<b>0,00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte les créations et transferts de crédits proposés.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **REAMENAGEMENT DU LERCHENBERG : GARANTIE D'EMPRUNT EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION LE LERCH ET DE LA FABRIQUE DE L'EGLISE SAINT-BARTHELEMY DE MULHOUSE(313/7.3/324)**

Le Lerchenberg, bâtiment de 1 500 m<sup>2</sup> de superficie développée sur un terrain de 1 Ha, situé dans le quartier de Dornach, à l'Ouest de Mulhouse, est aujourd'hui un lieu mixte dédié aux associations, aux familles et aux entreprises. L'obligation d'une mise en conformité totale du site a obligé son propriétaire, la Fabrique de l'église Saint-Barthélemy de Mulhouse-Dornach, à la mise en œuvre d'un projet de réhabilitation d'envergure pour les années à venir.

La réhabilitation du Lerchenberg est destinée à renouer avec l'idée d'origine du lieu : « être un lieu pour les jeunes du quartier, un lieu de rencontre et d'expression », en permettant l'accueil des associations, des particuliers et des entreprises, tout en assurant une démarche éco-responsable et un fonctionnement autonome.

Le projet est à l'initiative de la Fabrique de l'église Saint-Barthélemy (propriétaire du site) et de l'association Le Lerch (exploitant du site).

L'activité consistera à fournir de nombreux services : accueil, location/mise à disposition de salles (pour réceptions, réunions, formations, conférences...), cuisine professionnelle équipée, salle de spectacle... L'association percevra en recettes les loyers des différents résidents et utilisateurs du site.

Le projet de réaménagement représente un investissement total de 2 777 456 € (estimation prévisionnelle), qui sera financé pour partie par les fonds propres de la Fabrique, pour partie par des subventions des collectivités et pour partie par l'emprunt (réparti entre la Fabrique et l'association Le Lerch).

Il est donc proposé que la Ville de Mulhouse se porte garante sur les emprunts destinés au financement du projet Lerchenberg et réalisés auprès de la banque Crédit Mutuel pour un montant de cinq cent mille euros et sur les cinq cents premiers milliers d'euros amortis. Les emprunts concernés sont les suivants :

- Pour l'association Le Lerch :
  - prêt « travaux d'aménagement immobilier » : 600 000 €
  - garantie de la Ville de Mulhouse sur cet emprunt : 300 000 €
- Pour la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy :
  - prêt « restructuration du Lerchenberg » : 500 000 €
  - garantie de la Ville de Mulhouse sur cet emprunt : 200 000 €

L'ensemble des emprunts représente un montant total de 1 100 000 €. La Ville se porterait donc garante à hauteur de 500 000 €, correspondant à 45,5% du montant total des emprunts, respectant ainsi la quotité maximale de 50% fixée par les articles L2252-1 et D1511-35 du Code Général des collectivités territoriales.

L'intégration de cette garantie d'emprunt porte le ratio du plafonnement du risque relatif aux garanties d'emprunt accordées par la Ville de Mulhouse à 17,08% des recettes réelles de fonctionnement (ratio limité à 50%).

### **Le Conseil Municipal**

- Vu les articles L 2252-1, L 2252-2 et D 1511-35 du Code Général des collectivités territoriales ;
- Vu l'article 2298 du Code Civil
- Vu le projet de contrat de prêt du Crédit Mutuel proposé à l'association Le Lerch
- Vu le projet de contrat de prêt du Crédit Mutuel proposé à la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy de Mulhouse,

**Décide :**

**ARTICLE 1** : La garantie de la Ville de Mulhouse est accordée à l'association Le Lerch à hauteur d'un montant de trois cent mille euros et sur les trois cents premiers milliers d'euros amortis pour le remboursement d'un emprunt de six cent mille euros réalisé auprès de la banque Crédit Mutuel, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du projet de contrat de prêt adressé par le Crédit Mutuel.

Ledit projet de contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**ARTICLE 2** : La garantie de la Ville de Mulhouse est accordée à la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy de Mulhouse à hauteur d'un montant de deux cent mille euros et sur les deux cents premiers milliers d'euros amortis pour le remboursement d'un emprunt de cinq cent mille euros réalisé auprès de la banque Crédit Mutuel, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du projet de contrat de prêt adressé par le Crédit Mutuel.

Ledit projet de contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**ARTICLE 3** : La garantie de la Ville de Mulhouse est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par les Emprunteurs l'association Le Lerch et la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy de Mulhouse dont ils ne se seraient pas acquittés à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par simple lettre du Crédit Mutuel, la Ville de Mulhouse s'engage dans les meilleurs délais à se substituer aux Emprunteurs pour leurs paiements, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 4** : Le Conseil municipal de la Ville de Mulhouse s'engage, pendant toute la durée des prêts, à créer, en cas de besoin, les ressources nécessaires pour couvrir les charges des emprunts.

**ARTICLE 5** : Le Conseil municipal de la Ville de MULHOUSE autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué :

- à signer avec l'association Le Lerch et la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy de Mulhouse les conventions réglant les obligations des emprunteurs à l'égard de la Ville de MULHOUSE, ainsi que le contrôle financier de ces organismes par l'administration garante, étant précisé que le non-respect des dispositions de ces conventions ne sera pas opposable au Crédit Mutuel en cas de mise en jeu de la garantie de la Ville ;
- à signer tous documents utiles à la mise en œuvre des dispositions de la présente décision.

Pièces jointes :      - conventions  
                             - projet de contrat de prêt du Crédit Mutuel pour l'association Le Lerch  
                             - projet de contrat de prêt du Crédit Mutuel pour la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy de Mulhouse

Ne prend pas part au vote : Mme RAPP.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## **CONVENTION**

### **Entre**

La Ville de MULHOUSE représentée par le Maire ou son Adjoint délégué, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021,

**d'une part,**

et la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy, 94 rue du Château Zu Rhein 68200 MULHOUSE-DORNACH, représentée par son Président,

**d'autre part.**

### **Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

**ARTICLE 1** : En exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021, la Ville de MULHOUSE garantit pour un montant fixé à deux cent mille euros et sur les deux cents premiers milliers d'euros amortis, les intérêts et les amortissements d'un prêt d'un montant total de cinq cent mille euros, à affecter aux opérations de mise en conformité et de réaménagement des locaux du site le Lerchenberg, situé dans le quartier Dornach.

Les caractéristiques de ce prêt consenti par le Crédit Mutuel à la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy sont précisées dans le projet de contrat de prêt joint en annexe de la délibération.

**ARTICLE 2** : Les sommes que la Ville de MULHOUSE sera éventuellement obligée de verser à l'établissement prêteur dans l'hypothèse d'une défaillance de la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy, et en exécution des garanties données, seront remboursées sans intérêts par cette dernière dans le délai maximum d'un an à compter de l'échéance réglée par la collectivité garante.

Dès l'ouverture d'une procédure collective à son encontre, la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy est tenue d'en informer immédiatement la Ville de MULHOUSE.

La Fabrique de l'église Saint-Barthélémy prévient au moins deux mois à l'avance la Ville de MULHOUSE de l'impossibilité où elle se trouverait de faire face à ses échéances et de l'obligation pour la Ville de MULHOUSE de payer en ses lieu et place.

**ARTICLE 3** : La Fabrique de l'église Saint-Barthélémy met à la disposition du fonctionnaire municipal chargé du contrôle des opérations et écritures, les livres,

documents et pièces comptables dont il pourrait avoir besoin pour exercer son contrôle, et lui donner tous les renseignements voulus.

Fait en double exemplaire  
A Mulhouse, le

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué

Pour la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy,  
Le Président

Florian COLOM

Luc ERKEL



## **CONVENTION**

### **Entre**

La Ville de MULHOUSE représentée par le Maire ou son Adjoint délégué, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021,

**d'une part,**

et l'Association Le Lerch, 11 rue du Cercle 68200 MULHOUSE-DORNACH, représentée par son Président,

**d'autre part.**

### **Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

**ARTICLE 1** : En exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021, la Ville de MULHOUSE garantit pour un montant fixé à trois cent mille euros et sur les trois cents premiers milliers d'euros amortis, les intérêts et les amortissements d'un emprunt d'un montant de six cent mille euros, à affecter aux opérations de mise en conformité et de réaménagement des locaux du site le Lerchenberg, situé dans le quartier de Dornach.

Les caractéristiques de ce prêt consenti par le Crédit Mutuel à l'Association Le Lerch sont précisées dans le projet de contrat de prêt joint en annexe de la délibération.

**ARTICLE 2** : Les sommes que la Ville de MULHOUSE sera éventuellement obligée de verser à l'établissement prêteur dans l'hypothèse d'une défaillance de l'Association Le Lerch, et en exécution des garanties données, seront remboursées sans intérêts par ce dernier dans le délai maximum d'un an à compter de l'échéance réglée par la collectivité garante.

Dès l'ouverture d'une procédure collective à son encontre, l'Association Le Lerch est tenue d'en informer immédiatement la Ville de MULHOUSE.

L'Association Le Lerch prévient au moins deux mois à l'avance la Ville de MULHOUSE de l'impossibilité où elle se trouverait de faire face à ses échéances et de l'obligation pour la Ville de MULHOUSE de payer en ses lieu et place.

**ARTICLE 3** : L'Association Le Lerch met à la disposition du fonctionnaire municipal chargé du contrôle des opérations et écritures, les livres, documents et pièces comptables dont il pourrait avoir besoin pour exercer son contrôle, et lui donner tous les renseignements voulus.

Fait en double exemplaire  
A Mulhouse, le

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué

Pour l'Association Le Lerch  
Le Président

Florian COLOM

François MULLER



## CONVENTION

### Entre

La Ville de MULHOUSE représentée par le Maire ou son Adjoint délégué, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021,

**d'une part,**

et la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy, 94 rue du Château Zu Rhein 68200 MULHOUSE-DORNACH, représentée par son Président,

**d'autre part.**

### Il est convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1 :** En exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021, la Ville de MULHOUSE garantit pour un montant fixé à deux cent mille euros et sur les deux cents premiers milliers d'euros amortis, les intérêts et les amortissements d'un prêt d'un montant total de cinq cent mille euros, à affecter aux opérations de mise en conformité et de réaménagement des locaux du site le Lerchenberg, situé dans le quartier Dornach.

Les caractéristiques de ce prêt consenti par le Crédit Mutuel à la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy sont précisées dans le projet de contrat de prêt joint en annexe de la délibération.

**ARTICLE 2 :** Les sommes que la Ville de MULHOUSE sera éventuellement obligée de verser à l'établissement prêteur dans l'hypothèse d'une défaillance de la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy, et en exécution des garanties données, seront remboursées sans intérêts par cette dernière dans le délai maximum d'un an à compter de l'échéance réglée par la collectivité garante.

Dès l'ouverture d'une procédure collective à son encontre, la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy est tenue d'en informer immédiatement la Ville de MULHOUSE. La Fabrique de l'église Saint-Barthélémy prévient au moins deux mois à l'avance la Ville de MULHOUSE de l'impossibilité où elle se trouverait de faire face à ses échéances et de l'obligation pour la Ville de MULHOUSE de payer en ses lieu et place.

**ARTICLE 3 :** La Fabrique de l'église Saint-Barthélémy met à la disposition du fonctionnaire municipal chargé du contrôle des opérations et écritures, les livres, documents et pièces comptables dont il pourrait avoir besoin pour exercer son contrôle, et lui donner tous les renseignements voulus.

Fait en double exemplaire  
A Mulhouse, le

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué

Pour la Fabrique de l'église Saint-Barthélémy,  
Le Président

Florian COLOM

Luc ERKEL



## CONVENTION

### Entre

La Ville de MULHOUSE représentée par le Maire ou son Adjoint délégué, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021,

**d'une part,**

et l'Association Le Lerch, 11 rue du Cercle 68200 MULHOUSE-DORNACH, représentée par son Président,

**d'autre part.**

### Il est convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1 :** En exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021, la Ville de MULHOUSE garantit pour un montant fixé à trois cent mille euros et sur les trois cents premiers milliers d'euros amortis, les intérêts et les amortissements d'un emprunt d'un montant de six cent mille euros, à affecter aux opérations de mise en conformité et de réaménagement des locaux du site le Lerchenberg, situé dans le quartier de Dornach.

Les caractéristiques de ce prêt consenti par le Crédit Mutuel à l'Association Le Lerch sont précisées dans le projet de contrat de prêt joint en annexe de la délibération.

**ARTICLE 2 :** Les sommes que la Ville de MULHOUSE sera éventuellement obligée de verser à l'établissement prêteur dans l'hypothèse d'une défaillance de l'Association Le Lerch, et en exécution des garanties données, seront remboursées sans intérêts par ce dernier dans le délai maximum d'un an à compter de l'échéance réglée par la collectivité garante.

Dès l'ouverture d'une procédure collective à son encontre, l'Association Le Lerch est tenue d'en informer immédiatement la Ville de MULHOUSE.

L'Association Le Lerch prévient au moins deux mois à l'avance la Ville de MULHOUSE de l'impossibilité où elle se trouverait de faire face à ses échéances et de l'obligation pour la Ville de MULHOUSE de payer en ses lieu et place.

**ARTICLE 3 :** L'Association Le Lerch met à la disposition du fonctionnaire municipal chargé du contrôle des opérations et écritures, les livres, documents et pièces comptables dont il pourrait avoir besoin pour exercer son contrôle, et lui donner tous les renseignements voulus.

Fait en double exemplaire  
A Mulhouse, le

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué

Pour l'Association Le Lerch  
Le Président

Florian COLOM

François MULLER

# PROJET

## CONTRAT DE PRET PROFESSIONNEL NOTARIE

Reçu en la forme authentique par MAITRE CHRISTOPHE CHAUVIN

Notaire à 4 PORTE DU MIROIR 68100 MULHOUSE

à la requête de

1)

ci-après dénommée "Le prêteur"

2)

ci-après dénommé(s) "L'emprunteur"

21131

Projet

1

Paraphes

Le prêt s'amortira en **240 mensualités** successives de **2 936,85 EUR** chacune, exceptée le cas échéant, la(les) première(s) échéance(s) dont le(s) montant(s) sera(seront) fonction de la date effective de premier déblocage du crédit et de l'existence éventuelle d'une franchise.

La date prévisionnelle de la première échéance est fixée au **30/09/2021**.

Les modalités de remboursement de ce crédit et la composition des échéances ressortent des conditions générales et du tableau d'amortissement.

### 4.2.4. Taux Effectif Global (T.E.G)

T.E.G. par an calculé sur la base du nombre de jours de l'année civile (article L.313-4 du code monétaire et financier) de 1,66 % soit un T.E.G. par mois de 0,14 %.

### 4.2.5. Assurance emprunteur

#### ABSENCE DE SOUSCRIPTION DE L'ASSURANCE

L'emprunteur personne physique ou le représentant légal de l'emprunteur personne morale et/ou la caution éventuelle n'ayant pas adhéré à l'assurance décès, perte totale et irréversible d'autonomie et le cas échéant l'incapacité temporaire et totale de travail, reconnaissent par les présentes que le prêteur leur a proposé cette assurance dont le document d'information normalisé sur le produit d'assurance et la notice sont annexés aux présentes. Ils déclarent qu'ils ne sont pas intéressés par cette assurance et qu'ils souhaitent y renoncer de manière définitive, étant parfaitement conscients des conséquences éventuellement dommageables d'une telle renonciation. Ils demandent au prêteur de conserver le bénéfice du crédit au profit de l'emprunteur malgré l'absence de cette assurance, et déchargent expressément, tant en leur nom qu'au nom de leurs héritiers et ayants-droit, le prêteur de toute responsabilité pouvant découler du fait de cette absence d'assurance. Ils ont donc compris que si un sinistre survenait sur leur tête, il ne serait procédé à aucune prise en charge de remboursement du crédit par une assurance.

## 5. GARANTIES

Le(s) concours est (sont) assorti(s) des garanties prévues aux conditions générales.

Par ailleurs, ce (ces) concours sera (seront) mis à la disposition de l'emprunteur après matérialisation et prise d'effet de l'ensemble des garanties et conditions particulières ci-après énumérées :

### 5.1. CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE.

Garantie consentie par :

**VILLE DE MULHOUSE**  
HOTEL DE VILLE 2 RUE PIERRE ET MARIE CURIE BP 10020 68948 MULHOUSE CEDEX 9

Représentée par le Maire.  
Siret : 21680224900013

Montant garanti tout compris : 300 000,00 EUR

Cette garantie est associée au(x) crédit(s) référencé(s) :

00021028502 P. ASSOCIAT. ASSIM. PROF. pour un montant de 600 000,00 EUR

### 5.2. CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE APPUYE D'UNE AFFECTATION HYPOTHECAIRE

**FABRIQUE EGLISE ST BARTHELEMY**

95 RUE DU CHATEAU ZU RHEIN 68200 MULHOUSE  
Représentée par M ERKEL LUC et M MULLER FRANCOIS et M RAPP FRANCOIS

Siret : 18680293000013

La personne ci-dessus désignée se porte, d'une part, caution personnelle solidaire pour sûreté et garantie du remboursement par l'emprunteur du(des) prêt(s) mentionné(s) ci-dessous en principal, intérêts, frais, commissions et accessoires

Le montant garanti par le présent cautionnement est de 600 000,00 EUR incluant principal, intérêts, commissions, frais et accessoires.

La caution consent, d'autre part, pour sûreté et garantie du remboursement du (des) prêt(s) mentionné(s) ci-dessous en principal, intérêts, frais, commissions et accessoires, à concurrence de la somme de 600 000,00 EUR, au profit de la banque, une hypothèque portant sur l'immeuble désigné ci-après :

**IMMEUBLE D HABITATION**  
Bâtiment le Lerchenberg

11 RUE DU CERCLE 68200 MULHOUSE

Cette hypothèque devra être inscrite en premier rang.

21131

Projet

3

Paraphes

## EXPOSE

Le prêteur a accordé, après examen d'une demande de prêt déposée par l'emprunteur, un concours financier objet du présent contrat notarié. Ce contrat notarié définit les conditions particulières et les conditions générales destinées à régir les relations entre le prêteur et l'emprunteur, au sujet de ce concours financier de nature professionnelle. Il est entendu que l'expression "l'emprunteur" désigne, le cas échéant, le ou les emprunteurs personnes physiques ou morales s'engageant à ce titre, auquel cas celles-ci agissent solidairement et indivisiblement. Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

## CONDITIONS PARTICULIERES

### 1. INTERVENANTS

#### 1.1. Prêteur

**CAISSE DE CREDIT MUTUEL MULHOUSE PORTE OUEST**

Association coopérative inscrite à responsabilité limitée auprès du Tribunal d'instance de MULHOUSE, sous le numéro 1 / 0004 avec siège social situé 12 RUE DE BRUNSTATT BP 2157 68060 MULHOUSE CEDEX 2  
SIRET : 77894519600021 - NACE : 6419Z

Ci-après dénommée "le prêteur" ou "la banque"

#### 1.2. Emprunteur

**ASSOCIATION LE LERCH**  
**MAISON DU LERCHENBERG 11 RUE DU CERCLE 68200 MULHOUSE**  
Forme juridique : Association loi 1901 et assimilée  
Immatriculé(e) sous le numéro en cours d'immatriculation

Représenté(e) aux présentes par **M MULLER FRANCOIS**.

Ci-après dénommé(e)(s) "l'emprunteur" ou "le débiteur".

### 2. OBJET

Travaux d'aménagement immobilier.

### 3. MONTANT DE L'OPERATION

Montant de l'opération en euros : 1 021 814,00 euros

### 4. FINANCEMENT

**4.1. P. ASSOCIAT. ASSIM. PROF. N° 10278 03003 00021028502**

#### 4.2. MONTANT DU CREDIT

**4.2.1. Montant : 600 000,00 EUR (six cent mille euros).**

#### 4.2.2. CONDITIONS FINANCIERES

Taux : 1,65000 % l'an.

Frais de dossier : 500,00 EUR

Le prêt est stipulé à taux fixe.

Les intérêts sont calculés sur la base d'une année civile.

#### 4.2.3. Conditions de remboursement

Le prêt est à **REMBOURSEMENT CONSTANT**.

La définition de ce type de remboursement figure aux conditions générales.

La durée totale du crédit est de **240 mois**.

21131

Projet

2

Paraphes

Cette garantie est associée au(x) crédit(s) référencé(s) :

00021028502 P. ASSOCIAT. ASSIM. PROF. pour un montant de 600 000,00 EUR

## 6. ENGAGEMENTS

### 6.1. AUTRES CLAUSES

La garantie de la Ville de Mulhouse est accordée à l'association Le Lerch à hauteur d'un montant de trois cent mille euros et sur les trois cents premiers milliers d'euros pour le remboursement d'un emprunt de six cent mille euros réalisé auprès de la banque Crédit Mutuel, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du projet de contrat de prêt adressé par le Crédit Mutuel.

Cet engagement est associé au(x) crédit(s) référencé(s)  
10278 03003 000210285 02

## 7. DEFINITION DES GARANTIES

Les définitions suivantes s'appliquent aux garanties liées aux crédits ci-dessus. Ces garanties sont constituées dans les termes et conditions qui suivent.

### CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE APPUYE D'UNE AFFECTATION HYPOTHECAIRE

Il est précisé, en cas de pluralité de cautions, que l'expression "la caution" désigne les personnes s'engageant à ce titre de manière solidaire et indivisible.

La ou les personnes désignées dans les conditions particulières sous "caution hypothécaire" s'engagent dans les termes suivants:

#### 7.0.1. Prêts cautionnés

Le cautionnement est consenti en garantie du ou des prêts cautionnés, précisé(s) aux conditions particulières.

#### 7.0.2. Bénéficiaire du cautionnement solidaire

Il est précisé que le cautionnement bénéficie à la banque. Toutefois, dans l'hypothèse où la garantie d'une Société de Caution Mutuelle est matérialisée, le cautionnement bénéficiera en outre dans les mêmes termes à cette Société de Caution à proportion de son intervention. Dans ce cas, la caution payera directement à la Société de Caution Mutuelle toutes sommes que cette dernière aura réglé au lieu et place de l'emprunteur.

#### 7.0.3. Portée du cautionnement solidaire

La caution solidaire est tenue de payer à la banque ce que lui doit et devra le cautionné au cas où ce dernier ne ferait pas face à ce paiement pour un motif quelconque.

Dans la limite en montant de son engagement, la caution est tenue à ce paiement sans que la banque ait :

- à poursuivre préalablement le cautionné,
  - à exercer des poursuites contre les autres personnes qui se seront portées caution du cautionné, la banque pouvant demander à la caution le paiement de la totalité de ce que lui doit le cautionné.
- Pour obtenir ce paiement, la banque peut exercer des poursuites judiciaires sur l'ensemble des biens, meubles et immeubles, présents et à venir, de la caution.

La modification ou la disparition de liens de fait ou de droit susceptibles d'exister entre la caution et le cautionné n'emporte pas libération de la caution.

#### 7.0.4. Connaissance par la caution de la situation du cautionné

La caution ne fait pas de la situation du cautionné ainsi que de l'existence et du maintien d'autres cautions la condition déterminante de son cautionnement.

Tant qu'elle restera tenue au titre de son engagement, il appartient à la caution de suivre personnellement la situation du cautionné, la banque n'ayant à ce sujet pas d'obligation d'information envers la caution.

#### 7.0.5. Limite en montant du cautionnement

Le présent cautionnement garanti, dans la limite d'un montant global de 120 % du montant initial du ou des prêts objet du présent acte, aussi bien le remboursement du principal que le paiement des intérêts, commissions, frais et accessoires.

L'attention de la caution est spécialement attirée sur l'obligation qui lui est faite de payer le montant du cautionnement réclamé dès réception de la mise en demeure qui lui serait adressée par la banque. Si elle ne payait pas, elle serait personnellement redevable, à compter de la mise en demeure, des intérêts au taux légal sur le montant des sommes réclamées, sans limitation quelconque. Si la banque dispose d'un titre exécutoire contre la caution, le taux légal est majoré de 5 points conformément à la loi.

#### 7.0.6. Conséquences du cautionnement à l'égard des ayants-droit de la caution

Les ayants-droit de la caution, tels ses héritiers, seront tenus solidairement et indivisiblement à l'égard de la banque de l'exécution du cautionnement, dans les mêmes conditions que la caution.

21131

Projet

4

Paraphes

En conséquence, la banque pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'elle aurait été en droit de demander à la caution sans que puisse être imposée à la banque une division de ses recours entre lesdites personnes.

Au cas de décès de la caution, ses ayants-droit seront tenus des engagements du cautionné en capital, intérêts, frais et accessoires pour les montants restant dus au jour du décès de la caution.

**7.0.7. Mise en jeu de la caution**

En cas de défaillance du cautionné pour quelque cause que ce soit, la caution sera tenue de payer à la banque ce que lui doit le cautionné, y compris les sommes devenues exigibles par anticipation.

La caution ne pourra se prévaloir de délais de paiement accordé au cautionné.

**7.0.8. Recours de la caution - Limites**

Du fait de son paiement, la caution dispose contre le cautionné des recours prévus par la loi et pourra bénéficier des droits, actions et sûretés de la banque à l'égard du cautionné.

Dès que la banque aura été payée de la totalité des sommes dues par le cautionné à quelque titre que ce soit, la caution pourra recevoir tout remboursement du cautionné et exercer tout recours.

**7.0.9. Pluralités de garanties**

Le présent cautionnement s'ajoute et s'ajoutera à toutes garanties réelles et personnelles qui ont pu ou pourront être fournies au profit de la banque par la caution, par le cautionné ou par tout tiers.

La caution renonce à se prévaloir à l'encontre de la Société de Caution Mutuelle, lorsque la garantie d'une telle société bénéficiera également à la banque, des dispositions de l'article 2310 du Code Civil qui ouvre droit, pour la caution ayant acquitté la dette, à un recours contre les autres cautions.

**7.0.10. Formalités**

Toutes demandes et significations seront faites au siège du prêteur.

**7.0.11. Affectation hypothécaire**

En outre, afin de conforter davantage son engagement, la caution déclare affecter et hypothéquer l'immeuble ci-après décrit en garantie du concours présentement accordé. Au cas où l'emprunteur ne ferait pas face à un paiement pour un motif quelconque, le prêteur sera en droit d'exiger de la caution le paiement immédiat des sommes dues par l'emprunteur, et au besoin de faire procéder à la vente forcée de l'immeuble hypothéqué.

**7.1. HYPOTHEQUE**

La garantie sera consentie par devant notaire. L'acte notarié contiendra notamment les dispositions suivantes ou similaires:

"Pour concrétiser les garanties convenues entre les parties, l'emprunteur et le cas échéant, la caution, déclarent affecter et hypothéquer les biens ci-après désignés, à la sûreté et garantie du remboursement du prêt, du montant en principal énoncé dans le présent acte, soit EUR ..... (EUROS Montant en lettres) des intérêts, jusqu'au taux de ..... %, en cas de retard à 3 % en plus, et des frais et accessoires tels que dommages et intérêts quelconques, amendes conventionnelles, indemnités, débours, ces diverses dépenses évaluées sous toutes réserves à 20 % (vingt pour cent) du montant initial du prêt, au profit du prêteur, ce qui est accepté par ce dernier, les biens ci-après désignés avec toutes dépendances naturelles et par destination et tous accroissements et améliorations qui pourront y être apportés, ainsi que les bâtiments et dépendances qui existent ou qui pourront y être implantés par la suite, sans exception ni réserve, alors même qu'il y aurait erreur ou omission dans la désignation qui va suivre.

L'inscription sera requise par les parties, et le cas échéant par la caution hypothécaire, au Livre Foncier ou au Bureau des Hypothèques.

L'inscription sera requise pour la durée totale du concours (soit 24 mois de franchise ou de différé éventuel plus la durée de l'amortissement) telle que ressortant des conditions particulières du crédit, majorée de 1 an.

En cas d'application des dispositions prévues par le droit local, les parties et la caution renoncent à la notification prescrite par la loi contre déviance d'un certificat d'inscription au notaire sousigné. Il est expressément convenu que le prêteur fera sa propre affaire du renouvellement éventuel de l'inscription et que le notaire soit déchargé de toute obligation de ce chef."

Il est entendu qu'il pourra être substitué à l'hypothèque le privilège du prêteur de deniers, ceci au moment de l'acte notarié, dans la mesure où une pareille garantie est techniquement réalisable en vue de garantir le concours financier.

**CONDITIONS GENERALES DES CREDITS PROFESSIONNELS**

Les présentes conditions générales contiennent les dispositions propres aux crédits professionnels retracés en compte de prêt. Au sens des présentes, l'expression "la banque" désigne l'établissement de Crédit Mutuel prêteur, et les expressions "le client" ou "l'emprunteur" désignent le bénéficiaire du crédit.

**8. GARANTIE D'UNE COMMUNE**

**GARANTIE DE LA COMMUNE SUSNOMMEE DANS LES CONDITIONS DE MONTANT DEFINIES DANS SA DELIBERATION**

Le représentant de la Commune déclare être habilité pour agir aux présentes en vertu d'une délibération prise en Conseil municipal.

Cette délibération a été adressée au Représentant de l'Etat et a été affichée en Mairie conformément à l'article 2 de la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et textes subséquents, notamment la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982.

**Lequel Représentant, ses qualités, déclare :**

21131	5	Paraphes
Projet		

Si le prix de l'objet du financement n'est pas payable en une fois, la mise à disposition des fonds ne pourra être exigée par l'emprunteur qu'au fur et à mesure de l'exigibilité du prix. En tout état de cause, l'apport en fonds propres de l'emprunteur devra être préalablement investi.

La preuve de la réalisation du crédit, ainsi que celle des remboursements et de tout règlement y relatif, résultera des écritures du prêteur.

**REMBOURSEMENT DU CREDIT**

**1. Période de franchise**  
**1.1. Dispositions générales**  
 Si l'objet du crédit nécessite une période de réalisation impliquant des mises à dispositions fractionnées, le crédit pourra être assorti, selon l'option choisie aux conditions particulières, d'une période de franchise de remboursement du capital (franchise dite partielle) ou d'une période de franchise de remboursement du capital et de paiement des intérêts (franchise dite totale).  
 La durée maximale de la franchise ne pourra dépasser vingt-quatre mois, sauf accord exprès du prêteur.  
 La durée et la date prévisionnelle de fin de la franchise sont indiquées aux conditions particulières ; si, en raison de circonstances particulières dûment justifiées (telles que report de la date de première utilisation, retard dans l'avancement du projet financé, ...), l'emprunteur souhaite obtenir le report de la date d'échéance de la franchise, il devra en adresser la demande au prêteur au plus tard deux mois avant cette date.  
 Pour les crédits à périodicité autre que mensuelle, la période de franchise ne pourra être abrégée que sur demande de l'emprunteur et à condition que le crédit ne soit pas débloqué partiellement ou en totalité. Pour pouvoir être prise en compte, cette demande devra parvenir au prêteur au plus tard deux jours ouvrés avant le début de la première période d'amortissement souhaitée.  
 Dans tous les cas, les intérêts de la période de franchise courront à compter du premier déblocage du crédit.  
 Le taux d'intérêt et les conditions d'assurance éventuelles pour cette période sont identiques à ceux indiqués pour la période d'amortissement. Par exception, si le taux d'intérêt de la période de franchise est différent, il est précisé dans les conditions particulières.

**1.2. Dispositions applicables en cas de franchise partielle**  
 Les intérêts et cotisations d'assurance éventuelles ainsi dus seront payables pendant la période de franchise aux dates et selon la périodicité indiquée aux conditions particulières.

**1.3. Dispositions applicables en cas de franchise totale**  
 Dès le début de la période de franchise et pendant toute sa durée, les cotisations d'assurance éventuelles seront prélevées mensuellement. Si l'assurance emprunteur est souscrite, son coût, mentionné aux conditions particulières, comprend les cotisations prélevées en période de franchise et celles prélevées en période de remboursement, calculées en tenant compte des intérêts capitalisés.  
 Pour le paiement des intérêts, l'emprunteur a la possibilité d'opter pour l'une des formules suivantes, sachant que cette option ne pourra plus être modifiée après signature du contrat de crédit :

- a. capitalisation des intérêts à la fin de la période de franchise et amortissement de ces intérêts sur la durée totale de remboursement du crédit ;
  - b. paiement des intérêts lors du prélèvement de la première échéance de remboursement du capital.
- Quelle que soit l'option retenue, les intérêts courus pendant la période de franchise seront capitalisés annuellement à compter de la date de dernier déblocage des fonds et en dernier lieu à la fin de la période de franchise, conformément au tableau d'amortissement ci-joint.
- 2. Durée**  
 La durée totale du crédit correspond à la durée de l'amortissement augmentée, le cas échéant, de la durée de la période de franchise partielle ou totale.
- 3. Amortissement**  
 Le crédit s'amortira par échéances successives prélevées sur le compte de l'emprunteur convenu avec le prêteur et dont le nombre, le montant et la date sont indiqués dans les conditions particulières du contrat et sur le tableau d'amortissement qui sera remis à l'emprunteur.  
 La décomposition des échéances en capital, intérêts et le cas échéant assurance des emprunteurs ressortira du tableau d'amortissement précisé.  
 Les intérêts qui y sont indiqués ont été calculés en fonction du taux précisé aux conditions particulières du contrat.

**3.1. En cas de remboursement constant, constant par paliers ou progressif**  
 Les échéances indiquées aux conditions particulières contiennent à la fois l'amortissement du capital, les intérêts non compris la cotisation éventuelle d'assurance des emprunteurs qui s'y ajoute.  
 Si le remboursement est constant, la charge de remboursement reste constante tout au long de la durée du crédit, sous réserve des variations éventuelles du taux d'intérêt. En cas de variation du taux, le montant des échéances en capital et intérêts à venir sera modifié en conséquence, étant précisé que ce montant sera constant jusqu'à une autre et éventuelle variation du taux.  
 Si le remboursement est constant aménagé, la variation du taux se traduira par une variation du montant des intérêts prélevés, la part du capital dans chaque échéance de remboursement demeurant inchangée par rapport au plan d'amortissement initial.  
 Si le remboursement est constant par paliers, la charge de remboursement reste constante pendant chaque palier, sous réserve des variations éventuelles du taux d'intérêt qui auraient pour effet de modifier le montant des échéances, au cas où cette variabilité du taux aurait été stipulée entre les parties.  
 Si le remboursement est progressif, les montants des remboursements sont progressifs par paliers de sorte que la charge globale de remboursement augmente au cours de la vie du crédit, compte non tenu de variations éventuelles du taux d'intérêt qui auraient pour effet de modifier ces paliers et le montant des échéances, au cas où cette variabilité du taux aura été stipulée entre les parties.

**3.2. En cas de remboursement dégressif**  
 Les échéances indiquées aux conditions particulières sont des échéances en capital ; les intérêts et le cas échéant les cotisations d'assurance emprunteurs s'y ajoutent, de sorte que le montant de l'échéance est dégressif au fur et à mesure des échéances, sous réserve le cas échéant des variations du taux d'intérêt qui auraient pour effet de modifier le montant des échéances pour la partie intérêts.

**3.3. Dans tous les autres cas de remboursement** (échéance unique ou échéances multiples non régulières)  
 Le remboursement est effectué aux dates et pour les montants figurant aux conditions particulières. La périodicité de paiement des intérêts et le cas échéant des cotisations d'assurance des emprunteurs résulte également des conditions particulières et du tableau d'amortissement ci-joint.  
 Les intérêts se capitaliseront annuellement à compter de la date du "premier déblocage".  
 En cas de prorogation d'échéance, il est expressément précisé qu'en aucun cas une telle mesure n'importe novation concernant les

21131	7	Paraphes
Projet		

- que, pour des emprunts contractés par des personnes de droit privé, les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'octroi par les collectivités de leur garantie ou de leur caution ont bien été respectées.

- que l'emprunteur leur a bien confirmé qu'il n'a pas sollicité pour le même prêt, la garantie d'une ou plusieurs autres collectivités.

- qu'il constitue la Commune garante de l'emprunteur dans les conditions de montant définies dans la délibération sus-relatée en raison de l'emprunt contracté par celui-ci aux termes des présentes dont il connaît toutes les clauses et conditions.

- que la collectivité s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, les ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt et donc à inscrire le remboursement de la dette à hauteur de son engagement (sus-énoncé), au budget primitif ou complémentaire, "Dépenses obligatoires" conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur de manière à assurer le paiement des échéances conformément au tableau d'amortissement.

- **Ainsi qu'il est précisé dans la délibération du conseil municipal**, la collectivité locale a renoncé au bénéfice de discussion du patrimoine de l'emprunteur et elle est donc engagée à effectuer le paiement des sommes dues, au lieu et place de l'emprunteur, sur demande de l'organisme prêteur, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans jamais pouvoir opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est convenu que la Signature du Représentant de la Commune (portée en dernière page du présent contrat) vaudra engagement de garantie dans les termes ci-dessus.

**CONDITIONS GENERALES DES CREDITS AMORTISSABLES**

Les présentes conditions générales contiennent les conditions relatives aux crédits accordés par le prêteur et les obligations que souscrivent les emprunteurs, et le cas échéant les cautions ou co-obligés.

Elles relatent les conditions communes à l'ensemble des crédits professionnels accordés par le prêteur en vertu des présentes, et forment avec les conditions particulières ci-dessus, le contrat de crédit.

**MISE A DISPOSITION**

- 1. Conditions de mise à disposition**  
 Le crédit est utilisable en compte de prêt. Il ne sera mis à la disposition de l'emprunteur qu'après justification de la constitution de l'assurance emprunteur, des garanties personnelles et réelles aux termes convenus, telle que prévue par le présent contrat, production des documents demandés par le prêteur et notamment :  
 - s'il est soumis à l'obligation de s'immatriculer, extrait d'immatriculation de l'emprunteur au Registre du Commerce et des Sociétés, ou le cas échéant extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers datant de moins de trois mois,  
 - s'il est tenu d'établir des comptes annuels, et sauf s'il s'agit d'un début d'exploitation, comptes des trois derniers exercices de l'emprunteur certifiés conformes (bilans, comptes de résultat, et le cas échéant annexes),  
 - si l'emprunteur est une personne morale copie certifiée conforme et à jour de tous documents justifiant les pouvoirs du représentant de l'emprunteur habilité à la signature du présent contrat et de tous actes et documents qui en dépendent.  
 Par ailleurs, du seul fait de la survenance d'un des cas prévus ci-dessus, le prêteur aura la faculté de refuser tout décaissement et de prononcer la résiliation du contrat de crédit objet des présentes :  
 - inexactitude d'une déclaration faite par l'emprunteur dans la demande de crédit ou tout autre document communiqué au prêteur, modifiant un élément substantiel de l'analyse du risque réalisée par le prêteur,  
 - fausse déclaration ou remise au prêteur de faux documents nécessaires à l'obtention du crédit,  
 - inexactitude d'une déclaration faite par les cautions sur leur situation financière de nature à compromettre les éventuels recours du prêteur,  
 - événement porté à la connaissance du prêteur modifiant un élément substantiel de l'analyse du risque réalisée par le prêteur,  
 - liquidation judiciaire de l'emprunteur,  
 - inscription de privilège du Trésor ou de la Sécurité sociale au nom de l'emprunteur,  
 - perte ou diminution substantielle de valeur d'une garantie couvrant les engagements de l'emprunteur,  
 - résiliation ou annulation de l'assurance emprunteur prévue le cas échéant aux conditions particulières,  
 - utilisation du crédit non conforme à son objet,  
 - saisie des biens de l'emprunteur par un de ses créanciers,  
 - non-paiement à bonne date de toute somme due en vertu d'un emprunt, cautionnement ou engagement quelconque, pris par l'emprunteur à l'égard du prêteur.

- 2. Modalités de mise à disposition**  
 Sauf déblocage prévu dans les conditions particulières ou accord exprès du prêteur,  
 - le crédit devra être débloqué dans les trois mois de la signature du contrat,  
 - les sommes correspondant au financement des travaux pourront être débloquées selon l'avancement desdits travaux sur présentation des justificatifs correspondants, le premier déblocage devant intervenir dans un délai de trois mois à compter de la date de signature du contrat et la durée totale des déblocages ne pouvant excéder douze mois.  
 Si le crédit est destiné au financement de biens, travaux ou services, le prêteur pourra exiger, préalablement à chaque déblocage, la remise de toutes pièces justifiant l'exigibilité du prix, et pourra faire vérifier cet état d'exigibilité aux frais de l'emprunteur. Pour ce faire, le prêteur pourra agir par lui-même ou par une personne déléguée par lui à cet effet.  
 L'emprunteur autorise le prêteur à affecter directement au crédit l'objet qui lui est destiné (paiement direct des fournisseurs et prestataires de service, le cas échéant, mise à disposition du crédit entre les mains d'un notaire ou d'un avocat qui sera chargé de l'affectation des fonds). Il s'agit là d'une simple faculté, mais non d'une obligation pour le prêteur.  
 Dans le cas où le crédit est destiné à financer une acquisition d'immeuble ou de fonds de commerce, le déblocage sera effectué et les intérêts commenceront à courir à la date à laquelle le prêteur procédera au virement des fonds au compte du notaire ou de l'avocat.

21131	6	Paraphes
Projet		

garanties.  
 En cas d'utilisation du crédit pour un montant moindre que le montant initial, le montant d'amortissement du capital par échéance reste le même que celui prévu initialement sur le tableau d'amortissement.

**4. Conditions financières**  
 Durant la période comprise entre la date d'un déblocage et la fin du mois civil en cours, les intérêts sont calculés sur les montants débloqués en fonction du nombre exact de jours compris entre la date du déblocage et le dernier jour du mois civil. Ultérieurement, ils sont calculés sur la base d'un mois normalisé (un mois normalisé comptant 30,41666 jours c'est à dire 365 jours/12 mois), ou un multiple de mois normalisés dans le cas d'une périodicité autre que mensuelle, conformément aux dispositions de l'article R314-2 du code de la consommation. Si la période courue entre la date d'un déblocage et la date de la première échéance en capital est supérieure à la période d'amortissement stipulée aux conditions particulières, il y aura lieu à perception d'intérêts intercalaires calculés au taux du crédit sur les montants débloqués.  
 Sauf disposition contraire prévue dans les conditions particulières du contrat, lorsque le crédit est assorti d'un taux variable ou révisable basé sur un indice de marché, si cet indice était ou devenait négatif, le calcul du taux d'intérêt du crédit serait effectué en retenant une valeur d'indice égale à zéro, et ce tant que perdurerait la situation d'indice négatif.

**REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION**

- 1. Principe**  
 L'emprunteur aura la faculté de rembourser chaque crédit par anticipation, en tout ou partie à son gré, sous réserve d'informer le prêteur au moins trente jours avant le prélèvement d'une échéance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.  
 Le prêteur pourra refuser toute demande de remboursement anticipé qui serait inférieure ou égale à 10% (dix pour cent) du montant initial du crédit, sauf s'il s'agit de son solde.  
 Il sera alors établi un nouveau tableau d'amortissement qui en tiendra compte soit par réduction de la durée du crédit, soit par réduction du montant de l'échéance, au choix de l'emprunteur.
- 2. Pluralité de crédits**  
 Au cas où le contrat comporte plusieurs crédits, l'emprunteur souhaitant effectuer un remboursement anticipé partiel pourra affecter la somme remboursée proportionnellement aux différents crédits en cours dans le respect du montant minimal prévu ci-dessus. A défaut d'un tel choix, le remboursement anticipé partiel sera affecté au crédit bénéficiant du taux le plus faible.
- 3. Indemnité de remboursement anticipé**  
 Sauf s'il en a été convenu autrement, une indemnité de remboursement anticipé sera à la charge de l'emprunteur.  
 3.1. Pour un crédit à taux variable, cette indemnité sera égale à 4% (quatre pour cent) du montant remboursé par anticipation.  
 3.2. Pour un crédit à taux fixe, cette indemnité sera égale à 5% (cinq pour cent) du montant remboursé par anticipation.  
 Aucune indemnité de remboursement anticipée ne sera due pour les crédits relais.
- 4. Remboursement anticipé obligatoire**  
 L'emprunteur devra obligatoirement rembourser par anticipation le crédit :  
 - avec les subventions qui pourraient lui être allouées pour le même objet que celui financé,  
 - à concurrence de la fraction du crédit qui n'aurait pas été utilisée pour l'objet prévu.  
 Ces remboursements seront acceptés sans indemnités ni préavis.

**RETARDS**

Si l'emprunteur ne respecte pas l'une quelconque des échéances de remboursement ou l'une quelconque des échéances en intérêts, frais et accessoires, le taux d'intérêt sera majoré de trois points, ceci à compter de l'échéance restée impayée et jusqu'à la reprise du cours normal des échéances contractuelles.  
 De plus, il sera redoublé d'un demi-point conventionnelle égale à 5% (cinq pour cent) des montants échus. Il en sera de même pour toute avance ou règlement fait par le prêteur, pour le compte de l'emprunteur, notamment pour cotisations et primes payées aux compagnies d'assurance et tous frais de recouvrement de la créance.  
 Les intérêts non payés à leur échéance, sans cesse d'être exigibles, se capitaliseront de plein droit et produiront des intérêts au taux majoré sus-indiqué à compter du jour où ils seront dus pour une année entière sans préjudice du droit, pour le prêteur, d'exiger le remboursement anticipé des sommes dues comme stipulé ci-dessus.

**SOLIDARITE - INDIVISIBILITE**

Les significations prescrites par la loi auront lieu aux frais de ceux à qui elles seront faites. Si le crédit est assorti d'une assurance décès, les obligations des emprunteurs ne cessent qu'à partir du versement effectif de l'indemnité et sous réserve que celle-ci couvre toutes les sommes encours dues au prêteur en capital, intérêts, frais et accessoires.

- 1. Solidarité active**  
 En cas de pluralité d'emprunteurs, toutes pièces relatives à l'exécution de la présente convention, y compris tous reçus, ordres de virement, pourront être signés par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera solidairement et indivisiblement.
- 2. Solidarité passive**  
 En cas de pluralité d'emprunteurs, ils sont solidairement responsables de l'exécution de tous les engagements contractés aux termes des présentes, de sorte que le prêteur peut exiger de l'un quelconque d'entre eux le paiement de toutes sommes restant dues au titre du présent financement.
- 3. Indivisibilité**  
 La créance du prêteur est indivisible, de sorte qu'en cas de décès d'un emprunteur personne physique, il y aura solidarité entre toutes les personnes venant à ses droits et obligations (héritiers, légataires) et le cas échéant l'emprunteur survivant. En conséquence, le prêteur pourra réclamer la totalité des sommes dues au titre du crédit à n'importe laquelle de ces personnes, sans que puisse lui être imposé une division de ses recours

21131	8	Paraphes
Projet		

## DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE BIEN FINANCE OU PRIS EN GARANTIE

### 1. Assurance - Dommages - Indemnités versées en cas de sinistre

#### a. Immeuble en copropriété

Il est rappelé que si l'immeuble financé ou donné en garantie au profit du prêteur fait partie d'une copropriété, il doit être assuré en application du règlement de copropriété qui impose au syndic d'assurer l'immeuble contre l'incendie. En cas de sinistre, le règlement de copropriété peut prévoir que les indemnités d'assurance seront affectées par priorité à la reconstruction si elle est régulièrement décidée par l'assemblée générale après sinistre. Dans ce cas, le prêteur autorise l'affectation des indemnités à la reconstruction de l'immeuble. La ou les copropriétés d'assurances sont alors autorisées à remettre les indemnités en vertu des assurances collectives aux représentants du syndicat dans les conditions prévues par le règlement de copropriété, hors de la présence et sans le concours du prêteur.

Si la reconstruction n'est pas décidée, tous les droits du prêteur sont réservés sur les indemnités à provenir des polices collectives. Si l'assurance souscritte par le propriétaire de l'immeuble financé est une assurance complémentaire personnellement comme il est dit à l'article ci-après.

#### b. Immeuble hors copropriété ou autre bien

Le prêteur conseille à l'emprunteur, ou au propriétaire du bien s'il n'est pas l'emprunteur, de souscrire une assurance le garantissant contre les risques, tels que l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, le bris de machines, la perte et le vol ou toute forme de destruction totale ou partielle, auprès d'une compagnie notablement solvable de son choix, et ce pour un montant au moins égal au prix de sa reconstruction en cas de sinistre (pour les immeubles), ou à sa valeur de remplacement ou de remise en état (pour tous les biens). L'emprunteur reconnaît avoir été informé et mis en garde par le prêteur qu'à défaut d'une telle assurance, il s'expose en cas de sinistre, à devoir rembourser la totalité du crédit devenu exigible alors que le bien sinistré ne serait plus d'une valeur suffisante pour faire face à cette dette.

Le propriétaire du bien s'engage à tenir informé le prêteur en cas de souscription et de résiliation de toute police d'assurance couvrant le bien financé ou donné en garantie.

#### 1.2. Indemnités dues en cas de sinistre

Si le propriétaire du bien financé ou donné en garantie a souscrit l'assurance dommages visée ci-dessus, les dispositions suivantes sont applicables :

- Dans le cas où une garantie réelle est constituée sur le bien assuré pour sûreté du présent crédit, le prêteur bénéficiera, conformément aux dispositions de l'article L.121-13 du code des assurances, d'un droit privilégié sur les indemnités dues en cas de sinistre.

- Dans les autres cas, le propriétaire du bien financé déclare par les présentes remettre en nantissement au profit du prêteur, conformément aux dispositions de l'article 2359 à 2366 du code civil, toutes les indemnités et versements quelconques susceptibles d'être dus par la compagnie d'assurance au titre de toute police actuellement souscrite ou venant à être souscrite ultérieurement en cas de sinistre partiel ou total affectant le bien, et ce jusqu'au complet paiement des sommes dues au titre du crédit.

- Le propriétaire du bien financé déclare par les présentes remettre en nantissement au profit du prêteur, conformément aux dispositions de l'article 2359 à 2366 du code civil, la copie des polices d'assurances et tous justificatifs de paiement des primes. L'emprunteur autorise le prêteur à communiquer à la compagnie d'assurance copie du présent contrat de crédit si la compagnie d'assurances l'exigeait, notamment en fins d'identification du bien. En conséquence, en cas de sinistre total ou partiel, et, si le bien est un immeuble, sous réserve de toute autorisation donnée par le prêteur d'affecter les indemnités à la reconstruction de l'immeuble, le prêteur touchera une somme égale au montant de sa créance, en principal, intérêts et accessoires, sur les indemnités allouées par la compagnie d'assurances. Ce paiement devra être effectué directement entre les mains du prêteur sur ses simples quittances, hors la présence et même sans le concours ni la participation du propriétaire du bien, lequel lui confère, à cet effet, tous pouvoirs et délégations nécessaires.

Si le crédit est rendu exigible, les indemnités et sommes versées s'imputeront sur la créance du prêteur, dans l'ordre, d'abord sur les frais et accessoires, puis sur les intérêts, puis sur le capital. Si le crédit n'est pas rendu exigible par le prêteur, celui-ci conservera les sommes versées sur un compte spécial nanti et, si le bien est un immeuble, les affectera au paiement des travaux de réparation ou reconstruction sur présentation par l'emprunteur de justificatifs d'exécution des travaux.

Notification des présentes, avec toutes oppositions nécessaires, sera faite à la compagnie d'assurance, aux frais de l'emprunteur, par les soins du prêteur qui en chargera, le cas échéant, le notaire, si une garantie hypothécaire ou un privilège de prêteur de deniers est pris.

De même, le propriétaire du bien déclare remettre en nantissement au profit du prêteur toutes sommes auxquelles il pourrait prétendre à l'occasion ou à la suite de tout sinistre indemnié par l'Etat ou par toute collectivité locale ou territoriale.

### 2. Nantissement des loyers éventuels

Sauf si les conditions particulières prévoient la cession ou le nantissement des loyers d'un immeuble, les dispositions suivantes s'appliquent :

- Si le bien financé ou donné en garantie était loué, pour assurer au prêteur le paiement de ce qui pourrait lui être dû en vertu des présentes, l'emprunteur, ou s'il y a lieu le tiers garant propriétaire de l'immeuble remis en garantie, déclare par les présentes remettre en nantissement au profit du prêteur, conformément aux articles 2359 à 2366 du code civil, la créance qu'il détiendra au titre de sa location contre tout locataire ou occupant présent ou futur.

- En cas de non-paiement par l'emprunteur d'une somme échue au capital, ou intérêts, ou frais et accessoires, le prêteur pourra donc notifier et rendre opposable le présent nantissement au locataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, conformément à l'article 2262 du code civil.

- A compter d'une telle notification, le locataire devra directement verser au prêteur les sommes dues, au fur et à mesure de leur échéance, et le prêteur en appliquera le montant au paiement des sommes lui restant dues en les imputant, dans l'ordre, d'abord sur les frais et accessoires puis sur les intérêts, puis sur le capital.

Le caractère certain ou éventuel de la créance sera attesté par les écritures passées dans les livres du prêteur qui seules feront foi. Son caractère exigible résultera de la seule exigibilité prononcée par le prêteur en application du contrat existant entre lui et l'emprunteur ou des cas prévus par la loi.

### NANTISSEMENT DE COMPTES

Conformément aux articles 2359 à 2366 du code civil, l'emprunteur remet en nantissement au profit du prêteur, à titre de sûreté, le compte sur lequel sont versés les remboursements du crédit objet des présentes, et plus généralement l'ensemble des comptes présents ou futurs ouverts sur les livres du prêteur, ceci sans préjudice de toute autre garantie spécifique qui pourrait le cas échéant être spécialement affectée par ailleurs à la garantie de ce crédit.

L'emprunteur déclare qu'il n'a consenti à ce jour aucun autre nantissement ou droit quelconque sur ces comptes, et qu'il s'interdit de les

21131 9 Paraphes  
Projet

nantir au profit d'un tiers sans l'accord préalable du prêteur.

Ce nantissement est consenti en garantie du paiement et du remboursement de toutes sommes en capital, intérêts, frais et accessoires dus au titre du crédit présentement consenti.

Conformément à la loi, et sauf convention contraire entre l'emprunteur et le prêteur, le nantissement ainsi convenu n'entraînera pas blocage des comptes de l'emprunteur.

Celui-ci pourra librement disposer des sommes retracées sur ces comptes sans avoir à solliciter l'accord préalable du prêteur. Cependant, en constituant ce nantissement, l'emprunteur accorde au prêteur le droit de se faire payer par préférence à ses autres créanciers sur les comptes ainsi nantis. Le prêteur sera donc en droit d'opposer le nantissement à tout tiers qui pratiquerait une mesure conservatoire ou d'exécution sur les comptes nantis, ou qui revendiquerait un droit quelconque sur ces comptes au préjudice des droits du prêteur. De même, le prêteur pourra se prévaloir du nantissement en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou d'une procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et sera en droit d'isoler sur un compte spécial bloqué à son profit les soldes créditeurs des comptes nantis existant à la date du jugement déclaratif d'ouverture de la procédure collective.

Conformément à la loi, en cas de non-paiement par l'emprunteur d'une somme quelconque devenue exigible restant due au prêteur, celui-ci sera en droit de compenser de suite jusqu'à due concurrence, la créance détenue sur l'emprunteur avec les soldes créditeurs provisoires ou définitifs des comptes nantis.

La compensation aura lieu après régularisation des opérations en cours.

### DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur déclare et garantit au prêteur :

- qu'il possède la pleine capacité juridique d'exercer son activité et, s'il s'agit d'une personne morale qu'elle est régulièrement constituée, - qu'il a tout pouvoir pour signer le présent contrat, lequel constitue un engagement valable de l'emprunteur et le lui conformément à ses termes, que la signature du contrat et l'exécution des obligations qui en résultent ont été dûment et valablement autorisées conformément aux lois et règlements en vigueur et le cas échéant aux statuts de l'emprunteur ou tout document équivalent,

- que, ni la signature du présent contrat, ni l'exécution des obligations qui en découlent ne sont contraires ni ne violent une disposition législative ou réglementaire applicable à l'emprunteur, une disposition d'un contrat ou engagement auquel l'emprunteur est partie ou une décision judiciaire définitive qui le concerne,

- qu'aucune instance, action, procès, ou procédure administrative n'est en cours, ou à sa connaissance n'est sur le point d'être intenté ou engagé pour empêcher ou interdire la signature ou l'exécution du contrat ou qui aurait dans le cas d'une solution défavorable, un effet adverse important sur l'aptitude de l'emprunteur à faire face aux engagements pris dans le contrat,

- qu'il n'a pas effectué de déclaration d'insaisissabilité concernant son patrimoine immobilier légalement saisissable. Chacune de ces déclarations et garanties restera en vigueur et continuera de produire effet après la signature du contrat et jusqu'au complet paiement ou remboursement de toutes les sommes dues à ce titre.

L'emprunteur autorise expressément le prêteur à communiquer aux personnes physiques ou morales s'engageant à titre de caution d'un crédit professionnel des informations périodiques sur la situation du crédit cautionné.

### ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur s'engage pour toute la durée du contrat et jusqu'à ce que toutes les sommes dues au titre du présent crédit aient été payées et remboursées et qu'aient été exécutées toutes les autres obligations en découlant pour l'emprunteur à satisfaire aux obligations ci-après :

- Il s'engage à supporter tous les frais, droits, impôts et taxes actuels ou futurs liés au contrat de crédit et à ses suites, sauf s'ils sont mis à la charge exclusive du prêteur par la loi, ainsi que tous les frais occasionnés par la constitution et éventuellement le renouvellement ou la mainlevée des garanties.

- Il donne mandat au prêteur de procéder au prélèvement de toutes sommes en capital, intérêts, éventuelles primes et cotisations d'assurance groupée des emprunteurs, frais de dossier et autres accessoires, convenus selon les termes des contrats, par le débit du compte courant de l'emprunteur convenu avec le prêteur.

- Il s'engage à approximer son compte courant de manière à assurer le paiement de chaque échéance à bonne date.

- Il s'engage à :

- effectuer des remises représentatives d'une part significative de son chiffre d'affaires, en rapport avec l'importance de l'ensemble des crédits qui pourraient lui être accordés par le prêteur.

- faire les formalités nécessaires au maintien de la protection des marques, licences ou brevets.

- être le nécessaire pour conserver la valeur :

- de l'ensemble des garanties octroyées pour sûreté du présent crédit et à en justifier à première demande du prêteur aussi longtemps qu'il restera une quelconque somme due au prêteur au titre du crédit garanti.

- des biens affectés à son exploitation.

- fournir au prêteur :

a. dès leur établissement et, en tout état de cause, au plus tard dans les cent quatre-vingts jours de la clôture de chaque exercice :

- ses comptes annuels, ceux de ses filiales, et le cas échéant ceux des cautions (bilans, comptes de résultats, annexes) certifiés par le commissaire aux comptes désigné (ainsi que toutes informations complémentaires s'y rapportant), le rapport de gestion, les rapports général et spécial du commissaire aux comptes, les résolutions soumises à l'assemblée générale ordinaire et / ou extraordinaire, le procès-verbal de son assemblée annuelle ainsi que celui de ses filiales et le cas échéant celui des cautions,

b. dès que le prêteur lui en fera la demande, une situation financière récente.

L'emprunteur et, le cas échéant, les cautions devront notifier au prêteur la survenance de tout événement constituant un cas d'exigibilité anticipée, comme de tout événement susceptible d'altérer de manière significative leur situation financière ou leur capacité à faire face aux obligations découlant des présentes dans les meilleurs délais.

### CLAUSE PARI PASSU

L'emprunteur s'engage à ne pas créer de garanties réelles ou personnelles, pour sûreté d'une de ses obligations de paiement présentes ou futures en tant qu'emprunteur ou en tant que garant, sur ses biens présents ou futurs, sans faire bénéficier le prêteur d'une garantie au profit de son prêteur, ou de son prêteur, ou de son prêteur, ou de son prêteur.

À la date du présent contrat, et les nantissements d'outillage et de matériel d'équipement dont l'objet serait de garantir ultérieurement le crédit destiné à leur acquisition.

21131 10 Paraphes  
Projet

### EXIGIBILITE ANTICIPEE

#### 1. Résiliation du Contrat de crédit pour inexécution des Engagements de l'emprunteur

Sans préjudice des dispositions légales de l'article 1226 du code civil :

1.1. Le présent contrat sera résilié de plein droit après mise en demeure restée infructueuse durant un délai raisonnable indiqué dans la lettre de mise en demeure et toute somme restant due au titre du crédit sera immédiatement exigible dans les 5 jours des cas suivants :

- non-paiement à bonne date de toute somme due en vertu du présent crédit,

- survenance d'incidents de paiement sur les comptes de l'emprunteur ouverts auprès du prêteur,

- non constitution pour quelque cause que ce soit, d'une garantie quelconque couvrant les engagements de l'emprunteur, perte ou diminution de plus de 20% (vingt pour cent) de la valeur de cette garantie sans reconstitution,

- mise sous séquestre ou saisie des biens affectés en garantie des engagements pris par l'emprunteur,

- défaut de communication par l'emprunteur de copies de ses documents comptables à la clôture de chaque exercice,

- résiliation ou annulation de l'assurance emprunteur prévue le cas échéant aux conditions particulières, sans souscription d'une assurance équivalente,

- non-respect par l'emprunteur ou le cas échéant par les cautions, des déclarations ou engagements contractuels concernant le présent crédit ou un autre crédit consenti par le prêteur.

1.2. Le prêteur aura la faculté, sans mise en demeure préalable, de résilier le contrat et d'exiger le remboursement immédiat de toute somme restant due au titre du crédit dans l'un des cas suivants :

- utilisation du crédit non conforme à son objet,

- si l'emprunteur est une personne morale : refus par les commissaires aux comptes de l'emprunteur ou le cas échéant des cautions de certifier les comptes sociaux et/ou consolidés,

- situation immédiatement compromise ou comportement gravement répréhensible de l'emprunteur conformément aux dispositions de l'article L.313-12 du code monétaire et financier.

#### 2. Déchéance du terme du crédit pour autres motifs

Indépendamment des cas de résiliation visés ci-dessus, le prêteur pourra sur simple notification prononcer la déchéance du terme du crédit et exiger le remboursement immédiat de toute somme restant due au titre du crédit si l'un des événements listés ci-après survient en cause la situation financière de l'emprunteur au vu de laquelle le crédit a été octroyé :

- décès de l'emprunteur personne physique, d'un assuré ou d'une caution,

- destruction totale ou partielle des biens affectés à l'exploitation de l'emprunteur, sauf en cas de force majeure,

- modification du contrôle de l'emprunteur, au sens de l'article L.233-3 du code de commerce, tel qu'il existe à la date des présentes,

- conclusion d'un accord amiable avec des créanciers auquel le prêteur ne serait pas partie, jugement de cession totale de l'entreprise,

- aliénation volontaire, expropriation, saisie de l'immeuble ou est exercée l'activité de l'emprunteur, résiliation ou refus de renouvellement du bail de cet immeuble,

- cession, vente, échange, donation, apport en totalité ou en partie, ou disparition du bien financé ou donné en garantie, sans notification préalable de l'événement au prêteur,

- vente ou apport de tout ou partie du fonds de commerce, artisanal, agricole ou libéral, inscription de garantie ou de privilège sur le fonds de commerce, artisanal ou agricole, la marque ou le matériel, location générale du fonds sans le consentement du prêteur, saisie du fonds ou de l'un de ses éléments corporels ou incorporels,

- cessation définitive d'exploitation, cession de tout ou partie des actifs de l'emprunteur,

- dissolution, liquidation amiable ou judiciaire, apport partiel d'actif, fusion, absorption, scission de l'emprunteur,

- exigibilité anticipée d'un autre crédit consenti soit par le prêteur, soit par un autre établissement de crédit prononcée à l'encontre de l'emprunteur ou de l'une de ses filiales,

- si l'emprunteur est une société commerciale, capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social sans qu'il n'ait été procédé à la reconstitution des capitaux propres dans un délai de neuf mois suivant l'arrêté des comptes ayant constaté cette situation, ou bien sans que les dispositions des articles L.223-42 et L.225-248 du code de commerce ne soient respectées,

- si l'emprunteur est une société de personnes, retrait d'un de ses associés,

- changement de nature juridique, économique, financière ou autre intervenant dans la structure ou les activités de l'emprunteur ou le cas échéant des cautions.

### CONSEQUENCES DE L'EXIGIBILITE ANTICIPEE

Dans tous les cas de résiliation ou de déchéance du terme visés aux paragraphes précédents, le prêteur :

- aura la faculté de refuser tout décaissement, d'exercer un droit de rétention sur l'ensemble des sommes ou valeurs déposées par l'emprunteur auprès du prêteur, et de compenser le solde des sommes dues avec tous les soldes créditeurs des comptes que l'emprunteur possède auprès du prêteur quelle que soit la nature de ces comptes,

- aura droit à une indemnité de 7% (sept pour cent) du capital dû à la date d'exigibilité anticipée du crédit, à l'exception du cas de décès d'un assuré ou le cas échéant d'une caution.

En cas d'exigibilité d'un crédit à taux indexé, la valeur de l'indice en vigueur au jour du prononcé de la déchéance du terme sera figée et appliquée jusqu'au complet remboursement du crédit, sans préjudice des stipulations relatives aux indices négatifs insérées dans les présentes conditions particulières.

En tout état de cause, si une reprise des remboursements périodiques devait intervenir, que ce soit par la convention des parties ou par décision judiciaire, le taux varierait à nouveau sur la base de la valeur de l'indice au jour de la remise en amortissement, sauf s'il en était autrement convenu.

L'exigibilité immédiate du crédit intervenant pour les causes précitées entraînera, sauf décision contraire du prêteur, exigibilité immédiate pour tous prêts, crédits, avances ou engagements de quelque nature qu'ils soient, contractés par l'emprunteur auprès du prêteur et existants au moment de cet événement.

En cas de nullité, caducité ou résiliation du contrat de crédit, toutes les garanties y attachées subsisteront jusqu'au complet paiement de toutes sommes dues au titre du présent crédit. Les cautions, le cas échéant, renoncent à se prévaloir des dispositions de l'article 1352-9 du code civil.

### INDEMNITE DE RECOURS

21131 11 Paraphes  
Projet

### PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données à caractère personnel recueillies ci-dessus par la Banque, responsable de traitement, peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé aux fins de respect des conditions d'octroi, de mise en œuvre et de gestion des crédits et garanties associées, de prospection et d'animation commerciale, d'études statistiques, du respect d'obligations réglementaires notamment en matière d'évaluation du risque, de sécurité et de prévention des impayés et de la fraude, de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces traitements sont fondés sur l'exécution du contrat, l'intérêt légitime de la Banque et le respect d'obligations réglementaires. Elles peuvent donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès, de limitation, d'opposition, de rectification, d'effacement et de portabilité. Il est précisé que l'exercice de certains droits peut entraîner au cas par cas pour la Banque, l'impossibilité de fournir la prestation.

Il est précisé également que le traitement des données peut être poursuivi si des dispositions légales ou réglementaires ou si des raisons légitimes imposent à la Banque de conserver ces données.

Pour exercer l'un de ces droits, les personnes physiques dont les données ont été recueillies peuvent écrire à l'adresse suivante :

MONSIEUR LE DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNEES, 63 chemin Antoine Pardon, 69814 TASSIN CEDEX.

Pour plus d'informations, la politique de protection des données personnelles est accessible aux guichets et sur le site internet de la Banque.

Fait à le en .... exemplaires.

21131 12 Paraphes  
Projet

## Signatures

### Prêteur

### Emprunteur(s) (\*)

ASSOCIATION LE LERCH représentée par M MULLER FRANCOIS

(\*) Pour une société en formation, signature des associés représentant la société.

### Caution

VILLE DE MULHOUSE

Mention manuscrite de la caution (\*\*)

### Signature de la caution

Date, lieu, nom, prénoms, qualité du signataire, cachet de la société.

21131  
Projet

13

Paraphes

(\*\*) \* Bon pour cautionnement solidaire de ASSOCIATION LE LERCH (1) dans les termes ci-dessus, à concurrence d'un montant de 300 000,00 (trois cent mille) EUR en principal, plus les intérêts au taux de 1,65000 %, commissions, pénalités, intérêts de retard, frais et accessoires.\*

(1) S'il s'agit d'une société en formation, compléter la désignation de l'emprunteur dans la mention manuscrite par la précision suivante "actuellement en formation, sous condition suspensive de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou de ses associés fondateurs signataires du contrat de crédit à défaut d'immatriculation"

21131  
Projet

14

Paraphes

# PROJET

## CONTRAT DE PRET PROFESSIONNEL NOTARIE

Reçu en la forme authentique par MAITRE CHRISTOPHE CHAUVIN

Notaire à 4 PORTE DU MIROIR 68100 MULHOUSE

à la requête de

1)

ci-après dénommée "Le prêteur"

2)

ci-après dénommé(s) "L'emprunteur"

21131  
Projet

1

Paraphes

### EXPOSE

Le prêteur a accordé, après examen d'une demande de prêt déposée par l'emprunteur, un concours financier objet du présent contrat notarié. Ce contrat notarié définit les conditions particulières et les conditions générales destinées à régir les relations entre le prêteur et l'emprunteur, au sujet de ce concours financier de nature professionnelle. Il est entendu que l'expression "l'emprunteur" désigne, le cas échéant, le ou les emprunteurs personnes physiques ou morales s'engageant à ce titre, auquel cas celles-ci agissent solidairement et indivisiblement. Ceci exposé, il est convenu ce qui suit.

### CONDITIONS PARTICULIERES

#### 1. INTERVENANTS

##### 1.1. Prêteur

##### CAISSE DE CREDIT MUTUEL MULHOUSE PORTE OUEST

Association coopérative inscrite à responsabilité limitée auprès du Tribunal d'instance de MULHOUSE, sous le numéro 1 / 0004 avec siège social situé 12 RUE DE BRUNSTATT BP 2157 68060 MULHOUSE CEDEX 2  
SIRET : 77894519600021 - NACE : 6419Z

Ci-après dénommée "le prêteur" ou "la banque"

##### 1.2. Emprunteur

FABRIQUE EGLISE ST BARTHELEMY  
95 RUE DU CHATEAU ZU RHEIN 68200 MULHOUSE  
Forme juridique : Association loi 1901 et assimilée  
Immatriculé(e) sous le numéro : 18689255000013

Représenté(e) aux présentes par M ERKEL LUC .

Ci-après dénommé(e)s "l'emprunteur" ou "le débiteur".

#### 2. OBJET

Restructuration du Lerchenberg.

#### 3. MONTANT DE L'OPERATION

Montant de l'opération en euros : 1 603 812,00 euros

#### 4. FINANCEMENT

4.1. PRET AUX ASSOCIATIONS MODULABLE. N° 10278 03003 00023582007

##### 4.2. MONTANT DU CREDIT

4.2.1. Montant : 500 000,00 EUR (cinq cent mille euros).

##### 4.2.2. CONDITIONS FINANCIERES

Taux : 1,65000 % l'an.

Frais de dossier : 500,00 EUR

Le prêt est stipulé à taux fixe.

Les intérêts sont calculés sur la base d'une année civile.

##### 4.2.3. Conditions de remboursement

Le prêt est à **REMBOURSEMENT CONSTANT**.

La définition de ce type de remboursement figure aux conditions générales.

La durée totale du crédit est de **240 mois**.

21131  
Projet

2

Paraphes

Le prêt s'amortira en **240 mensualités** successives de **2 447,37 EUR** chacune, exceptée le cas échéant, la(les) première(s) échéance(s) dont le(s) montant(s) sera(seront) fonction de la date effective de premier déblocage du crédit et de l'existence éventuelle d'une franchise.

La date prévisionnelle de la première échéance est fixée au **30/09/2021**.

Les modalités de remboursement de ce crédit et la composition des échéances ressortent des conditions générales et du tableau d'amortissement.

#### 4.2.4. Taux Effectif Global (T.E.G)

T.E.G. par an calculé sur la base du nombre de jours de l'année civile (article L.313-4 du code monétaire et financier) de 1,66 % soit un T.E.G. par mois de 0,14 %.

#### 4.2.5. Assurance emprunteur

##### ABSENCE DE SOUSCRIPTION DE L'ASSURANCE

L'emprunteur personne physique ou le représentant légal de l'emprunteur personne morale et/ou la caution éventuelle n'ayant pas adhéré à l'assurance décès, perte totale et irréversible d'autonomie et le cas échéant l'incapacité temporaire et totale de travail, reconnaissent par les présentes que le prêteur leur a proposé cette assurance dont le document d'information normalisé sur le produit d'assurance et la notice sont annexés aux présentes.

Ils déclarent qu'ils ne sont pas intéressés par cette assurance et qu'ils souhaitent y renoncer de manière définitive, étant parfaitement conscients des conséquences éventuellement dommageables d'une telle renonciation.

Ils demandent au prêteur de conserver le bénéfice du crédit au profit de l'emprunteur malgré l'absence de cette assurance, et déchargent expressément, tant en leur nom qu'au nom de leurs héritiers et ayants-droit, le prêteur de toute responsabilité pouvant découler du fait de cette absence d'assurance.

Ils ont donc compris que si un sinistre survenait sur leur tête, il ne serait procédé à aucune prise en charge de remboursement du crédit par une assurance.

### 5. GARANTIES

Le(s) concours est (sont) assorti(s) des garanties prévues aux conditions générales.

Par ailleurs, ce (ces) concours sera (seront) mis à la disposition de l'emprunteur après matérialisation et prise d'effet de l'ensemble des garanties et conditions particulières ci-après énumérées :

#### 5.1. CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Garantie consentie par :

**VILLE DE MULHOUSE**  
HOTEL DE VILLE 2 RUE PIERRE ET MARIE CURIE BP 10020 68948 MULHOUSE CEDEX 9  
Représentée par le Maire.  
Siret : 21680224900013

Montant garanti tout compris : 200 000,00 EUR

Cette garantie est associée au(x) crédit(s) référencé(s) :

00023582007 PRET AUX ASSOCIATIONS MODULABLE pour un montant de 500 000,00 EUR

#### 5.2. HYPOTHEQUE

consentie par l'emprunteur et portant sur l'immeuble ci-après :

**IMMEUBLE D HABITATION**  
Bâtiment le Lerchenberg  
777HYPCDS 11 RUE DU CERCLE 68200 MULHOUSE

Cette hypothèque devra être inscrite en premier rang.

Cette garantie est associée au(x) crédit(s) référencé(s) :

00023582007 PRET AUX ASSOCIATIONS MODULABLE pour un montant de 500 000,00 EUR

### 6. ENGAGEMENTS

#### 6.1. AUTRES CLAUSES

21131

Projet

3

Paraphes

La garantie de la Ville de Mulhouse est accordée à la Fab. Eglise St-Barthélemy de Mulhouse à hauteur d'un montant de deux cent mille euros et sur les deux cents premiers milliers d'euros pour le remboursement d'un emprunt de cinq cent mille euros réalisé auprès du Crédit Mutuel, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du projet de prêt adressé par la banque..

Cet engagement est associé au(x) crédit(s) référencé(s)  
10278 03003 000235820 07

### 7. DEFINITION DES GARANTIES

Les définitions suivantes s'appliquent aux garanties liées aux crédits ci-dessus. Ces garanties sont constituées dans les termes et conditions qui suivent.

#### 7.1. HYPOTHEQUE

##### Affectation hypothécaire

Pour concrétiser la garantie convenue entre les parties, l'emprunteur déclare affecter et hypothéquer les biens ci-dessus désignés à la sûreté et garantie du remboursement du prêt ci-dessus décrit, pour :

- ..... € représentant (le montant en capital du prêt),
- les intérêts au taux conventionnel si le prêt est à taux fixe ou à un taux maximum estimé par le prêteur pour les seules fins de l'inscription, (\*)
- et les frais et accessoires tels que dommages et intérêts quelconques, amendes conventionnelles, indemnités, débours, ces diverses dépenses évaluées sous toutes réserves à 20 % du montant en capital restant dû.

Cette affectation est faite au profit de la banque, ce qui est accepté par cette dernière. L'affectation portera sur les biens ci-après désignés, avec toutes dépendances naturelles et par destination et tous accroissements et améliorations qui pourront y être apportés, ainsi que les bâtiments et dépendances qui y restent ou qui pourront y être implantés par la suite, sans exception ni réserve, lors même qu'il y aurait erreur ou omission dans la désignation qui va suivre:

Rang de l'inscription : de convention expresse, la garantie ci-dessus constituée devra être inscrite au \_\_\_\_\_ rang.

Désignation et origine de propriété : ( A COMPLETER PAR LE NOTAIRE )

Les parties requièrent l'inscription de cette hypothèque au Livre Foncier / à la Conservation des Hypothèques de \_\_\_\_\_ pour la durée restant due du concours financier majorée de un an.

Elles renoncent à la notification prescrite par la loi contre délivrance d'un certificat d'inscription au notaire soussigné, étant expressément convenu que le prêteur fera sa propre affaire du renouvellement éventuel de l'inscription et que le notaire soit déchargé de toute obligation de ce chef.

(\*) Le notaire mentionnera un taux de 10 % si le prêt est à taux variable ou indexé sans indication d'un taux de variation maximum. En cas d'indication d'un taux maximum, le notaire mentionnera ce taux.

#### NANTISSEMENT DE LOYERS EVENTUELS

Dans le cas où les biens financés ou donnés en garantie seraient loués, pour assurer au prêteur le paiement de ce qui pourrait lui être dû en vertu des présentes, l'emprunteur, et s'il y a lieu la caution, remettent au prêteur en nantissement, conformément aux articles 2356 à 2366 du code civil, la créance qu'ils détendent contre tout locataire ou occupant desdits biens au titre de leur location.

En conséquence, le prêteur exercera sur la créance affectée en nantissement les droits et actions que lui confère la loi. Il notifiera le nantissement au locataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception conformément à l'article 2362 du code civil, et ce aux frais de l'emprunteur.

En cas de non-paiement par l'emprunteur d'un terme échu en capital, intérêts, frais et accessoires, le prêteur deviendra de plein droit, et à l'expiration d'un délai de huit jours à compter d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, pleinement propriétaire de la créance de loyers et pourra donc se faire régler sans délai les sommes dues par le locataire au fur et à mesure de leurs échéances, pour en appliquer le montant au paiement des sommes dues en les imputant, dans l'ordre, sur les frais, les accessoires, les intérêts et le capital.

Le caractère certain et liquide de la créance du prêteur sera attesté par les écritures passées dans les livres du prêteur qui seules feront foi. Son caractère exigible résultera de la seule exigibilité prononcée par le prêteur en application du contrat existant entre lui et l'emprunteur ou des cas prévus par la loi.

#### EXECUTION FORCEE IMMEDIATE - MANDAT

L'emprunteur et, s'il y a lieu la caution ou le tiers affectant, se soumettent et soumettent pareillement leurs ayants droits fussent-ils même mineurs ou autrement incapables à l'exécution forcée immédiate dans tous leurs biens meubles et immeubles, présents et à venir, conformément aux dispositions du Code Local de Procédure Civile.

En outre, en tant que de besoin, l'emprunteur et s'il y a lieu la caution ou le tiers affectant, donnent mandat à un représentant habilité du prêteur, à l'effet de, en leur nom et pour leur compte, reconnaître le solde de la dette par acte authentique en l'étude du notaire soussigné, ou de ses successeurs, l'obliger au remboursement avec tous intérêts, frais et accessoires , en se soumettant à l'exécution forcée immédiate dans leurs biens meubles et immeubles, présents et à venir, conformément aux dispositions légales.

Le présent mandat étant donné dans l'intérêt commun du mandant et du mandataire, il ne peut être révoqué que par consentement mutuel des parties.

Il est d'ores et déjà convenu que la ou les copies exécutoires seront délivrées au prêteur sur demande.

21131

Projet

4

Paraphes

#### FRAIS

Tous les frais d'acte et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge de l'emprunteur qui s'y oblige dès à présent.

### 8. GARANTIE D'UNE COMMUNE

#### GARANTIE DE LA COMMUNE SUSNOMMEE DANS LES CONDITIONS DE MONTANT DEFINIES DANS SA DELIBERATION

Le représentant de la Commune déclare être habilité pour agir aux présentes en vertu d'une délibération prise en Conseil municipal.

Cette délibération a été adressée au Représentant de l'Etat et a été affichée en Mairie conformément à l'article 2 de la Loi n° 82-6213 du 2 mars 1982 et textes subséquents, notamment la loi n°82-623 du 22 juillet 1982.

#### Lequel Représentant, es qualités, déclare :

- que, pour des emprunts contractés par des personnes de droit privé, les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'octroi par les collectivités de leur garantie ou de leur caution ont bien été respectées.

- que l'emprunteur leur a bien confirmé qu'il n'a pas sollicité pour le même prêt, la garantie d'une ou plusieurs autres collectivités.

- qu'il constitue la Commune garante de l'emprunteur dans les conditions de montant définies dans la délibération sus-relatée en raison de l'emprunt contracté par celui ci aux termes des présentes dont il connaît toutes les clauses et conditions.

- que la collectivité s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, les ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt et donc à inscrire le remboursement de la dette à hauteur de son engagement(sus-énoncé), au budget primitif ou complémentaire, "Dépenses obligatoires" conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur de manière à assurer le paiement des échéances conformément au tableau d'amortissement.

- Ainsi qu'il est précisé dans la délibération du conseil Municipal, la collectivité locale a renoncé au bénéfice de discussion du patrimoine de l'emprunteur et elle est donc engagée à effectuer le paiement des sommes dues, au lieu et place de l'emprunteur, sur demande de l'organisme prêteur, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans jamais pouvoir opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est convenu que la Signature du Représentant de la Commune (portée en dernière page du présent contrat) vaudra engagement de garantie dans les termes ci-dessus.

### CONDITIONS GENERALES DES CREDITS AMORTISSABLES

Les présentes conditions générales contiennent les conditions relatives aux crédits accordés par le prêteur et les obligations que souscrivent les emprunteurs, et le cas échéant les cautions ou co-obligés.

Elles relatent les conditions communes à l'ensemble des crédits professionnels accordés par le prêteur en vertu des présentes, et forment avec les conditions particulières ci-dessus, le contrat de crédit.

#### MISE A DISPOSITION

##### 1. Conditions de mise à disposition

Le crédit est utilisable en compte de prêt. Il ne sera mis à la disposition de l'emprunteur qu'après justification de la mise à disposition de l'assurance emprunteur, des garanties personnelles et réelles aux rangs convenus, telle que prévue par le présent contrat, production des documents demandés par le prêteur et notamment :

- s'il est soumis à l'obligation de s'immatriculer, extrait d'immatriculation de l'emprunteur au Registre du Commerce et des Sociétés, ou le cas échéant extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers datant de moins de trois mois,
- s'il est tenu d'établir des comptes annuels, et sauf s'il s'agit d'un début d'exploitation, comptes des trois derniers exercices de l'emprunteur certifiés conformes (bilans, comptes de résultat, et le cas échéant annexes),
- si l'emprunteur est une personne morale copie certifiée conforme et à jour de tous documents justifiant les pouvoirs du représentant de l'emprunteur habilité à la signature du présent contrat et de tous actes et documents qui en dépendent.

Par ailleurs, du seul fait de la survenance d'un des cas prévus ci-dessus, le prêteur aura la faculté de refuser tout décaissement et de prononcer la résiliation du contrat de crédit objet des présentes :

- inexactitude d'une déclaration faite par l'emprunteur dans la demande de crédit ou tout autre document communiqué au prêteur, modifiant un élément substantiel de l'analyse du risque réalisée par le prêteur,
- fausse déclaration ou remise au prêteur de faux documents nécessaires à l'obtention du crédit,
- inexactitude d'une déclaration faite par les cautions sur leur situation financière de nature à compromettre les éventuels recours du prêteur,
- événement porté à la connaissance du prêteur modifiant un élément substantiel de l'analyse du risque réalisée par le prêteur,
- liquidation judiciaire de l'emprunteur,
- inscription de privilège du Trésor ou de la Sécurité sociale au nom de l'emprunteur,
- perte ou diminution substantielle de valeur d'une garantie couvrant les engagements de l'emprunteur,
- résiliation ou annulation de l'assurance emprunteur prévue le cas échéant aux conditions particulières,
- utilisation du crédit non conforme à son objet,
- saisie des biens de l'emprunteur par un de ses créanciers,
- non-paiement à bonne date de toute somme due en vertu d'un emprunt, cautionnement ou engagement quelconque, pris par l'emprunteur à l'égard du prêteur.

21131

Projet

5

Paraphes

21131

Projet

6

Paraphes

aurait été stipulée entre les parties.

Si le remboursement est progressif, les montants des remboursements sont progressifs par paliers de sorte que la charge globale de remboursement augmente au cours de la vie du crédit, compte non tenu des variations éventuelles du taux d'intérêt qui auraient pour effet de modifier ces paliers et le montant des échéances, au cas où cette variabilité du taux aura été stipulée entre les parties.

### 3.2. En cas de remboursement dégressif

Les échéances indiquées aux conditions particulières sont des échéances en capital : les intérêts et le cas échéant les cotisations d'assurance emprunteurs s'y ajoutent, de sorte que le montant de l'échéance est dégressif au fur et à mesure des échéances, sous réserve le cas échéant des variations du taux d'intérêt qui auraient pour effet de modifier le montant des échéances pour la partie intérêts.

### 3.3. Dans tous les autres cas de remboursement (échéance unique ou échéances multiples non régulières)

Le remboursement est effectué aux dates et pour les montants figurant aux conditions particulières. La périodicité de paiement des intérêts et le cas échéant des cotisations d'assurance des emprunteurs résulte également des conditions particulières et du tableau d'amortissement ci-joint.

Les intérêts se capitalisent annuellement à compter de la date du " premier déblocage " .

En cas de prorogation d'échéance, il est expressément précisé qu'en aucun cas une telle mesure n'entraîne novation concernant les garanties.

En cas d'utilisation du crédit pour un montant moindre que le montant initial, le montant d'amortissement du capital par échéance reste le même que celui prévu initialement sur le tableau d'amortissement.

### 4. Conditions financières

Durant la période comprise entre la date d'un déblocage et la fin du mois civil en cours, les intérêts sont calculés sur les montants débloqués en fonction du nombre exact de jours compris entre la date du déblocage et le dernier jour du mois civil. Ultérieurement, ils sont calculés sur la base d'un mois normalisé (un mois normalisé comptant 30,41666 jours c'est à dire 305 jours/12 mois), ou d'un mois de mois normalisés dans le cas d'une périodicité autre que mensuelle, conformément aux dispositions de l'article R.314-2 du code de commerce. Si la période couverte entre la date d'un déblocage et la date de la première échéance en capital est supérieure à la période d'amortissement stipulée aux conditions particulières, il y aura lieu à perception d'intérêts intercalaires calculés au taux du crédit sur les montants débloqués.

Sauf disposition contraire prévue dans les conditions particulières du contrat, lorsque le crédit est assorti d'un taux variable ou révisable basé sur un indice de marché, si cet indice était ou devenait négatif, le calcul du taux d'intérêt du crédit serait effectué en retenant une valeur d'indice égale à zéro, et de tant que perdurerait la situation d'indice négatif.

### REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION

#### 1. Principe

L'emprunteur aura la faculté de rembourser chaque crédit par anticipation, en tout ou partie à son gré, sous réserve d'informer le prêteur au moins trente jours avant le prélèvement d'une échéance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le prêteur pourra refuser toute demande de remboursement anticipé qui serait inférieure ou égale à 10% (dix pour cent) du montant initial du crédit, sauf s'il s'agit de son solde.

Il sera alors établi un nouveau tableau d'amortissement qui en tiendra compte soit par réduction de la durée du crédit, soit par réduction du montant de l'échéance, au choix de l'emprunteur.

#### 2. Pluralité de crédits

Au cas où le contrat comporte plusieurs crédits, l'emprunteur souhaitant effectuer un remboursement anticipé partiel pourra affecter la somme remboursée proportionnellement aux différents crédits en cours dans le respect du montant minimal prévu ci-dessus. A défaut d'un tel choix, le remboursement anticipé partiel sera affecté au crédit bénéficiant du taux le plus faible.

#### 3. Indemnité de remboursement anticipé

Sauf s'il en a été convenu autrement, une indemnité de remboursement anticipé sera à la charge de l'emprunteur.

3.1. Pour un crédit à taux fixe, cette indemnité sera égale à quatre pour cent du montant remboursé par anticipation.

3.2. Pour un crédit à taux fixe, cette indemnité sera égale à 5% (cinq pour cent) du montant remboursé par anticipation.

Aucune indemnité de remboursement anticipé ne sera due pour les crédits relais.

#### 4. Remboursement anticipé obligatoire

L'emprunteur devra obligatoirement rembourser par anticipation le crédit :

- avec les subventions qui pourraient lui être allouées pour le même objet que celui financé,

- à concurrence de la fraction du crédit qui n'aurait pas été utilisée pour l'objet prévu.

Ces remboursements seront acceptés sans indemnités ni préavis.

### RETARDS

Si l'emprunteur ne respecte pas l'une quelconque des échéances de remboursement ou l'une quelconque des échéances en intérêts, frais et accessoires, le taux d'intérêt sera majoré de trois points, ceci à compter de l'échéance restée impayée et jusqu'à la reprise du cours normal des échéances contractuelles.

De plus, il sera redevable d'une indemnité conventionnelle égale à 5% (cinq pour cent) des montants échus. Il en sera de même pour toute avance ou règlement fait par le prêteur, pour le compte de l'emprunteur, notamment pour cotisations et primes payées aux compagnies d'assurance et tous frais de recouvrement de la créance.

Les intérêts non payés à leur échéance, sans cesse d'être exigibles, se capitalisent de plein droit et produiront des intérêts au taux majoré sus-indiqué, à compter du jour où ils seront dus pour une année entière sans préjudice du droit, pour le prêteur, d'exiger le remboursement anticipé des sommes dues comme stipulé ci-dessus.

### SOLIDARITE - INDIVISIBILITE

Les significations prescrites par la loi auront lieu aux frais de ceux à qui elles seront faites. Si le crédit est assorti d'une assurance décès, les obligations de versement de primes et de paiement des cotisations de l'indemnité et sous réserve que celle-ci couvre toutes les sommes encours dues au prêteur en capital, intérêts, frais et accessoires.

#### 1. Solidarité active

21131  
Projet

7

Paraphes

En cas de pluralité d'emprunteurs, toutes pièces relatives à l'exécution de la présente convention, y compris tous reçus, ordres de virement, pourront être signés par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera solidairement et indivisiblement.

### 2. Solidarité passive

En cas de pluralité d'emprunteurs, ils sont solidairement responsables de l'exécution de tous les engagements contractés aux termes des présentes, de sorte que le prêteur peut exiger de l'un quelconque d'entre eux le paiement de toutes sommes restant dues au titre du présent financement.

### 3. Indivisibilité

La créance du prêteur est indivisible, de sorte qu'en cas de décès d'un emprunteur personne physique, il y aura solidarité entre toutes les personnes venant à ses droits et obligations (héritiers, légataires) et le cas échéant l'emprunteur survivant. En conséquence, le prêteur pourra réclamer la totalité des sommes dues au titre du crédit à l'importe laquelle de ces personnes, sans que puisse lui être opposée une division de ses recours.

### DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE BIEN FINANCE OU PRIS EN GARANTIE

#### 1. Assurance - Dommages - Indemnités versées en cas de sinistre

##### 1.1. Biens concernés

##### a. Immeuble en copropriété

Il est rappelé que l'immeuble financé ou donné en garantie au profit du prêteur fait partie d'une copropriété, il doit être assuré en application du règlement de copropriété qui impose au syndic d'assurer l'immeuble contre l'incendie. En cas de sinistre, le règlement de copropriété peut prévoir que les indemnités d'assurance seront affectées par priorité à la reconstruction si elle est régulièrement décidée par l'assemblée générale après sinistre. Dans ce cas, le prêteur autorise l'affectation des indemnités à la reconstruction de l'immeuble. La ou les compagnies d'assurances sont alors autorisées à remettre les indemnités en vertu des assurances collectives aux représentants du syndicat dans les conditions prévues par le règlement de copropriété, hors de la présence et sans le concours du prêteur.

Si la reconstruction n'est pas décidée, tous les droits du prêteur sont réservés sur les indemnités à provenir des polices collectives.

Si l'assurance souscrite par le syndic couvre insuffisamment les parties privatives, le prêteur conseille à l'emprunteur, ou au propriétaire du bien s'il n'est pas l'emprunteur, de souscrire une assurance complémentaire personnellement comme il est dit à l'article ci-après.

##### b. Immeuble hors copropriété ou autre bien

Le prêteur conseille à l'emprunteur ou au propriétaire du bien s'il n'est pas l'emprunteur, de souscrire une assurance le garantissant contre les risques, tels que l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, le bris de machines, la perte et le vol ou toute forme de destruction totale ou partielle, auprès d'une compagnie notoirement solvable de son choix, et ce pour un montant au moins égal au prix de sa reconstruction en cas de sinistre (pour les immeubles), ou à sa valeur de remplacement ou de remise en état (pour tous les biens).

L'emprunteur reconnaît avoir été informé et mis en garde par le prêteur qu'à défaut d'une telle assurance, il s'expose en cas de sinistre, à devoir rembourser la totalité du crédit devenu exigible alors que le bien sinistré ne serait plus d'une valeur suffisante pour faire face à cette dette.

Le propriétaire du bien s'engage à tenir informé le prêteur en cas de souscription et de résiliation de toute police d'assurance couvrant le bien financé ou donné en garantie.

##### 1.2. Indemnités dues en cas de sinistre

Si le propriétaire du bien financé ou donné en garantie a souscrit l'assurance dommages visée ci-dessus, les dispositions suivantes sont applicables :

- Dans le cas où une garantie réelle est constituée sur le bien assuré pour sûreté du présent crédit, le prêteur bénéficiaire, conformément aux dispositions de l'article L. 121-13 du code des assurances, d'un droit privilégié sur les indemnités dues en cas de sinistre.

- Dans les autres cas, le propriétaire du bien financé déclare par les présentes remettre en nantissement au profit du prêteur, conformément aux articles 2355 et suivants du code civil, toutes indemnités et versements quelconques susceptibles d'être dus par la compagnie d'assurance au titre de toute police actuellement souscrite ou venant à être souscrite ultérieurement en cas de sinistre partielle ou total affectant le bien, et ce jusqu'au complet paiement des sommes dues au titre du crédit.

- Le propriétaire du bien assuré s'engage à fournir au prêteur les éléments nécessaires sur l'assurance du bien afin que le prêteur puisse procéder à la notification d'opposition ou de nantissement entre les mains de la compagnie d'assurances ; à remettre au prêteur, et ce à première demande de celui-ci, la copie des polices d'assurances et tous justificatifs de paiement des primes.

L'emprunteur autorise le prêteur à communiquer à la compagnie d'assurance copie du présent contrat de crédit si la compagnie d'assurances l'exigeait, notamment aux fins d'identification du bien. En conséquence, en cas de sinistre total ou partiel, et si le bien est un immeuble, sous réserve de toute autorisation donnée par le prêteur d'affecter les indemnités à la reconstruction de l'immeuble, le prêteur touchera une somme égale au montant de sa créance, en principal, intérêts et accessoires, sur les indemnités allouées par la compagnie d'assurances. Ce paiement devra être effectué directement entre les mains du prêteur sur ses simples quittances, hors la présence et même sans le concours ni la participation du propriétaire du bien, lequel lui confère, à cet effet, tous pouvoirs et délégations nécessaires.

Si le crédit est rendu exigible, les indemnités et sommes versées s'imputeront sur la créance du prêteur, dans l'ordre, d'abord sur les frais et accessoires, puis sur les intérêts, puis sur le capital. Si le crédit n'est pas rendu exigible par le prêteur, celui-ci conservera les sommes versées sur un compte spécial nanti et, si le bien est un immeuble, les affectera au paiement des travaux de réparation ou reconstruction sur présentation par l'emprunteur de justificatifs d'exécution des travaux.

Le présent contrat de crédit est soumis à la loi française. Le contrat est soumis à la loi française. La compagnie d'assurance, aux frais de l'emprunteur, par les soins du prêteur qui en chargera, le cas échéant, le notaire, si une garantie hypothécaire ou un privilège de prêteur de deniers est pris.

De même, le propriétaire du bien déclare remettre en nantissement au profit du prêteur toutes sommes auxquelles il pourrait prétendre à l'occasion ou à la suite de tout sinistre indemnié par l'Etat ou par toute collectivité locale ou territoriale.

#### 2. Nantissement des loyers éventuels

Sauf si les conditions particulières prévoient la cession ou le nantissement des loyers d'un immeuble, les dispositions suivantes s'appliquent :

- Si le bien financé ou donné en garantie était loué, pour assurer au prêteur le paiement de ce qui pourrait lui être dû en vertu des présentes, l'emprunteur, ou s'il y a lieu le tiers garant propriétaire de l'immeuble remis en garantie, déclare par les présentes remettre en nantissement au profit du prêteur, conformément aux articles 2356 à 2356 du code civil, la créance qu'il détiendra au titre de sa location contre tout locataire ou occupant présent ou futur.

- En cas de non-paiement par l'emprunteur d'une somme échue en capital, ou intérêts, ou frais et accessoires, le prêteur pourra donc notifier et rendre opposable le présent nantissement au locataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

conformément à l'article 2362 du code civil.

- A compter d'une telle notification, le locataire devra directement verser au prêteur les sommes dues, au fur et à mesure de leur échéance, et le prêteur en appliquera le montant au paiement des sommes lui restant dues en les imputant, dans l'ordre, d'abord sur ses frais et accessoires puis sur les intérêts, puis sur le capital.

Le caractère certain et liquide de la créance du prêteur sera attesté par les écritures passées dans les livres du prêteur qui seraient feront foi. Son caractère exigible résultera de la seule exigibilité prononcée par le prêteur en application du contrat existant entre lui et l'emprunteur ou des cas prévus par la loi.

### NANTISSEMENT DE COMPTES

Conformément aux articles 2355 à 2366 du code civil, l'emprunteur remet en nantissement au profit du prêteur, à titre de sûreté, le compte sur lequel sont ou seront domiciliés les remboursements du crédit objet des présentes, et plus généralement l'ensemble des comptes présents ou futurs ouverts sur les livres du prêteur, ceci sans préjudice de toute autre garantie spécifique qui pourrait le cas échéant être spécialement affectée par le prêteur à sa garantie de ce crédit.

L'emprunteur déclare qu'il n'a consenti à ce jour aucun autre nantissement ou droit quelconque sur ces comptes, et qu'il s'interdit de les nantir au profit d'un tiers sans l'accord préalable du prêteur.

Ce nantissement est consenti en garantie du paiement et du remboursement de toutes sommes en capital, intérêts, frais et accessoires dues au titre du crédit présentement consenti.

Conformément à la loi, et sauf convention contraire entre l'emprunteur et le prêteur, le nantissement ainsi convenu n'entraînera pas de comptes de l'emprunteur.

Celui-ci pourra librement disposer des sommes retracées sur ces comptes sans avoir à solliciter l'accord préalable du prêteur. Cependant, en constituant ce nantissement, l'emprunteur accorde au prêteur le droit de se faire payer par préférence à ses autres créanciers sur les comptes ainsi nantis. Le prêteur sera donc en droit d'opposer le nantissement à tous tiers qui pratiqueraient une mesure conservatoire ou d'exécution sur les comptes nantis, ou qui revendiqueraient un droit quelconque sur ces comptes au préjudice des droits du prêteur. De même, le prêteur pourra, en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou d'une procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et sera en droit d'isoler sur un compte spécial bloqué à son profit les soldes créditeurs des comptes nantis existant à la date du jugement déclaratif d'ouverture de la procédure collective.

Conformément à la loi, en cas de non-paiement par l'emprunteur d'une somme quelconque devenue exigible restant due au prêteur, celui-ci sera en droit de compenser de suite jusqu'à due concurrence, la créance détenue sur l'emprunteur avec les soldes créditeurs provisoires ou définits des comptes nantis.

La compensation aura lieu après régularisation des opérations en cours.

### DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur déclare et garantit au prêteur :

- qu'il possède la pleine capacité juridique d'exercer son activité et, s'il s'agit d'une personne morale qu'elle est régulièrement constituée, - qu'il a tout pouvoir pour signer le présent contrat, lequel constitue un engagement valable de l'emprunteur et le lie conformément à ses termes, que la signature du contrat et l'exécution des obligations qui en résultent ont été dûment et valablement autorisées conformément aux lois et règlements en vigueur et le cas échéant aux statuts de l'emprunteur ou tout document équivalent, - que, ni la signature du présent contrat, ni l'exécution des obligations qui en découlent ne sont contraires ni ne violent une disposition législative ou réglementaire applicable à l'emprunteur, une disposition d'un contrat ou engagement auquel l'emprunteur est partie ou une décision judiciaire définitive qui le concerne,

- qu'aucune instance, action, procès, ou procédure administrative n'est en cours, ou à sa connaissance n'est sur le point d'être intenté ou engagé pour empêcher ou interdire la signature ou l'exécution du contrat ou qui aurait dans le cas d'une solution défavorable, un effet adverse important sur l'aptitude de l'emprunteur à faire face aux engagements pris dans le contrat,

- qu'il n'a pas effectué de déclaration d'insaisissabilité concernant son patrimoine immobilier légalement saisissable. Chacune de ces déclarations et garanties restera en vigueur et continuera de produire effet après la signature du contrat et jusqu'à complet paiement ou remboursement de toutes les sommes dues à ce titre.

L'emprunteur autorise expressément le prêteur à communiquer aux personnes physiques ou morales s'engageant à titre de caution d'un crédit professionnel des informations périodiques sur la situation du crédit cautionné.

### ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur s'engage pour toute la durée du contrat et jusqu'à ce que toutes les sommes dues au titre du présent crédit aient été payées ou remboursées et qu'aurait été exécutées toutes les autres obligations en découlant pour l'emprunteur à satisfaire aux obligations ci-après :

- s'engager à supporter tous les frais, droits, impôts et taxes actuels ou futurs liés au contrat de crédit et à ses suites, sauf s'ils sont liés à la charge exclusive du prêteur par la loi, ainsi que tous les frais occasionnés par la constitution et éventuellement le renouvellement ou la mainlevée des garanties.

- si le donne mandat au prêteur de procéder au prélèvement de toutes sommes en capital, intérêts, éventuelles primes et cotisations d'assurance groupe des emprunteurs, frais de dossier et autres accessoires, convenus selon les termes des contrats, par le débit du compte courant de l'emprunteur convenu avec le prêteur.

- si l'obligé à approvisionner son compte courant de manière à assurer le paiement de chaque échéance à l'bonne date.

- s'engager à :

- effectuer des remises représentatives d'une part significative de son chiffre d'affaires, en rapport avec l'importance de l'ensemble des crédits qui pourraient lui être accordés par le prêteur.

- faire les formalités nécessaires au maintien de la protection des marques, licences ou brevets.

- faire le nécessaire pour conserver la valeur :

- de l'ensemble des garanties octroyées pour sûreté du présent crédit et à en justifier à première demande du prêteur aussi longtemps qu'il restera une quelconque somme due au prêteur au titre du crédit garanti.

- des biens affectés à son exploitation.

- fournir au prêteur :

a. dès leur établissement et, en tout état de cause, au plus tard dans les cent quatre-vingts jours de la clôture de chaque exercice :

- ses comptes annuels, ceux de ses filiales, et le cas échéant ceux des cautions (bilans, comptes de résultats, annexes) certifiés par le commissaire aux comptes désigné aux fins de toutes informations complémentaires s'y rapportant), le rapport de gestion, les rapports général et spécial du commissaire aux comptes, les résolutions soumises à l'assemblée générale ordinaire et / ou extraordinaire, le procès-verbal de son assemblée annuelle ainsi que celui de ses filiales et le cas échéant celui des cautions,

- en cas de contrôle exclusif d'autres entreprises au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, les comptes consolidés du groupe (bilans, comptes de résultats, annexes), le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes,

b. dès que le prêteur lui en fera la demande, une situation financière récente.

L'emprunteur et le cas échéant les cautions s'engagent à notifier au prêteur la survenance de tout événement constituant un cas d'exigibilité anticipée, comme de tout événement susceptible d'affecter de manière significative leur situation financière ou leur capacité à faire face aux obligations découlant des présentes dans les meilleurs délais.

### CLAUSE PARI PASSU

L'emprunteur s'engage à ne pas créer de garanties réelles ou personnelles, pour sûreté d'une de ses obligations de paiement présentes ou futures en tant qu'emprunteur ou en tant que garant, sur ses biens présents ou futurs, sans faire bénéficier le prêteur d'une garantie aux effets présentant une sécurité au moins équivalente pour le prêteur. Cet engagement ne concerne pas les garanties déjà conférées à la date du présent contrat, et les nantissements d'outillage et de matériel d'équipement dont l'objet serait de garantir ultérieurement le crédit destiné à leur acquisition.

### EXIGIBILITE ANTICIPEE

#### 1. Résiliation du Contrat de crédit pour inexécution des Engagements de l'emprunteur

Sans préjudice des dispositions légales de l'article 1226 du code civil :

1.1. Le présent contrat sera résilié de plein droit après mise en demeure restée infructueuse durant un délai raisonnable indiqué dans la lettre de mise en demeure et toutes sommes restant due au titre du crédit sera immédiatement exigible dans l'un des cas suivants :

- non-paiement à bonne date de toute somme due en vertu du présent crédit,

- survenance d'incidents de paiement sur les comptes de l'emprunteur ouverts auprès du prêteur,

- non constitution pour quelque cause que ce soit, d'une garantie quelconque couvrant les engagements de l'emprunteur, perte ou diminution de plus de 20% (vingt pour cent) de la valeur de cette garantie sans reconstitution,

- mise sous séquestre ou saisie des biens affectés en garantie des engagements pris par l'emprunteur,

- défaut de communication par l'emprunteur des copies de ses documents comptables à la clôture de chaque exercice,

- résiliation ou annulation de l'assurance emprunteur prévue le cas échéant aux conditions particulières, sans souscription d'une assurance équivalente,

- non-respect par l'emprunteur ou le cas échéant par les cautions, des déclarations ou engagements contractuels concernant le présent crédit ou un autre crédit consenti par le prêteur.

1.2. Le prêteur aura la faculté, sans mise en demeure préalable, de résilier le contrat et d'exiger le remboursement immédiat de toute somme restant due au titre du crédit dans l'un des cas suivants :

- utilisation du crédit non conforme à son objet,

- si l'emprunteur est une personne morale : refus par les commissaires aux comptes de l'emprunteur ou le cas échéant des cautions de certifier les comptes sociaux et/ou consolidés,

- situation irrémédiablement compromise ou comportement gravement répréhensible de l'emprunteur conformément aux dispositions de l'article L.313-12 du code monétaire et financier.

#### 2. Déchéance du terme du crédit pour autres motifs

Indépendamment des cas de résiliation visés ci-dessus, le prêteur pourra sur simple notification prononcer la déchéance du terme du crédit et exiger le remboursement immédiat de toute somme restant due au titre du crédit si l'un des événements listés ci-après remet en cause la situation financière de l'emprunteur au vu de laquelle le crédit a été octroyé :

- décès de l'emprunteur ou saisie des biens affectés en garantie des engagements pris par l'emprunteur,

- destruction totale ou partielle des biens affectés à l'exploitation de l'emprunteur, sauf en cas de force majeure,

- modification du contrôle de l'emprunteur, au sens de l'article L.233-3 du code de commerce, tel qu'il existe à la date des présentes,

- conclusion d'un accord amiable avec des créanciers auquel le prêteur ne serait pas partie, jugement, cession totale de l'emprunteur,

- aliénation volontaire, expropriation, saisie de l'immeuble ou est exercée l'action de l'emprunteur, résiliation ou refus de renouvellement du bail de cet immeuble,

- cession, vente, échange, donation, apport en totalité ou en partie, ou disparition du bien financé ou donné en garantie, sans notification préalable de l'événement au prêteur,

- vente ou apport de tout ou partie du fonds de commerce, artisanal, agricole ou libéral, inscription en garantie ou de privilège sur le fonds de commerce, artisanal ou agricole, la marque ou le matériel, location gérance du fonds sans le consentement du prêteur, saisie du fonds ou de l'une de ses éléments corporels ou incorporels,

- dissolution, liquidation amiable ou judiciaire, apport partiel d'actif, fusion, absorption, scission de l'emprunteur,

- exigibilité anticipée d'un autre crédit consenti soit par le prêteur, soit par un autre établissement de crédit prononcée à l'encontre de l'emprunteur ou de l'une de ses filiales,

- si l'emprunteur est une société commerciale, capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social sans qu'il n'ait été procédé à la reconstitution des capitaux propres dans un délai de neuf mois suivant l'arrêté des comptes ayant constaté cette situation, ou bien sans que les dispositions des articles L.223-42 ou L.225-248 du code de commerce ne soient respectées,

- si l'emprunteur est une société de personnes, retrait d'un de ses associés,

- changement de nature juridique, économique, financière ou autre intervenant dans la structure ou les activités de l'emprunteur ou le cas échéant des cautions.

### CONSEQUENCES DE L'EXIGIBILITE ANTICIPEE

Dans tous les cas de résiliation ou de déchéance du terme visés aux paragraphes précédents, le prêteur :

- aura la faculté de résilier tout décaissement, d'exercer un droit de rétention sur l'ensemble des sommes ou valeurs déposées par l'emprunteur auprès du prêteur, et de compenser le solde de son concours avec tous les soldes créditeurs des comptes que l'emprunteur possède auprès du prêteur quelle que soit la nature de ces comptes.

- aura droit à une indemnité de 7% (sept pour cent) du capital dû à la date d'exigibilité anticipée du crédit, à l'exception du cas de décès d'un assuré ou le cas échéant d'une caution.

21131  
Projet

9

Paraphes

21131  
Projet

10

Paraphes

En cas d'exigibilité d'un crédit à taux indexé, la valeur de l'indice en vigueur au jour du prononcé de la déchéance du terme sera figée et appliquée jusqu'au complet remboursement du crédit, sans préjudice des stipulations relatives aux indices négatifs insérées dans les présentes conditions générales.

En tout état de cause, si une reprise des remboursements périodiques devait intervenir, que ce soit par la convention des parties ou par décision judiciaire, le taux varierait à nouveau sur la base de la valeur de l'indice au jour de la remise en amortissement, sauf s'il en était autrement convenu.

L'exigibilité immédiate du crédit intervenant pour les causes précitées entraînera, sauf décision contraire du prêteur, exigibilité immédiate pour tous prêts, crédits, avances ou engagements de quelque nature qu'ils soient, contractés par l'emprunteur auprès du prêteur et existants au moment de cet événement.

En cas de nullité, caducité ou résiliation du contrat de crédit, toutes les garanties y attachées subsisteront jusqu'au complet paiement de toutes sommes dues au titre du présent crédit. Les cautions, le cas échéant, renoncent à se prévaloir des dispositions de l'article 1352-9 du code civil.

#### INDEMNITE DE RECOURVEMENT

Si le prêteur se trouve dans la nécessité de recouvrer sa créance par les voies judiciaires, l'emprunteur aura à payer une indemnité de 5% (cinq pour cent) des montants dus. Cette indemnité sera également due si le prêteur est tenu de produire à un ordre de distribution judiciaire quelconque.

#### EXERCICE DES DROITS

Tous les droits conférés à l'emprunteur et au prêteur par le présent contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou à l'occasion du présent contrat, comme les droits découlant de la loi, seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.

Le fait pour l'emprunteur ou pour le prêteur de ne pas exercer un droit ou le retard à l'exercer ne sera jamais considéré comme une renonciation à ce droit, et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas l'emprunteur ou le prêteur de l'exercer à nouveau et dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

Si l'une quelconque des stipulations des présentes ou partie d'entre elles s'avérait être nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur ou bien inapplicable à la personne de l'emprunteur, elle sera réputée non écrite mais n'entraînera pas la nullité du présent contrat.

#### CESSION

L'emprunteur ne pourra céder ni transférer le bénéfice des présentes dispositions sans l'accord préalable écrit du prêteur. Le prêteur pourra, après avis à l'emprunteur, céder ou transférer à tout cessionnaire tout ou partie de ses droits et obligations résultant du contrat, sous réserve que la cession ou le transfert n'entraîne pas de charge supplémentaire pour l'emprunteur.

Par ailleurs, le prêteur sera en droit, sans qu'aucun accord ni information préalable de l'emprunteur ne soit nécessaire, de céder les créances nées du contrat au profit de tout fonds commun de créances ou autre véhicule de titrisation, de les mobiliser ou de constituer une garantie sur elles pour sûreté de ses obligations envers la banque centrale ou toute autre entité de refinancement.

#### ELECTION DE DOMICILE - DROIT APPLICABLE - COMPETENCE - PRESCRIPTION

Pour l'exécution et l'interprétation du contrat et de ses suites, le prêteur, les emprunteurs et les cautions élisent domicile en leur demeure et siège social respectifs.

Le présent contrat est régi pour sa validité, son interprétation et son exécution par le Droit Français.

**Si l'emprunteur est commerçant, pour tous les litiges qui pourraient naître avec le prêteur, pour une raison quelconque, les tribunaux du ressort du siège du prêteur seront compétents.**

Toute procédure en nullité, qu'elle soit intentée par voie d'action ou d'exception, soit par l'emprunteur soit par le prêteur, au titre de tout contrat de crédit ou de l'une quelconque de ses stipulations, est prescrite à l'issue d'un délai d'un an. Ce délai court à compter du jour de la formation définitive du contrat.

#### SIGNATURE DU CONTRAT

Chaque partie aux présentes devra avoir signé le contrat et celui-ci devra être en possession du prêteur avant le 11/08/2021. Passé cette date, l'emprunteur ne pourra plus demander de mise à disposition des fonds, sauf confirmation expresse par le prêteur de son accord sur le maintien du crédit.

21131

Projet

11

Paraphes

#### PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données à caractère personnel recueillies ci-dessus par la Banque, responsable de traitement, peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé aux fins de respect des conditions d'octroi, de mise en œuvre et de gestion des crédits et garanties associées, de prospection et d'animation commerciale, d'études statistiques, du respect d'obligations réglementaires notamment en matière d'évaluation du risque, de sécurité et de prévention des impayés et de la fraude, de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces traitements sont fondés sur l'exécution du contrat, l'intérêt légitime de la Banque et le respect d'obligations réglementaires.

Elles peuvent donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès, de limitation, d'opposition, de rectification, d'effacement et de portabilité. Il est précisé que l'exercice de certains droits peut entraîner au cas par cas pour la Banque, l'impossibilité de fournir la prestation.

Il est précisé également que le traitement des données peut être poursuivi si des dispositions légales ou réglementaires ou si des raisons légitimes imposent à la Banque de conserver ces données.

Pour exercer l'un de ces droits, les personnes physiques dont les données ont été recueillies peuvent écrire à l'adresse suivante :  
MONSIEUR LE DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES, 63 chemin Antoine Pardon, 69614 TASSIN CEDEX.  
Pour plus d'informations, la politique de protection des données personnelles est accessible aux guichets et sur le site internet de la Banque.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ en .... exemplaires.

#### Signatures

#### Prêteur

#### Emprunteur(s) (\*)

FABRIQUE EGLISE ST BARTHELEMY représentée par M ERKEL LUC

(\*) Pour une société en formation, signature des associés représentant la société.

#### Caution

VILLE DE MULHOUSE

Mention manuscrite de la caution (\*\*)

21131

Projet

12

Paraphes

#### Signature de la caution

*Date, lieu, nom, prénoms, qualité du signataire, cachet de la société.*

(\*\*) " Bon pour cautionnement solidaire de FABRIQUE EGLISE ST BARTHELEMY (1) dans les termes ci-dessus, à concurrence d'un montant de 200 000,00 (deux cent mille) EUR en principal, plus les intérêts au taux de 1,65000 %, commissions, pénalités, intérêts de retard, frais et accessoires."

(1) S'il s'agit d'une société en formation, compléter la désignation de l'emprunteur dans la mention manuscrite par la précision suivante "actuellement en formation, sous condition suspensive de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou de ses associés fondateurs signataires du contrat de crédit à défaut d'immatriculation"

21131

Projet

13

Paraphes



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **MISE A JOUR DE L'ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS, CREATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES AU 1<sup>er</sup> JUILLET 2021 (324/411/297)**

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par son organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, y compris lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 24 septembre 2020.

Considérant que les besoins de la collectivité nécessitent la création d'emplois permanents et la révision de l'état des emplois comme suit :

- **Création de postes :**

- 11 postes sans incidence financière (postes cofinancés, pérennisation d'agents vacataires, régularisations de l'état des emplois)
- 11 postes liés à l'évolution de la répartition des missions entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'agglomération mulhousienne
- 9 postes dans le domaine scolaire
- 7 postes portant sur les missions d'accueil et de lien avec les habitants (gestion d'accueil, équipe prox' qualité...)
- 7 postes pour la préfiguration de la gestion du centre social et culturel du Drouot
- 2 postes liés au projet DEMOS
- 2 postes liés au recrutement des collaborateurs de groupe politique

- 1 poste lié au renforcement des moyens fonctionnels et techniques

Soit un total de 50 postes.

- **Suppression de postes :**

- 7 postes liés à l'organisation Ville de Mulhouse/m2A
- 1 poste dans de la régularisation de l'état des emplois

- **Transformations :**

Elles résultent de l'évolution des fonctions, des métiers et de la carrière des agents et portant notamment sur les changements de grade dans chacune des filières de la fonction publique territoriale.

Elles sont au nombre de 72.

Le Comité technique a été saisi de l'ensemble des modifications proposées.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Crée au tableau des effectifs les emplois permanents précités
- Modifie en conséquence le tableau des effectifs dont la nouvelle composition figure en annexe à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021

P.J : 1 annexe

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>	<b>C1</b>
<b>ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS SITUATION AU 01/07/2021 Ville de Mulhouse</b>	

GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			TOTAL
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	
<b>Collaborateur de cabinet</b>	A	5	0	5
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS</b>				
Directeur Général	A	1	0	1
Directeur Général Adjoint	A	4	0	4
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>				
<u>Cadre d'emploi des administrateurs territoriaux</u> Administrateur général Administrateur hors classe Administrateur	A	4	0	4
<u>Cadre d'emplois des attachés territoriaux</u> Attaché hors classe Directeur (en voie d'extinction) Attaché principal Attaché	A	81	0	81
<u>Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux</u> Rédacteur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur	B	59	0	59
<u>Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux</u> Adjoint administratif principal de 1ère classe Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif	C	149	8	157
<b>TOTAL</b>		<b>293</b>	<b>8</b>	<b>301</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>				
<u>Cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux</u> Ingénieur général Ingénieur en chef hors classe Ingénieur en chef	A	4	0	4
<u>Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux</u> Ingénieur hors classe Ingénieur principal Ingénieur	A	20	0	20
<u>Cadre d'emplois des techniciens territoriaux</u> Technicien principal de 1ère classe Technicien principal de 2ème classe Technicien	B	62	0	62
<u>Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux</u> Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	C	97	1	98
<u>Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux</u> Adjoint technique principal de 1ère classe Adjoint technique principal de 2ème classe Adjoint technique	C	475	115	590
<b>TOTAL</b>		<b>658</b>	<b>116</b>	<b>774</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE</b>				
<u>Cadre d'emplois des médecins territoriaux</u> Médecin hors classe Médecin 1ère classe Médecin 2ème classe	A	1	0	1
<b>TOTAL</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>FILIERE SOCIALE</b>				
<u>Cadre d'emploi des conseillers territoriaux socio-éducatifs</u> Conseiller hors-classe socio-éducatif Conseiller supérieur socio-éducatif Conseiller socio-éducatif	A	2	0	2
<u>Cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs</u>	A	21	0	21

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>	<b>C1</b>
<b>ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS SITUATION AU 01/07/2021 Ville de Mulhouse</b>	

GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			TOTAL
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle Assistant socio-éducatif de 1 <sup>ère</sup> classe Assistant socio-éducatif de 2 <sup>ème</sup> classe				
Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle Educateur de jeunes enfants de 1 <sup>ère</sup> classe Educateur de jeunes enfants de 2 <sup>ème</sup> classe	A	6	8	14
Cadre d'emplois des agents spécialisés des écoles maternelles Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1 <sup>ère</sup> classe Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2 <sup>ème</sup> classe	C	0	180	180
<b>TOTAL</b>		<b>29</b>	<b>188</b>	<b>217</b>
<b>FILIERE CULTURELLE</b>				
Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine Conservateur en chef Conservateur	A	3	0	3
Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèque Conservateur en chef Conservateur	A	3	0	3
Cadre d'emplois des attachés de conservation Attaché de conservation du patrimoine	A	3	0	3
Cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux Bibliothécaire	A	7	0	7
Cadre d'emplois des directeurs d'établissement territoriaux d'enseignement artistique Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1 <sup>ère</sup> catégorie Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2 <sup>ème</sup> catégorie	A	1	0	1
Cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique Professeur d'enseignement artistique hors classe Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A	31	6	37
Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques Assistant de conservation principal de 1 <sup>ère</sup> classe Assistant de conservation principal de 2 <sup>ème</sup> classe Assistant de conservation	B	30	0	30
Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe Assistant d'enseignement artistique principal de 2 <sup>ème</sup> classe Assistant d'enseignement artistique	B	19	20	39
Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine Adjoint du patrimoine principal de 1 <sup>ère</sup> classe Adjoint du patrimoine principal de 2 <sup>ème</sup> classe Adjoint du patrimoine	C	45	0	45
<b>TOTAL</b>		<b>142</b>	<b>26</b>	<b>168</b>
<b>FILIERE SPORTIVE</b>				
Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives Conseiller principal des APS Conseiller des APS	A	3	0	3
Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives Educateur des APS principal de 1 <sup>ère</sup> classe Educateur des APS principal de 2 <sup>ème</sup> classe Educateur des APS	B	5	0	5
<b>TOTAL</b>		<b>8</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>FILIERE ANIMATION</b>				
Cadre d'emploi des animateurs territoriaux Animateur principal de 1 <sup>ère</sup> classe Animateur principal de 2 <sup>ème</sup> classe	B	5	0	5

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>	<b>C1</b>
<b>ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS SITUATION AU 01/07/2021 <i>Ville de Mulhouse</i></b>	

GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			TOTAL
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	
Animateur				
<u>Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation</u> Adjoint d'animation principal de 1ère classe Adjoint d'animation principal de 2ème classe Adjoint d'animation	C	3	0	3
<b>TOTAL</b>		<b>8</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>FILIERE POLICE MUNICIPALE</b>				
<u>Cadre d'emploi des directeurs de police municipale</u> Directeur de police municipale	A	1	0	1
<u>Cadre d'emploi des chefs de service de police municipale</u> Chef de service de police municipale principal de 1ère classe Chef de service de police municipale principal de 2ème classe Chef de service de police municipale	B	7	0	7
<u>Cadre d'emploi des gardiens de police municipale</u> Brigadier chef principal de police municipale Gardien-brigadier de police municipale	C	61	0	61
<b>TOTAL</b>		<b>69</b>	<b>0</b>	<b>69</b>
<b>EMPLOIS HORS FILIERES</b>				
Directeur d'orchestre	A	1	0	1
Musicien	A	56	0	56
<b>TOTAL</b>		<b>57</b>	<b>0</b>	<b>57</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1275</b>	<b>338</b>	<b>1613</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995 ;

(2) Catégories : A, B ou C.



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **ADHESION EN TANT QUE MEMBRE FONDATEUR A UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION DE MARCHES PUBLICS RELATIFS A L'HEBERGEMENT, LA MAINTENANCE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA PLATEFORME MUTUALISEE ALSACE MARCHES PUBLICS ET DIVERS SERVICES ASSOCIES (351/1.7.2/331)**

Dans la perspective d'améliorer l'accès à la commande publique des entreprises et d'optimiser leurs achats, la Région Alsace, les Départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération ont créé une plateforme dématérialisée commune dédiée aux marchés publics, mise en service en octobre 2012.

Cette plateforme permet notamment aux entreprises d'accéder plus facilement à la commande publique, en pouvant consulter sur un même espace électronique l'ensemble des annonces de marchés publics lancées par les collectivités fondatrices et utilisatrices, et déposer leurs offres électroniques.

La plateforme, dénommée « Alsace Marchés Publics », a été, à compter du second semestre 2013, ouverte gratuitement par délibérations concordantes des membres fondateurs à de nouvelles collectivités (communes, intercommunalités d'Alsace).

L'outil actuel se développe en permanence. Ainsi, il est désormais utilisé par près de 500 collectivités alsaciennes et 20 000 entreprises et il a permis d'accroître tant la dématérialisation des procédures que le nombre d'offres remises en réponse aux marchés publics sur le territoire alsacien. Ce développement a été accompagné par de nombreuses rencontres organisées avec les entreprises locales visant à promouvoir les services qui leur sont offerts par Alsace Marchés Publics. Un nouveau service a également été développé permettant les échanges dématérialisés, sécurisés et horodatés avec les entreprises en cours d'exécution des contrats.

Alsace Marchés Publics est un profil d'acheteur permettant de répondre aux obligations de dématérialisation des procédures de marchés publics posées par l'article L. 2132-2 et les annexes 7 et 8 du Code de la commande publique.

La dématérialisation des procédures constitue aujourd'hui un enjeu majeur de l'amélioration de l'efficacité des achats publics, car elle permet de faciliter l'accès des entreprises aux procédures de mises en concurrence et d'assurer les obligations de transparence et traçabilité en matière de commande publique. A cet effet, la plateforme Alsace Marchés Publics est le principal guichet d'accès à la commande publique en Alsace pour les entreprises.

La plateforme est hébergée et maintenue par la société ATEXO, dont le marché conclu dans le cadre d'un groupement de commande arrivera à échéance au 31 janvier 2022 suite à la prolongation du marché initial par voie d'avenant.

Par conséquent, il convient de lancer une nouvelle consultation pour disposer d'un nouveau marché public d'hébergement et maintenance avec un prestataire, et ainsi assurer une continuité de fonctionnement de la plateforme. De plus, il est envisagé, dans le cadre de ce nouveau groupement, de développer des services complémentaires à ceux proposés actuellement par la plateforme.

De ce fait, s'agissant de répondre à un besoin partagé par d'autres collectivités fondatrices d'Alsace Marchés Publics, il est proposé de constituer un nouveau groupement de commandes régi par le Code de la commande publique associant la Collectivité Européenne d'Alsace, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération, en qualité de membres fondateurs, pour conclure et gérer les différents contrats nécessaires au développement, à l'hébergement, au fonctionnement, à la maintenance et à l'acquisition de services associés.

La Collectivité Européenne d'Alsace assurera la coordination du nouveau groupement de commandes d'une durée de 4 ans.

A ce titre, elle est chargée de gérer la procédure de consultation, signer, notifier et exécuter les marchés.

Les conditions de constitution et de fonctionnement du groupement de commandes sont fixées par la convention jointe.

La contribution de la Ville de Mulhouse est de 1/6<sup>ème</sup>, selon la clé de répartition convenue, pour la prise en charge des dépenses liées à l'exécution des marchés nécessaires à l'hébergement, la maintenance et le développement de la plateforme électronique Alsace Marchés Publics, après déduction du total des participations forfaitaires perçues de la part des membres contributeurs.

Les crédits nécessaires seront proposés au budget primitif de chaque exercice :

- Enveloppe n° 12354 « Dématérialisation des marchés publics »
- Chapitre 011, article 611 fonction 020
- Service gestionnaire : 3512 (Commande publique)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement de commandes et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution

PJ : Convention constitutive de groupement de commandes  
Charte d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned to the right of the official seal.

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES  
POUR LA PASSATION DE MARCHES PUBLICS RELATIFS A L'HEBERGEMENT, LA  
MAINTENANCE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA PLATEFORME MUTUALISEE ALSACE  
MARCHES PUBLICS ET DIVERS SERVICES ASSOCIES**

**Préambule**

Pour améliorer l'accès à la commande publique des entreprises et optimiser leurs achats, la Région Alsace, les Départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération ont créé la plateforme dématérialisée mutualisée Alsace Marchés Publics, mise en service en octobre 2012.

Par délibérations concordantes des membres fondateurs, la plateforme a été ouverte en 2013 à des collectivités publiques et entités privées alsaciennes (soumises aux règles de la commande publique) pour une utilisation gratuite.

En 2017, les membres fondateurs ont accueilli au sein du groupement de nouveaux membres ayant accès à des services complémentaires en contrepartie d'une contribution forfaitaire, permettant ainsi de financer les développements de la plateforme.

Alsace Marchés Publics est aujourd'hui un profil d'acheteur permettant de répondre aux obligations de dématérialisation des procédures de marchés publics posées par l'article L. 2132-2 et les annexes 7 et 8 du Code de la commande publique.

Fort de son succès, il est, en 2020, utilisé par près de 500 entités alsaciennes et consulté par 20 000 entreprises inscrites. Ses services ont permis notamment le déploiement à grande échelle de la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics rendue obligatoire en octobre 2018.

La dématérialisation des procédures constitue aujourd'hui un enjeu majeur de l'amélioration de l'efficacité des achats publics, car elle permet de faciliter l'accès des entreprises aux procédures de mises en concurrence et d'assurer les obligations de transparence et traçabilité en matière de commande publique. A cet effet, la plateforme Alsace Marchés Publics est le principal guichet d'accès à la commande publique en Alsace pour les entreprises.

Sur le fondement d'objectifs de dématérialisation partagés et dans le cadre d'un processus d'amélioration continue de leurs achats, les collectivités listées ci-après décident de constituer un groupement de commandes pour passer les différents contrats nécessaires au développement, à l'hébergement, au fonctionnement, à la maintenance et à l'acquisition de services associés.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1414-3,  
Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L2113-6 et suivants,

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 : Membres du groupement.**

Vu les délibérations concordantes des membres, un groupement de commandes est conclu entre les membres fondateurs suivants :

- la Collectivité européenne d'Alsace, membre fondateur, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,
- la Ville de Strasbourg, membre fondateur représenté par Mme Jeanne BARSEGHIAN,
- l'Eurométropole de Strasbourg, membre fondateur représenté par Mme Pia IMBS,
- la Ville de Mulhouse, membre fondateur représenté par Mme Michèle LUTZ,
- Mulhouse Alsace Agglomération, membre fondateur représenté par M. Fabian JORDAN,

Et les membres contributeurs suivants :

- La Commune de Fegersheim, membre contributeur représenté par M. Thierry SCHAAL,
- Habitation Moderne, membre contributeur représenté par Mme Virginie JACOB,
- La Commune de Haguenau, membre contributeur représenté par M. Claude STURNI,
- La Communauté d'Agglomération de Haguenau, membre contributeur représenté par M. Claude STURNI,
- La Commune de Hœnheim, membre contributeur représenté par M. Vincent DEBES,
- La Commune d'Illkirch-Graffenstaden, membre contributeur représenté par M. Thibaud PHILIPPS
- La Commune de Lingolsheim, membre contributeur représenté par Mme Catherine GRAEF-ECKERT,
- La Commune de Molsheim, membre contributeur représenté par M. Laurent FURST,
- La Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig, membre contributeur représenté par M. Laurent FURST,
- La Communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn, membre contributeur représenté par M. Roger ISEL,
- La Commune de Saverne, membre contributeur représenté par M. Stéphane LEYENBERGER,
- La Communauté de Communes du Pays de Saverne, membre contributeur représenté par M. Dominique MULLER,

- La Commune de Sélestat, membre contributeur représenté par M. Marcel BAUER,
- La Communauté de Communes de Sélestat, membre contributeur représenté par M. Olivier SOHLER,
- Le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle, membre contributeur représenté par M. Jean-Claude LASTHAUS,
- Alsace Habitat, membre contributeur représenté par M. Nabil BENNACER,
- La Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS), membre contributeur représenté par M. Jean-Philippe LALLY,
- ARTE GEIE, membre contributeur représenté par M. Emmanuel SUARD,
- SELECT'OM, membre contributeur représenté par M. Jean-Philippe HARTMANN,
- CITIVIA SPL et CITIVIA SEM, membres du GIE EPL Sud Alsace, membre contributeur représenté par Mme Florence GROSJEAN,
- La Commune de Wissembourg, membre contributeur représenté par Mme Sandra FISCHER-JUNCK,
- La Communauté de communes du Pays de Wissembourg, membre contributeur représenté par M. Serge STRAPPAZON,
- La Communauté de communes du Ried de Marckolsheim, membre contributeur représenté par M. Frédéric PFLIEGERSDOERFFER,
- La Commune de Bischwiller, membre contributeur représenté par M. Jean-Lucien NETZER,
- La Commune de Brumath, membre contributeur représenté par M. Etienne WOLF

**Article 2 : Objet du groupement de commandes**

Le groupement de commandes est constitué par la présente convention dans les conditions visées par les articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique en vue de la passation de plusieurs marchés publics ou accords-cadres portant sur l'hébergement, le fonctionnement et la maintenance, les développements et l'acquisition de services associés de la plateforme mutualisée de dématérialisation des contrats de la commande publique « Alsace Marchés Publics ».

La présente convention a pour objet de définir les termes généraux du groupement dont son objet et les modalités, y compris financières, de fonctionnement.

Elle a vocation à être complétée, le cas échéant, par un ou plusieurs avenants signés par l'ensemble des membres concernés, pour en préciser ou compléter les termes au cas par cas, selon les contrats à conclure dans le cadre du présent groupement. Dans le cas où cet avenant viendrait déroger à certaines clauses de la présente convention, une délibération des organes délibérants de l'ensemble des membres concernés par le contrat à passer sera nécessaire pour approuver cet avenant.

**Article 3 : Durée du groupement de commandes**

La présente convention constitutive entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des membres (après transmission au contrôle de légalité) et prend fin, ainsi que corrélativement les missions du coordonnateur, à l'expiration des garanties contractuelles résultant des marchés ou accords-cadres nécessaires à la satisfaction des besoins décrits à l'article 2.

En parallèle, la convention constitutive du groupement conclue le 1<sup>er</sup> août 2017 pour la passation du marché d'achat de prestations de services visant à héberger, maintenir et développer la plate-forme mutualisée de dématérialisation des marchés publics AMP également objet du présent groupement, et liant une partie des membres à la présente convention, poursuit son exécution dans les conditions prévues initialement jusqu'à son échéance.

Le présent groupement de commandes prendra fin automatiquement si, du fait des décisions de retraits des collectivités membres, il ne subsiste plus qu'un seul membre.

**Article 4 : Coordination du groupement de commandes**

La fonction de coordonnateur est assurée par la Collectivité européenne d'Alsace, membre fondateur.

Le coordonnateur du groupement exerce les missions suivantes :

- ✓ Assurer le secrétariat du groupement, notamment :
  - le suivi des adhésions et retraits de membres ;
  - le fonctionnement courant du groupement ;
  - la réalisation des bilans annuels portant notamment sur la gestion et l'activité du groupement ;
  - la formulation de propositions d'avenants ou actes modificatifs à la convention constitutive
- ✓ Développer et pérenniser le profil acheteur Alsace Marchés Publics afin de répondre aux attentes de simplification et d'accès à la commande publique par l'ensemble des opérateurs économiques ;
- ✓ Assurer l'information et la formation des membres du groupement relatives aux services de la plateforme ;
- ✓ Rechercher de nouveaux financements (subventions, nouveaux membres contributeurs,...).

Il s'engage à respecter la charte d'utilisation de la plateforme annexée à la présente convention.

Les missions du coordonnateur s'achèvent après expiration des garanties contractuelles résultant des contrats conclus dans le cadre du groupement.

Elles ne donnent pas lieu à indemnisation.

**Article 4.1. : Mandat confié au coordonnateur**

Les membres énumérés à l'article 1<sup>er</sup> et désignés comme étant les membres fondateurs de la plateforme Alsace Marchés Publics confient au coordonnateur du groupement le mandat de signer en leur nom et pour leur compte les actes suivants :

- Les avenants constatant l'adhésion d'un nouveau membre au groupement de commandes, après délibérations des organes délibérants des membres fondateurs et du nouveau membre approuvant la présente convention et les modalités de contribution financière ;

- Les avenants constatant le changement de forme juridique d'un membre du groupement, le cas échéant après délibération (ou simple information) du membre concerné par la modification et, le cas échéant, délibérations des organes délibérants des membres fondateurs ;
- Les conventions d'adhésion à conclure avec toute nouvelle entité qui souhaiterait utiliser les services de l'outil « Alsace Marchés Publics »
- Pour ester en justice, conformément à l'article 7 de la présente convention

Le coordonnateur informe les autres membres du groupement des avenants et conventions d'adhésion signées dans le cadre de ce mandat lors de la réunion annuelle du Comité de pilotage du groupement (conformément à l'article 8.1).

Le coordonnateur fournira tout document administratif, financier et technique se rapportant à sa mission, sur simple demande des autres membres du groupement.

#### Article 4.2 : Passation et exécution des contrats

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de passation des contrats nécessaires à l'hébergement, au fonctionnement et à la maintenance de la plateforme « Alsace Marchés Publics », au nom et pour le compte des membres du groupement concernés.

A ce titre, il :

- Elabore l'ensemble des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins qui ont été définis de façon concertée par les membres du groupement ;
- Met en œuvre les procédures de passation des marchés ou accords-cadres conformément aux dispositions du Code de la commande publique ;
- Convoque et réunit, le cas échéant, la Commission d'appel d'offres dont il assure le secrétariat conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales ;
- Signe et notifie les marchés et accords-cadres, remplit les obligations réglementaires (contrôle de légalité, avis d'attribution...);
- Exécute les contrats en lien avec les prestataires, signe et notifie les avenants ;
- S'acquitte du paiement des factures présentées par le ou les titulaire(s) des contrats et effectue les modalités de récupération des sommes dues par les autres membres dans les conditions fixées par l'article 11 de la présente convention
- Archive les marchés mutualisés, et en transmet copie aux membres participants sous format électronique.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informés les membres du groupement sur les conditions de déroulement des procédures de passation des contrats et de leur exécution.

En ce qui concerne la passation et l'exécution des contrats relatifs aux développements et à l'acquisition de services et outils associés à la plateforme « AMP », les modalités de fonctionnement du groupement seront définies et précisées au cas par cas par voie d'avenant après accord de l'ensemble des membres concernés par les contrats. Dans ce cadre, un autre membre du groupement pourra notamment être désigné coordonnateur.

#### Article 5 : La Commission d'appel d'offres du groupement de commande

Les marchés passés selon une procédure formalisée feront l'objet d'une attribution par la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement pour l'accord-cadre ou le marché concerné, conformément à l'article L.1414-3 II du Code général des collectivités territoriales.

Pour les contrats nécessaires à l'hébergement, au fonctionnement et à la maintenance de la plateforme « Alsace Marchés Publics », il s'agira de la Commission d'appel d'offres de la Collectivité européenne d'Alsace.

Elle délibère valablement dans les conditions fixées aux articles L1414-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et choisit les titulaires des marchés dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

Le président de la commission pourra, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, demander la participation avec voix consultatives, de juristes, techniciens, experts des membres du groupement aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Le comptable public de chaque membre du groupement ainsi que le représentant de la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités peuvent être convoqués aux réunions de la Commission d'Appel d'Offres et y siègent avec voix consultative.

La Commission d'Appel d'Offres peut également être réalisée de manière dématérialisée, au moyen d'une visioconférence assurant les mêmes modalités de participation à l'ensemble des membres.

Les marchés passés en procédure adaptée seront attribués conformément aux règles internes du coordonnateur. A l'instar des procédures formalisées, la participation de juristes, techniciens, experts des membres du groupement pourra être sollicitée.

#### Article 6 : Frais de fonctionnement

Le coordonnateur assume et prend en charge les frais et les dépenses (frais de publicité, reprographie, de personnel) inhérents aux consultations, sauf stipulation contraire dans le cadre d'avenants spécifique à certaines consultations.

Le coordonnateur fait siennes les dépenses et charges, notamment de personnel, relatives à :

- A la mise en œuvre des procédures de passation et l'exécution des contrats ;
- D'accompagnement à destination des membres du groupement et des opérateurs économiques ;
- De recherche de nouveaux financements (subventions, membres contributeurs).

#### Article 7 : Capacité à ester en justice

Il est donné mandat au coordonnateur pour engager toute action en justice pour le compte des membres du groupement, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera subordonnée à un accord des membres fondateurs du groupement (sauf procédures d'urgence en référé).

Les frais de justice seront supportés et répartis à parts égales entre les membres fondateurs.

En cas de condamnation à verser des dommages et intérêts dans le cadre d'une décision de justice, les sommes seront prises en charge par le ou les membres concernés.

#### Article 8 : Les instances de gouvernance du groupement

Chaque membre du groupement de commandes nomme et mandate son représentant pour permettre une prise de décisions dans les instances de gouvernance.

#### 8.1 : Comité de Pilotage (COFIL) annuel

Les membres fondateurs sont membres du COFIL.

La Collectivité européenne d'Alsace organise une réunion annuelle du comité de pilotage où sont présentés aux membres fondateurs un bilan annuel faisant état notamment des points suivants :

- Points décisionnels éventuels inscrit à l'ordre du jour ;
- Information sur les contrats en cours ;
- Information sur les avenants et conventions d'adhésion signés par le coordonnateur dans le cadre du mandat prévu par l'article 4.1 de la présente convention ;
- Suivi des actions prises au COFIL précédent.

Sont de la compétence du COFIL :

- ✓ Approbation du rapport annuel sur la gestion et l'activité du groupement par le coordonnateur ;
- ✓ Approbation des comptes de l'exercice écoulé ;

La CeA assure le secrétariat des COFIL annuels.

#### 8.2 : Comité technique (CT)

Les membres du groupement (fondateurs et contributeurs) sont membres du Comité technique.

Des comités techniques pourront être organisés pour valider les cahiers des charges, ou sur tout autre sujet à la demande de l'un des membres.

#### 8.3 : Comité de suivi (COSUI)

Des comités de suivi seront organisés à minima deux fois par an avec le(s) prestataire(s) des contrats nécessaires à l'hébergement, au fonctionnement et à la maintenance de la plateforme « Alsace Marchés Publics » et les membres fondateurs du groupement. Différents points seront abordés dont : bilan depuis le précédent COSUI, suivi d'activité et financier, gestion des demandes d'amélioration, présentation nouvelles fonctionnalités.

#### Article 9 : Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre les informations nécessaires à la rédaction des cahiers des charges en fonction des modalités et délais fixés par le coordonnateur
- Se prononcer sur les documents des consultations sur demande et dans les délais fixés par le coordonnateur
- Participer aux financements conformément à l'article 11 de la présente convention ;
- Prendre connaissance des bilans annuels ;
- Transmettre les nom, prénom et fonction de la ou des personne(s) désignée(s) pour être titulaire(s) ou suppléant(s) des instances de gouvernance ou groupes de travail organisés ;
- Participer aux comités et groupes de travail organisés et nécessaires au fonctionnement du groupement de commandes

De plus, l'ensemble des membres du présent groupement s'engage à respecter la charte d'utilisation de la plateforme annexée à la présente convention. Toute difficulté dans l'application de ses dispositions sera réglée dans le cadre des instances de gouvernance prévues à l'article 8.

#### Article 10 : Modifications de la présente convention

##### Article 10.1 : Adhésion de nouveaux membres

Chaque nouveau membre adhère au groupement de commandes par délibération de son organe délibérant approuvant la présente convention et ses annexes, dont notamment les modalités de contribution financière. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur et peut être transmise aux autres membres sur demande.

Les membres fondateurs délibèrent de façon concordante pour approuver l'adhésion d'un nouveau membre et la participation financière mise à sa charge.

Un avenant à la présente convention est ensuite conclu entre le nouveau membre et le coordonnateur du groupement, en vertu du mandat qui lui est confié par l'article 4.1 de la présente convention.

Les nouveaux membres contributeurs ont accès aux services électroniques réservés aux membres fondateurs et contributeurs, non accessibles aux utilisateurs à titre gratuit de la plateforme.

Quelle que soit la date d'adhésion d'un nouveau membre contributeur au cours de l'année, l'intégralité de la participation forfaitaire est due.

Dans le cas où de nouveaux membres financeurs rejoindraient le groupement de commandes, avant la date limite de réception des offres pour la passation du marché d'hébergement et maintenance de la plateforme, leur participation financière serait constatée par un avenant à la présente convention, qui fixera le montant forfaitaire dû pour chaque nouveau membre : le restant des dépenses (hors forfaits) devant être acquitté par les membres fondateurs selon la même clé de répartition que celle prévue à l'article 11.1.

##### Article 10.2 : Retrait

Les membres peuvent à tout moment se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une décision de l'organe délibérant de l'entité concernée. La délibération est notifiée au coordonnateur du groupement qui en informera les autres membres.

Les membres restants (fondateurs et contributeurs le cas échéant) délibèrent pour prendre acte du retrait et redéfinir les nouvelles modalités financières de fonctionnement du groupement.

Un avenant à la présente convention est ensuite signé par tous les membres restants concernés par les conséquences du retrait (fondateurs et contributeurs le cas échéant).

Le membre qui se retire ne reste tenu à l'égard du groupement qu'à hauteur de son engagement sur les dépenses effectuées ou engagées par le coordonnateur ou par lui-même au jour de la notification de sa décision aux autres membres, ou pour sa participation forfaitaire sur l'année en cours.

Le membre qui se retire devra faire son affaire de toute réclamation éventuelle formulée par le contractant suite à la résiliation, le cas échéant et si nécessaire, du contrat en cours, à raison de son retrait.

##### Article 10.3 : Modification de la nature juridique des membres

En cas de modification de la nature juridique d'un membre du groupement (fusion ou autre), le membre concerné délibère ou informe simplement les membres fondateurs de la modification

opérée. Si nécessaire, les membres fondateurs délibèrent également pour prendre en compte les conséquences de cette modification.

Un avenant est ensuite conclu à la présente convention, entre le membre concerné par la modification et le coordonnateur du groupement, en vertu du mandat qui lui est confié par l'article 4.1 de la présente convention.

#### Article 10.4 : Adhésion de nouveaux utilisateurs

Tout nouvel utilisateur de la plateforme peut être intégré par la signature d'une convention d'adhésion bipartite entre le représentant du nouvel utilisateur habilité et le coordonnateur du groupement, en vertu du mandat qui lui est confié par l'article 4.1 de la présente convention.

#### Article 10.5 : Autres modifications de l'acte constitutif

Toute autre modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par chacun des membres (fondateurs et contributeurs) concerné du groupement.

La modification ne prend effet que lorsqu'elle aura été approuvée par l'ensemble des membres du groupement concernés et que l'avenant aura été signé par chacun d'eux.

#### Article 11 : Financement

##### Article 11.1 : Financement de la plateforme mutualisée Alsace Marchés Publics

Chaque membre fondateur s'engage à participer aux dépenses liées à l'exécution des marchés nécessaires à l'hébergement, la maintenance et le développement de la plateforme électronique Alsace Marchés Publics, après déduction du total des participations forfaitaires perçues de la part des membres contributeurs, selon la clé de répartition suivante :

- La Collectivité européenne d'Alsace : 1/3
- La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg : 1/3 (étant entendu que chacun de ces deux membres contribuera de manière distincte pour 1/6 ème chacun)
- La Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération : 1/3 (étant entendu que chacun de ces deux membres contribuera de manière distincte pour 1/6 ème chacun)

Les membres définis à l'article 1<sup>er</sup> de la présente comme contributeurs acquittent auprès du coordonnateur du groupement une participation forfaitaire et annuelle, selon les montants suivants :

- La Commune de Fegersheim : 1 000 euros
- Habitation Moderne : 4 000 euros
- La Commune de Haguenau : 1 000 euros
- La Communauté d'Agglomération de Haguenau : 3 000 euros
- La Commune de Hoenheim : 2 000 euros
- La Commune d'Illkirch-Graffenstaden : 2 000 euros
- La Commune de Lingsheim : 1 000 euros
- La Commune de Molsheim : 1 000 euros
- La Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig : 2 000 euros
- La Communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn : 2 000 euros
- La Commune de Saverne : 1 000 euros
- La Communauté de Communes du Pays de Saverne : 1 000 euros
- La Ville de Sélestat : 2 100 euros
- La Communauté de Communes de Sélestat : 900 euros

- Le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle : 5 000 euros
- Alsace Habitat : 5 000 euros
- La Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS) : 4 000 euros
- ARTE GEIE : 2 000 euros
- SELECT'OM : 2 000 euros
- GIE EPL Sud Alsace (pour CITIVIA SPL et CITIVIA SEM) : 2 000 euros
- La Commune de Wissembourg : 1 000 euros
- La Communauté de communes du Pays de Wissembourg : 1 000 euros
- La Communauté de communes du Ried de Marckolsheim : 2 000 euros
- La Commune de Bischwiller : 1 000 euros
- La Commune de Brumath : 1 000 euros

Le montant des présentes contributions forfaitaires pourra être révisées au besoin après étude en Comité de Pilotage et présentation en Comité Technique.

Dans le cas où de nouveaux membres contributeurs rejoindraient le groupement de commandes, leur participation financière sera constatée dans la délibération approuvant l'adhésion de ce membre qui fixera le montant forfaitaire dû et par un avenant à la présente convention. Le restant des dépenses (hors forfaits) devant être acquitté par les membres fondateurs selon la clé de répartition indiquée au présent article 11.1

##### Article 11.2 : Financement de services et outils associés

Les membres fondateurs ou contributeurs intéressés par la mise en place d'un service ou d'un outil complémentaire qui serait associé à celui de la plateforme, participeront au financement pour son acquisition, son hébergement, sa maintenance et le cas échéant son développement.

Un avenant à la présente convention définira les modalités de participation financière de chaque membre intéressé et éventuellement précisera les modalités de fonctionnement du groupement le cas échéant.

##### Article 11.3 : Financement de services et outils spécifiques à un membre

S'agissant de dépenses répondant spécifiquement à une demande formulée par un des membres fondateurs ou contributeur du groupement telles que la mise en place de connecteurs entre la plateforme Alsace Marchés Publics et des outils informatiques spécifiques à la collectivité concernée, le membre prendra à sa charge l'intégralité des coûts de sa demande.

##### Article 12 : Mesures d'ordre

La présente convention est établie en autant d'exemplaires que de membres :

- 1 exemplaire pour la Collectivité européenne d'Alsace
- 1 exemplaire pour la Ville de Strasbourg
- 1 exemplaire pour l'Eurométropole de Strasbourg
- 1 exemplaire pour la Ville de Mulhouse
- 1 exemplaire pour Mulhouse Alsace Agglomération
- 1 exemplaire pour la Ville de Fegersheim
- 1 exemplaire pour Habitation Moderne
- 1 exemplaire pour la Commune de Haguenau
- 1 exemplaire pour la Communauté d'Agglomération de Haguenau
- 1 exemplaire pour la Commune de Hoenheim
- 1 exemplaire pour la Commune d'Illkirch-Graffenstaden
- 1 exemplaire pour la Commune de Lingsheim
- 1 exemplaire pour la Commune de Molsheim

- 1 exemplaire pour la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig
- 1 exemplaire pour la Communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn
- 1 exemplaire pour la Commune de Saverne
- 1 exemplaire pour la Communauté de Communes du Pays de Saverne
- 1 exemplaire pour la Commune de Sélestat
- 1 exemplaire pour la Communauté de Communes de Sélestat
- 1 exemplaire pour le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle
- 1 exemplaire pour Alsace Habitat
- 1 exemplaire pour la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS)
- 1 exemplaire pour ARTE GEIE
- 1 exemplaire pour SELECT'OM
- 1 exemplaire pour GIE EPL Sud Alsace (CITIVIA SPL et CITIVIA SEM)
- 1 exemplaire pour la Commune de Wissembourg
- 1 exemplaire pour la Communauté de communes du Pays de Wissembourg
- 1 exemplaire pour la Communauté de communes du Ried de Marckolsheim
- 1 exemplaire pour la Commune de Bischwiller
- 1 exemplaire pour la Commune de Brumath

#### Article 13 : Recours

Les litiges susceptibles de naître entre les membres à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.

En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les membres du groupement sont tenus d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de conciliation.

Au cours de cette réunion, un arrangement amiable est convenu, ou il peut être décidé de faire appel à une mission de médiation désignée par le Tribunal administratif de Strasbourg, par application des articles L 213-1 à L.213-10 du Code de Justice administrative. Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Annexe à la présente convention : charte d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

Fait à STRASBOURG, en ..... exemplaires originaux, le .....

Pour la Ville de Mulhouse,  
Le Maire de la Ville de Mulhouse,

**Michèle LUTZ**

Autorisée par la délibération n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_

**Charte d'utilisation  
des services de la plateforme  
Alsace Marchés Publics**

Membres fondateurs du groupement (dénomination actuelle) : Collectivité européenne d'Alsace, Ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération, Eurométropole et Ville de Strasbourg.

Coordonnateur du groupement : Collectivité européenne d'Alsace

**1 - OBJET DE LA PRESENTE CHARTE**

La présente charte fixe les modalités et les conditions d'utilisation de la plateforme, ainsi que les responsabilités de ses utilisateurs. Elle s'applique aux membres du groupement et plus généralement à l'ensemble des entités autorisées à l'utiliser, après signature d'une convention d'adhésion.

**2 - SERVICES OFFERTS PAR LA PLATEFORME ALSACE MARCHES PUBLICS**

Alsace Marchés Publics est une plateforme dématérialisée, mutualisée, de publication d'annonces de marchés publics et de réception d'offres électroniques. Elle est la propriété des membres fondateurs du groupement de commandes (désignés ci-dessus), représenté par son coordonnateur : la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Créée le 1<sup>er</sup> octobre 2012, la plateforme Alsace Marchés Publics a vocation à proposer les services suivants :

- Une salle dématérialisée pour la passation des marchés publics et délégations de service public ;
- Des outils de travail collaboratif ;
- La fourniture de clés de chiffrement et d'outils de signature ;
- L'archivage des procédures.

Elle permet à ses utilisateurs - via une seule adresse <https://alsacemarchespublics.eu/agent> - de publier leurs annonces de marchés publics et recevoir des offres électroniques dans une salle dématérialisée à portée départementale, régionale, nationale, voire transfrontalière. Les entités contributrices financièrement bénéficient de l'accès au module contrat (échanges sécurisés avec les entreprises) et DUME.

La solution de dématérialisation des marchés publics qui a été choisie offre toutes les garanties de sécurité ; elle permet de dématérialiser tous les types de procédures de passation de marchés publics et regroupe les marchés publics alsaciens facilitant ainsi l'accès de la commande publique aux entreprises.

La plateforme Alsace Marchés Publics permet aux entités utilisatrices de :

- Disposer d'un profil d'acheteur conformément à la réglementation relative aux marchés publics en vigueur et au besoin de nouveaux services associés à ladite plateforme
- Faciliter l'accès des entreprises aux achats des collectivités publiques et privées et optimiser les réponses aux appels d'offres.
- Partager les expériences entre acheteurs.

**3 - MODALITES D'ACCES**

Les membres du groupement de commande (fondateurs et contributeurs) bénéficient des services de la plateforme AMP dans les conditions définies par la présente charte à compter de la conclusion de la convention constitutive du groupement de commande, à laquelle la présente charte est annexée.

Pour bénéficier des services de la plateforme AMP en tant qu'utilisateur, une convention d'adhésion doit préalablement avoir été conclue entre les membres du groupement, représentés par leur coordonnateur, et l'entité intéressée.

L'entité doit désigner au sein de ses effectifs un « administrateur » à qui le coordonnateur confiera un identifiant et un mot de passe, afin de pouvoir configurer et administrer l'espace réservé à l'entité sur la plateforme.

Un droit d'accès à cet espace réservé pourra être accordé par cet administrateur à un ou plusieurs utilisateurs, qui devront nécessairement intervenir pour le compte de l'entité concernée.

Seuls les administrateurs et utilisateurs identifiés peuvent accéder aux services de la plateforme.

La souscription aux services de la plateforme Alsace Marchés Publics implique la désignation d'un « administrateur » Il s'agit d'une personne physique nommée par l'entité lors de la demande d'adhésion. L'administrateur est chargé de mettre en place et de gérer les services de la plateforme pour le compte de son entité.

Pour l'utilisation des services, l'entité s'engage à ne pas divulguer les codes d'accès (identifiant / mot de passe) sous quelque forme que ce soit, en dehors des personnes habilitées à utiliser le service. En cas de perte ou de vol d'un identifiant/mot de passe, l'entité en informe dans les meilleurs délais la CeA, coordonnateur du groupement.

Le non-respect des règles d'accès et d'utilisation de la plateforme pourra conduire à la résiliation unilatérale de la convention d'adhésion par le groupement, représenté par son coordonnateur.

La résiliation de la convention entraîne la suppression du compte « utilisateur » de l'entité. L'entité bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver l'ensemble des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

**4 - RESPONSABILITE DE L'ENTITE UTILISATRICE**

- Quant à l'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

L'entité s'engage, sous peine de résiliation de la convention d'adhésion par les membres du groupement à n'utiliser les services auxquels il a souscrit que pour la passation de ses propres marchés publics.

L'entité s'engage également, sous peine de résiliation de la convention d'adhésion par les membres du groupement, à ce qu'aucun autre établissement ou organisme, indépendant de l'entité au plan administratif et technique, situé dans son enceinte ou à l'extérieur, ne puisse bénéficier des services de la plateforme Alsace Marchés Publics sans que ce dernier n'ait sollicité préalablement l'accord des membres du groupement.

L'entité doit utiliser les services dans le respect des lois et règlements. En conséquence il est strictement interdit à l'entité d'utiliser les services mis à sa disposition pour stocker ou transmettre, quelle que soit leur forme, des fichiers dont le contenu serait en infraction avec la loi et les règlements applicables.

- Quant aux pannes ou incidents techniques

Les moyens techniques d'intervention et d'assistance en vue d'assurer un fonctionnement régulier des services sont assurés par le prestataire chargé de l'hébergement et de la maintenance de la plateforme Alsace Marchés Publics.

Cependant, les membres du groupement ou le prestataire concerné ne seront pas responsables des défaillances résultant de faits indépendants de leur volonté, dont notamment, les cas de force majeure ou des défaillances dues à des éléments relevant de la responsabilité de l'entité.

De manière générale, l'entité doit disposer des matériels et logiciels conformes et adaptés, ainsi que du personnel qualifié pour assurer le bon fonctionnement du(des) service(s) proposés par la plateforme Alsace marchés Publics.

Au égard à la nature évolutive de la plate forme, aux contraintes de maintenance et d'évolution technologique, la continuité de l'accessibilité à la plate forme reste une obligation de moyens.

**5 - RESPONSABILITE DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

La responsabilité des membres du groupement ne saurait en aucun cas être engagée par les entités.

Il est notamment établi, non limitativement, que :

- Les membres du groupement n'endossent aucune responsabilité et n'exerce aucun contrôle, de quelque forme que ce soit, sur le contenu, la nature ou les caractéristiques des données transportées et/ou qui pourraient transiter sur la plateforme, ainsi qu'en cas d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics non conforme à la présente charte ou aux textes législatifs et réglementaires ;

- Les membres du groupement ne sont pas responsables du contenu et de la nature des informations, signes, images, graphismes, sons ou toutes autres données transmises par l'entité ;
- La responsabilité des membres du groupement ne saurait être engagée en cas de intrusion d'un tiers dans le système informatique de l'entité ;
- Les membres du groupement ne peuvent être en aucun cas responsables de la fiabilité de transmission des données, des temps d'accès, des éventuelles restrictions d'accès sur des réseaux et/ou serveurs spécifiques connectés au réseau internet.

**6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les membres du groupement concèdent à l'entité un droit d'usage non exclusif, non transférable ni cessible sur les services de la plateforme Alsace Marchés Publics.

Lorsque des supports physiques, comprenant des logiciels, remis à l'entité sont fournis, lesdits supports restent la propriété pleine et entière du fournisseur, sauf dérogation expresse et écrite. Lorsque les supports physiques sont achetés par l'entité, seule la propriété des supports est transférée et non pas celle des logiciels.

L'entité s'engage à ne pas porter atteinte directement, indirectement ou par l'intermédiaire de tiers auquel il serait associé, aux droits de propriété en cause.

Tous les fichiers et données de l'entité transmis aux membres du groupement dans le cadre de l'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics restent la pleine propriété de l'entité.

**7 - DROIT D'ACCES AUX FICHIERS INFORMATISES**

Les informations concernant les opérateurs économiques et enregistrées sur la plateforme Alsace Marchés Publics ne sont transmises qu'aux personnes physiques ou morales qui sont expressément habilitées à les connaître.

Tout opérateur économique peut demander la communication des informations le concernant auprès du prestataire chargé de l'hébergement et de la maintenance de la plateforme, et les faire rectifier le cas échéant, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

**8 - LOI ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

La loi applicable est la loi française. Toute difficulté relative à l'application de la présente charte sera soumise, à défaut d'accord amiable préalable, aux tribunaux de Strasbourg, quel que soit le lieu d'utilisation de la plateforme Alsace Marchés Publics. Cette clause s'applique même en cas de référé, de pluralité de défendeurs, ou d'appel en garantie.

**9 - CLAUSES FINALES**

L'approbation et la signature de la convention d'adhésion implique de la part de l'entité l'acceptation de la présente charte d'utilisation de la plateforme Alsace Marchés Publics, dans l'intégralité de ses dispositions.

Les membres du groupement de commande approuvent la présente convention par la conclusion de la convention constitutive du groupement à laquelle la présente charte est annexée.

Toute modification aux présentes conditions d'utilisation fera l'objet d'une information et d'une notification aux entités par les membres du groupement.

Si une ou plusieurs dispositions des présentes conditions sont déclarées nulles ou caduques par application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision judiciaire ou administrative définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions continueront de s'appliquer.

Je soussigné (nom-prénom) .....  
représentant (nom de l'entité) .....  
déclare avoir pris connaissance des dispositions de la charte d'utilisation.

Fait à .....  
Le .....  
Signature



Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECISIONS PRISES  
PAR LE MAIRE (341/5.2.3/336)**

Afin de faciliter le fonctionnement de l'administration et d'accélérer le règlement des affaires, le Conseil Municipal a délégué en date du 17 juillet 2020 une partie de ses attributions au Maire en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L 2122-23 du même code, cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation de rendre compte au Conseil municipal des décisions prises par le Maire, par un Adjoint, ou par un conseiller municipal par subdélégation.

Les décisions suivantes ont été prises en application de ces dispositions :

**- Marchés publics passés par voie de procédure adaptée**

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date notification	Montant du marché (HT)	Nature
V2021109	423	WP 35 Rue du 26 novembre 67220 BASSEMBERG	Fourniture et pose de 300ml de clôture (hauteur 2 mètres) ex site PUPA	20/04/2021	10 425,00 €	Travaux
V2021107	425	TRAVAUX PUBLICS SCHNEIDER 9 Rue de la Martinique 68270 WITTENHEIM	Fourniture et transport de terre végétale	27/04/2021	7 000,00 €	Fournitures

V2021103	412	CARBONE CAFE 28 avenue Kennedy 68200 MULHOUSE	Elaboration du cycle de l'eau en Motion design	22/04/2021	5 300,00 €	Services
V2021102	4121	HERLI-France 16 Rue Desaix 67451 MUNDOLSHEIM	Nettoyage et stérilisation de la conduite secteur rue Laennec Mulhouse / Brunstatt	30/04/2021	8 000,00 €	Travaux
V2021100	41221	BIO UV 850 avenue Louis Médard 34400 LUNEL	Remplacement des équipements à rayonnement UVC pour le traitement de l'eau potable	27/04/2021	23 811,90 €	Fournitures
V2021099	41231	CAR 76 route du Rhin BP70321 67400 ILLKIRCH- GRAFFENSTADEN	Analyses des nitrates et pesticides des captages de la Hardt	23/04/2021	5 404,25 €	Services
V2021097	431	PERL ENVIRONNEMENT 163 route de Colmar 68040 INGERSHEIM	Construction d'un nouveau groupe scolaire Victor Hugo à Mulhouse - Diagnostic complémentaire de sol	30/04/2021	10 590,00 €	Services
V2021096	413	ENTREPRISE FAF 20 Rue verte 68120 PFASTATT	Fourniture de fleurs artificielles pour le jardin éphémère	22/04/2021	4 640,00 €	Fournitures
V2021092	431	ADN DECONTAMINATION 21 rue de Rixheim 68100 MULHOUSE	Immeuble 31-33 Grand'Rue - Assèchement de locaux suite à fuite d'eau	27/04/2021	6 007,00 €	Travaux
V2021090	413	TCA ENGINEERING 25 rue des Champs 68390 BATTENHEIM	Fourniture d'une armoire de commande, d'un automate de régulation et d'une station météo	19/04/2021	12 895,00 €	Fournitures
V2021089	1111	SEDI EQUIPEMENT 35 Chemin de Saint-Génies 30700 UZES	Fourniture de livrets de famille, encarts et pochettes	22/04/2021	5 105,00 €	Fournitures
V2021087	431	LABEAUNE 5, rue des Artisans 68280 SUNDHOFFEN	Rénovation de la chaufferie aux ateliers municipaux de la ville de Mulhouse	29/04/2021	176 276,00 €	Travaux

V2021086	1141	Adapei Papillons Blancs d'Alsace 2 avenue de Strasbourg 68350 DIDENHEIM	Cadeaux d'anniversaire des Personnes âgées en EHPAD	19/04/2021	9 600,00 €	Fournitures
V2021085	020	SYLNESS 6 rue Kellermann 68110 ILLZACH	Impression du journal municipal M+	24/04/2021	85 000,00 €	Services
V2021084	413	TCA ENGINEERING 25 rue des Champs 68390 BATTENHEIM	Fourniture et pose de pompes doseurs de marque Dosatrons	15/04/2021	8 475,00 €	Services
V2021080	433	NEOTECH 12 rue du Parc 68100 MULHOUSE	Motorisation du portail et interphonie au 39 boulevard Alfred Wallach à Mulhouse	19/04/2021	9 243,70 €	Travaux
V2021073	412	ED INSTITUT 8A Rue Schertz 67100 STRABOURG	Enquête téléphonique auprès des usagers du service de l'eau	25/03/2021	5 700,00 €	Travaux
V2021067	412	SAS FONTAINEO ZAC du pied des Gouttes 25200 MONTBELIARD	Acquisition et maintenance de fontaines à eau plate et pétillante installées sur le domaine public	22/04/2021	88 400,00 €	Fournitures
V2021066	413	SUNDGAU COMPOST 1 route de Ruederbach 68560 HIRSINGUE	Service de broyage d'arbres	23/03/2021	8 028,50 €	Services
V2021065	433	NEOTECH 12 rue du Parc 68100 MULHOUSE	Installation de lecteurs de badge pour la sécurisation des étages de l'entrée C de la Mairie de Mulhouse	06/04/2021	6 968,00 €	Fournitures
V2021062	020	PERISCOM 3 rue Saint Léon 67000 STRASBOURG	Campagne digitale relative à la plateforme relance Commerce	11/03/2021	4 180,00 €	Services
V2021061	423	PREMYS 9 Rue de l'industrie 68310 WITTELSHEIM	Fourniture de granulats naturels et grave béton pour travaux de voirie – Lot 2 Grave béton	25/03/2021	50 000,00 €	Fournitures
V2021060	423	TEGRAL Route de Bantzenheim 68390 BALDRESHEIM	Fourniture de granulats naturels et grave béton pour travaux de voirie – Lot 1 granulats Naturels	25/03/2021	120 000,00 €	Fournitures

V2021059	2213	SODEXO SFRS 6 rue de la Redoute CP 138 78043 GUYANCOURT	Fourniture de repas en liaison chaude à l'école de l'Illberg	31/03/2021	5 000,00 €	Services
V2021052	431	STRUCTURE CONCEPT 37 rue Victor Schoelcher 68200 MULHOUSE	Etude de faisabilité pour la modification des accès au « foyer haut » depuis le Hall de la Filature de Mulhouse	16/03/2021	4 400,00 €	Services
V2021049	431	MURA 25 rue Haute 68470 RANSPACH	Réaménagement du service jeunesse à la Mairie de Mulhouse - Menuiseries extérieures	10/03/2021	13 874,00 €	Travaux
V2021047	222	INOTECHNA 57A rue des Romains 68390 SAUSHEIM	Signalétique et mise en accessibilité du bâtiment B de l'Ecole Elémentaire Sainte Thérèse.	02/03/2021	14 265,90 €	Travaux
V2021046	431	CAP GENERATEUR ZAE Heiden Ouest 2 rue d'Allemagne 68310 WITTELSHEIM	Remplacement du groupe électrogène au parking des Maréchaux à Mulhouse	05/03/2021	31 740,00 €	Travaux
V2021045	43	SINGER PARQUETS 1 rue de la Poste 68140 GRIESBACH-AU-VAL	Rénovation du parquet de la grande salle de la Filature de Mulhouse	08/03/2021	47 000,00 €	Travaux
V2021044	414	GRAND EST AUTOMOBILE 7 rue de Berne 68110 ILLZACH	Acquisition d'une berline essence 5 places (marché subséquent n°19)	01/04/2021	19 646,33 €	Fournitures
V2021043	414	GARAGE MAURICE 54 rue de Brunstatt 68200 MULHOUSE	Acquisition d'un monospace 5 places (Marché Subséquent n°20)	26/03/2021	24 229,92 €	Fournitures
V2021042	43	STIHLE INDUSTRIE 2 rue des Champs 68220 HESINGUE	Remplacement de la Centrale de Traitement d'Air (CTA) de l'accueil et des salons au centre funéraire de Mulhouse	08/03/2021	17 151,31 €	Travaux
V2021033	41	WP 35 rue du 26 Novembre 67220 BASSEMBERG	Fourniture, pose et réparation de clôtures et portails	02/03/2021	85 000,00 €	Fournitures
Z2021060	423	DMPTP	Fourniture de matériaux et petite fourniture de	12/03/2021	30 000 €	Fournitures

		ZI du Coudray 4 Avenue Albert Einstein 93150 LE BLANC MESNIL	voirie – lot 2 matériaux de voirie			
Z2021059	423	DMPPTP ZI du Coudray 4 Avenue Albert Einstein 93150 LE BLANC MESNIL	Fourniture de matériaux et petite fourniture de voirie – lot 1 accessoires et éléments de voirie	12/03/2021	60 000,00 €	Fournitures
Z2021054	423	AXIMUM 1 rue Emile Schwoerer 68000 COLMAR	Marquage routier – travaux de renouvellement et d'amélioration	11/03/2021	1 000 000,00 €	Travaux

### -Actions en justice

- constitution de partie civile du 1er mars 2021 pour les faits de dégradation d'un potelet.
- constitution de partie civile du 29 mars 2021 pour les faits de dégradation d'un feu piéton.
- mémoire en réplique du 6 avril 2021 suite à une requête en contestation de la validité du marché de collecte et de valorisation de résidus métalliques issus de la crémation.
- constitution de partie civile du 20 avril 2021 pour les faits de rébellion sur des agents de la police municipale.
- décision du 27 avril 2021 désignant un avocat afin d'introduire un pourvoi devant la Cour de Cassation dans le cadre d'un litige avec un agent.

Le Conseil municipal prend acte des décisions prises par délégation de pouvoir.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**MARCHE D'ACQUISITION DE PRODUITS ET MATERIEL D'ENTRETIEN,  
PAPIER ET BROSSERIE INDUSTRIELLE – CONSTITUTION D'UN  
GROUPEMENT DE COMMANDES (2234/1.7.2/314)**

Le marché à bons de commande relatif à l'acquisition de produits et matériel d'entretien, papier et brosserie industrielle, conclu par un groupement de commandes constitué entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération, arrive à échéance au 31 décembre 2021.

Afin de poursuivre la recherche d'économies d'échelle et dans la mesure où les besoins des deux collectivités sont identiques et que certains locaux sont partagés, il est proposé à nouveau la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Mulhouse et m2A sur le fondement des articles L2313-6 et suivants du Code de la commande publique.

La convention constitutive du groupement, dont un projet est joint à la présente délibération, fixe les modalités de fonctionnement du groupement. Il est proposé que la Ville de Mulhouse soit coordonnateur du groupement, et soit chargée à ce titre de gérer la procédure de consultation jusqu'à la notification des marchés. La Commission d'Appel d'Offres sera celle de la Ville de Mulhouse. Après notification des marchés, chacun des membres du groupement est chargé de l'exécution des marchés, en émettant ses propres bons de commande.

La procédure de consultation utilisé sera l'appel d'offre ouvert conformément à article R. 2124-2 1° du Code de la commande publique. Le marché issu de cette procédure sera conclu pour une période de deux ans, reconductible une fois, soit une durée totale, toute période confondue de quatre ans.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché seront proposés aux budgets primitifs des exercices 2022 à 2025 :

Chapitre 011 – Article 60631 – Fonction 213  
Service gestionnaire et utilisateur : 221  
Ligne de crédit 1173 : Fournitures d'entretien

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions
- Charge Madame le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement de commandes et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution.

PJ : projet de convention de groupement de commandes

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





2<sup>ème</sup> Pôle Développement éducatif, sportif et culturel  
22 – Direction Education  
2234 – Unité marchés publics et DSP  
Affaire suivie par : MJ/MM – n° 0634

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT  
DE COMMANDES POUR LA PASSATION DE MARCHÉS PUBLICS  
D'ACQUISITION DE PRODUITS ET MATERIEL D'ENTRETIEN, DE PAPIER A USAGE  
SANITAIRE ET DE BROSSERIE INDUSTRIELLE  
(articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique)**

Entre

1. La Ville de Mulhouse, représentée par l'Adjointe déléguée à l'Education, Madame Chantal RISSER, agissant en vertu d'un arrêté en date du 4 juillet 2020.
2. La Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION représentée par son Président Monsieur Fabian JORDAN, représenté par la Vice-Présidente déléguée Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'un arrêté en date du 12 octobre 2020.

Il a été convenu ce qui suit :

**PREAMBULE**

La Ville de Mulhouse et m2A ont l'intention de souscrire des marchés ayant pour objet l'acquisition de produits et matériel d'entretien, de papier à usage sanitaire et de brosse industrielle pour les écoles, périscolaires et multi-accueils.

Les besoins des deux collectivités étant similaires et certains locaux étant partagés, ces collectivités souhaitent constituer un groupement de commandes en application des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique.

A cet effet, elles ont décidé de conclure une convention constitutive du groupement.

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes entre la Ville de Mulhouse et m2A, en vue de la passation de marchés pour l'achat de fournitures, de déterminer les modalités de fonctionnement du groupement et de régler les conditions dans lesquelles les marchés vont être passés.

## **Article 2 : Objet du marché**

Les marchés répondent aux caractéristiques principales suivantes :

Lot 1 : produits d'entretien des sols et autres surfaces

Lot 2 : produits d'entretien verts ou éco labellisés

Lot 3 : Matériel d'entretien des sols et autres surfaces

Lot 4 : Papier à usage sanitaire, ouate d'essuyage et matériel distributeur associé

Lot 5 : Brosserie industrielle et accessoires pour nettoyage des locaux

Lot 6 : Accessoires spécifiques

Ces 6 lots sont communs à la Ville de Mulhouse et à m2A.

La consultation sera lancée sur le fondement d'un accord-cadre à bons de commande par voie d'appel d'offres en application des articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique et des articles R.2124-2 1° et R.2161-1 à R.2161-5 du code précité.

Les variantes ne sont pas admises.

## **Article 3 : Fonctionnement du groupement**

### **3.1 Durée**

Le groupement de commandes est constitué à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, et ce jusqu'à la fin de l'exécution des marchés pour lesquels il est constitué.

### **3.2 Coordonnateur du groupement**

La Ville de Mulhouse est désignée, par l'ensemble des membres du groupement de commandes comme coordonnateur du groupement.

A ce titre, il lui incombe de gérer la procédure de consultation en application des dispositions de l'article L.2113-7 du Code de la commande publique :

- élaborer l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres,
- assurer l'ensemble des opérations de sélection du candidat titulaire (rédaction et envoi des avis d'appel public et d'attribution, information des candidats, rédaction du rapport d'analyse technique, secrétariat de la commission d'appel d'offres),

Le coordonnateur est chargé de signer et notifier le marché selon les dispositions de L.2113-7 du Code de la commande publique.

### **3.3 Frais de fonctionnement du groupement**

La Ville, en tant que coordonnateur du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis d'appel et des avis d'attribution
- les frais de reproduction des dossiers

- les frais d'envoi des dossiers
- les frais de gestion administrative et financière des marchés

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de coordonnateur.

#### **Article 4 : Déroulement de la procédure de consultation**

##### **4.1 Etablissement du dossier de consultation**

En tant que coordonnateur, la Ville de Mulhouse est chargée de la rédaction du dossier de consultation.

Les membres du groupement transmettent au coordonnateur toutes les informations nécessaires à la préparation du dossier de consultation.

##### **4.2 Commission d'appel d'offres**

La commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur en application des dispositions de l'article L1414-3 II du Code général des collectivités territoriales.

##### **4.3 Conclusion des marchés**

Il incombe au coordonnateur de signer les marchés au nom des membres du groupement et de les transmettre au contrôle de légalité.

Une copie du marché signé sera adressée à chaque membre du groupement.

Le coordonnateur est chargé de la notification du marché.

##### **4.4 Exécution des marchés**

Chacun des membres du groupement assure l'exécution des marchés passés en application de la présente convention de groupement de commandes.

En conséquence, les membres du groupement peuvent notamment émettre des bons de commande pour leurs besoins propres, et en assurent le propre paiement.

#### **Article 5 : Adhésion au groupement de commandes**

Aucune nouvelle adhésion au groupement de commandes ne pourra être prise en compte afin de ne pas bouleverser l'économie générale des marchés passés en application de la présente convention

#### **Article 6 : Retrait du groupement de commandes**

Aucun des membres ne pourra se retirer du groupement de commandes avant l'expiration du marché en cours d'exécution.

#### **Article 7 : Modification de la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

**Article 8 : Règlement des litiges**

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

**Article 9 : Représentation en justice**

m2A charge le coordonnateur de les représenter vis-à-vis du cocontractant et des tiers à l'occasion de tout litige né de la passation du marché. Les litiges susceptibles d'apparaître entre le cocontractant et un membre du groupement lors de l'exécution des marchés n'engageront que les parties concernées.

**Article 10 : Entrée en vigueur**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties  
La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

A Mulhouse, le

Pour m2A  
La Vice-Présidente déléguée

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée

**Mme Josiane MEHLEN**

**Mme Chantal RISSER**



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (KUNSTHALLE): CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2021 ENTRE LA VILLE DE MULHOUSE, ET L'ETAT (DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DU GRAND EST) (2112/8.9/312)**

Depuis son ouverture en 2009 la Kunsthalle, centre d'art contemporain de la Ville de Mulhouse, bénéficie du soutien financier de l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Grand Est), pour ses activités artistiques, ses résidences d'artistes ainsi que ses actions de médiation à destination des publics scolaires et du jeune public.

Le montant de ce soutien annuel était de 60 000 € les premières années et il s'élève depuis 2014 à un montant annuel minimum de 78 000 €.

Depuis 2016 le soutien de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Grand Est, est formalisé par une convention pluriannuelle d'objectifs (2016-2019) entre la Ville de Mulhouse et l'Etat.

Une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs de quatre ans est en préparation et couvrira les années 2022 à 2025.

En attendant cette nouvelle convention pluriannuelle, la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Grand Est, propose, comme en 2020, une convention annuelle.

Le montant de la subvention prévue est de 75 200€, qui ne comprend pas la réserve de précaution DRAC (gel budgétaire) de 4%, qui est généralement versée en fin d'année.

Ce montant est égal aux montants des années précédentes.

La présente délibération concerne la signature de la Convention annuelle d'objectifs 2021 entre la Ville de Mulhouse, (Kunsthalle), et l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Grand Est).

L'objet de la présente convention est de définir le cadre et les modalités d'intervention financière de l'État au financement des actions menées en 2021 par la Kunsthalle, et notamment :

- les activités artistiques de la Kunsthalle
- les résidences d'artistes de la Kunsthalle
- les actions de médiation de la Kunsthalle.

Le montant prévisionnel des subventions a été inscrit en recettes au Budget primitif 2021, Chapitre 74 – article 74718 – fonction 23

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve la convention entre la Ville de Mulhouse et l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Grand Est)
- Charge le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer les actes nécessaires.

PJ : Convention annuelle d'objectifs 2021 entre la Ville de Mulhouse et l'Etat

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS  
2021**

**Entre**

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Madame Christelle CREFF-WALRAVENS, directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, agissant au nom de Madame la Préfète de la région Grand Est, ci-après désignée par le terme « l'État », d'une part,

**Et**

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ, siégeant 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse (68062), dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2021 ; N° SIRET : 216 802 249 00013 et ci-après désigné « le bénéficiaire » d'autre part.

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;  
VU le régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023 ;  
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;  
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;  
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;  
VU la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;  
VU le décret n°2020-1754 du 29 décembre 2020 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2020-721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;  
VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;  
VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;  
VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 202/574 du 28 décembre 2020 portant délégation de signature à Mme Christelle CREFF-WALRAVENS, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional ;

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est  
Palais du Rhin – 2 place de la République – 67082 Strasbourg cedex – tél. 03 88 15 57 00  
www.culture.gouv.fr/Regions/Grand-Est

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables ;

- et le cas échéant, les coûts indirects (ou « frais de structure ») éligibles tels qu'évalués dans l'annexe.

3.3 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet.

**ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

4.1 Au titre du règlement (UE) n°651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'État contribue financièrement au projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

La contribution de l'État prend la forme d'une subvention. L'État n'en attend aucune contrepartie directe.

4.2 L'État contribue financièrement pour un montant total de 75 200 € (soixante-quinze mille deux cents euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles tels que mentionnés aux budgets prévisionnels joints en annexes.

Cette subvention se répartit comme suit :

- Activités artistiques de la Kunsthalle : 57 600 € (programme 131)
- Résidences d'artistes de la Kunsthalle : 9 600 € (programme 131)
- Actions de médiation de la Kunsthalle : 8 000 € (programme 361) répartis comme suit :
  - Kunstaparté : 2 500 €
  - Kunstkids : 2 500 €
  - Workshop « Faire le mur » d'Hélène Bleys : 900 €
  - Workshop « Qalqalah : plus d'une langue » : 800 €
  - Workshop « Broder son temps » de Tanja Boukal : 900 €
  - Rendez-vous famille : 400 €.

Ce montant tient compte de la réserve de précaution de 4% appliquée sur les crédits du BOP 131 relevant du ministère de la culture au titre de l'année 2021.

En cas de levée du gel budgétaire, ce montant pourra être abondé dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

4.3 La contribution financière de l'État mentionnée au paragraphe 4.2 n'est applicable que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

VU l'arrêté préfectoral n°2020/038 du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Christelle CREFF-WALRAVENS, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;  
VU l'arrêté n° 2021/01 du 8 janvier 2021 publié le 15 janvier 2021 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et/ou ordonnancement secondaire) ;  
VU les budgets opérationnels de programmes 131 et 361 de la mission culture ;  
VU l'avis favorable définitif sur les budgets opérationnels de programmes 131 et 361 du Contrôle budgétaire de la région Grand Est en date du 17 février 2021 ;  
VU la demande de subvention de la Ville de Mulhouse datée du 24 septembre 2020 portant sur la Kunsthalle ;

SUR proposition de la directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;

**Il est convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités d'intervention financière de l'État en faveur de la Ville de Mulhouse à titre de participation au financement des actions menées en 2021 par la Kunsthalle, centre d'art contemporain de Mulhouse :

- Activités artistiques
- Résidences d'artistes
- Actions de médiation :
  - Kunstaparté
  - Kunstkids
  - Workshop « Faire le mur » d'Hélène Bleys
  - Workshop « Qalqalah : plus d'une langue »
  - Workshop « Broder son temps » de Tanja Boukal
  - Rendez-vous famille.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs en cours d'élaboration pour les années 2021-2024.

**ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

**ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET**

3.1 Le coût total des projets est évalué à :

- 540 000 € pour les activités artistiques de la Kunsthalle
- 76 875 € pour les résidences d'artistes de la Kunsthalle,
- 7 500 € pour Kunstaparté
- 6 300 € pour Kunstkids
- 3 200 € pour le Workshop « Faire le mur » d'Hélène Bleys
- 4 350 € pour le Workshop « Qalqalah : plus d'une langue »
- 2 650 € pour le Workshop « Broder son temps » de Tanja Boukal
- 1 325 € pour Rendez-vous famille,

conformément aux budgets prévisionnels joints en annexes et aux règles définies à l'article 3.2 ci-dessous.

3.2 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

**ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

5.1 L'État verse :

- Une avance à la signature de la présente convention d'un montant de 37 600 € répartis comme suit :
  - Activités artistiques de la Kunsthalle : 28 800 € (activité 013100050301)
  - Résidences d'artistes de la Kunsthalle : 4 800 € (activité 013100050301)
  - Actions de médiation de la Kunsthalle : 4 000 € répartis comme suit :
    - Kunstaparté : 1 250 € (activité 036100110702)
    - Kunstkids : 1 250 € (activité 036100100802)
    - Workshop « Faire le mur » d'Hélène Bleys : 450 € (activité 036100100801)
    - Workshop « Qalqalah : plus d'une langue » : 400 € (activité 036100101201)
    - Workshop « Broder son temps » de Tanja Boukal : 450 € (activité 036100100801)
    - Rendez-vous famille : 200 € (activité 036100100802).
- Le solde d'un montant de 37 600 € après les vérifications réalisées par l'État conformément à l'article 5, selon la répartition suivante :
  - Activités artistiques de la Kunsthalle : 28 800 € (activité 013100050301)
  - Résidences d'artistes de la Kunsthalle : 4 800 € (activité 013100050301)
  - Actions de médiation de la Kunsthalle : 4 000 € répartis comme suit :
    - Kunstaparté : 1 250 € (activité 036100110702)
    - Kunstkids : 1 250 € (activité 036100100802)
    - Workshop « Faire le mur » d'Hélène Bleys : 450 € (activité 036100100801)
    - Workshop « Qalqalah : plus d'une langue » : 400 € (activité 036100101201)
    - Workshop « Broder son temps » de Tanja Boukal : 450 € (activité 036100100801)
    - Rendez-vous famille : 200 € (activité 036100100802).

5.2 La subvention est imputée sur les crédits ouverts aux budgets opérationnels de programmes de la DRAC Grand Est - Exercice 2021 :

- Programme 131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0131-02-08, activité 013100050301 (centres d'art conventionnés d'intérêt national) : 67 200 €
- Programme 361, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0361-02-21, activité 036100100801 (Pratiques artistiques et culturelles en temps scolaire) : 1 800 €
- Programme 361, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0361-02-21, activité 036100100802 (Pratiques artistiques et culturelles hors temps scolaire) : 2 900 €
- Programme 361, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0361-02-21, activité 036100101201 (développement des partenariats - hors contrats territoires lecture) : 800 €
- Programme 361, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0361-02-22, activité 036100110702 (actions à destination des publics en établissement hospitalier et médico-social - hors EAC) : 2 500 €.

5.3 La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte : TRÉSORERIE DE MULHOUSE MUNICIPALE  
N° SIRET : 216 802 249 00013  
N° Identifiant Chorus : 2100030992  
Établissement bancaire : Banque de France  
IBAN : FR25 3000 1005 81C6 8400 0000 016  
BIC : BDFEFRPPCT

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est la directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.

#### ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité.

#### ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai l'État de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'État sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire de cette subvention est tenu de faire figurer le logotype de l'État sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet...). A noter : l'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : État / Région / Département / Ville / autres partenaires. En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « Avec le soutien du ministère de la culture (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) ». Le logo et la charte graphique sont à télécharger sur le lien : <https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/aides-demarches/Demande-de-logo>.

7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

#### ARTICLE 8 – SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit de l'État, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

8.3 L'État informe le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

#### ARTICLE 9 – ÉVALUATION

L'État procède à la réalisation d'une évaluation de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

#### ARTICLE 10 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'État. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

10.2 L'État contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans ce cadre, l'État peut exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention attribuée.

#### ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUELEMENT DE L'AIDE

Le renouvellement de l'aide de l'État est subordonné à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

#### ARTICLE 12 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'État et le bénéficiaire.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

#### ARTICLE 13 – ANNEXES

L'annexe fait partie intégrante de la présente convention.

#### ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

#### ARTICLE 15 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le  
(en deux exemplaires)

Pour le bénéficiaire,  
La Ville de Mulhouse,  
Le Maire

Pour la préfète de la région Grand Est  
et par délégation,  
la Directrice régionale des affaires culturelles

Michèle LUTZ

Christelle CREFF-WALRAVENS

## 2 Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2021		ou date de début :		date de fin :	
CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant		
<b>CHARGES DIRECTES</b>					
<b>80 - Achats</b>	131500	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>			
Prestations de services	67600				
Achats matières et fournitures	64000	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	642900		
Autres fournisseurs	20000	Etat : préfecture (ex) ministères) collectivités) DRAC Grand Est			
<b>81 - Services extérieurs</b>	6800				
Locations	6800	- Activités artistiques et résidences	70000		
Entretien et réparation	8900	- Médiation	8000		
Assurance		Région(s) :			
Documentation	300	- Région Alsace	30000		
		Département(s) :			
<b>82 - Autres services extérieurs</b>	86200	- Département du Haut-Rhin	25000		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	35000	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>			
Publicité, publication	29000	-			
Déplacements, missions	28000	Commune(s) :			
Services bancaires, autres	200	- Ville de Mulhouse	515200		
<b>83 - Impôts et taxes</b>	200	Organismes sociaux (détailler) :			
Impôts et taxes sur rémunération,		-			
Autres impôts et taxes	200	Fonds européens			
<b>84 - Charges de personnel</b>	381500				
Rémunération des personnels	381500	L'Agence de services et de paiement (ex-CHNSEA - emplois aidés)			
Charges sociales		Autres établissements publics	4500		
Autres charges de personnel		Aides privées			
<b>85 - Autres charges de gestion courante</b>	30000	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>			
<b>86 - Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs			
<b>87 - Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>			
<b>88 - Dotations aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	642200	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	642200		
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>					
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0		
Secours en nature		Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature			
Personnel bénévole		Dons en nature			
<b>TOTAL</b>	642200	<b>TOTAL</b>	642200		

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les zéros à l'échelle.  
<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et doivent être justifiées. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.  
<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.  
<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du Règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'exercice et une possibilité d'inscription en complémentarité avec les engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

IML 2196024900013

Page 5 sur 16

## 3.2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2020L			
CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>			
<b>80 - Achats</b>	97400	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services	40800		
Achats matières et fournitures	66600	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	540000
Autres fournisseurs		Etat : préfecture (ex) ministères) collectivités) DRAC Grand Est	
<b>81 - Services extérieurs</b>	300		
Locations		- Région(s) :	60000
Entretien et réparation		-	
Assurance		Département(s) :	
Documentation	300	Département(s) du Haut-Rhin	11000
<b>82 - Autres services extérieurs</b>	97700	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10050	-	
Publicité, publication	29000	Commune(s) :	
Déplacements, missions	20000	- Ville de Mulhouse	489000
Services bancaires, autres	200		
<b>83 - Impôts et taxes</b>	200	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	200	Fonds européens	
<b>84 - Charges de personnel</b>	352400		
Rémunération des personnels	352400	L'Agence de services et de paiement (ex-CHNSEA - emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
<b>85 - Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>86 - Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>87 - Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>88 - Dotations aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>		<b>CHARGES INDIRECTES</b>	
Charges fixes de fonctionnement	31950	Frais financiers	
Autres		Autres	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	540000	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	540000
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	540000	<b>TOTAL</b>	540000

La subvention de 60000€ représente 11,11% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les zéros à l'échelle.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et doivent être justifiées. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du Règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'exercice et une possibilité d'inscription en complémentarité avec les engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

IML 2196024900011

Page 10 sur 16

## 3.2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2020L			
CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>			
<b>80 - Achats</b>	30600	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services	25600		
Achats matières et fournitures	6000	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	76875
Autres fournisseurs		Etat : préfecture (ex) ministères) collectivités) DRAC Grand Est	10000
<b>81 - Services extérieurs</b>	6100		
Locations	6100	- Région(s) :	
Entretien et réparation		- Région Alsace	
Assurance		Département(s) :	
Documentation		Département(s) du Haut-Rhin	6000
<b>82 - Autres services extérieurs</b>	18000	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10000	-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	2800	- Ville de Mulhouse	81875
Services bancaires, autres			
<b>83 - Impôts et taxes</b>	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>84 - Charges de personnel</b>	19075		
Rémunération des personnels	19075	L'Agence de services et de paiement (ex-CHNSEA - emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
<b>85 - Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>86 - Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>87 - Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>88 - Dotations aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>		<b>CHARGES INDIRECTES</b>	
Charges fixes de fonctionnement	2000	Frais financiers	
Autres		Autres	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	76875	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	76875
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	76875	<b>TOTAL</b>	76875

La subvention de 10000€ représente 13,01% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les zéros à l'échelle.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et doivent être justifiées. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du Règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'exercice et une possibilité d'inscription en complémentarité avec les engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

IML 2196024900011

Page 10 sur 16

## 3.2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021			
CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>			
<b>80 - Achats</b>	1000	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	1000	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	7500
Autres fournisseurs		Etat : préfecture (ex) ministères) collectivités) DRAC Grand Est	
<b>81 - Services extérieurs</b>			
Locations		- Région(s) :	2500
Entretien et réparation		-	
Assurance		Département(s) :	
Documentation		Département(s) du Haut-Rhin	700
<b>82 - Autres services extérieurs</b>	2600	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2600	-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		- Ville de Mulhouse	4500
Services bancaires, autres			
<b>83 - Impôts et taxes</b>	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>84 - Charges de personnel</b>	3000		
Rémunération des personnels	3000	L'Agence de services et de paiement (ex-CHNSEA - emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
<b>85 - Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>86 - Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>87 - Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>88 - Dotations aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>		<b>CHARGES INDIRECTES</b>	
Charges fixes de fonctionnement	300	Frais financiers	
Autres		Autres	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	7500	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	7500
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	7500	<b>TOTAL</b>	7500

La subvention de 2000€ représente 33,33% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les zéros à l'échelle.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et doivent être justifiées. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du Règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'exercice et une possibilité d'inscription en complémentarité avec les engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

IML 2196024900011

Page 10 sur 16

## 3.2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant <sup>14</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 - Achats</b>	1500	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	1500	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	6300
Autres fournitures		Etat - préfecture (le(s) ministère(s) sollicité(s))	
<b>61 - Services extérieurs</b>	0	- DRAC Grand Est	2800
Localités			
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance			
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	2500	Département du Haut-Rhin	1000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2500	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		- Ville de Mulhouse	2800
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64 - Charges de personnel</b>	2000	L'agence de services et de paiement (ex CHASEA - emplois aidés)	
Rémunération des personnels	2000	Autres établissements publics	
Charges sociales		Aides privées	
Autres charges de personnel		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>66 - Charges financières</b>		76 - Produits financiers	
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
<b>68 - Dotation aux amortissements</b>			
<b>CHARGES INDIRECTES</b>		<b>CHARGES INDIRECTES</b>	
Charges fixes de fonctionnement	300	Frais financiers	300
Frais financiers		Autres	
Autres		<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>6300</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>6300</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>6300</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>		<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>	
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6300</b>	<b>TOTAL</b>	<b>6300</b>
La subvention de 2500€ représente 39,68% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>14</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et lient le ou les bénéficiaires. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information quantitative ou à défaut, qualitative dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Int. 2190024000(1)

MAJ

Page 10 sur 18

## 3.2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant <sup>14</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 - Achats</b>	2500	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	2500	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	3200
Autres fournitures		Etat - préfecture (le(s) ministère(s) sollicité(s))	
<b>61 - Services extérieurs</b>	0	- DRAC Grand Est	900
Localités			
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance			
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	1100	Département du Haut-Rhin	600
Rémunérations intermédiaires et honoraires	750	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication	100		
Déplacements, missions	250	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		- Ville de Mulhouse	1000
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64 - Charges de personnel</b>	1550	L'agence de services et de paiement (ex CHASEA - emplois aidés)	
Rémunération des personnels	1550	Autres établissements publics	
Charges sociales		Aides privées	
Autres charges de personnel		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>66 - Charges financières</b>		76 - Produits financiers	
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
<b>68 - Dotation aux amortissements</b>			
<b>CHARGES INDIRECTES</b>		<b>CHARGES INDIRECTES</b>	
Charges fixes de fonctionnement	300	Frais financiers	300
Frais financiers		Autres	
Autres		<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3200</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3200</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3200</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>		<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>	
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3200</b>	<b>TOTAL</b>	<b>3200</b>
La subvention de 900€ représente 28,13% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>14</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et lient le ou les bénéficiaires. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information quantitative ou à défaut, qualitative dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Int. 2190024000(1)

MAJ

Page 10 sur 16

## 3.2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant <sup>14</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 - Achats</b>	2500	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	2500	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	4350
Autres fournitures		Etat - préfecture (le(s) ministère(s) sollicité(s))	
<b>61 - Services extérieurs</b>	0	- DRAC Grand Est	900
Localités			
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance			
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	2100	Département du Haut-Rhin	500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1500	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication			
Déplacements, missions	600	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		- Ville de Mulhouse	2900
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64 - Charges de personnel</b>	1500	L'agence de services et de paiement (ex CHASEA - emplois aidés)	
Rémunération des personnels	1500	Autres établissements publics	
Charges sociales		Aides privées	
Autres charges de personnel		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>66 - Charges financières</b>		76 - Produits financiers	
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
<b>68 - Dotation aux amortissements</b>			
<b>CHARGES INDIRECTES</b>		<b>CHARGES INDIRECTES</b>	
Charges fixes de fonctionnement	500	Frais financiers	500
Frais financiers		Autres	
Autres		<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>4350</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>4350</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>4350</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>		<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>	
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4350</b>	<b>TOTAL</b>	<b>4350</b>
La subvention de 900€ représente 20,69% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>14</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et lient le ou les bénéficiaires. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information quantitative ou à défaut, qualitative dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Int. 2190024000(1)

MAJ

Page 10 sur 18

## 3.2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGE	Montant <sup>14</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 - Achats</b>	2000	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	2000	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	2550
Autres fournitures		Etat - préfecture (le(s) ministère(s) sollicité(s))	
<b>61 - Services extérieurs</b>	0	- DRAC Grand Est	900
Localités			
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance			
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	950	Département du Haut-Rhin	500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	400	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication	100		
Déplacements, missions	450	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		- Ville de Mulhouse	1250
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64 - Charges de personnel</b>	1000	L'agence de services et de paiement (ex CHASEA - emplois aidés)	
Rémunération des personnels	1000	Autres établissements publics	
Charges sociales		Aides privées	
Autres charges de personnel		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>66 - Charges financières</b>		76 - Produits financiers	
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
<b>68 - Dotation aux amortissements</b>			
<b>CHARGES INDIRECTES</b>		<b>CHARGES INDIRECTES</b>	
Charges fixes de fonctionnement	500	Frais financiers	500
Frais financiers		Autres	
Autres		<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2950</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2950</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>2950</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>		<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>	
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2950</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2950</b>
La subvention de 600€ représente 33,94% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>14</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et lient le ou les bénéficiaires. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information quantitative ou à défaut, qualitative dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Int. 2190024000(1)

MAJ

Page 10 sur 18

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant <sup>14</sup>	RESSOURCES DIRECTES	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 - Achats	400	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	400	74 - Subventions d'exploitation <sup>15</sup>	1325
Autres fournitures		Etat ; précher les(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	0	- DRAC Grand Est	400
Localités			
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		Département(s) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	400		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	400	Intécommunalité(s) : EPCI <sup>16</sup>	
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		- Ville de Mulhouse	1325
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailier) :	
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64 - Charges de personnel	376		
Rémunération des personnels	376	L'agence de services et de paiement (ex CHASEA - emplois seniors)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides prévues	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66 - Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67 - Charges exceptionnelles		78 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements		79 - Reprises sur amortissements et provisions	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
Charges fixes de fonctionnement	150		
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1325</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1325</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>17</sup></b>			
66 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	67 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévoles	
MISE à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>1325</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1325</b>
<p>La subvention de 400€ représente 30,19% du total des produits :  (montant subvention/total des produits) x 100.</p>			

<sup>14</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>15</sup> L'attribution du demandeur est appelée sur le fait que les indicateurs sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et doivent être justifiés. Aussi, document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>16</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>17</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une répartition (quantitative ou à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'imputation en comptabilité mais un engagement « hors bilan » et « au fil du » du compte de résultat.



Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (KUNSTHALLE) : ADHESION DE LA VILLE DE MULHOUSE AU POLE ARTS VISUELS GRAND EST (2112/8.9/320)**

L'association Pôle Arts Visuels Grand Est a été créée le 2 novembre 2020.

Elle se substitue aux réseaux territoriaux d'art contemporain présents dans le Grand Est, à savoir pour l'ancienne Région Alsace au réseau Versant Est qui existait depuis 2006 et dont la Kunsthalle était membre depuis 2008.

Elle a pour objectif la structuration professionnelle du secteur des arts plastiques et visuels du Grand Est (artistes auteurs, métiers des arts visuels, structures et leurs partenaires).

De 2017 à 2020, un SODAVI (Schéma d'orientation pour le développement des arts visuels) engagé par la DRAC Grand Est et les réseaux territoriaux d'art contemporain, a permis une étude territoriale sectorielle. Le Pôle Arts Visuels Grand Est s'inscrit dans la continuité de ce travail.

L'adhésion à cette association permettra à la Kunsthalle de :

- participer à la représentation de l'ensemble des acteurs des arts visuels
- bénéficier d'un espace de concertation avec les acteurs des arts visuels
- faire réseau avec des professionnels de la région
- contribuer à l'amélioration des conditions d'exercice des professionnels des arts visuels
- participer à une cohésion d'ensemble et une dynamique collective pour assurer une meilleure visibilité aux acteurs
- bénéficier d'un travail de veille et d'information
- participer à des journées de partage de connaissance
- faire avancer des chantiers dans la continuité du SODAVI Grand Est.

Les membres du Pôle s'engagent à conduire un projet en cohérence avec les objectifs et les valeurs portées par l'association et à respecter la Charte de bonnes pratiques professionnelles issue du Schéma d'orientation pour le développement des arts visuels (SODAVI) Grand Est.

Suite à la délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2020, cette Charte a déjà été signée par la Ville de Mulhouse et la Kunsthalle le 12 février 2021.

Il est proposé que la Ville de Mulhouse adhère au Pôle Arts Visuels Grand Est.

Le coût de la cotisation annuelle est de 750 euros.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2021

Chapitre 011 - article 6281 - fonction 23

Service gestionnaire et utilisateur 2112

Ligne de crédit n° 23796.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve l'adhésion de la Ville de Mulhouse à l'association Pôle Arts Visuels Grand Est
- Approuve le versement de la cotisation au titre de l'année 2021
- Autorise le Maire à désigner Mme Anne-Catherine Goetz, adjointe à la culture et au patrimoine comme représentante de la Ville de Mulhouse et à désigner également un ou une responsable technique en charge de la coordination locale.

PJ : Statuts de l'association Pôle Arts Visuels Grand Est

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



# Pôle arts visuels Grand Est

## Statuts

### Article 1 : Dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par les articles 21 à 79 – III du Code civil local. Elle sera inscrite au registre des associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg.

Elle est dénommée **Pôle arts visuels Grand Est**

### Article 2 : Siège social

Le siège est fixé c/o Association Le Faubourg, 109 Avenue de Colmar, 67100 Strasbourg

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil des Collèges.

### Article 3 : Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée.

### Article 4 : Objet

Cette association a pour but d'intérêt général la structuration professionnelle du secteur des arts plastiques et visuels Grand Est impliquant l'ensemble de l'écosystème (artistes-auteurs, métiers des arts visuels, structures et leurs partenaires), elle poursuit un but non lucratif.

Les objectifs en 6 points :

- Représenter et porter la voix de l'ensemble des acteur-riche-s des arts visuels
- Être un espace de concertation entre les acteur-riche-s des arts visuels
- Faire réseau au sein d'un territoire régional partagé
- Structurer et professionnaliser l'écosystème des arts visuels
- Contribuer à l'amélioration des conditions d'exercice des professionnel.le.s des arts visuels
- Créer une cohésion d'ensemble et une dynamique collective pour assurer une meilleure visibilité aux acteurs
- Mutualiser un travail de veille et d'information
- Favoriser un échange de savoirs afin de stimuler une intelligence collective

L'association développera tous les moyens qu'elle jugera appropriés pour réaliser son objet.

### Article 5 : Valeurs et éthique

Les membres de droit sont des représentants désignés par l'Etat et les collectivités territoriales qui financent le Pôle arts visuels Grand Est. Ils sont dispensés de cotisations, siègent aux assemblées générales avec une voix consultative.

### d) Membres invités

Les membres invités sont des personnes physiques ressources, soutenant l'association et ses activités, sollicitées par le Conseil des collèges. Ils participent aux assemblées générales avec une voix consultative.

### Article 7 : Modalités et critères d'adhésion

L'admission à l'association est réservée aux personnes physiques et morales souhaitant contribuer à la réalisation de l'objet de l'association. Les membres fondateurs reçoivent automatiquement la qualité d'adhérent.

Les adhérents s'engagent à conduire un projet en cohérence avec l'objet et les valeurs portées par l'association.

Tout candidat à l'adhésion doit remplir une demande d'adhésion. En cas d'adhésion d'une personne morale, le formulaire d'adhésion doit être signé par le responsable légal.

La demande comprend :

- un formulaire,
- une lettre de motivation
- deux parrains ou marraines
- pour les structures, ceci sera complété par un projet artistique
- pour les artistes-auteurs, ceci sera complété par un portfolio et l'avis de situation au répertoire SIRENE
- pour les salarié-e-s, ceci sera complété par une attestation d'employeur

L'association accueille les nouveaux membres tout au long de l'année. Le Conseil des Collèges accepte les demandes d'adhésion à la majorité de ses membres.

L'adhésion est reconductible sans limite de temps. Elle peut néanmoins être reconsidérée au regard de l'article 8 des statuts. Une même personne physique ne peut pas siéger à plus d'un titre.

### Article 8 : Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd par :

#### a) le décès :

b) la démission adressée par écrit au Conseil des collèges ; celle-ci sera effective après exécution d'un préavis de quinze jours

#### c) l'exclusion :

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par le Conseil des collèges pour les motifs suivants :

- le non-paiement de la cotisation,

Les membres du Pôle s'engagent à respecter la charte de bonnes pratiques professionnelles issue du Schéma d'orientation pour le développement des arts visuels (SODAVI) Grand Est, notamment :

- contractualiser toutes collaborations afin d'assurer une juste rémunération du travail des artistes auteur-e-s, en étant attentif aux recommandations issues de la grille de rémunération éditée par le Ministère de la Culture,
- mettre en œuvre des conditions de travail saines et optimales pour tous les professionnels de l'art dans le respect des lois en vigueur, afin de garantir un environnement de travail respectueux à l'égard de tous leurs collaborateur-riche-s,
- développer des relations solidaires avec les autres acteur-riche-s du monde de l'art grâce à la mise en commun de leurs expériences, de leurs savoirs afin de créer une dynamique collective au sein de l'écosystème de l'art contemporain,
- développer une programmation plurielle et diversifiée reflétant ainsi toute la multiplicité de la création contemporaine
- réduire leur impact écologique en favorisant toute initiative de développement durable permettant le respect de l'environnement et du vivant.

### Article 6 : Composition de l'association

Les membres actifs et membres associés s'acquittent d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale.

#### a) Membres actifs :

Les membres actifs doivent justifier d'un siège social ou d'une résidence sur le territoire de la région Grand Est.

Les membres actifs de l'association sont soit des personnes physiques, soit des personnes morales de droit public ou privé œuvrant de manière pérenne dans le champ de la création, de la production, de la diffusion, de la médiation et de la formation en arts plastiques et visuels. Chaque membre est représenté par une personne physique, et dispose d'un pouvoir de décision quant aux propositions ou aux actions discutées au sein de l'association.

Les membres actifs disposant d'une voix délibérative à l'assemblée générale et sont éligibles au Conseil des collèges.

#### b) Membres associés :

Leur siège ou lieu de résidence peut être situé en dehors de la région Grand Est (autres régions, pays transfrontaliers).

Les membres associés de l'association sont soit des personnes physiques soit des personnes morales de droit public ou privé dont l'activité est convergente et complémentaire avec celle de l'association. Chaque membre est représenté par une personne physique, et dispose d'un pouvoir de décision quant aux propositions ou aux actions discutées au sein de l'association.

Les membres associés sont conviés à l'assemblée générale. Ils ne sont pas éligibles au Conseil des collèges et disposent d'une voix consultative.

#### c) Membres de droit :

- la radiation prononcée par le Conseil des collèges à la suite de trois absences consécutives non justifiées à l'assemblée générale de l'association
- l'exclusion pour motif grave, prononcée par le Conseil des collèges et signifiée par écrit

### Article 9 : Assemblée générale

#### a) Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale (ordinaire) comprend l'ensemble des membres à jour de leurs cotisations. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Conseil des collèges de l'association ou à la demande du quart au moins des membres et peut se tenir par visioconférence.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire désigné au sein du Conseil des collèges. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Le quorum requis pour délibérer est de la moitié au moins de ses membres actifs (présents ou représentés). Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée générale est convoquée dans un délai maximum de 30 jours ; les décisions sont alors prises quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Chaque membre votant, absent et dûment excusé, peut se faire représenter et donner pouvoir à un autre membre votant de l'instance concernée, sans que celui-ci ne puisse posséder plus de deux pouvoirs en plus du sien.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. Toutes les délibérations sont prises à main levée, excepté l'élection des membres du conseil. Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris aux absents ou représentés.

Le-la président-e et vice-président-e.s, assiste-a des membres du conseil des collèges, président l'assemblée, expose la situation morale et l'activité de l'association, et les soumet à l'approbation de l'assemblée.

Le-la trésorier-ère et vice-trésorier-ère.s rendent compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) à l'approbation de l'assemblée.

L'assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles.

Elle approuve les comptes de l'exercice et vote le budget de l'exercice suivant.

Elle élit ses représentant-e-s au Conseil des collèges en veillant au respect du principe de la représentativité territoriale, de la diversité et de la parité des membres.

#### b) Assemblée générale extraordinaire

Si besoin est, l'assemblée générale extraordinaire se réunit sur convocation du Conseil des collèges de l'association ou à la demande de la moitié plus un des membres actifs et peut se tenir par visioconférence.

Elle est seule compétente pour modifier les présents statuts et dissoudre l'association. Les

Handwritten signatures: SKB, JFM, RN, SH, CR, RD, GP

Handwritten signatures: SKB, JFM, RN, SH, CR, RD, GP

Handwritten signatures: SKB, JFM, RN, SH, CR, RD, GP

Handwritten signatures: SKB, JFM, RN, SH, CR, RD, GP

modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Le quorum requis pour délibérer est des deux tiers de ses membres actifs (présents ou représentés).  
Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée générale extraordinaire doit se tenir dans un délai maximum de 30 jours ; les décisions sont alors prises à la majorité simple, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

**Article 10 : Collèges**

L'association est constituée de trois collèges représentant les différentes catégories de membres de l'association :

- Collège artistes-auteur.e.s
- Collège métiers
- Collège structures

**a) Collège artistes-auteurs**

Ce Collège est composé de personnes physiques disposant d'un numéro de SIRET (artistes, chercheurs en art, critiques et commissaires d'expositions...) et du code APE 9003A ou APE9003B et d'un numéro de SIRET (artistes, chercheurs en art, critiques et commissaires d'expositions...) devant justifier d'au moins un an d'activité de création dans le champ des arts visuels et/ou d'un travail de recherche dans le champ de l'art contemporain.

**b) Collège métiers**

Ce Collège est composé de personnes physiques pouvant justifier d'une activité professionnelle d'au moins un an d'activité dans le champ des arts visuels :

- Médiateur-trice-s
- Régisseur-se-s
- Chargé-e-s de communication
- Chargé-e-s d'exposition
- Administrateur-trice-s
- Bibliothécaires et documentalistes
- Conservateur-trice-s
- Enseignant-e-s, Universitaires, théoricien-ne-s et toute autre profession non listée ici en lien avec ce secteur

**c) Collège structures**

Ce Collège est composé de personnes morales, *membres actifs de l'association* et justifiant d'au moins un an d'activité dans le champ des arts visuels.

**Article 11 : Conseil des collèges**

**a) Élection/désignation des représentant.e.s des collèges**

Lors de l'Assemblée Générale, chaque collège élit trois personnes physiques maximum issues de ses membres actifs. L'élection se fait à la majorité simple de ses membres présents ou représentés et disposant du droit de vote.

*Handwritten signatures and initials: SKB, JFM, SW, RN, R, RD, etc.*

En cas de vacance (démission, radiation), le Conseil des collèges peut pouvoir provisoirement au remplacement de ses membres sur proposition des membres du Collège concerné. Il est procédé à leur remplacement définitif par la prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élu.e.s prennent fin au terme où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

La présence ou la représentation des deux tiers des membres est nécessaire pour que le Conseil des collèges puisse délibérer valablement.

Dans le cas où le quorum ne serait pas réuni, il est convoqué à nouveau sous 15 jours au plus tard et peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre de présents.

**c) Chantiers annuels**

Le conseil des collèges veille à la réalisation des chantiers annuels impulsés par les collèges.

**Article 12 : Rétribution et remboursements de frais**

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du Conseil des collèges, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs.

**Article 13 : Personnel**

Le Conseil des collèges définit le ou les postes nécessaires à la mise en œuvre des actions. Il définit les modalités de recrutement dans le **règlement intérieur**.

**Article 14 : Règlement intérieur**

Un **règlement intérieur** est établi par le Conseil des collèges, qui le fait approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association, la règle de calcul pour les cotisations. Toute modification du règlement intérieur doit être votée par l'assemblée générale.

**Article 15 : Ressources**

Les ressources de l'association proviennent de toute ressource autorisée par les textes législatifs et réglementaires.

**Article 16 : Modification des statuts**

Toute modification des statuts de l'association est décidée par le Conseil des collèges et nécessite la convocation d'une assemblée générale extraordinaire.

*Handwritten signatures and initials: SKB, JFM, SW, RN, R, RD, etc.*

Les mandats sont d'une durée de trois ans, renouvelables. Une attention particulière sera apportée à la représentativité territoriale, de la diversité et de la parité des représentant.e.s élu.e.s.

**b) Fonctions**

Les fonctions essentielles à la bonne marche de l'association sont distribuées au sein du Conseil des collèges comme suit :

- Président-e** : Il/elle veille au respect des statuts et à la sauvegarde des intérêts moraux de l'association. Il supervise la conduite des affaires de l'association et veille au respect des décisions de la direction. Il/elle assume les fonctions de représentation : légale, judiciaire et extra-judiciaire de l'association dans tous les actes de la vie civile. Il/elle peut donner délégation à d'autres membres de la direction pour l'exercice de ses fonctions de représentation ou de gestion des ressources humaines.
- Vice-Président-e-s** : Deux vice-président-e-s secondent le président dans ses fonctions de représentation de l'association. Les fonctions de Président-e et de Vice-président-e-s sont réparties à égalité entre les trois collèges et les territoires sauf si un collège ou un territoire ne propose pas de candidat.
- Trésorier-e** : Il/elle veille à la régularité des comptes et tient une comptabilité probante. Il rend compte de sa gestion à chaque assemblée générale.
- Vice-trésorier-e-s** : Deux Vice-trésorier-e-s secondent le trésorier dans ses fonctions au sein de l'association. Les fonctions de Trésorier-e et de Vice-trésorier-e-s sont réparties à égalité entre les trois collèges et les territoires sauf si un collège ou un territoire ne propose pas de candidat.
- Secrétaire** : Il/elle est chargé.e de tout ce qui concerne la correspondance de l'association. Il rédige les procès verbaux des assemblées et des réunions de la direction. Il tient également le registre des délibérations des assemblées générales et le registre des délibérations de la direction.
- Vice-secrétaires** : Deux Vice-secrétaires secondent le secrétaire dans ses fonctions au sein de l'association. Les fonctions de Secrétaire et de Vice-secrétaires sont réparties à égalité entre les trois collèges et les territoires sauf si un collège ou un territoire ne propose pas de candidat.

Les décisions sont prises par vote à la majorité au sein des personnes présentes. En cas d'égalité des votes, la voix du.e la Président-e est prépondérante. Tout membre qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire. Le Conseil des collèges peut décider que d'autres personnes participent à ces réunions avec des voix consultatives.

*Handwritten signatures and initials: SKB, JFM, SW, RN, R, RD, etc.*

**Article 17 : Dissolution**

La dissolution ne peut être prononcée qu'en assemblée générale extraordinaire, sur proposition du Conseil des collèges. L'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de l'actif net de l'association dont elle déterminera les pouvoirs. Cet actif net, s'il y a lieu, sera dévolu à une association poursuivant des buts similaires ou un organisme ayant un but non lucratif. L'actif net ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement, sauf reprise d'un apport.

Fait à Mulhouse le 2 novembre 2020.

La présidente, Sandrine Wymann	Le 1 <sup>er</sup> Vice secrétaire, Gregory Jérôme
<i>[Signature]</i>	<i>[Signature]</i>
La 1 <sup>ère</sup> Vice-présidente, Sophie Haselauer	Le 2 <sup>ème</sup> Vice-secrétaire, Richard Neyroud
<i>[Signature]</i>	<i>[Signature]</i>
La 2 <sup>ème</sup> Vice-présidente, Emmanuelle Potier	La trésorière, Sophie Kauffenstein
<i>[Signature]</i>	<i>[Signature]</i>
Le secrétaire, Raphaël Cuir	Le 1 <sup>er</sup> Vice-trésorier, Romain Barré
<i>[Signature]</i>	<i>[Signature]</i>
	Le 2 <sup>ème</sup> Vice-trésorier, Jean-François Mignier
	<i>[Signature]</i>

*Handwritten signatures and initials: SKB, JFM, SW, RN, R, RD, etc.*



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUE : DEMANDE DE FINANCEMENT DE BOÎTES DE CONSERVATION POUR DOCUMENTS PRECIEUX (212/8.9/322)**

Depuis 2017, la bibliothèque municipale de Mulhouse poursuit un plan pluriannuel de conservation préventive des collections patrimoniales.

Plusieurs axes constituent ce plan :

- surveillance et amélioration des conditions climatiques dans les locaux de conservation
- dépoussiérage préventif, en continu, par tranches, des collections patrimoniales
- conditionnement de segments de collections ciblés

Depuis 2019, le protocole de conservation préventive prévoit l'achat de lots de boîtes de conservation pour protéger les collections les plus précieuses, après dépoussiérage.

En 2021, la bibliothèque envisage de conditionner 54 imprimés anciens (majoritairement XVIe), 3 manuscrits XVIe, un rare recueil lithographié (fonds Engelmann), un manuscrit contenant des échantillons de tissus ; 85 imprimés anciens reliés (XVIIe et XVIIIe siècles majoritairement) du fonds d'Alsatiques ; 4 (sur 16) tiroirs dépoussiérés et inventoriés des archives Stoeber (correspondance, recueils manuscrits, petits imprimés).

Pour réaliser cette opération, la bibliothèque a prévu l'achat de 148 boîtes réalisées sur mesure en matériau neutre.

La bibliothèque dépose un dossier auprès de la DRAC Grand'Est afin de demander un soutien financier au titre de la Dotation générale de décentralisation.

La présente délibération est une pièce constitutive obligatoire du dossier à déposer à la DRAC Grand'Est, pour obtenir un financement à hauteur de 80% du montant global HT de l'opération.

Un plan de financement estimatif est joint à la présente délibération. Il indique le coût estimé des boîtes.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 :

Pour l'achat des boîtes : 6024 € TTC

LC n° 1080 « FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT »

Chapitre 011 – article 60632 - fonction 321

Service gestionnaire : 212

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve la demande de subvention à la DRAC Grand'Est
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires y afférant.

P.J. : 1 plan de financement

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



**Budget global des dépenses et recettes escomptées**

Collectivité de : Ville de Mulhouse - Bibliothèque municipale classée

Date : mai 2021

Projet : Conditionnement sur mesure de documents anciens et précieux du fonds patrimonial

Dépenses		Recettes				
Dépenses	Montant (€ HT)	Montant (€ TTC)	Origine recettes	% financement	Montant (€ HT)	Montant (€ TTC)
Ville de Mulhouse	5 020,00 €	6 024,00 €	Fonds propres	20%	1 004,00 €	1 204,80 €
Total	5 020,00 €	6 024,00 €	DRAC DGD	80%	4 016,00 €	4 819,20 €
			Autres subventions	0%	0,00 €	0,00 €
			Total		5 020,00 €	6 024,00 €



Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**ANIMATION JEUNESSE ET EQUIPEMENTS SPORTIFS - REVISION ET  
CREATION DES TARIFS MUNICIPAUX POUR SERVICES RENDUS (SAISON  
2021/2022) (241/7.1/332)**

Les services rendus à la population, au mouvement associatif ou scolaire nécessitent une approbation des tarifs municipaux.

Au titre de la saison 2021/2022, il est proposé de ne pas appliquer d'augmentation sur les tarifs relatifs aux services rendus en lien avec les équipements sportifs terrestres et les animations sportives et jeunesse.

Toutefois, en raison de la situation sanitaire liée au covid-19, les animations sportives ainsi que les activités de loisirs extrascolaires n'ont pas été assurées pendant plusieurs mois.

Il est ainsi proposé :

Au niveau de l'animation sportive :

- Le renouvellement du tarif représentant un abattement de 30 % pour les personnes disposant d'un Pass Club pour la saison 2020/2021 et souscrivant un Pass Club pour la saison 2021/2022.

Au niveau des activités de loisirs extrascolaires :

- Le report du trop payé par les usagers sur les futurs inscriptions (date limite d'utilisation : 31 mai 2022) ou la possibilité d'effectuer un remboursement.

La mesure implique une réduction des recettes, budget 2021, sur la ligne de crédit suivante :

- Chapitre 70 / nature 70632 / fonction 40
  - Service gestionnaire et utilisateur 244
- Ligne de crédits 32343 «Redevances Pass Club»

En outre, il est proposé la création de tarifs dans le cadre de la mise en place de séjours de vacances avec nuitées. Ces séjours sont proposés aux jeunes de 12 à 17 pendant les vacances d'hiver.

Enfin, il est envisagé de ne pas procéder à la modification des tarifs existants relatifs :

- aux équipements sportifs terrestres;
- aux animations sportives (Pass'Clubs) ;
- aux animations jeunes Planètes Glisse, Nature, Champion et Ados ;
- aux accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) été, petites vacances et mercredi.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les grilles tarifaires ci-jointes en annexe, pour une mise en œuvre effective au 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les mesures de compensation à destination des usagers ;
- approuve les tarifs municipaux pour services rendus pour la saison 2021-2022 figurant sur les listes en annexe.

P.J. : listes tarifaires.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



Mises à disposition d'équipements terrestres /  
Tarifs applicables à partir du 1er septembre 2021

	VILLE			EXTERIEUR		
	2020/21	2021/22	%	2020/21	2021/22	%
<b>1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS</b>						
<b><u>Equipements de plein air :</u></b>						
<b><u>Terrains (herbe ou synthétique) :</u></b>						
* Terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	<b>64,20</b>		85,70	<b>85,70</b>	
- tarif réduit	52,00	<b>52,00</b>		67,30	<b>67,30</b>	
- tarif minimum	41,90	<b>41,90</b>		54,00	<b>54,00</b>	
* Terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	<b>51,00</b>		67,30	<b>67,30</b>	
- tarif réduit	40,30	<b>40,30</b>		53,00	<b>53,00</b>	
- tarif minimum	18,30	<b>18,30</b>		42,80	<b>42,80</b>	
* Demi-terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,10	<b>32,10</b>		42,80	<b>42,80</b>	
- tarif réduit	26,00	<b>26,00</b>		34,10	<b>34,10</b>	
- tarif minimum	20,90	<b>20,90</b>		27,50	<b>27,50</b>	
* Demi-terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	25,40	<b>25,40</b>		33,10	<b>33,10</b>	
- tarif réduit	20,40	<b>20,40</b>		26,50	<b>26,50</b>	
- tarif minimum	9,20	<b>9,20</b>		12,20	<b>12,20</b>	
* Vestiaires seuls (la séance) :						
- tarif plein	13,20	<b>13,20</b>		16,80	<b>16,80</b>	
- tarif réduit	11,20	<b>11,20</b>		13,70	<b>13,70</b>	
- tarif minimum	9,20	<b>9,20</b>		12,20	<b>12,20</b>	
<b><u>Courts tennis (l'heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	46,90	<b>46,90</b>		62,20	<b>62,20</b>	
- tarif réduit	37,20	<b>37,20</b>		48,90	<b>48,90</b>	
- tarif minimum	12,70	<b>12,70</b>		16,80	<b>16,80</b>	
<b><u>* Piste athlétisme éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	64,20	<b>64,20</b>		85,10	<b>85,10</b>	
- tarif réduit	52,00	<b>52,00</b>		67,30	<b>67,30</b>	
- tarif minimum	9,20	<b>9,20</b>		12,20	<b>12,20</b>	
<b><u>* Piste athlétisme non éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	51,00	<b>51,00</b>		67,30	<b>67,30</b>	
- tarif réduit	40,80	<b>40,80</b>		53,00	<b>53,00</b>	
- tarif minimum	9,20	<b>9,20</b>		12,20	<b>12,20</b>	
<b><u>* Mur d'escalade (par personne et par heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	3,70	<b>3,70</b>		4,80	<b>4,80</b>	
- tarif réduit	3,00	<b>3,00</b>		3,90	<b>3,90</b>	
- tarif minimum	2,40	<b>2,40</b>		3,20	<b>3,20</b>	
<b><u>Equipements couverts :</u></b>						
<b><u>Gymnases (l'heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	64,20	<b>64,20</b>		85,10	<b>85,10</b>	
- tarif réduit	52,00	<b>52,00</b>		67,30	<b>67,30</b>	
- tarif minimum	18,30	<b>18,30</b>		42,80	<b>42,80</b>	
<b><u>Demi gymnase (l'heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	32,10	<b>32,10</b>		42,80	<b>42,80</b>	
- tarif réduit	26,00	<b>26,00</b>		34,10	<b>34,10</b>	
- tarif minimum	18,10	<b>18,10</b>		27,50	<b>27,50</b>	
<b><u>Courts de tennis (l'heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	64,20	<b>64,20</b>		85,70	<b>85,70</b>	
- tarif réduit	52,00	<b>52,00</b>		67,30	<b>67,30</b>	
- tarif minimum	41,80	<b>41,80</b>		54,00	<b>54,00</b>	
<b><u>Salle spécialisée (l'heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	40,90	<b>40,90</b>		54,00	<b>54,00</b>	
- tarif réduit	32,10	<b>32,10</b>		42,80	<b>42,80</b>	
- tarif minimum	12,20	<b>12,20</b>		15,80	<b>15,80</b>	
<b><u>Dojo (par 100 m2 et heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	40,90	<b>40,90</b>		54,10	<b>54,10</b>	
- tarif réduit	32,10	<b>32,10</b>		42,90	<b>42,90</b>	
- tarif minimum	12,20	<b>12,20</b>		15,80	<b>15,80</b>	
<b><u>Mur d'escalade (l'heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	63,60	<b>63,60</b>		84,30	<b>84,30</b>	
- tarif réduit	51,50	<b>51,50</b>		66,60	<b>66,60</b>	
- tarif minimum	36,30	<b>36,30</b>		42,40	<b>42,40</b>	
<b><u>Demi mur d'escalade (l'heure d'utilisation) :</u></b>						
- tarif plein	31,80	<b>31,80</b>		42,40	<b>42,40</b>	
- tarif réduit	25,70	<b>25,70</b>		33,80	<b>33,80</b>	
- tarif minimum	18,10	<b>18,10</b>		27,20	<b>27,20</b>	

	VILLE			EXTERIEUR		
	2020/21	2021/22	%	2020/21	2021/22	%
<b>Grands Equipements (Doller) :</b>						
* Salle principale, <b>avec gradins</b> (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	72,70	<b>72,70</b>		91,90	<b>91,90</b>	
- tarif réduit	55,50	<b>55,50</b>		72,70	<b>72,70</b>	
- tarif minimum	44,40	<b>44,40</b>		55,50	<b>55,50</b>	
* Salle principale, <b>sans gradins</b> (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	63,60	<b>63,60</b>		84,30	<b>84,30</b>	
- tarif réduit	51,50	<b>51,50</b>		66,60	<b>66,60</b>	
- tarif minimum	18,10	<b>18,10</b>		42,40	<b>42,40</b>	
* Salle annexe (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	31,80	<b>31,80</b>		42,40	<b>42,40</b>	
- tarif réduit	25,70	<b>25,70</b>		33,80	<b>33,80</b>	
- tarif minimum	18,10	<b>18,10</b>		27,20	<b>27,20</b>	
* Complexe Doller entier :						
- la journée : tarif plein	1 750,00	<b>1 750,00</b>		2 150,00	<b>2 150,00</b>	
- la journée : tarif réduit	1 400,00	<b>1 400,00</b>		1 800,00	<b>1 800,00</b>	
- l'heure : tarif réduit	220,00	<b>220,00</b>		275,00	<b>275,00</b>	
- l'heure : tarif plein	175,00	<b>175,00</b>		225,00	<b>225,00</b>	
<b>2. DIVERS</b>						
<b><u>Location de matériel (1 jour) :</u></b>						
* Table	3,20	<b>3,20</b>		4,20	<b>4,20</b>	
* Chaise	1,50	<b>1,50</b>		2,00	<b>2,00</b>	
* Paravent	4,30	<b>4,30</b>		5,50	<b>5,50</b>	
* Grille d'exposition	4,30	<b>4,30</b>		5,50	<b>5,50</b>	
* Podium (au m2)	3,20	<b>3,20</b>		4,20	<b>4,20</b>	
* Equipements de sonorisation	31,60	<b>31,60</b>		41,30	<b>41,30</b>	
<b><u>Location de locaux :</u></b>						
* Salle de réunion (la demi-journée) :						
- tarif plein	100,00	<b>100,00</b>		130,00	<b>130,00</b>	
- tarif réduit	50,00	<b>50,00</b>		65,00	<b>65,00</b>	
- tarif minimum	39,40	<b>39,40</b>		52,00	<b>52,00</b>	
* Salle de réunion (l'heure) :						
- tarif plein	12,00	<b>12,00</b>		16,00	<b>16,00</b>	
- tarif réduit	9,50	<b>9,50</b>		12,50	<b>12,50</b>	
<b><u>Divers services :</u></b>						
* Petites réparations (l'heure)	34,60	<b>34,60</b>		44,90	<b>44,90</b>	
* Grosses réparations (l'heure)	69,20	<b>69,20</b>		90,90	<b>90,90</b>	
* Nettoyage : forfait classique	163,00	<b>163,00</b>		213,00	<b>213,00</b>	
* Forfait Nettoyage du Minibus	70,00	<b>70,00</b>				

## Equipements terrestres

aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat
- Associations sportives (hors Mulhouse)
- Centres sociaux (hors Mulhouse)
- Fédérations
- Liges
- Comités
- Clubs
- Centres de formations sportifs
- CE
- Services de la Ville de Mulhouse et de m2A
- Pôles (France, espoirs, sections sportives)

Le bénéfice du **tarif minimum** est accordé aux utilisateurs suivants:

- Scolaires (secondaires et universitaires)
- Associations caritatives
- Foyers
- Centres hospitaliers

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Ecoles primaires
- UNSS-USEP
- Associations sportives mulhousiennes
- Centres sociaux mulhousiens
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- Corps constitués (pompiers, policiers, et gendarmes) dans le cadre de l'exercice de leurs missions et sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique
- Bénéficiaires de la carte As
- OMS

**Remarques :**

- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation

**Animations sportives**  
Tarifs applicables pour les activités se déroulant à partir de septembre 2021

**1. ANIMATION SPORTIVE**

	QF < 400€	401€ < QF < 750€	751€ < QF < 1000€	1001€ < QF < 1750€	QF > 1751€	Hors Agglo
	Ville et m2A	Ville et m2A	Ville et m2A	Ville et m2A	Ville et m2A	
Pass Club						
- Pass club annuel	24,00	34,00	44,00	54,00	64,00	70,00
- Pass Club trimestriel	9,00	14,00	16,00	21,50	26,00	30,00
Tarif dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (pour les usagers de pass annuels 2020/2021) :						
- Pass club annuel	17,00	24,00	31,00	38,00	45,00	50,00
Les suppléments (la séance) :						
- Heure de surveillance	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00

**2. DIVERS**

Carte famille entrée "match" :  
Tarif unique :

3,00

## Animations "Jeunesse"

Tarifs applicables pour les activités se déroulant à partir de septembre 2021

### 1. PLANETES GLISSE, NATURE, CHAMPIONS

#### Pass 1 journée :

- Tarif plein
- Agents Ville ou m2A
- Label Famille
- Elèves arrivant allophones

#### Pass 1 semaine :

- Tarif plein
- Agents Ville ou m2A

#### Pass 3 semaines :

- Tarif plein
- Agents Ville ou m2A

#### Pass 4 semaines :

- Tarif plein
- Agents Ville ou m2A

#### Suppléments :

- Heure de surveillance
- Sortie exceptionnelle

	QF < 400€ Ville et m2A	401€ < QF < 750€ Ville et m2A	751€ < QF < 1000€ Ville et m2A	1001€ < QF < 1750€ Ville et m2A	QF > 1751€ Ville et m2A	Hors Agglo
- Tarif plein	7,30	10,30	12,40	14,20	16,40	18,60
- Agents Ville ou m2A	7,30	9,30	11,30	13,40	15,50	
- Label Famille	18,60	18,60	18,60	18,60	18,60	18,60
- Elèves arrivant allophones	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	
- Tarif plein	20,90	26,90	35,00	43,20	51,40	55,90
- Agents Ville ou m2A	20,30	25,85	30,95	36,00	44,20	
- Tarif plein	47,70	64,00	80,20	100,50	120,80	131,00
- Agents Ville ou m2A	46,70	61,90	72,00	82,20	92,50	
- Tarif plein	63,60	85,30	106,90	134,00	161,00	174,60
- Agents Ville ou m2A	62,30	82,50	96,00	109,60	123,30	
- Heure de surveillance	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60
- Sortie exceptionnelle	5,10	5,10	5,10	5,10	5,10	5,10

### 2. ACCUEILS DE LOISIRS

#### Accueils de loisirs Eté et petites vacances :

- Tarif par jour
- Part de la famille\*
- Tarif jour Label Famille
- Tarif jour Elèves arrivant allophones
- Tarif 1/2 journée Elèves arrivant allophones
- Tarif repas
- Tarif 1/2 journée avec repas \*\*
- Tarif 1/2 journée sans repas \*\*
- Tarif jour sans repas \*\*\*

#### Accueils de loisirs Eté uniquement :

- Agent Ville ou m2A (part/jour de la famille)

#### Mercredis du Wallach :

- Tarif par jour
- Part de la famille\*
- Tarif 1/2 journée avec repas
- Tarif 1/2 journée sans repas
- Tarif jour sans repas \*\*\*
- Tarif repas

#### Suppléments :

- Heure de surveillance
- Sortie exceptionnelle

QF < 400€ bons CAF 6,50€ par demi- journée	401€ < QF < 750€ bons CAF 4,50€ par demi- journée	751€ < QF < 1000€ sans bon CAF	1001€ < QF < 1750€ sans bon CAF	QF > 1751€ sans bon CAF
- Tarif par jour	17,00	17,45	13,40	17,55
- Part de la famille*	4,00	8,45	13,40	17,55
- Tarif jour Label Famille	18,60	18,60	18,60	18,60
- Tarif jour Elèves arrivant allophones	7,00	7,00	7,00	7,00
- Tarif 1/2 journée Elèves arrivant allophones	3,50	3,50	3,50	3,50
- Tarif repas	5,90	5,90	5,90	5,90
- Tarif 1/2 journée avec repas **	9,20	9,30	7,20	9,00
- Tarif 1/2 journée sans repas **	6,70	6,90	5,20	7,20
- Tarif jour sans repas ***	14,50	15,05	11,40	15,75
- Agent Ville ou m2A (part/jour de la famille)	2,00	4,20	6,70	8,75
- Tarif par jour	17,00	17,45	13,40	17,55
- Part de la famille*	4,00	8,45	13,40	17,55
- Tarif 1/2 journée avec repas	9,20	9,30	7,20	9,00
- Tarif 1/2 journée sans repas	6,70	6,90	5,20	7,20
- Tarif jour sans repas ***	14,50	15,05	11,40	15,75
- Tarif repas	5,90	5,90	5,90	5,90
- Heure de surveillance	7,60	7,60	7,60	7,60
- Sortie exceptionnelle	5,10	5,10	5,10	5,10

\* : part restant à charge de la famille, après déduction des bons CAF

\*\* : Tarif spécifique pour les enfants porteurs de handicap accueillis en 1/2 journée

\*\*\* : PAI - Projet d'accueil individualisé

### 3. SEJOURS DE VACANCES

VILLE et m2A				
QF < 400€ (bons CAF 18€/jour)	401€ < QF < 750€ (bons CAF 14€/jour)	751€ < QF < 1000€ sans bon CAF	1001€ < QF < 1750€ sans bon CAF	QF > 1751€ sans bon cAF
33,35	33,70	33,80	38,65	43,50
15,35	19,70	33,80	38,65	43,50

#### Séjours de vacances avec nuitées

- Tarif par jour
- Part de la famille\*

HORS m2A				
QF < 400€ (bons CAF 18€/jour)	401€ < QF < 750€ (bons CAF 14€/jour)	751€ < QF < 1000€ sans bon CAF	1001€ < QF < 1750€ sans bon CAF	QF > 1751€ sans bon cAF
173,00	173,00	173,00	173,00	173,00
155,00	159,00	173,00	173,00	173,00

#### Séjours de vacances avec nuitées

- Tarif par jour
- Part de la famille\*

\* : part restant à charge de la famille, après déduction des bons CAF



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **GESTION DU RESEAU D'EAU POTABLE A LUTTERBACH : VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE (412/7.5.7/319)**

Le service Eau de la Ville de Mulhouse est gestionnaire du réseau d'eau potable sur la commune de Lutterbach. Dans le cadre de cette gestion, le service Eau a entrepris en 2018 et 2019, des travaux d'amélioration du réseau pour résoudre un problème de pression sur la zone haute de Lutterbach.

Toutefois, pour ces raisons topographiques, la solution retenue n'a pas permis de résoudre le problème de pression sur un secteur composé de trois résidences privées qui doivent être équipées de surpresseurs.

Pour compenser ce manque de pression, le Syndic souhaite installer ces surpresseurs. Ces travaux bénéficiant à la bonne exploitation du réseau d'eau public, il est proposé que la Ville de Mulhouse et la Commune de Lutterbach participent chacune à hauteur d'un montant maximum de 30 000 € HT pour ces travaux, en versant une subvention exceptionnelle à Nexity.

Les modalités de versement de cette subvention sont définies dans la convention ci-jointe.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget primitif 2021:

Enveloppe n° 10557 « Prise en charge de travaux Tiers »

Nature 6742

Service gestionnaire 412

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- Approuve le versement de la subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 30 000 € HT,
- Charge Madame le Maire ou son Adjointe déléguée de la signature de la convention et de toutes les pièces ultérieurement nécessaires à l'exécution de cette décision

P.J. : 1 Projet de convention  
1 plan

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned to the right of the official seal.

## CONVENTION

Entre

La Ville de MULHOUSE représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Adjointe déléguée en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021 et désignée sous le terme « la Ville »

D'une part

Et

La Commune de LUTTERBACH représentée par son Maire ou l'Adjoint délégué en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du xx/xx/xxxx et désignée sous le terme « la Commune »

Et

Le Syndic de Copropriété NEXITY, ayant son siège social au 105 avenue de Colmar 68200 MULHOUSE, représenté par son Responsable du Service Copropriété, M. Hervé BERNE, et désignée sous le terme « Le Syndic »

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

Les communes de Lutterbach et de Pfastatt sont construites en partie sur une colline. L'alimentation en eau potable des habitations dans les rues situées en zone haute de ces communes n'est possible que grâce à un fonctionnement sous contraintes du réseau de distribution. Ce fonctionnement combine un pompage continu au niveau des captages à Reiningue et une régulation de vannage sur le réseau.

La pression disponible au branchement peut être faible, de l'ordre de 1 à 1,2 bars. De plus du fait de ce fonctionnement particulier, cette pression peut légèrement varier dans la journée.

Pour pouvoir s'affranchir du pompage en continu et de ces contraintes dans le réseau, de premiers travaux d'envergure ont été entrepris entre 2018 et 2019 à savoir :

- De créer une zone haute sur-pressée pour les besoins de protection incendie.
- De remettre en service le réservoir château d'eau afin de permettre une augmentation de pression sur le réseau plus confortable pour les usagers.

La zone haute ne pouvait pas englober tout le réseau de distribution historiquement sous contrainte compte tenu de la capacité du réservoir. Une incertitude portant sur quelques rues situées en dehors de cette zone haute, en terme de pression devait être levée. Des tests ont mis en évidence une pression réglementaire aux branchements de certains immeubles, mais peu confortable dans les appartements aux étages. Le service Eau de la Ville de Mulhouse, gestionnaire du réseau, souhaite néanmoins se dispenser de cette fragilité que constitue la régulation de pression en continu. De plus ce pompage en continu et la régulation en permanence (asservissement de vannes électriques) présentent une vulnérabilité en cas de sinistre (incendie, inondation, acte de malveillance,...), car sans ces pompes la pression est alors imposée par les réservoirs de la Ville de Mulhouse et chute dans cette zone, la contrainte en réseau étant alors inopérante voir aggravante. Les résidences nommées FORET I, FORET II et FORET III se retrouveraient avec une pression inconfortable aux derniers étages.

Le choix du service gestionnaire de l'Eau se porte donc vers un travail sur la vulnérabilité d'alimentation en eau des usagers de toute la zone ainsi que sur la maîtrise des coûts énergétiques de pompage en évitant ce pompage en continu. Cela passe par l'abandon de la contrainte en réseau qui a pour conséquence une chute de la pression sur la partie contrainte. Hors cette chute engendre pour les 3 résidences nommées FORET I, FORET II et FORET III gérés par le syndic Nexity une baisse de la pression de service qui ne serait plus compatible pour assurer un service minimum dans ces copropriétés aux derniers étages.

La solution est donc que ces derniers s'équipent en surpresseurs. Dans la mesure où ces modifications sont induites par une décision liée à l'exploitation même du réseau et bénéficiant aux usagers du service dans un but d'intérêt général, il est proposé de prendre en charge à part égale avec la commune de Lutterbach, compétente s'agissant de la pression du réseau, l'achat de ces

dispositifs sous la forme d'une subvention exceptionnelle qui serait versée au syndic de copropriété qui assurerait ensuite sous sa responsabilité l'achat, l'installation et l'entretien des disconnecteurs.

## **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution et de versement d'une subvention exceptionnelle par la Ville et la Commune au Syndic pour la mise en place de surpresseurs aux immeubles gérés par le Syndic, rue de la forêt à Lutterbach.

Cette subvention participe à la compétence du service Eau de la Ville et bénéficie à l'utilisateur de ce service.

## **Article 2 : Consistance des travaux et modalités de réalisation**

### 2.1 Consistance des travaux

Les travaux à charge du Syndic, consistent à la mise en place après compteur principal de chaque copropriété d'un dispositif de surpression d'eau. Ce surpresseur devant pouvoir assurer une pression suffisante aux appartements des derniers étages. Le dimensionnement et l'installation de ces dispositifs ainsi que tout autre organe sur le réseau interne de la copropriété relèvent de la compétence du Syndic. A noter que la présence d'un disjoncteur permettant d'éviter tout retour d'eau de l'immeuble vers le réseau public sera à vérifier.

### 2.2 Modalités de réalisation

Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du Syndic.

La Ville sera tenue informée des dates de poses et invitée aux réunions de chantier. Un agent du service Eau devra contrôler la bonne mise en œuvre de ces dispositifs de surpression et des disconnecteurs avant mise en fonction. Cette vérification conforme valide la mise en paiement de la subvention.

## **Article 3 : Montant de la subvention exceptionnelle**

Dans le cadre de la mise en place de surpresseurs, le Syndic sollicite auprès de la Commune et de la Ville le versement d'une subvention exceptionnelle plafonnée pour chaque collectivité à 50 % du coût prévisionnel HT des travaux, comprenant la fourniture et la pose des surpresseurs.

Le coût prévisionnel d'un groupe de surpresseurs est fixé à 20 000 € HT.

Le coût prévisionnel des travaux a été estimé à 20 000 € HT par Résidence, soit 60 000 € HT pour les 3 résidences.

La subvention versée respectivement par la Ville et la Commune est estimée à un montant maximum de 30 000 € HT pour l'équipement en surpresseurs des 3 résidences à Lutterbach, identifiés ci-dessous :

La résidence FORET I comprend les immeubles suivants :

- 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12 et 14 rue de la Brasserie

La résidence FORET II comprend les immeubles suivants :

- 1, 3, 5 et 7 rue Théodore Boch
- 15, 17, 19, 21, 23 rue de la Forêt
- 16 rue de la Brasserie.

La résidence FORET III comprend les immeubles suivants :

- 7, 9, 11 et 13 rue de la Forêt
- 2 rue Théodore Boch

Si le coût réel des travaux est d'un montant supérieur au barème fixé à 20 000 € HT/résidence, le surcoût sera supporté par le Syndic.

Si le coût réel des travaux est d'un montant inférieur au barème fixé à 20 000 € HT/résidence, le montant de la subvention sera réduit en conséquence.

#### **Article 4 : Modalités de versement de la subvention**

La subvention fait l'objet d'un versement unique de chaque collectivité dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une facture et :

- sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées accompagné des factures acquittées.
- La vérification conforme par la Ville des travaux réalisés conformément à l'article 2 de la présente convention.

#### **Article 5 : Entretien des surpresseurs**

Le Syndic assurera l'entretien des surpresseurs dont il demeure propriétaire et dont il assure seul la responsabilité à l'égard des tiers et des usagers.

#### **Article 6 : Responsabilité et assurances**

Le Syndic est responsable, en sa qualité de maître d'ouvrage, de tout dommage causé par l'installation et l'entretien des surpresseurs.

Le Syndic souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

La responsabilité de la Ville et de la Commune ne saurait être engagée du fait de leur participation à la réalisation de ces travaux. Elles ne sont pas responsables d'un défaut d'entretien des surpresseurs.

#### **Article 7 : Durée**

La présente convention prend effet à sa notification aux parties et demeure en vigueur tant que les surpresseurs, objet de la présente convention, sont en place.

#### **Article 8 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

Chaque partie peut résilier la présente convention, sans indemnité, en respectant un délai de préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception

#### **Article 9 : Compétence juridictionnelle**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

PJ : Plan des immeubles  
Devis estimatif

Fait à Mulhouse, le

Etabli en trois exemplaires originaux

Pour la Ville de Mulhouse,

Pour le Maire de Lutterbach

Pour Nexity





Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**FOURNITURE D'EAU POTABLE EN GROS : TARIFS 2021 ET CONVENTIONS  
(412/7.10.5/135)**

La Ville de Mulhouse peut être amenée à livrer de l'eau en gros à des collectivités ou à des distributeurs privés afin de palier à des difficultés ponctuelles de production.

Des conventions définissent les modalités techniques et financières de cette livraison.

Pour les nouveaux contrats passés pour l'année 2021, il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2020 soit :

Tarifs vente d'eau en gros	Tarifs 2020 hors taxes	Tarifs 2021 hors taxes	Tarifs 2021 TTC
Tarif de base de vente d'eau en gros/m <sup>3</sup>	0,5850 €	0,5850 €	0,6172 €
Redevance de prélèvement/m <sup>3</sup>	0,1854 €	0,1854 €	0,1956 €
<b>Prix total</b>	<b>0,7704 €</b>	<b>0,7704 €</b>	<b>0,8128 €</b>

Le tarif de base de la vente d'eau en gros est égal à 50 % du tarif de base de l'eau potable distribuée. Le tarif de la redevance de prélèvement est celui voté par le Conseil Municipal pour l'année 2021.

Il est proposé d'appliquer un tarif différencié pour les communes et syndicats intercommunaux d'eau potable situés dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération Mulhousienne :

Tarifs vente d'eau en gros collectivités périmètre de m2A	Tarifs 2020 hors taxes	Tarifs 2021 hors taxes	Tarifs 2021 TTC
Tarif de base de vente d'eau en gros/m <sup>3</sup>	0,1802 €	0,1802 €	0,1901 €
Redevance de prélèvement/m <sup>3</sup>	0,1854 €	0,1854 €	0,1956 €
<b>Prix total</b>	<b>0,3656 €</b>	<b>0,3656 €</b>	<b>0,3857 €</b>

Ces tarifs entreraient en vigueur à la date à laquelle la présente délibération sera exécutoire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- approuve ces propositions.
- Charge Mme le Maire ou son Adjointe déléguée de signer les conventions et toutes les pièces nécessaires à leur exécution.

PJ: 2

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



**VILLE DE MULHOUSE  
&  
COMMUNE DE KINGERSHEIM**

**CONVENTION SPECIALE DE LIVRAISON  
D'EAU POTABLE EN GROS**

Entre :

la Ville de Mulhouse, représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Adjointe déléguée, agissant conformément à la délibération en date du 17 juin 2021 et dénommée « la Ville » dans ce qui suit,

et

la commune de Kingersheim, représentée par Monsieur Laurent RICHE, Maire, agissant conformément à la délibération en date du , et dénommée le « la Commune » dans ce qui suit,

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Au cours de l'été 2018, la commune de Kingersheim a été contrainte d'arrêter l'exploitation de son puits de captage d'eau potable suite à l'apparition d'une molécule de pesticide à une concentration supérieure à la norme. Bénéficiant d'une connexion de sécurité avec le SIVU du Bassin Potassique, syndicat producteur d'eau potable, celle-ci a été utilisée pour permettre d'assurer l'alimentation en eau potable de la commune.

Toutefois les capacités de production d'eau du SIVU étant limitées, le volume nécessaire en majorité, à l'alimentation en eau de la commune n'a pu être fourni que grâce à un achat d'eau que possède le SIVU avec la Ville de Mulhouse. Cela provoquant d'ailleurs des dépassements des volumes maximaux définis dans la convention de vente d'eau entre la Ville de Mulhouse et le SIVU du Bassin Potassique.

L'alimentation en eau de la commune de Kingersheim par la connexion avec le SIVU, provoque une baisse de pression de service pouvant aller jusqu'à 1 bar, alors que sa valeur habituelle est de 3 bars.

Au vu de ce contexte, par le fait que le réseau d'eau de la Ville de Mulhouse est à 300 m de distance du château de la commune de Kingersheim, et que la pression disponible sur le réseau de la Ville permet de satisfaire les besoins de

**Article 4 - Point de livraison et de comptage**

Le point de livraison et de comptage à la signature du présent contrat se situe au château d'eau, faubourg de Mulhouse à Kingersheim. Il est équipé d'un compteur d'eau, propriété de la Ville. Le service Eau de la Ville facture la location de ce compteur à la Commune, dans les mêmes conditions que pour tout abonné au réseau d'eau potable.

**Article 5 - Comptage de l'eau**

Le compteur en service au point de livraison mentionné à l'article 4 est conforme à la réglementation relative aux instruments de mesure. Il est constamment maintenu dans un état permettant de garantir l'exactitude et la précision des comptages fixés par cette même réglementation.

Pendant la durée du contrat, le suivi et le remplacement de ce compteur, lorsqu'ils sont nécessaires, seront assurés par le service Eau de la Ville.

Les parties disposent chacune, à tout moment, de la faculté de faire procéder à la vérification du bon fonctionnement du compteur. Les vérifications supplémentaires décidées par une des parties sont toujours réalisées à ses frais.

Dans le cas où la non-conformité du compteur est constatée, le service Eau de la Ville doit immédiatement le réparer ou le remplacer. Le volume d'eau livré est alors évalué, pour la période de facturation en cours :

- soit en appliquant un coefficient de correction au volume indiqué par le compteur, s'il a été montré que l'erreur de mesure est de type systématique ;
- soit sur la base du volume d'eau livré pendant la même période de l'année précédente,
- soit, si aucune des deux méthodes précédentes ne peut être mise en œuvre, sur la base de toutes justifications qui seront fournies par chacune des parties.

Le service Eau de la Ville réalise un relevé des index du compteur objet du présent contrat en fin de mois, si possible le dernier jour ouvré de chaque mois.

**Article 6 - Qualité de l'eau livrée**

Afin de contrôler la conformité de l'eau livrée aux normes de qualité de l'eau potable, la Ville s'engage à :

- respecter les dispositions qui régissent la protection des eaux potables et à se conformer aux prescriptions réglementaires pour la vérification périodique de la qualité de l'eau,
- fournir une eau conforme aux normes de potabilité en vigueur de manière à ce que la Commune puisse se conformer à ses obligations

la commune, celle-ci sollicite la Ville de Mulhouse pour la livraison d'eau potable en gros. Des travaux de pose de conduite et d'adaptation des équipements ont été effectués par la commune et cette desserte est opérationnelle depuis mai 2019.

Par délibération en date du 21 décembre 2020, le Conseil d'Agglomération a approuvé la délégation des compétences eau et assainissement aux communes et syndicats infracommunautaires qui en ont fait la demande, afin qu'ils l'exercent dans le cadre du dispositif de gestion existant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

La commune de Kingersheim exerce donc son attribution jusqu'au 31 décembre 2022 pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération. Par ailleurs, m2A a délégué l'intégralité de la compétence Eau, sur son territoire, à la ville de Mulhouse jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 - Objet**

La présente convention définit les modalités techniques et financières de livraison d'eau potable en gros entre les parties au titre de ressources d'appoint et de secours.

**CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS TECHNIQUES**

**Article 2 - Provenance de l'eau**

Les ressources mises en œuvre par la Ville, gestionnaire transitoire de m2A proviennent du champ captant de la Doller ou de la Hardt. Si la Ville est amenée à livrer de l'eau de la Hardt, elle en informe la Commune sur son numéro d'astreinte.

**Article 3 - Volumes livrés**

Les livraisons d'eau potable prévues par la présente convention portent sur des volumes limités compatibles avec la notion de ressource d'appoint et de secours.

Les volumes livrés par la Ville à la Commune respecteront les volumes suivants :

	Mini	Maxi
• annuels :	36 000 m <sup>3</sup>	1 100 000 m <sup>3</sup>
• mensuels :	3 000 m <sup>3</sup>	90 000 m <sup>3</sup>
• journaliers :	100 m <sup>3</sup>	3 000 m <sup>3</sup>
• horaires :	-	200 m <sup>3</sup>

2

contractuelles,

- faire vérifier la qualité de l'eau aussi souvent que nécessaire et donner à cet égard toute facilité pour l'exercice de contrôles sanitaires, visites prélèvements et analyses (l'ensemble des analyses, prélèvements et frais y afférents est à la charge de la Ville).

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement, sept jours à l'avance, des travaux importants de renforcement ou d'amélioration pour le transit de l'eau qui seraient susceptibles d'affecter la qualité de l'eau livrée dans le cadre de la présente convention.

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement, immédiatement, en cas de non conformité décelée lors des contrôles réalisés dans le cadre du programme analytique. Les analyses supplémentaires sont à la charge du demandeur.

**CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

**Article 7 - Tarif de l'eau livrée**

**7.1. Décomposition du tarif de l'eau livrée**

Le tarif de l'eau livrée se décompose en deux :

- un tarif de base de vente d'eau en gros,
- une redevance de prélèvement.

A titre indicatif, pour l'année 2021, les tarifs de livraison sont les suivants :

	Montant HT	TVA	Montant TTC
Tarif de base de vente d'eau en gros/m <sup>3</sup>	0,1802 €	0,0099 €	0,1901 €
Redevance de prélèvement/m <sup>3</sup>	0,1854 €	0,0102 €	0,1956 €
<b>Prix total</b>	<b>0,3656 €</b>	<b>0,0201 €</b>	<b>0,3857 €</b>

**7.2. Tarifs 2021 et 2022**

**Redevance de prélèvement**

La redevance de prélèvement est celle qui s'applique sur l'eau distribuée à Mulhouse. Elle résulte d'une délibération annuelle prise par le Conseil Municipal de la Ville.

**7.3. Perception d'une indemnité pour non respect des volumes contractuels**

En cas de non respect des volumes mensuels maximum et minimum, une indemnité sera perçue sur les écarts, afin de prendre en compte les frais engagés par la Ville. Cette indemnité sera calculée de la façon suivante :

Livraison mensuelle > volume maximum mensuel de 90 000 m <sup>3</sup>	4% x tarif de base	Applicable sur les écarts
---	--------------------	---------------------------

Livraison mensuelle < au volume minimum mensuel de 3 000 m <sup>3</sup>	4% x tarif de base	Applicable sur les écarts
---	--------------------	---------------------------

Il est précisé que s'agissant du dépassement du volume mensuel maximal, l'indemnité est versée en sus du règlement de la quantité d'eau livrée.

#### Article 8 - Modalités de paiement

Les relevés du compteur seront effectués mensuellement conformément aux dispositions stipulées à l'article 5 de la présente convention et les factures établies trimestriellement.

Le Service Eau de la Ville émet une facture à l'ordre de la Commune, qui s'acquitte du paiement.

#### Article 9 - Propriété et exploitation des installations de production

Chaque partie reste propriétaire de ses installations de production d'eau potable.

L'exploitation de l'ensemble de ces installations est assurée par chaque partie en vertu du mode de gestion qui lui est propre.

Les pressions de service, volumes et débits maximum seront ainsi limités par la capacité des installations actuelles et par les possibilités effectives de l'aquifère au cours du temps.

Ce fonctionnement sera assuré selon la capacité des équipements en place.

Pour assurer la maintenance préventive des équipements des installations de production (notamment rénovation des pompes de forages, des équipements hydrauliques, électromagnétiques ou des automatismes), la Ville se réserve la possibilité de limiter la capacité de livraison, et en informe la Commune au moins sept jours à l'avance de ces opérations de maintenance préventive.

Les parties conviennent de se rapprocher pour définir de nouvelles conditions techniques et financières en fonction de l'évolution de l'aquifère, si les installations actuelles s'avéraient insuffisantes ou devaient être modifiées substantiellement, si leurs besoins venaient à être modifiés substantiellement, ou si l'évolution des normes imposait des traitements autre qu'une simple chloration.

#### Article 10 - Durée

Le présent contrat est conclu pour l'année 2021 et 2022. Il prendra obligatoirement fin le 31 décembre 2022.

Trois mois avant sa date d'expiration, les parties conviennent de se rencontrer en vue de définir les modalités de fin de contrat.

#### Article 11 – Défaillances

Afin d'assurer pendant toute la durée du présent contrat, la livraison de l'eau dans les conditions prévues, la Ville s'engage à maintenir constamment en état

de fonctionnement normal ses ouvrages de production d'eau, ainsi que les ouvrages de transport de l'eau jusqu'au point de livraison.

En cas de défaillance, de quelque nature que ce soit, empêchant la livraison normale de l'eau (impossibilité de fournir les volumes fixés, anomalie persistante de pression, non-conformité de la quantité de l'eau), la Ville devra :

- ✓ informer immédiatement la Commune en fournissant tous les éléments disponibles sur la situation et son évolution prévisible,
- ✓ prendre, s'il y a lieu, toutes les mesures d'urgence nécessaires pour protéger la santé publique,
- ✓ remettre en état de fonctionnement, le plus rapidement possible, les installations, afin que la durée de l'interruption soit limitée au temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations et prendre les mesures appropriées.

#### Article 12 – Avenant

Toute modification apportée au présent contrat donnera lieu à un avenant.

Le présent contrat se poursuivra dans les mêmes conditions en cas de substitution d'une partie par une autre personne morale en application de dispositions législatives ou réglementaires.

#### Article 13 – Litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de rechercher entre elles une solution amiable.

Si dans les trois mois à compter de la date du litige, un accord entre les parties n'est pas intervenu, le litige sera porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

#### Article 14 - Date d'entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Fait à Mulhouse, en quatre exemplaires le

Pour la Ville de Mulhouse,  
L'Adjointe Déléguée,

Pour la Commune de  
Kingsheim,  
Le Maire

Maryvonne BUCHERT

Laurent RICHE

**VILLE DE MULHOUSE  
&  
SIVU des communes du Bassin Potassique  
alimentées en eau potable par la Hardt  
&  
SUEZ EAU France**

**CONVENTION SPECIALE DE LIVRAISON  
D'EAU POTABLE EN GROS**

Entre :

la **Ville de Mulhouse**, représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Adjointe déléguée, agissant conformément à la délibération en date du 17 juin 2021 et dénommée « la Ville » dans ce qui suit,

et

le **Syndicat Intercommunal à Vocation Unique des communes du Bassin Potassique alimentées en Eau Potable par la Hardt**, représenté par Antoine HOMÉ, son Président, agissant conformément à la délibération en date du \_\_\_\_\_ et dénommé le « SIVU » dans ce qui suit,

et

la **Société SUEZ EAU FRANCE** au capital de 422.224.040 €, immatriculée au registre du commerce de Paris, sous le n° RCS n° B 410 034 607, dont le siège est situé Tour CB 21, Place de l'Iris, 92040 Paris La Défense, représentée par Monsieur Marc Bonnioux, son Directeur Régional dûment autorisé, et dénommée « Suez Eau France » dans ce qui suit :

1

Les volumes livrés par la Ville au SIVU au travers des réseaux d'interconnexion de Suez Eau France respecteront les volumes suivants :

	Mini	Maxi
• annuels :	100 000 m <sup>3</sup>	200 000 m <sup>3</sup>
• mensuels :	8 000 m <sup>3</sup>	20 000 m <sup>3</sup>
• journaliers :	200 m <sup>3</sup>	1 000 m <sup>3</sup>
• horaires :	-	100 m <sup>3</sup>

Le débit horaire pourra être porté exceptionnellement à 300 m<sup>3</sup>/h, pour des raisons d'exploitation momentanées et après accord de la Ville de Mulhouse.

Si Suez Eau France est amenée à dépasser le volume mensuel maximal, elle en informe préalablement le service Eau de la Ville sur son numéro d'astreinte.

**Article 4 - Point de livraison et de comptage**

Le point de livraison et de comptage à la signature du présent contrat se situe près du Pont sur l'III à Sausheim. Il est équipé d'un compteur d'eau, propriété de la Ville. Le service Eau de la Ville facture la location de ce compteur à Suez Eau France, dans les mêmes conditions que pour tout abonné au réseau d'eau potable.

**Article 5 - Comptage de l'eau**

Le compteur en service au point de livraison mentionné à l'article 4 est conforme à la réglementation relative aux instruments de mesure. Il est constamment maintenu dans un état permettant de garantir l'exactitude et la précision des comptages fixés par cette même réglementation.

Pendant la durée du contrat, le suivi et le remplacement de ce compteur, lorsqu'ils sont nécessaires, seront assurés par le service Eau de la Ville. Le relevé des index est effectué contradictoirement par le service Eau de la Ville en présence de Suez Eau France.

Les parties disposent chacune, à tout moment, de la faculté de faire procéder à la vérification du bon fonctionnement du compteur. Les vérifications supplémentaires décidées par une des parties sont toujours réalisées à ses frais.

Dans le cas où la non-conformité du compteur est constatée, le service Eau de la Ville doit immédiatement le réparer ou le remplacer. Le volume d'eau livré est alors évalué, pour la période de facturation en cours :

- soit en appliquant un coefficient de correction au volume indiqué par le compteur, s'il a été montré que l'erreur de mesure est de type systématique ;
- soit sur la base du volume d'eau livré pendant la même période de l'année précédente ;
- soit, si aucune des deux méthodes précédentes ne peut être mise en œuvre, sur la base de toutes justifications qui seront fournies par chacune des

3

**Il est préalablement exposé ce qui suit.**

A la suite de la pollution du champ captant d'Illzach, propriété de Suez Eau France, une alimentation temporaire en eau potable des communes du Bassin Potassique fut assurée à partir de la ressource de la Ville. A cette fin, Suez Eau France a établi une canalisation d'interconnexion entre le système de distribution de la Ville et le réseau d'adduction de Suez Eau France.

Après la constitution du SIVU, compétent en matière d'eau, et la mise en service des installations de production et d'adduction de la Hardt, l'usage permanent de cette adduction a été interrompu. Toutefois, ces équipements sont toujours maintenus en état de parfait fonctionnement par Suez Eau France.

Dans une optique de sécurisation de l'alimentation en eau du Bassin Potassique, le SIVU a souhaité diversifier ses ressources et pour ce faire, a sollicité la Ville pour la livraison d'eau potable en gros, prélevée à partir du champ captant de la Doller ou de la Hardt.

Le SIVU exerce son attribution jusqu'au 31 décembre 2022 pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération, m2A. Par ailleurs, m2A a délégué l'intégralité de la compétence eau, sur son territoire, à la Ville de Mulhouse jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 - Objet**

La présente convention définit les modalités techniques et financières de livraison d'eau potable en gros entre les parties au titre de ressources d'appoint et de secours.

**CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS TECHNIQUES**

**Article 2 - Provenance de l'eau**

Les ressources mises en œuvre par la Ville, gestionnaire transitoire de m2A proviennent du champ captant de la Doller ou de la Hardt. Si la Ville est amenée à livrer de l'eau de la Hardt, elle en informe préalablement Suez Eau France sur son numéro d'astreinte. Dans ce cas, le volume minimum journalier, mentionné à l'article 3 de la présente convention, ne s'applique pas.

**Article 3 - Volumes livrés**

Les livraisons d'eau potable prévues par la présente convention portent sur des volumes limités compatibles avec la notion de ressource d'appoint et de secours.

parties.

Le service eau de la Ville réalise, en présence de Suez Eau France, un relevé des index du compteur objet du présent contrat en fin de mois, si possible le dernier jour ouvré de chaque mois.

**Article 6 - Qualité de l'eau livrée**

Afin de contrôler la conformité de l'eau livrée aux normes de qualité de l'eau potable, la Ville s'engage à :

- respecter les dispositions qui régissent la protection des eaux potables et à se conformer aux prescriptions réglementaires pour la vérification périodique de la qualité de l'eau,
- fournir une eau conforme aux normes de potabilité en vigueur de manière à ce que le SIVU puisse se conformer à ses obligations contractuelles,
- faire vérifier la qualité de l'eau aussi souvent que nécessaire et donner à cet égard toute facilité pour l'exercice de contrôles sanitaires, visites prélèvements et analyses (l'ensemble des analyses, prélèvements et frais y afférents est à la charge de la Ville).

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement, sept jours à l'avance, des travaux importants de renforcement ou d'amélioration pour le transit de l'eau qui seraient susceptibles d'affecter la qualité de l'eau livrée dans le cadre de la présente convention.

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement, immédiatement, en cas de non conformité décelée lors des contrôles réalisés dans le cadre du programme analytique. Les analyses supplémentaires sont à la charge du demandeur.

**CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

**Article 7 - Tarif de l'eau livrée**

*7.1. Décomposition du tarif de l'eau livrée*

Le tarif de l'eau livrée se décompose en deux :

- un tarif de base de vente d'eau en gros,
- une redevance de prélèvement.

A titre indicatif, pour l'année 2021, les tarifs de livraison sont les suivants :

	Montant HT	TVA	Montant TTC
Tarif de base de vente d'eau en gros/m <sup>3</sup>	0,1802 €	0,0099 €	0,1901 €
Redevance de prélèvement/m <sup>3</sup>	0,1854 €	0,0102 €	0,1956 €

4

<b>Prix total</b>	<b>0,3656 €</b>	<b>0,0201 €</b>	<b>0,3857 €</b>
-------------------	-----------------	-----------------	-----------------

## 7.2. Tarifs 2021 et 2022

### Redevance de prélèvement

La redevance de prélèvement est celle qui s'applique sur l'eau distribuée à Mulhouse. Elle résulte d'une délibération annuelle prise par le Conseil Municipal de la Ville.

#### 7.3. Perception d'une indemnité pour non respect des volumes contractuels

En cas de non respect des volumes mensuels maximum et minimum, une indemnité sera perçue sur les écarts, afin de prendre en compte les frais engagés par la Ville. Cette indemnité sera calculée de la façon suivante :

Livraison mensuelle > volume maximum mensuel de 20 000 m <sup>3</sup>	4% x tarif de base	Applicable sur les écarts
Livraison mensuelle < au volume minimum mensuel de 8 000 m <sup>3</sup>	4% x tarif de base	Applicable sur les écarts

Il est précisé que s'agissant du dépassement du volume mensuel maximal, l'indemnité est versée en sus du règlement de la quantité d'eau livrée.

### Article 8 - Modalités de paiement

Les relevés du compteur seront effectués mensuellement conformément aux dispositions stipulées à l'article 5 de la présente convention et les factures établies trimestriellement.

Le Service Eau de la Ville émet une facture à l'ordre de Suez Eau France, délégataire du SIVU, qui s'acquitte du paiement.

### Article 9 - Propriété et exploitation des installations de production

Chaque partie reste propriétaire de ses installations de production d'eau potable.

L'exploitation de l'ensemble de ces installations est assurée par chaque partie en vertu du mode de gestion qui lui est propre.

Les pressions de service, volumes et débits maximum seront ainsi limités par la capacité des installations actuelles et par les possibilités effectives de l'aquifère au cours du temps.

Ce fonctionnement sera assuré selon la capacité des équipements en place.

Pour assurer la maintenance préventive des équipements des installations de production (notamment rénovation des pompes de forages, des équipements hydrauliques, électromagnétiques ou des automatismes), la Ville se réserve la possibilité de limiter la capacité de livraison, et en informe Suez Eau France au moins sept jours à l'avance de ces opérations de maintenance préventive.

5

Les parties conviennent de se rapprocher pour définir de nouvelles conditions techniques et financières en fonction de l'évolution de l'aquifère, si les installations actuelles s'avéraient insuffisantes ou devaient être modifiées substantiellement, si leurs besoins venaient à être modifiés substantiellement, ou si l'évolution des normes imposait des traitements autre qu'une simple chloration.

### Article 10 - Durée

Le présent contrat est conclu pour l'année 2021 et 2022. Il prend obligatoirement fin le 31 décembre 2022.

Trois mois avant sa date d'expiration, les parties conviennent de se rencontrer en vue de définir les modalités de fin de contrat.

### Article 11 - Défaillances

Afin d'assurer pendant toute la durée du présent contrat, la livraison de l'eau dans les conditions prévues, la Ville s'engage à maintenir constamment en état de fonctionnement normal ses ouvrages de production d'eau, ainsi que les ouvrages de transport de l'eau jusqu'au point de livraison.

En cas de défaillance, de quelque nature que ce soit, empêchant la livraison normale de l'eau (impossibilité de fournir les volumes fixés, anomalie persistante de pression, non-conformité de la quantité de l'eau), la Ville devra :

- ✓ informer immédiatement Suez Eau France en fournissant tous les éléments disponibles sur la situation et son évolution prévisible,
- ✓ prendre, s'il y a lieu, toutes les mesures d'urgence nécessaires pour protéger la santé publique,
- ✓ remettre en état de fonctionnement, le plus rapidement possible, les installations, afin que la durée de l'interruption soit limitée au temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations et prendre les mesures appropriées.

### Article 12 - Avenant

Toute modification apportée au présent contrat donnera lieu à un avenant.

Le présent contrat se poursuivra dans les mêmes conditions en cas de substitution d'une partie par une autre personne morale en application de dispositions législatives ou réglementaires.

### Article 13 - Litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de rechercher entre elles une solution amiable.

Si dans les trois mois à compter de la date du litige, un accord entre les parties n'est pas intervenu, le litige sera porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

6

### Article 14 - Date d'entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Fait à Mulhouse, en trois exemplaires le

Pour la Ville de Mulhouse, L'Adjointe Déléguée,	Pour le SIVU des communes du Bassin Potassique Le Président,	Pour SUEZ EAU FRANCE Le Directeur Régional,
--	---	--

Maryvonne BUCHERT

Antoine HOME

Marc BONNIEUX



Extrait des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

**SYNDICAT MIXTE DU BARRAGE DE MICHELBACH : PASSATION D'UNE  
CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'ANNEE 2021  
(412/1.4./334)**

Une convention de prestations de services a été signée le 27 août 2020, entre la Ville de Mulhouse et le Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach. Cette convention définit les missions assurées et les charges supportées par la Ville de Mulhouse pour le Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach et règle les relations financières entre les parties, sur le fondement du remboursement des dépenses supportées, pour l'année 2020.

Dans son article 6, cette convention, entrée en application au 1<sup>er</sup> janvier 2020, prévoit :

- l'établissement d'un bilan financier de l'année écoulée,
- le réajustement des estimations en fonction de ce bilan et de l'évolution pressentie des charges,
- la présentation d'une convention actualisée.

**1. Bilan financier de l'année 2020**

Le montant des charges devant être supporté par le Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach avait été estimé à 367 509 €. A l'examen des comptes, le montant réel de ces charges s'élève à 362 461,15 €. La répartition de ces charges entre les différentes catégories de dépenses figure en annexe au projet de convention actualisé.

**2. Evolution pour l'année 2021**

Les missions figurant dans la convention pour l'année 2020 sont reconduites pour l'année 2021. Sur le plan financier, des réajustements sont opérés, ayant pour origine :

- la clé 2021 de répartition des charges, calculée au vu de l'évolution des frais de personnel,

- les montants estimatifs des charges 2021 du budget annexe de l'Eau (frais de personnel, charges accessoires aux frais de personnel, frais de mutualisation),
- l'évolution estimée des frais d'utilisation des locaux,
- le montant estimé des sorties de stocks et des carburants utilisés pour les petites machines, au vu des réalisations des exercices précédents.

Au total, pour l'année 2021, ces charges ont été estimées à 377 652 €. Le détail figure en annexe au projet de convention actualisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le bilan financier présenté pour l'année 2020,
- approuve l'ajustement de la convention de prestations de services pour l'année 2021, ainsi que le montant prévisionnel des charges de l'année 2021,
- autorise Mme le Maire, ou son adjointe déléguée, à signer cette convention et toutes les pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : 1 projet de convention actualisé et son annexe

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES

Pour l'année 2021

entre :

le **Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach**, représenté par Madame Maryvonne BUCHERT, Présidente, agissant conformément à une délibération du Comité Syndical en date du 29 juin 2021,

désigné ci-après « le Syndicat Mixte » d'une part,

et

la **Ville de Mulhouse**, représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, conformément à une délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2021,

désignée ci-après « la Ville » d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les missions assurées par la Ville pour le Syndicat Mixte, ainsi que les charges supportées par la Ville pour le Syndicat Mixte. Elle règle les relations financières entre les deux parties, sur le fondement du seul remboursement des dépenses supportées par la Ville pour le Syndicat Mixte.

Cette convention reprend les bases de la convention signée le 27 août 2020, relatives aux prestations exécutées durant l'année 2020, revues et complétées au vu de l'année écoulée et des perspectives pour l'année 2021.

### Article 2 : Missions

Le Syndicat Mixte confie à la Ville la gestion de ses propriétés (bâtiments d'exploitation, terrains), ainsi que toutes les tâches administratives habituellement de la responsabilité d'une collectivité. Les missions confiées sont plus précisément décrites ci-dessous :

#### 2.1. Surveillance des installations et travaux d'entretien courant :

Détail des missions de surveillance et d'entretien courant :

Travaux réalisés durant la tournée quotidienne :

Relevés divers :

- Précipitations Mulhouse
- Doller SNIP
- Doller station d'alerte
- Doller Pont d'Aspach
- Aval barrage et drainage
- Météo
- Barrage principal
- Digue de queue
- Prise d'eau de Senheim
- Débit conduite gravitaire à Guewenheim et remplissage
- Rivière du Michelbach au niveau de la CD 34.

Tournée à pied pour le contrôle visuel des ouvrages et le ramassage des débris sur le parcours et le remplacement des sacs poubelle. En période estivale, passage tous les deux jours à l'abri ornithologique.

Travaux effectués sur une semaine par deux gardes, en début de mois :

- Relevés mensuels
- Nettoyage du venturi (appareil de mesure des débits)
- Contrôle de l'écoulement dans le regard du parking
- Manœuvre du batardeau (palan)
- Manœuvre de la vanne en digue de queue
- Manœuvre du dégrilleur.

Travaux en plus de ceux énoncés ci-dessus :

Lundi :	Entretien du groupe électrogène + compresseur Belair
Mardi :	Manœuvre des vannes à la Blechutte + relevé de la mire
Mercredi :	Entretien hebdomadaire du groupe hydraulique
Jeudi :	Manœuvre des vannes à Morschwiller au passage du Dollerbaechlein, nettoyage des grilles et du seuil
Vendredi :	Nettoyage de l'entrée de la digue de fermeture et autour des différents bancs + nettoyage des véhicules + entretien de la digue de queue + entretien des petites machines et des locaux
Autres :	Visites guidées

Travaux par ouvrage tels que figurant au rapport d'exploitation :

#### Senheim :

Nettoyage du désableur + fauchage des berges du désableur + fauchage de l'accès à la prise d'eau, de son enceinte et du chemin des pêcheurs + nettoyage du lit de la Doller et des palplanches.

#### Conduite gravitaire :

Débroussaillage de l'épi drainant (renouées du Japon) + pompages des regards de ø 250 et 900 + débroussaillage autour de l'ensemble des regards + entretien complet des ventouses.

#### Retenue de queue :

Enlèvement des embâcles dans le lit du Michelbach + ramassage du bois mort en amont de la digue + désherbage du rip-rap (enrochement) amont et aval de la digue d'entretien des grilles et des planchettes + entretien de la vidange de fond.

#### Retenue principale :

Passage du désherbeur thermique sur le couronnement + nettoyage des caniveaux en aval du barrage + rétention d'eau + nettoyage du venturi au Kärcher + maintenance des vannes de garde, de réglage et de restitution + reféction des barrières sur parking + élagage des arbres et bosquets le long du parking, chemin finlandais, chemin de crête, chemin d'accès au Michelbach recalibré + nettoyage des tabourets siphon sur le couronnement de la digue + animation de visites guidées + entretien des cadenas et serrures.

#### Aval barrage :

Entretien annuel du Michelbach recalibré, des ouvrages du Steinbaechlein à la Blechutte et à Morschwiller, ainsi que l'accès à la mire de Reiningue à hauteur de la station anti-bélier (interventions au seuil du Dollerbaechlein et nettoyage des mires).

#### 2.2. Autres missions :

- Etablissement des demandes de devis aux entreprises, passation et traitement des commandes, relations avec les entreprises, surveillance des chantiers, vérification des factures et décomptes des entreprises.
- Rédaction, passation et suivi de tout contrat de quelque nature que ce soit, y compris les marchés publics, sous réserve que ces contrats soient nécessaires à assurer les activités courantes du Syndicat Mixte. En sont exclus, les contrats relevant de projets d'aménagement susceptibles d'être menés par le Syndicat Mixte.
- Suivi des réseaux de communication (téléphone, réseau informatique et autres).
- Surveillance des données et alarmes transmises au bureau de commande du service Eau de la Ville 24h/24h.
- Maintenance courante des installations électriques.
- Maintenance du matériel et de la flotte automobile.
- Saisie des données dans le rapport d'exploitation du barrage, mise en forme, conception et impression des documents.
- Réalisation de schémas techniques et de plans.

- Elaboration de documents de communication ou d'information.
- Mise à jour des données du site Internet.
- Organisation des visites guidées du site du barrage de Michelbach.
- Participation aux réunions avec les différents partenaires du Syndicat Mixte (agriculteurs, administrations diverses, SAFER...).
- Suivi des terrains (démarches pour réaliser de nouvelles acquisitions foncières, gestion de l'exploitation des terrains...).
- Tous travaux comptables : engagements, liquidations en dépenses et en recettes, émission des mandats et des titres, tenue du registre des factures, déclarations aux organismes sociaux et fiscaux, établissement de factures, calcul des indemnités, tenue de l'actif des immobilisations...
- Tous travaux budgétaires et financiers : montage et saisie des propositions budgétaires, édition des documents budgétaires, suivi de l'exécution budgétaire, suivi de la réalisation des emprunts...
- Tous travaux de secrétariat : frappe et expédition des courriers classiques, et des documents divers destinés aux délégués et membres du Syndicat Mixte, classement des documents...
- Tous travaux liés aux instances du Syndicat Mixte : envoi des convocations aux séances du Bureau et du Comité Syndical, rédaction des comptes rendus des séances, rédaction des projets de délibérations, tenue du registre des délibérations et des actes administratifs.

A noter que les projets d'aménagement, sortant des activités courantes du Syndicat Mixte, feront l'objet de conventions de maîtrise d'œuvre spécifique. Ces conventions détermineront les missions confiées par le Syndicat Mixte à la Ville, ainsi que la rémunération de la maîtrise d'œuvre assurée.

#### 2.3. Moyens mis à disposition pour assurer les missions :

Pour assurer les missions définies ci-dessus, la Ville de Mulhouse mobilise des agents du service Eau de la Ville ou de la Direction Environnement et Services Urbains. Ainsi, les fonctions de Directeur du Syndicat Mixte sont-elles remplies par un ingénieur pour une partie de son temps de travail. Il est assisté d'agents techniques (ingénieur, techniciens, agents d'entretien non spécialisés, électriciens, dessinateur), d'agents administratifs (attaché, comptable, secrétaire) et d'une équipe de 3 gardes. Les heures consacrées au Syndicat Mixte sont redéfinies chaque année. Sauf exception éventuelle, ces agents municipaux relèvent tous du budget annexe de l'Eau de la Ville.

Par ailleurs et afin de remplir ces missions, le service Eau de la Ville requiert les conseils et l'assistance de services mutualisés.

#### Article 3 : Charges associées aux missions

Les charges associées aux missions, à l'exclusion de toute marge, supportées par la Ville et dont tout ou partie relève du Syndicat Mixte, comprennent :

1. Les frais de personnel des agents de la Ville ou de la Direction Environnement et Services Urbains effectuant les missions décrites à l'article 2 (traitement, régime indemnitaire, charges sociales y compris les

charges patronales). Depuis 2017, la participation à la subvention versée à l'Amicale est incluse dans les frais de mutualisation.

2. Les **charges accessoires éventuelles aux frais de personnel** : formations et déplacements professionnels effectués par les agents visés au § 1 du présent article, pour les besoins du Syndicat Mixte.
3. La participation aux **frais de mutualisation**, donnant accès aux divers services mutualisés (Administration Générale, Service des Finances, Service des Affaires Juridiques, Direction des Ressources Humaines, Service de la Commande Publique, Direction des Systèmes d'Information et Télécommunications...).
4. Les **frais d'utilisation des locaux** : incluant la mise à disposition de locaux, les frais d'affranchissement, de fourniture de papier, les travaux d'impression, les frais de télécommunications.
5. Les **fournitures** prélevées directement du stock du service Eau de la Ville.
6. Les **carburants** utilisés pour les petites machines du Syndicat Mixte et achetés sur le budget annexe de l'Eau de la Ville.

#### **Article 4 : Estimation des charges associées aux missions**

##### **Article 4.1. Frais de personnel – Participation aux frais de mutualisation**

Ces charges sont estimées au moyen d'une clé de répartition qui reste intangible pour l'année.

Il est d'abord établi une liste de tous les agents du service Eau de la Ville et de la Direction Environnement et Services Urbains concernés par les activités du Syndicat Mixte durant l'année N – 1. Pour chaque agent est déterminé un nombre annuel d'heures d'affectation aux activités du Syndicat Mixte. Puis ce volume d'heures ainsi défini est ramené à l'horaire annuel de travail rémunéré de chacun (temps plein ou temps partiel). Le prorata individuel obtenu est appliqué à la rémunération annuelle (traitement, régime indemnitaire, charges sociales et patronales) versée par le service Eau de la Ville à l'agent, ce qui donne pour chacun la part affectable au Syndicat Mixte. Leur addition correspond au montant total des charges de personnel relevant du Syndicat Mixte pour l'année N - 1.

Le montant ci-dessus est in fine ramené au total des charges de personnel acquittées durant l'année N-1 par le budget annexe de l'Eau de la Ville. Le pourcentage ainsi obtenu constitue une **clé de répartition**. Cette clé, **intangible pour l'année**, servira au calcul des frais de personnel et de la participation aux frais de mutualisation.

Pour l'année N, une estimation est faite des charges précitées. La participation prévisionnelle du Syndicat est calculée en appliquant à cette estimation, la clé de répartition définie au paragraphe précédent.

Un réajustement est effectué au début de l'année N+1, au vu des charges réellement supportées par le budget annexe de l'Eau de la Ville durant l'année N. La participation corrigée du Syndicat Mixte est calculée de la façon suivante :

- **Pour les frais de personnel** : Ce réajustement porte à la fois sur les rémunérations effectivement versées durant l'année, listées par le service des Ressources Humaines de la Ville, ainsi que sur les heures que les agents ont consacrées au Syndicat Mixte durant l'année et que le service Eau de la Ville aura validées.
- **Pour les frais de mutualisation** (participation à la subvention versée à l'Amicale incluse) : Les dépenses réellement supportées par le budget annexe de l'Eau de la Ville sont multipliées par la clé de répartition définie pour l'année.

##### **Article 4.2. Autres charges**

- a. **Charges accessoires aux frais de personnel, fournitures prélevées du stock, carburants pour les petites machines** : Il s'agit des dépenses réellement constatées durant l'année N.
- b. **Frais d'utilisation des locaux** : Un coût moyen annuel d'occupation des locaux est estimé par agent. Ce coût comporte :
  - une estimation des charges d'administration générale,
  - un coût de mise à disposition de locaux, révisé en fonction de l'évolution de l'indice du coût à la construction. L'indice de référence est celui au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (1 770).

Ce coût moyen est multiplié par l'effectif du service Eau de la Ville, augmenté des agents relevant de la Direction Environnement et Services Urbains, auquel a été appliquée la clé de répartition explicitée à l'article 4.1.

##### **Article 4.3. Estimation chiffrée de l'ensemble des charges**

L'estimation des charges pour l'année 2021 figure en annexe à la présente convention.

##### **Article 5 : Règlement de la participation aux charges**

Le service Eau de la Ville établit :

- des factures trimestrielles, constituant des **acomptes** et dont le montant sera égal au quart des montants estimatifs pour les charges mentionnées à l'article 4.1 de la présente convention,
- un décompte annuel final, de réajustement entre les prévisions et les écarts pour les charges mentionnées à l'article 4.1,
- des factures annuelles pour les charges mentionnées à l'article 4.2. de la présente convention.

Les sommes dues seront acquittées par le Syndicat Mixte dans les conditions de règlement en vigueur dans les collectivités territoriales. Il en est de même pour la Ville, en cas d'éventuel trop perçu constaté à l'issue du bilan financier annuel.

##### **Article 6 : Entrée en vigueur et durée de la convention**

La présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Elle prend fin à l'issue du règlement du décompte annuel final prévu à l'article 5.

Au courant de l'année 2022, un bilan financier est établi pour l'année écoulée. En fonction de ce bilan et de l'évolution pressentie des charges, les estimations sont réajustées et une convention actualisée est proposée à l'approbation des deux parties.

Fait à Mulhouse, en double exemplaire, le \_\_\_\_\_ 2021

Pour la Ville de Mulhouse, Pour le Syndicat Mixte  
du Barrage de Michelbach

La Maire, La Présidente,

Michèle LUTZ Maryvonne BUCHERT

#### **ANNEXE A LA CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES**

**Entre le Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach et la Ville de Mulhouse  
Pour l'année 2021**

##### **1. Convention relative à l'année 2020 : Bilan financier**

Les relations financières entre le Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach et la Ville de Mulhouse sont définies par une convention de prestations de services, signée le 27 août 2020.

Une annexe à la convention estimait la participation prévisionnelle du Syndicat Mixte en 2020 au montant de **367 509 €**, décomposé comme suit :

	Charges assumées	Montant prévisionnel 2020 Budget Eau	Clé de répartition 2020	Part prévisionnelle 2020 du SMBM
1	Participation aux frais de personnel	4 946 386 €	5,98 %	295 794 €
2	Charges accessoires aux frais de personnel			200 €
3	Participation aux frais de mutualisation	930 000 €	5,98 %	55 315 €
	<b>Autres charges :</b>			
4	Valorisation des sorties de stocks		Estimation	1 200 €
5	Frais d'utilisation des locaux		Estimation	14 500 €
6	Carburants pour les petites machines		Estimation	500 €
	<b>Total :</b>			<b>367 509 €</b>

Dans son article 6, cette convention prévoyait qu'au courant de l'année 2021, un bilan financier était établi pour l'année écoulée.

##### **a) Clé de répartition :**

Cette clé de répartition sert au calcul des frais de personnel et de la participation aux frais de mutualisation.

Elle est fonction d'une part des heures prévisionnelles des agents du service Eau de la Ville et de la Direction Environnement et Services Urbains concernés par les activités du Syndicat Mixte et, d'autre part, des données relatives à la masse salariale des agents du service Eau de la Ville, augmentée de la masse salariale des agents du service Eau transférés à la Direction Environnement et Services Urbains pour l'année 2019.

Les heures avaient été estimées à 9 896 h pour l'année 2020. D'après cette estimation, les charges de personnel, suivant les valeurs 2019, s'élevaient à 293 081 €. De ce fait, pour l'année 2020, la clé de répartition s'établissait à **5,98%**, calculée comme suit :

(293 081 € / 4 897 411,48 €) x 100

293 081 € =	charges du personnel concerné par les activités du Syndicat calculées suivant les valeurs 2019 et les heures estimatives 2020
4 897 411,48 € =	total des frais de personnel de l'ensemble des agents du service Eau de la Ville (y compris les agents transférés à la Direction Environnement et Services Urbains) pour l'année 2019

En prenant en compte une augmentation de la masse salariale de 1% estimé à 4 946 386 €, les frais de personnel s'élevaient à 295 794 €.

**b) Participation aux frais de personnel :**

Les frais de personnel correspondent aux frais des agents du service Eau de la Ville et de la Direction Environnement et Services Urbains affectés totalement ou partiellement au Syndicat Mixte (traitement, régime indemnitaire, charges sociales y compris les charges patronales). Pour chaque agent, le volume d'heures effectué est ramené à son horaire annuel de travail rémunéré (temps plein ou temps partiel). Le prorata individuel obtenu est appliqué à la rémunération annuelle (traitement, régime indemnitaire, charges sociales et patronales) versée par le service Eau de la Ville à l'agent, ce qui donne pour chacun la part affectée au Syndicat Mixte. Leur addition correspond au montant total des charges de personnel relevant du Syndicat Mixte pour l'année 2020.

En 2020, 9 890 heures ont été effectuées contre 9 736 heures prévues. Les frais de personnel s'élevaient à **292 046,75 €**, contre 295 794 € facturés.

**c) Charges de personnel accessoires**

Il s'agit des charges accessoires éventuelles aux charges de personnel : frais de gestion administrative, formations et déplacements professionnels effectués par les agents concernés par les activités du Syndicat Mixte. En 2020, aucune charge de ce type n'a été constatée.

**d) Participation aux frais de mutualisation**

La participation du Syndicat Mixte est égale au montant de la participation supportée effectivement en 2020 par le budget annexe de l'Eau de la Ville multiplié par la clé de répartition. Estimée à 55 315 €, elle s'élève à **53 059,38 €**. Cette évolution est consécutive à celle de la participation du budget annexe de l'Eau de la Ville : 887 280,56 € contre 925 000 € prévus initialement.

Soit le calcul suivant :  
887 280,56 € x 5,98 % = 53 059,38 €.

**e) Valorisation des sorties de stocks de pièces détachées**

Des sorties de stocks du service Eau de la Ville pour le Syndicat Mixte durant l'année 2020 ont été comptabilisées pour un montant de **446,84 €** hors taxes. Il s'agit de petites fournitures diverses, telles que : éponges, insecticides, papier essuie-mains,

savon, chevilles, écrous, vis, bougies, ampoules, colle, piles, détergents divers... Leur détail est annexé à la facture établie en fin d'année.

**f) Frais d'utilisation des locaux**

Ces frais incluent la mise à disposition de locaux, les frais d'affranchissement, de fourniture de papier, les travaux d'impression, les frais de télécommunications. Un coût moyen annuel d'occupation des locaux est estimé par agent, comportant une estimation des charges d'administration générale et un coût de mise à disposition de locaux, révisé en fonction de l'évolution de l'indice du coût à la construction. Ce coût moyen est multiplié par l'effectif relevant du budget annexe de l'Eau de la Ville, auquel est appliquée la clé de répartition.

Ces frais avaient été estimés à 14 500 € pour un effectif théorique de 7 agents, résultant de l'application de la clé de répartition. En 2020, ces frais se sont élevés à **16 627,00 €** pour un effectif théorique de 7 agents.

**g) Carburants pour les petites machines**

Pour l'année 2020, les frais de carburants se sont élevés à **281,18 €** hors taxes.

Au final, la participation du Syndicat Mixte s'établit au montant de **362 461,15 €** pour l'année 2020, décomposé comme suit :

	Charges assumées	Base calcul 2020 Budget Eau	Clé de Répartition 2020	Part 2020 du SMBM
1	Participation aux frais de personnel	4 956 514,93 €	-	292 046,75 €
2	Charges accessoires aux frais de personnel		-	0 €
3	Participation aux frais de mutualisation	887 280,56 €	5 98%	53 059,38 €
	Autres charges :			
4	Valorisation des sorties de stocks		-	446,84 €
5	Frais d'utilisation des locaux		-	16 627,00 €
6	Carburants pour les petites machines		-	281,18 €
			<b>Total :</b>	<b>362 461,15 €</b>

**2. Convention relative à l'année 2021 : Propositions d'évolution**

Les missions décrites dans la convention signée le 27 août 2020 sont reconduites dans leur intégralité dans la convention actualisée pour l'année 2021.

**a) Clé de répartition :**

Elle est fonction d'une part des heures prévisionnelles des agents du service Eau de la Ville et de la Direction Environnement et Services Urbains concernés par les activités du Syndicat Mixte et, d'autre part, des données relatives à la masse salariale des agents du service Eau de la Ville, augmentée de la masse salariale des agents du

service Eau transférés à la Direction Environnement et Services Urbains pour l'année 2020.

Les heures passeraient de 9 736 h en 2020 à 9 764 h pour l'année 2021. Au vu de ce réajustement, les charges de personnel suivant les **valeurs 2020** s'élevaient à 302 193 €.

Ainsi, la clé de répartition passe-t-elle de 5,98 % en 2020 à **6,04 % en 2021**, calculée comme suit : (302 193 € / 5 002 658,46 €) x 100

302 193 € =	charges du personnel concerné par les activités du Syndicat calculées suivant les valeurs 2020 et les heures estimatives 2021
5 002 658,46 € =	total des frais de personnel de l'ensemble des agents du service Eau de la Ville (y compris les agents transférés de la Direction Environnement et Services Urbains) pour l'année 2020

**b) Participation aux frais de personnel :**

La progression de la masse salariale a été estimée à +1,00 %. Appliquée aux salaires et charges de l'année 2020, la masse salariale pour l'ensemble des agents du service Eau (y compris les agents transférés à la Direction Environnement et Services Urbains) s'élèverait à 5 052 685 € (5 002 658,46 € + 1,00%) en 2021.

Soit une participation prévisionnelle du Syndicat Mixte égale à :  
5 052 685 € x 6,04% = **305 182 €**

**c) Charges de personnel accessoires**

Ces charges ont été estimées à **200 €** pour l'année 2021.

**d) Participation aux frais de mutualisation**

La participation du budget annexe de l'Eau aux frais de mutualisation a été estimée à 925 000 € pour l'année 2021. Soit une participation prévisionnelle du Syndicat Mixte égale à :

925 000 € x 6,04 % = **55 870 €**

**e) Valorisation des sorties de stocks**

Au vu des dépenses des années précédentes, le montant de ces sorties a été estimé à **1 200 € hors taxes** pour l'année 2021.

**f) Frais d'utilisation des locaux**

Son montant final sera fonction de l'évolution estimée des coûts servant de base à son calcul (charges d'administration générale et coût de mise à disposition des locaux), ramenés au nombre d'agents affectés. Au vu de la progression de l'indice du coût à la construction et de l'évolution des charges de personnel (effectif théorique de 7 agents), ces frais sont estimés à **14 700 €** pour l'année 2021.

**g) Carburants pour les petites machines**

Au vu de la consommation de carburants de ces dernières années, le montant prévisionnel a été estimé à **500 €** pour l'année 2021.

Pour l'année 2021, la participation du Syndicat Mixte est estimée à **377 652 €**, décomposé comme suit :

	Charges assumées	Montant prévisionnel 2020 Budget Eau	Clé de répartition 2020	Part prévisionnelle 2020 du SMBM
1	Participation aux frais de personnel	5 052 685 €	6,04 %	305 182 €
2	Charges accessoires aux frais de personnel			200 €
3	Participation aux frais de mutualisation	925 000 €	6,04 %	55 870 €
	Autres charges :			
4	Valorisation des sorties de stocks		Estimation	1 200 €
5	Frais d'utilisation des locaux		Estimation	14 700 €
6	Carburants pour les petites machines		Estimation	500 €
			<b>Total :</b>	<b>377 652 €</b>



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **CESSION DE L'IMMEUBLE SIS 42 AVENUE ROGER SALENGRO A MULHOUSE (534/3.2.1/339)**

La Ville de Mulhouse est propriétaire de l'immeuble 42 avenue Roger Salengro à Mulhouse, cadastré :

#### **Territoire de Mulhouse**

Section	N°	Lieudit	Surface
MN	114	42 avenue Roger Salengro	5,35 ares

Il s'agit d'un immeuble collectif accolé, édifié en 1914 qui comprend 5 appartements, sur 5 niveaux.

Les appartements des rez-de-chaussée, du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>ème</sup> étages sont en bon état. Celui du 3<sup>ème</sup> étage est dans un état passable et celui du 4<sup>ème</sup> étage, en mauvais état.

Quatre investisseurs ont fait part de leur intérêt pour l'acquisition de ce bien immobilier, trois pour un investissement locatif, et un, en vue d'un usage mixte de bureaux et de logements.

Après étude de chaque offre en se basant sur leurs programmes de travaux, leurs projets d'affectation du bien et leurs prix, il est proposé de retenir l'offre de la SARL IK INVEST au prix de 365.000 €, conforme à l'avis de de la Direction Départementale des Finances Publiques du Haut-Rhin, en date du 11 janvier 2021.

L'acquéreur a pour projet d'affecter le bien à un usage professionnel aux rez-de-chaussée et 1<sup>er</sup> étage, et à un usage d'habitation aux étages supérieurs, s'ils ne pouvaient être affectés à une destination professionnelle.

Afin de garantir cette affectation, une clause restrictive relative à la destination de l'immeuble sera stipulée dans l'acte de vente.

Cette cession nécessite les écritures comptables suivantes :

**En recettes réelles de fonctionnement**

Chapitre 77 / Compte 775 / Fonction 824

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 2906 : Vente de bâtiments 365.000.00 €

**En recettes d'ordre d'investissement**

Chapitre 040 / Compte 2138 / Fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 6016 : cession autres constructions 644 983.47 €

Chapitre 040 / Compte 21318 / Fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 3252 : vente de bâtiments 9 642.72 €

**En dépenses d'ordre de fonctionnement**

Chapitre 042/Compte 675/fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 2905 : sortie bâtiment de l'actif 654 626.19 €

**En dépenses d'ordre d'investissement**

Chapitre 040 / Compte 192 / Fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 31097: moins-value vente d'immeuble 289 626.19 €

**En recettes d'ordre de fonctionnement**

Chapitre 042/Compte 7761/fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 13560 : moins-value vente d'immeuble 289 626.19 €

Le Conseil Municipal :

- approuve la cession de l'immeuble 42 avenue Roger Salengro à Mulhouse aux conditions susvisées ;
- donne mandat à Madame le Maire ou l'Adjoint délégué de faire tout ce qui est utile et nécessaire en vue de réaliser cette transaction immobilière et notamment signer le ou les actes de transfert de propriété.

PJ : Plan cadastral

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



Département :  
HAUT RHIN

Commune :  
MULHOUSE

Section : MN  
Feuille : 000 MN 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 10/05/2021  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

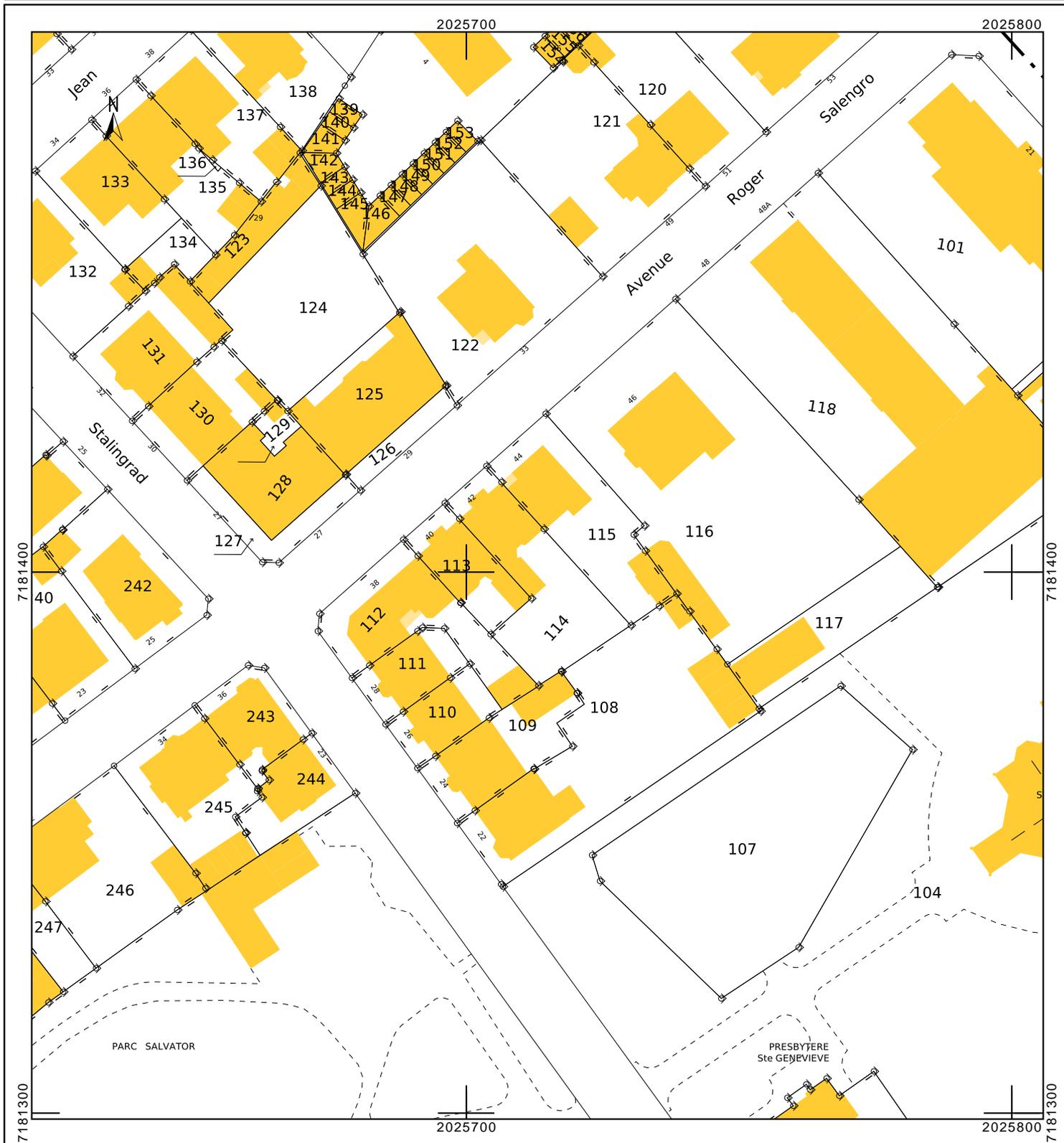
-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
CENTRE DES IMPÔTS FONCIER  
CADASTRE CITE  
ADMINISTRATIVE BAT. C 68085  
68085 MULHOUSE CEDEX  
tél. 03 89 33 32 14 -fax 03 89 33 32 13

[cdif.mulhouse@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cdif.mulhouse@dgfip.finances.gouv.fr)

Cet extrait de plan vous est délivré par :

[cadastre.gouv.fr](http://cadastre.gouv.fr)





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **CENTRES SOCIAUX : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT 2021 (133/7.5.6/307)**

Par la mise à disposition de la population mulhousienne d'équipements, de services collectifs et d'animations socio-culturelles, les centres sociaux mulhousiens sont des pivots de l'animation de la vie sociale sur leurs territoires d'intervention et participent ainsi étroitement à la politique menée par la collectivité dans les champs de la parentalité, l'enfance, la jeunesse, le soutien aux personnes vulnérables et la participation citoyenne.

Pour leur permettre la bonne mise en œuvre de leurs projets sociaux avec les équipements nécessaires, des investissements pour l'acquisition ou le renouvellement de divers matériels sont nécessaires.

Pour les projets d'équipement 2021 des centres sociaux mulhousiens, il est ainsi proposé au Conseil Municipal de les soutenir en attribuant des subventions pour un montant total de 11 700 €, se répartissant de la manière suivante :

- au centre social PAX, pour l'acquisition d'une armoire murale à 12 portes pour la salle d'activités adultes, d'un nouveau bureau pour les animatrices, d'une version actualisée du logiciel BODET (logiciel RH), de 2 ordinateurs dédiés au service accueil dotés d'écrans plus grands : 7 000 € ;
- au centre social Porte du Miroir, pour l'acquisition de 10 tapis de sol DIMA, d'1 vélo cargo pour les activités « hors les murs » permettant de faciliter le transport du matériel, d'un appareil photo reflex et accessoires, d'une caméra Go Pro, de 10 paires de jumelles ainsi qu'une longue vue : 4 700 €.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2021  
Chapitre 204 - article 20421 - fonction 422  
Service gestionnaire et utilisateur 133  
Ligne de crédit n°13510 – Subventions d'équipement des centres sociaux

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Ne prennent pas part au vote : Mme SCHMIDLIN et Mme SORNIN.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE LA SANTE - SUBVENTIONS 2021 – PHASE 1 (114/7.5.6./306)**

L'investissement de la Ville de Mulhouse pour la santé de ses habitants s'est toujours traduit par la volonté de s'inscrire dans un partenariat fort avec les acteurs locaux, de construire et développer des synergies, de s'appuyer sur les ressources et énergies du territoire.

C'est dans cet esprit que la ville alloue chaque année une aide à des associations contribuant à la mise en œuvre d'actions d'intérêt public dans le domaine de la santé.

Pour l'année 2021, il est proposé d'attribuer les premières subventions suivantes :

<b>Bénéficiaires</b>	<b>Montant 2020</b>	<b>Montant 2021</b>
ALSACE CARDIO	500 €	<b>600 €</b>
ARER 68	2 500 €	<b>2 500 €</b>
France AVC 68	500 €	<b>600 €</b>
FRANCE REIN 68	500 €	<b>600 €</b>
LE REZO	2 000 €	<b>2 000 €</b>
UFSBD	4 000 €	<b>4 000 €</b>
ASSOCIATION MALENTENDANTS	400 €	<b>400 €</b>
RESI	2 000 €	<b>2 000 €</b>

SOS HEPATITES ALSACE	1 000 €	<b>1 500 €</b>
VIE LIBRE	1 500 €	<b>2 000 €</b>
AIDES 68	2 000 €	<b>2 000 €</b>
SEPIA	3 000 €	<b>3 000 €</b>
VITA'RUE	-	<b>5 000 €</b>
NAT'CONNECT	1 000 €	<b>3 000 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20 900 €</b>	<b>29 200 €</b>

Ces associations, contribuent, aux côtés de la Ville, à l'amélioration de l'état de santé des mulhousiens par diverses actions de promotion et d'éducation pour la santé qui s'intègrent pleinement dans le Contrat Local de Santé et la politique municipale de santé.

Celles-ci permettent par exemple d'informer, de soutenir et d'accompagner la population sur des thématiques telles que :

- La prévention du suicide chez les jeunes (SEPIA)
- La promotion de l'activité physique (NAT'CONNECT et VITA'RUE)
- La santé sexuelle (AIDES et SOS Hépatites)
- La prévention des maladies neuro et cardiovasculaires (Alsace Cardio, France AVC 68, France Rein 68)
- La prévention des conduites addictives (Vie Libre)
- La prévention bucco-dentaire (UFSBD)
- ...

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2021

Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 510

Service gestionnaire et utilisateur 114 – Santé Séniors et Handicap

Ligne de crédit n° 26108 « Subventions de Fonctionnement Santé »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions d'attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2021,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ





## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

42 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **ASSOCIATIONS D'AIDE AUX FAMILLES - SUBVENTIONS 2021 – Phase 1 (113/7.5.6/308)**

Dans le cadre de sa politique en direction des familles, la Ville de Mulhouse soutient chaque année des associations qui s'engagent aux côtés des familles. Par leur action, elles contribuent à améliorer la situation des foyers en situation de fragilité.

Cette première phase de subventions s'adresse aux associations suivantes :

Le **Centre d'information sur le droit des femmes et des familles (CIDFF)** sollicite un soutien financier auprès de la Ville de Mulhouse au titre de la permanence d'accès aux droits pour les familles qu'il assure sur différents sites mulhousiens. Le droit de la famille, droit des étrangers, droit des contrats, litiges avec l'administration, accès à la justice sont les principales questions que les juristes du CIDFF, également formés au repérage de la violence, résolvent de manière neutre et avec fiabilité.

Avec la crise sanitaire, la permanence d'accès aux droits a vu son public s'accroître de manière significative.

Il est proposé d'attribuer au CIDFF **une subvention à hauteur de 2 000 €.**

**La Petite Ourse** est une association qui met en place des rencontres médiatisées et régulières entre un ou des enfants et le parent chez lequel il ne réside pas habituellement, ou avec toutes autres personnes ayant un droit de visite. Les rencontres se font de manière « simple », c'est-à-dire en petit groupe, ou « renforcée », l'enfant reste alors toujours en présence d'un des accueillants spécialisés pour veiller à sa sécurité.

La majorité de l'activité de la Petite Ourse concerne Mulhouse, qui concentre la plupart des publics concernés. Les prescriptions du Ministère de la Justice sont fréquentes et émanent pour près de 90 % du Juge aux Affaires Familiales. Il s'agit notamment de situations de violences intrafamiliales, de problèmes psychiatriques de l'un des parents etc...

Actuellement, la Petite Ourse est très fortement sollicitée. Comme l'ensemble des acteurs du champ social le déplore, on constate une réelle dégradation des situations sociales des familles qui cumulent les difficultés (psy, précarité financière, violences...) et rendent la parentalité particulièrement complexe à appréhender.

Pour ces familles en crise, la Petite Ourse est un lieu neutre et essentiel dans le maintien ou la restauration du lien parental qui, lorsque c'est possible, est essentiel à l'équilibre de l'enfant. Son rôle et son action sont majeurs. Au plus fort de la crise sanitaire, la Petite Ourse a œuvré pour permettre aux parents séparés de leur (s) enfant (s) de maintenir un lien par téléphone ou en visio conférence lorsque c'était possible.

Il est proposé d'attribuer à la Petite Ourse **une subvention à hauteur de 20 000 €.**

**L'Association Générale des Familles (AGF)**, qui a quitté la rue de Bâle pour emménager dans de nouveaux locaux rue Brustlein à Mulhouse, propose aux familles mulhousiennes différentes aides. La plus utilisée est le vestiaire social en direction duquel les acteurs sociaux orientent de nombreuses familles en difficulté. Un écrivain public reçoit les familles chaque mercredi matin et un accès aux loisirs et à la culture est permis grâce à la mise en place d'un système de billetteries et de réductions auprès de commerçants.

Il est proposé d'attribuer pour l'année 2021 une subvention de **10 000 €**, montant identique à l'année 2020.

Membre de l'Union Départementale des Familles (UDAF), **le Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques (CDAFAL)** est une association d'éducation populaire. Un écrivain public tient une permanence dans ses locaux, une distribution de denrées alimentaires pour leurs membres les plus précaires est également proposée. Le CDAFAL aide les foyers en difficultés à accéder à des vacances et à des sorties et loisirs en organisant des visites culturelles, des courts séjours en famille etc.

Il est proposé de **reconduire la subvention à hauteur de 2 000 €.**

L'association **Jusqu'à la mort accompagner la vie (JALMALV)** accompagne les personnes en fin de vie ainsi que les familles endeuillées. Les bénévoles de cette association sont formés pour apporter de l'apaisement dans ces moments particulièrement éprouvants pour les familles. De plus en plus fortement sollicitée par les maisons de retraites et les Etablissements Hébergeant des

Personnes Agées et Dépendantes (EHPAD), l'intervention de JALMALV est aussi délicate que nécessaire.

Il est proposé de lui attribuer comme en 2020 une subvention de **1 800 €**.

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>Montant 2020</b>	<b>Montant 2021</b>
Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) : permanences d'accès aux droits pour les familles.	2 000 €	<b>2 000 €</b>
Association La Petite Ourse : permettre le maintien ou la restauration des liens entre le (s) enfant(s) et toute(s) personne(s) ayant un droit de visite, lorsque le contexte familial est dégradé.	20 000 €	<b>20 000 €</b>
Association Générale des Familles (AGF) : vestiaire social, écrivain public, accès aux droits, accès aux loisirs pour les familles	10 000 €	<b>10 000 €</b>
Conseil Départemental Associations Familiales Laiques (CDAFAL)	2 000 €	<b>2 000 €</b>
Association JALMALV : accompagnement des personnes en fin de vie et soutien aux familles endeuillées	1 800 €	<b>1 800 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>35 800 €</b>	<b>35 800 €</b>

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2021

Chapitre 65 - article 6574 - fonction 63

Service gestionnaire et utilisateur 113 – Familles et Parentalité

Ligne de Crédit n°4589 « Subvention de fonctionnement associations aide à la famille »

Répondre aux besoins des familles, aider les mulhousiens en difficulté, en partenariat avec les associations, et leur permettre de participer à la vie de la cité sont des engagements forts de la Ville de Mulhouse.

Portée par une association née de la volonté conjointe de Caritas Alsace et de la Fondation Apprentis d'Auteuil, la Maison des Familles s'inscrit dans ces trois objectifs. Elle vise à rompre l'isolement des familles en difficulté, à accompagner et conforter les parents dans l'exercice de leur rôle, à leur permettre de trouver des solutions à leurs difficultés et à créer des liens solidaires entre les familles.

La Maison des Familles mulhousienne est le troisième lieu de ce type à ouvrir en France à l'initiative des Apprentis d'Auteuil, mais le seul à être porté conjointement par deux associations.

Lieux de partage entre parents, professionnels et bénévoles pour accompagner les familles dans leur rôle, ces structures parient sur la capacité des familles à rechercher collectivement des solutions à leurs problèmes. Entre eux, et avec l'appui de professionnels et de bénévoles, les parents peuvent s'enrichir

mutuellement de leurs expériences et se réassurer sur leur compétence parentale. Les familles accueillies au sein des Maisons des Familles sont parties prenantes de la mise en œuvre des missions et des activités proposées : activités de loisirs, rencontre – échanges, accompagnements personnalisés, ateliers parents-enfants autour du jeu, de l'alimentation, de la scolarité, repas partagés, sorties en extérieur, participation au fonctionnement de la maison. Elles sont donc actrices et non consommatrices.

Il est proposé d'attribuer pour l'année 2021 une subvention de **20 000 €**, montant identique à l'année 2020.

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>Montant 2020</b>	<b>Montant 2021</b>
Maison des familles	20 000 €	<b>20 000 €</b>

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2021

Chapitre 65 - article 6574 - fonction 63

Service gestionnaire et utilisateur 1100 – Administration de Direction

Ligne de Crédit n°27393 « Subvention Maison des Familles »

Une contribution au fonctionnement du GIP **Maison des Adolescents (MDA)**, dont la Ville de Mulhouse est membre, est également proposée. La Maison des Adolescents est un acteur incontournable pour les adolescents de 12 à 25 ans en difficulté et leur famille. Elle propose écoute et accompagnement à ce public dans tout le département du Haut-Rhin. Des consultations spécialisées, confidentielles et gratuites sont proposées par une équipe pluridisciplinaire composée de médecins, psychologues, assistantes sociales, infirmières et éducateurs spécialisés. Un accompagnement individuel à la parentalité peut aussi être proposé aux parents qui se sentent en difficulté.

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>Montant 2020</b>	<b>Montant 2021</b>
<b><u>Groupement d'Intérêt Public « Maison des Adolescents »</u></b>	9 500 €	<b>9 500 €</b>

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2021

Chapitre 65 - compte 65738 - fonction 63

Service gestionnaire et utilisateur 113 – Familles et Parentalité

Ligne de Crédit n°28477 « Subventions de fonctionnement Maison des Ados »

A côté du soutien à ces associations, la Ville de Mulhouse développe également des actions de renforcement de la parentalité pour des familles rencontrant des difficultés éducatives. A titre d'exemple, des actions collectives « Contrat Sociaux Multipartites Parentalité » (CSMP) vont démarrer dans deux quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPPV), Les Coteaux et Fonderie à la rentrée

de septembre. Un peu plus d'une vingtaine de familles se verra proposer un accompagnement collectif de 6 mois, fondé sur la coresponsabilité au cours duquel parents et enfants se verront confortés dans leurs rôles respectifs au sein de l'entité familiale et accompagnés vers un bien - être familial. Repérées par les travailleurs sociaux et les écoles, ces familles profiteront de l'expertise de professionnels de la parentalité.

Enfin, pour promouvoir le bien-être des familles et développer l'attractivité touristique du territoire, la Ville de Mulhouse propose **des bons plans familles** chaque mois pour engager les familles mulhousiennes à passer du temps parent(s)/ enfant(s) tout en découvrant la foisonnante offre d'activités et d'évènements culturels, sportifs et de loisirs proposés à Mulhouse. Le **label Familles Plus**, dont la ville est lauréate depuis 2013, garantit la qualité d'accueil faite aux familles à Mulhouse et complète l'offre de loisirs faite aux familles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions d'attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2021 :

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>Montant 2021</b>
CIDFF	<b>2 000 €</b>
Association La Petite Ourse	<b>20 000 €</b>
AGF	<b>10 000 €</b>
CDAFAL	<b>2 000 €</b>
Association JALMALV	<b>1 800 €</b>
Maison des familles	<b>20 000 €</b>
Maison des Adolescents	<b>9 500 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>65 300 €</b>

- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Ne prend pas part au vote : M. OBERLIN.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME



Madame le Maire  
Michèle LUTZ



## Extrait des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 17 juin 2021

43 conseillers présents (55 en exercice / 11 procurations)

### **LOYERS ECONOMIQUES : MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'EXONERATIONS EXCEPTIONNELLES DANS LE CADRE DE LA COVID 19 (31/7.10.5/340)**

La crise sanitaire de la covid-19 a fortement impacté l'activité économique des entreprises. Ce contexte exceptionnel a conduit la Ville de Mulhouse à actionner dès le mois de mai 2020, une série de mesures d'urgence en soutien aux usagers et aux professionnels : gratuité du stationnement et des frais de scolarité du Conservatoire sur 2 mois, politique d'abattements et gratuité sur les droits d'occupation du domaine public et redevance d'occupation commerciale des marchés mulhousiens et des commerçants.

Ces mesures se sont également traduites par une annulation des loyers de locaux professionnels et commerciaux dont la Ville de Mulhouse est propriétaire pour les mois de mars, avril et mai pour 71 262 €. S'agissant des loyers de la concession RUDIC, cette annulation donnera lieu à une compensation des moindres recettes de CITIVIA SPL dans le cadre de la participation d'équilibre de l'opération à hauteur de 88 534 €.

La Ville de Mulhouse souhaite poursuivre son soutien et s'engager auprès de ses locataires dont l'activité, de nature commerciale, a pu être impactée par la crise de la covid-19 par la mise en œuvre de mesures d'exonération de loyers. Elle couvrira la période du mois de juin 2020 au mois de mai 2021 inclus.

Ces derniers mois, le contexte sanitaire a nécessité le maintien de mesures ayant entraîné des restrictions d'activité. Aussi, le dispositif d'exonération de loyers commerciaux proposé tient compte du degré d'impact, ainsi que de la période concernée pour correspondre au mieux à l'hétérogénéité des situations tout en assurant un traitement équitable entre les bénéficiaires.

La mise en place de ce dispositif et les modalités d'application seront les suivantes :

#### **Bénéficiaires :**

- locaux commerciaux dont la Ville est propriétaire ;
- locaux commerciaux facturés par CITIVIA dans le cadre de la concession RUDIC ;
- restaurant de la Halle du Marché dans le cadre de la concession de service public.

### **Conditions d'exonération :**

- activités relevant d'une fermeture administrative complète avec interdiction d'accueil du public sur 3 mois en novembre 2020 et avril-mai 2021 : 100% d'exonération de loyer par mois impacté.
- activités avec absence de fermeture administrative, mais impactées par les restrictions sur 3 mois en novembre 2020 et avril-mai 2021 :
  - 50% d'exonération de loyer par mois impacté ou,
  - 100% d'exonération si une perte de chiffre d'affaires supérieure à 50% comparativement à la même période 2019 est constatée sur justification.
- établissements de restauration ayant fait l'objet d'une fermeture administrative sur 7 mois du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021 : 100% d'exonération de loyer par mois impacté.
- restaurant de la Halle du Marché avec fermeture administrative sur 7 mois de novembre à mai (100% d'exonération) et baisse d'activité sur 5 mois de juin à octobre 2020 (50% d'exonération ou 100% si une perte de chiffre d'affaire supérieure à 50% par rapport à la même période 2019 est constatée sur justification).

### **Critères d'exonération :**

- solliciter le bénéfice de cette exonération avant le 31 décembre 2021 ;
- justifier d'une éligibilité au Fonds de Solidarité et en justifier le montant ;
- pour les entreprises qui ont pu poursuivre leur activité, démontrer une perte de chiffre d'affaires supérieure à 50% sur la même période en 2019.

L'impact budgétaire de la mise en œuvre de ces mesures ressort à un maximum de 254 K€.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la DSP et toutes les pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : 3

Dispositif d'exonérations de loyers commerciaux

Avenant à la concession de service public – restaurant de la Halle du Marché

Courrier d'engagement à Citivia – soutien aux activités commerciales de la concession RUDIC

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Maire  
Michèle LUTZ



## ANNEXE N° 1 : DISPOSITIF D'EXONERATION DE LOYERS COMMERCIAUX

Montant d'exonération	Période concernée	Justificatifs à produire
<b>Entreprises ayant fait l'objet d'une fermeture complète avec interdiction d'accueil du public</b>		
100% d'exonération	<b><u>3 mois maxi :</u></b> → exonération en novembre 2020 (2e confinement du 30.10 au 27.11.20 inclus) → exonération en avril et mai 2021 (3e confinement du 20.03 au 18.05.21 inclus)	produire un justificatif d'éligibilité au Fonds de Solidarité et du montant perçu
<b>Entreprises n'ayant pas fait l'objet d'une fermeture administrative mais potentiellement impactées par les restrictions</b>		
- 50% d'exonération - 100% si perte justifiée de chiffre d'affaires > à 50% par rapport à la même période 2019	<b><u>3 mois maxi :</u></b> → exonération en novembre 2020 (2e confinement du 30.10 au 27.11.20 inclus) → exonération en avril et mai 2021 (3e confinement du 20.03 au 18.05.21 inclus)	- produire un justificatif d'éligibilité au Fonds de Solidarité et du montant perçu - justifier d'une perte de chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année 2019
<b>Activités de restauration ayant fait l'objet d'une fermeture administrative</b>		
100% d'exonération	<b><u>7 mois maxi :</u></b> → exonération de novembre à mai 2021 (Fermeture administrative du 15.03 au 01.06.20 inclus et du 29.10 au 18.05.21 inclus)	produire un justificatif d'éligibilité au Fonds de Solidarité et du montant perçu
<b>Restaurant de la Halle du Marché</b>		
100 % exonération	→ exonération de mars à mai 2020 et de novembre à mai 2021 (Fermeture administrative du 15.03 au 01.06.20 inclus et du 29.10 au 18.05.21 inclus)	- produire un justificatif d'éligibilité au Fonds de Solidarité et du montant perçu
- 50% d'exonération - 100% si perte justifiée de chiffre d'affaires > à 50% par rapport à la même période 2019	→ exonération de juin à octobre (Période d'activité avec protocole du 02.06 au 28.10.20)	- justifier d'une perte de chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année 2019



**HORS DIRECTION  
ATTRACTIVITE COMMERCIALE  
040 – AF**

## **EXPLOITATION DE LA RESTAURATION DE LA HALLE DU MARCHÉ DE MULHOUSE**

### **AVENANT n° 1**

**A**

### **LA CONVENTION DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC**

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ, ou son représentant autorisé à signer l'avenant n°1 par délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2021 ci-après désignée « le délégué »,

d'une part

et

Le RESTAURANT AUX HALLES DU MARCHÉ – SARL, représentée par sa gérante, Madame Françoise PERICAS, domiciliée 51 passage de la Salle d'Asile – 68200 MULHOUSE, SARL inscrite le 26 janvier 2009 au registre du commerce et des sociétés de Mulhouse ci-après désignée « le délégataire ».

d'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

Par délibération du 25 septembre 2019, le Conseil Municipal de la Ville de Mulhouse a approuvé le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation de la restauration de la halle du marché de Mulhouse à la SARL RESTAURANT AUX HALLES DU MARCHÉ.

La convention de concession de service public prévoit que le présent contrat est consenti et accepté moyennant le paiement d'une redevance annuelle, composée

d'une part fixe révisable annuellement ainsi qu'une part variable dont le taux est conditionné par le montant du chiffre d'affaires réalisé.

Compte tenu de la crise sanitaire, il est proposé la mise en œuvre de mesures d'exonération de loyers pour la période de mars 2020 à mai 2021 correspondant à la période à laquelle les activités de nature commerciale ont été impactées par la crise de la covid-19.

La délibération du 17 juin 2021 fixe les modalités de mise en œuvre du dispositif d'exonérations de loyers commerciaux dont le délégataire pourra bénéficier selon les conditions exposées ci-dessous.

## **ARTICLE 1- Révision et règlement**

L'article 25 « REDEVANCE DUE PAR LE DELEGATAIRE » de la convention de concession de service public initiale est modifiée comme suit :

« Le présent contrat est consenti et accepté moyennant le paiement par le Délégué, au titre de l'occupation du domaine public, d'une redevance annuelle composée de :

- Une part fixe qui est acquise dans tous les cas à la Collectivité fixée à trente-deux mille quatre cent euros hors taxes (32 400 € HT).
- Une part variable dont le taux est conditionné par le montant du chiffre d'affaires (C.A.) :
  - Sur la tranche annuelle de chiffre d'affaires inférieur ou égale à 420 000,- €: 1.35 % du chiffre d'affaires;
  - Sur la tranche annuelle de chiffre d'affaires HT supérieure à 420 000,- € : 2% du chiffre d'affaires ; »

Le restaurant de la Halle du Marché avec une fermeture administrative sur 10 mois de mars à mai 2020 puis de novembre 2020 à mai 2021 et une baisse d'activité sur 5 mois de juin à octobre 2020 peut solliciter le bénéfice d'une exonération sur la redevance annuelle de 100% sur la période de fermeture administrative et une exonération pouvant aller de 50% à 100% sur la période de baisse d'activité selon les critères définies par la délibération du 17 juin et sur présentation des justificatifs demandés.

Les autres dispositions de l'article 25 restent inchangées.

## **ARTICLE 2 – Stipulations générales**

Toutes les autres clauses de la convention de concession de service public initiale demeurent inchangées.

Fait à Mulhouse, en un exemplaire.  
Le

Pour la Ville  
Le Maire

Le délégataire  
Restaurant aux Halles du Marché

Michèle LUTZ

Françoise PERICAS



**Michèle Lutz**

Maire de Mulhouse

Hors pôle  
040-Attractivité commerciale

Monsieur Jean-Philippe BOUILLE  
Président de CITIVIA SPL  
5 rue Lefebvre  
68100 MULHOUSE

**Affaire suivie par :** Bénédicte HOLDER

Chef de service

☎ 03 69 77 65 27

✉ benedicte.holder@mulhouse.fr

Le 3 juin 2021

## **Objet : Soutien aux activités commerciales de la concession RUDIC– COVID 19**

Monsieur le Président,

La ville de Mulhouse a souhaité apporter son soutien aux activités commerciales, et, dans ce cadre, elle s'est engagée financièrement aux côtés de Citivia pour permettre l'exonération des loyers des mois de mars, avril et mai 2020 via le versement d'une participation en fin de concession si le bilan venait à le nécessiter.

Ces derniers mois, le contexte sanitaire a nécessité le maintien de mesures ayant entraîné des restrictions d'activité.

Aussi, par la mise en œuvre de nouvelles mesures d'exonération de loyers couvrant la période du mois de juin 2020 au mois de mai 2021 inclus, la Ville souhaite poursuivre son soutien et s'engager auprès de ses locataires dont l'activité, de nature commerciale, a pu être impactée par la crise de la Covid-19.

La mise en place de ce dispositif et les modalités d'application seront les suivantes :

### **Conditions d'exonération :**

- activités relevant d'une fermeture administrative complète avec interdiction d'accueil du public sur 3 mois en novembre 2020 et avril-mai 2021 : 100% d'exonération de loyer par mois impacté.
- activités avec absence de fermeture administrative, mais impactées par les restrictions sur 3 mois en novembre 2020 et avril-mai 2021 :
  - 50% d'exonération de loyer par mois impacté ou,
  - 100% d'exonération si une perte de chiffre d'affaires supérieure à 50% comparativement à la même période 2019 est constatée sur justification.

- établissements de restauration ayant fait l'objet d'une fermeture administrative sur 7 mois du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021 : 100% d'exonération de loyer par mois impacté

**Critères d'exonération :**

- solliciter le bénéfice de cette exonération avant le 31 décembre 2021 ;
- justifier d'une éligibilité au Fonds de Solidarité et en justifier le montant ;
- pour les entreprises qui ont pu poursuivre leur activité, démontrer une perte de chiffre d'affaires supérieure à 50% sur la même période en 2019.

La Ville souhaite que ce dispositif soit applicable aux activités commerciales locataires au travers de la concession RUDIC et s'engage, une nouvelle fois, au versement d'une participation en fin de concession si le bilan le nécessitait.

L'impact budgétaire de la mise en œuvre de ces mesures ressort à un maximum de 132 604 €, le montant restant à confirmer au terme de l'instruction des dossiers de demande.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes sincères salutations.